Treaty Series

Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations

Recueil des Traités

Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Copyright © United Nations 2000
All rights reserved
Manufactured in the United States of America

Copyright © Nations Unies 2000
Tous droits réservés
Imprimé aux Etats-Unis d'Amérique

Treaty Series

Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations

VOLUME 1975

Recueil des Traités

Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

United Nations • Nations Unies
New York, 2000

Treaties and international agreements registered or filed and recorded with the Secretariat of the United Nations

VOLUME 1975 | 1997 | I. No. 33757 (*continued*)

TABLE OF CONTENTS

I

Treaties and international agreements registered on 29 April 1997

Page

No. 33757. Multilateral (*continued*):

Convention on the prohibition of the development, production, stockpiling and use of chemical weapons and on their destruction (with annexes). Opened for signature at Paris on 13 January 1993

Ratification by Cuba

Territorial application by the Netherlands 3

Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

VOLUME 1975 | 1997 | I. N° 33757 (*suite*)

TABLE DES MATIÈRES

I

Traités et accords internationaux enregistrés le 29 avril 1997

Page

N° 33757. Multilatéral (*suite*) :

Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (avec annexes). Ouverte à la signature à Paris le 13 janvier 1993

Ratification de Cuba

Application territoriale des Pays-Bas 3

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p. VIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

*
* *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'Etat Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet Etat comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un Etat Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*
* *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

on 29 April 1997

No. 33757 **(continued)**

Traités et accords internationaux

enregistrés

le 29 avril 1997

N° 33757 **(suite)**

No. 33757
(*continued — suite*)

MULTILATERAL

Convention on the prohibition of the development, prodnction, stockpiling and use of chemical weapons and on their destruction (with annexes). Opened for signature at Paris on 13 Jannary 1993

Authentic texts: Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish. *

Registered ex officio *on 29 April 1997.*

Ratification by Cnba

Territorial application by the Netherlands

MULTILATÉRAL

Convention snr l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiqnes et sur leur destruction (avec annexes). Ouverte à la signature à Paris le 13 janvier 1993

Textes authentiques : arabe, chinois, anglais, français, russe et espagnol.*

Enregistrée d'office le 29 avril 1997.

Ratification de Cuba

Application territoriale des Pays-Bas

---

* The authentic French, Russian and Spanish texts are reproduced herein. The authentic Arabic, Chinese and English texts are reproduced in volume 1974 — Les textes authentiques français, russe et espagnol sont reproduits dans le présent volume. Les textes authentiques arabe, chinois et anglais sont reproduits dans le volume 1974.

CONVENTION[1] SUR L'INTERDICTION DE LA MISE AU POINT, DE LA FABRICATION, DU STOCKAGE ET DE L'EMPLOI DES ARMES CHIMIQUES ET SUR LEUR DESTRUCTION

PREAMBULE

Les Etats parties à la présente Convention,

Résolus à agir en vue de réaliser des progrès effectifs vers un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace, y compris l'interdiction et l'élimination de tous les types d'armes de destruction massive,

Désireux de contribuer à la réalisation des buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Rappelant que l'Assemblée générale des Nations Unies a maintes fois condamné tous les actes contraires aux principes et aux objectifs du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou

[1] Entrée en vigueur le 29 avril 1997, conformément à l'article XXI :

Participant	*Date de dépôt de l'instrument de ratification*
Afrique du Sud	13 septembre 1995
Albanie	11 mai 1994
Algérie	14 août 1995
Allemagne	12 août 1994
(Confirmant la déclaration formulée lors de la signature*.)	
Arabie saoudite	9 août 1996
Argentine	2 octobre 1995
Arménie	27 janvier 1995
Australie	6 mai 1994
Autriche	17 août 1995
Bélarus	11 juillet 1996
Brésil	13 mars 1996
Bulgarie	10 août 1994
Cameroun	16 septembre 1996
Canada	26 septembre 1995
Chili	12 juillet 1996
Costa Rica	31 mai 1996
Côte d'Ivoire	18 décembre 1995
Croatie	23 mai 1995
Danemark	13 juillet 1995
El Salvador	30 octobre 1995
Equateur	6 septembre 1995
Espagne	3 août 1994
(Confirmant la déclaration formulée lors de la signature*.)	
Ethiopie	13 mai 1996
Fidji	20 janvier 1993
Finlande	7 février 1995
France	2 mars 1995
Géorgie	27 novembre 1995
Grèce	22 décembre 1994
(Confirmant la déclaration formulée lors de la signature*.)	
Hongrie	31 octobre 1996
Iles Cook	15 juillet 1994
Inde	3 septembre 1996
Irlande	24 juin 1996
(Confirmant la déclaration formulée lors de la signature*.)	
Italie	8 décembre 1995
(Confirmant la déclaration formulée lors de la signature*.)	
Japon	15 septembre 1995
Lesotho	7 décembre 1994
Lettonie	23 juillet 1996
Maldives	31 mai 1994
Maroc	28 décembre 1995
Maurice	9 février 1993
Mexique	29 août 1994
Monaco	1er juin 1995
Mongolie	17 janvier 1995
Namibie	24 novembre 1995
Norvège	7 avril 1994
Nouvelle-Zélande	15 juillet 1996
Oman	8 février 1995
Ouzbékistan	23 juillet 1996
Papouasie-Nouvelle-Guinée	17 avril 1996
Paraguay	1er décembre 1994
Pays-Bas	30 juin 1995
(Pour le Royaume en Europe.)	
Pérou	20 juillet 1995
Pologne	23 août 1995
Portugal	10 septembre 1996
(Confirmant la déclaration formulée lors de la signature*.)	
République de Moldova	8 juillet 1996
République tchèque	6 mars 1996
Roumanie	15 février 1995
Royaume-Uni de Grande-Gretagne et d'Irlande du Nord	13 mai 1996
Seychelles	7 avril 1993
Slovaquie	27 octobre 1995
Sri Lanka	19 août 1994
Suède	17 juin 1993
Suisse	10 mars 1995
Tadjikistan	11 janvier 1995
Turkménistan	29 septembre 1994
Uruguay	6 octobre 1994

(Suite à la page 5)

similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925 (Protocole de Genève de 1925)[2],

Reconnaissant que la présente Convention réaffirme les principes et les objectifs du Protocole de Genève de 1925 et de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Londres, Moscou et Washington le 10 avril 1972[3], ainsi que les obligations contractées en vertu de ces instruments,

Ayant présent à l'esprit l'objectif énoncé à l'article IX de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction,

Résolus, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, à exclure complètement la possibilité de l'emploi des armes chimiques, grâce à l'application des dispositions de la présente Convention, complétant ainsi les obligations contractées en vertu du Protocole de Genève de 1925,

Reconnaissant l'interdiction de l'emploi d'herbicides en tant que moyens de guerre, telle que la traduisent les accords pertinents et les principes du droit international en la matière,

Considérant que les progrès dans le domaine de la chimie devraient être utilisés exclusivement au profit de l'humanité,

Désireux de faciliter la liberté du commerce des produits chimiques ainsi que la coopération entre pays et l'échange international d'informations scientifiques et techniques dans le domaine des activités chimiques à des fins non interdites par la présente Convention, dans le but de renforcer le développement économique et technologique de tous les Etats parties,

Convaincus que l'interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication, de l'acquisition, du stockage, de la conservation, du transfert et de l'emploi des armes chimiques et leur destruction représentent une étape nécessaire vers la réalisation de ces objectifs communs,

Sont convenus de ce qui suit :

(Suite de la note 1 de la page 4)

Par la suite, et avant l'entrée en vigueur de la Convention, les Etats suivants ont également déposé des instruments de ratification aux dates indiquées ci-après pour prendre effet le 29 avril 1997, soit la date d'entrée en vigueur de la Convention :

Participant	*Date de dépôt de l'instrument de ratification*	
Swaziland	20 novembre	1996
Philippines	11 décembre	1996
Belgique	27 janvier	1997
(Confirmant la déclaration formulée lors de la signature*.)		
Bosnie-Herzégovine	25 février	1997
République démocratique populaire lao	25 février	1997
Niger	9 avril	1997
Sainte-Lucie	9 avril	1997
Luxembourg	15 avril	1997
(Confirmant la déclaration formulée lors de la signature*.)		
Tunisie	15 avril	1997
Togo	23 avril	1997
Bangladesh	25 avril	1997
Chine	25 avril	1997
(Avec déclaration**.)		
Guinée équatoriale	25 avril	1997
Kenya	25 avril	1997
Etats-Unis d'Amérique	25 avril	1997
(Avec déclaration**.)		
Zimbabwe	25 avril	1997
Bahreïn	28 avril	1997
Islande	28 avril	1997
Mali	28 avril	1997
Malte	28 avril	1997
République de Corée	28 avril	1997
Suriname	28 avril	1997

* Voir p. 470 du présent volume pour les textes des déclarations faites lors de la signature.

** Voir p. 473 du présent volume pour les textes des déclarations faites lors de la ratification.

[2] Société des Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. XCIV, p. 65.

[3] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1015, p. 163.

ARTICLE PREMIER

OBLIGATIONS GENERALES

1. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à ne jamais, en aucune circonstance :

a) Mettre au point, fabriquer, acquérir d'une autre manière, stocker ou conserver d'armes chimiques, ou transférer, directement ou indirectement, d'armes chimiques à qui que ce soit;

b) Employer d'armes chimiques;

c) Entreprendre de préparatifs militaires quels qu'ils soient en vue d'un emploi d'armes chimiques;

d) Aider, encourager ou inciter quiconque, de quelque manière que ce soit, à entreprendre quelque activité que ce soit qui est interdite à un Etat partie en vertu de la présente Convention.

2. Chaque Etat partie s'engage à détruire les armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, conformément aux dispositions de la présente Convention.

3. Chaque Etat partie s'engage à détruire toutes les armes chimiques qu'il a abandonnées sur le territoire d'un autre Etat partie, conformément aux dispositions de la présente Convention.

4. Chaque Etat partie s'engage à détruire toute installation de fabrication d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, conformément aux dispositions de la présente Convention.

5. Chaque Etat partie s'engage à ne pas employer d'agents de lutte antiémeute en tant que moyens de guerre.

ARTICLE II

DEFINITIONS ET CRITERES

Aux fins de la présente Convention :

1. On entend par "armes chimiques" les éléments ci-après, pris ensemble ou séparément :

a) Les produits chimiques toxiques et leurs précurseurs, à l'exception de ceux qui sont destinés à des fins non interdites par la présente Convention, aussi longtemps que les types et quantités en jeu sont compatibles avec de telles fins;

b) Les munitions et dispositifs spécifiquement conçus pour provoquer la mort ou d'autres dommages par l'action toxique des produits chimiques toxiques définis à l'alinéa a), qui seraient libérés du fait de l'emploi de ces munitions et dispositifs;

c) Tout matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi des munitions et dispositifs définis à l'alinéa b).

2. On entend par "produit chimique toxique" :

Tout produit chimique qui, par son action chimique sur des processus biologiques, peut provoquer chez les êtres humains ou les animaux la mort, une incapacité temporaire ou des dommages permanents. Cela comprend tous les produits chimiques de ce type, quels qu'en soient l'origine ou le mode de fabrication, qu'ils soient obtenus dans des installations, dans des munitions ou ailleurs.

(Aux fins de l'application de la présente Convention, des produits chimiques toxiques qui ont été reconnus comme devant faire l'objet de mesures de vérification sont énumérés aux tableaux figurant dans l'Annexe sur les produits chimiques.)

3. On entend par "précurseur" :

Tout réactif chimique qui entre à un stade quelconque dans la fabrication d'un produit chimique toxique, quel que soit le procédé utilisé. Cela comprend tout composant clé d'un système chimique binaire ou à composants multiples.

(Aux fins de l'application de la présente Convention, des précurseurs qui ont été reconnus comme devant faire l'objet de mesures de vérification sont énumérés aux tableaux figurant dans l'Annexe sur les produits chimiques.)

4. On entend par "composant clé d'un système chimique binaire ou à composants multiples" (ci-après dénommé "composant clé") :

Le précurseur qui joue le rôle le plus important dans la détermination des propriétés toxiques du produit final et qui réagit rapidement avec d'autres produits chimiques dans le système binaire ou à composants multiples.

5. On entend par "armes chimiques anciennes" :

a) Les armes chimiques qui ont été fabriquées avant 1925; ou

b) Les armes chimiques fabriquées entre 1925 et 1946 qui se sont détériorées au point de ne plus pouvoir être employées en tant qu'armes chimiques.

6. On entend par "armes chimiques abandonnées" :

Les armes chimiques, y compris les armes chimiques anciennes, qui ont été abandonnées par un Etat après le 1er janvier 1925 sur le territoire d'un autre Etat sans le consentement de ce dernier.

7. On entend par "agent de lutte antiémeute" :

Tout produit chimique qui n'est pas inscrit à un tableau et qui peut provoquer rapidement chez les êtres humains une irritation sensorielle ou une incapacité physique disparaissant à bref délai après qu'a cessé l'exposition.

8. L'expression "installation de fabrication d'armes chimiques" :

a) Désigne tout matériel, ainsi que tout bâtiment abritant ce matériel, qui a été conçu, construit ou utilisé à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946 :

i) Pour la fabrication de produits chimiques au stade ("stade technologique final") où le flux de matières contient, quand le matériel est en service :

1) Un produit chimique inscrit au tableau 1 de l'Annexe sur les produits chimiques; ou

2) Un autre produit chimique qui, sur le territoire de l'Etat partie ou en un autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de l'Etat partie, n'a pas d'utilisation à des fins non interdites par la présente Convention au-dessus d'une tonne par an, mais qui peut être utilisé à des fins d'armes chimiques;

ou

ii) Pour le remplissage d'armes chimiques, y compris, entre autres : le chargement de produits chimiques inscrits au tableau 1 dans des munitions, des dispositifs, ou des conteneurs de stockage en vrac; le chargement de produits chimiques dans des conteneurs qui font partie de munitions et de dispositifs binaires assemblés ou dans des sous-munitions chimiques qui font partie de munitions et de dispositifs unitaires assemblés; et le chargement des conteneurs et des sous-munitions chimiques dans les munitions et les dispositifs correspondants;

b) Ne désigne pas :

i) Une installation dont la capacité de synthèse des produits chimiques visés à l'alinéa a) i) est inférieure à une tonne;

ii) Une installation dans laquelle l'un des produits chimiques visés à l'alinéa a) i) est ou a été obtenu comme sous-produit inévitable d'activités menées à des fins non interdites par la présente Convention, pour autant que la quantité de ce sous-produit ne soit pas supérieure à 3 % de la quantité totale du produit et que l'installation soit soumise à déclaration et à inspection en vertu de l'Annexe sur l'application de la Convention et la vérification (ci-après dénommée "l'Annexe sur la vérification");

iii) L'installation unique à petite échelle servant à la fabrication de produits chimiques inscrits au tableau 1 à des fins non interdites par la présente Convention, visée à la sixième partie de l'Annexe sur la vérification.

9. On entend par "fins non interdites par la présente Convention" :

a) Des fins industrielles, agricoles, de recherche, des fins médicales, pharmaceutiques ou d'autres fins pacifiques;

b) Des fins de protection, à savoir les fins ayant un rapport direct avec la protection contre les produits chimiques toxiques et la protection contre les armes chimiques;

c) Des fins militaires sans rapport avec l'emploi d'armes chimiques et qui ne sont pas tributaires de l'emploi, en tant que moyen de guerre, des propriétés toxiques de produits chimiques;

d) Des fins de maintien de l'ordre public, y compris de lutte antiémeute sur le plan intérieur.

10. On entend par "capacité de production" :

La quantité d'un produit chimique déterminé qui pourrait être fabriquée annuellement à l'aide du procédé technique que l'installation visée utilise effectivement ou qu'elle a l'intention d'utiliser, si ce procédé n'est pas encore opérationnel. Elle est considérée comme étant égale à la capacité nominale ou, si celle-ci n'est pas disponible, à la capacité prévue. Par capacité nominale, on entend la quantité de produit fabriquée dans des conditions optimisées pour que l'installation de fabrication produise une quantité maximale, quantité établie après un ou plusieurs essais d'exploitation. Par capacité prévue, on entend la quantité de produit fabriquée correspondante, telle qu'elle a été déterminée par des calculs théoriques.

11. On entend par "Organisation" l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dont porte création l'article VIII de la présente Convention.

12. Aux fins de l'article VI :

a) On entend par "fabrication" d'un produit chimique l'obtention d'un corps par réaction chimique;

b) On entend par "traitement" d'un produit chimique une opération physique, telle que la préparation, l'extraction et la purification, où le produit n'est pas transformé en une autre espèce chimique;

c) On entend par "consommation" d'un produit chimique la transformation de ce corps par réaction chimique en une autre espèce chimique.

ARTICLE III

DECLARATIONS

1. Chaque Etat partie présente à l'Organisation, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, des déclarations dans lesquelles :

a) En ce qui concerne les armes chimiques, il :

i) Déclare s'il est propriétaire ou détenteur d'armes chimiques ou s'il se trouve des armes chimiques en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle;

ii) Indique l'emplacement exact, la quantité globale et l'inventaire détaillé des armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, conformément aux paragraphes 1 à 3 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification, exception faite des armes chimiques visées au point iii);

iii) Signale toute arme chimique qu'il a sur son territoire, dont un autre Etat est le propriétaire et le détenteur et qui se trouve en un lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un autre Etat, conformément au paragraphe 4 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification;

iv) Déclare s'il a transféré ou reçu, directement ou indirectement, des armes chimiques depuis le 1er janvier 1946 et spécifie le

transfert ou la réception de telles armes, conformément au paragraphe 5 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification;

v) Présente son plan général de destruction des armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, conformément au paragraphe 6 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification;

b) En ce qui concerne les armes chimiques anciennes et les armes chimiques abandonnées, l'Etat partie :

i) Déclare s'il a sur son territoire des armes chimiques anciennes et fournit tous les renseignements dont il dispose à leur sujet, conformément au paragraphe 3 de la quatrième partie (B) de l'Annexe sur la vérification;

ii) Déclare s'il se trouve sur son territoire des armes chimiques abandonnées et fournit tous les renseignements dont il dispose à leur sujet, conformément au paragraphe 8 de la quatrième partie (B) de l'Annexe sur la vérification;

iii) Déclare s'il a abandonné des armes chimiques sur le territoire d'autres Etats et fournit tous les renseignements dont il dispose à leur sujet, conformément au paragraphe 10 de la quatrième partie (B) de l'Annexe sur la vérification;

c) En ce qui concerne les installations de fabrication d'armes chimiques, l'Etat partie :

i) Déclare s'il est ou a été propriétaire ou détenteur d'une installation de fabrication d'armes chimiques, ou s'il se trouve ou s'est trouvé une telle installation en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946;

ii) Spécifie toute installation de fabrication d'armes chimiques dont il est ou a été le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve ou s'est trouvée en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946, conformément au paragraphe 1 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification, exception faite des installations visées au point iii);

iii) Signale toute installation de fabrication d'armes chimiques qu'il a ou a eue sur son territoire, dont un autre Etat est ou a été le propriétaire et le détenteur et qui se trouve ou s'est trouvée en un lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un autre Etat à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946, conformément au paragraphe 2 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

iv) Déclare s'il a transféré ou reçu, directement ou indirectement, du matériel de fabrication d'armes chimiques depuis le 1er janvier 1946 et spécifie le transfert ou la réception d'un tel matériel, conformément aux paragraphes 3 à 5 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

v) Présente son plan général de destruction de toute installation de fabrication d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, conformément au paragraphe 6 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

vi) Spécifie les mesures à prendre pour fermer toute installation de fabrication d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, conformément au paragraphe 1, alinéa i), de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

vii) Présente son plan général de toute conversion temporaire d'une installation de fabrication d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, en installation de destruction d'armes chimiques, conformément au paragraphe 7 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

d) En ce qui concerne les autres installations : L'Etat partie indique l'emplacement exact, la nature et la portée générale des activités de toute installation ou tout établissement dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle et qui, depuis le 1er janvier 1946, a été conçu, construit ou utilisé principalement pour mettre au point des armes chimiques, la déclaration incluant, entre autres, tout laboratoire ainsi que tout site d'essai et d'évaluation;

e) En ce qui concerne les agents de lutte antiémeute : l'Etat partie spécifie le nom chimique, la formule développée et le numéro de fichier du Chemical Abstracts Service (CAS), s'il a été attribué, de chaque produit chimique qu'il détient aux fins de lutte antiémeute; cette déclaration est mise à jour au plus tard 30 jours après qu'un changement est effectivement intervenu, le cas échéant.

2. L'Etat partie est libre d'appliquer ou non les dispositions du présent article et les dispositions pertinentes de la quatrième partie de l'Annexe sur la vérification aux armes chimiques qui ont été enfouies sur son territoire avant le 1er janvier 1977 et qui le restent, ou qui ont été déversées en mer avant le 1er janvier 1985.

ARTICLE IV

ARMES CHIMIQUES

1. Les dispositions du présent article et les procédures d'application détaillées qui s'y rapportent s'appliquent à toutes les armes chimiques dont un Etat partie est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, exception faite des armes chimiques anciennes et des armes chimiques abandonnées auxquelles s'applique la quatrième partie (B) de l'Annexe sur la vérification.

2. Les procédures d'application du présent article sont détaillées dans l'Annexe sur la vérification.

3. Tous les emplacements dans lesquels les armes chimiques visées au paragraphe 1 sont stockées ou détruites sont soumis à une vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen

d'instruments installés sur place, conformément à la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification.

4. Chaque Etat partie, immédiatement après avoir présenté la déclaration prévue au paragraphe 1, alinéa a), de l'article III, donne accès aux armes chimiques visées au paragraphe 1 aux fins de la vérification systématique de cette déclaration par l'inspection sur place. Ensuite, l'Etat partie ne déplace aucune de ces armes chimiques, si ce n'est pour la transporter dans une installation de destruction d'armes chimiques. Il donne accès à ces armes aux fins de la vérification systématique sur place.

5. Chaque Etat partie donne accès à toute installation de destruction d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, ainsi qu'à toute zone de stockage que comporte cette dernière, aux fins de la vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place.

6. Chaque Etat partie détruit toutes les armes chimiques visées au paragraphe 1 conformément à l'Annexe sur la vérification, ainsi qu'au rythme et dans l'ordre convenus (ci-après dénommés "ordre de destruction"). Leur destruction commence au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie et s'achève au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Rien n'empêche qu'un Etat partie détruise ces armes chimiques à un rythme plus rapide.

7. Chaque Etat partie :

a) Présente des plans détaillés de destruction des armes chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 60 jours avant le début de chaque période de destruction annuelle, conformément au paragraphe 29 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification - ces plans détaillés englobent tous les stocks à détruire au cours de la période de destruction annuelle suivante;

b) Présente annuellement des déclarations concernant la mise en oeuvre de ses plans de destruction des armes chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 60 jours après la fin de chaque période de destruction annuelle;

c) Certifie, au plus tard 30 jours après l'achèvement du processus de destruction, que toutes les armes chimiques visées au paragraphe 1 ont été détruites.

8. L'Etat qui ratifie la présente Convention ou qui y adhère après la période de dix ans prévue pour la destruction, aux termes du paragrapne 6, détruit les armes chimiques visées au paragraphe 1 dès que possible. Le Conseil exécutif établit à l'égard de cet Etat partie un ordre de destruction des armes et les procédures à suivre pour vérifier rigoureusement leur destruction.

9. Toute arme chimique que découvre un Etat partie après la déclaration initiale est signalée, mise en lieu sûr, puis détruite conformément à la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification.

10. Chaque Etat partie accorde la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement pendant le transport, l'échantillonnage, le stockage et la destruction des armes chimiques. Il transporte, échantillonne, stocke et détruit ces armes en respectant ses normes nationales en matière de sécurité et d'émissions.

11. Tout Etat partie ayant sur son territoire des armes chimiques dont un autre Etat est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous la juridiction ou le contrôle d'un autre Etat, fait tout son possible pour s'assurer que ces armes sont enlevées de son territoire au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. Si elles ne sont pas enlevées dans un délai d'un an, l'Etat partie peut demander à l'Organisation et à d'autres Etats parties de lui venir en aide pour les détruire.

12. Chaque Etat partie s'engage à coopérer avec d'autres Etats parties qui demandent des renseignements ou une assistance à l'échelon bilatéral ou par l'intermédiaire du Secrétariat technique concernant des méthodes et des techniques de destruction sûres et efficaces des armes chimiques.

13. Quant aux activités de vérification à exécuter conformément au présent article et à la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification, l'Organisation étudie les possibilités d'éviter qu'elles ne fassent double emploi avec ce que prévoient des accords bilatéraux ou multilatéraux conclus entre des Etats parties en vue de la vérification des stocks d'armes chimiques et de leur destruction.

A cette fin, le Conseil exécutif décide de limiter la vérification à des mesures complétant celles qui sont entreprises conformément à un accord bilatéral ou multilatéral de cette nature, s'il constate que :

a) Les dispositions relatives à la vérification de l'accord considéré sont compatibles avec les dispositions correspondantes du présent article et de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification;

b) L'application de l'accord apporte une garantie suffisante du respect des dispositions pertinentes de la présente Convention;

c) Les parties à l'accord bilatéral ou multilatéral tiennent l'Organisation pleinement informée de leurs activités de vérification.

14. Si le Conseil exécutif décide ce que prévoit le paragraphe 13, l'Organisation a le droit de surveiller l'application de l'accord bilatéral ou multilatéral considéré.

15. Rien dans les paragraphes 13 et 14 n'affecte l'obligation où se trouve l'Etat partie de présenter des déclarations conformément à l'article III, au présent article et à la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification.

16. Les coûts de la destruction des armes chimiques qu'un Etat partie est tenu de détruire sont à la charge de cet Etat. Les coûts de la vérification du stockage et de la destruction de ces armes chimiques le sont également, à moins que le Conseil exécutif n'en décide autrement. Si le Conseil exécutif décide, conformément au paragraphe 13, de limiter la vérification effectuée par l'Organisation, les coûts des mesures de vérification et de surveillance complémentaires qu'exécute l'Organisation sont couverts selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, comme indiqué au paragraphe 7 de l'article VIII.

17. L'Etat partie est libre d'appliquer ou non les dispositions du présent article et les dispositions pertinentes de la quatrième partie de l'Annexe sur la vérification aux armes chimiques qui ont été enfouies sur son territoire avant le 1er janvier 1977 et qui le restent, ou qui ont été déversées en mer avant le 1er janvier 1985.

ARTICLE V

INSTALLATIONS DE FABRICATION D'ARMES CHIMIQUES

1. Les dispositions du présent article et les procédures d'application détaillées qui s'y rapportent s'appliquent à toutes les installations de fabrication d'armes chimiques dont un Etat partie est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle.

2. Les procédures d'application du présent article sont détaillées à l'Annexe sur la vérification.

3. Toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 sont soumises à une vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, conformément à la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification.

4. Chaque Etat partie met immédiatement fin à toute activité dans les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1, excepté à celle qui est requise pour les fermer.

5. Aucun Etat partie ne construit de nouvelles installations de fabrication d'armes chimiques ni ne modifie d'installations existantes aux fins de la fabrication d'armes chimiques ou de toute autre activité interdite par la présente Convention.

6. Chaque Etat partie, immédiatement après avoir présenté la déclaration prévue au paragraphe 1, alinéa c), de l'article III, donne accès aux installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1, aux fins de la vérification systématique de cette déclaration par l'inspection sur place.

7. Chaque Etat partie :

a) Ferme, au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1, conformément à la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification, et le fait savoir;

b) Donne accès aux installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1, après leur fermeture, aux fins de la vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, vérification qui a pour but de s'assurer que les installations restent fermées et sont par la suite détruites.

8. Chaque Etat partie détruit toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 ainsi que les installations et le matériel connexes, conformément à l'Annexe sur la vérification ainsi qu'au rythme et dans l'ordre convenus (ci-après dénommés "ordre de destruction"). Leur destruction commence au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie et s'achève au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Rien n'empêche qu'un Etat partie détruise ces installations à un rythme plus rapide.

9. Chaque Etat partie :

a) Présente des plans détaillés de destruction des installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 180 jours avant que la destruction de chaque installation ne commence;

b) Présente annuellement des déclarations concernant la mise en oeuvre de ses plans de destruction de toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 90 jours après la fin de chaque période de destruction annuelle;

c) Certifie, au plus tard 30 jours après l'achèvement du processus de destruction, que toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 ont été détruites.

10. L'Etat qui ratifie la présente Convention ou qui y adhère après la période de dix ans prévue pour la destruction, aux termes du paragraphe 8, détruit les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 dès que possible. Le Conseil exécutif établit à l'égard de cet Etat partie un ordre de destruction des installations et les procédures à suivre pour vérifier rigoureusement leur destruction.

11. Chaque Etat partie accorde la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement pendant la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques. Il détruit les installations en respectant ses normes nationales en matière de sécurité et d'émissions.

12. Les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 peuvent être temporairement converties pour la destruction d'armes chimiques conformément aux paragraphes 18 à 25 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification. L'installation ainsi convertie doit être détruite aussitôt qu'elle n'est plus utilisée pour la destruction d'armes chimiques et, en tout état de cause, au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention.

13. L'Etat partie paut demander, dans les cas exceptionnels de nécessité impérieuse, l'autorisation d'exploiter l'une des installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 à des fins non interdites par la présente Convention. La Conférence des Etats parties décide, sur la recommandation du Conseil exécutif, s'il y a lieu de faire droit à la demande et fixe les conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée, conformément à la section D de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification.

14. L'installation de fabrication d'armes chimiques est convertie de telle manière qu'elle ne soit pas plus à même de fabriquer des armes chimiques à l'avenir que toute autre installation exploitée à des fins industrielles, agricoles, de recherche, des fins médicales, pharmaceutiques ou d'autres fins pacifiques ne mettant pas en jeu de produits chimiques inscrits au tableau 1.

15. Toutes les installations converties sont soumises à la vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, conformément à la section D de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification.

16. Quant aux activités de vérification à exécuter conformément au présent article et à la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification, l'Organisation étudie les possibilités d'éviter qu'elles ne fassent double emploi avec ce que prévoient des accords bilatéraux ou multilatéraux conclus entre des Etats parties en vue de la vérification des installations de fabrication d'armes chimiques et de leur destruction.

A cette fin, le Conseil exécutif décide de limiter la vérification à des mesures complétant celles qui sont entreprises conformément à un accord bilatéral ou multilatéral de cette nature s'il constate que :

a) Les dispositions relatives à la vérification de l'accord considéré sont compatibles avec les dispositions correspondantes du présent article et de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

b) L'application de l'accord apporte une garantie suffisante du respect des dispositions pertinentes de la présente Convention;

c) Les parties à l'accord bilatéral ou multilatéral tiennent l'Organisation pleinement informée de leurs activités de vérification.

17. Si le Conseil exécutif décide ce que prévoit le paragraphe 16, l'Organisation a le droit de surveiller l'application de l'accord bilatéral ou multilatéral considéré.

18. Rien dans les paragraphes 16 et 17 n'affecte l'obligation où se trouve un Etat partie de présenter des déclarations conformément à l'article III, au présent article et à la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification.

19. Les coûts de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques qu'un Etat partie est tenu de détruire sont à la charge de cet Etat. Les coûts de la vérification prévue par le présent article le sont également, à moins que le Conseil exécutif n'en décide autrement. Si le Conseil exécutif décide, conformément au paragraphe 16, de limiter la vérification effectuée par l'Organisation, les coûts des mesures de vérification et de surveillance complémentaires qu'exécute l'Organisation sont couverts selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, comme indiqué au paragraphe 7 de l'article VIII.

ARTICLE VI

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA PRESENTE CONVENTION

1. Chaque Etat partie a le droit, sous réserve des dispositions de la présente Convention, de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir d'une autre manière, de conserver, de transférer et d'utiliser des produits chimiques toxiques et leurs précurseurs à des fins non interdites par la présente Convention.

2. Chaque Etat partie adopte les mesures nécessaires pour que les produits chimiques toxiques et leurs précurseurs ne soient mis au point, fabriqués, acquis d'une autre manière, conservés, transférés ou utilisés sur son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle qu'à des fins non interdites par la présente Convention. Dans ce but, et pour donner l'assurance que ses activités sont conformes aux obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention, chaque Etat partie soumet les produits chimiques toxiques et leurs précurseurs qui sont inscrits aux tableaux 1, 2 et 3 de l'Annexe sur les produits chimiques ainsi que les installations liées à ces produits chimiques et les autres installations visées à l'Annexe sur la vérification qui sont situées sur son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle à des mesures de vérification selon les dispositions de l'Annexe sur la vérification.

3. Chaque Etat partie soumet les produits chimiques inscrits au tableau 1 (ci-après dénommés les "produits chimiques du tableau 1") aux interdictions concernant leur fabrication, leur acquisition, leur conservation, leur transfert et leur utilisation, telles que spécifiées dans la sixième partie de l'Annexe sur la vérification. Il soumet ces produits et les installations visées à la sixième partie de l'Annexe sur la vérification à une vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen

d'instruments installés sur place, conformément à cette partie de l'Annexe sur la vérification.

4. Chaque Etat partie soumet les produits chimiques inscrits au tableau 2 (ci-après dénommés les "produits chimiques du tableau 2") et les installations visées à la septième partie de l'Annexe sur la vérification au contrôle des données et à la vérification sur place, conformément à cette partie de l'Annexe sur la vérification.

5. Chaque Etat partie soumet les produits chimiques inscrits au tableau 3 (ci-après dénommés les "produits chimiques du tableau 3") et les installations visées à la huitième partie de l'Annexe sur la vérification au contrôle des données et à la vérification sur place, conformément à cette partie de l'Annexe sur la vérification.

6. Chaque Etat partie soumet les installations visées à la neuvième partie de l'Annexe sur la vérification au contrôle des données et, éventuellement, à la vérification sur place, conformément à cette partie de l'Annexe sur la vérification, à moins que la Conférence des Etats parties n'en décide autrement, conformément au paragraphe 22 de la neuvième partie de l'Annexe sur la vérification.

7. Chaque Etat partie fait, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, une déclaration initiale concernant les produits chimiques et les installations pertinents, conformément à l'Annexe sur la vérification.

8. Chaque Etat partie fait des déclarations annuelles concernant les produits chimiques et les installations pertinents, conformément à l'Annexe sur la vérification.

9. Aux fins de la vérification sur place, chaque Etat partie donne aux inspeoteurs accès à ses installations comme le stipule l'Annexe sur la vérification.

10. En exécutant ses activités de vérification, le Secrétariat technique évite toute intrusion injustifiée dans les activités chimiques que mène l'Etat partie à des fins non interdites par la présente Convention et, en particulier, il se conforme aux dispositions de l'Annexe sur la protection de l'information confidentielle (ci-après dénommée "l'Annexe sur la confidentialité").

11. Les dispositions du présent article sont appliquées de manière à éviter d'entraver le développement économique ou technologique des Etats parties, de même que la coopération internationale dans le domaine des activités chimiques à des fins non interdites par la présente Convention, y compris l'échange international d'informations scientifiques et techniques ainsi que de produits chimiques et de matériel aux fins de la fabrication, du traitement ou de l'utilisation de produits chimiques à des fins non interdites par la présente Convention.

ARTICLE VII

MESURES D'APPLICATION NATIONALES

Engagements d'ordre général

1. Chaque Etat partie adopte, conformément aux procédures prévues par sa Constitution, les mesures nécessaires pour s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention. En particulier :

a) Il interdit aux personnes physiques et morales se trouvant en quelque lieu de son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction telle qu'elle est reconnue par le droit international, d'entreprendre quelque activité que ce soit qui est interdite à un Etat partie par la présente Convention et, notamment, promulgue une législation pénale en la matière;

b) Il n'autorise aucune activité interdite à un Etat partie par la présente Convention, en quelque lieu qui soit placé sous son contrôle;

c) Il applique la législation pénale qu'il a promulguée en vertu de l'alinéa a) à toute activité interdite à un Etat partie par la présente Convention, qui est entreprise en quelque lieu que ce soit par des personnes physiques possédant sa nationalité, conformément au droit international.

2. Chaque Etat partie coopère avec les autres Etats parties et apporte, sous la forme appropriée, une assistance juridique pour faciliter l'exécution des obligations découlant du paragraphe 1.

3. En s'acquittant des obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention, chaque Etat partie accorde la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement et coopère, selon que de besoin, avec d'autres Etats parties dans ce domaine.

Rapports entre l'Etat partie et l'Organisation

4. Pour s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention, chaque Etat partie désigne ou met en place une autorité nationale, qui sert de centre national en vue d'assurer une liaison efficace avec l'Organisation et les autres Etats parties, et en informe l'Organisation au moment où la Convention entre en vigueur à son égard.

5. Chaque Etat partie informe l'Organisation des mesures législatives et administratives qu'il a prises pour appliquer la présente Convention.

6. Chaque Etat partie traite de façon confidentielle et particulière l'information et les données qu'il reçoit en confidence de l'Organisation concernant l'application de la présente Convention. Il traite cette information et ces données exclusivement dans le cadre des droits et obligations qui sont les siens aux termes de la Convention et en se conformant aux dispositions de l'Annexe sur la confidentialité.

7. Chaque Etat partie s'engage à coopérer avec l'Organisation dans l'accomplissement de toutes ses fonctions et, en particulier, à prêter son concours au Secrétariat technique.

ARTICLE VIII

L'ORGANISATION

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Les Etats parties créent par les présentes l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, afin de réaliser l'objet et le but de la présente Convention, de veiller à l'application de ses dispositions, y compris celles qui ont trait à la vérification internationale du respect de l'instrument, et de ménager un cadre dans lequel ils puissent se consulter et coopérer entre eux.

2. Tous les Etats parties à la présente Convention sont membres de l'Organisation. Aucun Etat partie ne peut être privé de sa qualité de membre de l'Organisation.

3. L'Organisation a son siège à La Haye (Royaume des Pays-Bas).

4. Sont créés par les présentes la Conférence des Etats parties, le Conseil exécutif et le Secrétariat technique, qui constituent les organes de l'Organisation.

5. L'Organisation exécute les activités de vérification prévues par la présente Convention de sorte que leurs objectifs soient atteints de la manière la moins intrusive possible dans les délais et avec l'efficacité voulus. Elle ne demande que les informations et données qui lui sont nécessaires pour s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées par la Convention. Elle prend toutes les précautions qui s'imposent pour protéger la confidentialité des informations relatives à des activités et des installations civiles et militaires dont elle a connaissance dans le cadre de l'application de la Convention et, en particulier, elle se conforme aux dispositions de l'Annexe sur la confidentialité.

6. L'Organisation cherche à tirer parti des progrès de la science et de la technique aux fins de ses activités de vérification.

7. Les coûts des activités de l'Organisation sont couverts par les Etats parties selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, ajusté compte tenu des différences entre le nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et celui des Etats membres de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, et sous réserve des dispositions des articles IV et V. Les contributions financières des Etats parties à la Commission préparatoire sont déduites de manière appropriée de leurs contributions au budget ordinaire. Le budget de l'Organisation comprend deux chapitres distincts, consacrés l'un aux dépenses d'administration et autres coûts, et l'autre aux dépenses relatives à la vérification.

8. Un membre de l'Organisation en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut pas participer au vote à l'Organisation si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. La Conférence des Etats parties peut néanmoins autoriser ce membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

B. LA CONFERENCE DES ETATS PARTIES

Composition, procédure et prise de décisions

9. La Conférence des Etats parties (ci-après dénommée "la Conférence") se compose de tous les membres de l'Organisation. Chaque membre a un représentant à la Conférence, qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers.

10. La première session de la Conférence est convoquée par le dépositaire au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention.

11. La Conférence tient des sessions ordinaires, qui ont lieu chaque année à moins qu'elle n'en décide autrement.

12. Des sessions extraordinaires de la Conférence sont convoquées :

a) Sur décision de la Conférence;

b) A la demande du Conseil exécutif;

c) A la demande de tout membre appuyée par un tiers des membres; ou

d) En vue d'un examen du fonctionnement de la présente Convention, conformément au paragraphe 22.

Excepté dans le cas visé à l'alinéa d), la session extraordinaire est convoquée au plus tard 30 jours après réception de la demande par le Directeur général du Secrétariat technique, sauf indication contraire figurant dans la demande.

13. La Conférence se réunit aussi en conférence d'amendement conformément au paragraphe 2 de l'article XV.

14. Les sessions de la Conférence ont lieu au siège de l'Organisation, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

15. La Conférence adopte son règlement intérieur. Au début de chaque session ordinaire, elle élit son président et d'autres membres du bureau, en tant que de besoin. Les membres du bureau exercent leurs fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau président et d'autres membres soient élus, lors de la session ordinaire suivante.

16. Le quorum pour la Conférence est constitué par la majorité des membres de l'Organisation.

17. Chaque membre de l'Organisation dispose d'une voix à la Conférence.

18. La Conférence prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité simple des membres présents et votants. Les décisions sur les questions de fond devraient être prises dans la mesure du possible par consensus. S'il ne se dégage aucun consensus lorsqu'il faut se prononcer sur une question, le Président ajourne le vote pendant 24 heures, ne ménage aucun effort entre-temps pour faciliter l'obtention du consensus et fait rapport à la Conférence avant l'expiration du délai d'ajournement. S'il est impossible de parvenir au consensus au terme de ces 24 heures, la Conférence prend la décision à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, à moins que la présente Convention n'en dispose autrement. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins que la Conférence n'en décide autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

Pouvoirs et fonctions

19. La Conférence est le principal organe de l'Organisation. Elle examine tous points, toutes questions et tous problèmes entrant dans le cadre de la présente Convention, y compris ceux qui ont un rapport avec les pouvoirs et fonctions du Conseil exécutif et du Secrétariat technique. Elle peut faire des recommandations et se prononcer sur tous points, toutes questions et tous problèmes intéressant la Convention qui seraient soulevés par un Etat partie ou portés à son attention par le Conseil exécutif.

20. La Conférence supervise l'application de la présente Convention et oeuvre à la réalisation de son objet et de son but. Elle détermine dans quelle mesure la Convention est respectée. Elle supervise également les activités du Conseil exécutif et du Secrétariat technique et peut adresser des directives, qui sont conformes aux dispositions de la Convention, à l'un ou l'autre de ces organes dans l'accomplissement de ses fonctions.

21. La Conférence :

a) Examine et adopte à ses sessions ordinaires le rapport et le budget-programme de l'Organisation que lui présente le Conseil exécutif et examine d'autres rapports;

b) Décide du barème des quotes-parts revenant aux Etats parties conformément au paragraphe 7;

c) Elit les membres du Conseil exécutif;

d) Nomme le Directeur général du Secrétariat technique (ci-après dénommé le "Directeur général");

e) Approuve le règlement intérieur du Conseil exécutif que lui présente ce dernier;

f) Crée les organes subsidiaires qu'elle estime nécessaires pour exercer les fonctions qui lui sont attribuées par la présente Convention;

g) Favorise la coopération internationale à des fins pacifiques dans le domaine des activités chimiques;

h) Passe en revue les innovations scientifiques et techniques qui pourraient avoir des répercussions sur le fonctionnement de la présente Convention, et, à cette fin, charge le Directeur général de créer un conseil scientifique consultatif pour lui permettre, dans l'exercice de ses fonctions, de fournir à la Conférence, au Conseil exécutif ou aux Etats parties des avis spécialisés dans des domaines scientifiques et techniques intéressant la Convention. Le Conseil scientifique consultatif est composé d'experts indépendants désignés conformément aux critères adoptés par la Conférence;

i) Examine et approuve à sa première session tout projet d'accord, de disposition et de principe directeur élaboré par la Commission préparatoire;

j) Crée à sa première session le fonds de contributions volontaires pour l'assistance, comme prévu à l'article X;

k) Prend les mesures nécessaires pour assurer le respect de la présente Convention et pour redresser et corriger toute situation qui contrevient aux dispositions de la Convention, conformément à l'article XII.

22. La Conférence tient des sessions extraordinaires au plus tard un an après l'expiration d'une période de cinq ans et de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention et à tous autres moments dans cet intervalle dont il serait décidé, pour procéder à l'examen du fonctionnement de la Convention. Les examens ainsi effectués tiennent compte de tous progrès scientifiques et techniques pertinents qui seraient intervenus. Par la suite, à moins qu'il n'en soit décidé autrement, la Conférence tient tous les cinq ans une session qui a le même objectif.

C. LE CONSEIL EXECUTIF

Composition, procédure et prise de décisions

23. Le Conseil exécutif se compose de 41 membres. Chaque Etat partie a le droit de siéger au Conseil exécutif suivant le principe de la rotation. Les membres du Conseil exécutif sont élus par la Conférence pour deux ans. Afin d'assurer l'efficacité du fonctionnement de la présente Convention, et compte

dûment tenu, en particulier, du principe d'une répartition géographique équitable, de l'importance de l'industrie chimique ainsi que des intérêts politiques et de sécurité, le Conseil exécutif comprend :

a) Neuf Etats parties d'Afrique désignés par les Etats parties situés dans cette région. Comme critère de leur désignation, il est entendu que, sur ces neuf Etats, trois sont, en principe, les Etats parties dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ces trois membres;

b) Neuf Etats parties d'Asie désignés par les Etats parties situés dans cette région. Comme critère de leur désignation, il est entendu que, sur ces neuf Etats, quatre sont, en principe, les Etats parties dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ces quatre membres;

c) Cinq Etats parties d'Europe orientale désignés par les Etats parties situés dans cette région. Comme critère de leur désignation, il est entendu que l'un de ces cinq Etats est, en principe, l'Etat partie dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ce membre;

d) Sept Etats parties d'Amérique latine et des Caraïbes désignés par les Etats parties situés dans cette région. Comme critère de leur désignation, il est entendu que, sur ces sept Etats, trois sont, en principe, les Etats parties dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ces trois membres;

e) Dix Etats parties du groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, désignés par les Etats parties qui sont membres de ce groupe. Comme critère de leur désignation, il est entendu que, sur ces dix Etats, cinq sont, en principe, les Etats parties dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ces cinq membres;

f) Un autre Etat partie que désignent à tour de rôle les Etats parties de la région de l'Asie et de celle de l'Amérique latine et des Caraïbes. Comme critère de cette désignation, il est entendu que les Etats parties de ces régions choisissent par rotation l'un des membres de leur groupe.

24. Lors de la première élection du Conseil exécutif, 20 Etats parties seront élus pour un an, compte dûment tenu des proportions numériques énoncées au paragraphe 23.

25. Après que les articles IV et V auront été intégralement appliqués, la Conférence pourra, à la demande de la majorité des membres du Conseil exécutif, réexaminer la composition de ce dernier à la lumière des événements ayant un rapport avec les principes régissant sa composition qui sont spécifiés au paragraphe 23.

26. Le Conseil exécutif élabore son règlement intérieur et le soumet à l'approbation de la Conférence.

27. Le Conseil exécutif élit son président parmi ses membres.

28. Le Conseil exécutif tient des sessions ordinaires. Entre les sessions ordinaires, il se réunit aussi souvent que l'exige l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

29. Chaque membre du Conseil exécutif dispose d'une voix. Sauf disposition contraire de la présente Convention, le Conseil exécutif prend les décisions sur les questions de fond à la majorité des deux tiers de l'ensemble de ses membres. Le Conseil exécutif prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité simple de l'ensemble de ses membres. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins que le Conseil exécutif n'en décide autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

Pouvoirs et fonctions

30. Le Conseil exécutif est l'organe exécutif de l'Organisation. Il relève de la Conférence. Le Conseil exécutif exerce les pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués par la présente Convention, de même que les fonctions qui lui sont déléguées par la Conférence. Ce faisant, il agit en conformité avec les recommandations, les décisions et les directives de la Conférence et veille à ce qu'elles soient appliquées comme il se doit et de manière suivie.

31. Le Conseil exécutif oeuvre à l'application effective et au respect de la présente Convention. Il supervise les activités du Secrétariat technique, coopère avec l'autorité nationale de chaque Etat partie et facilite la consultation et la coopération entre Etats parties, à leur demande.

32. Le Conseil exécutif :

a) Examine et présente à la Conférence le projet de budget-programme de l'Organisation;

b) Etudie et présente à la Conférence le projet de rapport de l'Organisation sur l'application de la présente Convention, le rapport sur l'exécution de ses propres activités et les rapports spéciaux qu'il juge nécessaires ou que la Conférence demanderait;

c) Prend les dispositions nécessaires pour l'organisation des sessions de la Conférence et notamment pour l'établissement de l'ordre du jour provisoire.

33. Le Conseil exécutif peut demander la convocation d'une session extraordinaire de la Conférence.

34. Le Conseil exécutif :

a) Conclut des accords ou prend des arrangements avec les Etats et les organisations internationales au nom de l'Organisation, sous réserve de l'approbation préalable de la Conférence;

b) Conclut des accords avec les Etats parties au nom de l'Organisation en ce qui concerne l'article X et supervise le fonds de contributions volontaires mentionné dans cet article;

c) Approuve les accords ou les arrangements concernant l'exécution des activités de vérification négociés par le Secrétariat technique avec les Etats parties.

35. Le Conseil exécutif examine tout problème ou toute question relevant de sa compétence qui a des répercussions sur la présente Convention et sur son application, y compris les motifs de préoccupation quant au respect de la Convention et les cas de non-respect, et, selon qu'il convient, en informe les Etats parties et porte le problème ou la question à l'attention de la Conférence.

36. Lorsqu'il examine des doutes ou des préoccupations quant au respect de la présente Convention et des cas de non-respect, notamment un usage abusif des droits énoncés dans la Convention, le Conseil exécutif consulte les Etats parties intéressés et, selon qu'il convient, demande à l'Etat partie de prendre des mesures pour redresser la situation dans des délais fixés. Pour autant que le Conseil exécutif juge nécessaire de poursuivre l'affaire, il prend entre autres une ou plusieurs des mesures suivantes :

a) Il informe tous les Etats parties du problème ou de la question;

b) Il porte le problème ou la question à l'attention de la Conférence;

c) Il fait des recommandations à la Conférence touchant les mesures à prendre pour redresser la situation et assurer le respect de la Convention.

Si la situation est particulièrement grave et urgente, le Conseil exécutif porte directement le problème ou la question, y compris les informations et les conclusions pertinentes, à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Il informe en même temps tous les Etats parties de cette démarche.

D. LE SECRETARIAT TECHNIQUE

37. Le Secrétariat technique aide la Conférence et le Conseil exécutif dans l'accomplissement de leurs fonctions. Il exécute les mesures de vérification prévues par la présente Convention. Il exerce les autres fonctions qui lui sont attribuées par la Convention, de même que les fonctions qui lui sont déléguées par la Conférence et le Conseil exécutif.

38. Le Secrétariat technique :

a) Etablit et présente au Conseil exécutif le projet de budget-programme de l'Organisation;

b) Etablit et présente au Conseil exécutif le projet de rapport de l'Organisation sur l'application de la présente Convention et tous autres rapports que la Conférence ou le Conseil exécutif demanderait;

c) Fournit un appui administratif et technique à la Conférence, au Conseil exécutif et aux organes subsidiaires;

d) Adresse et reçoit au nom de l'Organisation des communications destinées aux Etats parties ou émanant de ceux-ci et portant sur des questions relatives à l'application de la présente Convention;

e) Fournit une assistance technique aux Etats parties en vue de l'application des dispositions de la présente Convention et établit pour eux à

cette même fin des évaluations techniques, notamment de produits chimiques inscrits et non inscrits.

39. Le Secrétariat technique :

a) Négocie avec les Etats parties des accords ou des arrangements concernant l'exécution des activités de vérification, qui sont soumis à l'approbation du Conseil exécutif;

b) Au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention, coordonne la constitution et le maintien de stocks permanents destinés aux secours d'urgence et à l'aide humanitaire fournis par les Etats parties conformément au paragraphe 7, alinéas b) et c), de l'article X. Le Secrétariat technique peut inspecter les éléments en stock pour s'assurer qu'ils sont utilisables. La Conférence examine et approuve les listes d'éléments à stocker, conformément à l'alinéa i) du paragraphe 21;

c) Administre le fonds de contributions volontaires visé à l'article X, recueille les déclarations présentées par les Etats parties et enregistre sur demande les accords bilatéraux conclus entre des Etats parties ou entre un Etat partie et l'Organisation aux fins de l'article X.

40. Le Secrétariat technique informe le Conseil exécutif de toute difficulté qu'il a pu rencontrer dans l'exercice de ses fonctions, y compris des doutes, ambiguïtés ou incertitudes quant au respect de la présente Convention qu'il a constatés dans l'exécution de ses activités de vérification et qu'il n'a pu lever ou éclaircir par des consultations avec l'Etat partie intéressé.

41. Le Secrétariat technique est composé d'un directeur général, qui en est le chef et en dirige l'administration, d'inspecteurs et de collaborateurs scientifiques, techniques et autres, selon les besoins.

42. L'inspectorat fait partie du Secrétariat technique et est placé sous la supervision du Directeur général.

43. Le Directeur général est nommé par la Conférence sur recommandation du Conseil exécutif, pour quatre ans; son mandat peut être renouvelé une seule fois.

44. Le Directeur général est chargé de la nomination des membres du personnel ainsi que de l'organisation et du fonctionnement du Secrétariat technique, et en répond auprès de la Conférence et du Conseil exécutif. La considération dominante dans le recrutement et la définition des conditions d'emploi du personnel est la nécessité d'assurer les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité. Seuls des nationaux des Etats parties peuvent être nommés directeur général ou engagés comme inspecteurs, collaborateurs, cadres ou employés d'administration. Est dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Aux fins du recrutement, il est tenu compte du principe suivant lequel les effectifs doivent être maintenus au minimum nécessaire pour que le Secrétariat technique puisse s'acquitter convenablement de ses responsabilités.

45. Le Directeur général est chargé de l'organisation et du fonctionnement du conseil scientifique consultatif visé à l'alinéa h) du paragraphe 21. Il nomme, en consultant les Etats parties, les membres de ce conseil, qui siègent à titre personnel. Les membres du Conseil scientifique consultatif sont recrutés sur la base de leurs compétences dans les domaines scientifiques particuliers ayant un rapport avec l'application de la présente Convention. Le Directeur général peut aussi, en consultant les membres de ce conseil, établir

à titre temporaire et selon que de besoin des groupes de travail d'experts scientifiques pour faire des recommandations concernant des problèmes particuliers. Dans ce contexte, les Etats parties peuvent soumettre des listes d'experts au Directeur général.

46. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur général, les inspecteurs et les autres membres du personnel ne demandent ni ne reçoivent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre source extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte qui pourrait nuire à leur statut de fonctionnaires internationaux relevant uniquement de la Conférence et du Conseil exécutif.

47. Chaque Etat partie respecte la nature exclusivement internationale des responsabilités confiées au Directeur général, aux inspecteurs et aux autres membres du personnel et ne cherche pas à les influencer dans l'accomplissement de leurs fonctions.

E. PRIVILEGES ET IMMUNITES

48. L'Organisation jouit, sur le territoire et en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat partie, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions.

49. Les représentants des Etats parties ainsi que leurs suppléants et conseillers, les représentants nommés au Conseil exécutif ainsi que leurs suppléants et conseillers, le Directeur général et le personnel de l'Organisation, jouissent des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions dans le cadre de l'Organisation.

50. La capacité juridique et les privilèges et immunités mentionnés dans le présent article sont définis dans des accords entre l'Organisation et les Etats parties ainsi que dans un accord entre l'Organisation et le pays dans lequel est situé le siège de l'Organisation. La Conférence examine et approuve ces accords, conformément à l'alinéa i) du paragraphe 21.

51. Nonobstant les paragraphes 48 et 49, le Directeur général et le personnel du Secrétariat technique jouissent, durant l'exécution des activités de vérification, des privilèges et immunités énoncés dans la deuxième partie, section B, de l'Annexe sur la vérification.

ARTICLE IX

CONSULTATIONS, COOPERATION ET ETABLISSEMENT DES FAITS

1. Les Etats parties se consultent et coopèrent, directement entre eux ou par l'intermédiaire de l'Organisation ou encore suivant d'autres procédures internationales appropriées, y compris des procédures établies dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à sa Charte, sur toute question qui serait soulevée touchant l'objet et le but de la présente Convention ou l'application de ses dispositions.

2. Sans préjudice du droit de tout Etat partie de demander une inspection par mise en demeure, les Etats parties devraient, chaque fois que possible, commencer par tout mettre en oeuvre pour éclaircir et régler, par un échange d'informations et par des consultations entre eux, toute question qui susciterait un doute quant au respect de la présente Convention ou une préoccupation au sujet d'une question connexe qui serait jugée ambiguë. L'Etat partie qui reçoit d'un autre Etat partie une demande d'éclaircissements au

sujet d'une question dont l'Etat partie requérant croit qu'elle suscite un tel doute ou une telle préoccupation fournit à cet Etat, dès que possible, et en tout état de cause au plus tard dix jours après réception de la demande, des informations suffisantes pour lever ce doute ou cette préoccupation ainsi qu'une explication de la façon dont les informations fournies règlent la question. Aucune disposition de la présente Convention n'affecte le droit de deux ou de plusieurs Etats parties d'organiser par consentement mutuel des inspections ou de prendre entre eux tous autres arrangements pour éclaircir et régler toute question qui susciterait un doute quant au respect de la Convention ou une préoccupation au sujet d'une question connexe qui serait jugée ambiguë. De tels arrangements n'affectent pas les droits et obligations qu'a tout Etat partie en vertu d'autres dispositions de la présente Convention.

Procédure à suivre dans le cas d'une demande d'éclaircissements

3. Un Etat partie a le droit de demander au Conseil exécutif de l'aider à éclaircir toute situation qui serait jugée ambiguë ou qui suscite une préoccupation quant au non-respect éventuel de la présente Convention par un autre Etat partie. Le Conseil exécutif fournit les informations pertinentes qu'il possède à ce sujet.

4. Un Etat partie a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir d'un autre Etat partie des éclaircissements au sujet de toute situation qui serait jugée ambiguë ou qui suscite une préoccupation quant au non-respect éventuel de la présente Convention par ce dernier. En pareil cas, les dispositions suivantes s'appliquent :

a) Le Conseil exécutif transmet la demande d'éclaircissements à l'Etat partie intéressé par l'intermédiaire du Directeur général au plus tard 24 heures après sa réception;

b) L'Etat partie requis fournit des éclaircissements au Conseil exécutif dès que possible et en tout état de cause au plus tard dix jours après réception de la demande;

c) Le Conseil exécutif prend note des éclaircissements et les transmet à l'Etat partie requérant au plus tard 24 heures après leur réception;

d) S'il juge ces éclaircissements insuffisants, l'Etat partie requérant a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir de l'Etat partie requis des précisions supplémentaires;

e) Pour obtenir les précisions supplémentaires demandées au titre de l'alinéa d), le Conseil exécutif peut demander au Directeur général de constituer un groupe d'experts en faisant appel aux collaborateurs du Secrétariat technique ou, si ceux-ci n'ont pas les compétences requises en l'occurrence, à des spécialistes extérieurs. Ce groupe est chargé d'examiner toutes les informations et données disponibles se rapportant à la situation qui suscite la préoccupation. Il présente au Conseil exécutif un rapport factuel dans lequel il apporte ses conclusions;

f) Si l'Etat partie requérant estime que les éclaircissements obtenus au titre des alinéas d) et e) ne sont pas satisfaisants, il a le droit de demander la convocation d'une réunion extraordinaire du Conseil exécutif, à laquelle les Etats parties intéressés qui ne sont pas membres du Conseil exécutif sont habilités à participer. A cette réunion extraordinaire, le Conseil exécutif examine la question et peut recommander toute mesure qu'il juge appropriée pour régler la situation.

5. Un Etat partie a aussi le droit de demander au Conseil exécutif d'éclaircir toute situation qui a été jugée ambiguë ou qui a suscité une préoccupation quant au non-respect éventuel de la présente Convention par cet Etat. Le Conseil exécutif accède à une telle demande en fournissant l'assistance appropriée.

6. Le Conseil exécutif informe les Etats parties de toute demande d'éclaircissements faite conformément au présent article.

7. Si le doute ou la préoccupation d'un Etat partie quant à un cas de non-respect éventuel de la Convention n'a pas été dissipé dans les 60 jours suivant la présentation de la demande d'éclaircissements au Conseil exécutif, ou si cet Etat estime que ses doutes justifient un examen urgent, il a la faculté, sans nécessairement exercer son droit à une inspection par mise en demeure, de demander la convocation d'une session extraordinaire de la Conférence, conformément au paragraphe 12, alinéa c), de l'article VIII. A cette session extraordinaire, la Conférence examine la question et peut recommander toute mesure qu'elle juge appropriée pour régler la situation.

Procédure à suivre dans le cas d'inspections par mise en demeure

8. Chaque Etat partie a le droit de demander une inspection sur place par mise en demeure de toute installation ou de tout emplacement se trouvant sur le territoire d'un autre Etat partie ou en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de cet Etat à seule fin d'élucider et de résoudre toutes questions liées au non-respect éventuel des dispositions de la présente Convention, et de faire effectuer cette inspection sans retard en quelque lieu que ce soit par une équipe d'inspection désignée par le Directeur général et en conformité avec l'Annexe sur la vérification.

9. Chaque Etat partie est tenu de veiller à ce que la demande d'inspection par mise en demeure ne sorte pas du cadre de la présente Convention et de fournir dans cette demande toute l'information pertinente qui est à l'origine de la préoccupation quant au non-respect éventuel de la Convention, comme il est spécifié dans l'Annexe sur la vérification. Chaque Etat partie s'abstient de demandes d'inspection sans fondement, en prenant soin d'éviter des abus. L'inspection par mise en demeure est effectuée à seule fin d'établir les faits se rapportant au non-respect éventuel de la Convention.

10. Aux fins de vérifier le respect des dispositions de la présente Convention, chaque Etat partie autorise le Secrétariat technique à effectuer l'inspection sur place par mise en demeure conformément au paragraphe 8.

11. A la suite d'une demande d'inspection par mise en demeure visant une installation ou un emplacement, et suivant les procédures prévues dans l'Annexe sur la vérification, l'Etat partie inspecté a :

a) Le droit et l'obligation de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer qu'il respecte la présente Convention et, à cette fin, de permettre à l'équipe d'inspection de remplir son mandat;

b) L'obligation de donner accès à l'intérieur du site requis à seule fin d'établir les faits en rapport avec la préoccupation quant au non-respect éventuel de la présente Convention;

c) Le droit de prendre des mesures pour protéger les installations sensibles et d'empêcher la divulgation d'informations et de données confidentielles, sans rapport avec la présente Convention.

12. La participation d'un observateur à l'inspection est régie par les dispositions suivantes :

a) L'Etat partie requérant peut, sous réserve de l'accord de l'Etat partie inspecté, envoyer un représentant observer le déroulement de l'inspection par mise en demeure; ce représentant peut être un ressortissant de l'Etat partie requérant ou d'un Etat partie tiers;

b) L'Etat partie inspecté accorde alors à l'observateur l'accès, conformément à l'Annexe sur la vérification;

c) En principe, l'Etat partie inspecté accepte l'observateur proposé, mais si cet Etat oppose son refus, le fait est consigné dans le rapport final.

13. L'Etat partie requérant présente sa demande d'inspection sur place par mise en demeure au Conseil exécutif et, simultanément, au Directeur général afin qu'il y soit donné immédiatement suite.

14. Le Directeur général s'assure immédiatement que la demande d'inspection satisfait aux exigences stipulées au paragraphe 4 de la dixième partie de l'Annexe sur la vérification, et aide au besoin l'Etat partie requérant à formuler sa demande en conséquence. Lorsque la demande d'inspection satisfait à ces exigences, les préparatifs de l'inspection par mise en demeure commencent.

15. Le Directeur général transmet la demande d'inspection à l'Etat partie inspecté au moins 12 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

16. Après avoir reçu la demande d'inspection, le Conseil exécutif prend connaissance des mesures prises par le Directeur général pour donner suite à la demande et reste saisi de l'affaire tout au long de la procédure d'inspection. Toutefois, ses délibérations ne doivent pas retarder le déroulement de l'inspection.

17. Le Conseil exécutif peut, au plus tard 12 heures après réception de la demande d'inspection, se prononcer contre la réalisation de l'inspection par mise en demeure à la majorité des trois quarts de l'ensemble de ses membres, s'il estime que la demande est frivole ou abusive ou qu'elle sort manifestement du cadre de la présente Convention, au sens des dispositions du paragraphe 8 du présent article. Ni l'Etat partie requérant ni l'Etat partie inspecté ne prennent part à une telle décision. Si le Conseil exécutif se prononce contre l'inspection par mise en demeure, les préparatifs sont interrompus, il n'est donné aucune autre suite à la demande d'inspection, et les Etats parties intéressés sont informés en conséquence.

18. Le Directeur général délivre un mandat d'inspection pour la conduite de l'inspection par mise en demeure. Ce mandat traduit la demande d'inspection visée aux paragraphes 8 et 9 en termes opérationnels et est conforme à cette demande.

19. L'inspection par mise en demeure est effectuée conformément à la dixième partie de l'Annexe sur la vérification ou, dans le cas d'une allégation d'emploi, conformément à la onzième partie de cette annexe. L'équipe d'inspection est guidée par le principe suivant lequel il convient qu'elle effectue l'inspection par mise en demeure de la manière la moins intrusive possible et compatible avec l'accomplissement de sa mission de façon efficace et dans les délais.

20. L'Etat partie inspecté prête son concours à l'équipe d'inspection tout au long de l'inspection par mise en demeure et facilite sa tâche. Si l'Etat partie inspecté propose, conformément à la dixième partie, section C, de l'Annexe sur la vérification, à titre d'alternative à un accès général et complet, des arrangements propres à démontrer qu'il respecte la Convention, il fait tout ce qui lui raisonnablement possible, au moyen de consultations avec l'équipe d'inspection, pour parvenir à un accord sur les modalités d'établissement des faits dans le but de démontrer qu'il respecte la Convention.

21. Le rapport final contient les faits constatés ainsi qu'une évaluation par l'équipe d'inspection du degré et de la nature de l'accès et de la coopération qui lui ont été accordés aux fins de la bonne exécution de l'inspection par mise en demeure. Le Directeur général transmet sans tarder le rapport final de l'équipe d'inspection à l'Etat partie requérant, à l'Etat partie inspecté, au Conseil exécutif et à tous les autres Etats parties. En outre, il transmet sans tarder au Conseil exécutif l'évaluation de l'Etat partie requérant et de l'Etat partie inspecté ainsi que les vues d'autres Etats parties qui ont pu lui être indiquées pour les besoins de la cause, et les communique ensuite à tous les Etats parties.

22. Le Conseil exécutif, agissant conformément à ses pouvoirs et fonctions, examine le rapport final de l'équipe d'inspection dès qu'il lui est présenté et traite tout motif de préoccupation afin de déterminer :

a) S'il y a eu non-respect;

b) Si la demande ne sortait pas du cadre de la présente Convention;

c) S'il y a eu abus du droit de demander une inspection par mise en demeure.

23. Si le Conseil exécutif, agissant en conformité avec ses pouvoirs et fonctions, parvient à la conclusion, eu égard au paragraphe 22, qu'il peut être nécessaire de poursuivre l'affaire, il prend les mesures appropriées en vue de redresser la situation et d'assurer le respect de la présente Convention, y compris en faisant des recommandations précises à la Conférence. En cas d'abus, le Conseil exécutif examine la question de savoir si l'Etat partie requérant doit assumer la totalité ou une partie des incidences financières de l'inspection par mise en demeure.

24. L'Etat partie requérant et l'Etat partie inspecté ont le droit de prendre part à la procédure d'examen. Le Conseil exécutif informe les Etats parties et la Conférence, lors de sa session suivante, du résultat de cette procédure.

25. Si le Conseil exécutif lui fait des recommandations précises, la Conférence étudie la suite à donner, conformément à l'article XII.

ARTICLE X

ASSISTANCE ET PROTECTION CONTRE LES ARMES CHIMIQUES

1. Aux fins du présent article, on entend par "assistance" la coordination et la fourniture aux Etats parties d'une protection contre les armes chimiques, qui porte notamment sur les éléments suivants : matériel de détection et systèmes d'alarme; matériel de protection; matériel de décontamination et décontaminants; antidotes et traitements médicaux; conseils sur chacune de ces mesures de protection.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme portant atteinte au droit de tout Etat partie de se livrer à des recherches sur des moyens de protection contre les armes chimiques et de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir, de transférer ou d'utiliser de tels moyens à des fins non interdites par la présente Convention.

3. Chaque Etat partie s'engage à faciliter l'échange le plus complet possible de matériel, de matières et d'informations scientifiques et techniques concernant les moyens de protection contre les armes chimiques, et a le droit de participer à un tel échange.

4. Pour accroître la transparence des programmes nationaux menés à des fins de protection, chaque Etat partie fournit annuellement au Secrétariat technique des renseignements concernant son programme, selon les procédures qui seront examinées et approuvées par la Conférence conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

5. Le Secrétariat technique crée, au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention, une banque de données contenant des informations librement disponibles sur divers moyens de protection contre les armes chimiques, ainsi que les informations que fourniraient les Etats parties, et exploite cette banque de données à l'usage de tout Etat partie demandeur.

Dans la limite des ressources dont il dispose, et à la demande d'un Etat partie, le Secrétariat technique fournit également des conseils d'experts et aide cet Etat à trouver les moyens d'exécuter ses programmes concernant la mise en place et l'amélioration d'une capacité de protection contre les armes chimiques.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme portant atteinte au droit des Etats parties de demander et de fournir une assistance à titre bilatéral et de conclure des accords individuels avec d'autres Etats parties en ce qui concerne la fourniture d'urgence d'une assistance.

7. Chaque Etat partie s'engage à fournir une assistance par l'intermédiaire de l'Organisation et à prendre à cette fin une ou plusieurs des mesures suivantes, à son gré :

a) Il contribue au fonds de contributions volontaires pour l'assistance que la Conférence créera lors de sa première session;

b) Il conclut avec l'Organisation, si possible dans les 180 jours suivant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, des accords concernant la fourniture d'une assistance sur demande;

c) Il déclare, au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, le type d'assistance qu'il pourrait fournir si l'Organisation lui en faisait la demande. Cependant, si l'Etat partie n'est pas à même par la suite de fournir l'assistance indiquée dans sa déclaration, il reste soumis à l'obligation de prêter son concours conformément aux dispositions du présent paragraphe.

8. Chaque Etat partie a le droit de demander et, sous réserve de la procédure énoncée aux paragraphes 9, 10 et 11, de recevoir une assistance et une protection contre l'emploi ou la menace d'armes chimiques s'il estime :

a) Que des armes chimiques ont été employées contre lui;

b) Que des agents de lutte antiémeute ont été employés contre lui en tant que moyens de guerre;

c) Qu'il est menacé par des actes ou des activités d'un Etat quel qu'il soit, qui sont interdits aux Etats parties en vertu de l'article premier.

9. La demande, étayée par les informations pertinentes, est adressée au Directeur général, qui la transmet immédiatement au Conseil exécutif et à tous les Etats parties. Le Directeur général fait immédiatement suivre la demande aux Etats parties qui se sont offerts, conformément aux alinéas b) et c) du paragraphe 7, à fournir des secours d'urgence en cas d'emploi d'armes chimiques ou d'agents de lutte antiémeute en tant que moyens de guerre, ou une aide humanitaire en cas de menace grave d'emploi d'armes chimiques ou d'agents de lutte antiémeute en tant que moyens de guerre, et qui sont susceptibles de fournir une telle assistance à l'Etat partie intéressé au plus tard 12 heures après réception de la demande. Au plus tard 24 heures après réception de la demande, le Directeur général ouvre une enquête sur laquelle reposeront les mesures à prendre par la suite. Il achève l'enquête dans les 72 heures et remet un rapport au Conseil exécutif. S'il faut davantage de temps pour achever l'enquête, un rapport intérimaire est présenté dans les mêmes délais. La prolongation accordée pour les besoins de l'enquête ne dépasse pas 72 heures. Toutefois, elle peut être étendue d'une ou plusieurs périodes de même durée. Un rapport est présenté au Conseil exécutif à l'expiration de chaque délai supplémentaire. Selon que de besoin, et conformément à la demande et aux informations qui l'accompagnent, l'enquête établit les faits pertinents pour la demande ainsi que la nature et la portée de l'assistance supplémentaire et de la protection requises.

10. Au plus tard 24 heures après avoir reçu un rapport sur les résultats de l'enquête, le Conseil exécutif se réunit afin d'examiner la situation et prend, dans les 24 heures qui suivent, une décision à la majorité simple afin de déterminer si le Secrétariat technique doit être chargé de fournir une assistance supplémentaire. Le Secrétariat technique transmet immédiatement à tous les Etats parties et aux organisations internationales pertinentes le rapport d'enquête et la décision prise par le Conseil exécutif. Si le Conseil exécutif se prononce pour une assistance, le Directeur général la fournit immédiatement. A cet effet, le Directeur général peut coopérer avec l'Etat partie requérant, d'autres Etats parties et les organisations internationales pertinentes. Les Etats parties font tout leur possible pour fournir une assistance.

11. Si les informations recueillies pendant l'enquête ou provenant d'autres sources dignes de foi donnent la preuve suffisante de l'existence de victimes d'un emploi d'armes chimiques et qu'il est indispensable d'agir immédiatement, le Directeur général le fait savoir à tous les Etats parties et prend des mesures d'assistance d'urgence en utilisant les ressources que la Conférence a mises à sa disposition pour de tels cas d'urgence. Le Directeur général tient le Conseil exécutif informé des mesures prises conformément au présent paragraphe.

ARTICLE XI

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TECHNOLOGIQUE

1. Les dispositions de la présente Convention sont appliquées de manière à éviter d'entraver le développement économique ou technologique des Etats parties et la coopération internationale dans le domaine des activités chimiques à des fins non interdites par la Convention, y compris l'échange international d'informations scientifiques et techniques, de produits

chimiques et de matériel pour la fabrication, le traitement ou l'utilisation de produits chimiques à des fins non interdites par la Convention.

2. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, et sans préjudice des principes et des règles applicables du droit international, les Etats parties :

a) Ont le droit, individuellement ou collectivement, de se livrer à des recherches sur des produits chimiques et de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir, de conserver, de transférer et d'utiliser de tels produits;

b) S'engagent à faciliter l'échange le plus complet possible de produits chimiques, de matériel et d'informations scientifiques et techniques touchant le développement et l'application de la chimie à des fins non interdites par la présente Convention, et ont le droit de participer à un tel échange;

c) N'appliquent pas entre eux de restrictions incompatibles avec les obligations qu'ils ont contractées en vertu de la présente Convention - ni même celles qui figureraient dans des accords internationaux -, qui imposeraient des limites ou feraient obstacle au commerce ou au développement et à la promotion des connaissances scientifiques et techniques dans le domaine de la chimie à des fins industrielles, agricoles, de recherche, des fins médicales, pharmaceutiques ou d'autres fins pacifiques;

d) Ne s'autorisent pas de la présente Convention pour appliquer des mesures autres que celles qui sont prévues ou permises par la Convention et ne s'autorisent d'aucun autre accord international pour poursuivre un objectif incompatible avec la présente Convention;

e) S'engagent à revoir leur réglementation nationale en matière de commerce des produits chimiques pour la rendre compatible avec l'objet et le but de la présente Convention.

ARTICLE XII

MESURES PROPRES A REDRESSER UNE SITUATION ET A GARANTIR LE RESPECT DE LA PRESENTE CONVENTION, Y COMPRIS LES SANCTIONS

1. La Conférence prend, ainsi qu'il est prévu aux paragraphes 2, 3 et 4, les mesures nécessaires pour assurer le respect de la présente Convention et pour redresser et corriger toute situation contrevenant aux dispositions de la Convention. Lorsqu'elle envisage de telles mesures, conformément au présent paragraphe, la Conférence tient compte de toutes les informations et recommandations en la matière qui lui ont été soumises par le Conseil exécutif.

2. Dans les cas où un Etat partie auquel le Conseil exécutif a demandé de prendre des mesures propres à redresser une situation qui met en cause son respect de la Convention ne satisfait pas à cette demande dans les délais fixés, la Conférence peut, entre autres, sur recommandation du Conseil exécutif, restreindre ou suspendre les droits et privilèges dont jouit cet Etat partie au titre de la présente Convention jusqu'à ce qu'il fasse le nécessaire pour se conformer aux obligations qu'il a contractées en vertu de la Convention.

3. Dans les cas où un préjudice grave risque d'être porté à l'objet et au but de la présente Convention du fait d'activités interdites par la Convention, en particulier par l'article premier, la Conférence peut recommander aux Etats parties des mesures collectives, conformément au droit international.

4. Si la situation est particulièrement grave, la Conférence porte la question, y compris les informations et les conclusions pertinentes, à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE XIII

RAPPORTS AVEC D'AUTRES ACCORDS INTERNATIONAUX

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme restreignant ou amoindrissant de quelque façon que ce soit les obligations contractées par un Etat en vertu du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925, et en vertu de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Londres, Moscou et Washington, le 10 avril 1972.

ARTICLE XIV

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Les différends qui naîtraient au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente Convention sont réglés suivant les dispositions pertinentes de la Convention et d'une manière conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

2. En cas de différend entre deux ou plusieurs Etats parties, ou entre un ou plusieurs Etats parties et l'Organisation, quant à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, les parties se consultent en vue de régler rapidement ce différend par la voie de négociations ou par tout autre moyen pacifique de leur choix, y compris en ayant recours aux organes appropriés de la Convention et, par consentement mutuel, en saisissant la Cour internationale de Justice conformément au Statut de cette dernière. Les Etats parties en cause tiennent le Conseil exécutif informé des mesures prises.

3. Le Conseil exécutif peut contribuer au règlement d'un différend par tout moyen qu'il juge approprié, y compris en offrant ses bons offices, en invitant les Etats qui sont parties au différend à entamer le processus de règlement qu'ils ont choisi et en recommandant un délai d'exécution de toute procédure convenue.

4. La Conférence examine, quant aux différends, les points qui sont soulevés par des Etats parties ou qui sont portés à son attention par le Conseil exécutif. Si elle le juge nécessaire, la Conférence crée, conformément au paragraphe 21, alinéa f), de l'article VIII, des organes chargés de contribuer au règlement des différends ou confie cette tâche à des organes existants.

5. La Conférence et le Conseil exécutif sont habilités séparément, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur tout point de droit entrant dans le cadre des activités de l'Organisation. L'Organisation conclut un accord avec l'Organisation des Nations Unies à cette fin, conformément au paragraphe 34, alinéa a), de l'article VIII.

6. Les dispositions du présent article sont sans préjudice de celles de l'article IX ou des dispositions relatives aux mesures propres à redresser une situation et à garantir le respect de la présente Convention, y compris les sanctions.

ARTICLE XV

AMENDEMENTS

1. Tout Etat partie peut proposer d'apporter des amendements à la présente Convention. Tout Etat partie peut aussi proposer d'apporter des modifications, telles que spécifiées au paragraphe 4, aux annexes de la Convention. Les propositions d'amendement sont régies par la procédure énoncée aux paragraphes 2 et 3. Les propositions de modification, telles que spécifiées au paragraphe 4, sont régies par la procédure énoncée au paragraphe 5.

2. Le texte d'une proposition d'amendement est soumis au Directeur général, qui le fait tenir à tous les Etats parties et au Dépositaire. Une telle proposition ne peut être examinée que par une conférence d'amendement. Cette conférence est convoquée si un tiers au moins des Etats parties notifient au Directeur général, au plus tard 30 jours après la distribution du texte, qu'ils sont favorables à la poursuite de l'examen de la proposition. La conférence d'amendement se tient immédiatement après une session ordinaire de la Conférence, à moins que les Etats parties ne demandent la convocation d'une réunion dans un délai plus rapproché. En aucun cas une conférence d'amendement ne se tient moins de 60 jours après la distribution de la proposition d'amendement.

3. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de tous les Etats parties 30 jours après le dépôt des instruments de ratification ou d'acceptation par tous les Etats parties visés à l'alinéa b) ci-dessous :

a) Lorsque la conférence d'amendement les a adoptés par un vote positif d'une majorité de tous les Etats parties sans vote négatif d'aucun Etat partie;

b) Lorsqu'ils ont été ratifiés ou acceptés par tous les Etats parties ayant exprimé un vote positif à la conférence d'amendement.

4. Afin de maintenir la viabilité et l'efficacité de la Convention, les dispositions des annexes sont susceptibles d'être modifiées suivant la procédure énoncée au paragraphe 5 si les modifications proposées n'ont trait qu'à des questions d'ordre administratif ou technique. Toutes les modifications apportées à l'Annexe sur les produits chimiques doivent être faites conformément au paragraphe 5. Cette procédure de modification ne s'applique ni aux sections A et C de l'Annexe sur la confidentialité, ni à la dixième partie de l'Annexe sur la vérification, ni aux définitions de la première partie de l'Annexe sur la vérification qui ont trait exclusivement aux inspections par mise en demeure.

5. Les propositions de modification visées au paragraphe 4 suivent la procédure ci-après :

a) Le texte de la proposition de modification, accompagné des informations nécessaires, est transmis au Directeur général. Tout Etat partie et le Directeur général peuvent fournir un complément d'information en vue de l'examen de la proposition. Le Directeur général transmet sans retard cette proposition et ces informations à tous les Etats parties, au Conseil exécutif et au Dépositaire;

b) Au plus tard 60 jours après réception de la proposition, le Directeur général l'examine afin de déterminer tous les effets qu'elle peut avoir sur les dispositions de la présente Convention et son application, puis communique toute information à ce sujet à tous les Etats parties et au Conseil exécutif;

c) Le Conseil exécutif étudie la proposition à la lumière de toutes les informations dont il dispose, notamment pour déterminer si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe 4. Au plus tard 90 jours après réception de la proposition, il notifie sa recommandation, avec les explications appropriées, à tous les Etats parties pour examen. Les Etats parties en accusent réception dans un délai de dix jours;

d) Si le Conseil exécutif recommande à tous les Etats parties d'adopter la proposition, elle est considérée comme étant approuvée si aucun Etat partie ne s'oppose à ladite proposition dans les 90 jours qui suivent la réception de la recommandation. Si le Conseil exécutif recommande de rejeter la proposition, elle est considérée comme étant rejetée si aucun Etat partie ne s'oppose au rejet de la proposition dans les 90 jours qui suivent la réception de la recommandation;

e) Si une recommandation du Conseil exécutif ne recueille pas l'approbation requise aux termes de l'alinéa d), la Conférence se prononce à sa session suivante sur cette proposition quant au fond, notamment sur la question de savoir si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe 4;

f) Le Directeur général notifie à tous les Etats parties et au Dépositaire toute décision prise en vertu du présent paragraphe;

g) Les modifications approuvées conformément à cette procédure entrent en vigueur à l'égard de tous les Etats parties 180 jours après la date à laquelle le Directeur général a donné notification de leur approbation, à moins qu'un autre délai ne soit recommandé par le Conseil exécutif ou arrêté par la Conférence.

ARTICLE XVI

DUREE ET DENONCIATION

1. La présente Convention a une durée illimitée.

2. Chaque Etat partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, a le droit de dénoncer la présente Convention s'il juge que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet de la Convention, ont compromis ses intérêts suprêmes. Il notifie cette dénonciation, avec un préavis de 90 jours, à tous les autres Etats parties, au Conseil exécutif, au Dépositaire et au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Il expose dans cette notification les événements extraordinaires qu'il considère comme ayant compromis ses intérêts suprêmes.

3. La dénonciation de la présente Convention n'affecte en rien le devoir des Etats de continuer à s'acquitter des obligations assumées en vertu de toutes normes pertinentes du droit international, en particulier du Protocole de Genève de 1925.

ARTICLE XVII

STATUT DES ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la présente Convention. Toute référence à la Convention renvoie également à ses annexes.

ARTICLE XVIII

SIGNATURE

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats avant son entrée en vigueur.

ARTICLE XIX

RATIFICATION

La présente Convention est soumise à ratification par les Etats signataires suivant la procédure prévue par leurs constitutions respectives.

ARTICLE XX

ADHESION

Tout Etat qui n'a pas signé la présente Convention avant son entrée en vigueur peut y adhérer à tout moment par la suite.

ARTICLE XXI

ENTREE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entre en vigueur le cent quatre-vingtième jour qui suit la date de dépôt du soixante-cinquième instrument de ratification, mais en aucun cas avant un délai de deux ans à compter de la date de son ouverture à la signature.

2. A l'égard des Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de ces instruments.

ARTICLE XXII

RESERVES

Les articles de la présente Convention ne peuvent pas donner lieu à des réserves. Ses annexes ne peuvent pas donner lieu à des réserves qui sont incompatibles avec son objet et son but.

ARTICLE XXIII

DEPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné par la présente disposition comme dépositaire de la Convention et, entre autres, il :

a) Notifie sans retard à tous les Etats qui ont signé la Convention ou qui y ont adhéré la date de chaque signature, la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, la date d'entrée en vigueur de la Convention et la réception de toute autre communication;

b) Transmet aux gouvernements de tous les Etats qui ont signé la Convention ou qui y ont adhéré des copies certifiées conformes du texte de la Convention;

c) Enregistre la présente Convention conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XXIV

TEXTES FAISANT FOI

La présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le treizième jour du mois de janvier mil neuf cent quatre-vingt-treize.

[*Pour les signatures, voir p. 422 du présent volume.*]

ANNEXE SUR LES PRODUITS CHIMIQUES

TABLE DES MATIERES

Page

A. Principes directeurs pour les tableaux de produits chimiques 38

B. Tableaux de produits chimiques 39

A. PRINCIPES DIRECTEURS POUR LES TABLEAUX DE PRODUITS CHIMIQUES

Principes directeurs pour le tableau 1

1. Les critères suivants sont pris en considération lorsqu'il s'agit de savoir s'il convient d'inscrire un produit chimique toxique ou un précurseur au tableau 1 :

a) Il a été mis au point, fabriqué, stocké ou employé en tant qu'arme chimique telle que définie à l'article II;

b) Il constitue par ailleurs un risque important pour l'objet et le but de la présente Convention en raison de ses possibilités élevées d'utilisation dans le cadre d'activités interdites par la Convention, dans la mesure où seraient remplies une ou plusieurs des conditions suivantes :

i) Il possède une composition chimique étroitement apparentée à celle d'autres produits chimiques toxiques inscrits au tableau 1 et a, ou pourrait avoir, des propriétés comparables;

ii) Il possède une toxicité létale ou incapacitante ainsi que d'autres propriétés qui permettraient de l'employer en tant qu'arme chimique;

iii) Il peut être utilisé comme précurseur au stade technologique final de la fabrication pour obtenir en une seule étape un produit chimique toxique inscrit au tableau 1, où que se déroule cette étape (installation, munition ou ailleurs);

c) Il n'a guère ou pas d'utilisation à des fins non interdites par la présente Convention.

Principes directeurs pour le tableau 2

2. Les critères suivants sont pris en considération lorsqu'il s'agit de savoir s'il convient d'inscrire au tableau 2 un produit chimique toxique qui ne figure pas au tableau 1 ou un précurseur d'un produit chimique du tableau 1 ou d'un produit chimique de la partie A du tableau 2 :

a) Il constitue un risque sérieux pour l'objet et le but de la présente Convention du fait qu'il possède une toxicité létale ou incapacitante ainsi que d'autres propriétés qui permettraient de l'employer en tant qu'arme chimique;

b) Il peut être utilisé en tant que précurseur dans l'une des réactions chimiques au stade final de l'obtention d'un produit chimique inscrit au tableau 1 ou dans la partie A du tableau 2;

c) Il constitue un risque sérieux pour l'objet et le but de la présente Convention en raison de son importance dans la fabrication d'un produit chimique inscrit au tableau 1 ou dans la partie A du tableau 2;

d) Il n'est pas fabriqué en grandes quantités industrielles à des fins non interdites par la présente Convention.

Principes directeurs pour le tableau 3

3. Les critères suivants sont pris en considération lorsqu'il s'agit de savoir s'il convient d'inscrire au tableau 3 un produit chimique toxique ou un précurseur ne figurant pas dans les autres tableaux :

a) Il a été fabriqué, stocké ou employé en tant qu'arme chimique;

b) Il constitue par ailleurs un risque pour l'objet et le but de la présente Convention du fait qu'il possède une toxicité létale ou incapacitante ainsi que d'autres propriétés qui permettraient de l'employer en tant qu'arme chimique;

c) Il constitue un risque pour l'objet et le but de la présente Convention en raison de son importance dans la fabrication d'un ou de plusieurs produits chimiques inscrits au tableau 1 ou dans la partie B du tableau 2;

d) Il peut être fabriqué en grandes quantités industrielles à des fins non interdites par la présente Convention.

B. TABLEAUX DE PRODUITS CHIMIQUES

Les tableaux ci-après énumèrent des produits chimiques toxiques et leurs précurseurs. Aux fins de l'application de la présente Convention, ces tableaux désignent des produits chimiques qui font l'objet de mesures de vérification selon les dispositions de l'Annexe sur la vérification. Ces tableaux ne constituent pas une définition des armes chimiques au sens du paragraphe 1, alinéa a), de l'article II.

(Chaque fois qu'il est fait mention de composés dialkylés, suivis d'une liste de groupes alkylés placée entre parenthèses, tout composé dérivable par n'importe quelle combinaison possible des groupes alkylés énumérés entre parenthèses est considéré comme étant inscrit au tableau correspondant tant qu'il n'en est pas expressément rayé. Un produit chimique suivi de "*" dans la partie A du tableau 2 est assorti de seuils de déclaration et de vérification spéciaux, comme il est indiqué dans la septième partie de l'Annexe sur la vérification.)

Tableau 1

(No CAS)

A. Produits chimiques toxiques

1) Alkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphonofluoridates de O-alkyle(C_{10}, y compris cycloalkyle)

ex. Sarin : méthylphosphonofluoridate de O-isopropyle (107-44-8)
Soman : méthylphosphonofluoridate de O-pinacolyle (96-64-0)

2) N,N-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphoramidocyanidates de O-alkyle(C_{10}, y compris cycloalkyle)

ex. Tabun : N,N-diméthylphosphoramidocyanidate de O-éthyle (77-81-6)

3) Alkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphonothioates de O-alkyle(H ou C_{10}, y compris cycloalkyle) et de S-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)aminoéthyle et les sels alkylés ou protonés correspondants

ex. VX : méthylphosphonothioate de O-éthyle et de S-2-diisopropylaminoéthyle (50782-69-9)

Tableau 1 (suite)

		(No CAS)
4)	Moutardes au soufre :	
	Sulfure de 2-chloroéthyle et de chlorométhyle	(2625-76-5)
	Gaz moutarde : sulfure de bis(2-chloroéthyle)	(505-60-2)
	Bis(2-chloroéthylthio)méthane	(63869-13-6)
	Sesquimoutarde : 1,2-bis(2-chloroéthylthio)éthane	(3563-36-8)
	1,3-Bis(2-chloroéthylthio)-n-propane	(63905-10-2)
	1,4-Bis(2-chloroéthylthio)-n-butane	(142868-93-7)
	1,5-Bis(2-chloroéthylthio)-n-pentane	(142868-94-8)
	Oxyde de bis(2-chloroéthylthiométhyle)	(63918-90-1)
	Moutarde-O : oxyde de bis(2-chloroéthylthioéthyle)	(63918-89-8)
5)	Lewisites	
	Lewisite 1 : 2-chlorovinyldichlorarsine	(541-25-3)
	Lewisite 2 : bis(2-chlorovinyl)chlorarsine	(40334-69-8)
	Lewisite 3 : tris(2-chlorovinyl)arsine	(40334-70-1)
6)	Moutardes à l'azote	
	HN1 : bis(2-chloroéthyl)éthylamine	(538-07-8)
	HN2 : bis(2-chloroéthyl)méthylamine	(51-75-2)
	HN3 : tris(2-chloroéthyl)amine	(555-77-1)
7)	Saxitoxine	(35523-89-8)
8)	Ricine	(9009-86-3)
B.	Précurseurs	
9)	Difluorures d'alkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphonyle	
	ex. DF : difluorure de méthylphosphonyle	(676-99-3)
10)	Alkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphonites de O-alkyle(H ou C_{10}, y compris cycloalkyle) et de O-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)aminoéthyle et les sels alkylés ou protonés correspondants	
	ex. QL : méthylphosphonite de O-éthyle et de O-2-diisopropylaminoéthyle	(57856-11-8)
11)	Chloro Sarin : méthylphosphonochloridate de O-isopropyle	(1445-76-7)
12)	Chloro Soman : méthylphosphonochloridate de O-pinacolyle	(7040-57-5)

Tableau 2

A. Produits chimiques toxiques

1)	Amiton : phosphorothioate de O,O-diéthyle et de S-[2-(diéthylamino)éthyle] et les sels alkylés ou protonés correspondants	(78-53-5)
2)	PFIB : 1,1,3,3,3-pentafluoro-2-(trifluorométhyl) propène	(382-21-8)
3)	BZ : Benzilate de 3-quinuclidinyle (*)	(6581-06-2)

B. Précurseurs

4)	Produits chimiques, hormis ceux qui sont inscrits au tableau 1, contenant un atome de phosphore auquel est lié un groupe méthyle, éthyle ou propyle (normal ou iso), sans autres atomes de carbone	
	ex. Dichlorure de méthylphosphonyle	(676-97-1)
	Méthylphosphonate de diméthyle	(756-79-6)
	Sauf : Fonofos : éthyldithiophosphonate de O-éthyle et de S-phényle	(944-22-9)
5)	Dihalogénures N,N-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr) phosphoramidiques	
6)	N,N-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphoramidates de dialkyle(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)	
7)	Trichlorure d'arsenic	(7784-34-1)
8)	Acide 2,2-diphényl-2-hydroxyacétique	(76-93-7)
9)	Quinuclidin-3-ol	(1619-34-7)
10)	Chlorures de N,N-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr) aminoéthyle et les sels protonés correspondants	
11)	N,N-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)aminoéthanol et les sels protonés correspondants	
	Sauf : N,N-Diméthylaminoéthanol et les sels protonés correspondants	(108-01-0)
	N,N-Diéthylaminoéthanol et les sels protonés correspondants	(100-37-8)
12)	N,N-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)aminoéthanethiol et les sels protonés correspondants	
13)	Thiodiglycol : sulfure de bis(2-hydroxyéthyle)	(111-48-8)
14)	Alcool pinacolique : 3,3-diméthylbutan-2-ol	(464-07-3)

Tableau 3

		(No CAS)
A.	Produits chimiques toxiques	
1)	Phosgène : Dichlorure de carbonyle	(75-44-5)
2)	Chlorure de cyanogène	(506-77-4)
3)	Cyanure d'hydrogène	(74-90-8)
4)	Chloropicrine : trichloronitrométhane	(76-06-2)
B.	Précurseurs	
5)	Oxychlorure de phosphore	(10025-87-3)
6)	Trichlorure de phosphore	(7719-12-2)
7)	Pentachlorure de phosphore	(10026-13-8)
8)	Phosphite de triméthyle	(121-45-9)
9)	Phosphite de triéthyle	(122-52-1)
10)	Phosphite de diméthyle	(868-85-9)
11)	Phosphite de diéthyle	(762-04-9)
12)	Monochlorure de soufre	(10025-67-9)
13)	Dichlorure de soufre	(10545-99-0)
14)	Chlorure de thionyle	(7719-09-7)
15)	Ethyldiéthanolamine	(139-87-7)
16)	Méthyldiéthanolamine	(105-59-9)
17)	Triéthanolamine	(102-71-6)

ANNEXE SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION ET LA VERIFICATION
("ANNEXE SUR LA VERIFICATION")

TABLE DES MATIERES

Page

Première partie : Définitions 50

Deuxième partie : Règles générales régissant la vérification 55

A. Désignation des inspecteurs et des assistants d'inspection 55

B. Privilèges et immunités 56

C. Arrangements permanents 58

Points d'entrée 58
Arrangements concernant l'utilisation d'appareils effectuant des vols non réguliers 59
Arrangements administratifs 59
Matériel approuvé 60

D. Activités précédant l'inspection 60

Notifications 60
Entrée sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte et transfert jusqu'au site d'inspection 61
Exposé d'information précédant l'inspection 61

E. Conduite des inspections 62

Règles générales 62
Sécurité 62
Communications 62
Droits de l'équipe d'inspection et de l'Etat partie inspecté 63
Prélèvement, manipulation et analyse des échantillons 64
Prolongation de l'inspection 65
Rapport de fin d'inspection 65

F. Départ 65

G. Rapports 65

H. Application des dispositions générales 66

Troisième partie : Dispositions générales concernant les mesures de vérification prises conformément aux articles IV et V ainsi qu'au paragraphe 3 de l'article VI 67

A. Inspections initiales et accords d'installation 67

B. Arrangements permanents 68

C. Activités précédant l'inspection 69

TABLE DES MATIERES (suite)

Page

Quatrième partie (A) : Destruction des armes chimiques et vérification de leur destruction conformément à l'article IV 70

A. Déclarations 70

Déclarations d'armes chimiques 70
Déclarations d'armes chimiques présentées conformément au paragraphe 1, alinéa a) iii), de l'article III 72
Déclarations de transferts et de réceptions antérieurs 72
Présentation du plan général de destruction des armes chimiques ... 72

B. Mesures en vue de verrouiller et de préparer l'installation de stockage 73

C. Destruction 74

Principes et méthodes de destruction des armes chimiques 74
Ordre de destruction 74
Modification des délais de destruction intermédiaires 76
Prolongation du délai d'achèvement de la destruction 76
Plans de destruction annuels détaillés 77
Rapports annuels sur la destruction 79

D. Vérification 79

Vérification des déclarations d'armes chimiques par l'inspection sur place 79
Vérification systématique des installations de stockage 80
Inspections et visites 80
Vérification systématique de la destruction des armes chimiques ... 81
Installations de stockage d'armes chimiques se trouvant dans des installations de destruction d'armes chimiques 83
Mesures de vérification systématique sur place dans des installations de destruction d'armes chimiques 84

Quatrième partie (B) : Armes chimiques anciennes et armes chimiques abandonnées 86

A. Dispositions générales 86

B. Régime applicable aux armes chimiques anciennes 86

C. Régime applicable aux armes chimiques abandonnées 87

Cinquième partie : Destruction des installations de fabrication d'armes chimiques et vérification de leur destruction conformément à l'article V 89

A. Déclarations 89

Déclarations d'installations de fabrication d'armes chimiques 89
Déclarations d'installations de fabrication d'armes chimiques présentées conformément au paragraphe 1, alinéa c) iii), de l'article III 90

TABLE DES MATIERES (suite)

Page

Déclarations de transferts et de réceptions antérieurs 91
Présentation de plans de destruction généraux 91
Présentation de plans de destruction annuels et de rapports annuels sur la destruction 92

B. Destruction 93

Principes généraux de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques 93
Principes et méthodes de fermeture d'une installation de fabrication d'armes chimiques 93
Entretien technique des installations de fabrication d'armes chimiques avant leur destruction 93
Principes et méthodes de conversion temporaire d'installations de fabrication d'armes chimiques en installations de destruction d'armes chimiques 94
Principes et méthodes de destruction d'une installation de fabrication d'armes chimiques 95
Ordre de destruction 96
Plans de destruction détaillés 97
Examen des plans détaillés 98

C. Vérification 99

Vérification des déclarations d'installations de fabrication d'armes chimiques par l'inspection sur place 99
Vérification systématique des installations de fabrication d'armes chimiques et de la cessation de leurs activités 100
Vérification de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques 101
Vérification de la conversion temporaire d'une installation de fabrication d'armes chimiques en installation de destruction d'armes chimiques 101

D. Conversion d'une installation de fabrication d'armes chimiques à des fins non interdites par la Convention 102

Procédure de demande de conversion 102
Activités permises en attendant une décision 104
Conditions de conversion 104
Décisions du Conseil exécutif et de la Conférence 105
Plans de conversion détaillés 106
Examen des plans détaillés 106

Sixième partie : Activités non interdites par la Convention menées conformément à l'article VI - Régime applicable aux produits chimiques du tableau 1 et aux installations liées à ces produits 108

A. Dispositions générales 108

B. Transferts 108

TABLE DES MATIERES (suite)

Page

C. Fabrication 109

Principes généraux de la fabrication 109
Installation unique à petite échelle 109
Autres installations 109

D. Déclarations 109

Installation unique à petite échelle 109
Autres installations visées aux paragraphes 10 et 11 111

E. Vérification 112

Installation unique à petite échelle 112
Autres installations visées aux paragraphes 10 et 11 113

Septième partie : Activités non interdites par la Convention menées conformément à l'article VI - Régime applicable aux produits chimiques du tableau 2 et aux installations liées à ces produits 114

A. Déclarations 114

Déclarations de données nationales globales 114
Déclarations de sites d'usines qui fabriquent, traitent ou consomment des produits chimiques du tableau 2 114
Déclarations de fabrication passée de produits chimiques du tableau 2 à des fins d'armes chimiques 116
Renseignements à transmettre aux Etats parties 117

B. Vérification 117

Dispositions générales 117
Objectifs de l'inspection 118
Inspections initiales 118
Inspections 119
Procédures d'inspection 119
Notification des inspections 120

C. Transferts à des Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention 120

Huitième partie : Activités non interdites par la Convention menées conformément à l'article VI - Régime applicable aux produits chimiques du tableau 3 et aux installations liées à ces produits 122

A. Déclarations 122

Déclarations de données nationales globales 122
Déclarations de sites d'usines qui fabriquent des produits chimiques du tableau 3 122
Déclarations de fabrication passée de produits chimiques du tableau 3 à des fins d'armes chimiques 123
Renseignements à transmettre aux Etats parties 124

TABLE DES MATIERES (suite)

Page

B. Vérification 124

Dispositions générales 124
Objectifs de l'inspection 125
Procédures d'inspection 125
Notification des inspections 126

C. Transferts à des Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention 126

Neuvième partie : Activités non interdites par la Convention menées conformément à l'article VI - Régime applicable aux autres installations de fabrication de produits chimiques 128

A. Déclarations 128

Liste des autres installations de fabrication de produits chimiques 128
Assistance fournie par le Secrétariat technique 129
Renseignements à transmettre aux Etats parties 129

B. Vérification 129

Dispositions générales 129
Objectifs de l'inspection 130
Procédures d'inspection 130
Notification des inspections 131

C. Application et examen de la section B 131

Application 131
Examen 131

Dixième partie : Inspections par mise en demeure effectuées conformément à l'article IX 132

A. Désignation et sélection des inspecteurs et des assistants d'inspection 132

B. Activités précédant l'inspection 132

Notification 132
Entrée sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte 134
Détermination du périmètre final par le biais d'un périmètre alternatif 134
Vérification de l'emplacement 135
Verrouillage du site, surveillance des sorties 135
Exposé d'information précédant l'inspection et plan d'inspection .. 137
Activités de périmètre 137

TABLE DES MATIERES (suite)

Page

C. Conduite des inspections 138

Règles générales 138
Accès réglementé 139
Observateur 140
Durée de l'inspection 141

D. Activités postérieures à l'inspection 141

Départ 141
Rapports 141

Onzième partie : Enquêtes sur des allégations d'emploi d'armes chimiques 143

A. Dispositions générales 143

B. Activités précédant l'inspection 143

Demande d'enquête 143
Notification 143
Affectation d'une équipe d'inspection 144
Envoi sur place de l'équipe d'inspection 144
Exposés d'information 144

C. Conduite des inspections 145

Accès 145
Echantillonnage 145
Extension du site d'inspection 145
Prolongation de l'inspection 145
Entretiens 146

D. Rapports 146

Procédure 146
Teneur 146

E. Etats non parties à la présente Convention 147

PREMIERE PARTIE

DEFINITIONS

1. On entend par "matériel approuvé" les appareils et instruments nécessaires à l'exécution des tâches de l'équipe d'inspection qui ont été homologués par le Secrétariat technique conformément au règlement établi par ses soins en vertu du paragraphe 27 de la deuxième partie de la présente Annexe. Cette expression désigne également les fournitures administratives ou les appareils d'enregistrement qui pourraient être utilisés par l'équipe d'inspection.

2. Les "bâtiments" mentionnés dans la définition d'une installation de fabrication d'armes chimiques à l'article II comprennent les bâtiments spécialisés et les bâtiments du type courant.

a) On entend par "bâtiment spécialisé" :

i) Tout bâtiment, y compris les structures souterraines, abritant du matériel spécialisé dans une configuration de fabrication ou de remplissage;

ii) Tout bâtiment, y compris les structures souterraines, ayant des caractéristiques propres qui le distinguent des bâtiments normalement utilisés pour des activités de fabrication ou de chargement de produits chimiques non interdites par la présente Convention.

b) On entend par "bâtiment du type courant" tout bâtiment, y compris les structures souterraines, construit selon les normes industrielles courantes pour des installations qui ne fabriquent pas de produits chimiques tels que spécifiés au paragraphe 8, alinéa a) i), de l'article II, ni de produits chimiques corrosifs.

3. On entend par "inspection par mise en demeure" l'inspection de toute installation ou de tout emplacement sur le territoire d'un Etat partie ou en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de cet Etat que demande un autre Etat partie conformément aux paragraphes 8 à 25 de l'article IX.

4. On entend par "produit chimique organique défini" tout produit chimique appartenant à la classe des composés chimiques qui comprend tous les composés du carbone, à l'exception des oxydes et des sulfures de carbone ainsi que des carbonates de métaux, identifiable par son nom chimique, sa formule développée, si elle est connue, et son numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué.

5. Le "matériel" mentionné dans la définition d'une installation de fabrication d'armes chimiques à l'article II comprend le matériel spécialisé et le matériel courant.

a) On entend par "matériel spécialisé" :

i) Le train de production principal, y compris tout réacteur ou matériel pour la synthèse, la séparation ou la purification de produits, tout matériel utilisé directement pour le transfert de chaleur au stade technologique final, notamment dans des réacteurs ou dans la séparation de produits, ainsi que tout autre matériel qui a été en contact avec un produit chimique

tel que spécifié au paragraphe 8, alinéa a) i), de l'article II, ou qui le serait si l'installation était exploitée;

ii) Toute machine de remplissage d'armes chimiques;

iii) Tout autre matériel spécialement conçu, construit ou installé pour faire fonctionner l'installation en tant qu'installation de fabrication d'armes chimiques, par opposition à une installation construite selon les normes qui ont cours dans l'industrie commerciale pour des installations ne fabriquant pas de produits chimiques tels que spécifiés au paragraphe 8, alinéa a) i), de l'article II, ni de produits chimiques corrosifs, tels que le matériel fabriqué avec des alliages à haute teneur en nickel ou d'autres matériaux spéciaux résistant à la corrosion; le matériel spécial de maîtrise des déchets, de traitement des déchets, de filtrage d'air, ou de récupération de solvants; les enceintes de confinement spéciales et les boucliers de sécurité; le matériel de laboratoire non standard utilisé pour analyser des produits chimiques toxiques aux fins d'armes chimiques; les tableaux de commande de procédé fabriqués sur mesure; les pièces de rechange destinées exclusivement à du matériel spécialisé.

b) On entend par "matériel courant" :

i) Le matériel de fabrication qui est généralement utilisé dans l'industrie chimique et qui ne figure pas parmi les types de matériel spécialisé;

ii) D'autres équipements couramment utilisés dans l'industrie chimique, tels que le matériel de lutte contre l'incendie, le matériel de surveillance pour le gardiennage et la sécurité/la sûreté, les installations médicales, les installations de laboratoire ou le matériel de communications.

6. On entend par "installation", dans le contexte de l'article VI, tout site industriel tel que défini ci-après ("site d'usines", "usine" et "unité").

a) On entend par "site d'usines" (fabrique) un ensemble constitué d'une usine, ou de plusieurs usines intégrées localement, relevant d'une seule direction d'exploitation, avec des échelons administratifs intermédiaires, incluant une infrastructure commune, comprenant entre autres les éléments suivants :

i) Bureaux administratifs et autres;

ii) Ateliers de réparation et d'entretien;

iii) Centre médical;

iv) Equipements collectifs;

v) Laboratoire central d'analyse;

vi) Laboratoires de recherche-développement;

vii) Station centrale de traitement des effluents et des déchets;

viii) Entrepôts.

b) On entend par "usine" (installation de fabrication, atelier) une zone, une structure ou un bâtiment relativement autonome abritant une ou plusieurs unités avec l'infrastructure auxiliaire et associée qui peut comprendre, entre autres :

i) Une petite section administrative;

ii) Une zone de stockage/de manipulation des matières de base et des produits;

iii) Une station de manipulation/de traitement des effluents/des déchets;

iv) Un laboratoire de contrôle et d'analyse;

v) Un service de premiers secours/une section médicale connexe;

vi) Des relevés concernant, selon le cas, les mouvements des produits chimiques déclarés et de leurs matières de base ou des produits chimiques qui en dérivent dans le site, autour du site ou à partir de celui-ci.

c) On entend par "unité" (unité de fabrication, unité de traitement) la combinaison des pièces de matériel, y compris les cuves et montages de cuves, nécessaires pour fabriquer, traiter ou consommer un produit chimique.

7. On entend par "accord d'installation" l'accord ou arrangement conclu entre un Etat partie et l'Organisation concernant une installation spécifique soumise à la vérification sur place, conformément aux articles IV, V et VI.

8. On entend par "Etat hôte" l'Etat sur le territoire duquel sont situées les installations ou les zones d'un autre Etat, partie à la présente Convention, qui sont soumises à une inspection en vertu de la présente Convention.

9. On entend par "personnel d'accompagnement dans le pays" les personnes que l'Etat partie inspecté et, le cas échéant, l'Etat hôte peuvent, s'ils le souhaitent, charger d'accompagner et de seconder l'équipe d'inspection pendant la période passée dans le pays.

10. On entend par "période passée dans le pays" la période comprise entre l'arrivée de l'équipe d'inspection à un point d'entrée et son départ du pays par un tel point.

11. On entend par "inspection initiale" la première inspection sur place réalisée dans des installations pour vérifier l'exactitude des déclarations présentées conformément aux articles III, IV, V, VI et à la présente Annexe.

12. On entend par "Etat partie inspecté" l'Etat partie sur le territoire duquel ou dont la juridiction ou le contrôle s'étend sur le lieu dans lequel une inspection est effectuée conformément à la présente Convention, ou l'Etat partie dont l'installation ou la zone sise sur le territoire d'un Etat hôte est soumise à une telle inspection; ce terme ne s'applique toutefois pas à l'Etat partie tel que spécifié au paragraphe 21 de la deuxième partie de la présente Annexe.

13. On entend par "assistant d'inspection" une personne désignée par le Secrétariat technique conformément à la section A de la deuxième partie de la présente Annexe pour aider les inspecteurs à effectuer une inspection ou

une visite, tel qu'un médecin ou un auxiliaire médical, un agent de sécurité, un agent administratif ou un interprète.

14. On entend par "mandat d'inspection" les instructions données par le Directeur général à l'équipe d'inspection en vue de la réalisation d'une inspection donnée.

15. On entend par "manuel d'inspection" le recueil des procédures d'inspection supplémentaires élaborées par le Secrétariat technique.

16. On entend par "site d'inspection" toute installation ou zone dans laquelle une inspection est effectuée et qui est spécifiquement définie dans l'accord d'installation pertinent ou dans la demande ou le mandat d'inspection ou encore dans la demande d'inspection augmentée du périmètre alternatif ou final.

17. On entend par "équipe d'inspection" le groupe des inspecteurs et des assistants d'inspection désignés par le Directeur général pour effectuer une inspection donnée.

18. On entend par "inspecteur" une personne désignée par le Secrétariat technique selon la procédure énoncée dans la section A de la deuxième partie de la présente Annexe pour effectuer une inspection ou une visite conformément à la présente Convention.

19. On entend par "accord type" un document spécifiant la forme et la teneur générales d'un accord conclu entre un Etat partie et l'Organisation pour appliquer les dispositions en matière de vérification énoncées dans la présente Annexe.

20. On entend par "observateur" le représentant d'un Etat partie requérant ou d'un Etat partie tiers, qui est chargé d'observer une inspection par mise en demeure.

21. On entend par "périmètre", dans le cas d'une inspection par mise en demeure, la limite extérieure du site d'inspection, définie par des coordonnées géographiques ou tracée sur une carte.

a) On entend par "périmètre demandé" le périmètre du site d'inspection spécifié conformément au paragraphe 8 de la dixième partie de la présente Annexe;

b) On entend par "périmètre alternatif" le périmètre du site d'inspection proposé par l'Etat partie inspecté à la place du périmètre demandé; il est conforme à ce que nécessitent les dispositions du paragraphe 17 de la dixième partie de la présente Annexe;

c) On entend par "périmètre final" le périmètre final du site d'inspection convenu par la voie de négociations entre l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté, conformément aux paragraphes 16 à 21 de la dixième partie de la présente Annexe;

d) On entend par "périmètre déclaré" la limite extérieure de l'installation déclarée conformément aux articles III, IV, V et VI.

22. Aux fins de l'article IX, on entend par "période d'inspection" la période de temps comprise entre le moment où l'équipe d'inspection a accès au site d'inspection et celui où elle quitte ce lieu, à l'exclusion du temps consacré aux réunions d'information précédant ou suivant les activités de vérification.

23. Aux fins des articles IV, V et VI, on entend par "période d'inspection" la période de temps comprise entre l'arrivée de l'équipe d'inspection sur le site d'inspection et son départ de ce lieu, à l'exclusion du temps consacré aux réunions d'information précédant ou suivant les activités de vérification.

24. On entend par "point d'entrée"/"point de sortie" un lieu désigné pour l'arrivée dans le pays des équipes d'inspection chargées d'effectuer des inspections conformément à la présente Convention, et pour leur départ lorsqu'elles ont achevé leur mission.

25. On entend par "Etat partie requérant" l'Etat partie qui a demandé une inspection par mise en demeure conformément à l'article IX.

26. On entend par "tonne" une tonne métrique, c'est-à-dire 1 000 kg.

DEUXIEME PARTIE

REGLES GENERALES REGISSANT LA VERIFICATION

A. DESIGNATION DES INSPECTEURS ET DES ASSISTANTS D'INSPECTION

1. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétariat technique communique par écrit à tous les Etats parties le nom, la nationalité et le rang des inspecteurs et des assistants d'inspection qu'il se propose de désigner, et indique aussi leurs qualifications et leur expérience professionnelle.

2. Chaque Etat partie accuse immédiatement réception de la liste d'inspecteurs et d'assistants d'inspection proposés qui lui a été communiquée. L'Etat partie informe par écrit le Secrétariat technique qu'il accepte chacun des inspecteurs et des assistants d'inspection au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de cette liste. Tout inspecteur et assistant d'inspection figurant sur cette liste est réputé désigné si l'Etat partie n'a pas manifesté son refus par écrit au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de cette liste. L'Etat partie peut indiquer les raisons de son opposition.

L'inspecteur ou l'assistant d'inspection proposé ne doit pas procéder ni participer à des activités de vérification sur le territoire d'un Etat partie qui a opposé son refus, ni en aucun autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de cet Etat. Le Secrétariat technique propose, selon que de besoin, de nouveaux noms qui viennent s'ajouter à la liste initiale.

3. Les activités de vérification menées en vertu de la présente Convention sont exécutées exclusivement par des inspecteurs et des assistants d'inspection désignés.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5, l'Etat partie a le droit de formuler à tout moment une objection contre un inspecteur ou un assistant d'inspection qui a déjà été désigné. Il fait connaître par écrit son opposition au Secrétariat technique et peut exposer les raisons qui la motivent. L'opposition prend effet 30 jours après réception de l'avis par le Secrétariat technique. Ce dernier informe immédiatement l'Etat partie intéressé du retrait du nom de l'inspecteur ou de l'assistant d'inspection visé.

5. L'Etat partie auquel une inspection a été notifiée ne cherche pas à écarter de l'équipe d'inspection désignée à cet effet l'un quelconque des

inspecteurs ou des assistants d'inspection figurant sur la liste des membres de cette équipe.

6. Le nombre d'inspecteurs ou d'assistants d'inspection désignés à un Etat partie et acceptés par lui doit être suffisant pour permettre de disposer d'un nombre approprié d'inspecteurs et d'assistants d'inspection, et pour offrir des possibilités de roulement.

7. Si le Directeur général estime que le refus d'inspecteurs ou d'sssistants d'inspection proposés empêche la désignation d'un nombre suffisant d'inspecteurs ou d'assistants d'inspection, ou fait obstacle de quelque autre manière à l'accomplissement effectif des tâches confiées au Secrétariat technique, il saisit le Conseil exécutif de la question.

8. S'il est nécessaire ou s'il est demandé de modifier les listes susmentionnées, d'autres inspecteurs et assistants d'inspection sont désignés de la même manière que pour l'établissement de la liste initiale.

9. Les membres de l'équipe d'inspection qui procèdent à l'inspection d'une installation d'un Etat partie située sur le territoire d'un autre Etat partie sont désignés, suivant la procédure énoncée dans la présente Annexe, tant à l'Etat partie inspecté qu'à l'Etat partie hôte.

B. PRIVILEGES ET IMMUNITES

10. Chaque Etat partie délivre, au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de la liste d'inspecteurs et d'assistants d'inspection ou des modifications qui lui ont été apportées, des visas d'entrées/sorties multiples et/ou de transit et tout autre document permettant à chacun des inspecteurs et des assistants d'inspection d'entrer et de séjourner sur son territoire aux fins de la réalisation des activités d'inspection. La durée de validité de ces documents est de deux ans au moins à compter de la date où ils ont été remis au Secrétariat technique.

11. Afin de pouvoir accomplir efficacement leurs fonctions, les inspecteurs et les assistants d'inspection jouissent des privilèges et immunités énoncés aux alinéas a) à i). Les privilèges et immunités sont accordés aux membres de l'équipe d'inspection dans l'intérêt de la présente Convention et non à leur avantage personnel. Les membres de l'équipe d'inspection en bénéficient durant toute la période qui s'écoule entre le moment où ils arrivent sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte et celui où ils le quittent et, ultérieurement, pour les actes qu'ils ont accomplis précédemment dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

a) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent de l'inviolabilité accordée aux agents diplomatiques conformément à l'article 29 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, du 18 avril 1961.

b) Les lieux d'habitation et les bureaux occupés par l'équipe d'inspection qui procède à des activités d'inspection conformément à la présente Convention jouissent de l'inviolabilité et de la protection accordées aux demeures privées des agents diplomatiques, conformément au paragraphe 1 de l'article 30 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

c) Les documents et la correspondance de l'équipe d'inspection, y compris ses dossiers, jouissent de l'inviolabilité accordée à tous les documents et à la correspondance des agents diplomatiques, ccnformément au paragraphe 2 de l'article 30 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. L'équipa d'inspection a le droit de faire usage de codes pour communiquer avec le Secrétariat technique.

d) Les échantillons et le matériel approuvé que transportent les membres de l'équipe d'inspection sont inviolables sous réserve des dispositions de la présente Convention et sont exemptés de tous droits de douane. Les échantillons dangereux sont transportés conformément à la réglementation pertinente.

e) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent des immunités accordées aux agents diplomatiques, conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 31 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

f) Les membres de l'équipe d'inspection menant les activités qui leur incombent conformément à la présente Convention bénéficient de l'exemption de tous impôts et taxes accordée aux agents diplomatiques, conformément à l'article 34 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

g) Les membres de l'équipe d'inspection sont autorisés à apporter sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat partie hôte, sans droits de douane ni autres redevances, les objets destinés à leur usage personnel, à l'exception des articles dont l'importation ou l'exportation est interdite par la loi ou régie par des règlements de quarantaine.

h) Les membres de l'équipe d'inspection bénéficient des mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

i) Les membres de l'équipe d'inspection ne doivent pas exercer d'activité professionnelle ou commerciale en vue d'un gain personnel sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat partie hôte.

12. Lorsqu'ils passent par le territoire d'Etats parties non inspectés, les membres de l'équipe d'inspection jouissent des privilèges et immunités accordés aux agents diplomatiques, conformément au paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Les documents et la correspondance, y compris les dossiers, les échantillons et le matériel approuvé que transportent les membres de l'équipe d'inspection jouissent de l'inviolabilité et de l'exemption stipulées aux alinéas c) et d) du paragraphe 11.

13. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, les membres de l'équipe d'inspection sont tenus de respecter les lois et règlements de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat partie hôte et, dans la mesure où cela est compatible avec le mandat d'inspection, sont tenus de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet Etat. Si l'Etat partie inspecté ou l'Etat partie hôte estime qu'il y a eu abus des privilèges et immunités spécifiés dans la présente Annexe, des consultations sont engagées entre l'Etat partie en question et le Directeur général afin d'établir s'il y a effectivement eu abus et, si tel est le cas, d'empêcher que cela ne se reproduise.

14. Le Directeur général peut lever l'immunité de juridiction accordée aux membres de l'équipe d'inspection lorsque, à son avis, cette immunité entraverait le cours de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire à l'application des dispositions de la présente Convention. La levée de l'immunité doit toujours être expresse.

15. Les observateurs bénéficient des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux inspecteurs conformément à la présente section, à l'exception de ceux qui sont accordés conformément à l'alinéa d) du paragraphe 11.

C. ARRANGEMENTS PERMANENTS

Points d'entrée

16. Chaque Etat partie fixe les points d'entrée et fournit au Secrétariat technique les informations nécessaires au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard. Ces points d'entrée sont choisis de telle manière que l'équipe d'inspection puisse, de l'un d'entre eux au moins, atteindre tout site d'inspection dans les 12 heures. Le Secrétariat technique indique à tous les Etats parties où se trouvent les points d'entrée.

17. Tout Etat partie peut modifier les points d'entrée à condition d'en aviser le Secrétariat technique. Ces modifications prennent effet 30 jours après que le Secrétariat technique en a été avisé, de sorte qu'il puisse en informer dûment tous les Etats parties.

18. Si le Secrétariat technique estime qu'il n'y a pas suffisamment de points d'entrée pour assurer la réalisation des inspections en temps voulu, ou que les modifications des points d'entrée proposées par un Etat partie risquent d'empêcher leur réalisation en temps voulu, il engage des consultations avec l'Etat partie intéressé afin de régler le problème.

19. Lorsque des installations ou des zones d'un Etat partie inspecté se trouvent sur le territoire d'un Etat partie hôte ou qu'il faut passer par le territoire d'un autre Etat partie pour accéder du point d'entrée aux installations ou aux zones soumises à une inspection, l'Etat partie inspecté, pour ce qui est de ces inspections, a les droits et remplit les obligations prévus dans la présente Annexe. L'Etat partie hôte facilite l'inspection de ces installations ou de ces zones et fournit l'appui nécessaire pour que l'équipe d'inspection puisse accomplir sa tâche dans les délais et avec l'efficacité voulus. Les Etats parties par le territoire desquels il faut passer pour inspecter les installations ou les zones d'un Etat partie inspecté facilitent ce passage.

20. Lorsque les installations ou les zones d'un Etat partie inspecté se trouvent sur le territoire d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention, l'Etat partie inspecté prend toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer que l'inspection de ces installations ou de ces zones peut être effectuée conformément aux dispositions de la présente Annexe. L'Etat partie dont une ou plusieurs installations ou zones se trouvent sur le territoire d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention prend toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer que l'Etat hôte est disposé à recevoir les inspecteurs et les assistants d'inspection qui ont été désignés à l'Etat partie. Si un Etat partie inspecté n'est pas en mesure d'assurer l'accès, il donne la preuve qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour ce faire.

21. Lorsque les installations ou les zones à inspecter se trouvent sur le territoire d'un Etat partie, mais en un lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention, l'Etat partie prend toutes les dispositions nécessaires qui seraient requises d'un Etat partie inspecté et d'un Etat partie hôte pour s'assurer que l'inspection de ces installations ou de ces zones peut être effectuée conformément aux dispositions de la présente Annexe. Si l'Etat partie n'est pas en mesure d'assurer l'accès à ces installations ou à ces zones, il donne la preuve qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'accès. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas lorsque les installations ou les zones que l'on cherche à inspecter sont celles de l'Etat partie.

Arrangements concernant l'utilisation d'appareils effectuant des vols non réguliers

22. S'agissant des inspections effectuées conformément à l'article IX et d'autres inspections, si l'équipe d'inspection n'est pas en mesure de se rendre à sa destination en temps voulu par les moyens de transport commerciaux réguliers, il peut être nécessaire d'utiliser des avions appartenant au Secrétariat technique ou affrétés par lui. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, chaque Etat partie communique au Secrétariat technique un numéro permanent d'autorisation diplomatique pour les vols non réguliers d'appareils transportant des équipes d'inspection et le matériel nécessaire à destination ou en provenance du territoire où se trouve le site d'inspection. L'itinéraire suivi pour atteindre le point d'entrée désigné et pour en repartir emprunte les routes aériennes internationales établies qui sont reconnues par les Etats parties et par le Secrétariat technique comme base de l'autorisation diplomatique délivrée.

23. En cas d'utilisation d'un appareil effectuant des vols non réguliers, le Secrétariat technique fournit à l'Etat partie inspecté, par l'intermédiaire de l'autorité nationale, un plan de vol de l'avion entre le dernier aéroport avant la pénétration dans l'espace aérien de l'Etat où se trouve le site d'inspection et le point d'entrée au moins six heures avant l'heure prévue pour le départ de cet aéroport. Ce plan est enregistré conformément aux procédures de l'Organisation de l'aviation civile internationale s'appliquant aux aéronefs civils. Pour les appareils appartenant au Secrétariat technique ou affrétés par lui, il est indiqué dans la section de chaque plan de vol consacrée aux observations le numéro permanent d'autorisation diplomatique et l'annotation appropriée désignant l'appareil comme appareil d'inspection.

24. Au moins trois heures avant le départ prévu de l'équipe d'inspection du dernier aéroport qui précède la pénétration dans l'espace aérien de l'Etat où l'inspection doit avoir lieu, l'Etat partie inspecté ou l'Etat partie hôte s'assure que le plan de vol déposé conformément aux dispositions du paragraphe 23 est approuvé, de sorte que l'équipe d'inspection puisse arriver au point d'entrée à l'heure prévue.

25. S'agissant d'appareils appartenant au Secrétariat technique ou affrétés par lui, l'Etat partie inspecté fournit, au point d'entrée, les facilités requises par le Secrétariat technique pour en assurer le stationnement, la sécurité, le service et le ravitaillement en carburant. Les appareils de ce type ne sont pas assujettis à des taxes d'atterrissage ou de départ et autres redevances similaires. Le coût du carburant, des services de sécurité et autres services est à la charge du Secrétariat technique.

Arrangements administratifs

26. L'Etat partie inspecté prend les dispositions nécessaires pour fournir à l'équipe d'inspection ce dont elle a besoin, notamment des moyens de communication, des services d'interprétation dans la mesure où l'exigent les entretiens et l'accomplissement d'autres tâches, des moyens de locomotion, des bureaux, le logement, les repas et les soins médicaux. A cet égard, l'Organisation rembourse à l'Etat partie inspecté les dépenses qui lui ont été occasionnées par l'équipe d'inspection.

Matériel approuvé

27. Sous réserve du paragraphe 29, l'Etat partie inspecté n'impose aucune restriction à l'équipe d'inspection quant au fait d'apporter sur le site à

inspecter le matériel, approuvé conformément au paragraphe 28, dont le Secrétariat technique a déterminé qu'il était nécessaire pour mener à bien l'inspection. Le Secrétariat technique établit et met à jour, selon qu'il convient, une liste du matériel approuvé qui pourrait être nécessaire aux fins exposées ci-dessus, ainsi qu'un règlement applicable à ce matériel, conformément à la présente Annexe. En établissant la liste du matériel approuvé ainsi que ce règlement, le Secrétariat technique veille à tenir pleinement compte des considérations relatives à la sécurité de tous les types d'installation où ce matériel est susceptible d'être utilisé. Une liste de matériel approuvé sera examinée et approuvée par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

28. Ce matériel est sous la garde du Secrétariat technique et est désigné, calibré et approuvé par celui-ci. Le Secrétariat technique choisit, dans la mesure du possible, du matériel spécialement conçu pour le type précis d'inspection visé. Le matériel ainsi désigné et approuvé est spécialement protégé contre toute altération illicite.

29. L'Etat partie inspecté a le droit, sans préjudice des délais prescrits, d'examiner le matériel au point d'entrée en présence de membres de l'équipe d'inspection, autrement dit de vérifier la nature du matériel apporté sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat partie hôte, ou retiré de ce territoire. Pour faciliter cette vérification, le Secrétariat technique fixe ou joint à ce matériel des documents et des dispositifs qui en confirment la désignation et l'approbation. L'inspection du matériel établit aussi, à la satisfaction de l'Etat partie inspecté, que le matériel répond à la description du matériel approuvé pour le type d'inspection visé. L'Etat partie inspecté peut refuser le matériel ne répondant pas à cette description ou le matériel auquel ne seraient pas fixés ou joints les documents et dispositifs d'authentification susmentionnés. Les procédures d'inspection du matériel seront examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

30. Si l'équipe d'inspection juge nécessaire d'utiliser du matériel disponible sur place et n'appartenant pas au Secrétarist technique, et qu'elle demande à l'Etat partie inspecté de la laisser utiliser ce matériel, l'Etat partie inspecté accède à cette demande autant que faire se peut.

D. ACTIVITES PRECEDANT L'INSPECTION

Notifications

31. Le Directeur général notifie à l'Etat partie son intention de procéder à une inspection avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée et dans les délais prescrits, s'ils sont spécifiés.

32. Les notifications faites par le Directeur général contiennent les renseignements suivants :

a) Type d'inspection;

b) Point d'entrée;

c) Date et heure prévue d'arrivée au point d'entrée;

d) Moyen de transport emprunté pour arriver au point d'entrée;

e) Site à inspecter;

f) Nom des inspecteurs et des assistants d'inspection;

g) Selon le cas, autorisations délivrées pour les avions et les vols spéciaux.

33. L'Etat partie inspecté accuse réception de la notification par laquelle le Secrétariat technique l'avise de son intention de procéder à une inspection au plus tard une heure après réception de cette notification.

34. Lorsqu'il s'agit d'une installation d'un Etat partie sise sur le territoire d'un autre Etat partie, les deux Etats parties sont avisés de l'inspection simultanément, conformément aux dispositions des paragraphes 31 et 32.

Entrée sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte et transfert jusqu'au site d'inspection

35. L'Etat partie inspecté ou l'Etat partie hôte qui a été avisé de l'arrivée d'une équipe d'inspection s'assure qu'elle peut pénétrer immédiatement sur son territoire et, par l'intermédiaire d'un personnel d'accompagnement dans le pays ou par d'autres moyens, fait tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la sécurité du transport de l'équipe d'inspection ainsi que de son matériel et de ses fournitures, du point d'entrée jusqu'au(x) site(s) d'inspection, et de là jusqu'à un point de sortie.

36. L'Etat partie inspecté ou l'Etat partie hôte prête son concours selon que de besoin pour que l'équipe d'inspection atteigne le site d'inspection au plus tard 12 heures après son arrivée au point d'entrée.

Exposé d'information précédant l'inspection

37. Dès l'arrivée sur les lieux et avant la mise en route de l'inspection, les représentants de l'installation exposent à l'équipe d'inspection, au moyen de cartes et d'autres documents appropriés, les caractéristiques de l'installation, les activités qui y sont menées, les mesures de sécurité et les arrangements administratifs et logistiques nécessaires pour l'inspection. La durée de la mise au courant est limitée au minimum nécessaire et ne dépasse en aucun cas trois heures.

E. CONDUITE DES INSPECTIONS

Règles générales

38. Les membres de l'équipe d'inspection accomplissent leurs fonctions en se conformant aux dispositions de la présente Convention ainsi qu'aux règles établies par le Directeur général et par les accords d'installation conclus entre les Etats parties et l'Organisation.

39. L'équipe d'inspection respecte rigoureusement le mandat d'inspection donné par le Directeur général. Elle s'abstient d'activités outrepassant ce mandat.

40. Les activités de l'équipe d'inspection sont organisées de sorte que ses membres puissent accomplir leurs fonctions dans les délais et avec l'efficacité voulus et qu'elles incommodent le moins possible l'Etat partie inspecté ou l'Etat hôte et perturbent au minimum l'installation ou la zone inspectée. L'équipe d'inspection évite de gêner ou de retarder plus que de besoin le fonctionnement d'une installation et de porter atteinte à sa sécurité. En particulier, l'équipe d'inspection ne fait fonctionner aucune

installation. Si les inspecteurs estiment que, pour remplir leur mandat, des opérations particulières doivent être effectuées dans l'installation, ils demandent au représentant désigné de l'installation inspectée de les faire exécuter. Le représentant répond à cette demande dans la mesure du possible.

41. Dans l'exécution de leur tâche sur le territoire d'un Etat partie inspecté ou d'un Etat hôte, les membres de l'équipe d'inspection sont accompagnés de représentants de l'Etat partie inspecté, si celui-ci le demande, mais cela ne doit pas retarder l'équipe d'inspection ni la gêner de quelque autre manière dans l'exercice de ses fonctions.

42. Le Secrétariat technique établira des procédures détaillées pour la conduite des inspections, lesquelles seront incorporées dans le manuel d'inspection, en tenant compte des principes directeurs qui seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

Sécurité

43. En menant leurs activités, les inspecteurs et les assistants d'inspection se conforment aux règlements de sécurité en vigueur au site de l'inspection, notamment ceux qui visent la protection des zones contrôlées à l'intérieur d'une installation et la sécurité du personnel. Afin de satisfaire à ces exigences, des procédures détaillées appropriées seront examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

Communications

44. Les inspecteurs ont le droit de communiquer avec le siège du Secrétariat technique pendant toute la période passée dans le pays. A cette fin, ils peuvent se servir de leur propre matériel, approuvé et dûment homologué, et demander à l'Etat partie inspecté ou à l'Etat partie hôte de leur donner accès à d'autres moyens de communication. L'équipe d'inspection a le droit d'utiliser son propre système de radiocommunications bidirectionnel entre le personnel patrouillant le long du périmètre et d'autres membres de l'équipe d'inspection.

Droits de l'équipe d'inspection et de l'Etat partie inspecté

45. L'équipe d'inspection, conformément aux articles et annexes pertinents de la présente Convention ainsi qu'aux accords d'installation et aux procédures énoncées dans le manuel d'inspection, a le droit d'accéder librement au site d'inspection. Les éléments à inspecter sont choisis par les inspecteurs.

46. Les inspecteurs ont le droit de s'entretenir avec tout membre du personnel de l'installation en présence de représentants de l'Etat partie inspecté dans le but d'établir les faits pertinents. Les inspecteurs ne demandent que les renseignements et les données nécessaires pour réaliser l'inspection et l'Etat partie inspecté les leur communique sur demande. L'Etat partie inspecté a le droit de soulever des objections quant aux questions posées au personnel de l'installation si ces questions sont jugées étrangères à l'inspection. Si le chef de l'équipe d'inspection proteste et établit la pertinence des questions posées, celles-ci sont communiquées par écrit à l'Etat partie inspecté aux fins de réponse. L'équipe d'inspection peut prendre note de tout refus d'autoriser des entretiens ou de permettre qu'il soit répondu aux questions et donné des explications dans la partie du rapport d'inspection consacrée à l'esprit de coopération manifesté par l'Etat partie inspecté.

47. Les inspecteurs ont le droit d'inspecter les documents et relevés qu'ils jugent utiles à l'accomplissement de leur mission.

48. Les inspecteurs ont le droit de faire prendre des photographies à leur demande par des représentants de l'Etat partie inspecté ou de l'installation inspectée. Il doit y avoir à disposition des appareils permettant de prendre des photographies à développement instantané. L'équipe d'inspection détermine si les photographies prises correspondent à ce qui a été demandé; si tel n'est pas le cas, il convient de recommencer l'opération. Aussi bien l'équipe d'inspection que l'Etat partie inspecté conservent un exemplaire de chaque photographie.

49. Les représentants de l'Etat partie inspecté ont le droit d'observer toutes les activités de vérification exécutées par l'équipe d'inspection.

50. L'Etat partie inspecté reçoit, à sa demande, copie des informations et des données recueillies au sujet de son (ses) installation(s) par le Secrétariat technique.

51. Les inspecteurs ont le droit de demander des éclaircissements au sujet d'ambiguïtés apparues durant l'inspection. Ces demandes sont promptement formulées par l'intermédiaire du représentant de l'Etat partie inspecté. Ce dernier fournit à l'équipe d'inspection, pendant l'inspection, tous éclaircissements nécessaires pour lever les ambiguïtés. Lorsque des questions se rapportant à un objet ou à un bâtiment à l'intérieur du site d'inspection restent sans réponse, et si la demande en est faite, l'objet ou le bâtiment est photographié afin d'en déterminer la nature et la fonction. S'il n'est pas possible de lever ces ambiguïtés pendant l'inspection, les inspecteurs en informent immédiatement le Secrétariat technique. Toute question restée sans réponse, tous éclaircissements apportés et un exemplaire de toutes photographies prises figurent dans le rapport d'inspection.

Prélèvement, manipulation et analyse des échantillons

52. Les représentants de l'Etat partie inspecté ou de l'installation inspectée prélèvent des échantillons à la demande de l'équipe d'inspection et en présence d'inspecteurs. S'il en est ainsi convenu au préalable avec les représentants de l'Etat partie inspecté ou de l'installation inspectée, l'équipe d'inspection peut prélever elle-même les échantillons.

53. Chaque fois que possible, l'analyse des échantillons se fait sur place. L'équipe d'inspection a le droit d'analyser sur place les échantillons à l'aide du matériel approuvé qu'elle a apporté. A la demande de l'équipe d'inspection, l'Etat partie inspecté fournit, suivant les procédures convenues, une assistance pour l'analyse des échantillons sur place. Selon une autre formule, l'équipe d'inspection demande que les analyses appropriées soient faites sur place, en sa présence.

54. L'Etat partie inspecté a le droit de conserver une partie de tous les échantillons prélevés ou de prendre des doubles des échantillons et d'être présent lors de l'analyse sur place des échantillons.

55. Si elle le juge nécessaire, l'équipe d'inspection transfère des échantillons à l'extérieur aux fins d'analyse dans des laboratoires désignés par l'Organisation.

56. Le Directeur général est responsable au premier chef de la sécurité, de l'intégrité et de la conservation des échantillons. Il lui incombe aussi de veiller à ce que soit protégée la confidentialité des échantillons transférés

pour analyse à l'extérieur. A cet égard, le Directeur général se conforme aux procédures que la Conférence examinera et approuvera, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII, aux fins de leur incorporation dans le manuel d'inspection. Il lui revient :

a) D'établir un régime rigoureux concernant le prélèvement, la manipulation, le transport et l'analyse des échantillons;

b) D'homologuer les laboratoires désignés pour effectuer les divers types d'analyse;

c) De superviser la normalisation du matériel et des méthodes employés dans ces laboratoires, ainsi que du matériel d'analyse mobile et des méthodes employées en liaison avec ce matériel mobile, et de suivre le contrôle de la qualité et l'application générale des normes eu égard à l'homologation de ces laboratoires, du matériel mobile et des méthodes employées en liaison avec ce matériel;

d) De choisir parmi les laboratoires désignés ceux qui sont appelés à effectuer des analyses ou d'autres tâches liées à des enquêtes déterminées.

57. Lorsqu'il y a lieu d'effectuer une analyse hors site, les échantillons sont analysés dans au moins deux laboratoires désignés. Le Secrétariat technique veille au traitement rapide des résultats d'analyse. Les échantillons sont comptabilisés par le Secrétariat technique et tout échantillon non utilisé, ou partie d'un tel échantillon, est renvoyé au Secrétariat technique.

58. Le Secrétariat technique rassemble les résultats des analyses d'échantillons qui sont pertinents pour le respect de la présente Convention et les incorpore dans le rapport d'inspection final. Il inclut dans le rapport des données détaillées concernant le matériel et les méthodes employés par les laboratoires désignés qui ont fait ces analyses.

Prolongation de l'inspection

59. La période d'inspection peut être prolongée d'entente avec le représentant de l'Etat partie inspecté.

Rapport de fin d'inspection

60. Au terme d'une inspection, l'équipe d'inspection tient une réunion avec les représentants de l'Etat partie inspecté et le personnel responsable du site inspecté pour passer en revue les constatations préliminaires de l'équipe et lever d'éventuelles ambiguïtés. L'équipe d'inspection communique par écrit aux représentants de l'Etat partie inspecté ses constatations préliminaires, en se conformant à un modèle de présentation donné; elle leur fournit aussi une liste de tous les échantillons qu'elle a prélevés et la copie des renseignements consignés par écrit ainsi que des données recueillies et autres éléments qui doivent être retirés du site. Ce document est signé par le chef de l'équipe d'inspection. Le représentant de l'Etat partie inspecté le contresigne pour indiquer qu'il a pris note de son contenu. La réunion s'achève au plus tard 24 heures après la fin de l'inspection.

F. DEPART

61. Une fois accompli le processus postérieur à l'inspection, l'équipe d'inspection quitte le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte dans les plus brefs délais.

G. RAPPORTS

62. Au plus tard dix jours après l'inspection, les inspecteurs établissent un rapport final faisant état de leurs activités et de leurs constatations, dans lequel ils s'en tiennent aux faits. Leur rapport ne contient que des faits pertinents pour le respect de la présente Convention, tel que le prévoit le mandat d'inspection. Le rapport fournit également des renseignements sur la manière dont l'Etat partie inspecté a coopéré avec l'équipe d'inspection. S'il y a des observations divergentes de la part des inspecteurs, celles-ci peuvent être signalées dans une annexe du rapport. Le rapport reste confidentiel.

63. Le rapport final est immédiatement remis à l'Etat partie inspecté. Toutes observations que l'Etat partie inspecté ferait immédiatement par écrit au sujet des constatations y figurant sont annexées au rapport. Le rapport final, accompagné des observations de l'Etat partie inspecté, est présenté au Directeur général au plus tard 30 jours après l'inspection.

64. Si le rapport fait état d'incertitudes, ou si la coopération entre l'autorité nationale et les inspecteurs n'a pas été satisfaisante, le Directeur général demande des éclaircissements à l'Etat partie.

65. Si les incertitudes ne peuvent pas être levées ou si les faits établis sont de nature à suggérer que les obligations contractées en vertu de la présente Convention n'ont pas été remplies, le Directeur général en informe sans tarder le Conseil exécutif.

H. APPLICATION DES DISPOSITIONS GENERALES

66. Les dispositions de la présente partie s'appliquent à toutes les inspections effectuées conformément à la présente Convention, sauf quand elles diffèrent des dispositions concernant des types particuliers d'inspection énoncées dans les troisième à onzième parties de la présente Annexe, auquel cas ces dernières dispositions l'emportent.

TROISIEME PARTIE

DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES MESURES DE VERIFICATION PRISES CONFORMEMENT AUX ARTICLES IV ET V AINSI QU'AU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE VI

A. INSPECTIONS INITIALES ET ACCORDS D'INSTALLATION

1. Chaque installation déclarée qui est soumise à l'inspection sur place conformément aux articles IV et V ainsi qu'au paragraphe 3 de l'article VI, fait l'objet d'une inspection initiale dès qu'elle a été déclarée. Cette inspection de l'installation a pour but de vérifier les renseignements fournis, d'obtenir toute information supplémentaire nécessaire pour planifier les activités de vérification futures dans l'installation, y compris les inspections sur place et une surveillance continue au moyen d'instruments installés sur place, et de préperer l'accord d'installation.

2. Les Etats parties veillent à ce que la vérification des déclarations et la mise en route des mesures de vérification systématique puissent être effectuées par le Secrétariat technique dans toutes les installations selon les calendriers établis, après l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard.

3. Chaque Etat partie conclut avec l'Organisation un accord concernant chacune des installations déclarées et soumises à l'inspection sur place conformément aux articles IV et V ainsi qu'au paragraphe 3 de l'article VI.

4. Les accords d'installation sont conclus au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie ou la déclaration initiale de l'installation, sauf pour les installations de destruction d'armes chimiques, auxquelles s'appliquent les paragraphes 5 à 7.

5. Pour l'installation de destruction d'armes chimiques qui est mise en service plus d'un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'Etat partie, l'accord d'installation est conclu au moins 180 jours avant sa mise en service.

6. Pour l'installation de destruction d'armes chimiques qui est en service à la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur à l'égard de l'Etat partie ou qui est mise en service au plus tard un an après cette date, l'accord d'installation est conclu au plus tard 210 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie, à moins que le Conseil exécutif ne juge que des arrangements de vérification transitoires, approuvés conformément au paragraphe 51 de la quatrième partie (A) de la présente Annexe et comportant un accord d'installation transitoire, des dispositions relatives à la vérification par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place ainsi qu'un calendrier d'application de ces arrangements, sont suffisants.

7. S'il est prévu que l'installation visée au paragraphe 6 sera mise hors service au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'Etat partie, le Conseil exécutif peut juger que des arrangements de vérification transitoires, approuvés conformément au paragraphe 51 de la quatrième partie (A) de la présente Annexe et comportant un accord d'installation transitoire, des dispositions relatives à la vérification par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place ainsi qu'un calendrier d'application des arrangements, sont suffisants.

8. Les accords d'installation s'inspirent d'accords types et contiennent des arrangements détaillés qui régissent les inspections dans chaque installation. Les accords types comprennent des dispositions visant à tenir compte des progrès techniques futurs et seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

9. Le Secrétariat technique peut conserver à chaque site une boîte scellée destinée aux photographies, plans et autres informations auxquels il pourrait vouloir se référer lors d'inspections ultérieures.

B. ARRANGEMENTS PERMANENTS

10. Le Secrétariat technique a le droit de faire installer et d'utiliser s'il y a lieu des instruments et systèmes de surveillance continue ainsi que des scellés, conformément aux dispositions pertinentes de la présente Convention et aux accords d'installation conclus entre les Etats parties et l'Organisation.

11. L'Etat partie inspecté a le droit, selon les procédures convenues, d'examiner tout instrument utilisé ou installé par l'équipe d'inspection et de le faire essayer en présence de représentants de l'Etat partie inspecté. L'équipe d'inspection a le droit d'utiliser les instruments que l'Etat partie inspecté aurait installés pour surveiller lui-même les opérations de

destruction des armes chimiques. A cette fin, l'équipe d'inspection a le droit d'examiner les instruments de l'Etat partie qu'elle entend utiliser aux fins de la vérification de la destruction des armes chimiques et de les faire essayer en sa présence.

12. L'Etat partie inspecté fournit les moyens nécessaires pour assurer l'installation et la mise en marche des instruments et systèmes de surveillance continue.

13. En ce qui concerne l'application des paragraphes 11 et 12, des procédures détaillées appropriées seront examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

14. L'Etat partie inspecté informe immédiatement le Secrétariat technique de tout incident qui se produit ou pourrait se produire dans une installation où des instruments de surveillance sont installés et qui risquerait d'influer sur le système de surveillance. L'Etat partie inspecté coordonne avec le Secrétariat technique l'action subséquente en vue de rétablir le fonctionnement du système de surveillance et de déterminer au plus vite les mesures provisoires à prendre, selon que de besoin.

15. L'équipe d'inspection s'assure au cours de chaque inspection que le système de surveillance fonctionne bien et qu'il n'a pas été touché aux scellés apposés. Il se peut qu'il faille en outre effectuer des visites, selon que de besoin, pour assurer l'entretien du système de surveillance, remplacer du matériel ou opérer des ajustements en ce qui concerne le champ couvert par le système.

16. Si le système de surveillance signale une anomalie, le Secrétariat technique agit immédiatement pour déterminer si elle découle d'un fonctionnement défectueux du matériel ou d'activités menées dans l'installation. Si, après examen, le problème n'est pas résolu, le Secrétariat technique s'assure immédiatement des faits, au besoin en effectuant sur-le-champ une inspection sur place ou une visite de l'installation. Sitôt le problème détecté, le Secrétariat technique le porte à la connaissance de l'Etat partie inspecté, qui aide à le résoudre.

C. ACTIVITES PRECEDANT L'INSPECTION

17. Excepté dans le cas spécifié au paragraphe 18, notification de l'inspection est donnée à l'Etat partie inspecté au moins 24 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

18. Notification de l'inspection initiale est donnée à l'Etat partie inspecté au moins 72 heures avant l'heure prévue de l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

QUATRIEME PARTIE (A)

DESTRUCTION DES ARMES CHIMIQUES ET VERIFICATION DE LEUR DESTRUCTION CONFORMEMENT A L'ARTICLE IV

A. DECLARATIONS

Déclarations d'armes chimiques

1. La déclaration d'armes chimiques que présente un Etat partie conformément au paragraphe 1, alinéa a) ii), de l'article III contient les renseignements suivants :

a) Quantité globale de chaque produit chimique déclaré;

b) Emplacement précis de chaque installation de stockage d'armes chimiques, désignée par :

i) Son nom;

ii) Ses coordonnées géographiques;

iii) Un schéma détaillé du site, indiquant les limites de l'installation et l'emplacement des silos/des zones de stockage à l'intérieur de l'installation;

c) Inventaire détaillé de chaque installation de stockage d'armes chimiques, spécifiant :

i) Les produits chimiques définis en tant qu'armes chimiques conformément à l'article II;

ii) Les munitions, les sous-munitions, les dispositifs et le matériel non remplis, définis en tant qu'armes chimiques;

iii) Le matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi des munitions, des sous-munitions, des dispositifs ou du matériel visé au point ii);

iv) Les produits chimiques spécifiquement conçus pour être utilisés en liaison directe avec l'emploi des munitions, des sous-munitions, des dispositifs ou du matériel visé au point ii).

2. Les dispositions suivantes s'appliquent aux produits chimiques visés à l'alinéa c) i) du paragraphe 1 :

a) Les produits chimiques sont déclarés selon les tableaux figurant à l'Annexe sur les produits chimiques;

b) S'il s'agit d'un produit qui n'est pas inscrit aux tableaux de cette annexe, les renseignements nécessaires pour pouvoir éventuellement l'inscrire au tableau approprié, y compris la toxicité du composé à l'état pur, sont fournis. S'il s'agit d'un précurseur, la toxicité et la nature du principal ou des principaux produits finals de la réaction sont indiquées;

c) Les produits chimiques sont identifiés par leur nom chimique selon la nomenclature en vigueur de l'Union internationale de chimie pure et appliquée (UICPA), par leur formule développée et, s'il a été attribué, par leur numéro de fichier du Chemical Abstracts Service. S'il s'agit d'un précurseur, la toxicité et la nature du principal ou des principaux produits finals de la réaction sont indiquées;

d) S'il s'agit d'un mélange de deux produits chimiques ou davantage, chaque produit est identifié et son pourcentage indiqué; le mélange est déclaré dans la catégorie du produit chimique le plus toxique. Si un composant d'une arme chimique binaire consiste en un mélange de deux produits chimiques ou davantage, chaque produit chimique est identifié et son pourcentage indiqué;

e) Les armes chimiques binaires sont déclarées au titre du produit final pertinent, dans le cadre des catégories d'armes chimiques spécifiées au paragraphe 16. Les renseignements supplémentaires suivants sont fournis pour chaque type de munition/de dispositif chimique binaire :

i) Nom chimique du produit final toxique;

ii) Composition chimique et quantité de chaque composant;

iii) Rapport pondéral effectif entre les composants;

iv) Indication du composant qui est considéré comme le composant clef;

v) Quantité prévue du produit final toxique, calculée sur une base stoechiométrique à partir du composant clef, dans l'hypothèse d'un rendement de 100 %. Une quantité déclarée (en tonnes) du composant clef destinée à un produit final toxique spécifique est considérée comme équivalant à la quantité (en tonnes) de ce produit final toxique calculée sur une base stoechiométrique, dans l'hypothèse d'un rendement de 100 %;

f) En ce qui concerne les armes chimiques à composants multiples, la déclaration est analogue à celle qui est envisagée pour les armes chimiques binaires;

g) Pour chaque produit chimique, le type de stockage (munitions, sous-munitions, dispositifs, matériel ou conteneurs de vrac et autres types de conteneurs) est déclaré. Pour chaque type de stockage, les précisions suivantes sont apportées :

i) Type;

ii) Taille ou calibre;

iii) Nombre d'éléments;

iv) Poids nominal de la charge chimique par élément;

h) Pour chaque produit chimique, le poids total au site de stockage est déclaré;

i) En outre, pour les produits chimiques stockés en vrac, le pourcentage de produit pur est déclaré, s'il est connu.

3. Pour chacun des types de munition, de sous-munition, de dispositif ou de matériel non rempli qui sont visés à l'alinéa c) ii) du paragraphe 1, les renseignements suivants sont donnés :

a) Nombre d'éléments;

b) Volume de remplissage nominal par élément;

c) Charge chimique destinée à ces éléments.

Déclarations d'armes chimiques présentées conformément au paragraphe 1, alinéa a) iii), de l'article III

4. La déclaration d'armes chimiques que présente un Etat partie conformément au paragraphe 1, alinéa a) iii), de l'article III contient tous les renseignements prévus aux paragraphes 1 à 3 ci-dessus. Il appartient à l'Etat partie sur le territoire duquel se trouvent les armes chimiques de prendre les dispositions voulues avec l'autre État pour que les déclarations soient faites. Si l'Etat partie sur le territoire duquel se trouvent les armes

chimiques ne peut pas s'acquitter des obligations découlant du présent paragraphe, il en expose les raisons.

Déclarations de transferts et de réceptions antérieurs

5. L'Etat partie qui a transféré ou reçu des armes chimiques depuis le 1er janvier 1946 déclare ces transferts ou ces réceptions conformément au paragraphe 1, alinéa a) iv), de l'article III, pour autant que la quantité transférée ou reçue dépasse une tonne de produit chimique par an, en vrac et/ou sous forme de munition. Cette déclaration est faite selon les modalités d'inventaire spécifiées aux paragraphes 1 et 2. Elle indique également les pays fournisseurs, les pays destinataires, les dates des transferts ou des réceptions et, aussi précisément que possible, l'emplacement actuel des éléments transférés. Si certains des renseignements spécifiés ne sont plus disponibles pour les transferts et les réceptions effectués pendant la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 1er janvier 1970, l'Etat partie fournit les renseignements dont il disposerait encore et expose les raisons pour lesquelles il ne peut pas présenter de déclaration complète.

Présentation du plan général de destruction des armes chimiques

6. Le plan général de destruction des armes chimiques, présenté conformément au paragraphe 1, alinéa a) v), de l'article III, donne une vue d'ensemble du programme national que l'Etat partie entend mettre en oeuvre pour détruire les armes chimiques et apporte des précisions sur les efforts déployés par l'Etat partie pour atteindre les objectifs fixés par la présente Convention en matière de destruction des armes. Ce plan comporte les éléments suivants :

a) Programme de destruction général, indiquant les types et les quantités approximatives d'armes chimiques à détruire au cours de chaque période de destruction annuelle dans chaque installation de destruction existante et, si possible, dans chaque installation de destruction prévue;

b) Nombre des installations de destruction d'armes chimiques existantes ou prévues qui seront exploitées durant la période de destruction;

c) Pour chaque installation de destruction d'armes chimiques existante ou prévue :

i) Nom et emplacement;

ii) Types et quantités approximatives d'armes chimiques à détruire, type (par exemple, agent neurotoxique ou agent vésicant) et quantité approximative de la charge chimique à détruire;

d) Plans et programmes de formation du personnel nécessaire pour exploiter les installations de destruction;

e) Normes nationales en matière de sécurité et d'émissions auxquelles les installations de destruction doivent se conformer;

f) Renseignements sur la mise au point de nouvelles méthodes de destruction des armes chimiques et sur l'amélioration des méthodes existantes;

g) Estimation des coûts de destruction des armes chimiques;

h) Toute question de nature à avoir une incidence défavorable sur le programme de destruction national.

B. MESURES EN VUE DE VERROUILLER ET DE PREPARER L'INSTALLATION DE STOCKAGE

7. Au plus tard au moment de la présentation de sa déclaration d'armes chimiques, l'Etat partie prend les mesures qu'il juge appropriées pour verrouiller ses installations de stockage et empêche tout déplacement de ses armes chimiques hors des installations, excepté aux fins de leur destruction.

8. L'Etat partie veille à ce que les armes chimiques à ses installations de stockage soient configurées de telle manière qu'il soit possible d'y accéder aisément aux fins de la vérification effectuée conformément aux paragraphes 37 à 49.

9. Tant que l'installation de stockage reste fermée pour tout déplacement des armes chimiques hors de l'installation excepté aux fins de leur destruction, l'Etat partie peut poursuivre dans l'installation : les activités d'entretien courant, y compris l'entretien courant des armes chimiques; les contrôles de sécurité et les activités liées à la sécurité physique; ainsi que la préparation des armes chimiques aux fins de leur destruction.

10. Ne font pas partie des activités d'entretien des armes chimiques :

a) Le remplacement d'un agent ou de corps de munition;

b) La modification des caractéristiques initiales d'une munition, de ses parties ou de ses éléments.

11. Toutes les activités d'entretien sont soumises à la surveillance du Secrétariat technique.

C. DESTRUCTION

Principes et méthodes de destruction des armes chimiques

12. On entend par "destruction des armes chimiques" un processus par lequel les produits chimiques sont transformés d'une façon essentiellement irréversible en une forme qui ne se prête pas à la fabrication d'armes chimiques, et qui rend d'une manière irréversible les munitions et autres dispositifs inutilisables en tant que tels.

13. Chaque Etat partie détermine comment il détruit les armes chimiques, si ce n'est que les méthodes suivantes ne pourront pas être utilisées : déversement dans des eaux quelconques, enfouissement ou combustion à ciel ouvert. Il détruit les armes chimiques uniquement dans des installations spécifiquement désignées et convenablement conçues et équipées.

14. Chaque Etat partie veille à ce que ses installations de destruction d'armes chimiques soient construites et exploitées de manière à assurer la destruction des armes chimiques, et à ce que le processus de destruction puisse être vérifié conformément aux dispositions de la présente Convention.

Ordre de destruction

15. L'ordre de destruction des armes chimiques est fondé sur les obligations énoncées à l'article premier et aux autres articles de la présente Convention, notamment les obligations relatives à la vérification systématique sur place. Il fait la part de l'intérêt qu'ont les Etats parties à jouir d'une sécurité non diminuée pendant la période de destruction; du renforcement de la confiance au début de la phase de destruction; de l'acquisition progressive de données d'expérience au cours de la destruction des armes chimiques et du

principe d'une applicabilité indépendante de la composition réelle des stocks ainsi que des méthodes choisies pour détruire les armes chimiques. L'ordre de destruction repose sur le principe du nivellement.

16. Aux fins de leur destruction, les armes chimiques déclarées par chaque Etat partie sont réparties en trois catégories :

Catégorie 1 : Armes chimiques fabriquées à l'aide de produits chimiques du tableau 1, ainsi que leurs parties et composants;

Catégorie 2 : Armes chimiques fabriquées à l'aide de tous les autres produits chimiques, ainsi que leurs parties et composants;

Catégorie 3 : Munitions et dispositifs non remplis et matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi d'armes chimiques.

17. L'Etat partie :

a) Entreprend la destruction des armes chimiques de la catégorie 1 au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Il détruit les armes chimiques en respectant les délais de destruction ci-après :

i) Phase 1 : Au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention, les essais de sa première installation de destruction devront être achevés. Au moins 1 % des armes chimiques de la catégorie 1 auront été détruites au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la Convention;

ii) Phase 2 : Au moins 20 % des armes chimiques de la catégorie 1 auront été détruites au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention;

iii) Phase 3 : Au moins 45 % des armes chimiques de la catégorie 1 auront été détruites au plus tard sept ans après l'entrée en vigueur de la Convention;

iv) Phase 4 : Toutes les armes chimiques de la catégorie 1 auront été détruites au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention;

b) Entreprend la destruction des armes chimiques de la catégorie 2 au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Les armes chimiques de la catégorie 2 sont détruites progressivement, par quantités annuelles égales, pendant toute la période de destruction. Le facteur de comparaison pour ces armes est le poids des produits chimiques de la catégorie 2;

c) Entreprend la destruction des armes chimiques de la catégorie 3 au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Les armes chimiques de la catégorie 3 sont détruites progressivement, par quantités annuelles égales, pendant toute la période de destruction. Le facteur de comparaison pour les munitions et les dispositifs non remplis est exprimé par le volume de remplissage nominal (m^3) et, pour le matériel, par le nombre d'éléments.

18. Les dispositions suivantes s'appliquent aux armes chimiques binaires :

a) Aux fins de l'ordre de destruction, la quantité déclarée (en tonnes) du composant clé destiné à un produit final toxique spécifique est considérée comme équivalant à la quantité (en tonnes) de ce produit final toxique calculée sur une base stoechiométrique, dans l'hypothèse d'un rendement de 100 %;

b) La nécessité de détruire une quantité déterminée du composant clé entraîne celle de détruire une quantité correspondante de l'autre composant, calculée à partir du rapport de poids effectif entre les composants que renferme le type considéré de munition/de dispositif chimique binaire;

c) Si la quantité déclarée de l'autre composant est supérieure à celle qui est néoessaire, compte tenu du rapport de poids effectif entre les composants, l'excédent est détruit au cours des deux premières années suivant le début des opérations de destruction;

d) A la fin de chaque année d'opérations suivante, l'Etat partie peut conserver la quantité de l'autre composant déclaré qui a été déterminée sur la base du rapport de poids effectif entre les composants que renferme le type considéré de munition/de dispositif chimique binaire.

19. En ce qui concerne les armes chimiques à composants multiples, l'ordre de destruction est analogue à celui qui est envisagé pour les armes chimiques binaires.

Modification des délais de destruction intermédiaires

20. Le Conseil exécutif examine les plans généraux de destruction des armes chimiques présentés conformément au paragraphe 1, alinéa a) v), de l'article III et au paragraphe 6 de la présente partie, notamment pour s'assurer qu'ils correspondent à l'ordre de destruction établi aux paragraphes 15 à 19. Le Conseil exécutif consulte tout Etat partie dont le plan n'est pas conforme afin que les ajustements nécessaires y soient apportés.

21. Si l'Etat partie estime que, en raison de circonstances exceptionnelles indépendantes de sa volonté, il ne peut pas atteindre le niveau de destruction fixé pour la phase 1, 2 ou 3 de l'ordre de destruction des armes chimiques de la catégorie 1, il peut proposer que ce niveau soit ajusté. La proposition doit être faite au plus tard 120 jours après l'entrée en vigueur de la Convention et comporte un exposé détaillé des raisons qui la motivent.

22. Chaque Etat partie prend toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les armes ohimiques de la catégorie 1 soient détruites dans les délais de destruction fixés à l'alinéa a) du paragraphe 17 tels qu'ils ont été ajustés conformément au paragraphe 21. Cependant, si un Etat partie estime qu'il ne parviendra pas à détruire le pourcentage requis d'armes chimiques de la catégorie 1 dans le délai fixé pour l'une des phases de destruction intermédiaires, il peut demander au Conseil exécutif de recommander à la Conférence d'accorder à l'Etat considéré une prolongation du délai que celui-ci est tenu de respecter en l'occurrence. La demande doit être faite au moins 180 jours avant l'expiration du délai de destruction intermédiaire et comporte un exposé détaillé des raisons qui la motivent ainsi que les plans que l'Etat partie entend suivre pour être en mesure de s'acquitter de l'obligation de respecter le délai de destruction suivant.

23. Si la prolongation est accordée, l'Etat partie reste tenu d'atteindre le niveau cumulatif fixé pour la phase de destruction suivante dans le délai

prescrit pour cette phase. Les prolongations accordées conformément à la présente section ne modifient en rien l'obligation où se trouve l'Etat partie d'achever la destruction de toutes les armes chimiques de la catégorie 1 au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Prolongation du délai d'achèvement de la destruction

24. Si l'Etat partie estime qu'il ne parviendra pas à achever la destruction de toutes les armes chimiques de la catégorie 1 au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention, il peut demander au Conseil exécutif de repousser ce délai. La demande doit être faite au plus tard neuf ans après l'entrée en vigueur de la Convention.

25. La demande comporte :

a) L'indication du nouveau délai proposé;

b) Un exposé détaillé des raisons pour lesquelles une prolongation est proposée;

c) Un plan de destruction détaillé pour la période correspondant à la prolongation proposée et pour le reste de la période de destruction initiale de dix ans.

26. La Conférence se prononce sur la demande à sa session suivante, compte tenu de la recommandation que lui fait le Conseil exécutif. La prolongation correspond au minimum nécessaire et, en tout état de cause, l'Etat partie est tenu d'avoir achevé la destruction de toutes ses armes chimiques au plus tard 15 ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Le Conseil exécutif définit les conditions auxquelles la prolongation est subordonnée, y compris les mesures de vérification spécifiques qu'il juge nécessaires ainsi que les mesures spécifiques que l'Etat partie doit adopter pour surmonter les difficultés posées par l'application de son programme de destruction. Les coûts de la vérification pendant la période de prolongation sont répartis conformément au paragraphe 16 de l'article IV.

27. Si la prolongation est accordée, l'Etat partie prend les mesures appropriées pour respecter tous les délais ultérieurs.

28. L'Etat partie continue à présenter des plans de destruction annuels détaillés conformément au paragraphe 29 ainsi que des rapports annuels sur la destruction des armes chimiques de la catégorie 1 conformément au paragraphe 36 jusqu'à ce que toutes les armes chimiques de la catégorie 1 aient été détruites. En outre, il fait rapport au Conseil exécutif sur ses activités de destruction à des intervalles de 90 jours au plus pendant toute la période de prolongation. Le Conseil exécutif examine les progrès accomplis en ce qui concerne la destruction et prend les mesures nécessaires pour avoir la preuve écrite de ces progrès. Le Conseil exécutif fournit aux Etats parties, sur demande, toutes les informations relatives aux activités de destruction menées pendant la période de prolongation.

Plans de destruction annuels détaillés

29. Les plans de destruction annuels détaillés qui sont présentés au Secrétariat technique au plus tard 60 jours avant le début de chaque période de destruction annuelle, conformément au paragraphe 7, alinéa a), de l'article IV, comportent les éléments suivants :

a) Quantité de chaque type spécifique d'arme chimique à détruire dans chaque installation et dates auxquelles la destruction de chaque type spécifique d'arme chimique aura été achevée;

b) Pour chaque installation de destruction d'armes chimiques, schéma détaillé du site indiquant toute modification apportée aux schémas précédemment fournis;

c) Programme détaillé des activités dans chaque installation de destruction d'armes chimiques pour l'année à venir, indiquant les délais prévus pour la conception, la construction ou la transformation de l'installation, la mise en place du matériel, sa vérification et la formation des opérateurs, ainsi que les opérations de destruction pour chaque type spécifique d'arme chimique, et précisant les périodes d'inactivité prévues.

30. L'Etat partie fournit des renseignements détaillés sur chacune de ses installations de destruction d'armes chimiques afin d'aider le Secrétariat technique à élaborer les procédures d'inspection préliminaires à suivre dans l'installation.

31. Les renseignements détaillés sur chacune des installations de destruction comportent les éléments suivants :

a) Nom, adresse et emplacement;

b) Schémas détaillés et annotés de l'installation;

c) Schémas d'aménagement de l'installation, schémas de procédé et schémas de l'appareillage et de la tuyauterie;

d) Descriptions techniques détaillées du matériel, comprenant les schémas de conception et les spécifications des appareils qu'il est prévu d'employer pour : l'extraction de la charge chimique des munitions, des dispositifs et des conteneurs; l'entreposage temporaire de la charge chimique extraite; la destruction de l'agent chimique; et la destruction des munitions, des dispositifs et des conteneurs;

e) Descriptions techniques détaillées du procédé de destruction, comprenant les débits matières, les températures et les pressions, ainsi que le rendement prévu de l'opération;

f) Capacité calculée de l'installation pour chaque type spécifique d'arme chimique;

g) Description détaillée des produits de la destruction et méthode d'élimination définitive de ces produits;

h) Description technique détaillée des mesures visant à faciliter les inspections effectuées conformément à la présente Convention;

i) Description détaillée de toute zone d'entreposage temporaire, dans l'installation de destruction, qui doit servir à alimenter directement l'installation de destruction en armes chimiques, comprenant des schémas du site et de l'installation ainsi que des renseignements sur la capacité de stockage pour chaque type spécifique d'arme chimique à détruire dans l'installation;

j) Description détaillée des mesures sanitaires et de sécurité en vigueur dans l'installation;

k) Description détaillée du logement et des locaux de travail réservés aux inspecteurs;

l) Mesures qu'il est suggéré de prendre en vue de la vérification internationale.

32. L'Etat partie fournit, pour chacune de ses installations de destruction d'armes chimiques, les manuels d'exploitation de l'usine, les plans sanitaires et de sécurité, les manuels d'exploitation et d'assurance et de contrôle de la qualité des laboratoires, et les autorisations d'activités potentiellement polluantes qui ont été délivrées, hormis les éléments d'information qu'il a communiqués précédemment.

33. L'Etat partie informe sans retard le Secrétariat technique de tout fait nouveau de nature à affecter les activités d'inspection dans ses installations de destruction.

34. Les délais de communication des renseignements visés aux paragraphes 30 à 32 seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

35. Après un examen des renseignements détaillés sur chaque installation de destruction de l'Etat partie, le Secrétariat technique engage au besoin des consultations avec ce dernier afin de s'assurer que les installations sont conçues pour effectuer la destruction des armes chimiques, de permettre une planification avancée des mesures de vérification à appliquer et de s'assurer que l'application des mesures de vérification est compatible avec le bon fonctionnement des installations et que l'exploitation des installations permet une vérification appropriée.

Rapports annuels sur la destruction

36. Les renseignements concernant la mise en oeuvre des plans de destruction des armes chimiques, qui sont fournis au Secrétariat technique conformément au paragraphe 7, alinéa b), de l'article IV au plus tard 60 jours après la fin de chaque période de destruction annuelle, spécifient les quantités d'armes chimiques qui ont été effectivement détruites au cours de l'année écoulée dans chaque installation de destruction. S'il y a lieu, les raisons pour lesquelles les objectifs de destruction n'ont pas été atteints sont indiquées.

D. VERIFICATION

Vérification des déclarations d'armes chimiques par l'inspection sur place

37. La vérification des déclarations d'armes chimiques a pour but de confirmer par l'inspection sur place l'exactitude des déclarations pertinentes faites conformément à l'article III.

38. Les inspecteurs effectuent cette vérification sans retard après la présentation d'une déclaration. Ils vérifient notamment la quantité et la nature des produits chimiques, le type et le nombre des munitions, des dispositifs et autre matériel.

39. Les inspecteurs emploient, selon que de besoin, des scellés, des repères ou d'autres procédures de contrôle des stocks convenues pour faciliter l'inventaire exact des armes chimiques dans chaque installation de stockage.

40. A mesure que l'inventaire progresse, les inspecteurs apposent les scellés du type convenu qui pourraient être nécessaires pour indiquer clairement si

des stocks ont été déplacés et pour assurer le verrouillage de l'installation de stockage pendant l'inventaire. Ces scellés sont levés après l'achèvement de l'inventaire, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

Vérification systématique des installations de stockage

41. La vérification systématique des installations de stockage a pour but de veiller à ce qu'aucun déplacement d'armes chimiques hors des installations n'ait lieu sans être décelé.

42. La vérification systématique commence dès que possible après la présentation de la déclaration d'armes chimiques et continue jusqu'à ce que toutes les armes chimiques aient été déplacées de l'installation de stockage. Elle combine, conformément à l'accord d'installation, l'inspection sur place avec une surveillance au moyen d'instruments installés sur place.

43. Lorsque toutes les armes chimiques ont été déplacées de l'installation de stockage, le Secrétariat technique confirme la déclaration correspondante de l'Etat partie, après quoi, il met fin à la vérification systématique de l'installation de stockage, et enlève sans retard tout instrument de surveillance installé par les inspecteurs.

Inspections et visites

44. L'installation de stockage à inspecter est choisie par le Secrétariat technique de telle manière qu'il ne soit pas possible de prévoir exactement quand elle doit être inspectée. Les principes directeurs servant à déterminer la fréquence des inspections systématiques sur place seront élaborés par le Secrétariat technique, compte tenu des recommandations que la Conférence aura examinées et approuvées, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

45. Le Secrétariat technique notifie à l'Etat partie sa décision d'inspecter ou de visiter l'installation de stockage 48 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection dans l'installation aux fins d'inspections systématiques ou de visites. Si l'inspection ou la visite a pour but de régler un problème urgent, ce délai peut être raccourci. Le Secrétariat technique spécifie le but de l'inspection ou de la visite.

46. L'Etat partie inspecté effectue tous les préparatifs nécessaires pour l'arrivée des inspecteurs et veille à ce que ceux-ci soient conduits rapidement de leur point d'entrée à l'installation de stockage. L'accord d'installation spécifie les dispositions administratives concernant les inspecteurs.

47. Dès que l'équipe d'inspection arrive à l'installation de stockage pour en effectuer l'inspection, l'Etat partie inspecté lui fournit les données suivantes sur l'installation :

a) Nombre de bâtiments de stockage et d'emplacements de stockage;

b) Pour chaque bâtiment et emplacement de stockage, type et numéro d'identification ou signe par lequel il est indiqué sur le schéma du site;

c) Pour chaque bâtiment et emplacement de stockage que comporte l'installation, nombre d'éléments de chaque type spécifique d'arme chimique et, pour les conteneurs qui ne font pas partie de munitions binaires, quantité effective de charge chimique par conteneur.

48. En procédant à un inventaire, durant le temps dont ils disposent, les inspecteurs ont le droit :

a) D'employer tout moyen d'inspection parmi les suivants :

i) Inventaire de toutes les armes chimiques stockées dans l'installation;

ii) Inventaire de toutes les armes chimiques stockées dans certains bâtiments ou emplacements de l'installation, au gré des inspecteurs;

iii) Inventaire de toutes les armes chimiques d'un ou de plusieurs types spécifiques qui sont stockées dans l'installation, au gré des inspecteurs;

b) De contrôler tous les éléments inventoriés en les comparant aux relevés convenus.

49. Conformément aux accords d'installation, les inspecteurs :

a) Ont librement accès à toutes les parties des installations de stockage, y compris aux munitions, aux dispositifs, aux conteneurs de vrac ou aux autres types de conteneurs qui s'y trouvent. En accomplissant leur tâche, les inspecteurs se conforment aux règlements de sécurité en vigueur dans l'installation. Les éléments à inspecter sont choisis par les inspecteurs;

b) Ont le droit, lors de la première inspection et des inspections ultérieures de chaque installation de stockage d'armes chimiques, de désigner les munitions, les dispositifs et les conteneurs sur lesquels des échantillons doivent être prélevés, et d'apposer sur ces munitions, ces dispositifs et ces conteneurs une étiquette unique qui révélerait toute tentative faite pour l'enlever ou l'altérer. Un échantillon est prélevé sur tout élément ainsi étiqueté dans une installation de stockage d'armes chimiques ou une installation de destruction d'armes chimiques dès que faire se peut, compte tenu du programme de destruction, et dans tous les cas avant que les opérations de destruction n'aient pris fin.

Vérification systématique de la destruction des armes chimiques

50. La vérification de la destruction des armes chimiques a pour but :

a) De confirmer la nature et la quantité des stocks d'armes chimiques à détruire;

b) De confirmer que ces stocks ont été détruits.

51. Les opérations de destruction des armes chimiques effectuées au cours des 390 jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente Convention sont régies par des arrangements de vérification transitoires. Ces arrangements, qui comportent un accord d'installation transitoire, des dispositions relatives à la vérification par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, ainsi qu'un calendrier d'application des arrangements, sont convenus entre l'Organisation et l'Etat partie inspecté. Le Conseil exécutif approuve ces arrangements au plus tard 60 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie, compte tenu des recommandations du Secrétariat technique, qui reposent sur une évaluation des renseignements détaillés relatifs à l'installation fournis conformément au paragraphe 31 et sur une visite de l'installation. A sa

première session, le Conseil exécutif établira des principes directeurs concernant de tels arrangements en se fondant sur des recommandations qui auront été examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII. Les arrangements de vérification transitoires ont pour but d'assurer, pendant toute la période de transition, la vérification de la destruction des armes chimiques, selon les objectifs énoncés au paragraphe 50, et d'éviter toute entrave aux opérations de destruction en cours.

52. Les dispositions des paragraphes 53 à 61 s'appliquent aux opérations de destruction des armes chimiques qui commencent au plus tôt 390 jours après l'entrée en vigueur de la Convention.

53. Le Secrétariat technique établit, en se fondant sur la présente Convention, sur les renseignements détaillés concernant l'installation de destruction et, suivant le cas, sur l'expérience acquise lors de précédentes inspections, un projet de plan d'inspection des opérations de destruction des armes chimiques dans chacune des installations de destruction. Le plan est établi et soumis pour observations à l'Etat partie inspecté au moins 270 jours avant que les opérations de destruction ne commencent dans l'installation conformément à la présente Convention. Toute divergence entre le Secrétariat technique et l'Etat partie inspecté devrait être réglée par la voie de consultations. Le Conseil exécutif est saisi de toute question restée sans solution afin qu'il prenne des mesures appropriées en vue de faciliter l'application pleine et entière de la Convention.

54. Le Secrétariat technique procède à une visite initiale de chaque installation de destruction d'armes chimiques de l'Etat partie inspecté au moins 240 jours avant que les opérations de destruction ne commencent dans l'installation, conformément à la présente Convention, afin de se familiariser avec l'installation et de déterminer la pertinence du plan d'inspection.

55. S'il s'agit d'une installation existante où les opérations de destruction des armes chimiques ont déjà commencé, l'Etat partie inspecté n'est pas tenu de la décontaminer avant que le Secrétariat technique ne procède à la visite initiale. La visite ne dure pas plus de cinq jours et les personnes chargées de la faire ne sont pas plus de 15.

56. Une fois convenus, les plans de vérification détaillés sont communiqués, accompagnés d'une recommandation appropriée du Secrétariat technique, au Conseil exécutif pour examen. Le Conseil examine les plans en vue de les approuver, compte tenu des objectifs de la vérification et des obligations découlant de la présente Convention. Cet examen devrait également confirmer que les plans de vérification de la destruction correspondent aux objectifs de la vérification et qu'ils sont efficaces et réalisables. Il devrait être achevé au moins 180 jours avant le début de la période de destruction.

57. Chaque membre du Conseil exécutif peut consulter le Secrétariat technique à propos de tous problèmes concernant la pertinence du plan de vérification. Si aucun membre du Conseil exécutif ne soulève d'objections, le plan est mis à exécution.

58. En cas de difficultés, le Conseil exécutif engage des consultations avec l'Etat partie en vue de les aplanir. La Conférence est saisie de toute difficulté restée sans solution.

59. Pour l'installation de destruction d'armes chimiques, l'accord détaillé spécifie, compte tenu des caractéristiques particulières de l'installation et de son mode d'exploitation :

a) Les procédures d'inspection sur place détaillées;

b) Les dispositions relatives à la vérification par une surveillance continue au moyen d'instruments installés sur place et par la présence physique d'inspecteurs.

60. Les inspecteurs ont accès à chaque installation de destruction d'armes chimiques au moins 60 jours avant que les opérations de destruction ne commencent dans l'installation, conformément à la présente Convention, pour surveiller la mise en place du matériel d'inspection, inspecter ce matériel et le soumettre à des essais de fonctionnement, ainsi que pour effectuer un examen technique final de l'installation. Lorsqu'il s'agit d'une installation existante où les opérations de destruction des armes chimiques ont déjà commencé, ces opérations sont arrêtées aux fins de la mise en place et de l'essai du matériel d'inspection; l'arrêt dure le minimum de temps nécessaire et au plus 60 jours. Selon les résultats des essais et de l'examen, l'Etat partie et le Secrétariat technique peuvent convenir de compléter l'accord d'installation détaillé ou d'y apporter des modifications.

61. L'Etat partie inspecté notifie par écrit au chef de l'équipe d'inspection dans l'installation de destruction d'armes chimiques chaque envoi d'armes chimiques d'une installation de stockage de ces armes à ladite installation de destruction au moins quatre heures avant l'envoi. Il précise dans la notification le nom de l'installation de stockage, l'heure de départ et d'arrivée prévue, le type spécifique et la quantité d'armes chimiques transportées, en indiquant si des pièces étiquetées seront déplacées, et le moyen de transport. Cette notification peut porter sur plusieurs envois. Toute modification apportée à ces données est notifiée sans retard et par écrit au chef de l'équipe d'inspection.

Installations de stockage d'armes chimiques se trouvant dans des installations de destruction d'armes chimiques

62. Les inspecteurs s'assurent de l'arrivée des armes chimiques à l'installation de destruction et de leur entreposage. Ils contrôlent l'inventaire de chaque envoi, en suivant des procédures convenues qui sont compatibles avec les règlements de sécurité en vigueur dans l'installation, avant que les opérations de destruction ne commencent. Ils emploient, selon que de besoin, des scellés, des repères ou d'autres procédures convenues de contrôle des stocks pour faciliter l'inventaire exact des armes chimiques avant leur destruction.

63. Dès que des armes chimiques sont entreposées dans les installations de stockage se trouvant dans l'installation de destruction et tant qu'elles y restent, ces installations de stockage sont soumises à la vérification systématique, conformément aux accords d'installation pertinents.

64. A la fin d'une phase de destruction active, les inspecteurs dressent un inventaire des armes chimiques qui ont été déplacées de l'installation de stockage pour être détruites. Ils vérifient l'exactitude de l'inventaire des armes chimiques restantes, en ayant recours aux procédures de contrôle des stocks visées au paragraphe 62.

Mesures de vérification systématique sur place dans des installations de destruction d'armes chimiques

65. Les inspecteurs ont accès, pour mener leurs activités, aux installations de destruction d'armes chimiques et aux installations de stockage d'armes chimiques qui s'y trouvent, pendant toute la phase de destruction active.

66. Afin de s'assurer qu'aucune arme chimique n'est détournée et que le processus de destruction a été achevé, les inspecteurs ont le droit, dans chaque installation de destruction d'armes chimiques, de vérifier par leur présence physique et par une surveillance au moyen d'instruments installés sur place :

a) La livraison des armes chimiques à l'installation;

b) La zone d'entreposage temporaire des armes chimiques ainsi que le type spécifique et la quantité d'armes chimiques entreposées dans cette zone;

c) Le type spécifique et la quantité d'armes chimiques en cours de destruction;

d) Le processus de destruction;

e) Le produit final de la destruction;

f) La mutilation des pièces métalliques;

g) L'intégrité du processus de destruction et de l'installation dans son ensemble.

67. Les inspecteurs ont le droit d'étiqueter, aux fins d'échantillonnage, les munitions, les dispositifs ou les conteneurs qui se trouvent dans les zones d'entreposage temporaire des installations de destruction d'armes chimiques.

68. Les données issues de l'exploitation courante de l'installation, dûment authentifiées, sont utilisées pour les besoins de l'inspection dans la mesure où elles répondent à ces besoins.

69. Après l'achèvement de chaque période de destruction, le Secrétariat technique confirme la déclaration de l'Etat partie signalant l'achèvement de la destruction de la quantité désignée d'armes chimiques.

70. Conformément aux accords d'installation, les inspecteurs :

a) Ont librement accès à toutes les parties des installations de destruction et des installations de stockage d'armes chimiques que celles-là comportent, de même qu'aux munitions, aux dispositifs, aux conteneurs de vrac ou autres types de conteneurs qui s'y trouvent. Les éléments à inspecter sont choisis par les inspecteurs conformément au plan de vérification accepté par l'Etat partie inspecté, et approuvé par le Conseil exécutif;

b) Surveillent l'analyse systématique sur place des échantillons durant le processus de destruction;

c) Reçoivent, si besoin est, des échantillons prélevés à leur demande sur tout dispositif, conteneur de vrac ou autre type de conteneur qui se trouve dans l'installation de destruction ou dans l'installation de stockage que celle-ci comporte.

QUATRIEME PARTIE (B)

ARMES CHIMIQUES ANCIENNES ET ARMES CHIMIQUES ABANDONNEES

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Les armes chimiques anciennes sont détruites comme il est indiqué à la section B.

2. Les armes chimiques abandonnées, y compris celles qui répondent aussi à la définition du paragraphe 5, alinéa b), de l'article II, sont détruites comme il est indiqué à la section C.

B. REGIME APPLICABLE AUX ARMES CHIMIQUES ANCIENNES

3. L'Etat partie qui a sur son territoire des armes chimiques anciennes telles que définies au paragraphe 5, alinéa a), de l'article II fournit au Secrétariat technique, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, tous les renseignements pertinents dont il dispose, en indiquant notamment, dans la mesure du possible, l'emplacement, le type, la quantité et l'état actuel de ces armes chimiques anciennes.

S'agissant d'armes chimiques anciennes telles que définies au paragraphe 5, alinéa b), de l'article II, l'Etat partie fait la déclaration prévue au paragraphe 1, alinéa b) i), de l'article III et fournit notamment au Secrétariat technique, dans la mesure du possible, les renseignements spécifiés aux paragraphes 1 à 3 de la quatrième partie (A) de la présente Annexe.

4. L'Etat partie qui découvre des armes chimiques anciennes après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard fournit au Secrétariat technique les renseignements spécifiés au paragraphe 3 au plus tard 180 jours après la découverte de ces armes.

5. Le Secrétariat technique procède à une inspection initiale et à toute inspection ultérieure qui serait nécessaire pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis conformément aux paragraphes 3 et 4 et, en particulier, pour déterminer si ces armes chimiques répondent à la définition des armes chimiques anciennes figurant au paragraphe 5 de l'article II. La Conférence examinera et approuvera les principes directeurs à suivre pour déterminer si des armes chimiques fabriquées entre 1925 et 1946 peuvent encore être employées en tant que telles, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

6. L'Etat partie traite comme il le ferait de déchets toxiques les armes chimiques anciennes dont le Secrétariat technique a établi qu'elles répondaient à la définition figurant au paragraphe 5, alinéa a), de l'article II. Il informe le Secrétariat technique des mesures prises pour détruire ou éliminer d'une autre manière ces armes comme des déchets toxiques, conformément à sa législation nationale.

7. Sous réserve des dispositions des paragraphes 3 à 5, l'Etat partie détruit les armes chimiques anciennes dont le Secrétariat technique a établi qu'elles répondaient à la définition figurant au paragraphe 5, alinéa b), de l'article II, conformément à l'article IV et à la quatrième partie (A) de la présente Annexe. A la demande de l'Etat partie, le Conseil exécutif peut toutefois ajuster en ce qui concerne ces armes les délais et l'ordre de destruction établis par la présente Convention s'il juge que cela ne constitue pas un risque pour l'objet et le but de la Convention. La demande comporte des propositions spécifiques concernant l'ajustement des délais et de l'ordre de destruction ainsi qu'un exposé détaillé des raisons qui motivent ces propositions.

C. REGIME APPLICABLE AUX ARMES CHIMIQUES ABANDONNEES

8. L'Etat partie sur le territoire duquel se trouvent des armes chimiques abandonnées (ci-après dénommé "l'Etat du territoire") fournit au Secrétariat technique, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à

son égard, tous les renseignements pertinents dont il dispose concernant ces armes. Dans la mesure du possible, il indique notamment l'emplacement, le type, la quantité et l'état actuel des armes et apporte des précisions sur l'abandon.

9. L'Etat partie qui découvre des armes chimiques abandonnées après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard fournit au Secrétariat technique, au plus tard 180 jours après leur découverte, tous les renseignements pertinents dont il dispose concernant ces armes. Dans la mesure du possible, il indique notamment l'emplacement, le type, la quantité et l'état actuel des armes chimiques abandonnées et apporte des précisions sur l'abandon.

10. L'Etat partie qui a abandonné des armes chimiques sur le territoire d'un autre Etat partie (ci-après dénommé "l'Etat auteur de l'abandon") fournit au Secrétariat technique, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, tous les renseignements pertinents dont il dispose concernant ces armes. Dans la mesure du possible, il indique notamment l'emplacement, le type et la quantité de ces armes et apporte des précisions sur l'abandon et l'état des armes chimiques abandonnées.

11. Le Secrétariat technique procède à une inspection initiale et à toute inspection ultérieure qui serait nécessaire pour vérifier l'exactitude de tous les renseignements pertinents qui lui ont été fournis conformément aux paragraphes 8 à 10 et pour déterminer si la vérification systématique prévue aux paragraphes 41 à 43 de la quatrième partie (A) de la présente Annexe s'impose. Au besoin, il vérifie l'origine des armes chimiques abandonnées et établit les faits concernant l'abandon et l'identité de l'Etat auteur de l'abandon.

12. Le Secrétariat technique présente son rapport au Conseil exécutif, à l'Etat du territoire ainsi qu'à l'Etat auteur de l'abandon ou à l'Etat partie désigné comme tel par l'Etat du territoire ou identifié comme tel par le Secrétariat technique. Si l'un des Etats parties directement intéressés n'est pas satisfait du rapport, il a le droit de régler la question conformément aux dispositions de la présente Convention ou de saisir le Conseil exécutif afin qu'il la règle rapidement.

13. En application du paragraphe 3 de l'article premier, l'Etat du territoire a le droit de demander à l'Etat partie, dont le Secrétariat technique a établi qu'il était l'auteur de l'abandon conformément aux paragraphes 8 à 12, d'engager des consultations en vue de coopérer à la destruction des armes chimiques abandonnées. Il informe immédiatement le Secrétariat technique de sa demande.

14. Les consultations menées entre l'Etat du territoire et l'Etat auteur de l'abandon en vue de convenir d'un plan de destruction sont engagées au plus tard 30 jours après que le Secrétariat technique a été informé de la demande visée au paragraphe 13. Le plan de destruction convenu est communiqué au Secrétariat technique au plus tard 180 jours après que celui-ci a été informé de la demande visée au paragraphe 13. A la demande de l'Etat auteur de l'abandon et de l'Etat du territoire, le Conseil exécutif peut prolonger le délai de communication du plan de destruction convenu.

15. L'Etat partie auteur de l'abandon fournit toutes les ressources nécessaires à la destruction des armes chimiques abandonnées, soit les moyens financiers et techniques, le savoir-faire, les installations et autres ressources. L'Etat du territoire apporte une coopération appropriée.

16. S'il est impossible d'identifier l'Etat auteur de l'abandon ou si celui-ci n'est pas partie à la Convention, l'Etat du territoire peut, pour assurer la destruction des armes chimiques abandonnées, demander à l'Organisation et à d'autres Etats parties de lui venir en aide à cette fin.

17. Sous réserve des dispositions des paragraphes 8 à 16, l'article IV et la quatrième partie (A) de la présente Annexe s'appliquent aussi à la destruction des armes chimiques abandonnées. S'agissant d'armes chimiques abandonnées qui répondent aussi à la définition des armes chimiques anciennes telle qu'elle figure au paragraphe 5, alinéa b), de l'article II, le Conseil exécutif peut, si l'Etat du territoire le lui demande à titre individuel ou conjointement avec l'Etat auteur de l'abandon, ajuster ou, dans des cas exceptionnels, suspendre l'application des dispositions relatives à la destruction s'il juge que cela ne constitue pas un risque pour l'objet et le but de la présente Convention. S'agissant d'armes chimiques abandonnées qui ne répondent pas à la définition des armes chimiques anciennes telle qu'elle figure au paragraphe 5, alinéa b), de l'article II, le Conseil exécutif peut, dans des cas exceptionnels et si l'Etat du territoire le lui demande à titre individuel ou conjointement avec l'Etat auteur de l'abandon, ajuster en ce qui concerne ces armes les délais et l'ordre de destruction établis par la présente Convention, s'il juge que cela ne constitue pas un risque pour l'objet et le but de la Convention. Toute demande faite conformément au présent paragraphe comporte des propositions spécifiques concernant l'ajustement ou la suspension des dispositions relatives à la destruction et un exposé détaillé des raisons qui motivent ces propositions.

18. Les Etats parties peuvent conclure entre eux des accords ou des arrangements relatifs à la destruction des armes chimiques abandonnées. Le Conseil exécutif peut, si l'Etat du territoire le lui demande à titre individuel ou conjointement avec l'Etat auteur de l'abandon, décider que certaines dispositions d'un tel accord ou d'un tel arrangement l'emportent sur celles de la présente section s'il estime que l'accord ou l'arrangement garantit la destruction des armes chimiques abandonnées, conformément au paragraphe 17.

CINQUIEME PARTIE

DESTRUCTION DES INSTALLATIONS DE FABRICATION D'ARMES CHIMIQUES ET VERIFICATION DE LEUR DESTRUCTION CONFORMEMENT A L'ARTICLE V

A. DECLARATIONS

Déclarations d'installations de fabrication d'armes chimiques

1. La déclaration d'installations de fabrication d'armes chimiques que présente un Etat partie conformément au paragraphe 1, alinéa c) ii), de l'article III, contient les renseignements suivants pour chaque installation :

a) Nom de l'installation, nom des propriétaires et nom des sociétés ou des entreprises qui la gèrent depuis le 1er janvier 1946;

b) Emplacement précis de l'installation, y compris son adresse, l'emplacement du complexe, l'emplacement de l'installation au sein du complexe, y compris le bâtiment exact et son numéro, le cas échéant;

c) Destination de l'installation : fabrication de produits chimiques définis en tant qu'armes chimiques ou remplissage d'armes chimiques, ou les deux;

d) Date d'achèvement de la construction de l'installation et périodes durant lesquelles des transformations y auraient été apportées, y compris l'installation d'un matériel neuf ou modifié, qui auraient changé notablement les caractéristiques du procédé de fabrication utilisé dans l'installation;

e) Renseignements sur les produits chimiques définis en tant qu'armes chimiques qui ont été fabriqués dans l'installation; munitions, dispositifs et conteneurs qui ont été remplis dans l'installation; dates auxquelles les activités de fabrication ou de remplissage ont commencé et cessé :

i) Pour les produits chimiques définis en tant qu'armes chimiques, qui ont été fabriqués dans l'installation, il est précisé le type spécifique de chaque produit fabriqué, son nom chimique selon la nomenclature en vigueur de l'Union internationale de chimie pure et appliquée (UICPA), sa formule développée, son numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué, ainsi que la quantité de chaque produit chimique, exprimée en poids du produit en tonnes;

ii) Pour les munitions, les dispositifs et les conteneurs qui ont été remplis dans l'installation, il est précisé le type spécifique des armes chimiques remplies et le poids de la charge chimique par unité.

f) Capacité de production de l'installation de fabrioation d'armes chimiques :

i) Pour une installation où des armes chimiques ont été fabriquées, la capacité de production est exprimée comme la quantité d'une substance déterminée qui pourrait être produite par an à l'aide du procédé technique que l'installation a effectivement utilisé ou, si elle ne l'a pas utilisé effectivement, qu'elle avait l'intention d'utiliser;

ii) Pour une installation où des armes chimiques ont été remplies, la capacité de production est exprimée comme la quantité de produit chimique dont l'installation peut remplir chaque type spécifique d'arme chimique par an.

g) Pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques qui n'a pas été détruite, description de l'installation comportant les éléments suivants :

i) Schéma du site;

ii) Diagramme des opérations de l'installation;

iii) Inventaire des bâtiments de l'installation et du matériel spécialisé qu'elle comporte ainsi que de toutes pièces détachées pour ce matériel;

h) Etat actuel de l'installation - il est indiqué :

i) La date à laquelle des armes chimiques ont été fabriquées pour la dernière fois dans l'installation;

ii) Si l'installation a été détruite, y compris la date et le mode de destruction;

iii) Si l'installation a été utilisée ou transformée avant la date d'entrée en vigueur de la Convention en vue d'une activité sans rapport avec la fabrication d'armes chimiques et, le cas échéant, les données sur les transformations apportées, la date à laquelle l'activité sans rapport avec des armes chimiques a commencé, la nature de cette activité et la nature du produit si celui-ci est pertinent.

i) Spécifioation des mesures que l'Etat partie a prises pour fermer l'installation et description des mesures qu'il a prises ou prendra pour la mettre hors service;

j) Description de l'ensemble des activités courantes de sûreté et de sécurité menées dans l'installation mise hors service;

k) Conversion de l'installation en installation de destruction d'armes chimiques : il est indiqué si l'installation sera convertie et, le cas échéant, à quelles dates.

Déclarations d'installations de fabrication d'armes chimiques présentées conformément au paragraphe 1, alinéa c) iii), de l'article III

2. La déclaration d'installations de fabrication d'armes chimiques que présente un Etat partie conformément au paragraphe 1, alinéa c) iii), de l'article III contient tous les renseignements prévus au paragraphe 1 ci-dessus. Il appartient à l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation est située ou a été située de prendre avec l'autre Etat les dispositions voulues pour que les déclarations soient faites. Si l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation est située ou a été située ne peut pas s'acquitter de cette obligation, il en expose les raisons.

Déclarations de transferts et de réceptions antérieurs

3. L'Etat partie qui a transféré ou reçu du matériel de fabrication d'armes chimiques depuis le 1er janvier 1946 déclare ces transferts et ces réceptions conformément au paragraphe 1, alinéa c) iv), de l'article III et au paragraphe 5 ci-après. Si certains des renseignements spécifiés ne sont plus disponibles pour les transferts et les réceptions effectués pendant la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 1er janvier 1970, l'Etat partie fournit les renseignements dont il disposerait encore et expose les raisons pour lesquelles il ne peut pas présenter de déclaration complète.

4. Au paragraphe 3, on entend par "matériel de fabrication d'armes chimiques" :

a) Le matériel spécialisé;

b) Le matériel servant à la fabrication de matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi d'armes chimiques;

c) Le matériel conçu ou utilisé exclusivement pour la fabrication des pièces non chimiques de munitions chimiques.

5. La déclaration indique, quant au transfert et à la réception d'un matériel de fabrication d'armes chimiques :

a) Qui a reçu/transféré le matériel;

b) La nature du matériel;

c) La date du transfert ou de la réception;

d) Si le matériel a été détruit, pour autant qu'on le sache;

e) Ce qu'il en est à présent, pour autant qu'on le sache.

Présentation de plans de destruction généraux

6. L'Etat partie fournit les renseignements suivants pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques :

a) Calendrier envisagé des mesures à prendre;

b) Méthodes de destruction.

7. L'Etat partie fournit les renseignements suivants pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques qu'il entend convertir temporairement en installation de destruction d'armes chimiques :

a) Calendrier envisagé de la conversion en installation de destruction;

b) Durée d'utilisation envisagée de l'installation comme installation de destruction;

c) Description de la nouvelle installation;

d) Méthode de destruction du matériel spécialisé;

e) Calendrier de la destruction de l'installation convertie après son utilisation pour la destruction d'armes chimiques;

f) Méthode de destruction de l'installation convertie.

Présentation de plans de destruction annuels et de rapports annuels sur la destruction

8. L'Etat partie présente un plan de destruction annuel au moins 90 jours avant le début de l'année de destruction à venir. Ce plan contient les renseignements suivants :

a) Capacité à détruire;

b) Nom et emplacement des installations où la destruction aura lieu;

c) Liste des bâtiments et du matériel qui seront détruits dans chaque installation;

d) Méthode(s) de destruction prévue(s).

9. L'Etat partie présente un rapport annuel sur la destruction au plus tard 90 jours après la fin de l'année de destruction écoulée. Ce rapport contient les renseignements suivants :

a) Capacité détruite;

b) Nom et emplacement de chaque installation où la destruction a eu lieu;

c) Liste des bâtiments et du matériel qui ont été détruits dans chaque installation;

d) Méthodes de destruction.

10. S'agissant d'une installation de fabrication d'armes chimiques déclarée conformément au paragraphe 1, alinéa c) iii), de l'article III, il appartient à l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation est située ou a été située de prendre les dispositions voulues pour que les déclarations spécifiées aux paragraphes 6 à 9 ci-dessus soient faites. Si l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation est située ou a été située ne peut pas s'acquitter de cette obligation, il en expose les raisons.

B. DESTRUCTION

Principes généraux de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques

11. Chaque Etat partie décide des méthodes qu'il entend employer pour détruire des installations de fabrication d'armes chimiques, compte tenu des principes énoncés à l'article V et dans la présente partie.

Principes et méthodes de fermeture d'une installation de fabrication d'armes chimiques

12. La fermeture d'une installation de fabrication d'armes chimiques a pour but de la mettre hors service.

13. L'Etat partie prend les mesures de fermeture convenues en tenant dûment compte des caractéristiques particulières de chaque installation. Ces mesures comprennent, entre autres :

a) L'interdiction d'occuper les bâtiments spécialisés et les bâtiments du type courant sauf pour des activités convenues;

b) Le débranchement du matériel directement lié à la fabrication d'armes chimiques et notamment du matériel de commande des procédés et de servitude;

c) La mise hors service des installations et du matériel de protection servant exclusivement à assurer la sécurité du fonctionnement de l'installation de fabrication d'armes chimiques;

d) Le montage de brides pleines et d'autres dispositifs sur tout matériel spécialisé qui interviendrait dans la synthèse, la séparation ou la purification de produits définis en tant qu'armes chimiques, sur toute cuve de stockage et sur toute machine de remplissage d'armes chimiques, afin d'empêcher que des produits n'y soient introduits ou n'en soient extraits et que ce matériel, ces cuves de stockage ou ces machines ne soient chauffés, refroidis ou alimentés en énergie, électrique ou autre;

e) La fermeture des accès à l'installation de fabrication d'armes chimiques par le rail, par la route et par d'autres voies que peuvent emprunter les gros convois, hormis les voies que nécessitent les activités convenues.

14. Tant que l'installation de fabrication d'armes chimiques reste fermée, l'Etat partie peut y poursuivre les activités liées à la sécurité physique et matérielle.

Entretien technique des installations de fabrication d'armes chimiques avant leur destruction

15. L'Etat partie ne peut effectuer d'activités d'entretien courant dans les installations de fabrication d'armes chimiques que pour des raisons de sécurité, y compris l'inapection visuelle, l'entretien préventif et les réparations courantes.

16. Toutes les activités d'entretien prévues sont spécifiées dans les plans de destruction généraux et détaillés. Ne font pas partie des activités d'entretien :

a) Le remplacement d'un matériel intervenant dans les procédés, quel qu'il soit;

b) La modification des caractéristiques du matériel intervenant dans les procédés chimiques;

c) La fabrication de produits chimiques de quelque type que ce soit.

17. Toutes les activités d'entretien sont soumises à la surveillance du Secrétariat technique.

Principes et méthodes de conversion temporaire d'installations de fabrication d'armes chimiques en installations de destruction d'armes chimiques

18. Les mesures relatives à la conversion temporaire d'installations de fabrication d'armes chimiques en installations de destruction d'armes chimiques garantissent que le régime adopté pour les installations temporairement converties est au moins aussi rigoureux que le régime adopté pour celles qui n'ont pas été converties.

19. Les installations de fabrication d'armes chimiques converties en installations de destruction avant l'entrée en vigueur de la présente Convention sont déclarées dans la catégorie des installations de fabrication d'armes chimiques.

Elles font l'objet d'une visite initiale d'inspecteurs qui a pour but de confirmer l'exactitude des renseignements fournis sur ces installations. Il est également nécessaire de vérifier que la conversion de ces installations a été effectuée de façon à les rendre inexploitables en tant qu'installations de fabrication d'armes chimiques, et cette vérification s'inscrit dans le cadre des mesures prévues pour les installations qui doivent être rendues inexploitables au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur de la Convention.

20. L'Etat partie qui a l'intention de convertir des installations de fabrication d'armes chimiques présente au Secrétariat technique, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, ou au plus tard 30 jours après avoir décidé de procéder à cette conversion temporaire, un plan général de conversion des installations et présente par la suite des plans annuels.

21. Si l'Etat partie a besoin de convertir en installation de destruction d'armes chimiques une autre installation de fabrication d'armes chimiques qui a été fermée après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, il en informe le Secrétariat technique au moins 150 jours avant la conversion. Le Secrétariat technique s'assure, de concert avec l'Etat partie, que les mesures nécessaires sont prises pour qu'après sa conversion cette installation soit inexploitable en tant qu'installation de fabrication d'armes chimiques.

22. Une installation convertie aux fins de la destruction d'armes chimiques n'est pas plus en état de reprendre la fabrication d'armes chimiques qu'une installation qui a été fermée et dont l'entretien est assuré. Sa remise en service ne demande pas moins de temps qu'il n'en faut pour remettre en service une installation de fabrication qui a été fermée et dont l'entretien est assuré.

23. Les installations de fabrication d'armes chimiques converties sont détruites au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

24. Toutes mesures prises pour la conversion d'une installation de fabrication d'armes chimiques donnée sont particulières à cette installation et dépendent de ses caractéristiques propres.

25. Les mesures appliquées en vue de convertir une installation de fabrication d'armes chimiques en installation de destruction ne sont pas moins importantes que les mesures prévues pour faire en sorte que les autres installations de fabrication d'armes chimiques soient inexploitables au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie.

Principes et méthodes de destruction d'une installation de fabrication d'armes chimiques

26. L'Etat partie détruit le matériel et les bâtiments visés dans la définition de l'installation de fabrication d'armes chimiques comme suit :

a) Tout le matériel spécialisé et courant est physiquement détruit;

b) Tous les bâtiments spécialisés et du type courant sont physiquement détruits.

27. L'Etat partie détruit les installations de fabrication de munitions chimiques non remplies et de matériel destiné à l'emploi d'armes chimiques comme suit :

a) Les installations utilisées exclusivement pour la fabrication de pièces non chimiques de munitions chimiques ou de matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi d'armes chimiques sont déclarées et détruites. Le processus de destruction et sa vérification sont conduits conformément aux dispositions de l'article V et de la présente partie de l'Annexe sur la vérification qui régissent la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques;

b) Tout le matériel conçu ou utilisé exclusivement pour fabriquer des pièces non chimiques de munitions chimiques est physiquement détruit. Ce matériel, qui comprend les moules et les matrices de formage de métal spécialement conçus, peut être amené dans un lieu spécial pour être détruit;

c) Tous les bâtiments et le matériel courant utilisés pour de telles activités de fabrication sont détruits ou convertis à des fins non interdites par la présente Convention; leur destruction ou leur conversion est confirmée selon que de besoin par la voie de consultations et d'inspections, comme il est prévu à l'article IX.

d) Les activités menées à des fins non interdites par la présente Convention peuvent continuer pendant que se déroule la destruction ou la conversion.

Ordre de destruction

28. L'ordre de destruction des installations de fabrication d'armes chimiques est fondé sur les obligations énoncées à l'article premier et aux autres articles de la présente Convention, notamment les obligations relatives à la vérification systématique sur place. Il fait la part de l'intérêt qu'ont les Etats parties à jouir d'une sécurité non diminuée pendant la période de destruction; du renforcement de la confiance au début de la phase de destruction; de l'acquisition progressive de données d'expérience au cours de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques et du principe d'une applicabilité indépendante des caractéristiques réelles des installations ainsi que des méthodes choisies pour les détruire. L'ordre de destruction repose sur le principe du nivellement.

29. Pour chaque période de destruction, l'Etat partie détermine quelles sont les installations de fabrication d'armes chimiques à détruire et procède à leur destruction de telle sorte qu'à la fin de chaque période de destruction, il n'en reste pas plus qu'il n'est spécifié aux paragraphes 30 et 31. Rien n'empêche un Etat partie de détruire ses installations à un rythme plus rapide.

30. Les dispositions suivantes s'appliquent aux installations de fabrication d'armes chimiques qui produisent des substances chimiques du tableau 1 :

a) L'Etat partie entreprend la destruction de telles installations au plus tard un an à compter de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Pour un Etat qui est partie lors de l'entrée en vigueur de la Convention, cette période globale est divisée en trois périodes de destruction distinctes, à savoir de la deuxième à la cinquième année, de la sixième à la huitième année et de la neuvième à la dixième année. Pour les Etats qui deviennent parties après l'entrée en vigueur de la Convention, les périodes de destruction sont ajustées, compte tenu de ce qui est prévu aux paragraphes 28 et 29;

b) La capacité de production sert de facteur de comparaison pour ces installations. Elle est exprimée en tonnes-agent, compte tenu des règles énoncées pour les armes chimiques binaires;

c) Les Etats parties conviennent des niveaux appropriés à atteindre en matière de capacité de production à la fin de la huitième année après l'entrée en vigueur de la Convention. La capacité de production excédant le niveau voulu est détruite progressivement par quantités égales au cours des deux premières périodes de destruction;

d) La nécessité de détruire une partie déterminée de la capacité entraîne celle de détruire toute autre installation de fabrication d'armes chimiques qui a approvisionné l'installation de fabrication de produits du tableau 1 ou qui a rempli des munitions ou des dispositifs de produits chimiques du tableau 1 qui y ont été fabriqués;

e) Les installations de fabrication d'armes chimiques qui ont été temporairement converties aux fins de la destruction d'armes chimiques continuent d'être soumises au régime de destruction de leur capacité établi par les dispositions du présent paragraphe.

31. Quant aux installations de fabrication d'armes chimiques qui ne sont pas visées par le paragraphe 30, l'Etat partie entreprend leur destruction au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

Plans de destruction détaillés

32. Au moins 180 jours avant d'entreprendre la destruction d'une installation de fabrication d'armes chimiques, l'Etat partie présente au Secrétariat technique des plans détaillés en vue de la destruction de cette installation, où il énonce notamment les mesures visées à l'alinéa f) du paragraphe 33 qu'il propose de prendre en vue de la vérification de la destruction, en indiquant entre autres :

a) Le calendrier de la présence des inspecteurs dans l'installation à détruire;

b) Les procédures de vérification des mesures à prendre pour chaque élément de l'inventaire déclaré.

33. Les plans de destruction détaillés comportent les éléments suivants pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques :

a) Calendrier détaillé du processus de destruction;

b) Implantation de l'installation;

c) Diagramme des opérations;

d) Inventaire détaillé du matériel, des bâtiments et d'autres éléments à détruire;

e) Mesures à prendre pour chaque élément de l'inventaire;

f) Mesures qu'il est proposé de prendre en vue de la vérification;

g) Mesures de sécurité/de sûreté à appliquer durant la destruction de l'installation;

h) Conditions de travail et de vie qui seront faites aux inspecteurs.

34. L'Etat partie qui a l'intention de convertir temporairement une installation de fabrication d'armes chimiques en installation de destruction d'armes chimiques en informe le Secrétariat technique au moins 150 jours avant d'entreprendre toute activité de conversion. Cette notification contient les renseignements suivants :

a) Nom, adresse et emplacement de l'installation;

b) Schéma du site indiquant toutes les structures et toutes les zones mises en jeu par la destruction d'armes chimiques; identification de toutes les structures de l'installation de fabrication d'armes chimiques devant être temporairement convertie;

c) Types d'armes chimiques à détruire, type et quantité de la charge chimique à détruire;

d) Méthode de destruction;

e) Diagramme des opérations indiquant les parties du procédé de fabrication et du matériel spécialisé qui seront converties aux fins de la destruction d'armes chimiques;

f) Scellés et matériel d'inspection auxquels la conversion risque de porter atteinte, le cas échéant;

g) Calendrier précisant les délais prévus pour : les travaux de conception, la conversion temporaire de l'installation, la mise en place du matériel, le contrôle du matériel, les opérations de destruction et la fermeture.

35. En ce qui concerne la destruction de l'installation qui a été temporairement convertie en installation de destruction d'armes chimiques, les renseignements énumérés aux paragraphes 32 et 33 doivent être fournis.

Examen des plans détaillés

36. Le Secrétariat technique établit, en se fondant sur le plan de destruction détaillé présenté par l'Etat partie, sur les mesures de vérification que celui-ci propose et sur l'expérience acquise lors de précédentes inspections, un plan de vérification de la destruction de l'installation, au sujet duquel il procède à d'étroites consultations avec l'Etat partie. Toute divergence entre le Secrétariat technique et l'Etat partie au sujet des mesures à prendre devrait être réglée par voie de consultations. Le Conseil exécutif est saisi de toute question restée sans solution afin qu'il prenne des mesures appropriées en vue de faciliter l'application pleine et entière de la Convention.

37. Les plans de destruction et de vérification combinés sont approuvés par le Conseil exécutif et l'Etat partie, afin de s'assurer que les dispositions de l'article V et de la présente partie sont pleinement appliquées. Cette approbation devrait intervenir au moins 60 jours avant la date à laquelle il est prévu de commencer les opérations de destruction.

38. Chaque membre du Conseil exécutif peut consulter le Secrétariat technique à propos de tout problème concernant la pertinence du plan de destruction et de vérification combiné. Si aucun membre du Conseil exécutif ne soulève d'objections, le plan est mis à exécution.

39. En cas de difficultés, le Conseil exécutif engage des consultations avec l'Etat partie en vue de les aplanir. La Conférence est saisie de toute difficulté restée sans solution. Le règlement de tout différend portant sur les méthodes de destruction ne retarde pas l'exécution des autres parties du plan de destruction qui sont acceptables.

40. Faute d'un accord entre l'Etat partie et le Conseil exécutif sur certains aspects de la vérification, ou si le plan de vérification approuvé ne peut être mis à exécution, la vérification de la destruction est assurée par une surveillance continue au moyen d'instruments installés sur place et par la présence physique d'inspecteurs.

41. La destruction et la vérification se déroulent conformément au plan approuvé. La vérification n'entrave pas indûment le processus de destruction et s'effectue en présence d'inspecteurs venus assister à la destruction.

42. Si les mesures de vérification ou de destruction requises ne sont pas prises comme prévu, tous les Etats parties en sont informés.

C. VERIFICATION

Vérification des déclarations d'installations de fabrication d'armes chimiques par l'inspection sur place

43. Le Secrétariat technique procède à une inspection initiale de chaque installation de fabrication d'armes chimiques entre le quatre-vingt-dixième jour et le cent vingtième jour après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie.

44. L'inspection initiale a pour but :

a) De confirmer que la fabrication d'armes chimiques a cessé et que l'installation a été mise hors service, conformément à la présente Convention;

b) De permettre au Secrétariat technique de se familiariser avec les mesures prises pour cesser la fabrication d'armes chimiques dans l'installation;

c) De permettre aux inspecteurs d'apposer des scellés temporaires;

d) De permettre aux inspecteurs de confirmer l'inventaire des bâtiments et du matériel spécialisé;

e) D'obtenir les renseignements nécessaires pour planifier les activités d'inspection à mener dans l'installation, notamment l'apposition de scellés antifraude et la mise en place d'autres dispositifs convenus, conformément à l'accord d'installation détaillé;

f) De procéder à des discussions préliminaires au sujet d'un accord détaillé sur les procédures d'inspection à suivre dans l'installation.

45. Les inspecteurs emploient, selon que de besoin, des scellés, des repères ou d'autres procédures de contrôle des stocks convenues pour faciliter l'inventaire exact des éléments déclarés se trouvant dans chaque installation de fabrication d'armes chimiques.

46. Les inspecteurs installent les dispositifs convenus qui pourraient être nécessaires pour indiquer s'il y a eu reprise de la fabrication d'armes chimiques ou si un élément déclaré a été déplacé. Ils prennent les précautions nécessaires pour ne pas gêner les activités de fermeture menées par l'Etat partie inspecté. Les inspecteurs peuvent revenir sur les lieux afin d'assurer l'entretien des dispositifs et d'en vérifier l'intégrité.

47. S'il estime, suite à l'inspection initiale, que des mesures supplémentaires s'imposent pour mettre l'installation hors service conformément à la présente Convention, le Directeur général peut demander à l'Etat partie inspecté, au plus tard 135 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, de mettre en oeuvre de telles mesures au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. L'Etat partie inspecté satisfait cette demande s'il le juge bon. S'il ne la satisfait pas, il consulte le Directeur général afin de régler la question.

Vérification systématique des installations de fabrication d'armes chimiques et de la cessation de leurs activités

48. La vérification systématique d'une installation de fabrication d'armes chimiques a pour but d'assurer que toute reprise de la fabrication d'armes chimiques ou tout déplacement d'éléments déclarés y soit décelé.

49. L'accord d'installation détaillé spécifie, pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques :

a) Les procédures d'inspection sur place détaillées, qui peuvent comporter :

i) Des examens visuels;

ii) Le contrôle et l'entretien des scellés et des autres dispositifs convenus;

iii) Le prélèvement et l'analyse d'échantillons;

b) Les procédures à suivre pour l'emploi de scellés antifraude et d'autres dispositifs convenus empêchant qu'une remise en service de l'installation n'ait lieu sans être décelée, où sont précisés :

i) Le type et l'emplacement de ce matériel ainsi que les arrangements pour l'installation;

ii) L'entretien de ce matériel;

c) D'autres mesures convenues.

50. Le matériel convenu - scellés ou autres dispositifs - qui est prévu dans un accord détaillé sur les mesures d'inspection s'appliquant à l'installation, est mis en place au plus tard 240 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie. Les inspecteurs sont autorisés à se rendre dans chaque installation de fabrication d'armes chimiques pour apposer ces scellés ou mettre en place ces dispositifs.

51. Le Secrétariat technique est autorisé à effectuer jusqu'à quatre inspections dans chaque installation de fabrication d'armes chimiques par année civile.

52. Le Directeur général notifie à l'Etat partie sa décision d'inspecter ou de visiter une installation de fabrication d'armes chimiques 48 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection à l'installation, aux fins d'inspections ou de visites systématiques. Si l'inspection ou la visite a pour but de régler un problème urgent, ce délai peut être raccourci. Le Directeur général spécifie le but de l'inspection ou de la visite.

53. Conformément aux accords d'installation, les inspecteurs ont librement accès à toutes les parties des installations de fabrication d'armes chimiques. Les éléments de l'inventaire déclaré à inspecter sont choisis par les inspecteurs.

54. Les principes directeurs servant à déterminer la fréquence des inspections systématiques sur place seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII. L'installation de fabrication à inspecter est choisie par le Secrétariat technique de telle manière qu'il ne soit pas possible de prévoir exactement quand elle doit être inspectée.

Vérification de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques

55. La vérification systématique de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques a pour but de confirmer que l'installation est

détruite conformément aux obligations contractées en vertu de la présente Convention, et que chaque élément de l'inventaire déclaré est détruit conformément au plan de destruction détaillé qui a été convenu.

56. Lorsque tous les éléments de l'inventaire déclaré ont été détruits, le Secrétariat technique confirme la déclaration correspondante de l'Etat partie; après quoi, le Secrétariat technique met fin à la vérification systématique de l'installation de fabrication d'armes chimiques et enlève sans retard tous les dispositifs et tous les instruments de surveillance installés par les inspecteurs.

57. Après cette confirmation, l'Etat partie déclare que l'installation a été détruite.

Vérification de la conversion temporaire d'une installation de fabrication d'armes chimiques en installation de destruction d'armes chimiques

58. Au plus tard 90 jours après réception de la notification initiale par laquelle l'Etat partie fait connaître son intention de convertir temporairement une installation de fabrication, les inspecteurs ont le droit de visiter l'installation pour se familiariser avec le projet de conversion temporaire et pour étudier les différentes mesures d'inspection requises durant la conversion.

59. Au plus tard 60 jours après cette visite, le Secrétariat technique et l'Etat partie inspecté concluent un accord transitoire sur les mesures d'inspection supplémentaires à prendre durant les travaux de conversion temporaire. Cet accord spécifie les procédures d'inspection, y compris l'emploi de scellés, le matériel de surveillance et les inspections qui donneront l'assurance qu'aucune arme chimique n'est fabriquée pendant les travaux de conversion. L'accord entre en vigueur dès le début des travaux de conversion temporaire et reste en vigueur jusqu'à ce que les opérations de destruction commencent dans l'installation.

60. L'Etat partie inspecté n'enlève ni ne convertit aucune partie de l'installation, et n'enlève ni ne modifie aucun scellé ou autre dispositif d'inspection convenu qui pourrait avoir été installé conformément à la présente Convention tant que l'accord transitoire n'a pas été conclu.

61. Dès lors que les opérations de destruction commencent dans l'installation, celle-ci est soumise aux dispositions de la quatrième partie (A) de la présente Annexe qui s'appliquent aux installations de destruction d'armes chimiques. Les arrangements relatifs à la période précédant sa mise en service à cette fin sont régis par l'accord transitoire.

62. Au cours des opérations de destruction, les inspecteurs ont accès à toutes les parties des installations de fabrication temporairement converties, y compris à celles qui ne sont pas directement mises en jeu par la destruction d'armes chimiques.

63. Avant que les travaux ne commencent dans l'installation en vue de sa conversion temporaire à des fins de destruction d'armes chimiques et après que les opérations de destruction y ont cessé, l'installation est soumise aux dispositions de la présente partie qui s'appliquent aux installations de fabrication d'armes chimiques.

D. CONVERSION D'UNE INSTALLATION DE FABRICATION D'ARMES CHIMIQUES A DES FINS NON INTERDITES PAR LA CONVENTION

Procédure de demande de conversion

64. L'Etat partie peut faire une demande d'utilisation d'une installation de fabrication d'armes chimiques à des fins non interdites par la présente Convention pour toute installation qu'il a utilisée à de telles fins avant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard ou qu'il a l'intention d'utiliser à de telles fins.

65. S'il s'agit d'une installation de fabrication d'armes chimiques qui est déjà utilisée à des fins non interdites par la présente Convention à la date à laquelle celle-ci entre en vigueur à l'égard de l'Etat partie, la demande est présentée au Directeur général au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de cet Etat. Elle contient, outre les renseignements spécifiés à l'alinéa h) iii) du paragraphe 1 :

a) Une justification détaillée de la demande;

b) Un plan général de conversion de l'installation où sont apportées les précisions suivantes :

i) Nature des activités qu'il est envisagé de mener dans l'installation;

ii) Si les activités prévues entraînent la fabrication, le traitement ou la consommation de produits chimiques : nom de chacun des produits chimiques, diagramme des opérations de l'installation et quantités qu'il est prévu de fabriquer, de traiter ou de consommer chaque année;

iii) Bâtiments ou structures qu'il est envisagé d'utiliser et transformations qu'il est proposé d'y apporter, le cas échéant;

iv) Bâtiments ou structures qui ont été détruits ou qu'il est proposé de détruire et plans de destruction;

v) Matériel qu'il est prévu d'utiliser dans l'installation;

vi) Matériel qui a été enlevé et détruit, matériel dont l'enlèvement et la destruction sont proposés et plans de destruction;

vii) Calendrier envisagé de la conversion de l'installation, le cas échéant;

viii) Nature des activités de chacune des autres installations exploitées sur le site;

c) Une explication détaillée de la façon dont les mesures visées à l'alinéa b) et toutes autres mesures proposées par l'Etat partie, empêchent effectivement qu'il n'existe dans l'installation une capacité de fabrication d'armes chimiques en attente.

66. S'il s'agit d'une installation de fabrication d'armes chimiques qui n'est pas encore utilisée à des fins non interdites par la présente Convention à la date à laquelle celle-ci entre en vigueur à l'égard de l'Etat partie, la demande est présentée au Directeur général au plus tard 30 jours après que la

décision de convertir l'installation a été prise et en tout état de cause au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie. Elle contient :

a) Une justification détaillée de la demande, y compris l'exposé des motifs économiques;

b) Un plan général de conversion de l'installation où sont apportées les précisions suivantes :

i) Nature des activités qu'il est envisagé de mener dans l'installation;

ii) Si les activités prévues entraînent la fabrication, le traitement ou la consommation de produits chimiques : nom de chacun des produits chimiques, diagramme des opérations de l'installation et quantités qu'il est prévu de fabriquer, de traiter ou de consommer chaque année;

iii) Bâtiments ou structures qu'il est envisagé de conserver et transformations qu'il est proposé d'y apporter, le cas échéant;

iv) Bâtiments ou structures qui ont été détruits ou qu'il est proposé de détruire et plans de destruction;

v) Matériel qu'il est proposé d'utiliser dans l'installation;

vi) Matériel qu'il est proposé d'enlever et de détruire, et plans de destruction;

vii) Calendrier envisagé de la conversion de l'installation;

viii) Nature des activités de chacune des autres installations exploitées sur le site;

c) Une explication détaillée de la façon dont les mesures visées à l'alinéa b) et toutes autres mesures proposées par l'Etat partie empêchent effectivement qu'il n'existe dans l'installation une capacité de fabrication d'armes chimiques en attente.

67. L'Etat partie peut proposer dans sa demande toute autre mesure qu'il juge propre à instaurer la confiance.

Activités permises en attendant une décision

68. En attendant la décision de la Conférence, l'Etat partie peut continuer à utiliser à des fins non interdites par la présente Convention une installation qui était utilisée à de telles fins avant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, à condition de certifier dans sa demande qu'aucun matériel spécialisé ni aucun bâtiment spécialisé ne sont utilisés et que le matériel et les bâtiments spécialisés ont été mis hors service par les méthodes spécifiées au paragraphe 13.

69. Si l'installation qui fait l'objet de la demande n'était pas utilisée à des fins non interdites par la présente Convention avant l'entrée en vigueur de celle-ci à l'égard de l'Etat partie, ou si l'assurance visée au paragraphe 68 n'est pas donnée, l'Etat partie cesse immédiatement toute activité, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article V. Il

ferme l'installation, conformément au paragraphe 13, au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard.

Conditions de conversion

70. Une installation de fabrication d'armes chimiques ne peut être convertie aux fins d'activités non interdites par la présente Convention qu'à la condition que soit détruit tout le matériel spécialisé de l'installation et que soient éliminées toutes les caractéristiques des bâtiments et des structures qui distinguent ceux-ci des bâtiments et des structures normalement utilisés à des fins non interdites par la présente Convention et ne faisant pas intervenir de produits chimiques du tableau 1.

71. L'installation convertie ne doit pas être utilisée aux fins :

a) D'activités quelles qu'elles soient qui entraînent la fabrication, le traitement ou la consommation d'un produit chimique du tableau 1 ou du tableau 2;

b) De la fabrication d'un produit chimique hautement toxique quel qu'il soit, y compris d'un produit chimique organophosphoré hautement toxique, ou de toute autre activité nécessitant un matériel spécial pour la manipulation de produits chimiques hautement toxiques ou hautement corrosifs, à moins que le Conseil exécutif ne décide que cette fabrication ou cette activité ne constitue pas un risque pour l'objet et le but de la Convention, compte tenu des critères de toxicité et de corrosiveté et, le cas échéant, d'autres facteurs techniques qui doivent être examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

72. La conversion de l'installation de fabrication d'armes chimiques est achevée au plus tard six ans après l'entrée en vigueur de la Convention.

Décisions du Conseil exécutif et de la Conférence

73. Au plus tard 90 jours après que le Directeur général a reçu la demande, le Secrétariat technique procède à une inspection initiale de l'installation. Cette inspection a pour but de vérifier l'exactitude des renseignements fournis dans la demande, d'obtenir des renseignements sur les caractéristiques techniques de l'installation que l'Etat partie propose de convertir et de déterminer les conditions dans lesquelles son utilisation peut être autorisée à des fins non interdites par la présente Convention. Le Directeur général présente sans retard au Conseil exécutif, à la Conférence et à tous les Etats parties un rapport dans lequel il formule des recommandations au sujet des mesures nécessaires pour convertir l'installation aux fins d'activités non interdites par la Convention et pour donner l'assurance que l'installation convertie sera utilisée exclusivement à de telles fins.

74. Si l'installation a été utilisée à des fins non interdites par la Convention avant que celle-ci n'entre en vigueur à l'égard de l'Etat partie et si elle continue à être exploitée sans qu'aient été prises les mesures au sujet desquelles une assurance est requise conformément au paragraphe 68, le Directeur général en informe immédiatement le Conseil exécutif, qui peut exiger que soient appliquées les mesures qu'il considère appropriées, notamment que l'installation soit fermée, que le matériel spécialisé soit enlevé et que les bâtiments ou les structures soient transformés. Le Conseil exécutif fixe le délai d'application de ces mesures et suspend l'examen de la demande en attendant qu'elles aient été menées à bien. A l'expiration du délai, l'installation est soumise sans retard à une inspection dans le but de

déterminer si les mesures ont été appliquées. Si tel n'est pas le cas, l'Etat partie est tenu de cesser toute activité dans l'installation.

75. Le plus tôt possible après réception du rapport du Directeur général, la Conférence, sur recommandation du Conseil exécutif, décide si elle fait droit à la demande, en tenant compte du rapport et de toute vue exprimée par les Etats parties, et détermine les conditions auxquelles son accord est subordonné. Si l'un quelconque des Etats parties oppose des objections à la demande et aux conditions auxquelles il y serait fait droit, les Etats parties intéressés engagent des consultations afin de trouver une solution que chacun puisse accepter. Ces consultations ne durent pas plus de 90 jours. Au terme de cette période, une décision quant au fond est prise dès que possible sur la demande, les conditions auxquelles il y serait fait droit et toute modification qu'il est proposé d'y apporter.

76. S'il est fait droit à la demande, l'accord d'installation est conclu au plus tard 90 jours après que cette décision a été prise. L'accord énonce les conditions auxquelles la conversion et l'utilisation de l'installation sont autorisées, ainsi que les mesures de vérification. La conversion ne commence pas tant que l'accord d'installation n'a pas été conclu.

Plans de conversion détaillés

77. Au moins 180 jours avant la date à laquelle il est prévu de commencer à convertir l'installation de fabrication d'armes chimiques, l'Etat partie présente au Secrétariat technique des plans détaillés en vue de sa conversion, où il énonce notamment les mesures qu'il propose de prendre en vue de la vérification de la conversion, en indiquant entre autres :

a) Les dates et heures de présence des inspecteurs dans l'installation à convertir;

b) Les procédures de vérification des mesures à prendre pour chaque élément de l'inventaire déclaré.

78. Les plans de conversion détaillés comportent les éléments suivants pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques :

a) Calendrier détaillé du processus de conversion;

b) Implantation de l'installation avant et après la conversion;

c) Diagramme des opérations de l'installation avant et, le cas échéant, après la conversion;

d) Inventaire détaillé du matériel, des bâtiments, des structures et d'autres éléments à détruire, ainsi que des bâtiments et des structures à modifier;

e) Dispositions à prendre pour chaque élément de l'inventaire, s'il y a lieu;

f) Mesures qu'il est proposé de prendre en vue de la vérification;

g) Mesures de sécurité physique et matérielle à appliquer durant la conversion de l'installation;

h) Conditions de travail et de vie qui seront faites aux inspecteurs.

Examen des plans détaillés

79. Le Secrétariat technique établit, en se fondant sur le plan de conversion détaillé présenté par l'Etat partie, sur les mesures de vérification que celui-ci propose et sur l'expérience acquise lors de précédentes inspections, un plan de vérification de la conversion de l'installation, au sujet duquel il procède à d'étroites consultations avec l'Etat partie. Toute divergence entre le Secrétariat technique et l'Etat partie au sujet des mesures à prendre est réglée par la voie de consultations. Le Conseil exécutif est saisi de toute question non réglée afin qu'il prenne des mesures appropriées en vue de faciliter l'application pleine et entière de la présente Convention.

80. Les plans de conversion et de vérification combinés sont approuvés par le Conseil exécutif et l'Etat partie, afin de s'assurer que les dispositions de l'article V et de la présente partie sont pleinement appliquées. Cette approbation doit intervenir au moins 60 jours avant la date à laquelle il est prévu de commencer les opérations de conversion.

81. Chaque membre du Conseil exécutif peut consulter le Secrétariat technique sur tout problème concernant la pertinence du plan de conversion et de vérification combiné. Si aucun membre du Conseil exécutif ne soulève d'objections, le plan est mis à exécution.

82. En cas de difficultés, le Conseil exécutif devrait engager des consultations avec l'Etat partie en vue de les aplanir. La Conférence devrait être saisie de toute difficulté restée sans solution. Le règlement de tout différend portant sur les méthodes de conversion ne devrait pas retarder l'exécution des autres parties du plan de conversion qui sont acceptables.

83. Faute d'un accord entre l'Etat partie et le Conseil exécutif sur certains aspects de la vérification, ou si le plan de vérification approuvé ne peut être mis à exécution, la vérification de la conversion est assurée par une surveillance continue au moyen d'instruments installés sur place et par la présence physique d'inspecteurs.

84. La conversion et la vérification se déroulent conformément au plan approuvé. La vérification n'entrave pas indûment le processus de conversion et s'effectue en présence d'inspecteurs venus assister à la conversion.

85. Après que le Directeur général a certifié que la conversion est achevée, l'Etat partie laisse les inspecteurs accéder librement à l'installation à tout moment, et ce pendant dix ans. Les inspecteurs ont le droit d'inspecter toutes les zones, toutes les activités et tous les éléments du matériel de l'installation. Ils ont le droit de s'assurer que les activités de l'installation remplissent toutes les conditions fixées en vertu de la présente section par le Conseil exécutif et par la Conférence. Les inspecteurs ont aussi le droit, conformément aux dispositions de la section E de la deuxième partie de la présente Annexe, de recevoir des échantillons prélevés dans toute zone de l'installation et de les analyser pour vérifier l'absence de produits chimiques du tableau 1, de leurs sous-produits stables et de leurs produits de décomposition, ainsi que de produits chimiques du tableau 2, et de s'assurer que les activités de l'installation remplissent toute autre condition concernant les activités chimiques fixée en vertu de la présente section par le Conseil exécutif et par la Conférence. Les inspecteurs ont aussi accès, selon la procédure d'accès réglementé qui est énoncée à la section C de la dixième partie de la présente Annexe, au site d'usines où se trouve l'installation. Pendant la période de dix ans, l'Etat partie fait rapport chaque année sur les activités de l'installation convertie. Au terme de ces dix ans, le Conseil exécutif décide, compte tenu des recommandations du

Secrétariat technique, de la nature des mesures de vérification qu'il convient de continuer à appliquer.

86. Les coûts de la vérification de l'installation convertie sont répartis conformément au paragraphe 19 de l'article V.

SIXIEME PARTIE

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA CONVENTION MENEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE VI

REGIME APPLICABLE AUX PRODUITS CHIMIQUES DU TABLEAU 1 ET AUX INSTALLATIONS LIEES A CES PRODUITS

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Un Etat partie ne fabrique pas, ni n'acquiert, ne conserve ou n'utilise de produits chimiques du tableau 1 à l'extérieur du territoire des Etats parties, et il ne transfère pas de tels produits chimiques à l'extérieur de son territoire si ce n'est à un autre Etat partie.

2. Un Etat partie ne paut fabriquer, acquérir, conserver, transférer ou utiliser de produits chimiques du tableau 1 que si :

a) Ces produits chimiques servent à des fins de recherche, à des fins médicales ou pharmaceutiques ou à des fins de protection;

b) Les typea et les quantités de produits chimiques sont strictement limités à ce que peuvent justifier de telles fins;

c) La quantité globale des produits chimiques utilisés à tout moment à de telles fins est égale ou inférieure à une tonne;

d) La quantité globale acquise à de telles fins par un Etat partie au cours d'une année, au moyen de la fabrication, du retrait de stocks d'armes chimiques et de transferts, est égale ou inférieure à une tonne.

B. TRANSFERTS

3. Un Etat partie ne paut tranaférer de produits chimiques du tableau 1 à l'extérieur de son territoire qu'à un autre Etat partie et seulement à des fins de recherche, à des fins médicales ou pharmaceutiques ou à des fins de protection, conformément au paragraphe 2.

4. Les produits chimiques transférés ne doivent pas être retransférés à un Etat tiers.

5. Les deux Etats partiea intéressés avisent le Secrétariat technique d'un tel transfert au moina 30 jours avant que celui-ci n'ait lieu.

6. Chaque Etat partie fait une déclaration annuelle détaillée concernant les transferts effectués durant l'année écoulée. La déclaration est présentée au plus tard 90 jours après la fin de l'année écoulée et contient les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 qui a été transféré :

a) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

b) Quantité acquise auprès d'autres Etats ou transférée à d'autres Etats parties. La quantité, le destinataire et le but de chaque transfert sont indiqués.

C. FABRICATION

Principes généraux de la fabrication

7. Chaque Etat partie accorde la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement au cours des activités de fabrication visées aux paragraphes 8 à 12. Il procède à ces activités en respectant ses normes nationales en matière de sécurité et d'émissions.

Installation unique à petite échelle

8. Chaque Etat partie qui fabrique des produits chimiques du tableau 1 à des fins de recherche, à des fins médicales ou pharmaceutiques ou à des fins de protection, le fait dans une installation unique à petite échelle approuvée par lui, les seules exceptions étant celles qui sont énoncées aux paragraphes 10, 11 et 12.

9. La fabrication dans une installation unique à petite échelle est effectuée dans des réacteurs incorporés à une chaîne de production qui n'est pas configurée pour la fabrication en continu. Le volume d'un réacteur ne dépasse pas 100 litres et le volume total de tous les réacteurs dont la contenance est supérieure à cinq litres ne dépasse pas 500 litres.

Autres installations

10. La fabrication de produits chimiques du tableau 1 dans des quantités globales ne dépassant pas 10 kg par an peut être effectuée à des fins de protection dans une seule installation autre que l'installation unique à petite échelle. Cette installation doit être approuvée par l'Etat partie.

11. La fabrication de produits chimiques du tableau 1 dans des quantités supérieures à 100 g par an peut être effectuée à des fins de recherche ou à des fins médicales ou pharmaceutiques en dehors d'une installation unique à petite échelle dans des quantités globales ne dépassant pas 10 kg par an et par installation. Ces installations doivent être approuvées par l'Etat partie.

12. La synthèse de produits chimiques du tableau 1 à des fins de recherche ou à des fins médicales ou pharmaceutiques - mais non à des fins de protection - peut être effectuée dans des laboratoires, dans des quantités globales inférieures à 100 g par an et par installation. Ces laboratoires ne sont soumis à aucune des dispositions relatives à la déclaration et à la vérification énoncées aux sections D et E.

D. DECLARATIONS

Installation unique à petite échelle

13. Chaque Etat partie qui a l'intention d'exploiter une installation unique à petite échelle en indique l'emplacement précis au Secrétariat technique et lui en fournit une description technique détaillée, y compris un inventaire du matériel et des schémas détaillés. Pour une installation existante, cette déclaration initiale est présentée au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie. S'il s'agit d'une installation nouvelle, la déclaration initiale est présentée au moins 180 jours avant sa mise en service.

14. Chaque Etat partie avise le Secrétariat technique des modifications qu'il est prévu d'apporter par rapport à la déclaration initiale. Notification des modifications est donnée au moins 180 jours avant qu'elles n'interviennent.

15. L'Etat partie qui fabrique des produits chimiques du tableau 1 dans une installation unique à petite échelle fait une déclaration annuelle détaillée concernant les activités menées par l'installation durant l'année écoulée. La déclaration est présentée au plus tard 90 jours après la fin de cette année, et contient :

a) L'identification de l'installation;

b) Les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 qui a été fabriqué, acquis, consommé ou stocké par l'installation :

i) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Méthodes employées et quantité fabriquée;

iii) Nom et quantité des précurseurs du tableau 1, 2 ou 3 qui ont été utilisés pour la fabrication du produit chimique du tableau 1;

iv) Quantité consommée dans l'installation et but(s) de la consommation;

v) Quantité reçue d'autres installations ou livrée à d'autres installations situées sur le territoire de l'Etat partie. La quantité, le destinataire et le but de chaque livraison devraient être indiqués;

vi) Quantité maximale stockée à tout moment au cours de l'année;

vii) Quantité stockée à la fin de l'année;

c) Des renseignements sur toutes modifications apportées à l'installation durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment, y compris les inventaires du matériel et les schémes détaillés.

16. Chaque Etat partie qui fabrique des produits chimiques du tableau 1 dans une installation unique à petite échelle fait une déclaration annuelle détaillée concernant les activités et la production prévues dans l'inatallation durant l'année à venir. La déclaration est présentée au moins 90 jours avant le début de cette année, et contient :

a) L'identification de l'installation;

b) Les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 qu'il est prévu de fabriquer, de consommer ou de stocker dans l'installation :

i) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Quantité qu'il est prévu de fabriquer et but de la fabrication;

c) Des renseignements sur toutes modifications qu'il est prévu d'apporter à l'installation durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment, y compris les inventaires du matériel et les schémas détaillés.

Autres installations visées aux paragraphes 10 et 11

17. L'Etat partie fournit au Secrétariat technique, à la demande de ce dernier, le nom, l'emplacement et une description technique détaillée de chaque installation ou de sa (ses) partie(s) pertinente(s). L'installation fabriquant des produits chimiques du tableau 1 à des fins de protection est identifiée en tant que telle. Pour une installation existante, cette déclaration initiale est présentée au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie. S'il s'agit d'une installation nouvelle, la déclaration initiale est présentée au moins 180 jours avant sa mise en service.

18. Chaque Etat partie avise le Secrétariat technique des modifications qu'il est prévu d'apporter par rapport à la déclaration initiale. Notification des modifications est donnée au moins 180 jours avant qu'elles n'interviennent.

19. Chaque Etat partie fait, pour chaque installation, une déclaration annuelle détaillée concernant les activités menées par l'installation durant l'année écoulée. La déclaration est présentée au plus tard 90 jours après la fin de cette année, et contient :

a) L'identification de l'installation;

b) Les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 :

i) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Quantité fabriquée et, dans le cas d'une fabrication à des fins de protection, méthodes employées;

iii) Nom et quantité des précurseurs du tableau 1, 2 ou 3 qui ont été utilisés pour la fabrication du produit chimique du tableau 1;

iv) Quantité consommée dans l'installation et but de la consommation;

v) Quantité transférée à d'autres installations situées sur le territoire de l'Etat partie. La quantité, le destinataire et le but de chaque transfert devraient être indiqués;

vi) Quantité maximale stockée à tout moment au cours de l'année;

vii) Quantité stockée à la fin de l'année;

c) Des renseignements sur toutes modifications apportées à l'installation ou à ses parties pertinentes durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment.

20. Chaque Etat partie fait, pour chaque installation, une déclaration annuelle détaillée concernant les activités et la production prévues dans

l'installation durant l'année à venir. La déclaration est présentée au moins 90 jours avant le début de cette année, et contient :

a) L'identification de l'installation;

b) Les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 :

i) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Quantité qu'il est prévu de fabriquer, périodes durant lesquelles la fabrication devrait avoir lieu et buts de la fabrication;

c) Des renseignements sur toutes modifications qu'il est prévu d'apporter à l'installation ou à ses parties pertinentes durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment.

E. VERIFICATION

Installation unique à petite échelle

21. Les activités de vérification effectuées dans l'installation unique à petite échelle ont pour but de s'assurer que les quantités fabriquées de produits chimiques du tableau 1 sont correctement déclarées et, en particulier, que leur quantité totale ne dépasse pas une tonne.

22. L'installation est soumise à la vérification systématique par des inspections sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place.

23. Le nombre, l'ampleur, la durée, le calendrier et les modalités des inspections d'une installation donnée sont fondés sur le risque que constituent pour l'objet et le but de la présente Convention les produits chimiques pertinents, sur les caractéristiques de l'installation et sur la nature des activités qui y sont menées. La Conférence examinera et approuvera des principes directeurs appropriés, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

24. L'inspection initiale a pour but de vérifier les renseignements fournis sur l'installation, notamment de s'assurer que les limites fixées au paragraphe 9 pour les réacteurs sont appliquées.

25. Au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, l'Etat partie conclut avec l'Organisation un accord d'installation s'inspirant d'un accord type et établissant les procédures d'inspection détaillées concernant l'installation.

26. Chaque Etat partie qui a l'intention de mettre en place une installation unique à petite échelle après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard conclut avec l'Organisation un accord d'installation s'inspirant d'un accord type et établissant les procédures d'inspection détaillées concernant l'installation avant que celle-ci ne soit mise en service ou utilisée.

27. La Conférence examinera et approuvera un accord type, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

Autres installations visées aux paragraphes 10 et 11

28. Les activités de vérification effectuées dans toute installation relevant des paragraphes 10 et 11 ont pour but de s'assurer que :

a) L'installation n'est pas utilisée pour fabriquer des produits chimiques du tableau 1 autres que les produits déclarés;

b) Les quantités fabriquées, traitées ou consommées de produits chimiques du tableau 1 sont correctement déclarées et concordent avec ce que nécessitent les activités déclarées;

c) Les produits chimiques du tableau 1 ne sont pas détournés ou utilisés à d'autres fins.

29. L'installation est soumise à une vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place.

30. Le nombre, l'ampleur, la durée, le calendrier et les modalités des inspections d'une installation donnée sont fondés sur le risque que constituent pour l'objet et le but de la présente Convention les quantités de produits chimiques fabriquées, sur les caractéristiques de l'installation et sur la nature des activités qui y sont menées. La Conférence examinera et approuvera des principes directeurs appropriés, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

31. Au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, l'Etat partie conclut avec l'Organisation des accords d'installation s'inspirant d'un accord type et établissant les procédures d'inspection détaillées concernant chaque installation.

32. Chaque Etat partie qui a l'intention de mettre en place une telle installation après l'entrée en vigueur de la Convention conclut un accord d'installation avec l'Organisation avant que l'installation ne soit mise en service ou utilisée.

SEPTIEME PARTIE

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA CONVENTION MENEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE VI

REGIME APPLICABLE AUX PRODUITS CHIMIQUES DU TABLEAU 2 ET AUX INSTALLATIONS LIEES A CES PRODUITS

A. DECLARATIONS

Déclarations de données nationales globales

1. Les déclarations initiales et les déclarations annuelles que présente chaque Etat partie conformément aux paragraphes 7 et 8 de l'article VI contiennent les données nationales globales pour l'année civile écoulée sur les quantités fabriquées, traitées, consommées, importées et exportées de chaque produit chimique du tableau 2, ainsi qu'une spécification quantitative des importations et des exportations de chacun des pays intéressés.

2. Chaque Etat partie présente :

a) Les déclarations initiales visées au paragraphe 1 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard;

b) A compter de l'année civile suivante, des déclarations annuelles, au plus tard 90 jours après la fin de l'année civile écoulée.

Déclarations de sites d'usines qui fabriquent, traitent ou consomment des produits chimiques du tableau 2

3. Des déclarations initiales et des déclarations annuelles sont requises pour tous les sites d'usines comprenant une ou plusieurs usines qui ont fabriqué, traité ou consommé au cours de l'une quelconque des trois années civiles précédentes, ou qui, selon les prévisions, fabriqueront, traiteront ou consommeront au cours de l'année civile suivante plus de :

a) 1 kg d'un produit chimique suivi du signe "*" dans la partie A du tableau 2;

b) 100 kg de tout autre produit chimique inscrit au tableau 2, partie A; ou

c) 1 tonne d'un produit chimique inscrit au tableau 2, partie B.

4. Chaque Etat partie présente :

a) Les déclarations initiales visées au paragraphe 3 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard;

b) A compter de l'année civile suivante, des déclaraticns annuelles d'activités passées, au plus tard 90 jours après la fin de l'année civile écoulée;

c) Les déclarations annuelles d'activités prévues, au plus tard 60 jours avant le début de l'année civile suivante. Toute activité supplémentaire de ce type qui est prévue après la présentation de la déclaration annuelle est déclarée au plus tard cinq jours avant qu'elle ne commence.

5. D'une manière générale, il n'est pas requis de déclarations au titre du paragraphe 3 pour les mélanges qui ne contiennent qu'une faible concentration d'un produit du tableau 2. De telles déclarations ne sont requises, conformément aux principes directeurs, que dans les cas où il est jugé que la facilité de récupération du produit du tableau 2 à partir du mélange et la masse totale de ce produit constituent un risque pour l'objet et le but de la présente Convention. Les principes directeurs susmentionnés seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

6. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent les renseignements suivants :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site d'usines, y compris son adresse;

c) Nombre d'usines à l'intérieur du site qui sont déclarées conformément à la huitième partie de la présente Annexe.

7. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent également les renseignements suivants pour chaque usine à l'intérieur du site à laquelle s'appliquent les spécifications énoncées au même paragraphe :

a) Nom de l'usine et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui la gère;

b) Emplacement précis de l'usine à l'intérieur du site, y compris le bâtiment exact et son numéro, le cas échéant;

c) Principales activités de l'usine;

d) Type d'usine :

i) Usine qui fabrique, traite ou consomme le ou les produits chimiques du tableau 2 qui ont été déclarés;

ii) Usine spécialisée dans de telles activités ou usine polyvalente;

iii) Usine qui effectue d'autres activités en ce qui concerne le ou les produits chimiques du tableau 2 qui ont été déclarés - préciser, entre autres, la nature de ces autres activités (par exemple, stockage);

e) Capacité de production de l'usine pour chaque produit chimique du tableau 2 déclaré.

8. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent également les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 2 fabriqué, traité ou consommé en quantité supérieure au seuil de déclaration :

a) Nom chimique, dénomination commune ou commerciale employée dans l'installation, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

b) S'il s'agit de la déclaration initiale : quantité totale fabriquée, traitée, consommée, importée et exportée par le site d'usines au cours de chacune des trois années civiles précédentes;

c) S'il s'agit de la déclaration annuelle d'activités passées : quantité totale fabriquée, traitée, consommée, importée et exportée par le site d'usines au cours de l'année civile écoulée;

d) S'il s'agit de la déclaration annuelle d'activités prévues : quantité totale qu'il est prévu de fabriquer, de traiter ou de consommer sur le site d'usines au cours de l'année civile suivante, y compris les périodes de fabrication, de traitement ou de consommation prévues;

e) Fins auxquelles le produit chimique a été ou sera fabriqué, traité ou consommé :

i) Traitement et consommation sur place - spécifier les types de produits;

ii) Vente ou transfert sur le territoire ou à destination de tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de l'Etat partie - préciser s'il s'agit d'une autre industrie, d'un négociant ou d'un autre destinataire en indiquant, si possible, les types de produits finals;

iii) Exportation directe - indiquer les Etats visés; ou

iv) Autres fins - préciser lesquelles.

Déclarations de fabrication passée de produits chimiques du tableau 2 à des fins d'armes chimiques

9. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, chaque Etat partie déclare tous les sites d'usines comprenant des usines qui ont fabriqué un produit chimique du tableau 2 à des fins d'armes chimiques à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946.

10. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 9 contiennent les renseignements suivants :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site d'usines, y compris son adresse;

c) Pour chaque usine située à l'intérieur du site et à laquelle s'appliquent les spécifications énoncées au paragraphe 9, mêmes renseignements que ceux qui sont requis au titre des alinéas a) à e) du paragraphe 7;

d) Pour chaque produit chimique du tableau 2 fabriqué à des fins d'armes chimiques :

i) Nom chimique, dénomination commune ou commerciale employée au site d'usines à des fins de fabrication d'armes chimiques, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Dates de fabrication du produit chimique et quantité fabriquée;

iii) Lieu où le produit chimique a été livré et produit final qui y a été fabriqué, s'il est connu.

Renseignements à transmettre aux Etats parties

11. Une liste des sites d'usines déclarés conformément à la présente section ainsi que les renseignements fournis conformément au paragraphe 6, aux alinéas a), c), d) i) et d) iii) du paragraphe 7, à l'alinéa a) du paragraphe 8 et au paragraphe 10 sont transmis par le Secrétariat technique aux Etats parties qui en font la demande.

B. VERIFICATION

Dispositions générales

12. La vérification prévue au paragraphe 4 de l'article VI est effectuée au moyen d'une inspection sur place des sites d'usines déclarés comprenant une ou plusieurs usines qui ont fabriqué, traité ou consommé, au cours de l'une quelconque des trois années civiles précédentes, ou qui, selon les prévisions, fabriqueront, traiteront ou consommeront au cours de l'année civile suivante plus de :

a) 10 kg d'un produit chimique suivi du signe "*" dans la partie A du tableau 2;

b) 1 tonne de tout autre produit chimique inscrit au tableau 2, partie A; ou

c) 10 tonnes d'un produit chimique inscrit au tableau 2, partie B.

13. Le budget-programme de l'Organisation que la Conférence adopte conformément au paragraphe 21, alinéa a), de l'article VIII comprend, à titre d'élément distinct, un budget-programme pour les activités de vérification effectuées au titre de la présente section. En affectant les ressources dégagées pour des activités de vérification effectuées au titre de l'article VI, le Secrétariat technique donne la priorité, au cours des trois premières années suivant l'entrée en vigueur de la Convention, aux inspections initiales des sites d'usines déclarés conformément à la section A. Le montant alloué est revu par la suite à la lumière de l'expérience acquise.

14. Le Secrétariat technique effectue les inspections initiales et les inspections ultérieures conformément aux paragraphes 15 à 22.

Objectifs de l'inspection

15. D'une manière générale, l'inspection a pour but de vérifier que les activités des sites d'usines sont conformes aux obligations contractées en vertu de la Convention et concordent avec les renseignements fournis dans les déclarations. L'inspection des sites d'usines déclarés conformément aux dispositions de la section A vise plus spécialement à vérifier :

a) L'absence de tout produit chimique du tableau 1, en particulier de la fabrication d'un tel produit, sauf si elle est conforme aux dispositions de la sixième partie de la présente Annexe;

b) La conformité avec ce qui a été déclaré quant aux volumes de fabrication, de traitement ou de consommation de produits chimiques du tableau 2;

c) Le non-détournement de produits chimiques du tableau 2 aux fins d'activités interdites par la Convention.

Inspections initiales

16. Chaque site d'usines qui doit être inspecté conformément au paragraphe 12 fait l'objet d'une inspection initiale dès que possible, mais de préférence trois ans au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les sites d'usines déclarés après cette période font l'objet d'une inspection initiale au plus tard un an après que les activités de fabrication, de traitement ou de consommation ont été déclarées pour la première fois. Le Secrétariat technique choisit les sites d'usines qui sont soumis à une inspection initiale de telle manière qu'il ne soit pas possible de prévoir exactement quand l'inspection aura lieu.

17. Au cours de l'inspection initiale, il est établi un projet d'accord d'installation applicable au site d'usines, à moins que l'Etat partie inspecté et le Secrétariat technique ne conviennent que cela n'est pas nécessaire.

18. En ce qui concerne la fréquence et l'ampleur des inspections ultérieures, les inspecteurs évaluent au cours de l'inspection initiale le risque que constituent pour l'objet et le but de la Convention les produits chimiques considérés, les caractéristiques du site d'usines et la nature des activités qui y sont menées, en tenant compte notamment des critères suivants :

a) Toxicité des produits chimiques inscrits et des produits finals fabriqués, le cas échéant, à l'aide de ceux-ci;

b) Quantité de produits chimiques inscrits qui est ordinairement stockée sur le site inspecté;

c) Quantité de matières de base chimiques entrant dans la fabrication de produits chimiques inscrits qui est ordinairement stockée sur le site inspecté;

d) Capacité de production des usines liées à des produits du tableau 2;

e) Fabrication, stockage et chargement de produits chimiques toxiques dont le site inspecté est capable et convertibilité de celui-ci pour le passage à de telles activités.

Inspections

19. Après l'inspection initiale, chaque site d'usines à inspecter conformément au paragraphe 12 fait l'objet d'inspections ultérieures.

20. Pour choisir les sites d'usines à inspecter et pour décider de la fréquence et de l'ampleur des inspections, le Secrétariat technique prend dûment en considération le risque que constituent pour l'objet et le but de la Convention le produit chimique considéré, les caractéristiques du site d'usines et la nature des activités qui y sont menées, en tenant compte de l'accord d'installation correspondant ainsi que des résultats des inspections initiales et des inspections ultérieures.

21. Le Secrétariat technique choisit un site d'usines à inspecter de telle manière qu'il ne soit pas possible de prévoir exactement quand l'inspection aura lieu.

22. Aucun site d'usines ne reçoit plus de deux inspections par année civile aux termes de la présente section. Toutefois, cette disposition ne limite pas le nombre des inspections effectuées conformément à l'article IX.

Procédures d'inspection

23. Les inspections sont effectuées conformément aux principes directeurs convenus, aux autres dispositions pertinentes de la présente Annexe et de l'Annexe sur la confidentialité, ainsi qu'aux paragraphes 24 à 30 ci-après.

24. Pour le site d'usines déclaré, un accord d'installation est conclu entre l'Etat partie inspecté et l'Organisation au plus tard 90 jours après l'achèvement de l'inspection initiale, à moins que l'Etat partie inspecté et le Secrétariat technique ne conviennent que cela n'est pas nécessaire. Il s'inspire d'un accord type et réglt la conduite des inspections sur le site d'usines déclaré. L'accord spécifie la fréquence et l'ampleur des inspections et énonce des procédures d'inspection détaillées, conformément aux dispositions des paragraphes 25 à 29.

25. L'inspection porte sur l'usine (les usines) liée(s) à un produit chimique du tableau 2 que l'Etat partie a déclarée(s) à l'intérieur du site d'usines déclaré. Si l'équipe d'inspection demande qu'il lui soit donné accès à d'autres parties du site d'usines, l'accèa à ces parties lui est accordé conformément à l'obligation de fournir des éclaircissements qui est faite au paragraphe 51 de la deuxième partie de la présente Annexe, et en application de l'accord d'installation, ou, faute d'un tel accord, conformément aux

dispositions relatives à l'accès réglementé énoncées à la section C de la dixième partie de la présente Annexe.

26. L'accès aux relevés est accordé selon que de besoin, afin de donner l'assurance qu'il n'y a pas eu détournement du produit chimique déclaré et que la fabrication était conforme à ce qui a été déclaré.

27. Il est procédé à des prélèvements d'échantillons et à des analyses afin de vérifier l'absence de produits chimiques inscrits non déclarés.

28. L'inspection des zones peut porter notamment sur :

a) Les zones où les matières de base chimiques (substances chimiques entrant dans une réaction) sont livrées ou stockées;

b) Les zones où les substances chimiques entrant dans une réaction sont manipulées avant d'être introduites dans les réacteurs;

c) Selon qu'il oonviendra, les conduites d'alimentation entre les zones visées à l'alinéa a) ou b) et les réacteurs, ainsi que les soupapes et débitmètres associés, etc.;

d) L'aspect extérieur des réacteurs et du matériel auxiliaire;

e) Les conduites allant des réacteurs à un point de stockage à long ou à court terme ou à un matériel de traitement ultérieur des produits chimiques du tableau 2 déclarés;

f) Le matériel de commande associé à l'un quelconque des éléments énumérés aux alinéas a) à e);

g) Le matériel et les zones de manipulation des déchets et des effluents;

h) Le matériel et les zones d'élimination des produits chimiques non conformes.

29. L'inspection ne dure pas plus de 96 heures; toutefois, l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté peuvent convenir de la prolonger.

Notification des inspections

30. Le Secrétariat technique notifie l'inspection à l'Etat partie au moins 48 heures avant l'arrivée de l'équipe d'inspection sur le site d'usines à inspecter.

C. TRANSFERTS A DES ETATS QUI NE SONT PAS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

31. Les produits chimiques du tableau 2 ne sont transférés qu'à des Etats parties ou reçus que de tels Etats. Cette obligation prend effet trois ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

32. Pendant cette période transitoire de trois ans, chaque Etat partie exige un certificat d'utilisaton finale, comme précisé ci-après, pour transférer des produits chimiques du tableau 2 à des Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention. S'agissant de tels transferts, chaque Etat partie prend les mesures nécessaires pour s'assurer que les produits chimiques transférés ne seront utilisés qu'à des fins non interdites par la Convention. L'Etat

partie demande notamment à l'Etat destinataire de lui fournir un certificat indiquant, pour ce qui est des produits chimiques transférés :

a) Qu'ils ne seront utilisés qu'à des fins non interdites par la Convention;

b) Qu'ils ne feront pas l'objet de nouveaux transferts;

c) Quels en sont le type et la quantité;

d) Quelle(s) en est (sont) l' (les) utilisation(s) finale(s);

e) Quels sont le nom et l'adresse de l' (des) utilisateur(s) final(s).

HUITIEME PARTIE

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA CONVENTION MENEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE VI

REGIME APPLICABLE AUX PRODUITS CHIMIQUES DU TABLEAU 3 ET AUX INSTALLATIONS LIEES A CES PRODUITS

A. DECLARATIONS

Déclarations de données nationales globales

1. Les déclarations initiales et les déclarations annuelles que présente l'Etat partie conformément aux paragraphes 7 et 8 de l'article VI contiennent les données nationales globales pour l'année civile écoulée sur les quantités fabriquées, importées et exportées de chaque produit chimique du tableau 3, ainsi qu'une spécification quantitative des importations et des exportations de chacun des pays intéressés.

2. Chaque Etat partie présente :

a) Les déclarations initiales visées au paragraphe 1 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard;

b) A compter de l'année civile suivante, des déclarations annuelles, au plus tard 90 jours après la fin de l'année civile écoulée.

Déclarations de sites d'usines qui fabriquent des produits chimiques du tableau 3

3. Des déclarations initiales et des déclarations annuelles sont requises pour tous les sites d'usines comprenant une ou plusieurs usines qui ont fabriqué plus de 30 tonnes d'un produit chimique du tableau 3 au cours de l'année civile écoulée, ou qui, selon les prévisions, en fabriqueront plus de 30 tonnes au cours de l'année suivante.

4. Chaque Etat partie présente :

a) Les déclarations initiales visées au paragraphe 3 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard;

b) A compter de l'année civile suivante, des déclarations annuelles d'activités passées, au plus tard 90 jours après la fin de l'année civile écoulée;

c) Les déclarations annuelles d'activités prévues, au plus tard 60 jours avant le début de l'année civile suivante. Toute activité supplémentaire de ce type qui est prévue après la présentation de la déclaration annuelle est déclarée au plus tard cinq jours avant qu'elle ne commence.

5. D'une manière générale, il n'est pas requis de déclarations au titre du paragraphe 3 pour les mélanges qui ne contiennent qu'une faible concentration d'un produit du tableau 3. De telles déclarations ne sont requises, conformément aux principes directeurs, que dans les cas où il est jugé que la facilité de récupération du produit chimique du tableau 3 à partir du mélange et la masse totale de ce produit constituent un risque pour l'objet et le but de la présente Convention. Les principes directeurs susmentionnés seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

6. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent les renseignements suivants :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site, y compris son adresse;

c) Nombre d'usines à l'intérieur du site qui sont déclarées conformément à la septième partie de la présente Annexe.

7. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent également les renseignements suivants pour chaque usine à l'intérieur du site à laquelle s'appliquent les spécifications énoncées au même paragraphe :

a) Nom de l'usine et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui la gère;

b) Emplacement précis de l'usine à l'intérieur du site, y compris le bâtiment exact ou son numéro, le cas échéant;

c) Principales activités de l'usine.

8. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent également les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 3 fabriqué en quantités supérieures au seuil de déclaration :

a) Nom chimique, dénomination commune ou commerciale employée dans l'installation, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

b) Quantité approximative de produit chimique fabriquée au cours de l'année civile écoulée ou, s'il s'agit de la déclaration d'activités prévues, pour l'année civile suivante, indiquée dans les fourchettes suivantes : de 30 à 200 tonnes, de 200 à 1 000 tonnes, de 1 000 à 10 000 tonnes, de 10 000 à 100 000 tonnes et en quantité supérieure à 100 000 tonnes;

c) Fins auxquelles le produit chimique a été ou sera fabriqué.

Déclarations de fabrication passée de produits chimiques du tableau 3 à des fins d'armes chimiques

9. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, chaque Etat partie déclare tous les sites d'usines comprenant des usines qui ont fabriqué un produit chimique du tableau 3 à des fins d'armes chimiques à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946.

10. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 9 contiennent les renseignements suivants :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site, y compris son adresse;

c) Pour chaque usine à l'intérieur du site à laquelle s'appliquent les spécifications énoncées au paragraphe 9, mêmes renseignements que ceux qui sont requis au titre des alinéas a) à c) du paragraphe 7;

d) Pour chaque produit chimique du tableau 3 fabriqué à des fins d'armes chimiques :

i) Nom chimique, dénomination commune ou commerciale employée au site d'usines à des fins de fabrication d'armes chimiques, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Dates de fabrication du produit chimique et quantité fabriquée;

iii) Emplacement où le produit chimique a été livré et produit final qui y a été fabriqué, s'il est connu.

Renseignements à transmettre aux Etats parties

11. La liste des sites d'usines déclarés au titre de la présente section, ainsi que les renseignements fournis conformément au paragraphe 6, aux alinéas a) et c) du paragraphe 7, à l'alinéa a) du paragraphe 8, et au paragraphe 10, sont transmis par le Secrétariat technique aux Etats parties qui en font la demande.

B. VERIFICATION

Dispositions générales

12. La vérification prévue au paragrapbe 5 de l'article VI est effectuée au moyen d'inspections sur place sur les sites d'usines déclarés qui ont fabriqué globalement, au cours de l'année civile écoulée, ou qui, selon les prévisions, fabriqueront globalement au cours de l'année civile suivante, plus de 200 tonnes de produits chimiques du tableau 3 quels qu'ils soient, au-delà du seuil de déclaraticn de 30 tonnes.

13. Le budget-programme de l'Organisation que la Conférence adopte conformément au paragraphe 21, alinéa a), de l'article VIII comprend, à titre d'élément distinct, un budget-programme pour les activités de vérification effectuées au titre de la présente section, qui tient compte des dispositions du paragraphe 13 de la septième partie de la présente Annexe.

14. Au titre de la présente section, le Secrétariat technique choisit de manière aléatoire les sites d'usines à inspecter en utilisant des mécanismes appropriés, notamment des programmes informatiques spécialement conçus à cet effet, et se fonde sur les facteurs de pondération suivants :

a) Répartition géographique équitable des inspections;

b) Renseignements dont le Secrétariat technique dispose sur les sites d'usines déclarés, notamment sur le produit chimique considéré, sur les caractéristiques du site d'usines et sur la nature des activités qui y sont menées.

15. Aucun site d'usines ne reçoit plus de deux inspections par an aux termes de la présente section. Toutefois, cette disposition ne limite pas le nombre des inspections effectuées conformément à l'article IX.

16. Lorsqu'il choisit les sites d'usines à inspecter conformément à la présente section, le Secrétariat technique prend en considération la limite suivante pour établir le nombre combiné d'inspections que chaque Etat partie est tenu de recevoir par année civile conformément à la présente partie et à la neuvième partie de la présente Annexe. Ce nombre ne doit pas dépasser celui des chiffres ci-après qui est le moins élevé : trois plus 5 % du nombre total des sites d'usines que l'Etat partie a déclarés conformément à la présente partie et à la neuvième partie de la présente Annexe, ou 20 inspections.

Objectifs de l'inspection

17. D'une manière générale, l'inspection des sites d'usines déclarés conformément à la section A a pour but de vérifier que les activités de ces sites concordent avec les renseignements fournis dans les déclarations. L'inspection vise plus spécialement à vérifier l'absence de tout produit chimique du tableau 1, en particulier de la fabrication d'un tel produit, sauf si elle est conforme aux dispositions de la sixième partie de la présente Annexe.

Procédures d'inspection

18. Les inspections sont effectuées conformément aux principes directeurs convenus, aux autres dispositions pertinentes de la présente Annexe et de l'Annexe sur la confidentialité, ainsi qu'aux paragraphes 19 à 25 ci-après.

19. Il n'est pas établi d'accord d'installation à moins que l'Etat partie inspecté n'en fasse la demande.

20. L'inspection porte sur l'usine (les usines) liée(s) à un produit chimique du tableau 3 que l'Etat partie a déclarée(s) à l'intérieur du site d'usines déclaré. Si l'équipe demande, conformément au paragraphe 51 de la deuxième partie de la présente Annexe, qu'il lui soit donné accès à d'autres parties du site d'usines afin de lever des ambiguïtés, l'étendue de l'accès à ces parties est déterminée d'un commun accord entre l'équipe et l'Etat partie inspecté.

21. L'équipe d'inspection paut avoir accès aux relevés lorsqu'elle convient avec l'Etat partie inspecté que cet accès facilitera la réalisation des objectifs de l'inspection.

22. Des échantillons peuvent être prélevés et analysés sur place afin de vérifier l'absence de produits chimiques inscrits non déclarés. Si des ambiguïtés demeurent, les échantillons peuvent être analysés dans un laboratoire désigné hors site sous réserve de l'accord de l'Etat partie inspecté.

23. L'inspection des zones peut porter notamment sur :

a) Les zones où les matières de base chimiques (les substances chimiques entrant dans une réaction) sont livrées ou stockées;

b) Les zones où les substances chimiques entrant dans une réaction sont manipulées avant d'être introduites dans le réacteur;

c) Selon qu'il conviendra, les conduites d'alimentation entre les zones visées à l'alinéa a) ou b) et les réacteurs, ainsi que les soupapes et débitmètres associés, etc.;

d) L'aspect extérieur des réacteurs et du matériel auxiliaire;

e) Les conduites allant des réacteurs à un point de stockage à long ou à court terme ou à un matériel de traitement ultérieur des produits chimiques du tableau 3 déclarés;

f) Le matériel de commande associé à l'un quelconque des éléments énumérés aux alinéas a) à e);

g) Le matériel et les zones de manipulation des déchets et effluents;

h) Le matériel et les zones d'élimination des produits chimiques non conformes.

24. L'inspection ne dure pas plus de 24 heures; toutefois, l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté peuvent convenir de la prolonger.

Notification des inspections

25. Le Secrétariat technique notifie l'inspection à l'Etat partie au moins 120 heures avant l'arrivée de l'équipe d'inspection sur le site d'usines à inspecter.

C. TRANSFERTS À DES ETATS QUI NE SONT PAS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

26. Lorsque des produits chimiques du tableau 3 sont transférés à des Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention, chacun des Etats parties prend les mesures nécessaires pour s'assurer que les produits chimiques ainsi transférés ne seront utilisés qu'à des fins non interdites par la Convention. L'Etat partie demande notamment à l'Etat destinataire de lui fournir un certificat indiquant, pour ce qui est des produits chimiques transférés :

a) Qu'ils ne seront utilisés qu'à des fins non interdites par la Convention;

b) Qu'ils ne feront pas l'objet de nouveaux transferts;

c) Quels en sont le type et la quantité;

d) Quelle(s) en est (sont) l'(les) utilisation(s) finale(s);

e) Quels sont le nom et l'adresse de l'(des) utilisateur(s) final(s).

27. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la Conférence examine la question de savoir s'il faut adopter d'autres mesures touchant les transferts de produits chimiques du tableau 3 aux Etats qui ne sont pas parties à la Convention.

NEUVIEME PARTIE

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA CONVENTION MENEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE VI

REGIME APPLICABLE AUX AUTRES INSTALLATIONS DE FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES

A. DECLARATIONS

Liste des autres installations de fabrication de produits chimiques

1. La déclaration initiale que présente chaque Etat partie conformément au paragraphe 7 de l'article VI comprend une liste de tous les sites d'usines qui :

a) Au cours de l'année civile écoulée, ont fabriqué par synthèse plus de 200 tonnes de produits chimiques organiques définis qui ne sont pas inscrits à un tableau;

b) Comportent une ou plusieurs usines qui, au cours de l'année civile écoulée, ont fabriqué par synthèse plus de 30 tonnes d'un produit chimique organique défini qui n'est pas inscrit à un tableau et contient les éléments phosphore, soufre ou fluor (ci-après dénommés "usine PSF" et "produit PSF").

2. La liste des autres installations de fabrication de produits chimiques qui doit être présentée conformément aux dispositions du paragraphe 1 ne comprend pas les sites d'usines qui fabriquent exclusivement des explosifs ou des hydrocarbures.

3. Chaque Etat partie présente la liste des autres installations de fabrication de produits chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, en même temps que sa déclaration initiale. Il met cette liste à jour en fournissant les renseignements nécessaires au plus tard 90 jours après le début de chaque année civile suivante.

4. La liste des autres installations de fabrication de produits chimiques à présenter conformément au paragraphe 1 contient les renseignements suivants pour chaque site d'usines :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site d'usines, y compris son adresse;

c) Principales activités du site;

d) Nombre approximatif d'usines sur le site qui fabriquent des produits chimiques tels que spécifiés au paragraphe 1.

5. En ce qui concerne les sites d'usines énumérés conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1, la liste contient aussi des renseignements sur la quantité globale approximative de produits chimiques organiques définis non inscrits qui ont été fabriqués au cours de l'année civile écoulée. Cette quantité est indiquée dans les fourchettes suivantes : moins de 1 000 tonnes, de 1 000 à 10 000 tonnes, et plus de 10 000 tonnes.

6. En ce qui concerne les sites d'usines énumérés conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1, la liste précise aussi le nombre d'usines PSF que comporte le site et fournit des renseignements sur la quantité globale approximative de produits PSF fabriqués par chacune de ces usines au cours de l'année civile écoulée. Cette quantité est indiquée dans les fourchettes suivantes : moins de 200 tonnes, de 200 à 1 000 tonnes, de 1 000 à 10 000 tonnes, et plus de 10 000 tonnes.

Assistance fournie par le Secrétariat technique

7. Si, pour des raisons administratives, l'Etat partie juge nécessaire de demander une assistance pour établir la liste des autres installations de fabrication de produits chimiques visées au paragraphe 1, il peut demander au Secrétariat technique de la lui fournir. Les doutes quant à l'exhaustivité de la liste sont réglés ensuite par la voie de consultations entre l'Etat partie et le Secrétariat technique.

Renseignements à transmettre aux Etats parties

8. La liste des autres installations de fabrication de produits chimiques qui est présentée conformément au paragraphe 1, ainsi que les renseignements fournis conformément au paragraphe 4, sont transmis par le Secrétariat technique aux Etats parties qui en font la demande.

B. VERIFICATION

Dispositions générales

9. Sous réserve des dispositions de la section C, la vérification prévue au paragraphe 6 de l'article VI est effectuée au moyen d'une inspection sur place :

a) Sur les sites d'usines énumérés conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1;

b) Sur les sites d'usines énumérés conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 qui comportent une ou plusieurs usines PSF ayant fabriqué plus de 200 tonnes de produits PSF au cours de l'année civile écoulée.

10. Le budget-programme de l'Organisation que la Conférence adopte conformément au paragraphe 21, alinéa a), de l'article VIII comprend, à titre d'élément distinct, un budget-programme pour les activités de vérification effectuées au titre de la présente section dès la mise en application des dispositions de celle-ci.

11. Au titre de la présente section, le Secrétariat technique choisit de manière aléatoire les sites d'usines à inspecter en utilisant des mécanismes appropriés, notamment des programmes informatiques spécialement conçus à cet effet, et se fonde sur les facteurs de pondération suivants :

a) Répartition géographique équitable des inspections;

b) Renseignements dont le Secrétariat technique dispose sur les sites d'usines figurant sur la liste, notamment sur les caractéristiques du site et sur la nature des activités qui y sont menées;

c) Propositions faites par les Etats parties sur une base à convenir, conformément au paragraphe 25.

12. Aucun site d'usines ne reçoit plus de deux inspections par an aux termes de la présente section. Toutefois, cette disposition ne limite pas le nombre des inspections effectuées conformément à l'article IX.

13. Lorsqu'il choisit les sites d'usines à inspecter conformément à la présente section, le Secrétariat technique prend en considération la limite suivante pour établir le nombre combiné d'inspections que chaque Etat partie est tenu de recevoir par année civile conformément à la présente partie et à la huitième partie de la présente Annexe. Ce nombre ne doit pas dépasser celui des chiffres ci-après qui est le moins élevé : trois plus 5 % du nombre total de sites d'usines que l'Etat partie a déclarés conformément à la présente partie et à la huitième partie de la présente Annexe, ou 20 inspections.

Objectifs de l'inspection

14. D'une manière générale, l'inspection des sites d'usines figurant sur la liste visée à la section A a pour but de vérifier que les activités de ces sites concordent avec les renseignements fournis dans les déclarations. L'inspection vise plus spécialement à vérifier l'absence de tout produit chimique du tableau 1, en particulier de la fabrication d'un tel produit, sauf si elle est conforme aux dispositions de la sixième partie de la présente Annexe.

Procédures d'inspection

15. Les inspections sont effectuées conformément aux principes directeurs convenus, aux autres dispositions pertinentes de la présente Annexe et de l'Annexe sur la confidentialité, ainsi qu'aux paragraphes 16 à 20 ci-après.

16. Il n'est pas établi d'accord d'installation à moins que l'Etat partie inspecté n'en fasse la demande.

17. L'inspection d'un site d'usines choisi pour être inspecté porte sur l'usine (les usines) qui fabrique(nt) les produits chimiques spécifiés au paragraphe 1, en particulier sur les usines PSF figurant sur la liste conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1. L'Etat partie inspecté a le droit de réglementer l'accès auxdites usines conformément aux dispositions de la section C de la dixième partie de la présente Annexe. Si l'équipe d'inspection demande, conformément au paragraphe 51 de la deuxième partie de la présente Annexe, qu'il lui soit donné accès à d'autres parties du site d'usines afin de lever des ambiguïtés, l'étendue de l'accès à ces zones est déterminée d'un commun accord entre l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté.

18. L'équipe d'inspection peut avoir accès aux relevés lorsqu'elle convient avec l'Etat partie inspecté qu'un tel accès facilitera la réalisation des objectifs de l'inspection.

19. Des échantillons peuvent être prélevés et analysés sur place afin de vérifier l'absence de produits chimiques inscrits non déclarés. Si des ambiguïtés demeurent, les échantillons peuvent être analysés dans un laboratoire désigné hors site, sous réserve de l'accord de l'Etat partie inspecté.

20. L'inspection ne dure pas plus de 24 heures; toutefois, l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté peuvent convenir de la prolonger.

Notification des inspections

21. Le Secrétariat technique notifie l'inspection à l'Etat partie au moins 120 heures avant l'arrivée de l'équipe d'inspection sur le site d'usines à inspecter.

C. APPLICATION ET EXAMEN DE LA SECTION B

Application

22. Les dispositions de la section B s'appliquent dès le début de la quatrième année qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention à moins que la Conférence n'en décide autrement à la session ordinaire qu'elle tiendra la troisième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

23. Pour la session ordinaire que la Conférence tiendra la troisième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention, le Directeur général établira un rapport exposant l'expérience acquise par le Secrétariat technique en ce qui concerne l'application des dispositions des septième et huitième parties de la présente Annexe ainsi que de la section A de la présente partie.

24. A la session ordinaire qu'elle tiendra la troisième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention, la Conférence, en se fondant sur un rapport du Directeur général, pourra aussi décider de répartir les ressources disponibles pour la vérification effectuée conformément aux dispositions de la section B entre les usines PSF et les autres installations de fabrication de produits chimiques. Dans le cas contraire, la répartition sera laissée aux soins du Secrétariat technique et viendra s'ajouter aux facteurs de pondération visés au paragraphe 11.

25. A la session ordinaire qu'elle tiendra la troisième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention, la Conférence, sur avis du Conseil exécutif, décidera de la base - régionale, par exemple - sur laquelle les propositions des Etats parties relatives aux inspections doivent être présentées pour être comptées au nombre des facteurs de pondération considérés dans le processus de sélection visé au paragraphe 11.

Examen

26. A la première session extraordinaire de la Conférence convoquée conformément au paragraphe 22 de l'article VIII, les dispositions de la présente partie de l'Annexe sur la vérification seront revues dans le cadre d'un examen approfondi de l'ensemble du régime de vérification applicable à l'industrie chimique (art. VI, septième à neuvième parties de la présente Annexe) et à la lumière de l'expérience acquise. La Conférence fera ensuite des recommandations afin d'améliorer l'efficacité du régime de vérification.

DIXIEME PARTIE

INSPECTIONS PAR MISE EN DEMEURE EFFECTUEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE IX

A. DESIGNATION ET SELECTION DES INSPECTEURS ET DES ASSISTANTS D'INSPECTION

1. Les inspections par mise en demeure visées à l'article IX sont effectuées uniquement par les inspecteurs et les assistants d'inspection spécialement désignés pour cette fonction. En vue de leur désignation conformément à

l'article IX, le Directeur général établit une liste d'inspecteurs et d'assistants d'inspection proposés en les choisissant parmi ceux qui sont employés pour les activités d'inspection de routine. Cette liste comprend un nombre suffisamment grand d'inspecteurs et d'assistants d'inspection ayant les qualifications, l'expérience, les compétences et la formation nécessaires, pour offrir la possibilité de désigner les inspecteurs en fonction de leur disponibilité et de la nécessité d'assurer leur rotation. Il est aussi tenu dûment compte de l'importance que revêt une représentation géographique aussi large que possible. La désignation des inspecteurs et des assistants d'inspection se déroule conformément aux procédures prévues à la section A de la deuxième partie de la présente Annexe.

2. Le Directeur général détermine le nombre de personnes composant l'équipe d'inspection et en choisit les membres eu égard aux circonstances de la demande considérée. Le nombre des personnes composant l'équipe d'inspection est limité au minimum nécessaire à la bonne exécution du mandat d'inspection. Aucun ressortissant de l'Etat partie requérant ou de l'Etat partie inspecté n'est membre de l'équipa d'inspection.

B. ACTIVITES PRECEDANT L'INSPECTION

3. Avant de présenter une demande d'inspection par mise en demeure, l'Etat partie peut chercher à obtenir du Directeur général confirmation que le Secrétariat technique est en mesure de donner une suite immédiate à cette demande. Si le Directeur général ne peut pas apporter cette confirmation dans l'immédiat, il le fait dès que possible, selon l'ordre des demandes de confirmation. Il tient en outre l'Etat partie informé du moment où il sera sans doute possible de donner une suite immédiate à la demande d'inspection. Si le Directeur général constate qu'il n'est plus possible de donner suite en temps voulu aux demandes, il peut demander au Conseil exécutif de prendre les mesures qui s'imposent pour éviter de telles difficultés à l'avenir.

Notification

4. La demande d'inspection par mise en demeure à présenter au Conseil exécutif et au Directeur général contient au moins les renseignements suivants :

a) Etat partie à inspecter et, le cas échéant, Etat hôte;

b) Point d'entrée à utiliser;

c) Dimension du site d'inspection et type de site;

d) Motif de préoccupation quant à un non-respect éventuel de la présente Convention, y compris des précisions sur les dispositions pertinentes de la Convention à propos desquelles la préoccupation s'est manifestée, sur la nature et les circonstances du non-respect éventuel de la Convention, ainsi que sur toute information partinente à l'origine de la préoccupation;

e) Nom de l'observateur de l'Etat partie requérant.

L'Etat partie requérant peut soumettre tous renseignements supplémentaires qu'il jugerait nécessaires.

5. Le Directeur général accuse à l'Etat partie requérant réception de sa demande dans un délai d'une heure.

6. L'Etat partie requérant notifie au Directeur général l'emplacement du site d'inspection en temps voulu pour que le Directeur général soit à même de transmettre cette information à l'Etat partie inspecté au moins 12 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

7. L'Etat partie requérant désigne le site d'inspection avec autant de précision que possible en fournissant un schéma du site rapporté à un point de référence et comportant des ooordonnées géographiques définies si possible à la seconde près. L'Etat partie requérant fournit également, s'il le peut, une carte comportant une indication générale du site d'inspection et un schéma délimitant avec autant de précision que possible le périmètre demandé du site à inspecter.

8. Le périmètre demandé :

a) Passe à une distance d'au moins 10 mètres à l'extérieur de tous bâtiments ou autres structures;

b) Ne traverse aucune enceinte de sécurité existante;

c) Passe à une distance d'au moins 10 mètres à l'extérieur de toutes enceintes de sécurité existantes que l'Etat partie requérant a l'intention d'inclure dans le périmètre demandé.

9. Si le párimètre demandé n'est pas conforme aux spécifications du paragraphe 8, l'équipe d'inspection le retrace de telle manière qu'il le soit.

10. Le Directeur général informe le Conseil exécutif de l'emplacement du site d'inspection, tel que spécifié conformément au paragraphe 7, au moins 12 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

11. En même temps qu'il en informe le Conseil exécutif, conformément au paragraphe 10, le Directeur général transmet à l'Etat partie inspecté la demande d'inspection, y compris l'indication de l'emplacement du site d'inspection, tel que spécifié conformément au paragraphe 7. Cette notification contient également les renseignements requis au paragraphe 32 de la deuxième partie de la présente Annexe.

12. Dès son arrivée au point d'entrée, l'équipe d'inspection informe l'Etat partie inspecté du mandat d'inspection.

Entrée sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte

13. En application des paragraphes 13 à 18 de l'article IX, le Directeur général envoie dès que possible une équipe d'inspection après qu'une demande d'inspection a été reçue. L'équipe d'inspection arrive au point d'entrée spécifié dans la demande dans le minimum de temps possible et compatible avec les dispositions des paragraphes 10 et 11.

14. Si l'Etat partie inspecté accepte le périmètre demandé, celui-ci est désigné comme périmètre final aussitôt que possible, mais en aucun cas plus de 24 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée. L'Etat partie inspecté conduit l'équipe d'inspection au périmètre final du site d'inspection. Si l'Etat partie inspecté le juge nécessaire, le transport de l'équipe d'inspection peut commencer au plus tôt 12 heures avant l'expiration du délai fixé dans le présent paragraphe pour la désignation du périmètre final. En tout état de cause, le transport de l'équipe d'inspection s'achève au plus tard 36 heures après son arrivée au point d'entrée.

15. Les procédures prévues aux alinéas a) et b) s'appliquent à toutes les installations déclarées. (Aux fins de la présente partie, on entend par "installation déclarée" toute installation déclarée conformément aux articles III, IV et V. En ce qui concerne l'article VI, on entend par "installations déclarées" uniquement les installations déclarées conformément à la sixième partie de la présente Annexe, ainsi que les usines spécifiées dans les déclarations faites conformément au paragraphe 7 et à l'alinéa c) du paragraphe 10 de la septième partie ainsi qu'au paragraphe 7 et à l'alinéa c) du paragraphe 10 de la huitième partie de la présente Annexe.)

a) Si le périmètre demandé est compris dans le périmètre déclaré ou correspond à celui-ci, le périmètre déclaré est considéré comme étant le périmètre final. Celui-ci peut cependant, avec l'accord de l'Etat partie inspecté, être réduit afin de correspondre au périmètre demandé par l'Etat partie requérant.

b) L'Etat partie inspecté conduit l'équipe d'inspection au périmètre final dès que faire se peut, mais il s'assure que dans tous les cas l'équipe atteigne le périmètre au plus tard 24 heures après son arrivée au point d'entrée.

Détermination du périmètre final par le biais d'un périmètre alternatif

16. Au point d'entrée, si l'Etat partie inspecté ne peut pas accepter le périmètre demandé, il propose un périmètre alternatif aussitôt que possible, mais en aucun cas plus ds 24 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée. S'il y a divergence d'opinions, l'Etat partie inspecté et l'équipe d'inspection engagent des négociations dans le but de parvenir à un accord sur le périmètre final.

17. Le périmètre alternatif doit être désigné avec autant de précision que possible conformément au paragraphe 8. Il inclut tout le périmètre demandé et doit en règle générale être étroitement lié à ce dernier, compte tenu des caractéristiques naturelles du terrain et des limites artificielles. Il doit normalement passer près de l'enceinte de sécurité entourant le site s'il en existe une. L'Etat partie inspecté doit chercher à établir une telle relation entre les périmètres en combinant au moins deux des éléments suivants :

a) Un périmètre alternatif délimitant une surface qui n'est pas sensiblement plus grande que celle que borne le périmètre demandé;

b) Un périmètre alternatif qui est à une distance courte et uniforme du périmètre demandé;

c) Au moins une partie du périmètre demandé est visible du périmètre alternatif.

18. Si l'équipe d'inspection accepte le périmètre alternatif, celui-ci devient le périmètre final et l'équipe d'inspection est conduite du point d'entrée à ce périmètre. Si l'Etat partie inspecté le juge nécessaire, le transport de l'équipe d'inspection peut commencer au plus tôt 12 heures avant l'expiration du délai fixé au paragraphe 16 pour proposer un périmètre alternatif. En tout état de cause, le transport de l'équipe d'inspection s'achève au plus tard 36 heures après l'arrivée de celle-ci au point d'entrée.

19. S'il n'est pas convenu d'un périmètre final, les négociations sont conclues aussitôt que possible, mais en aucun cas elles ne se poursuivent au-delà de 24 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée. Faute d'un accord, l'Etat partie inspecté conduit l'équipe

d'inspection à un emplacement du périmètre alternatif. Si l'Etat partie inspecté le juge nécessaire, le transport de l'équipe d'inspection peut commencer au plus tôt 12 heures avant l'expiration du délai fixé au paragraphe 16 pour proposer un périmètre alternatif. En tout état de cause, le transport de l'équipe d'inspection s'achève au plus tard 36 heures après l'arrivée de celle-ci au point d'entrée.

20. Une fois sur les lieux, l'Etat partie inspecté donne sans tarder à l'équipe d'inspection accès au périmètre alternatif pour faciliter les négociations et un accord sur le périmètre final ainsi que l'accès à l'intérieur du périmètre final.

21. Faute d'un accord dans les 72 heures suivant l'arrivée de l'équipe d'inspection sur les lieux, le périmètre alternatif est désigné comme périmètre final.

Vérification de l'emplacement

22. Afin d'établir que le lieu où elle a été conduite correspond au site d'inspection spécifié par l'Etat partie requérant, l'équipe d'inspection a le droit d'utiliser un matériel de localisation approuvé et de le faire mettre en place selon ses instructions. L'équipe d'inspection peut vérifier sa position par référence à des points de repère locaux identifiés d'après des cartes. L'Etat partie inspecté l'aide dans cette tâche.

Verrouillage du site, surveillance des sorties

23. Au plus tard 12 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée, l'Etat partie inspecté commence à réunir des données d'information factuelles sur toute sortie de véhicules à tous les points du périmètre demandé par lesquels un véhicule servant au transport terrestre, aérien, fluvial ou maritime peut quitter le site. Il fournit ces données à l'équipe d'inspection dès l'arrivée de celle-ci au périmètre alternatif ou au périmètre final, quel que soit le premier atteint.

24. L'Etat partie inspecté peut s'acquitter de cette obligation en réunissant, à titre d'information factuelle, des registres de trafic, des photographies, des enregistrements vidéo ou des données établies à l'aide d'un matériel de recueil de preuves chimiques fourni par l'équipe d'inspection pour observer une telle activité de sortie. En lieu et place, il peut aussi autoriser un ou plusieurs membres de l'équipe d'inspection à établir des registres de trafic, à prendre des photographies, à réaliser des enregistrements vidéo du trafic aux sorties du site ou à utiliser du matériel de recueil de preuves chimiques en toute indépendance, ainsi qu'à se livrer à d'autres activités agréées avec l'équipe d'inspection.

25. Le verrouillage du site, par quoi on entend l'exécution des procédures de surveillance des sorties par l'équipe d'inspection, commence dès l'arrivée de l'équipe d'inspection au périmètre alternatif ou au périmètre final, quel que soit le premier atteint.

26. Ces procédures comprennent : l'identification des véhicules quittant le site, l'établissement de registres de trafic, la prise de photographies et la réalisation d'enregistrements vidéo par l'équipe d'inspection des sorties du site et du trafic aux sorties. L'équipe d'inspection a le droit de se rendre, sous escorte, en tout autre emplacement du périmètre afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'autre activité de sortie.

27. Les procédures additionnelles retenues d'un commun accord entre l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté pour les activités de surveillance des sorties peuvent inclure, entre autres :

a) L'utilisation de capteurs;

b) Le recours à un accès sélectif aléatoire;

c) L'analyse d'échantillons.

28. Toutes les activités de verrouillage du site et de surveillance des sorties se déroulent à l'intérieur d'une bande courant à l'extérieur du périmètre et dont la largeur, mesurée à partir du périmètre, ne dépasse pas 50 mètres.

29. L'équipe d'inspection a le droit d'inspecter, en se conformant aux dispositions relatives à l'accès réglementé, les véhicules quittant le site. L'Etat partie inspecté fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer à l'équipe d'inspection qu'un véhicule assujetti à l'inspection et auquel elle n'a pas pleinement accès n'est pas utilisé à des fins en rapport avec les préocoupations quant au non-respect éventuel de la Convention, exprimées dans la demande d'inspection.

30. Le personnel et les véhicules entrant sur le site ne sont pas soumis à inspection, non plus que le personnel et les véhicules privés transportant des passagers qui le quittent.

31. La mise en oeuvre des procédures ci-dessus peut se poursuivre tout au long de l'inspection, mais elle ne doit pas entraver ou retarder de façon déraisonnable le fonctionnement normal de l'installation.

Exposé d'information précédant l'inspection et plan d'inspection

32. Pour faciliter l'élaboration d'un plan d'inspection, l'Etat partie inspecté organise un exposé sur les questions de sécurité et de logistique à l'intention de l'équipe d'inspection, avant l'accès.

33. L'exposé d'information précédant l'inspection se déroule conformément au paragraphe 37 de la deuxième partie de la présente Annexe. Au cours de cet exposé, l'Etat partie inspecté peut indiquer à l'équipe d'inspection le matériel, la documentation ou les zones qu'il considère comme étant sensibles et sans rapport avec l'objectif de l'inspection par mise en demeure. En outre, le personnel responsable du site informe l'équipe de l'implantation et des autres caractéristiques pertinentes du site. L'équipe d'inspection est munie d'une carte ou d'un croquis à l'échelle indiquant toutes les structures et caractéristiques géographiques importantes du site. Elle est également informée du personnel et des relevés de l'installation qui sont disponibles.

34. Après l'exposé d'information, l'équipe d'inspection établit, sur la base des renseignements appropriés dont elle dispose, un plan d'inspection initial spécifiant les activités qu'elle doit effectuer, y compris les zones spécifiques du site auxquelles elle souhaite avoir accès. Le plan précise aussi si l'équipe d'inspection est divisée en sous-groupes. Il est mis à la disposition des représentants de l'Etat partie inspecté et du site d'inspection. Son exécution est conforme à ce que nécessitent les dispositions de la section C, y compris celles qui ont trait à l'accès et aux activités.

Activités de périmètre

35. Dès son arrivée au périmètre final ou au périmètre alternatif, quel que soit le premier atteint, l'équipe d'inspection a le droit de commencer immédiatement des activités de périmètre conformément aux procédures exposées dans la présente section, et de poursuivre ces activités jusqu'à l'achèvement de l'inspection par mise en demeure.

36. Dans le cadre des activités de périmètre, l'équipe d'inspection a le droit :

a) D'utiliser des instruments de surveillance conformément aux paragraphes 27 à 30 de la deuxième partie de la présente Annexe;

b) D'effectuer des prélèvements par essuyage et de prélever des échantillons d'air, de sol ou d'effluents;

c) De mener toutes activités supplémentaires qui pourraient être arrêtées entre elle et l'Etat partie inspecté.

37. L'équipe d'inspection peut mener les activités de périmètre à l'intérieur d'une bande courant à l'extérieur du périmètre et dont la largeur, mesurée à partir du périmètre, ne dépasse pas 50 mètres. Avec l'accord de l'Etat partie inspecté, l'équipe d'inspection peut également avoir accès à tout bâtiment ou toute structure situés à l'intérieur de la bande entourant le périmètre. Toute la surveillance directionnelle est orientée vers l'intérieur. Pour les installations déclarées, cette bande se trouve, au gré de l'Etat partie inspecté, à l'intérieur, à l'extérieur ou des deux côtés du périmètre déclaré.

C. CONDUITE DES INSPECTIONS

Règles générales

38. L'Etat partie inspecté donne accès à l'intérieur du périmètre demandé ainsi que du périmètre final, si celui-ci est différent du premier. Il négocie avec l'équipe d'inspection l'étendue et la nature de l'accès à un ou plusieurs endroits donnés situés à l'intérieur de ces périmètres, conformément aux dispositions relatives à l'accès réglementé.

39. L'Etat partie inspecté donne accès à l'intérieur du périmètre demandé dès que possible, mais en aucun cas plus de 108 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée, pour dissiper la préoccupation quant au non-respect éventuel de la Convention qui a été exprimée dans la demande d'inspection.

40. Sur demande de l'équipe d'inspection, l'Etat partie inspecté peut accorder un accès aérien au site d'inspection.

41. En satisfaisant à l'obligation de donner accès comme il est spécifié au paragraphe 38, l'Etat partie inspecté est tenu d'accorder l'accès le plus large possible compte tenu de toutes obligations constitutionnelles auxquelles il aurait à satisfaire en matière de droits de propriété ou en matière de perquisition et de saisie. L'Etat partie inspecté a le droit de prendre, conformément à l'accès réglementé, les mesures nécessaires en vue de protéger la sécurité nationale. Les dispositions du présent paragraphe ne peuvent être invoquées par l'Etat partie inspecté pour couvrir un manquement à son obligation de ne pas se livrer à des activités interdites par la Convention.

42. S'il ne donne pas pleinement accès à des lieux, à des activités ou à des informations, l'Etat partie inspecté est tenu de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour fournir des moyens alternatifs de dissiper la préoccupation quant au non-respect éventuel de la Convention qui est à l'origine de l'inspection par mise en demeure.

43. A l'arrivée au périmètre final des installations déclarées conformément aux articles IV, V et VI, l'accès est donné à la suite de l'exposé d'information précédant l'inspection et de la discussion du plan d'inspection, qui se limitent au minimum nécessaire et ne durent en tout cas pas plus de trois heures. Pour les installations déclarées conformément au paragraphe 1, alinéa d) de l'article III, les négociations sont menées et l'accès réglementé débute au plus tard 12 heures après l'arrivée au périmètre final.

44. En effectuant l'inspection par mise en demeure conformément à la demande d'inspection, l'équipe d'inspection n'emploie que les méthodes nécessaires à l'obtention de faits pertinents suffisants pour dissiper la préoccupation quant au non-respect des dispositions de la Convention, et s'abstient d'activités sans rapport à cet égard. Elle rassemble les éléments factuels en rapport avec le non-respect éventuel de la Convention par l'Etat partie, mais ne cherche pas à se procurer d'éléments d'information qui sont manifestement sans rapport à cet égard, à moins que l'Etat partie inspecté ne le lui demande expressément. Aucun élément recueilli et jugé par la suite sans rapport avec les besoins de la cause n'est conservé.

45. L'équipe d'inspection est guidée par le principe selon lequel il convient qu'elle effectue l'inspection par mise en demeure de la façon la moins intrusive possible, compatible avec l'accomplissement de sa mission de manière efficace et dans les délais. Chaque fois que possible, elle commence par suivre les procédures les moins intrusives qu'elle juge acceptables et ne passe à des procédures plus intrusives que si elle l'estime nécessaire.

Accès réglementé

46. L'équipe d'inspection prend en considération les modifications qu'il est suggéré d'apporter au plan d'inspection et les propositions que peut faire l'Etat partie inspecté, à quelque stade que ce soit de l'inspection, y compris durant l'exposé d'information précédant l'inspection, pour protéger du matériel, des informetions ou des zones sensibles sans rapport avec les armes chimiques.

47. L'Etat partie inspecté désigne les points d'accès à emprunter pour pénétrer à l'intérieur du périmètre et pour en sortir. L'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté négocient : l'étendue de l'accès à tout endroit ou tous endroits donnés à l'intérieur du périmètre demandé et du périmètre final, comme prévu au paragraphe 48; les activités d'inspection (dont le prélèvement d'échantillons) qu'effectuera l'équipe d'inspection; les activités qui incomberont à l'Etat partie inspecté; et les renseignements à fournir par l'Etat partie inspecté.

48. Conformément aux dispositions pertinentes de l'Annexe sur la confidentialité, l'Etat partie inspecté a le droit de prendre des mesures en vue de protéger des installations sensibles et d'empêcher la divulgation d'informetions et de données confidentielles sans rapport avec les armes chimiques. Ces mesures peuvent consister notamment :

a) A retirer des bureaux des documents sensibles;

b) A recouvrir des panneaux d'affichage, des stocks et du matériel sensibles;

c) A recouvrir des pièces de matériel sensibles, comme des ordinateurs ou des systèmes électroniques;

d) A fermer la connexion des systèmes informatiques et à arrêter les dispositifs indicateurs de données;

e) A limiter l'analyse d'échantillons à la détermination de la présence ou de l'absence de produits chimiques inscrits aux tableaux 1, 2 et 3 ou de produits de dégradation pertinents;

f) A faire appel à des techniques d'accès sélectif aléatoire, les inspecteurs étant priés de fixer un pourcentage ou un nombre donné de bâtiments de leur choix pour les inspecter; le même principe peut s'appliquer à l'intérieur et au contenu de bâtiments sensibles;

g) Dans des cas exceptionnels, à ne permettre qu'à tel ou tel inspecteur d'accéder à certaines parties du site d'inspection.

49. L'Etat partie inspecté fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer à l'équipe d'inspection que tout objet, bâtiment, structure, conteneur ou véhicule auquel l'équipe d'inspection n'a pas eu pleinement accès ou qui été protégé conformément aux dispositions du paragraphe 48, n'est pas utilisé à des fins en rapport avec les préoccupations quant au non-respect éventuel de la Convention exprimées dans la demande d'inspection.

50. Cela peut être accompli entre autres par l'enlèvement partiel d'une bâche ou d'une couverture de protection du milieu extérieur, au gré de l'Etat partie inspecté, au moyen d'un examen visuel de l'intérieur d'un espace clos effectué à partir de son entrée, ou par d'autres méthodes.

51. Les dispositions suivantes s'appliquent aux installations déclarées conformément aux articles IV, V et VI :

a) Pour les installations faisant l'objet d'accords d'installation, l'accès et les activités à l'intérieur du périmètre final sont assurés sans entrave dans les limites établies par les accords.

b) Pour les installations ne faisant pas l'objet d'accords d'installation, l'accès et les activités sont négociés conformément aux principes directeurs généraux concernant les inspections établis en application de la présente Convention.

c) Tout accès plus large que celui qui est accordé pour les inspections entreprises conformément aux articles IV, V et VI est régi par les procédures énoncées dans la présente section.

52. Les dispositions suivantes s'appliquent aux installations déclarées conformément au paragraphe 1, alinéa d), de l'article III. Si l'Etat partie inspecté n'a pas donné pleinement accès à des zones ou à des structures sans rapport avec les armes chimiques, suivant les procédures énoncées aux paragraphes 47 et 48 de la présente section, il fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer à l'équipe d'inspection que ces zones ou ces structures ne sont pas utilisées à des fins en rapport avec les préoccupations quant au non-respect éventuel de la Convention exprimées dans la demande d'inspection.

Observateur

53. En application des dispositions du paragraphe 12 de l'article IX relatives à la participation d'un observateur à l'inspection par mise en demeure, l'Etat partie requérant assure la liaison avec le Secrétariat technique afin de coordonner l'arrivée de l'observateur au même point d'entrée que l'équipe d'inspection dans un délai raisonnable par rapport à l'arrivée de l'équipe.

54. L'observateur a le droit, tout au long de la période d'inspection, d'être en communication avec l'ambassade de l'Etat partie requérant située dans l'Etat partie inspecté ou dans l'Etat hôte, ou, en l'absence d'ambassade, avec l'Etat partie requérant lui-même. L'Etat partie inspecté fournit des moyens de communication à l'observateur.

55. L'observateur a le droit d'arriver au périmètre alternatif ou au périmètre final, quel que soit le premier atteint par l'équipe d'inspection, et d'avoir accès au site d'inspection tel qu'il est accordé par l'Etat partie inspecté. L'observateur a le droit de faire des recommandations à l'équipe d'inspection, dont celle-ci tient compte dans la mesure où elle le juge approprié. Tout au long de l'inspection, l'équipe d'inspection tient l'observateur informé de la conduite de l'inspection et des constatations.

56. Durant toute la période passée dans le pays, l'Etat partie inspecté fournit, ou prend les mesures requises pour donner, à l'observateur les facilités nécessaires, tels que moyens de communication, services d'interprétation, moyens de locomotion, bureaux, logement, repas et soins médicaux. Tous les frais de séjour de l'observateur sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte sont à la charge de l'Etat partie requérant.

Durée de l'inspection

57. La période d'inspection ne dépasse pas 84 heures, sauf si elle est prolongée par accord avec l'Etat partie inspecté.

D. ACTIVITES POSTERIEURES A L'INSPECTION

Départ

58. Une fois accompli le processus postérieur à l'inspection sur le site d'inspection, l'équipe d'inspection et l'observateur de l'Etat partie requérant gagnent sans retard l'un des points d'entrée, et quittent le territoire de l'Etat partie inspecté le plus tôt possible.

Rapports

59. Le rapport d'inspection résume d'une manière générale les activités effectuées et les faits constatés par l'équipe d'inspection, en particulier en ce qui concerne les préoccupations quant au non-respect éventuel de la Convention exprimées dans la demande d'inspection par mise en demeure, et se limite aux informations directement en rapport avec la Convention. Il contient aussi une évaluation par l'équipe d'inspection du degré et de la nature de l'accès et de la coopération accordés aux inspecteurs et de la mesure dans laquelle il leur a été ainsi possible de remplir leur mandat. Des informations détaillées portant sur les préoccupations quant au non-respect éventuel de la convention, exprimées dans la demande d'inspection par mise en demeure, sont présentées dans un appendice du rapport final et sont conservées au Secrétariat technique avec les garanties appropriées pour protéger les informations sensibles.

60. Dans les 72 heures qui suivent leur retour à leur lieu de travail principal, les inspecteurs présentent un rapport d'inspection préliminaire au Directeur général, après avoir tenu compte, notamment, des dispositions du paragraphe 17 de l'Annexe sur la confidentialité. Le Directeur général transmet sans retard le rapport préliminaire à l'Etat partie requérant, à l'Etat partie inspecté et au Conseil exécutif.

61. Un projet de rapport final est mis à la disposition de l'Etat partie inspecté dans les 20 jours qui suivent l'achèvement de l'inspection par mise en demeure. L'Etat partie inspecté a le droit de désigner toutes informations et données sans rapport avec les armes chimiques qui, en raison de leur caractère confidentiel, ne devraient pas être selon lui diffusées en dehors du Secrétariat technique. Le Secrétariat technique examine les modifications que l'Etat partie inspecté propose d'apporter au projet de rapport final et les adopte comme il le juge à propos, lorsque cela est possible. Le rapport final est alors remis au Directeur général au plus tard 30 jours après l'achèvement de l'inspection afin d'être plus largement diffusé et examiné, conformément aux paragraphes 21 à 25 de l'article IX.

ONZIEME PARTIE

ENQUETES SUR DES ALLEGATIONS D'EMPLOI D'ARMES CHIMIQUES

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Les enquêtes sur des allégations d'emploi d'armes chimiques ou d'agents de lutte antiémeute en tant que moyens de guerre ouvertes en application de l'article IX ou X sont effectuées conformément à la présente Annexe et aux procédures détaillées qu'établira le Directeur général.

2. Les dispositions additionnelles ci-après portent sur les procédures spécifiques à suivre en cas d'allégation d'emploi d'armes chimiques.

B. ACTIVITES PRECEDANT L'INSPECTION

Demande d'enquête

3. La demande d'enquête sur une allégation d'emploi d'armes chimiques qui est présentée au Directeur général devrait contenir, dans toute la mesure possible, les renseignements suivants :

a) Etat partie sur le territoire duquel des armes chimiques auraient été employées;

b) Point d'entrée ou autres voies d'accès sûres qu'il est suggéré d'emprunter;

c) Emplacement et caractéristiques des zones où des armes chimiques auraient été employées;

d) Moment auquel des armes chimiques auraient été employées;

e) Types d'armes chimiques qui auraient été employés;

f) Ampleur de l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques;

g) Caractéristiques des produits chimiques toxiques qui ont pu être employés;

h) Effets sur les êtres humains, les animaux et la végétation;

i) Demande d'assistance spécifique, s'il y a lieu.

4. L'Etat partie qui a demandé l'enquête peut à tout moment fournir tous renseignements supplémentaires qu'il jugerait nécessaires.

Notification

5. Le Directeur général accuse immédiatement à l'Etat partie requérant réception de sa demande et en informe le Conseil exécutif et tous les Etats parties.

6. S'il y a lieu, le Directeur général informe l'Etat partie visé qu'une enquête a été demandée sur son territoire. Le Directeur général informe aussi d'autres Etats parties, s'il se peut qu'il soit nécessaire d'avoir accès à leur territoire au cours de l'enquête.

Affectation d'une équipe d'inspection

7. Le Directeur général dresse une liste d'experts qualifiés dont les connaissances dans un domaine particulier pourraient être nécessaires dans le cadre d'une enquête sur une allégation d'emploi d'armes chimiques et il tient cette liste constamment à jour. La liste en question est communiquée par écrit à chaque Etat partie au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention et chaque fois qu'elle aura été modifiée. Tout expert qualifié dont le nom figure sur cette liste est considéré comme étant désigné à moins qu'un Etat partie, au plus tard 30 jours après réception de la liste, ne déclare par écrit son opposition.

8. Le Directeur général choisit le chef et les membres d'une équipe d'inspection parmi les inspecteurs et les assistants d'inspection déjà désignés pour les inspections par mise en demeure, en tenant compte des circonstances et de la nature particulière d'une demande donnée. En outre, des membres de l'équipe d'inspection peuvent être choisis sur la liste d'experts qualifiés lorsque, de l'avis du Directeur général, des connaissances spécialisées que n'ont pas les inspecteurs déjà désignés sont nécessaires pour mener à bien une enquête donnée.

9. Lors de l'exposé qu'il fait à l'équipe d'inspection, le Directeur général porte à sa connaissance tous renseignements supplémentaires qu'il aurait obtenus de l'Etat partie requérant ou qu'il tiendrait de quelque autre source, pour que l'inspection puisse être menée aussi efficacement et rapidement que possible.

Envoi sur place de l'équipe d'inspection

10. Dès réception d'une demande d'enquête sur une allégation d'emploi d'armes chimiques, le Directeur général, au moyen de contacts avec les Etats parties visés, demande que des arrangements soient pris pour assurer la réception à bon port de l'équipe et confirme ces arrangements.

11. Le Directeur général envoie l'équipe sur place dans les meilleurs délais, compte tenu de sa sécurité.

12. Si l'équipe d'inspection n'a pas été envoyée sur place dans les 24 heures qui suivent la réception de la demande, le Directeur général informe le Conseil exécutif et les Etats parties visés des raisons de ce retard.

Exposés d'information

13. L'équipe d'inspection a le droit de recevoir un exposé d'information de la part des représentants de l'Etat partie inspecté à son arrivée et à tout moment pendant l'inspection.

14. Avant le début de l'inspection, l'équipe établit un plan d'inspection qui sert, entre autres, de base pour les arrangements relatifs à la logistique et à la sécurité. Le plan d'inspection est mis à jour selon que de besoin.

C. CONDUITE DES INSPECTIONS

Accès

15. L'équipe d'inspection a le droit d'accéder sans exception à toutes zones susceptibles d'être atteintes par l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques. Elle a également le droit d'accéder aux hôpitaux, aux camps de réfugiés et aux autres lieux qu'elle juge pertinents pour enquêter efficacement sur l'allégation d'emploi d'armes chimiques. Pour obtenir un tel accès, l'équipe d'inspection consulte l'Etat partie inspecté.

Echantillonnage

16. L'équipe d'inspection a le droit de prélever des échantillons, dont le type et la quantité seront ceux qu'elle estime nécessaires. Si l'équipe d'inspection le juge nécessaire, et si elle en fait la demande à l'Etat partie inspecté, celui-ci aide à l'échantillonnage sous la supervision d'inspecteurs ou d'assistants d'inspection. L'Etat partie inspecté autorise également le prélèvement d'échantillons témoins appropriés dans les zones avoisinant le lieu où des armes chimiques auraient été employées et dans d'autres zones, selon ce que demande l'équipe d'inspection, et il coopère à l'opération.

17. Les échantillons qui revêtent une importance pour une enquête sur une allégation d'emploi comprennent les échantillons de produits chimiques toxiques, de munitions et de dispositifs, de restes de munitions et de dispositifs, les échantillons prélevés dans l'environnement (air, sol, végétation, eau, neige, etc.) et les échantillons biomédicaux prélevés sur des êtres humains ou des animaux (sang, urine, excréments, tissus, etc.).

18. S'il n'est pas possible de prélever des échantillons en double et si l'analyse est effectuée dans des laboratoires hors site, tout échantillon restant est rendu à l'Etat partie inspecté, si celui-ci le demande, une fois les analyses faites.

Extension du site d'inspection

19. Si, au cours d'une inspection, l'équipe d'inspection juge nécessaire d'étendre son enquête à un Etat partie voisin, le Directeur général avise cet Etat qu'il est nécessaire d'avoir accès à son territoire, lui demande de prendre des arrangements pour assurer la réception à bon port de l'équipe et confirme ces arrangements.

Prolongation de l'inspection

20. Si l'équipe d'inspection estime qu'il n'est pas possible de pénétrer sans danger dans une zone particulière intéressant l'enquête, l'Etat partie requérant en est informé immédiatement. Au besoin, la période d'inspection est prolongée jusqu'à ce qu'un accès sûr puisse être assuré et que l'équipe d'inspection ait achevé sa mission.

Entretiens

21. L'équipe d'inspection a le droit d'interroger et d'examiner des personnes susceptibles d'avoir été affectées par l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques. Elle a également le droit d'interroger des témoins oculaires de l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques, du personnel médical et d'autres personnes qui ont traité des individus susceptibles d'avoir été affectés par un tel emploi ou qui sont entrées en contact avec eux. L'équipe d'inspection a accès aux dossiers médicaux, s'ils sont disponibles, et est autorisée à participer s'il y a lieu à l'autopsie du corps de personnes susceptibles d'avoir été affectées par l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques.

D. RAPPORTS

Procédure

22. Au plus tard 24 heures après son arrivée sur le territoire de l'Etat partie inspecté, l'équipe d'inspection adresse un compte rendu de situation au Directeur général. Selon que de besoin, elle lui adresse en outre des rapports d'activité tout au long de l'enquête.

23. Au plus tard 72 heures après son retour à son lieu de travail principal, l'équipe d'inspection présente un rapport préliminaire au Directeur général. Le rapport final est remis à ce dernier au plus tard 30 jours après le retour de l'équipe d'inspection à son lieu de travail principal. Le Directeur général transmet sans retard le rapport préliminaire et le rapport final au Conseil exécutif et à tous les Etats parties.

Teneur

24. Le compte rendu de situation indique tout besoin urgent d'assistance et donne tous autres renseignements pertinents. Les rapports d'activité indiquent tout autre besoin d'assistance qui pourrait être identifié au cours de l'enquête.

25. Le rapport final résume les faits constatés au cours de l'inspection, en particulier s'agissant de l'allégation d'emploi citée dans la demande. En outre, tout rapport d'enquête sur une allégation d'emploi doit comprendre une description du processus d'enquête, avec indication des différentes étapes, en particulier eu égard :

a) Aux lieux et aux dates de prélèvement des échantillons et d'exécution d'analyses sur place;

b) Aux éléments de preuve, tels que les enregistrements d'entretiens, les résultats d'examena médicaux et d'analyses scientifiques, et les documents examinés par l'équipe d'inspection.

26. Si l'équipe d'inspection recueille dans le cadre de l'enquête - entre autres grâce à l'identification d'impuretés ou de toutes autres substances au cours de l'analyse en laboratoire des échantillons prélevés - des informations susceptibles de servir à déterminer l'origine de toutes armes chimiques qui auraient été utilisées, elle incorpore ces informations dans le rapport.

E. ETATS NON PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

27. Si une allégation d'emploi d'armes chimiques implique un Etat qui n'est pas partie à la Convention ou concerne des lieux qui ne sont pas placés sous le contrôle d'un Etat partie, l'Organisation coopère étroitement avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Si la demande lui en est faite, l'Organisation met ses ressources à la disposition du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ANNEXE SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE ("ANNEXE SUR LA CONFIDENTIALITE")

TABLE DES MATIERES

		Page
A.	Principes généraux du traitement de l'information confidentielle	149
B.	Emploi et conduite du personnel du Secrétariat technique	151
C.	Mesures propres à protéger les installations sensibles et à empêcher la divulgation de données confidentielles lors des activités de vérification sur place	151
D.	Procédures à suivre en cas de manquement ou d'allégation de manquement à la confidentialité	152

A. PRINCIPES GENERAUX DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE

1. L'obligation de protéger l'information confidentielle s'applique à la vérification des activités et des installations tant civiles que militaires. Conformément aux obligations générales énoncées à l'article VIII, l'Organisation :

a) N'exige que le minimum d'informations et de données nécessaire pour s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées par la présente Convention dans les délais et avec l'efficacité voulus;

b) Prend les mesures requises pour que les inspecteurs et les autres membres du personnel engagé par le Secrétariat technique possèdent les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité;

c) Elabore des accords et des règlements d'application des dispositions de la présente Convention et spécifie de façon aussi détaillée que possible les informations auxquelles un Etat partie doit lui donner accès.

2. Le Directeur général est responsable au premier chef de la protection de l'information confidentielle. Il établit un régime rigoureux pour le traitement de l'information confidentielle par le Secrétariat technique et se conforme en cela aux principes directeurs suivants :

a) L'information est considérée comme confidentielle si :

i) Elle est ainsi qualifiée par l'Etat partie d'où elle provient et auquel elle se rapporte; ou si

ii) Le Directeur général estime être fondé à craindre que sa diffusion non autorisée ne nuise à l'Etat partie qu'elle concerne ou aux mécanismes d'application de la présente Convention;

b) Toutes les données et tous les documents obtenus par le Secrétariat technique sont évalués par son service compétent afin d'établir s'ils contiennent des informations confidentielles. Les Etats parties reçoivent régulièrement communication des données dont ils ont besoin pour s'assurer que les autres Etats parties n'ont pas cessé de respecter la présente Convention. Ces données comprennent notamment :

i) Les déclarations et rapports initiaux et annuels présentés par les Etats parties en application des articles III, IV, V et VI, et conformément aux dispositions de l'Annexe sur la vérification;

ii) Les rapports d'ordre général sur les résultats et l'efficacité des activités de vérification;

iii) Les informations à fournir à tous les Etats parties conformément aux dispositions de la présente Convention;

c) Aucune information obtenue par l'Organisation dans le cadre de l'application de la présente Convention n'est publiée ni divulguée, si ce n'est comme suit :

i) La Conférence ou le Conseil exécutif décide de faire compiler et de rendre publiques des informations d'ordre général sur l'application de la présente Convention;

ii) L'Etat partie consent expressément à ce que des informations le concernant soient diffusées;

iii) L'Organisation ne diffuse d'informations classées confidentielles qu'au travers de procédures garantissant que leur diffusion est strictement conforme à ce que nécessite la présente Convention. Ces procédures sont examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII;

d) Le niveau de sensibilité des données ou des documents confidentiels doit être déterminé, suivant des critères uniformes, afin que l'information soit convenablement traitée et protégée. Il est adopté à cet effet un système de classification qui, compte tenu des travaux pertinents entrepris pour préparer la présente Convention, établit des critères clairs assurant l'inclusion d'une information dans la catégorie de confidentialité appropriée et la détermination d'une durée justifiée du statut d'information confidentielle. Tout en offrant la souplesse d'utilisation nécessaire, le système de classification protège les droits des Etats parties qui fournissent des informations confidentielles. Ce système de classification est examiné et approuvé par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII;

e) L'information confidentielle est conservée en sécurité dans les locaux de l'Organisation. Certaines données ou certains documents peuvent également être conservés par l'autorité nationale de l'Etat partie. Les informations sensibles, notamment les photographies, les plans et d'autres documents, qui sont requises uniquement pour l'inspection d'une installation particulière, peuvent être conservées sous clé dans cette installation;

f) Dans toute la mesure compatible avec l'application efficace des dispositions de la présente Convention relatives à la vérification, l'information est traitée et stockée par le Secrétariat technique de façon à empêcher l'identification directe de l'installation qu'elle concerne;

g) L'information confidentielle retirée d'une installation est réduite au minimum nécessaire pour l'application efficace et en temps voulu des dispositions de la présente Convention relatives à la vérification;

h) L'accès à l'information confidentielle est réglementé conformément à ss classification. La diffusion de l'information confidentielle au sein de l'Organisation se fait strictement suivant le principe du besoin d'en connaître.

3. Le Directeur général fait rapport annuellement à la Conférence sur l'application par le Secrétariat technique du régime établi pour le traitement de l'information confidentielle.

4. Chaque Etat partie traite l'information reçue de l'Organisation selon le niveau de confidentialité retenu pour cette information. Il apporte sur demande des précisions concernant le traitement de l'information que lui a communiquée l'Organisation.

B. EMPLOI ET CONDUITE DU PERSONNEL DU SECRETARIAT TECHNIQUE

5. Les conditions d'emploi du personnel sont de nature à assurer que l'accès à l'information confidentielle et son traitement sont conformes aux procédures arrêtées par le Directeur général en application de la section A.

6. Chaque poste du Secrétariat technique fait l'objet d'une définition d'emploi officielle spécifiant, s'il y a lieu, l'étendue de l'accès à l'information confidentielle qui est nécessaire pour exercer les fonctions considérées.

7. Le Directeur général, les inspecteurs et les autres membres du personnel, même après que leurs fonctions ont pris fin, ne divulguent à aucune personne non habilitée à les recevoir des informations confidentielles qui auraient été portées à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Ils ne communiquent à aucun Etat, organisme ou particulier extérieur au Secrétariat technique, des informations auxquelles ils auraient accès lors de leurs activités concernant l'un quelconque des Etats parties.

8. Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs ne demandent que les informations et les données qui leur sont nécessaires pour s'acquitter de leur mandat. Ils s'abstiennent de consigner de quelque manière que ce soit des informations recueillies incidemment et qui n'intéressent pas la vérification du respect de la présente Convention.

9. Les membres du personnel signent un engagement personnel de secret avec le Secrétariat technique, portant sur toute la période de leur emploi et sur les cinq années qui suivront.

10. Afin d'éviter des divulgations inopportunes, les impératifs de la sécurité et les sanctions auxquelles s'exposeraient les inspecteurs et les membres du personnel en cas de divulgations inopportunes sont dûment portés à leur connaissance et leur sont rappelés.

11. Au moins 30 jours avant qu'un employé ne soit autorisé à avoir accès à des informations confidentielles concernant des activités qui ont pour cadre le territoire ou tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat partie, il est donné notification de l'autorisation envisagée à l'Etat partie visé. Pour ce qui est des inspecteurs, la notification de la désignation envisagée répond à cette exigence.

12. Lors de la notation des inspecteurs et de tous autres employés du Secrétariat technique, une attention particulière est portée à leur comportement en ce qui concerne la protection de l'information confidentielle.

C. MESURES PROPRES A PROTEGER LES INSTALLATIONS SENSIBLES ET A EMPECHER LA DIVULGATION DE DONNEES CONFIDENTIELLES LORS DES ACTIVITES DE VERIFICATION SUR PLACE

13. Les Etats parties peuvent prendre les mesures qu'ils estiment nécessaires pour protéger la confidentialité de l'information à condition qu'ils s'acquittent de leur obligation de démontrer, conformément aux articles pertinents et à l'Annexe sur la vérification, qu'ils respectent la Convention. En recevant une inspection, l'Etat partie peut indiquer à l'équipe d'inspection le matériel, la documentation ou les zones qu'il considère comme étant sensibles et sans rapport avec le but de l'inspection.

14. Les équipes d'inspection sont guidées par le principe selon lequel il convient d'effectuer les inspections sur place de sorte que leurs objectifs soient atteints de la manière la moins intrusive possible dans les délais et avec l'efficacité voulus. Elles prennent en considération les propositions que pourraient leur faire l'Etat partie inspecté, à quelque stade que ce soit de l'inspection, pour protéger du matériel ou des informations sensibles sans rapport avec les armes chimiques.

15. Les équipes d'inspection observent strictement les dispositions des articles et des annexes pertinents régissant la conduite des inspections. Elles respectent pleinement les procédures visant à protéger les installations sensibles et à empêcher la divulgation de données confidentielles.

16. Lors de l'élaboration des arrangements et des accords d'installation, il est dûment tenu compte de la nécessité de protéger l'information confidentielle. Les accords sur les procédures d'inspection d'installations particulières contiennent également des arrangements spécifiques et détaillés concernant la détermination des zones de l'installation auxquelles les inspecteurs ont accès, la conservation d'informations confidentielles sur place, le champ de l'inspection dans les zones convenues, le prélèvement et l'analyse d'échantillons, l'accès aux relevés et l'utilisation d'instruments et de matériel de surveillance continue.

17. Le rapport qui est établi après chaque inspection ne contient que les faits pertinents pour le respect de la présente Convention. Il est utilisé conformément aux régles établies par l'Organisation en ce qui concerne le traitement de l'information confidentielle. En cas de nécessité, les informations figurant dans le rapport sont mises sous forme moins sensible avant d'être communiquées en dehors du Secrétariat technique et de l'Etat partie inspecté.

D. PROCEDURES A SUIVRE EN CAS DE MANQUEMENT OU D'ALLEGATION DE MANQUEMENT A LA CONFIDENTIALITE

18. Le Directeur général établit les procédures qui doivent être suivies en cas de manquement ou d'allégation de manquement à la confidentialité, compte tenu des recommandations qui sont examinées et approuvées par la Conférence conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

19. Le Directeur général veille au respect des engagements personnels de secret. Il ouvre sans tarder une enquête au cas où, selon lui, il y aurait suffisamment d'éléments indiquant un manquement aux obligations en matière de protection de l'information confidentielle. Il ouvre également une enquête sans tarder si une allégation de manquement à la confidentialité est faite par un Etat partie.

20. Le Directeur général applique les sanctions et les mesures disciplinaires qui s'imposent aux membres du personnel qui ont manqué à leurs obligations en matière de protection de l'information confidentielle. En cas de violation grave, le Directeur général peut lever l'immunité de juridiction.

21. Dans la mesure du possible, les Etats parties coopèrent avec le Directeur général et l'appuient dans ses enquêtes sur tout manquement ou toute allégation de manquement à la confidentialité, ainsi que lorsqu'il prend les mesures qui s'imposent s'il est établi qu'il y a eu manquement.

22. L'Organisation n'est pas tenue responsable au cas où des membres du Secrétariat technique manqueraient à la confidentialité.

23. Il est créé, en tant qu'organe subsidiaire de la Conférence, une "Commission pour le règlement des litiges relatifs à la confidentialité", qui est chargée d'examiner les affaires de manquement impliquant à la fois un Etat partie et l'Organisation. Les membres de cette commission sont nommés par la Conférence. Les dispositions concernant la composition et le mode de fonctionnement de cette commission sont arrêtées par la Conférence à sa première session.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

КОНВЕНЦИЯ О ЗАПРЕЩЕНИИ РАЗРАБОТКИ, ПРОИЗВОДСТВА, НАКОПЛЕНИЯ И ПРИМЕНЕНИЯ ХИМИЧЕСКОГО ОРУЖИЯ И О ЕГО УНИЧТОЖЕНИИ

ПРЕАМБУЛА

Государства - участники настоящей Конвенции,

будучи преисполнены решимости действовать с целью достижения эффективного прогресса в направлении всеобщего и полного разоружения под строгим и эффективным международным контролем, включая запрещение и ликвидацию всех видов оружия массового уничтожения,

желая внести вклад в реализацию целей и принципов Устава Организации Объединенных Наций,

напоминая о том, что Генеральная Ассамблея Организации Объединенных Наций неоднократно осуждала все действия, противоречащие принципам и целям Протокола о запрещении применения на войне удушливых, ядовитых или других подобных газов и бактериологических средств, подписанного в Женеве 17 июня 1925 года (Женевский протокол 1925 года),

признавая, что настоящая Конвенция вновь подтверждает принципы и цели, а также взятые обязательства по Женевскому протоколу 1925 года и по Конвенции о запрещении разработки, производства и накопления запасов бактериологического (биологического) и токсинного оружия и об их уничтожении, подписанной в Вашингтоне, Лондоне и Москва 10 апреля 1972 года,

имея в виду цель, закрепленную в статье IX Конвенции о запрещении разработки, производства и накопления запасов бактериологического (биологического) и токсинного оружия и об их уничтожении,

будучи преисполнены решимости в интересах всего человечества полностью исключить возможность применения химического оружия посредством осуществления положений настоящей Конвенции, дополняя тем самым обязательства, принятые по Женевскому протоколу 1925 года,

признавая закрепленное в соответствующих соглашениях и принципах международного права запрещение использования гербицидов в качестве средства ведения войны,

считая, что достижения в области химии должны использоваться исключительно на благо человечества,

желая поощрять свободную торговлю химикатами, а также международное сотрудничество и обмен научно-технической информацией в области химической деятельности в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, для ускорения экономического и технического развития всех государств-участников,

будучи убеждены, что полное и эффективное запрещение разработки, производства, приобретения, накопления, сохранения, передачи и применения химического оружия и его уничтожение представляют собой необходимый шаг по пути к достижению этих общих целей,

согласились о нижеследующем:

СТАТЬЯ I

ОБЩИЕ ОБЯЗАТЕЛЬСТВА

1. Каждое государство - участник настоящей Конвенции обязуется никогда, ни при каких обстоятельствах:

a) не разрабатывать, не производить, не приобретать иным образом, не накапливать или не сохранять химическое оружие или не передавать прямо или косвенно химическое оружие кому бы то ни было;

b) не применять химическое оружие;

c) не проводить любых военных приготовлений к применению химического оружия;

d) не помогать, не поощрять или не побуждать каким-либо образом кого бы то ни было к проведению любой деятельности, запрещаемой государству-участнику по настоящей Конвенции.

2. Каждое государство-участник обязуется уничтожить химическое оружие, которое находится в его собственности или владении или которое размещено в любом месте под его юрисдикцией или контролем, в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

3. Каждое государство-участник обязуется уничтожить все химическое оружие, оставленное им на территории другого государства-участника, в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

4. Каждое государство-участник обязуется уничтожить любые объекты по производству химического оружия, которые находятся в его собственности или владении или которые размещены в любом месте под его юрисдикцией или контролем, в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

5. Каждое государство-участник обязуется не использовать химические средства борьбы с беспорядками в качестве средства ведения войны.

СТАТЬЯ II

ОПРЕДЕЛЕНИЯ И КРИТЕРИИ

Для целей настоящей Конвенции:

1. "Химическое оружие" означает в совокупности или в отдельности следующее:

a) токсичные химикаты и их прекурсоры, за исключением тех случаев, когда они предназначены для целей, не запрещаемых по настоящей Конвенции, при том условии, что виды и количества соответствуют таким целям;

b) боеприпасы и устройства, специально предназначенные для смертельного поражения или причинения иного вреда за счет токсических свойств, указанных в подпункте a) токсичных химикатов, высвобождаемых в результате применения таких боеприпасов и устройств;

c) любое оборудование, специально предназначенное для использования непосредственно в связи с применением боеприпасов и устройств, указанных в подпункте b).

2. "Токсичный химикат" означает:

любой химикат, который за счет своего химического воздействия на жизненные процессы может вызвать летальный исход, временный инкапаситирующий эффект или причинить постоянный вред человеку или животным. Сюда относятся все такие химикаты, независимо от их происхождения или способа их производства и независимо от того, произведены ли они на объектах, в боеприпасах или где-либо еще.

(Для цели осуществления настоящей Конвенции токсичные химикаты, выявленные для применения мер проверки, перечисляются в списках, содержащихся в Приложении по химикатам.)

3. "Прекурсор" означает:

любой химический реагент, участвующий в любой стадии производства токсичного химиката каким бы то ни было способом. Сюда относится любой ключевой компонент бинарной или многокомпонентной химической системы.

(Для цели осуществления настоящей Конвенции прекурсоры, выявленные для применения мер проверки, перечисляются в списках, содержащихся в Приложения по химикатам.)

4. "Ключевой компонент бинарных или многокомпонентных химических систем" (именуемый далее как "ключевой компонент") означает:

прекурсор, играющий самую важную роль в определении токсичных свойств конечного продукта и быстро реагирующий с другими химикатами в бинарной или многокомпонентной системе.

5. "Старое химическое оружие" означает:

a) химическое оружие, произведенное до 1925 года; или

b) химическое оружие, произведенное в период между 1925 и 1946 годами, которое ухудшилось в такой степени, что оно уже не может использоваться в качестве химического оружия.

6. "Оставленное химическое оружие" означает:

химическое оружие, включая старое химическое оружие, которое было оставлено государством после 1 января 1925 года на территории другого государства без согласия последнего.

7. "Химическое средство борьбы с беспорядками" означает:

любой не включенный в списки химикат, способный быстро вызывать в организме человека раздражение органов чувств или физические расстройства, которые исчезают в течение короткого промежутка времени после прекращении воздействия.

8. "Объект по производству химического оружия":

a) означает любое оборудование, а также любое здание, вмещающее такое оборудование, которое было предназначено, построено или использовано в любое время с 1 января 1946 года:

i) как часть стадии производства химикатов ("последняя технологическая стадия"), на которой материальные потоки содержали бы при функционировании оборудовании:

1) любой химикат, включенный в Список 1 Приложения по химикатам; или

2) любой другой химикат, который не находит применения сверх 1 тонны в год на территории государства-участника или в любом другом месте под юрисдикцией или контролем государства-участника в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, но который может быть использован для целей химического оружия;

или

ii) для снаряжения химического оружия, включая, среди прочего, снаряжение химикатов, перечисленных в Списке 1, в боеприпасы, устройства или емкости для хранения; снаряжение химикатов в контейнеры, входящие в состав бинарных боеприпасов и устройств в сборе, или в химические подзаряды, входящие в состав унитарных боеприпасов и устройств в сборе; и установку контейнеров и химических подзарядов в соответствующие боеприпасы и устройства;

b) не означает:

i) любой объект, у которого производственная мощность для синтеза химикатов, указанных в подпункте a) i), составляет менее 1 тонны;

ii) любой объект, на котором химикат, указанный в подпункте a) i), производится или производился как неизбежный побочный продукт деятельности в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, при условии, что на такой химикат приходится не более трех процентов всей продукции и что объект подлежит объявлению и инспекции в соответствии с Приложением по осуществлению и проверке (именуемым далее как "Приложение по проверке"); или

iii) единственный маломасштабный объект по производству химикатов, перечисленных в Списке 1, для целей, не запрещаемых по настоящей Конвенции, как это указано в части VI Приложения по проверке.

9. "Цели, не запрещаемые по настоящей Конвенции", означают:

a) промышленные, сельскохозяйственные, исследовательские, медицинские, фармацевтические или иные мирные цели;

b) защитные цели, а именно цели, непосредственно связанные с защитой от токсичных химикатов и защитой от химического оружия;

c) военные цели, не связанные с применением химического оружия и не зависящие от использования токсических свойств химикатов как средства ведения войны;

d) правоохранительные цели, включая борьбу с беспорядками в стране.

10. "Производственная мощность" означает:

годовой количественный потенциал для производства конкретного химиката на основе технологического процесса, фактически используемого или, в случае еще не используемого процесса, запланированного к использованию на соответствующем объекте. Она считается равной номинальной мощности или, в отсутствие номинальной мощности, - проектной мощности. Номинальная мощность представляет собой выпуск продукции в условиях, оптимально рассчитанных на максимальный объем производства применительно к производственному объекту по данным одной или нескольких пробных прогонок. Проектная мощность представляет собой соответствующий выпуск продукции по данным теоретических расчетов.

11. "Организация" означает Организацию по запрещению химического оружия, учреждаемую согласно статье VIII настоящей Конвенции.

12. Для целей статьи VI:

a) "Производство" химиката означает его образование посредством химической реакции;

b) "Переработка" химиката означает физический процесс, например составление, экстракцию и очистку, в ходе которого химикат не превращается в другой химикат;

c) "Потребление" химиката означает его превращение в другой химикат посредством химической реакции.

СТАТЬЯ III

ОБЪЯВЛЕНИЯ

1. Каждое государство-участник, не позднее чем через 30 дней после того, как настоящая Конвенция вступит для него в силу, представляет Организации следующие объявления, в которых оно:

a) в отношении химического оружия:

i) объявляет, имеет ли оно в собственности или владении какое-либо химическое оружие или имеется ли какое-либо химическое оружие, размещенное в любом месте под его юрисдикцией или контролем;

ii) указывает точное местонахождение, совокупное количество и подробный инвентарный состав химического оружия, находящегося в его собственности или владении или размещенного в любом месте под его юрисдикцией или контролем, в соответствии с пунктами 1-3 части IV A) Приложения по проверке, за исключением того химического оружия, которое указано в подпункте iii);

iii) сообщает о любом химическом оружии на его территории, находящемся в собственности и владении другого государства и размещенном в любом месте под юрисдикцией или контролем другого государства, в соответствии с пунктом 4 части IV A) Приложения по проверке;

iv) объявляет, передавало или получало ли оно прямо или косвенно какое-либо химическое оружие с 1 января 1946 года, и указывает передачу или получение такого оружия, в соответствии с пунктом 5 части IV A) Приложения по проверке;

v) представляет свой общий план уничтожения химического оружия, находящегося в его собственности или владении или размещенного в любом месте под его юрисдикцией или контролем, в соответствии с пунктом 6 части IV A) Приложения по проверке;

b) в отношении старого химического оружия и оставленного химического оружия:

i) объявляет, имеет ли оно на своей территории старое химическое оружие, и представляет всю имеющуюся информацию в соответствии с пунктом 3 части IV B) Приложения по проверке;

ii) объявляет, имеется ли на его территории оставленное химическое оружие, и представляет всю имеющуюся информацию в соответствии с пунктом 8 части IV B) Приложения по проверке;

iii) объявляет, оставляло ли оно химическое оружие на территории других государств, и представляет всю имеющуюся информацию в соответствии с пунктом 10 части IV B) Приложения по проверке;

c) в отношении объектов по производству химического оружия:

i) объявляет, имеет или имело ли оно любой объект по производству химического оружия, находящийся в его собственности или владении или размещенный или размещавшийся в любом месте под его юрисдикцией или контролем в любое время с 1 января 1946 года;

ii) указывает любой объект по производству химического оружия, который находится или находился в его собственности или владении или который размещен или размещался в любом месте под его юрисдикцией или контролем в любое время с 1 января 1946 года, в соответствии с пунктом 1 части V Приложения по проверке, за исключением тех объектов, которые указаны в подпункте iii);

iii) сообщает о любом объекте по производству химического оружия на его территории, который находится или находился в собственности и владении другого государства и который размещается или размещался в любом месте под юрисдикцией или контролем другого государства в любое время с 1 января 1946 года, в соответствии с пунктом 2 части V Приложения по проверке;

iv) объявляет, передавало или получало ли оно прямо или косвенно любое оборудование для производства химического оружия с 1 января 1946 года, и указывает передачу или получение такого оборудования в соответствии с пунктами 3-5 части V Приложения по проверке;

v) представляет свой общий план уничтожения любого объекта по производству химического оружия, который находится в его собственности или владении или который размещен в любом месте под его юрисдикцией или контролем, в соответствии с пунктом 6 части V Приложения по проверке;

vi) указывает меры, которые должны быть приняты для закрытия любого объекта по производству химического оружия, который находится в его собственности или владении или который размещен в любом месте под его юрисдикцией или контролем, в соответствии с пунктом 1 i) части V Приложения по проверке;

vii) представляет свой общий план любого временного переоборудования любого объекта по производству химического оружия, который находится в его собственности или владении или который размещен в любом месте под его юрисдикцией или контролем, в объект по уничтожению химического оружия, в соответствии с пунктом 7 части V Приложения по проверке;

d) в отношении других объектов:

указывает точное местонахождение, характер и общую сферу деятельности любого объекта или учреждения, находящегося в его собственности или владении или размещенного в любом месте под его юрисдикцией или контролем и предназначенного, построенного или использовавшегося с 1 января 1946 года преимущественно для

разработки химического оружия. В такое объявление включаются, среди прочего, лаборатории и полигоны и испытательные площадки;

e) в отношении химических средств борьбы с беспорядками:

указывает химическое наименование, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис" (КАС), если таковой присвоен, каждого химиката, которым оно обладает для целей борьбы с беспорядками. Это объявление обновляется не позднее чем через 30 дней после вступления в силу любого изменения.

2. Положения настоящей статьи и соответствующие положения части IV Приложения по проверке, по усмотрению государства-участника, не применяются к химическому оружию, которое было захоронено на его территории до 1 января 1977 года и остается захороненным или которое было сброшено в море до 1 января 1985 года.

СТАТЬЯ IV

ХИМИЧЕСКОЕ ОРУЖИЕ

1. Положения настоящей статьи и подробные процедуры ее осуществления применяются ко всему химическому оружию, находящемуся в собственности или владении государства-участника или размещенному в любом месте под его юрисдикцией или контролем, за исключением старого химического оружия и оставленного химического оружия, к которому применяется часть IV B) Приложения по проверке.

2. Подробные процедуры осуществления настоящей статьи изложены в Приложении по проверке.

3. Все места, где хранится или уничтожается химическое оружие, указанное в пункте 1 a), подлежат систематической проверке посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, в соответствии с частью IV A) Приложения по проверке.

4. Каждое государство-участник сразу же после представления объявления в соответствии с пунктом 1 статьи III предоставляет доступ к химическому оружию, указанному в пункте 1, с целью систематической проверки объявления посредством инспекции на месте. После этого каждое государство-участник не вывозит любое такое химическое оружие, кроме как на объект по уничтожению химического оружия. Оно предоставляет доступ к такому химическому оружию с целью систематической проверки на месте.

5. Каждое государство-участник предоставляет доступ к любым объектам по уничтожению химического оружия и их складским участкам, которые находятся в его собственности или владении или которые размещены в любом месте под его юрисдикцией или контролем, с целью систематической проверки посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте.

6. Каждое государство-участник уничтожает все химическое оружие, указанное в пункте 1, согласно Приложению по проверке и в соответствии с согласованными темпами и последовательностью уничтожения (именуемыми далее как "порядок уничтожения"). Такое уничтожение начинается не позднее чем через два года после того, как настоящая Конвенция вступит для него в силу, и заканчивается не позднее чем через 10 лет после вступления в силу настоящей Конвенции. Государству-участнику не воспрещается уничтожать такое химическое оружие более быстрыми темпами.

7. Каждое государство-участник:

a) представляет подробные планы уничтожения химического оружия, указанного в пункте 1, не позднее чем за 60 дней до начала каждого годового периода уничтожения в соответствии с пунктом 29 части IV A) Приложения по проверке; подробные планы охватывают все запасы, подлежащие уничтожению в ходе последующего годового периода уничтожения;

b) ежегодно представляет объявления об осуществлении своих планов уничтожения химического оружия, указанного в пункте 1, не позднее чем через 60 дней после окончания каждого годового периода уничтожения; и

c) удостоверяет не позднее чем через 30 дней после завершения процесса уничтожения, что все химическое оружие, указанное в пункте 1, уничтожено.

8. Если государство ратифицирует настоящую Конвенцию или присоединяется к ней после десятилетнего периода уничтожения, указанного в пункте 6, то оно уничтожает химическое оружие, указанное в пункте 1, как можно скорее. Порядок уничтожения и процедуры строгой проверки для такого государства-участника определяются Исполнительным советом.

9. Любое химическое оружие, обнаруженное государством-участником после первоначального объявления химического оружия, сообщается, блокируется и уничтожается в соответствии с частью IV A) Приложения по проверке.

10. Каждое государство-участник в ходе транспортировки, отбора проб, хранения и уничтожения химического оружия уделяет первостепенное внимание обеспечению безопасности людей и защите окружающей среды. Каждое государство-участник осуществляет транспортировку, отбор проб, хранение и уничтожение химического оружия в соответствии со своими национальными стандартами в отношении безопасности и выбросов.

11. Любое государство-участник, на территории которого имеется химическое оружие, находящееся в собственности или владении другого государства или размещенное в любом месте под юрисдикцией или контролем другого государства, предпринимает всемерные усилия к тому, чтобы обеспечить удаление этого химического оружия с его территории не позднее чем через один год после вступления для него в силу настоящей Конвенции. Если оно не удалено в течение одного года, то государство-участник может просить Организацию и другие государства-участники о предоставлении помощи в уничтожении этого химического оружия.

12. Каждое государство-участник обязуется сотрудничать с другими государствами-участниками, которые на двусторонней основе или через Технический секретариат запрашивают информацию или помощь в отношении способов и технологий безопасного и эффективного уничтожения химического оружия.

13. В ходе осуществления деятельности по проверке согласно настоящей статье и части IV A) Приложения по проверке Организация рассматривает меры по недопущению ненужного дублирования двусторонних или многосторонних соглашений между государствами-участниками о проверке хранения химического оружия и его уничтожения.

С этой целью Исполнительный совет решает ограничить проверку мерами, дополняющими меры, принимаемые согласно такому двустороннему или многостороннему соглашению, если он сочтет, что:

a) положения по проверке, содержащиеся в таком соглашении, совместимы с положениями по проверке, содержащимися в настоящей статье и части IV A) Приложения по проверке;

b) осуществление такого соглашения дает достаточную гарантию соблюдения соответствующих положений настоящей Конвенции; и

c) участники двустороннего или многостороннего соглашения полностью информируют Организацию о своей деятельности по проверке.

14. Если Исполнительный совет принимает решение согласно пункту 13, то Организация имеет право контролировать осуществление даустороннего или многостороннего соглашения.

15. Ничто в пунктах 13 и 14 не затрагивает обязательство государства-участника представлять объявления согласно статье III, настоящей статье и части IV A) Приложения по проверке.

16. Каждое государство-участник покрывает расходы по уничтожению химического оружия, которое оно обязано уничтожить. Оно также покрывает расходы по проверке хранения и уничтожения этого химического оружия, если Исполнительный совет не примет иного решения. Если Исполнительный совет решает ограничить принимаемые Организацией меры проверки согласно пункту 13, то расходы по дополнительной проверке и контролю со стороны Организации покрываются в соответствии со шкалой взносов Организации Объединенных Наций, как это указано в пункте 7 статьи VIII.

17. Положения настоящей статьи и соответствующих положения части IV Приложения по проверке, по усмотрению государства-участника, не применяются к химическому оружию, которое было захоронено на его территории до 1 января 1977 года и остается захороненным или которое было сброшено в море до 1 января 1985 года.

СТАТЬЯ V

ОБЪЕКТЫ ПО ПРОИЗВОДСТВУ ХИМИЧЕСКОГО ОРУЖИЯ

1. Положения настоящей статьи и подробные процедуры ее осуществления применяются к любым и всем объектам по производству химического оружия, находящимся в собственности или владении государства-участника или размещенным в любом месте под его юрисдикцией или контролем.

2. Подробные процедуры осуществления настоящей статьи изложены в Приложении по проверке.

3. Все объекты по производству химического оружия, указанные в пункте 1, подлежат систематической проверке посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливеемых на месте, в соответствии с частью V Приложения по проверке.

4. Каждое государство-участник немедленно прекращает на объектах по производству химического оружия, указанных в пункте 1, всю деятельность, за исключением деятельности, требуемой для их закрытия.

5. Никакое государство-участник не сооружает никаких новых объектов по производству химического оружия и не модифицирует никаких существующих объектов с целью производства химического оружия или для любой иной деятельности, запрещаемой по настоящей Конвенции.

6. Каждое государство-участник сразу же после представления объявления в соответствии с пунктом 1 c) статьи III предоставляет доступ к объектам по производству химического оружия, указанным в пункте 1, с целью систематической проверки объявления посредством инспекции на месте.

7. Каждое государство-участник:

a) не позднее чем через 90 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции закрывает все объекты по производству химического оружия, указанные в пункте 1, в соответствии с частью V Приложения по проверке и представляет соответствующее уведомление; и

b) предоставляет доступ к объектам по производству химического оружия, указанным в пункте 1, после их закрытия с целью систематической проверки посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, с тем чтобы убедиться в том, что объект остается закрытым и впоследствии будет уничтожен.

8. Каждое государство-участник уничтожает все объекты по производству химического оружия, указанные в пункте 1, и соответствующие объекты и оборудование согласно Приложению по проверке и в соответствии с согласованными темпами и последовательностью уничтожения (именуемыми далее как "порядок уничтожания"). Такое уничтожание начинается не позднее чем через один год после того, как настоящая Конвенция вступит для него в силу, и заканчивается не позднее чем через 10 лет после вступления в силу настоящей Конвекции. Государству-участнику не воспрещается уничтожать такие объекты более быстрыми темпами.

9. Каждое государство-участник:

a) представляет подробные планы уничтожения объектов по производству химического оружия, указанных в пункте 1, не позднее чем за 180 дней до начала укичтожения каждого объекта;

b) ежегодно представляет объявления об осуществлении своих планов укичтожения всех объектов по производству химического оружия, указанных в пункте 1, не позднее чем через 90 дней после окончания каждого годового периода уничтожения; и

c) удостоверяет, не позднее чем через 30 дней после завершения процесса укичтожения, что все объекты по производству химического оружия, указанные в пункте 1, уничтожены.

10. Если государство ратифицирует настоящую Конвенцию или присоединяется к ней после десятилетнего периода уничтожения, указанного в пункте 8, то оно уничтожает объекты по производству химического оружия, указанные в пункте 1, как можно скорее. Порядок уничтожения и процедуры строгой проверки для такого государства-участника определяются Исполнительным советом.

11. Каждое государство-участник в ходе уничтожания объектов по производству химического оружия уделяет первостепенное внимание обеспечению безопасности людей и защите окружающей среды. Каждое государство-участник уничтожает объекты по производству химического оружия в соответствии со своими национельными стандартами в отношении безопасности и выбросов.

12. Объекты по производству химического оружия, указанные в пункте 1, могут быть временно переоборудованы для уничтожания химического оружия в соответствии с пунктами 18-25 части V Приложения по проверке. Такой переоборудованный объект должен быть уничтожен, как только он перестанет использоваться для уничтожения химического оружия, но во всяком случае не позднее чем через 10 лет после вступления в силу настоящей Конвекции.

13. В исключительных случаях крайней необходимости государство-участник может запрашивать разрешение на использование объекта по производству химического оружия, указанного в пункте 1, в целях, не запрещаемых по настоящей

Конвенции. По рекомендации Исполнительного совета Конференция государств-участников решает вопрос об удовлетворении или отклонении просьбы и устанавливает условия, на которых дается такое одобрение в соответствии с разделом D части V Приложения по проверке.

14. Объект по производству химического оружия конверсируется таким образом, чтобы для конверсированного объекта возможность обратного переоборудования в объект по производству химического оружия была на больше, чем для любого другого объекта, используемого в промышленных, сельскохозяйственных, исследовательских, медицинских, фармацевтических или иных мирных целях, не связанных с химикатами, включенными в Список 1.

15. Все конверсированные объекты подлежат систематической проверке посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, в соответствии с разделом D части V Приложения по проверке.

16. В ходе осуществления деятельности по проверке согласно настоящей статье и части V Приложения по проверке Организация рассматривает меры по недопущению ненужного дублирования двусторонних или многосторонних соглашений между государствами-участниками о проверке объектов по производству химического оружия и их уничтожения.

С этой целью Исполнительный совет решает ограничить проверку мерами, дополняющими меры, принимаемые согласно такому двустороннему или многостороннему соглашению, если он сочтет, что:

a) положения по проверке, содержащиеся в таком соглашении, совместимы с положениями по проверке, содержащимися в настоящей статье и части V Приложения по проверке;

b) осуществление такого соглашения дает достаточную гарентию соблюдения соответствующих положений настоящей Конвенции; и

c) участники двустороннего или многостороннего соглашения полностью информируют Организацию о своей деятельности по проверке.

17. Если Исполнительный совет принимает решение согласно пункту 16, то Организация имеет право контролировать осуществление двустороннего или многостороннего соглашения.

18. Ничто в пунктах 16 и 17 не затрагивает обязательство государства-участника представлять объявления согласно статье III, настоящей статье и части V Приложения по проверке.

19. Каждое государство-участник покрывает расходы по уничтожению объектов по производству химического оружия, которые оно обязано уничтожить. Оно также покрывает расходы по проверке в соответствии с настоящей статьей, если Исполнительный совет не примет иного решения. Если Исполнительный совет решает ограничить принимаемые Организацией меры проверки согласно пункту 16, то расходы по дополнительной проверке и контролю со стороны Организации покрываются в соответствии со шкалой взносов Организации Объединенных Наций, как это указано в пункте 7 статьи VIII.

СТАТЬЯ VI

ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ, НЕ ЗАПРЕЩАЕМАЯ ПО НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ

1. Каждое государство-участник имеет право, с учетом положений настоящей Конвенции, разрабатывать, производить, приобретать иным образом, сохранять,

передавать и использовать токсичные химикаты и их прекурсоры в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции.

2. Каждое государство-участник принимает необходимые меры к обеспечению того, чтобы токсичные химикаты и их прекурсоры разрабатывались, производились, приобретались иным образом, сохранялись, передавались и использовались в пределах его территории или в любом другом месте под его юрисдикцией или контролем только в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции. С этой целью и для проверки соответствия деятельности обязательствам по настоящей Конвенции каждое государство-участник подчиняет токсичные химикаты и их прекурсоры, перечисленные в списках 1, 2 и 3 Приложения по химикатам, объекты, связанные с такими химикатами, и другие объекты, как это указано в Приложении по проверке, которые размещены на его территории или в любом другом месте под его юрисдикцией или контролем, мерам проверки, как это предусмотрено в Приложении по проверке.

3. Каждое государство-участник подчиняет химикаты, перечисленные в Списке 1 (именуемые далее как химикаты Списка 1), запрещениям в отношении производства, приобретения, сохранения, передачи и использования, как это указано в части VI Приложения по проверке. Оно подчиняет химикаты Списка 1 и объекты, указанные в части VI Приложения по проверке, систематической проверке посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, в соответствии с этой частью Приложения по проверке.

4. Каждое государство-участник подчиняет химикаты, перечисленные в Списке 2 (именуемые далее как химикаты Списка 2), и объекты, указанные в части VII Приложения по проверке, наблюдению за данными и проверке на месте в соответствии с этой частью Приложения по проверке.

5. Каждое государство-участник подчиняет химикаты, перечисленные в Списке 3 (именуемые далее как химикаты Списка 3), и объекты, указанные в части VIII Приложения по проверке, наблюдению за данными и проверке на месте в соответствии с этой частью Приложения по проверке.

6. Каждое государство-участник подчиняет объекты, указанные в части IX Приложения по проверке, наблюдению за данными и вероятной проверке на месте в соответствии с этой частью Приложения по проверке, если Конференция государств-участников не примет иного решения согласно пункту 22 части IX Приложения по проверке.

7. Каждое государство-участник, не позднее чем через 30 дней после того, как настоящая Конвенция вступит для него в силу, делает первоначальное объявление о соответствующих химикатах и объектах в соответствии с Приложениям по проверке.

8. Каждое государство-участник делает ежегодные объявления относительно соответствующих химикатов и объектов в соответствии с Приложением по проверке.

9. Для цели проверки на месте каждое государство-участник предоставляет инспекторам доступ к объектам согласно требованиям Приложения по проверке.

10. В ходе осуществления деятельности по проверке технический секретариат избегает неоправданного вмешательства в химическую деятельность государства-участника в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, и, в частности, соблюдает положения, изложенные в Приложении по защите конфиденциальной информации (именуемом далее как "Приложение по конфиденциальности").

11. Положения настоящей статьи осуществляются таким образом, чтобы избегать создания помех для экономического или технического развития государств-участников и международного сотрудничества в области химической деятельности в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, включая международный обмен научно-технической информацией, химикатами и оборудованием для производства,

переработки или использования химикатов в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции.

СТАТЬЯ VII

НАЦИОНАЛЬНЫЕ МЕРЫ ПО ОСУЩЕСТВЛЕНИЮ

Общие обязательства

1. Каждое государство-участник в соответствии со своими конституционными процедурами принимает необходимые меры по выполнению своих обязательств по настоящей Конвенции. В частности, оно:

a) запрещает физическим и юридическим лицам, находящимся где бы то ни было на его территории или в любом другом месте под его юрисдикцией, как это признано международным правом, проводить любую деятельность, запрещаемую государству-участнику по настоящей Конвенции, в том числе принимает уголовное законодательство в отношении такой деятельности;

b) не разрешает проводить в любом месте под его контролем любую деятельность, запрещаемую государству-участнику по настоящей Конвенции; и

c) распространяет свое уголовное законодательство, принятое в соответствии с подпунктом a), на любую деятельность, запрещаемую государству-участнику по настоящей Конвенции, которая проводится где бы то ни было физическими лицами, обладающими его гражданством, в соответствии с международным правом.

2. Каждое государство-участник сотрудничает с другими государствами-участниками и предоставляет в соответствующей форме правовую помощь, с тем чтобы облегчить выполнение обязательств по пункту 1.

3. Каждое государство-участник в ходе выполнения своих обязательств по настоящей Конвенции уделяет первостепенное внимание обеспечению безопасности людей и защите окружающей среды и соответственно сотрудничает с другими государствами-участниками в этом отношении.

Отношения между государством-участником и Организацией

4. Для выполнения своих обязательств по настоящей Конвенции каждое государство-участник назначает или учреждает Национальный орган, который выступает в качестве национального координационного центра для эффективной связи с Организацией и другими государствами-участниками. Каждое государство-участник уведомляет Организацию о своем Национальном органе во время вступления для него в силу настоящей Конвенции.

5. Каждое государство-участник информирует Организацию о законодательных и административных мерах, принятых для осуществления настоящей Конвенции.

6. Каждое государство-участник рассматривает в качестве конфиденциальных информацию и данные, которые оно получает от Организации на конфиденциальной основе в связи с осуществлением настоящей Конвенции, и устанавливает особый режим обращения с такой информацией и данными. Оно использует такую информацию и данные исключительно в связи со своими правами и обязанностями по настоящей Конвенции и в соответствии с положениями, изложенными в Приложении по конфиденциальности.

7. Каждое государство-участник обязуется сотрудничать с Организацией в выполнении всех ее функций, и в частности предоставлять помощь Техническому секретариату.

СТАТЬЯ VIII

ОРГАНИЗАЦИЯ

A. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

1. Государства - участники настоящей Конвенции настоящим учреждают Организацию по запрещению химического оружия для реализации предмета и цели настоящей Конвенции, для обеспечения осуществления ее положений, включая положения о международной проверке ее соблюдения, и для обеспечения форума для консультаций и сотрудничества между государствами-участниками.

2. Членами Организации являются все государства - участники настоящей Конвенции. Государство-участник не может быть лишено своего членства в Организации.

3. Местопребыванием штаб-квартиры Организации является Гаага, Королевство Нидерландов.

4. В качестве органов Организации настоящим учреждаются: Конференция государств-участников, Исполнительный совет и Технический секретариат.

5. Организация проводит свою деятельность по проверке, предусмотренную по настоящей Конвенции, как можно менее интрузивным образом, совместимым со своевременным и эффективным достижением ее целей. Она запрашивает лишь такие сведения и данные, какие необходимы для выполнения ее обязанностей по настоящей Конвенции. Она принимает всяческие меры предосторожности для защиты конфиденциальности информации о гражданской и военной деятельности и объектах, которая становится ей известной в ходе осуществления настоящей Конвенции, и в частности соблюдает положения, изложенные в Приложении по конфиденциальности.

6. При проведении своей деятельности по проверке Организация рассматривает меры по использованию научно-технических достижений.

7. Расходы в связи с деятельностью Организации покрываются государствами-участниками в соответствии со шкалой взносов Организация Объединенных Наций, скорректированной с учетом различий в членском составе Организации Объединенных Наций и данной Организации, и с учетом положений статей IV и V. Финансовые взносы государств-участников на Подготовительную комиссию соответствующим образом вычитаются из их взносов в регулярный бюджет. Бюджет Организация состоит из двух отдельных разделов, один из них касается административных и иных расходов, а другой - расходов по проверке.

8. Член Организация, за которым числится задолженность по уплате Организации финансовых взносов, лишается права голоса в Организации, если сумма его задолженности равняется или превышает сумму взносов, причитающихся с него за два полных предыдущих года. Конференция государств-участников может, однако, разрешить такому члену участвовать в голосовании, если она признает, что просрочка платежа произошла по не зависящим от него обстоятельствам.

B. КОНФЕРЕНЦИЯ ГОСУДАРСТВ-УЧАСТНИКОВ

Состав, процедуры и принятие решений

9. Конференция государств-участников (именуемая далее как "Конференция") состоит из всех членов данной Организация. Каждый член имеет на Конференции одного представителя, которого могут сопровождать заместители и советники.

10. Первая сессия Конференции созывается депозитарием не позднее чем через 30 дней после вступления в силу настоящей Конвенции.

11. Конференция собирается на очередные сессия, которые проводятся ежегодно, если она не примет иного решения.

12. Специальные сессии Конференции созываются:

a) по решению Конференции;

b) по просьбе Исполнительного совета;

c) по просьбе любого члена, которую поддерживает одна треть членов; или

d) в соответствии с пунктом 22 для рассмотрения действия настоящей Конвенции.

За исключением случаев, указанных в подпункте d), специальная сессия созывается не позднее чем через 30 дней после получения просьбы Генеральным директором Технического секретариата, если в просьбе не указано иное.

13. Конференция также созывается в форме Конференция по рассмотрению поправок в соответствии с пунктом 2 статьи XV.

14. Сессии Конференции проводятся по местопребыванию Организации, если Конференция не примет иного решения.

15. Конференции принимает свои правила процедуры. В начале каждой очередной сессии она избирает своего Председателя и других необходимых должностных лиц. Они пребывают в должности до избрания нового Председателя и других должностных лиц на следующей очередной сессия.

16. Большинство членов Организации образуют кворум Конференции.

17. Каждый член Организации имеет на Конференции один голос.

18. Конференция принимает решения по процедурным вопросам простым большинством голосов членов, присутствующих и участвующих в голосовании. Решения по вопросам существа по мере возможности должны приниматься консенсусом. Если при принятии решения по какому-либо вопросу достичь консенсуса не удается, то Председатель на 24 часа откладывает всякое голосование и в этот период отсрочки прилагает всяческие усилия к тому, чтобы облегчить достижение консенсуса, и до окончания этого периода представляет Конференция доклад. Если по истечении 24 часов достижение консенсуса невозможно, то Конференция принимает решение большинством в две трети голосов членов, присутствующих и участвующих в голосования, если в настоящей Конвенция не предусмотрено иное. В случае возникновения разногласий относительно того, является ли тот или иной вопрос вопросом существа, этот вопрос считается вопросом существа, если Конференция не примет иного решения большинством голосов, необходимым для принятия решений по вопросам существа.

Полномочия и функции

19. Конференции является главным органом Организации. Она рассматривает любые вопросы, темы или проблемы в рамках сферы охвата настоящей Конвенции, включая те из них, которые касаются полномочий и функций Исполнительного совета и Технического секретариата. Она может давать рекомендации и принимать решения по любым вопросам, темам или проблемам, касающимся настоящей Конвенции, которые поднимаются государством-участником или доводятся до ее сведения Исполнительным советом.

20. Конференция осуществляет надзор за осуществлением настоящей Конвенции и принимает меры для содействия реализации ее предмета и цели. Конференция рассматривает соблюдение настоящей Конвенции. Она также осуществляет надзор за деятельностью Исполнительного совета и Технического секретариата и может в соответствии с настоящей Конвенцией устанавливать для любого из этих органов основные принципы в связи с осуществлением ими своих функций.

21. Конференции:

a) рассматривает и принимает на своих очередных сессиях доклад, программу и бюджет Организации, представляемые Исполнительным советом, а также рассматривает другие доклады;

b) принимает решения относительно шкалы финансовых взносов, подлежащих выплате государствами-участниками в соответствии с пунктом 7;

c) избирает членов Исполнительного совета;

d) назначает Генерального директора Технического секретариата (именуемого далее как "Генеральный директор");

e) утверждает правила процедуры Исполнительного совета, представляемые последним;

f) учреждает такие вспомогательные органы, какие она считает необходимыми для выполнения своих функций в соответствии с настоящей Конвенцией;

g) способствует развитию международного сотрудничества в мирных целях в области химической деятельности;

h) рассматривает научно-технические достижения, которые могли бы сказаться на действии настоящей Конвенции, и в этой связи поручает Генеральному директору учредить Научно-консультативный совет, с тем чтобы дать ему возможность в порядке выполнения своих функций предоставлять Конференции, Исполнительному совету или государствам-участникам специализированные консультации в тех областях науки и техники, которые имеют отношение к настоящей Конвенции. В состав Научно-консультативного совета входят независимые эксперты, назначаемые в соответствии с другим ведения, принятым Конференцией;

i) рассматривает и утверждает на своей первой сессии любые проекты соглашений, положений и основных принципов, разрабатываемые Подготовительной комиссией;

j) учреждает на своей первой сессии добровольный фонд помощи в соответствии со статьей X;

k) принимает необходимые меры по обеспечению соблюдения настоящей Конвенции и по исправлению и корректировке любого положения, которое противоречит положениям настоящей Конвенции, в соответствии со статьей XII.

22. Конференция не позднее чем через один год после того, как истечет пятый и десятый год после вступления в силу настоящей Конвенции, и в такие другие сроки в пределах этого периода времени, какие могут быть согласованы, собирается на специальные сессии для рассмотрения действия настоящей Конвенции. В ходе таких рассмотрений принимаются во внимание любые соответствующие научно-технические достижения. После этого с пятилетним интервалом, если не будет принято иного решения, созываются дальнейшие сессии Конференции с той же целью.

C. ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ СОВЕТ

Состав, процедура и принятие решений

23. Исполнительный совет состоит из 41 члена. Каждое государство-участник имеет право в соответствии с принципом ротации входить в состав Исполнительного совета. Члены Исполнительного совета избираются Конференцией сроком на два года. Для обеспечения эффективного функционирования настоящей Конвенции, причем надлежащее внимание особо уделяется справедливому географическому распределению, значительности химической промышленности, а также политическим интересам и интересам безопасности, состав Исполнительного совета формируется следующим образом:

a) девять государств-участников от Африки, назначаемых государствами-участниками, расположенными в этом регионе. В качестве основы для этого назначения имеется в виду, что из этих девяти государств-участников три члена, как правило, являются государствами-участниками, обладающими наиболее значительной национальной химической промышленностью в регионе, что определяется исходя из данных, сообщаемых и публикуемых на международном уровне; кроме того, региональная группа также соглашается при назначении этих трех членов принимать во внимание другие региональные факторы;

b) девять государств-участников от Азии, назначаемых государствами-участниками, расположенными в этом регионе. В качестве основы для этого назначения имеется в виду, что из этих девяти государств-участников четыре члена, как правило, являются государствами-участниками, обладающими наиболее значительной национальной химической промышленностью в регионе, что определяется исходя из данных, сообщаемых и публикуемых на международном уровне; кроме того, региональная группа также соглашается при назначении этих четырех членов принимать во внимание другие региональные факторы;

c) пять государств-участников от Восточной Европы, назначаемых государствами-участниками, расположенными в этом регионе. В качестве основы для этого назначения имеется в виду, что из этих пяти государств-участников один член, как правило, является государством-участником, обладающим наиболее значительной национальной химической промышленностью в регионе, что определяется исходя из данных, сообщаемых и публикуемых на международном уровне; кроме того, региональная группа также соглашается при назначении этого одного члена принимать во внимание другие региональные факторы;

d) семь государств-участников от Латинской Америки и Карибского бассейна, назначаемых государствами-участниками, расположенными в этом регионе. В качестве основы для этого назначения имеется в виду, что из этих семи государств-участников три члена, как правило, являются государствами-участниками, обладающими наиболее значительной национальной химической промышленностью в регионе, что определяется исходя из данных, сообщаемых и публикуемых на международном уровне; кроме того, региональная группа также соглашается при назначении этих трех членов принимать во внимание другие региональные факторы;

e) десять государств-участников из числа западноевропейских и других государств, назначаемых государствами-участниками, расположенными в этом регионе. В качестве основы для этого назначения имеется в виду, что из этих десяти государств-участников пять членов, как правило, являются государствами-участниками, обладающими наиболее значительной национальной химической промышленностью в регионе, что определяется исходя из данных, сообщаемых и публикуемых на международном уровне; кроме того, региональная группа также соглашается при назначении этих пяти членов принимать во внимание другие региональные факторы;

f) одно дополнительное государство-участник, назначаемое последовательно государствами-участниками, расположенными в регионах Азии, Латинской Америки и Карибского бассейна. В качестве основы для этого назначения имеется в виду, что это государство-участник является ротируемым членом от этих регионов.

24. В ходе первых выборов в состав Исполнительного совета 20 членов избираются сроком на один год, причем должное внимание уделяется установленным численным пропорциям, как это изложено в пункте 23.

25. После полного осуществления статей IV и V Конференция может по просьбе большинства членов Исполнительного совете пересмотреть состав Исполнительного совете с учетом изменений, связанных с указанными в пункте 23 принципами, регулирующими его состав.

26. Исполнительный совет резрабатывает свои правила процедуры и предст·ляет их на утверждение Конференции.

27. Исполнительный совет избирает своего Председателя из числа своих членов.

28. Исполнительный совет собирается на очередные сессии. В период между очередными сессиями он собирается на заседания так часто, как это может потребоваться для осуществления его полномочий и функций.

29. Каждый член Исполнительного совета имеет один голос. Если в настоящей Конвенции не предусмотрено иное, то Исполнительный совет принимает решения по вопросам существе большинством в две трети голосов всех его членов. Исполнительный совет принимает решения по процедурным вопросам простым большинством голосов всех его членов. В случае возникновения разногласий относительно того, является ли тот или иной вопрос вопросом существа, этот вопрос считается вопросом существа, если Исполнительный совет не примет иного решения большинством голосоз, необходимым для принятия решений по вопросам существа.

Полномочия и функции

30. Исполнительный совет является исполнительным органом Организации. Он подотчетен Конфереации. Исполнительный совет осуществляет полномочия и функции, порученные ему в соответствии с настоящей Конвенцией, а также функции, которые делегируются ему Конференцией. При этом он действует в соответствии с рекомендациями, решениями и указаниями Конференции и обеспечивает их надлежащее и неуклонное выполнение.

31. Исполнительный совет содействует эффективному осуществлению и соблюдению настоящей Конвенции. Он осуществляет надзор за деятельностью Технического секретариата, сотрудничает с Национальным органом каждого государства-участника и содействует консультациям и сотрудничеству между государствами-участниками по их просьбе.

32. Исполнительный совет:

a) рассматривает и представляет Конференции проект программы и бюджета Организации;

b) рассматривает и представляет Конференции проект доклада Организации об осуществлении настоящей Конвенции, доклад об осуществлении своей собственной деятельности и также специальные доклады, которые он считает необходимыми или которые может запрашивать Конференция;

c) организует сессии Конференции, включая подготовку проекта повестки дня.

33. Исполнительный совет может просить о созыве специальной сессии Конференции.

34. Исполнительный совет:

a) с предварительного одобрения Конференции от имени Организации заключает соглашения или договоренности с государствами и международными организациями;

b) заключает от имени Организации соглашения с государствами-участниками в связи со статьей X и осуществляет надзор за добровольным фондом, указанным в статье X;

c) одобряет соглашения или договоренности, касающиеся осуществления деятельности по проверке и разрабатываемые Техническим секретариатом на основе переговоров с государствами-участниками.

35. Исполнительный совет рассматривает любую проблему или вопрос в рамках своей компетенции, касающиеся настоящей Конвенции и ее осуществления, включая озабоченности относительно соблюдения и случаи несоблюдения, и соответственно информирует государства-участники и доводит эту проблему или вопрос до сведения Конференции.

36. При рассмотрении сомнений или озабоченностей относительно соблюдения и случаев несоблюдения, включая, среди прочего, злоупотребление правами, предусмотренными по настоящей Конвенции, Исполнительный совет консультируется с заинтересованными государствами-участниками и соответственно предлагает государству-участнику в установленный срок принять меры по исправлению положения. Если Исполнительный совет считает необходимыми дальнейшие действия, он предпринимает, среди прочего, одну или несколько из следующих мер:

a) информирует все государства-участники об этой проблеме или вопросе;

b) доводит данную проблему или вопрос до сведения Конференции;

c) представляет Конференции рекомендации в отношении мер по исправлению положения и обеспечению соблюдения.

В особо серьезных и экстренных случаях Исполнительный совет доводит данный вопрос или проблему, включая соответствующую информацию и выводы, непосредственно до сведения Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций и Совета Безопасности Организации Объединенных Наций. Одновременно он информирует об этом шаге все государства-участники.

D. ТЕХНИЧЕСКИЙ СЕКРЕТАРИАТ

37. Технический секретариат помогает Конференции и Исполнительному совету в выполнении ими своих функций. Технический секретариат осуществляет меры проверки, предусмотренные в настоящей Конвенции. Он выполняет другие функции, порученные ему в соответствии с настоящей Конвенцией, а также функции, которые делегируются ему Конференцией и Исполнительным советом.

38. Технический секретариат:

a) готовит и представляет Исполнительному совету проект программы и бюджета Организации;

b) готовит и представляет Исполнительному совету проект доклада Организации об осуществлении настоящей Конвенции и такие другие доклады, какие могут запросить Конференция или Исполнительный совет;

c) оказывает административную и техническую поддержку Конференции, Исполнительному совету и вспомогательным органам;

d) от имени Организации направляет государствам-участникам и получает от них сообщения по вопросам, касающиеся осуществления настоящей Конвенции;

e) оказывает техническую помощь государствам-участникам и производит для них техническую оценку в ходе осуществления положений настоящей Конвенции, включая оценку списочных и несписочных химикатов.

39. Технический секретариат:

a) разрабатывает с государствами-участниками соглашения или договоренности, касающиеся осуществления деятельности по проверке, с одобрения Исполнительного совета;

b) не позднее чем через 180 дней после вступления в силу настоящей Конвенции координирует создание и содержание государствами-участниками постоянных запасов для чрезвычайной и гуманитарной помощи в соответствии с пунктами 7 b) и c) статьи X. Технический секретариат может инспектировать содержащиеся предметы с точки зрения их эксплуатационной надежности. Перечни накапливаемых предметов рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 i) выше;

c) управляет добровольным фондом, указанным в статье X, компилирует объявления государств-участников и по соответствующей просьбе регистрирует двусторонние соглашения, заключаемые между государствами-участниками или между государством-участником и Организацией для целей статьи X.

40. Технический секретариат информирует Исполнительный совет о любой проблеме, возникшей в связи с выполнением им своих функций, включая сомнения, неопределенности или неясности относительно соблюдения настоящей Конвенции, которые стали ему известны при осуществлении своей деятельности по проверке и которые он не смог решить или прояснить путем консультаций с соответствующим государством-участником.

41. В состав Технического секретариата входят Генеральный директор, который является его руководителем и главным административным сотрудником, инспекторы и такой научный, технический и другой персонал, какой может оказаться необходимым.

42. Инспекторат является подразделением Технического секретариата и действует под надзором Генерального директора.

43. Генеральный директор назначается Конференцией по рекомендации Исполнительного совета сроком на четыре года, который может продлеваться не более чем еще на один срок.

44. Генеральный директор подотчетен Конференции и Исполнительному совету в вопросах назначения персонала и организации и функционирования Технического секретариата. При приеме на службу и определении условий службы следует руководствоваться, главным образом, необходимостью обеспечить высокий уровень работоспособности, компетентности и добросовестности. Генеральный директор, инспекторы, а также другие сотрудники категории специалистов и канцелярского персонала назначаются только из числа граждан государств-участников. Должное внимание следует уделять важности подбора персонала на возможно более широкой географической основе. Набор сотрудников осуществляется исходя из принципа обеспечения минимальной численности персонала, необходимого для надлежащего выполнения обязанностей Технического секретариата.

45. Генеральный директор отвечает за организацию и функционирование Научно-консультативного совета, указанного в пункте 21 h). Генеральный директор в консультацию с государствами-участниками назначает членов Научно-консультативного совета, которые выступают в своем личном качестве. Члены Совета назначаются исходя из их компетентности в конкретных научных областях, имеющих отношение к осуществлению настоящей Конвенции. Генеральный директор может также, соответственно в консультацию с членами Совета, учреждать временные рабочие группы научных экспертов для представления рекомендаций по конкретным вопросам. В связи с вышеуказанным государства-участники могут представлять Генеральному директору списки экспертов.

46. При исполнении своих обязанностей Генеральный директор, инспекторы и другие сотрудники не должны запрашивать или получать указаний от какого бы то ни было правительства или из какого-либо иного источника, постороннего для Организации. Они должны воздерживаться от любых действий, которые могли бы отразиться на их положении как международных должностных лиц, ответственных только перед Конференцией и Исполнительным советом.

47. Каждое государство-участник уважает строго международный характер обязанностей Генерального директора, инспекторов и других сотрудников и не пытается оказывать на них влияния при исполнении ими своих обязанностей.

B. ПРИВИЛЕГИИ И ИММУНИТЕТЫ

48. На территории и в любом другом месте под юрисдикцией или контролем государства-участника Организация обладает такой правоспособностью и пользуется такими привилегиями и иммунитетами, какие необходимы для осуществления ее функций.

49. Делегаты государств-участников, а также их заместители и советники, представители, назначенные в Исполнительный совет, а также их заместители и советники, Генеральный директор и персонал Организации пользуются такими привилегиями и иммунитетами, какие необходимы для независимого осуществления их функций в связи с Организацией.

50. Правоспособность, привилегии и иммунитеты, указанные в настоящей статье, определяются в соглашениях между Организацией и государствами-участниками, а также в соглашении между Организацией и государством, в котором расположена штаб-квартира Организации. Эти соглашения рассматриваются и одобряются Конференцией согласно пункту 21 i).

51. Независимо от пунктов 48 и 49, в ходе осуществления деятельности по проверке Генеральный директор и персонал Технического секретариата пользуются такими привилегиями и иммунитетами, которые изложены в разделе B части II Приложения по проверке.

СТАТЬЯ IX

КОНСУЛЬТАЦИИ, СОТРУДНИЧЕСТВО И ВЫЯСНЕНИЕ ФАКТОВ

1. Государства-участники консультируются и сотрудничают непосредственно между собой или через Организацию или с использованием других соответствующих международных процедур, включая процедуры в рамках Организации Объединенных Наций и в соответствии с ее Уставом, по любому вопросу, который может быть поднят в связи с предметом и целью или осуществлением положений настоящей Конвенции.

2. Без ущерба для права любого государства-участника просить о проведении инспекции по запросу государства-участника всякий раз, когда это возможно, прежде всего предпринимают всяческие усилия к тому, чтобы выяснить и

урегулироаать путем обмена информацией и консультаций между собой любой вопрос, который может вызывать сомнение относительно соблюдения настоящей Конвенции или вызывает озабоченности относительно связанного с этим вопроса, который может быть сочтен неясным. Государство-участник, получающее от другого государства-участника просьбу о разъяснении любого вопроса, который, как считает запрашивающее государство-участник, вызывает такое сомнение или озабоченность, представляет запрашивающему государству-участнику как можно скорее, но в любом случае не позднее чем через 10 дней после поступления просьбы, информацию, достаточную для ответа на высказанное сомнение или озабоченность, наряду с объяснением, каким образом представленная информация решает данный вопрос. Ничто в настоящей Конвенции не затрагивает права любых двух или более государств-участников на организацию по взаимному согласию инспекций или применение любых других процедур между собой с целью выяснения и решения любого вопроса, который может вызывать сомнение относительно соблюдения или вызывает озабоченность относительно связанного с этим вопроса, который может быть сочтен неясным. Такие меры не затрагивают прав и обязанностей любого государства-участника в соответствии с другими положениями настоящей Конвенции.

Процедура подачи запросов о разъяснении

3. Государство-участник имеет право просить Исполнительный совет оказать содействие в прояснении любой ситуации, которая может быть сочтена неясной или которая вызывает озабоченность относительно возможного несоблюдения настоящей Конвенции другим государством-участником. Исполнительный совет предоставляет имеющуюся в его распоряжении соответствующую информацию, которая имеет отношение к такой озабоченности.

4. Государство-участник имеет право просить Исполнительный совет получить у другого государства-участника разъяснение относительно любой ситуации, которая может быть сочтена неясной или которая вызывает озабоченность относительно возможного несоблюдения им настоящей Конвенции. В таком случае применяется следующее:

a) Исполнительный совет через Генерального директора направляет запрос о разъяснении соответствующему государству-участнику не позднее чем через 24 часа после его получения;

b) запрашиваемое государство-участник представляет разъяснение Исполнительному совету как можно скорее, но в любом случае не позднее чем через 10 дней после получения запроса;

c) Исполнительный совет принимает к сведению разъяснение и направляет его запрашивающему государству-участнику не позднее чем через 24 часа после его получения;

d) если запрашивающее государство-участник считает разъяснение недостаточным, то оно имеет право просить Исполнительный совет получить у запрашиваемого государства-участника дальнейшие разъяснения;

e) для получения дальнейших разъяснений, запрашиваемых в соответствии с подпунктом d), Исполнительный совет может предложить Генеральному директору учредить группу экспертов из Технического секретариата, а если в Техническом секретариате отсутствует соответствующий персонал, то из других источников, для изучения всей имеющейся информации и данных, которые имеют отношение к ситуации, вызывающей озабоченность. Группа экспертов представляет Исполнительному совету фактологический доклад о своих выводах;

f) если запрашивающее государство-участник сочтет, что разъяснения, полученные в соответствии с подпунктами d) и e), неудовлетворительны, то оно

имеет право просить о созыве специальной сессии Исполнительного совета, в котором имеют право участвовать соответствующие государства-участники, не являющиеся членами Исполнительного совета. На такой специальной сессии Исполнительный совет рассматривает этот вопрос и может рекомендовать любую меру, какую он считает целесообразной для урегулирования ситуации.

5. Государство-участник также имеет право просить Исполнительный совет прояснить любую ситуацию, которая сочтена неясной или вызывает озабоченность относительно возможного несоблюдения им настоящей Конвенции. Исполнительный совет удовлетворяет такую просьбу путем предоставления соответствующей помощи.

6. Исполнительный совет информирует государства-участники о любом запросе о разъяснении, предусмотренном в настоящей статье.

7. Если сомнение или озабоченность государства-участника относительно возможного несоблюдения не рассеяны в течение 60 дней после представления Исполнительному совету запроса о разъяснении или если оно считает, что его сомнения заслуживают безотлагательного рассмотрения, то оно может, независимо от своего права запрашивать инспекцию по запросу, просить о созыве специальной сессии Конференции в соответствии с пунктом 12 c) статьи VIII. На такой специальной сессии Конференция рассматривает данный вопрос и может рекомендовать любую меру, какую она считает целесообразной для урегулирования ситуации.

Процедуры инспекций по запросу

8. Каждое государство-участник имеет право просить о проведении инспекции на месте по запросу любого объекта или пункта на территории или в любом другом месте под юрисдикцией или контролем любого другого государства-участника исключительно с целью прояснения и урегулирования любых вопросов, касающихся возможного несоблюдения положений настоящей Конвенции, а также добиваться безотлагательного проведения этой инспекции в любом месте инспекционной группой, назначаемой Генеральным директором, в соответствии с Приложением по проверке.

9. Каждое государство-участник обязано ограничивать запрос на инспекцию рамками настоящей Конвенции и представлять в запросе на инспекцию всю соответствующую информацию, на основе которой возникла озабоченность относительно возможного несоблюдения настоящей Конвенции, как это предусмотрено в Приложении по проверке. Каждое государство-участник воздерживается от необоснованных запросов на инспекцию, заботясь о том, чтобы избегать злоупотреблений. Инспекция по запросу проводится исключительно с целью установления фактов, имеющих отношение к возможному несоблюдению.

10. С целью проверки соблюдения положений настоящей Конвенции каждое государство-участник разрешает Техническому секретариату проводить инспекцию на месте по запросу согласно пункту 8.

11. Согласно запросу в отношении инспекции по запросу на объекте или в пункте и в соответствии с процедурами, предусмотренными в Приложении по проверке, инспектируемое государство-участник:

a) вправе и обязано предпринимать все разумные усилия к тому, чтобы продемонстрировать свое соблюдение настоящей Конвенции и с этой целью дать возможность инспекционной группе выполнить свой мандат;

b) обязано предоставлять доступ в пределах запрашиваемого места исключительно с целью установления фактов, имеющих отношение к озабоченности относительно возможного несоблюдения; и

c) вправе принимать меры по защите чувствительных установок, а также по предотвращению разглашения конфиденциальной информации и данных, не имеющих отношения к настоящей Конвенции.

12. В отношении наблюдателя применяется следующее:

a) запрашивающее государство-участник может с согласия инспектируемого государства-участника направлять представителя, который может быть гражданином либо запрашивающего государства-участника, либо третьего государства-участника, для наблюдения за проведением инспекции по запросу;

b) инспектируемое государство-участник в таком случае предоставляет доступ наблюдателю в соответствии с Приложением по проверке;

c) инспектируемое государство-участник, как правило, принимает предлагаемого наблюдателя, однако если инспектируемое государство-участник отвечает отказом, то этот факт фиксируется в заключительном докладе.

13. Запрашивающее государство-участник представляет запрос на инспекцию в отношении инспекции на месте по запросу Исполнительному совету и одновременно Генеральному директору для немедленной обработки.

14. Генеральный директор незамедлительно удостоверяется в том, что запрос на инспекцию отвечает требованиям, указанным в пункте 4 части X Приложения по проверке, и при необходимости соответственно помогает запрашивающему государству-участнику в подаче запроса на инспекцию. Если запрос на инспекцию отвечает требованиям, то начинается подготовка к инспекции по запросу.

15. Генеральный директор препровождает запрос на инспекцию инспектируемому государству-участнику не менее чем за 12 часов до планируемого прибытия инспекционной группы в пункт въезда.

16. После получения запроса на инспекцию Исполнительный совет принимает к сведению действия Генерального директора в связи с запросом и рассматривает этот случай на всем протяжении процедуры инспекции. Однако его обсуждения не задерживают процесс инспекции.

17. Не позднее чем через 12 часов после получения запроса на инспекцию Исполнительный совет может большинством в три четверти голосов всех его членов принять решение о непроведении инспекции по запросу, если он сочтет, что запрос на инспекцию является надуманным, недобросовестным или явно выходящим за рамки настоящей Конвенции, как это указано в пункте 8. В принятии такого решения не участвует ни запрашивающее, ни инспектируемое государство-участник. Если Исполнительный совет принимает решение о непроведении инспекции по запросу, то подготовка к ней прекращается, никакие дальнейшие действия по запросу на инспекцию не предпринимаются и заинтересованные государства-участники информируются соответствующим образом.

18. Генеральный директор выдает мандат на инспекцию для проведения инспекции по запросу. Мандат на инспекцию представляет собой упомянутый в пунктах 8 и 9 запрос на инспекцию, изложенный в рабочих формулировках, и соответствует такому запросу на инспекцию.

19. Инспекции по запросу проводится в соответствии с частью X или, в случае предполагаемого применения, в соответствии с частью XI Приложения по проверке. Инспекционная группа руководствуется принципом проведения инспекции по запросу как можно менее интрузивным образом, совместимым с эффективным и своевременным выполнением ее миссии.

20. Инспектируемое государство-участник на протяжении всей инспекции по запросу оказывает помощь инспекционной группе и облегчает ее задачу. Если инспектируемое государство-участник, согласно разделу С части X Приложения по проверке, предлагает меры для демонстрации соблюдения настоящей Конвенции в качестве альтернативы полному и всеобъемлющему доступу, то оно, посредством консультаций с инспекционной группой, предпринимает все разумные усилия по достижению согласия относительно процедур установления фактов с целью демонстрации своего соблюдения.

21. Заключительный доклад содержит фактологические выводы, а также оценку инспекционной группы относительно степени и характера доступа и сотрудничества, предоставленных в целях удовлетворительного осуществления инспекции по запросу. Генеральный директор безотлагательно препровождает заключительный доклад инспекционной группы запрашивающему государству-участнику, инспектируемому государству-участнику, Исполнительному совету и всем другим государствам-участникам. Генеральный директор далее безотлагательно препровождает Исполнительному совету оценки запрашивающего и инспектируемого государств-участников, а также мнения других государств-участников, которые могут быть представлены Генеральному директору с этой целью, а затем представляет их всем другим государствам-участникам.

22. Исполнительный совет в соответствии со своими полномочиями и функциями рассматривает заключительный доклад инспекционной группы сразу же по его представлении и рассматривает любые озабоченности в отношении следующего:

a) имело ли место какое-либо несоблюдение;

b) укладывался ли запрос в рамки настоящей Конвенции; и

c) имело ли место злоупотребление правом запроса в отношении инспекции по запросу.

23. Если Исполнительный совет в соответствии со своими полномочиями и функциями приходит к выводу о том, что могут оказаться необходимыми дальнейшие действия в связи с пунктом 22, то он принимает соответствующие меры по исправлению положения и обеспечению соблюдения настоящей Конвенции, включая конкретные рекомендации для Конференции. В случае злоупотребления Исполнительный совет рассматривает вопрос о том, должно ли запрашивающее государство-участник нести какие-либо финансовые последствия в связи с инспекцией по запросу.

24. Запрашивающее государство-участник и инспектируемое государство-участник имеют право принимать участие в процессе рассмотрения. Исполнительный совет информирует государства-участники и следующую сессию Конференции об исходе этого процесса.

25. Если Исполнительный совет представил Конференции конкретные рекомендации, то Конференция рассматривает вопрос о принятии мер в соответствии со статьей XII.

СТАТЬЯ X

ПОМОЩЬ И ЗАЩИТА ОТ ХИМИЧЕСКОГО ОРУЖИЯ

1. Для целей настоящей статьи "помощь" означает координацию и предоставление государствам-участникам защиты от химического оружия, что включает, среди прочего, следующее: средства обнаружения и системы сигнализации, защитное оборудование, дегазационное оборудование и средства дегазации, медицинские антидоты и методы лечения, а также консультирование по любой из этих защитных мер.

2. Ничто в настоящей Конвенции не должно истолковываться как препятствующее праву любого государства-участника на исследования, разработки, производство, приобретение, передачу или использование средств защиты от химического оружия для целей, не запрещаемых по настоящей Конвенции.

3. Каждое государство-участник обязуется облегчать как можно более широкий обмен оборудованием, материалами и научно-технической информацией о средствах защиты от химического оружия и имеет право принимать участие в таком обмене.

4. В целях повышения транспарентности национальных программ, связанных с защитными целями, каждое государство-участник ежегодно представляет Техническому секретариату информацию о своей программе в соответствии с процедурами, рассматриваемыми и утверждаемыми Конференцией согласно пункту 21 1) статьи VIII.

5. Технический секретариат не позднее чем через 180 дней после вступления в силу настоящей Конвенции создает и ведет для использования любым запрашивающим государством-участником банк данных, содержащий свободно доступную информацию о различных средствах защиты от химического оружия, а также такую информацию, какая может быть представлена государствами-участниками.

Технический секретариат, в рамках имеющихся у него ресурсов и по просьбе государства-участника, также обеспечивает государству-участнику экспертные консультации и содействие в определении возможных путей осуществления его программ развития и совершенствования потенциала защиты от химического оружия.

6. Ничто в настоящей Конвенции не должно истолковываться как препятствующее праву государств-участников запрашивать и предоставлять помощь на двусторонней основе и заключать с другими государствами-участниками отдельные соглашения относительно экстренного предоставления помощи.

7. Каждое государство-участник обязуется предоставлять помощь через Организацию и с этой целью избрать одну или более из следующих мер:

a) вносить взносы в добровольный фонд помощи, который должен быть создан Конференцией на ее первой сессии;

b) заключить, по возможности не позднее чем через 180 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции, соглашения с Организацией относительно предоставления помощи по соответствующей просьбе;

c) объявить не позднее чем через 180 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции, какого рода помощь оно могло бы предоставить по призыву Организации. Если же впоследствии государство-участник окажется не в состоянии предоставить помощь, предусмотренную в его объявлении, то оно все же несет обязанность по предоставлению помощи в соответствии с настоящим пунктом.

8. Каждое государство-участник имеет право запрашивать и, с учетом процедур, изложенных в пунктах 9, 10 и 11, получать помощь и защиту от применения или угрозы применения химического оружия, если оно сочтет, что:

a) против него было применено химическое оружие;

b) против него были применены химические средства борьбы с беспорядками в качестве способа ведения войны; или

c) ему угрожают действия или деятельность любого государства, которые запрещены государствам-участникам статьей I.

9. Такая просьба, подкрепленная соответствующей информацией, представляется Генеральному директору, который незамедлительно препровождает ее Исполнительному совету и всем государствам-участникам. Генеральный директор немедленно препровождает просьбу государствам-участникам, которые вызвались, в соответствии с пунктами 7 b) и c), предоставить чрезвычайную помощь в случае применения химического оружия или применения химических средств борьбы с беспорядками в качестве способа ведения войны или гуманитарную помощь в случае серьезной угрозы применения химического оружия или серьезной угрозы применения химических средств борьбы с беспорядками в качестве способа ведения войны соответствующему государству-участнику не позднее чем через 12 часов после получения такой просьбы. Генеральный директор не позднее чем через 24 часа после получения просьбы возбуждает расследование, с тем чтобы заложить основу для дальнейших действий. Он завершает расследование в течение 72 часов и направляет доклад Исполнительному совету. Если для завершения расследования требуется дополнительное время, то в тот же срок представляется промежуточный доклад. Дополнительное время, требуемое для расследования, не превышает 72 часов. Однако оно может продлеваться еще на аналогичные периоды. В конце каждого дополнительного периода Исполнительному совету представляются доклады. В ходе расследования надлежащим образом и в соответствии с просьбой и информацией, сопровождающей такую просьбу, устанавливаются соответствующие факты, имеющие отношение к просьбе, а также определяются вид и размеры необходимой дополнительной помощи и защиты.

10. Не позднее чем через 24 часа после получения доклада о расследовании Исполнительный совет собирается для рассмотрения ситуации и в последующие 24 часа простым большинством голосов принимает решение о том, следует ли дать Техническому секретариату указание о предоставлении дополнительной помощи. Технический секретариат незамедлительно препровождает всем государствам-участникам и соответствующим международным организациям доклад о расследовании и решение, принятое Исполнительным советом. По соответствующему решению Исполнительного совета Генеральный директор немедленно предоставляет помощи. С этой целью Генеральный директор может сотрудничать с запрашивающим государством-участником, другими государствами-участниками и соответствующими международными организациями. Государства-участники предпринимают все возможные усилия для предоставления помощи.

11. Если информация, полученная в ходе текущего расследования или из других надежных источников, в достаточной мере свидетельствует о наличии жертв применения химического оружия и о необходимости безотлагательных мер, то Генеральный директор уведомляет все государства-участники и принимает экстренные меры по оказанию помощи с использованием ресурсов, предоставленных Конференцией в его распоряжение для таких экстренных случаев. Генеральный директор информирует Исполнительный совет о действиях, предпринятых согласно настоящему пункту.

СТАТЬЯ XI

ЭКОНОМИЧЕСКОЕ И ТЕХНИЧЕСКОЕ РАЗВИТИЕ

1. Положения настоящей Конвенции осуществляются таким образом, чтобы избежать создания помех для экономического или технического развития государств-участников и для международного сотрудничества в области химической деятельности в целях, не запрещенных по настоящей Конвенции, включая международный обмен научно-технической информацией, химикатами и оборудованием для производства, переработки и использования химикатов в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции.

2. С учетом положений настоящей Конвенции и без ущерба для принципов и применимых норм международного права государства-участники:

a) имеют право, на индивидуальной или коллективной основе, проводить исследования, разрабатывать, производить, приобретать, сохранять, передавать и использовать химикаты;

b) обязуются содействовать как можно более полному обмену химикатами, оборудованием и научно-технической информацией в связи с развитием и применением химии в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, и имеют право участвовать в таком обмене;

c) не сохраняют в отношениях между собой никаких ограничений, включая ограничения в рамках любых международных соглашений, несовместимых со взятыми обязательствами по настоящей Конвенции, которые ограничивали бы или затрудняли торговлю, а также развитие и распространение научно-технических знаний в области химии в промышленных, сельскохозяйственных, исследовательских, медицинских, фармацевтических или иных мирных целях.

d) не используют настоящую Конвенцию в качестве основания для применения любых мер, за исключением мер, предусмотренных или разрешенных по настоящей Конвенции, и не используют никакое иное международное соглашение для достижения каких-либо цели, несовместимой с настоящей Конвенцией;

e) обязуются пересмотреть свои существующие национальные правила в области торговли химикатами, с тем чтобы привести их в соответствие с предметом и целью настоящей Конвенции.

СТАТЬЯ XII

МЕРЫ ПО ИСПРАВЛЕНИЮ ПОЛОЖЕНИЯ И ОБЕСПЕЧЕНИЮ СОБЛЮДЕНИЯ, ВКЛЮЧАЯ САНКЦИИ

1. Конференция принимает необходимые меры, предусмотренные в пунктах 2, 3 и 4, по обеспечению соблюдения настоящей Конвенции и по исправлению и корректировке любого положения, противоречащего положениям настоящей Конвенции. При рассмотрении мер согласно настоящему пункту Конференция принимает во внимание всю информацию и рекомендации по вопросам, представленным Исполнительным советом.

2. В тех случаях, когда Исполнительный совет предлагает государству-участнику принять меры по исправлению положения, связанного с возникновением проблем в отношении его соблюдения, и когда государство-участник не выполняет эту просьбу в установленный срок, Конференция может, среди прочего, по рекомендации Исполнительного совета ограничить или приостановить права и привилегии данного государства-участника по настоящей Конвенции до тех пор, пока оно не примет необходимых мер для выполнения своих обязательств по настоящей Конвенции.

3. В тех случаях, когда в результате деятельности, запрещаемой по настоящей Конвенции, и в частности статьей I, может быть причинен серьезный ущерб предмету и цели настоящей Конвенции, Конференция может рекомендовать государствам-участникам принять коллективные меры в соответствии с международным правом.

4. В особо серьезных случаях Конференция доводит данную проблему, включая соответствующую информацию и выводы, до сведения Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций и Совета Безопасности Организации Объединенных Наций.

СТАТЬЯ XIII

СВЯЗЬ С ДРУГИМИ МЕЖДУНАРОДНЫМИ СОГЛАШЕНИЯМИ

Ничто в настоящей Конвенции не должно толковаться как каким-либо образом ограничивающее или умаляющее обязательства, принятые на себя любым государством по Протоколу о запрещении применения на войне удушливых, ядовитых или других подобных газов и бактериологических средств, подписанному в Женеве 17 июня 1925 года, и по Конвенции о запрещении разработки, производства и накопления запасов бактериологического (биологического) и токсинного оружия и об их уничтожении, подписанной в Вашингтоне, Лондоне и Москве 10 апреля 1972 года.

СТАТЬЯ XIV

УРЕГУЛИРОВАНИЕ СПОРОВ

1. Урегулирование споров, которые могут возникать в связи с применением или толкованием настоящей Конвенции, производится согласно соответствующим положениям настоящей Конвенции и в соответствии с положениями Устава Организации Объединенных Наций.

2. При возникновении спора между двумя или более государствами-участниками или между одним или более государствами-участниками и Организацией в связи с толкованием или применением настоящей Конвенции соответствующие участники проводят совместные консультации с целью скорейшего урегулирования спора путем переговоров или другими мирными средствами по усмотрению участников, включая обращение в соответствующие органы настоящей Конвенции и, по взаимному согласию, обращение в Международный Суд в соответствии со Статутом Суда. Соответствующие государства-участники информируют Исполнительный совет о предпринимаемых действиях.

3. Исполнительный совет может содействовать урегулированию спора любыми средствами, какие он сочтет подходящими, включая предложение своих добрых услуг, призыв к государствам - участникам спора начать процесс урегулирования по своему выбору и рекомендацию сроков для любой согласованной процедуры.

4. Конференция рассматривает вопросы, имеющие отношение к спорам, возбужденным государствами-участниками или доведенным до ее сведения Исполнительным советом. Конференция, если она сочтет это необходимым, создает или привлекает органы к выполнению задач, связанных с урегулированием этих споров в соответствии с пунктом 21 f) статьи VIII.

5. Конференция и Исполнительный совет, с разрешения Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, самостоятельно наделяются правом просить Международный Суд дать консультативное заключение по любому возникающему правовому вопросу в рамках деятельности Организации. С этой целью между Организацией и Организацией Объединенных Наций заключается соглашение в соответствии с пунктом 34 a) статьи VIII.

6. Настоящая статья не наносит ущерба статье IX или положениям относительно мер по исправлению положения и обеспечению соблюдения, включая санкции.

СТАТЬЯ XV

ПОПРАВКИ

1. Любое государство-участник может предлагать поправки к настоящей Конвенции. Любое государство-участник может также предлагать изменения, как

это указано в пункте 4, к приложениям настоящей Конвенции. Предложения о поправках регулируются процедурами, изложенными в пунктах 2 и 3. Предложения об изменениях, как это укавано в пункте 4, регулируются процедурами, изложенными в пункте 5.

2. Текст предлагаемой поправки представляется Генеральному директору для направления всем государствам-участникам и депозитарию. Предлагаемая поправка рассматривается только Конференцией по рассмотрению поправок. Такая Конференция по рассмотрению поправок созывается в том случае, если не позднее чем через 30 дней после распространения предложения одна треть или более государств-участников уведомят Генерального директора о том, что они поддерживают дальнейшее рассмотрение такого предложения. Конференция по рассмотрению поправок проводится сразу же после очередной сессии Конференции, если запрашивающие государства-участники не попросят провести такое заседание раньше. Конференция по рассмотрению поправок ни в коем случае не проводится менее чем через 60 дней после распространения прадлагаемой поправки.

3. Поправки вступают в силу для всех государств-участников через 30 дней после сдачи на хранение ратификационных грамот или документов о принятии всеми государствами-участниками, указанными в подпункте b) ниже:

a) когда они приняты Конференцией по рассмотрению поправок большинством государств-участников при условии, что ни одно государство-участник не голосовало против; и

b) ратифицированы или приняты всеми государствами-участниками, голосовавшими за их принятие на Конференции по рассмотрению поправок.

4. Для обеспечения жизнеспособности и эффективности настоящей Конвенции положения приложений могут подвергаться изменениям в соответствии с пунктом 5, если предлагаемые изменения касаются лишь вопросов административного или технического характера. Все изменения к Приложению по химикатам вносятся в соответствии с пунктом 5. Разделы A и C Приложения по конфиденциальности, часть X Приложения по проверке и те определения части I Приложения по проверке, которые касаются исключительно инспекций по запросу, не подлежат изменениям в соответствии с пунктом 5.

5. Предлагаемые изменения, упомянутые в пункте 4, вносятся в соответствии со следующими процедурами:

a) текст прадлагаемых изменений вместе с необходимой информацией препровождается Генеральному директору. Любым государством-участником и Генеральным директором может предоставляться дополнительная информация для оценки предложения. Генеральный директор безотлагательно направляет любые такие предложения к информацию всем государствам-участникам, Исполнительному совету и депозитарию;

b) не позднее чем через 60 дней после его получения Генеральный директор оценивает предложение, с тем чтобы определить все его возможные последствия для положений настоящей Конвенции и для ее осуществления, и направляет любую такую информацию всем государствам-участникам и Исполнительному совету;

c) Исполнительный совет рассматривает предложение в свете всей имеющейся у него информации, включая вопрос о том, отвечает ли это предложение требованиям пункта 4. Не позднее чем через 90 дней после его получения Исполнительный совет направляет уведомление о своей рекомендации с надлежащими разъяснениями всем государствам-участникам для рассмотрения. Государства-участники подтверждают получение в течение 10 дней;

d) если Исполнительный совет рекомендует всем государствам-участникам принять предложение, то оно считается одобренным, если в течение 90 дней после получения рекомендации ни одно государство-участник не выдвинет возражений против него. Если Исполнительный совет рекомендует отклонить предложение, то оно считается отклоненным, если в течение 90 дней после получения рекомендации ни одно государство-участник не выдвинет возражений против такого отклонения;

e) если рекомендация Исполнительного совета не отвечает условиям принятия, предусмотренным в подпункте d), то решение по предложению, включая вопрос о том, отвечает ли оно требованиям пункта 4, принимается Конференцией как по вопросу существа на ее следующей сессии;

f) Генеральный директор уведомляет все государства-участники и депозитария о любом решении в соответствии с настоящим пунктом;

g) изменения, одобренные в соответствии с этой процедурой, вступают в силу для всех государств-участников через 180 дней после даты уведомления Генеральным директором об их одобрения, если Исполнительный совет не рекомендует или если Конференция не решит установить иной срок.

СТАТЬЯ XVI

СРОК ДЕЙСТВИЯ И ВЫХОД ИЗ КОНВЕНЦИИ

1. Настоящая Конвенция является бессрочной.

2. Каждое государство-участник в порядке осуществления своего национального суверенитета имеет право выйти из настоящей Конвенции, если оно решит, что чрезвычайные события, касающиеся предмета настоящей Конвенции, поставили под угрозу высшие интересы его страны. Оно уведомляет о таком выходе за 90 дней все другие государства-участники, Исполнительный совет, депозитария и Совет Безопасности Организации Объединенных Наций. Такое уведомление включает изложение чрезвычайных событий, которые оно рассматривает как поставившие под угрозу его высшие интересы.

3. Выход государства-участника из настоящей Конвенции никоим образом не затрагивает обязанности государств продолжать выполнение обязательств, взятых в соответствии с любыми соответствующими нормами международного права, и в частности в соответствии с Женевским протоколом 1925 года.

СТАТЬЯ XVII

СТАТУС ПРИЛОЖЕНИЙ

Приложения составляют неотъемлемую часть настоящей Конвенции. Любая ссылка на настоящую Конвенцию включает и приложения.

СТАТЬЯ XVIII

ПОДПИСАНИЕ

Настоящая Конвенция открыта к подписанию для всех государств до ее вступления в силу.

СТАТЬЯ XIX

РАТИФИКАЦИЯ

Настоящая Конвенция подлежит ратификации подписавшими государствами согласно их соответствующим конституционным процедурам.

СТАТЬЯ XX

ПРИСОЕДИНЕНИЕ

Любое государство, не подписавшее настоящую Конвенцию до ее вступления в силу, может присоединиться к ней в любое время впоследствии.

СТАТЬЯ XXI

ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1. Настоящая Конвенция вступает в силу через 180 дней после даты сдачи на хранение 65-й ратификационной грамоты, но ни в коем случае не ранее чем через два года после ее открытия к подписанию.

2. Для государств, чьи ратификационные грамоты или документы о присоединении сданы на хранение после вступления в силу настоящей Конвенции, она вступает в силу на 30-й день после даты сдачи на хранение их ратификационных грамот или документов о присоединении.

СТАТЬЯ XXII

ОГОВОРКИ

Статьи настоящей Конвенции не подлежат оговоркам. Приложения настоящей Конвенции не подлежат оговоркам, несовместимым с ее предметом и целью.

СТАТЬЯ XXIII

ДЕПОЗИТАРИЙ

Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций настоящим назначается в качестве депозитария настоящей Конвенции, и он, среди прочего:

a) незамедлительно информирует все подписавшие и присоединившиеся государства о дате каждого подписания, дате сдачи на хранение каждой ратификационной грамоты или документа о присоединении и дате вступления в силу настоящей Конвенции, а также о получении других уведомлений;

b) препровождает должным образом заверенные копии настоящей Конвенции правительствам всех подписавших и присоединившихся государств; и

c) регистрирует настоящую Конвенцию согласно Статье 102 Устава Организации Объединенных Наций.

СТАТЬЯ XXIV

АУТЕНТИЧНЫЕ ТЕКСТЫ

Настоящая Конвенция, тексты которой на английском, арабском, испанском, китайском, русском и французском языках являются равно аутентичными, сдается на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

В УДОСТОВЕРЕНИИ ЧЕГО нижеподписавшие, должным образом на то уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

Совершено в Париже тринадцатого января тысяча девятьсот девяносто третьего года.

[*For the signatures, see p. 422 of this volume — Pour les signatures, voir p. 422 du présent volume.*]

ПРИЛОЖЕНИЕ IЮ ХИМИКАТАМ

Содержание

Стр.

A. Основные принципы для списков химикатов 48

B. Списки химикатов 50

A. ОСНОВНЫЕ ПРИНЦИПЫ ДЛЯ СПИСКОВ ХИМИКАТОВ

Основные принципы для Списка 1

1. При рассмотрении вопроса о том, должен ли токсичный химикат или прекурсор быть включен в Список 1, необходимо учитывать следующие критерии:

a) он разрабатывался, производился, накапливался или применялся в качестве химического оружия, как это определено в статье II;

b) он представляет иным образом высокий риск для предмета и цели настоящей Конвенции в силу того, что он обладает большим потенциалом для использования в рамках деятельности, запрещаемой по настоящей Конвенции, при соблюдении одного или нескольких из следующих условий:

i) его химическая структура тесно связана со структурой других токсичных химикатов, включенных в Список 1, и он обладает или предположительно может обладать сравнимыми свойствами;

ii) он обладает такой смертоносной или инкапаситирующей токсичностью, а также такими другими свойствами, что он может быть использован в качестве химического оружия;

iii) он может использоваться в качестве прекурсора на конечной единичной технологической стадии производства токсичного химиката, включенного в Список 1, независимо от того, имеет ли место эта стадия на объектах, в боеприпасах или где-либо еще;

c) он мало используется или не используется в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции.

Основные принципы для Списка 2

2. При рассмотрении вопроса о том, должен ли токсичный химикат, не включенный в Список 1, или прекурсор химиката Списка 1 или химиката, включенного в часть A Списка 2, быть включен в Список 2, необходимо учитывать следующие критерии:

a) он представляет значительный риск для предмета и цели настоящей Конвенции, поскольку он обладает такой смертоносной или инкапаситирующей токсичностью, а также такими другими свойствами, что это позволяет использовать его в качестве химического оружия;

b) он может быть использован в качестве прекурсора в одной из химических реакций на конечной стадии образования химиката, включенного в Список 1 или часть A Списка 2;

c) он представляет значительный риск для предмета и цели настоящей Конвенции в силу того, что он имеет важное значение при производстве химиката, включенного в Список 1 или часть A Списка 2;

d) он не производится в больших коммерческих количествах для целей, не запрещаемых по настоящей Конвенции.

Основные принципы для Списка 3

3. При рассмотрении вопроса о том, должен ли токсичный химикат или прекурсор, не включенный в другие списки, быть включен в Список 3, необходимо учитывать следующие критерии:

a) он производился, накапливался или применялся в качестве химического оружия;

b) он представляет иным образом риск для предмета и цели настоящей Конвенции, поскольку он обладает такой смертоносной или инкапаситирующей токсичностью, а также такими другими свойствами, что он мог бы быть использован в качестве химического оружия;

c) он представляет риск для предмета и цели настоящей Конвенции в силу того, что он имеет важное значение при производстве одного или нескольких химикатов, включенных в Список 1 или часть B Списка 2;

d) он может производиться в больших коммерческих количествах для целей, не запрещаемых по настоящей Конвенции.

B. СПИСКИ ХИМИКАТОВ

Приводимые ниже списки включают токсичные химикаты и их прекурсоры. Для цели осуществления настоящей Конвенции в этих списках определяются химикаты для применения мер проверки в соответствии с положениями Приложения по проверке. Согласно пункту 1 a) статьи II эти списки не составляют определения химического оружия.

(Всякий раз, когда делается ссылка на группы диалкилированных химикатов, после которых в скобках проводится перечень алкилированных групп, считается, что, в отсутствие прямых изъятий, в соответствующем Списке перечислены все возможные химикаты на основе всевозможных комбинаций алкиловых групп. К химикату, помеченному знаком "*" в части A Списка 2, применяются специальные пороги для объявлении и проверки, как указано в части VII Приложения по проверке.)

Список 1

	(Регистрационный номер по КАС)
A. Токсичные химикаты:	
1) O-алкил (⊥C_{10}, включая циклоалкил) алкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr)-фторфосфонаты,	
например, зарин: O-изопропилметилфторфосфонат	(107-44-8)
зоман: O-пинаколилметилфторфосфонат	(96-64-0)
2) O-алкил (⊥C_{10}, включая циклоалкил)-N,N-диалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr)-амидоцианфосфаты,	
например, табун: O-этил-N,N-диметиламидоцианфосфат	(77-81-6)
3) O-алкил (H или ⊥C_{10}, включая циклоалкил)-S-2-диалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr)-аминоэтилалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr) тиофосфонаты и соответствующие алкилированные или протонированные соли,	
например, VX: O-этил-S-2-диизопропиламиноэтилметилтиофосфонат	(50782-69-9)

4) Сернистые иприты:

2-хлорэтилхлорметилсульфид	(2625-76-5)
иприт: бис(2-хлорэтил)сульфид	(505-60-2)
бис(2-хлорэтилтио)метан	(63869-13-6)
сесквиприт: 1,2-бис(2-хлорэтилтио)этан	(3563-36-8)
1,3-бис(2-хлорэтилтио)-n-пропан	(63905-10-2)
1,4-бис(2-хлорэтилтио)-n-бутан	(142868-93-7)
1,5-бис(2-хлорэтилтио)-n-пентан	(142868-94-8)
бис(2-хлорэтилтиометил)эфир	(63918-90-1)
О-иприт: бис(2-хлорэтилтиоэтил)эфир	(63918-89-8)

5) Люизиты

Люизит 1: 2-хлорвинилдихлорарсин	(541-25-3)
Люизит 2: бис(2-хлорвинил)хлорарсин	(40334-69-8)
Люизит 3: три(2-хлорвинил)арсин	(40334-70-1)

6) Азотистые иприты

HN1: бис(2-хлорэтил)этиламин	(538-07-8)
HN2: бис(2-хлорэтил)метиламин	(51-75-2)
HN3: три(2-хлорэтил)амин	(555-77-1)

7) Сакситоксин (35523-89-8)

8) Рицин (9009-86-3)

B. Прекурсоры:

9) Алкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr)фосфонилдифториды, например, DF: метилфосфонилдифторид (676-99-3)

10) О-алкил (H или $\geq C_{10}$, включая циклоалкил)-О-2-диалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr)-аминоэтилалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr)фосфониты и соответствующие алкилированные или протонированные соли,

например, QL: О-этил-О-2-диизопропиламиноэтилметилфосфонит (57856-11-8)

11) Хлорзарин: О-изопропилметилхлорфосфонат (1445-76-7)

12) Хлорзоман: О-пинаколилметилхлорфосфонат (7040-57-5)

Список 2

A. Токсичные химикаты:

1) Амитон: О,О-диэтил-S-[2-(диэтиламино)этил]тиофосфат (78-53-5)
и соответствующие алкилированные или протоинрованные соли

2) PFIB: 1,1,3,3,3-пентафтор-2-(трифторметил)-1-пропен (382-21-8)

3) BZ: 3-хинуклидинилбензилат (*) (6581-06-2)

B. Прекурсоры:

4) Химикаты, кроме химикатов, включенных в Список 1, содержащие атом фосфора, с которым связана одна метильная, этильная или пропильная (нормальная или изо-) группа, но не другие атомы углерода, например, метилфосфонилдихлорид (676-97-1)
диметилметилфосфонат (756-79-6)

исключение: фонофос: O-этил S-фенилэтилфосфонтиолтионат (944-22-9)

5) N,N-диалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr)амидодигалоидфосфаты

6) Диалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr)-N,N-диалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr)-амидофосфаты

7) Трехлористый мышьяк (7784-34-1)

8) 2,2-дифенил-2-оксиуксусная кислота (76-93-7)

9) Хинуклидин-3-ол (1619-34-7)

10) N,N-диалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr) аминоэтил-2-хлориды и соответствующие протонированные соли

11) N,N-диалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr) аминоэтан-2-олы и соответствующие протонированные соли

исключения: N,N-диметиламиноэтанол (108-01-0)
и соответствующие протонированные соли

N,N-диэтиламиноэтанол (100-37-8)
и соответствующие протонированные соли

12) N,N-диалкил (Me, Et, n-Pr или i-Pr) аминоэтан-2-тиолы и соответствующие протонированные соли

13) Тиодигликоль: бис(2-гидроксиэтил)сульфид (111-48-8)

14) Пинаколиловый спирт: 3,3-диметилбутан-2-ол (464-07-3)

Список 3

A. Токсичные химикаты:

1) Фосген: дихлорангидрид угольной кислоты (75-44-5)

2) Хлорциан (506-77-4)

3) Циановодородная кислота (74-90-8)

4) Хлорпикрин: трихлорнитрометан (76-06-2)

B.	Прекурсоры:	
5)	Хлорокись фосфора	(10025-87-3)
6)	Треххлористый фосфор	(7719-12-2)
7)	Пятихлористый фосфор	(10026-13-8)
8)	Триметилфосфит	(121-45-9)
9)	Триэтилфосфит	(122-52-1)
10)	Диметилфосфит	(868-85-9)
11)	Диэтилфосфит	(762-04-9)
12)	Монохлористая сера	(10025-67-9)
13)	Двуххлористая сера	(10545-99-0)
14)	Хлористый тионил	(7719-09-7)
15)	Этилдиэтаноламин	(139-87-7)
16)	Метилдиэтаноламин	(105-59-9)
17)	Триэтаноламин	(102-71-6)

ПРИЛОЖЕНИЕ ПО ОСУЩЕСТВЛЕНИЮ И ПРОВЕРКЕ ("ПРИЛОЖЕНИЕ ПО ПРОВЕРКЕ")

Содержание

Стр.

Часть I: Определения 62

Часть II: Общие правила проверки

A. Назначение инспекторов и помощников инспекторов 67

B. Привилегии и иммунитеты 68

C. Постоянные процедуры 70

Пункты въезда 70
Процедуры использования нерейсовых самолетов 71
Административные процедуры 72
Утвержденное оборудование 72

D. Предынспекционная деятельность 73

Уведомление 73
Въезд на территорию инспектируемого государства-участника или принимающего государства и проезд к месту инспекции 73
Предынспекционный инструктаж 74

E. Проведение инспекций 74

Общие правила 74
Безопасность 74
Связь 75
Права инспекционной группы и инспектируемого государства-участника 75
Отбор, обработка и анализ проб 76
Увеличение продолжительности инспекции 77
Итоговое совещание 77

F. Отъезд 77

G. Доклады 78

H. Применение общих положений 78

Часть III: Общие положения, касающиеся мер проверки согласно статьям IV, V и пункту 3 статьи VI

A. Первоначальные инспекции и соглашения по объекту 79

B. Постоянные процедуры 80

C. Предынспекционная деятельность 81

Содержание (продолжение)

Стр.

Часть IV A): Уничтожение химического оружия и его проверка согласно статье IV

A. Объявления 82

Химическое оружие 82
Объявления химического оружия согласно пункту 1 a) iii) статьи III 84
Объявления прошлых передач и получений 84
Представление общего плана уничтожения химического оружия 84

B. Меры по блокированию объекта по хранению и подготовка объекта по хранению 85

C. Уничтожение 86

Принципы и методы уничтожения химического оружия 86
Порядок уничтожения 86
Изменение промежуточных сроков уничтожения 88
Продление срока для завершения уничтожения 89
Подробные ежегодные планы уничтожения 90
Ежегодные доклады об уничтожении 91

D. Проверка 91

Проверка объявлений химического оружия посредством инспекции на месте 91
Систематическая проверка объектов по хранению 92
Инспекции и посещения 92
Систематическая проверка уничтожения химического оружия 94
Объекты по хранению химического оружия на объектах по уничтожению химического оружия 96
Меры систематической проверки на месте объектов по уничтожению химического оружия 96

Часть IV (B): Старое химическое оружие и оставленное химическое оружие

A. Общие положения 98

B. Режим для старого химического оружия 98

C. Режим для оставленного химического оружия 99

Часть V: Уничтожение объектов по производству химического оружия и его проверка согласно статье V

A. Объявления 102

Объявления обектов по производству химического оружия 102
Объявления объектов по производству химического оружия согласно пункту 1 c) iii) статьи III 104
Объявления прошлых передач и получений 104

Содержание (продолжение)

Стр.

A. Объявления (продолжение)

Представление общих планов уничтожения 104
Представление ежегодных планов уничтожения и ежегодных докладов об уничтожении 105

B. Уничтожение 106

Общие принципы уничтожения объектов по производству химического оружия 106
Принципы и методы закрытия объекта по производству химического оружия 106
Техническое обслуживание объектов по производству химического оружия до их уничтожения 107
Принципы и методы временного переоборудования объектов по производству химического оружия в объекты по уничтожению химического оружия 107
Принципы и методы, касающиеся уничтожения объекта по производству химического оружия 108
Порядок уничтожения 109
Подробные планы уничтожения 110
Рассмотрение подробных планов 111

C. Проверка 112

Проверка объявлений объектов по производству химического оружия посредством инспекции на месте 112
Систематическая проверка объектов по производству химического оружия и прекращения их деятельности 113
Проверка уничтожения объектов по производству химического оружия 114
Проверка временного переоборудования объекта по производству химического оружия в объект по уничтожению химического оружия 115

D. Конверсия объектов по производству химического оружия на цели, не запрещаемые по настоящей Конвенции 116

Процедуры подачи заявки на конверсию 116
Действия до принятия решения 117
Условия конверсии 118
Решения Исполнительного совета и Конференции 118
Подробные планы конверсии 119
Рассмотрение подробных планов 120

Часть VI: Деятельность, не запрещаемая по настоящей Конвенции в соответствии со статьей VI:

Режим для химикатов Списка 1 и объектов, связанных с такими химикатами

A. Общие положения 122

B. Передачи 122

Содержание (продолжение)

Стр.

C. Производство 123

Общие принципы производства 123
Единственный маломасштабный объект 123
Другие объекты 123

D. Объявления 124

Единственный маломасштабный объект 124
Другие объекты, указанные в пунктах 10 и 11 125

E. Проверка 126

Единственный маломасштабный объект 126
Другие объекты, указанные в пунктах 10 и 11 127

Часть VII: Деятельность, не запрещаемая по настоящей Конвенции в соответствии со статьей VI:

Режим для химикатов Списка 2 и объектов, связанных с такими химикатами

A. Объявления 129

Объявления совокупных национальных данных 129
Объявления производственных зон, производящих, перерабатывающих или потребляющих химикаты Списка 2 129
Объявления о прошлом производстве химикатов Списка 2 для целей химического оружия 131
Информация, представляемая государствам-участникам ... 132

B. Проверка 132

Общие положения 132
Цели инспекции 133
Первоначальные инспекции 133
Инспекции 134
Процедуры инспекции 134
Уведомление об инспекции 135

C. Передачи государствам, не являющимся участниками настоящей Конвенции 135

Часть VIII: Деятельность, не запрещаемая по настоящей Конвенции в соответствии со статьей VI:

Режим для химикатов Списка 3 и объектов, связанных с такими химикатами

A. Объявления 137

Объявления совокупных национальных данных 137
Объявления производственных зон, производящих химикаты Списка 3 137
Объявления о прошлом производстве химикатов Списка 3 для целей химического оружия 138
Информация, представляемая государствам-участникам ... 139

Содержание (продолжение)

Стр.

B. Проверка 139

Общие положения 139
Цели инспекции 140
Процедуры инспекции 140
Уведомление об инспекции 141

C. Передачи государствам, не являющимся участниками настоящей Конвенции 141

Часть IX: Деятельность, не запрещаемая по настоящей Конвенции в соответствии со статьей VI:

Режим для других химических производственных объектов

A. Объявления 143

Перечень других химических производственных объектов ... 143
Помощь со стороны Технического секретариата 144
Информация, представляемая государствам-участникам 144

B. Проверка 144

Общие положения 144
Цели инспекции 145
Процедуры инспекции 145
Уведомление об инспекции 146

C. Осуществление и рассмотрение раздела B 146

Осуществление 146
Рассмотрение 146

Часть X: Инспекции по запросу согласно статье IX

A. Назначение и отбор инспекторов и помощников инспекторов 147

B. Предынспекционная деятельность 147

Уведомление 147
Въезд на территорию инспектируемого государства-участника или принимающего государства 149
Альтернативное определение окончательного периметра 150
Проверка места 151
Блокирование места, наблюдение за выездом 151
Предынспекционный инструктаж и план инспекции 152
Деятельность по периметру 153

C. Проведение инспекций 153

Общие правила..... 153
Регулируемый доступ 154
Наблюдатель 156
Продолжительность инспекции 157

Содержание (продолжение)

Стр.

D. Послеинспекционная деятельность 157

Отъезд 157
Доклады 157

Часть XI: Расследования в случаях предполагаемого применения химического оружия

A. Общие положения 158

B. Предынспекционная деятельность 158

Запрос на расследование 158
Уведомление 158
Назначение инспекционной группы..... 159
Отправка инспекционной группы 159
Инструктажи 159

C. Проведение инспекций 160

Доступ 160
Отбор проб 160
Расширение места инспекции 160
Увеличение продолжительности инспекции 160
Опросы 161

D. Доклады 161

Процедуры 161
Содержание 161

E. Государства, не являющиеся участниками настоящей Конвенции 162

ЧАСТЬ I

ОПРЕДЕЛЕНИЯ

1. "Утвержденное оборудование" означает устройства и приборы, необходимые для выполнения обязанностей инспекционной группы, которые были аттестованы Техническим секретариатом в соответствии с правилами, разрабатываемыми Техническим секретариатом согласно пункту 27 части II настоящего Приложения. Такое оборудование может также означать канцелярские принадлежности или регистрационные материалы, которые могла бы использовать инспекционная группа.

2. "Здание", упоминаемое в определении объекта по производству химического оружия в статье II, включает специализированные здания и стандартные здания.

a) "Специализированное здание" означает:

i) любое здание, включая подземные сооружения, содержащее специализированное оборудование в конфигурации для производства или снаряжения;

ii) любое здание, включая подземные сооружения, обладающее особенными признаками, отличающими его от зданий, обычно используемых для не запрещаемой по настоящей Конвенции деятельности по производству или снаряжению химикатов.

b) "Стандартное здание" означает любое здание, включая подземные сооружения, построенное в соответствии с распространенными в промышленности стандартами для объектов, не производящих любой химикат, указанный в пункте 8 a) i) статьи II, или коррозионно-активные химикаты.

3. "Инспекция по запросу" означает инспекцию любого объекта или места на территории или в любом другом месте под юрисдикцией или контролем государства-участника, запрашиваемую другим государством-участником согласно пунктам 8-25 статьи IX.

4. "Конкретный органический химикат" означает любой химикат, относящийся к классу химических соединений, включающему все соединения углерода за исключением его оксидов, сульфидов и металлокарбонатов, идентифицируемый при помощи химического наименования, структурной формулы, если она известна, и регистрационного номера по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен.

5. "Оборудование", упоминаемое в определении объекта по производству химического оружия в статье II, включает специализированное оборудование и стандартное оборудование.

a) "Специализированное оборудование" означает:

i) основную технологическую линию, включая любой реактор или оборудование для синтеза, выделения или очистки продукта, любое оборудование, используемое непосредственно для подачи тепла на последней технологической стадии, например в реакторах или при выделении продукта, а также любое другое оборудование, которое находилось в контакте с любым химикатом, указанным в пункте 8 a) i) статьи II, или которое находилось бы в контакте с таким химикатом, если бы объект функционировал;

ii) любые механизмы для снаряжения химического оружия;

iii) любое другое оборудование, специально сконструированное, построенное или установленное для функционирования объекта в качестве объекта по производству химического оружия в отличие от объекта, построенного в соответствии с распространенными в коммерческой промышленности стандартами для объектов, не производящих любой химикат, указанный в пункте 8 a) i) статьи II, или коррозионно-активные химикаты, такое, как: оборудование, изготовленное из сплавов с высоким содержанием никеля или из других специальных коррозионно-стойких материалов; специальное оборудование для контроля за отходами, очистки отходов, фильтрации воздуха или рекуперации растворителя; специальные изоляционные тамбуры и защитные перегородки; нестандартное лабораторное оборудование, используемое для анализа токсичных химикатов в целях химического оружия; специально сконструированные пульты технологического контроля; или специализированные запасные части для специализированного оборудования.

b) "Стандартное оборудование" означает:

i) производственное оборудование, которое широко используется в химической промышленности и не относится к категориям специализированного оборудования;

ii) другое оборудование, которое обычно используется в химической промышленности, такое, как: противопожарное оборудование, караульно-сторожевое/защитно-контрольное оборудование, медицинские средства, лабораторное оборудование или средства связи.

6. "Объект" в контексте статьи VI означает любую из определенных ниже промышленных зон ("производственная зона", "предприятие" и "установка").

a) "Производственная зона" (завод, фабрика) означает локальную интеграцию одного или более предприятий с любыми промежуточными административными звеньями, которые находятся под единым оперативным контролем, и имеет общую инфраструктуру, а именно:

i) административные и иные службы;

ii) цеха по ремонту и техническому обслуживанию;

iii) медицинский пункт;

iv) коммуникации;

v) центральную аналитическую лабораторию;

vi) опытно-исследовательские лаборатории;

vii) участок централизованной очистки стоков и отходов; и

viii) складское хранилище.

b) "Предприятие" (производственный объект, цех) означает относительно автономный участок, структуру или сооружение, содержащие одну или несколько установок со вспомогательной и связанной инфраструктурой, например:

i) небольшой административный отдел;

ii) участки для хранения/обработки сырья и продукции;

iii) участок обработки/очистки стоков/отходов;

iv) контрольная/аналитическая лаборатория;

v) служба первой медицинской помощи/соответствующее медицинское подразделение; и

vi) учетные документы соответственно о поступлении в зону, движении по зоне и вывозе из зоны объявленных химикатов и их исходного сырья или произведенных из него готовых химикатов.

c) "Установка" (производственная установка, технологическая установка) означает комбинацию предметов оборудования, включая реакционные сосуды и их системы, необходимых для производства, переработки или потребления химиката.

7. "Соглашение по объекту" означает соглашение или договоренность между государством-участником и Организацией относительно конкретного объекта, подлежащего проверке на месте согласно статьям IV, V и VI.

8. "Принимающее государство" означает государство, на территории которого находятся объекты или участки другого государства - участника настоящей Конвенции, подлежащие инспекции в соответствии с настоящей Конвенцией.

9. "Лица, сопровождающие внутри страны" означают лиц, выделенных инспектируемым государством-участником и, в соответствующих случаях, принимающим государством, если они того пожелают, для сопровождения инспекционной группы и оказания ей помощи в период ее пребывания в стране.

10. "Период пребывания в стране" означает период времени с момента прибытия инспекционной группы в пункт въезда до ее отбытия из страны из пункта въезда.

11. "Первоначальная инспекция" означает первую инспекцию объектов на месте для проверки объявлений, представляемых согласно статьям III, IV, V, VI и настоящему Приложению.

12. "Инспектируемое государство-участник" означает государство-участник, на территории которого или в любом месте под его юрисдикцией или контролем проводится инспекции согласно настоящей Конвенции, или государство-участник, объект или участок которого на территории принимающего государства подлежит такой инспекции; однако сюда не включается государство-участник, указанное в пункте 21 части II настоящего Приложения.

13. "Помощник инспектора" означает лицо, назначенное Техническим секретариатом, как это предусмотрено в разделе A части II настоящего Приложения, для оказания помощи инспекторам в ходе инспекции или посещения, например медицинский персонал, работники охраны, административный персонал и устные переводчики.

14. "Мандат на инспекцию" означает указания, данные Генеральным директором инспекционной группе в отношении проведения конкретной инспекции.

15. "Руководство по проведению инспекции" означает сборник дополнительных процедур по проведению инспекций, разрабатываемый Техническим секретарем.

16. "Место инспекции" означает любой объект или участок, на котором проводится инспекция и который конкретно определен в соответствующем соглашении по объекту или в запросе на инспекцию или в мандате или запросе на инспекцию, расширенном альтернативным или окончательным периметром.

17. "Инспекционная группа" означает группу инспекторов и помощников инспекторов, назначенных Генеральным директором для проведения конкретной инспекции.

18. "Инспектор" означает лицо, назначенное Техническим секретариатом в соответствии с процедурами, изложенными в разделе А части II настоящего Приложения, для проведения инспекции или посещения в соответствии с настоящей Конвенцией.

19. "Типовое соглашение" означает документ, конкретизирующий общую форму и содержание соглашения, заключаемого между государством-участником и Организацией для выполнения положений по проверке, указанных в настоящем Приложении.

20. "Наблюдатель" означает представителя запрашивающего государства-участника или третьего государства-участника для наблюдения за инспекцией по запросу.

21. "Периметр" в случае инспекции по запросу означает внешнюю границу места инспекции, определенную либо географическими координатами, либо описанием на карте.

a) "Запрашиваемый периметр" означает периметр места инспекции, указанный в соответствии с пунктом 8 части X настоящего Приложения;

b) "Альтернативный периметр" означает периметр места инспекции, указанный инспектируемым государством-участником в качестве альтернативы запрашиваемому периметру; он соответствует требованиям, указанным в пункте 17 части X настоящего Приложения;

c) "Окончательный периметр" означает окончательный периметр места инспекции, как это согласовано в ходе переговоров между инспекционной группой и инспектируемым государством-участником в соответствии с пунктами 16-21 части X настоящего Приложения;

d) "Объявленный периметр" означает внешнюю границу объекта, объявляемого согласно статьям III, IV, V и VI.

22. "Период инспекции" для целей статьи IX означает период времени с момента предоставления инспекционной группе доступа к месту инспекции до ее отбытия с места инспекции, исключая время, затраченное на инструктажи до и после деятельности по проверке.

23. "Период инспекции" для целей статей IV, V и VI означает период времени с момента прибытия инспекционной группы на место инспекции до ее отбытия с места инспекции, исключая время, затраченное на инструктажи до и после деятельности по проверке.

24. "Пункт въезда"/"Пункт выезда" означает место, указанное для прибытия в страну инспекционных групп с целью проведения инспекций согласно настоящей Конвенции или для их отбытия по завершении своей миссии.

25. "Запрашивающее государство-участник" означает государство-участник, запрашивающее инспекцию по запросу согласно статье IX.

26. "Тонна" означает метрическую тонну, т.е. 1 000 кг.

ЧАСТЬ II

ОБЩИЕ ПРАВИЛА ПРОВЕРКИ

A. НАЗНАЧЕНИЕ ИНСПЕКТОРОВ И ПОМОЩНИКОВ ИНСПЕКТОРОВ

1. Не позднее чем через 30 дней после вступления в силу настоящей Конвенции Технический секретариат письменно сообщает всем государствам-участникам фамилии, гражданство и ранги предлагаемых для назначения инспекторов и помощников инспекторов, а также сведения об их квалификации и профессиональном опыте.

2. Каждое государство-участник безотлагательно подтверждает получение переданного ему списка предлагаемых для назначения инспекторов и помощников инспекторов. Государство-участник письменно информирует Технический секретариат о принятии каждого инспектора или помощника инспектора не позднее чем через 30 дней после подтверждения получения списка. Любой инспектор и помощник инспектора, включенный в этот список, считается назначенным, если не позднее чем через 30 дней после подтверждения получения списка государство-участник письменно не заявит о своем несогласии. Государство-участник может привести мотив такого отвода.

В случае несогласия предлагаемый инспектор или помощник инспектора не приступает к деятельности по проверке и не участвует в ней на территории или в любом другом месте под юрисдикцией или контролем государства-участника, которое заявило о своем несогласии. Технический секретариат, если это необходимо, предлагает новые кандидатуры в дополнение к первоначальному списку.

3. Деятельность по проверке в рамках настоящей Конвенции осуществляется только назначенными инспекторами и помощниками инспекторов.

4. С учетом положений пункта 5 государство-участник имеет право в любое время отвести уже назначенного инспектора или помощника инспектора. Оно письменно уведомляет Технический секретариат о своем отводе и может указать мотив такого отвода. Такой отвод вступает в силу через 30 дней после его получения Техническим секретариатом. Технический секретариат незамедлительно информирует соответствующее государство-участник об отмене назначения инспектора или помощника инспектора.

5. Государство-участник, которое было уведомлено об инспекции, не добивается исключения из инспекционной группы для проведения этой инспекции любого из назначенных инспекторов или помощников инспекторов, упомянутых в списке инспекционной группы.

6. Число инспекторов или помощников инспекторов, одобренных государством-участником и назначенных для него, должно быть достаточным для того, чтобы можно было обеспечить наличие и ротацию соответствующего числа инспекторов и помощников инспекторов.

7. Если, по мнению Генерального директора, несогласие с предложенными кандидатурами инспекторов или помощников инспекторов препятствует назначению достаточного числа инспекторов или помощников инспекторов или иным образом затрудняет эффективное выполнение задач Технического секретариата, то Генеральный директор передает эту проблему Исполнительному совету.

8. В случае возникновения необходимости или получения просьбы внести изменения в вышеупомянутые списки инспекторов и помощников инспекторов, заменяющие их инспекторы и помощники инспекторов назначаются в том же порядке, что и в отношении первоначального списка.

9. Члены инспекционной группы, проводящей инспекцию объекта государства-участника, который размещен на территории другого государства-участника, назначаются в соответствии с процедурами, изложенными в настоящем Приложении, применительно как к инспектируемому государству-участнику, так и к принимающему государству-участнику.

B. ПРИВИЛЕГИИ И ИММУНИТЕТЫ

10. Каждое государство-участник не позднее чем через 30 дней после подтверждения получения списка инспекторов и помощников инспекторов или изменений к нему выдает многократные въездные/выездные и/или транзитные визы и такие другие документы, которые позволяют каждому инспектору или помощнику инспектора въезжать на территорию этого государства-участника и пребывать на ней с целью осуществления инспекционной деятельности. Эти документы должны быть действительны, по крайней мере, в течение двух лет после их представления Техническому секретариату.

11. Для эффективного осуществления ими своих функций инспекторам и помощникам инспекторов предоставляются привилегии и иммунитеты, изложенные в подпунктах a)-i). Привилегии и иммунитеты предоставляются членам инспекционной группы в интересах настоящей Конвенции, а не для их личной выгоды в качестве отдельных лиц. Такие привилегии и иммунитеты предоставляются им на весь период от прибытия на территорию инспектируемого государства-участника или принимающего государства до отбытия с этой территории и после этого в отношении прежних действий, совершенных ими при исполнении своих служебных обязанностей.

a) Члены инспекционной группы пользуются неприкосновенностью, предоставляемой дипломатическим агентам согласно статье 29 Венской конвенции о дипломатических сношениях от 18 апреля 1961 года.

b) Жилые и служебные помещения, занимаемые инспекционной группой, осуществляющей инспекционную деятельность согласно настоящей Конвенции, пользуются той же неприкосновенностью и защитой, что и помещения дипломатических агентов согласно пункту 1 статьи 30 Венской конвенции о дипломатических сношениях.

c) Бумаги и корреспонденция, в том числе записи, инспекционной группы, пользуются той же неприкосновенностью, что и все бумаги и корреспонденция дипломатических агентов согласно пункту 2 статьи 30 Венской конвенции о дипломатических сношениях. Инспекционная группа имеет право пользоваться кодами для сношений с Техническим секретариатом.

d) Пробы и утвержденное оборудование, перевозимые членами инспекционной группы, пользуются неприкосновенностью с учетом положений, содержащихся в настоящей Конвенции, и освобождаются от всех таможенных пошлин. Транспортировка опасных проб осуществляется в соответствии с надлежащими правилами.

e) Членам инспекционной группы предоставляются те же иммунитеты, что и дипломатическим агентам согласно пунктам 1, 2 и 3 статьи 31 Венской конвенции о дипломатических сношениях.

f) Члены инспекционной группы, осуществляющие предписанную деятельность согласно настоящей Конвенции, освобождаются от сборов и налогов, как и дипломатические агенты согласно статье 34 Венской конвенции о дипломатических сношениях.

g) Членам инспекционной группы разрешается ввозить на территорию инспектируемого государства-участника или принимающего государства-участника, без уплаты любых таможенных пошлин или связанных с этим сборов, предметы личного пользования, за исключением предметов, ввоз или вывоз которых запрещен законом или регулируется карантинными правилами.

h) Членам инспекционной группы предоставляются те же льготы в отношении обмена денег и валюты, что и представителям иностранных правительств, находящимся во временных служебных командировках.

i) Члены инспекционной группы не должны заниматься никакой профессиональной или коммерческой деятельностью в целях личной выгоды на территории инспектируемого государства-участника или принимающего государства.

12. При транзите через территорию неинспектируемых государств-участников членам инспекционной группы предоставляются те же привилегии и иммунитеты, что и дипломатическим агентам согласно пункту 1 статьи 40 Венской конвенции о дипломатических сношениях. Бумаги и корреспонденция, и в том числе записи, а также перевозимые ими пробы и утвержденное оборудование пользуются привилегиями и иммунитетами, изложенными в пункте 11 c) и d).

13. Без ущерба для их привилегий и иммунитетов члены инспекционной группы обязаны уважать законы и постановления инспектируемого государства-участника или принимающего государства и в той степени, в какой это совместимо с мандатом на инспекцию, обязаны не вмешиваться во внутренние дела этого государства. Если инспектируемое государство-участник или принимающее государство-участник считает, что имело место злоупотребление привилегиями и иммунитетами, указанными в настоящем Приложении, то между этим государством-участником и Генеральным директором проводятся консультации с целью установить, имело ли место такое злоупотребление, и, в случае установления такого факта, предотвратить повторение такого злоупотребления.

14. Генеральный директор может отказываться от иммунитета членов инспекционной группы от юрисдикции в тех случаях, когда, по его мнению, иммунитет препятствовал бы отправлению правосудия и от него можно отказаться без ущерба для осуществления положений настоящей Конвенции. Отказ должен во всех случаях носить определенно выраженный характер.

15. Наблюдателям предоставляются те же привилегии и иммунитеты, что и инспекторам согласно настоящему разделу, за исключением привилегий и иммунитетов, предоставляемых согласно пункту 11 d).

C. ПОСТОЯННЫЕ ПРОЦЕДУРЫ

Пункты въезда

16. Каждое государство-участник назначает пункты въезда и представляет требуемую информацию Техническому секретариату не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции. Эти пункты въезда назначаются таким образом, чтобы инспекционная группа могла достичь любого инспектируемого места, по меньшей мере, из одного пункта въезда в пределах 12 часов. Технический секретариат сообщает всем государствам-участникам местонахождение пунктов въезда.

17. Каждое государство-участник может менять пункты въезда, уведомляя Технический секретариат о таком изменении. Изменения вступают в силу через 30 дней после получения такого уведомления Техническим секретариатом, с тем чтобы можно было обеспечить соответствующее уведомление всех государств-участников.

18. Если Технический секретариат считает, что для своевременного проведения инспекций пунктов въезда недостаточно или что изменения пунктов въезда, намечаемые государством-участником, препятствовали бы такому своевременному проведению инспекций, он вступает в консультации с соответствующим государством-участником для урегулирования этой проблемы.

19. В тех случаях, когда объекты или участки инспектируемого государства-участника находятся на территории принимающего государства-участника или когда для доступа от пункта въезда к подлежащим инспекции объектам или участкам требуется транзит через территорию другого государства-участника, инспектируемое государство-участник осуществляет права и исполняет обязанности в отношении таких инспекций в соответствии с настоящим Приложением. Принимающее государство-участник содействует инспекции этих объектов или участков и предоставляет необходимую поддержку, с тем чтобы позволить инспекционной группе своевременно и эффективно выполнить свои задачи. Государства-участники, через территорию которых требуется осуществить транзит для инспекции объектов или участков инспектируемого государства-участника, содействуют такому транзиту.

20. В тех случаях, когда объекты или участки инспектируемого государства-участника размещены на территории государства, не являющегося участником настоящей Конвенции, инспектируемое государство-участник принимает все необходимые меры к тому, чтобы обеспечить возможность проведения инспекций этих объектов или участков в соответствии с положениями настоящего Приложения. Государство-участник, которое имеет один или несколько объектов или участков на территории государства, не являющегося участником настоящей Конвенции, принимает все необходимые меры к тому, чтобы обеспечить прием принимающим государством инспекторов и помощников инспекторов, назначенных для этого государства-участника. Если инспектируемое государство-участник не в состоянии обеспечить доступ, то оно демонстрирует, что оно приняло все необходимые меры для обеспечения доступа.

21. В тех случаях, когда объекты или участки, запрашиваемые для инспекции, размещены на территории государства-участника, но находятся в месте под юрисдикцией или контролем государства, не являющегося участником настоящей Конвенции, государство-участник принимает все необходимые меры, какие потребовались бы от инспектируемого государства-участника или принимающего государства-участника, к тому, чтобы обеспечить возможность проведения инспекций таких объектов или участков в соответствии с положениями настоящего Приложения. Если государство-участник не в состоянии обеспечить доступ к этим объектам или участкам, то оно демонстрирует, что оно приняло все необходимые меры для обеспечения доступа. Этот пункт не применяется в тех случаях, когда запрашиваемые для инспекции объекты или участки принадлежат государству-участнику.

Процедуры использования нерейсовых самолетов

22. Для инспекций согласно статье IX и для других инспекций, при которых невозможно обеспечить своевременный проезд на рейсовом коммерческом транспорте, инспекционной группе может понадобиться использовать самолет, принадлежащий Техническому секретариату или зафрахтованный им. Не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции каждое государство-участник сообщает Техническому секретариату постоянный номер дипломатического разрешения для нерейсового самолета, перевозящего инспекционные группы и оборудование, необходимое для инспекции, на территорию и с территории, на которой находится место инспекции. Воздушные маршруты к назначенному пункту въезда и от него должны пролегать по установленным международным воздушным трассам, согласованным государствами-участниками и Техническим секретариатом в качестве основы для выдачи такого дипломатического разрешения.

23. При использовании нерейсового самолета Технический секретариат через Национальный орган представляет инспектируемому государству-участнику полетный план для полета самолета от последнего аэродрома перед входом в воздушное пространство государства, в котором находится место инспекции, до пункта въезда не менее чем за шесть часов до запланированного времени вылета с этого аэродрома. Такой полетный план подается в соответствии с процедурами Международной организации гражданской авиации, применимыми к гражданским самолетам. Для своих собственных или чартерных рейсов Технический секретариат вносит в раздел примечаний каждого полетного плана постоянный номер дипломатического разрешения и соответствующую пометку, свидетельствующую о том, что данный самолет является инспекционным самолетом.

24. Не менее чем за три часа до запланированного вылета инспекционной группы с последнего аэродрома перед входом в воздушное пространство государства, в котором будет проводиться инспекция, инспектируемое государство-участник или принимающее государство-участник обеспечивает утверждение полетного плана, поданного в соответствии с пунктом 23, с тем чтобы инспекционная группа могла прибыть в пункт въезда к расчетному времени прибытия.

25. Инспектируемое государство-участник обеспечивает требуемые Техническим секретариатом стоянку, защитную охрану, обслуживание и заправку самолета инспекционной группы в пункте въезда в том случае, когда такой самолет принадлежит Техническому секретариату или зафрахтован им. Такой самолет освобождается от посадочных, взлетных и других аналогичных сборов. Расходы по такой заправке, защитной охране и обслуживанию несет Технический секретариат.

Административные процедуры

26. Инспектируемое государство-участник предоставляет или обеспечивает необходимые инспекционной группе удобства, такие, как средства связи, услуги переводчиков, в той мере, в какой это необходимо для проведения опросов и выполнения других задач, а также транспорт, рабочие помещения, жилье, питание и медицинское обслуживание. В этой связи Организация возмещает инспектируемому государству-участнику расходы, понесенные в связи с пребыванием инспекционной группы.

Утвержденное оборудование

27. В соответствии с пунктом 29 инспектируемое государство-участник не налагает на инспекционную группу никаких ограничений в отношении доставки ею на место инспекции такого оборудования, утвержденного в соответствии с пунктом 28, какое Технический секретариат счел необходимым для удовлетворения потребностей инспекции. Технический секретариат составляет и соответственно обновляет перечень утвержденного оборудования, которое может понадобиться для вышеизложенных целей, а также правила, касающиеся такого оборудования, которые должны соответствовать настоящему Приложению. При разработке перечня утвержденного оборудования и таких правил Технический секретариат обеспечивает полный учет факторов безопасности по всем категориям объектов, на которых может быть использовано такое оборудование. Перечень утвержденного оборудования рассматривается и утверждается Конференцией согласно пункту 21 1) статьи VIII.

28. Это оборудование находится на попечении Технического секретариата и отбирается, калибруется и утверждается Техническим секретариатом. Технический секретариат, по мере возможности, выбирает такое оборудование, которое предназначено именно для конкретного вида требуемой инспекции. Отобранное и утвержденное оборудование обеспечивается специальной защитой от несанкционированного изменения.

29. Инспектируемое государство-участник имеет право, без ущерба для установленных сроков, в присутствии членов инспекционной группы досматривать оборудование в пункте въезда, т.е. проверять характер оборудования, ввозимого на территорию инспектируемого государства-участника или принимающего государства или вывозимого с нее. Для облегчения такой идентификации Технический секретариат прилагает документы и устройства, удостоверяющие, что это оборудование им отобрано и утверждено. Досмотр оборудования также подтверждает удовлетворяющим инспектируемое государство-участник образом, что данное оборудование соответствует описанию утвержденного оборудования для конкретного вида инспекции. Инспектируемое государство-участник может задержать оборудование, не соответствующее этому описанию, или оборудование, не имеющее вышеупомянутых удостоверяющих документов и устройств. Процедуры досмотра оборудования рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII.

30. В тех случаях, когда инспекционная группа считает необходимым использовать имеющееся на месте оборудование, не принадлежащее Техническому секретариату, и просит инспектируемое государство-участник дать группе возможность использовать такое оборудование, инспектируемое государство-участник, по мере возможности, удовлетворяет такую просьбу.

D. ПРЕДИНСПЕКЦИОННАЯ ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ

Уведомление

31. Генеральный директор уведомляет государство-участник о своем намерении провести инспекцию до планируемого прибытия инспекционной группы в пункт въезда и в пределах установленных сроков, если таковые предусмотрены.

32. Уведомления, направляемые Генеральным директором, включают следующую информацию:

a) вид инспекции;

b) пункт въезда;

c) дату и расчетное время прибытия в пункт въезда;

d) способ прибытия в пункт въезда;

e) место, подлежащее инспекции;

f) фамилии инспекторов и помощников инспекторов;

g) в соответствующих случаях, разрешение на использование самолета для спецрейсов.

33. Инспектируемое государство-участник подтверждает получение уведомления Технического секретариата о намерении провести инспекцию не позднее чем через один час после получения такого уведомления.

34. В случае инспекции объекта государства-участника, размещенного на территории другого государства-участника, оба государства-участника уведомляются одновременно в соответствии с пунктами 31 и 32.

Въезд на территорию инспектируемого государства-участника или принимающего государства и проезд к месту инспекции

35. Инспектируемое государство-участник или принимающее государство-участник, уведомленное о прибытии инспекционной группы, обеспечивает ее немедленный

въезд на территорию и посредством сопровождения внутри страны или другими способами делает все от него зависящее для обеспечения безопасной доставки инспекционной группы и ее оборудования и материалов из его пункта въезда до места (мест) инспекции и в пункт выезда.

36. Инспектируемое государство-участник или принимающее государство-участник, по мере необходимости, помогает инспекционной группе прибыть на место инспекции не позднее чем через 12 часов после прибытия в пункт въезда.

Предынспекционный инструктаж

37. По прибытии на место инспекции и до начала инспекции инспекционная группа инструктируется представителями объекта, с использованием карт и другой соответствующей документации, об объекте, о проводимой на нем деятельности, о мерах безопасности, об административных мерах и мерах по материально-техническому обеспечению, необходимых для инспекции. Время, затрачиваемое на инструктаж, ограничивается необходимым минимумом и в любом случае не превышает трех часов.

B. ПРОВЕДЕНИЕ ИНСПЕКЦИЙ

Общие правила

38. Члены инспекционной группы выполняют свои функции в соответствии с положениями настоящей Конвенции, а также правилами, установленными Генеральным директором, и соглашениями по объекту, заключаемыми между государствами-участниками и Организацией.

39. Инспекционная группа строго соблюдает инспекционный мандат, выданный Генеральным директором. Она воздерживается от деятельности, выходящей за рамки этого мандата.

40. Деятельность инспекционной группы организуется таким образом, чтобы обеспечить своевременное и эффективное осуществление ею своих функций и причинить как можно меньше неудобств инспектируемому государству-участнику или принимающему государству и помех инспектируемому объекту или участку. Инспекционная группа избегает создания ненужных помех или задержек в функционировании объекта и избегает действий, затрагивающих его безопасность. В частности, инспекционная группа не эксплуатирует никакой объект. Если инспекторы считают, что для выполнения их мандата необходимо произвести на объекте конкретные операции, они просят о проведении таких операций назначенного представителя инспектируемого объекта. По мере возможности, представитель выполняет эту просьбу.

41. Выполняя свои обязанности на территории инспектируемого государства-участника или принимающего государства, члены инспекционной группы, если об этом просит инспектируемое государство-участник, сопровождаются представителями инспектируемого государства-участника, однако это не должно создавать задержек или иных помех для инспекционной группы при выполнении ею своих функций.

42. Подробные процедуры проведения инспекций разрабатываются Техническим секретариатом для включения в "Руководство по проведению инспекции" с учетом основных принципов, подлежащих рассмотрению и утверждению Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII.

Безопасность

43. При проведении своей деятельности инспекторы и помощники инспекторов соблюдают правила безопасности, установленные на месте инспекции, и в том

числе правила в отношении защиты контролируемых зон внутри объекта и личной безопасности. Для выполнения этих требований Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII рассматриваются и утверждаются соответствующие подробные процедуры.

Связь

44. Инспекторы имеют право на протяжении всего периода пребывания в стране поддерживать связь со штаб-квартирой Технического секретариата. С этой целью они могут использовать свое собственное, надлежащим образом аттестованное, утвержденное оборудование и могут просить инспектируемое государство-участник или принимающее государство-участник предоставить им доступ к другим средствам дальней связи. Инспекционная группа имеет право использовать свою собственную систему двусторонней радиосвязи между персоналом, патрулирующим периметр, и другими членами инспекционной группы.

Права инспекционной группы и инспектируемого государства-участника

45. Инспекционная группа, согласно соответствующим статьям и приложениям настоящей Конвенции, а также соглашениям по объекту и процедурам, изложенным в Руководстве по проведению инспекции, имеет право на беспрепятственный доступ к месту инспекции. Предметы, подлежащие инспекции, выбираются инспекторами.

46. Инспекторы имеют право опрашивать любой персонал объекта в присутствии представителей инспектируемого государства-участника с целью установления соответствующих фактов. Инспекторы запрашивают только такие сведения и данные, которые необходимы для проведения инспекции, и инспектируемое государство-участник представляет такую информацию по соответствующей просьбе. Инспектируемое государство-участник имеет право отклонять вопросы, задаваемые персоналу объекта, если эти вопросы расцениваются как не имеющие отношения к инспекции. Если руководитель инспекционной группы возражает и заявляет об их уместности, то эти вопросы в письменном виде представляются инспектируемому государству-участнику для ответа. Инспекционная группа может зафиксировать любой отказ дать разрешение на проведение опросов или допустить ответы на вопросы и представление любых разъяснений в той части доклада об инспекции, которая касается сотрудничества со стороны инспектируемого государства-участника.

47. Инспекторы имеют право обследовать документацию и записи, которые они считают относящимися к выполнению своего задания.

48. Инспекторы имеют право на производство фотоснимков, которые по их просьбе выполняются представителями инспектируемого государства-участника или инспектируемого объекта. Обеспечивается возможность для производства моментальных фотоснимков. Инспекционная группа определяет, соответствуют ли фотоснимки ее просьбе, и если нет, то делаются повторные фотоснимки. Инспекционная группа и инспектируемое государство-участник сохраняют по одной копии каждого фотоснимка.

49. Представители инспектируемого государства-участника имеют право наблюдать за всей деятельностью по проверке, осуществляемой инспекционной группой.

50. Инспектируемое государство-участник получает по его просьбе копии собранных Техническим секретариатом информации и данных о его объекте (ах).

51. Инспекторы имеют право запрашивать разъяснения в связи с неясностями, возникающими в ходе инспекции. Такие запросы производятся незамедлительно через представителя инспектируемого государства-участника. В ходе инспекции представитель инспектируемого государства-участника дает инспекционной группе

разъяснения, необходимые для устранения неясности. В том случае, если вопросы относительно предмета или здания, находящегося в пределах места инспекции, остаются нерешенными, этот предмет или здание по соответствующей просьбе фотографируется с целью выяснения его характера и предназначения. Если в ходе инспекции устранить неясность не удается, то инспекторы незамедлительно уведомляют Технический секретариат. В докладе об инспекции инспекторы отражают любой такой нерешенный вопрос, излагают соответствующие разъяснения и представляют копии любых фотоснимков.

Отбор, обработка и анализ проб

52. Представители инспектируемого государства-участника или инспектируемого объекта по просьбе инспекционной группы осуществляют отбор проб в присутствии инспекторов. В том случае, если это заранее согласовано с представителями инспектируемого государства-участника или инспектируемого объекта, инспекционная группа может отбирать пробы самостоятельно.

53. По мере возможности, анализ проб производится на месте. Инспекционная группа имеет право проводить анализ проб на месте с использованием доставленного ею утвержденного оборудования. По просьбе инспекционной группы инспектируемое государство-участник, в соответствии с согласованными процедурами, оказывает помощь в анализе проб на месте. В качестве альтернативы инспекционная группа может просить о проведении соответствующего анализа на месте в ее присутствии.

54. Инспектируемое государство-участник имеет право сохранять части всех отобранных проб или получать дубликаты проб и присутствовать при анализе проб на месте.

55. Инспекционная группа, если она сочтет это необходимым, передает пробы на анализ за пределами объекта в лабораториях, назначенных Организацией.

56. Генеральный директор несет основную ответственность за безопасность, целостность и сохранность проб, а также за обеспечение защиты конфиденциальности проб, передаваемых на анализ за пределами объекта. Генеральный директор осуществляет это в соответствии с процедурами, подлежащими рассмотрению и утверждению Конференцией согласно пункту 21 1) статьи VIII для включения в Руководство по проведению инспекции. Генеральный директор:

a) устанавливает строгий режим, регулирующий отбор, обработку, транспортировку и анализ проб;

b) аттестует лаборатории, назначенные для проведения различных видов анализа;

c) осуществляет надзор за стандартизацией оборудования и процедур в этих назначенных лабораториях, а также мобильного аналитического оборудования и процедур и контролирует стандарты контроля качества и общие стандарты в связи с аттестацией этих лабораторий, мобильного оборудования и процедур; и

d) из назначенных лабораторий выбирает лаборатории, которые будут выполнять аналитические или иные функции в связи с проведением конкретных расследований.

57. При проведении анализа за пределами объекта пробы анализируются, по крайней мере, в двух назначенных лабораториях. Технический секретариат обеспечивает оперативную обработку анализа. Технический секретариат ведет учет проб, и любые неиспользованные пробы или их части возвращаются в Технический секретариат.

58. Технический секретариат обобщает результаты лабораторного анализа проб, имеющие отношение к соблюдению настоящей Конвенции, и включает их в окончательный доклад об инспекции. Технический секретариат включает в доклад подробную информацию относительно оборудования и методики, используемых назначенными лабораториями.

Увеличение продолжительности инспекции

59. Сроки инспекции могут быть увеличены по договоренности с представителем инспектируемого государства-участника.

Итоговое совещание

60. По завершении инспекции инспекционная группа встречается с представителями инспектируемого государства-участника и персоналом, ответственным за место инспекции, с целью рассмотрения предварительных выводов инспекционной группы и устранения любых неясностей. Инспекционная группа передает представителям инспектируемого государства-участника свои предварительные выводы, изложенные в письменном виде по стандартному формату, а также перечень любых проб и копии собранных письменных сведений и данных и другие материалы, подлежащие вывозу за пределы объекта. Этот документ подписывается руководителем инспекционной группы. В знак того, что он ознакомился с содержанием документа, представитель инспектируемого государства-участника также подписывает этот документ. Это совещание завершается не позднее чем через 24 часа после завершения инспекции.

F. ОТЪЕЗД

61. По завершении послеинспекционных процедур инспекционная группа как можно скорее покидает территорию инспектируемого государства-участника или принимающего государства.

G. ДОКЛАДЫ

62. Не позднее чем через 10 дней после инспекции инспекторы подготавливают окончательный фактологический доклад о проведенной ими деятельности и о своих выводах. В нем содержатся только факты, имеющие отношение к соблюдению настоящей Конвенции, как это предусмотрено мандатом на инспекцию. В докладе также приводится информация о том, как инспектируемое государство-участник сотрудничало с инспекционной группой. К докладу могут прилагаться особые мнения инспекторов. Доклад считается конфиденциальным.

63. Окончательный доклад незамедлительно представляется инспектируемому государству-участнику. К докладу прилагаются любые письменные замечания, которые могут быть сразу же сделаны инспектируемым государством-участником в связи с содержащимися в нем выводами. Окончательный доклад вместе с прилагаемыми к нему замечаниями, сделанными инспектируемым государством-участником, представляется Генеральному директору не позднее чем через 30 дней после инспекции.

64. При наличии в докладе неясностей или в случае несоответствия сотрудничества между Национальным органом и инспекторами требуемому уровню Генеральный директор обращается к государству-участнику за разъяснением.

65. Если не удается устранить неясности или если установленные факты по своему характеру позволяют предположить невыполнение обязательств по настоящей Конвенции, Генеральный директор безотлагательно информирует Исполнительный совет.

H. ПРИМЕНЕНИЕ ОБЩИХ ПОЛОЖЕНИЙ

66. Положения данной части применяются ко всем инспекциям, проводимым согласно настоящей Конвенции, за исключением тех случаев, когда положения данной части отличаются от положений, изложенных для специфических видов инспекций в частях III-XI настоящего Приложения, причем в этом случае преимущественную силу имеют последние положения.

ЧАСТЬ III

ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ, КАСАЮЩИЕСЯ МКР ПРОВЕРКИ СОГЛАСНО СТАТЬЯМ IV, V И ПУНКТУ 3 СТАТЬИ VI

A. ПЕРВОНАЧАЛЬНЫЕ ИНСПЕКЦИИ И СОГЛАШЕНИЯ ПО ОБЪЕКТУ

1. Каждый объявленный объект, подлежащий инспекции на месте согласно статьям IV и V и пункту 3 статьи VI, принимает первоначальную инспекцию сразу же после объявления объекта. Цель этой инспекции объекта заключается в проверке представленной информации, в получении любой дополнительной информации, необходимой для планирования будущей деятельности по проверке на объекте, включая инспекции на месте и непрерывное наблюдение при помощи приборов, устанавливаемых на месте, и в проведении работы над соглашениями по объекту.

2. Государства-участники обеспечивают, чтобы в установленные сроки после вступления для них в силу настоящей Конвенции Технический секретариат мог провести на всех объектах проверку объявлений и начать осуществление мер систематической проверки.

3. Каждое государство-участник заключает с Организацией соглашение по объекту для каждого объявленного и подлежащего инспекции на месте объекта согласно статьям IV и V и пункту 3 статьи VI.

4. Соглашения по объекту составляются не позднее чем через 180 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника или после первого объявления объекта, за исключением объектов по уничтожению химического оружия, к которым применяются пункты 5-7.

5. В случае объекта по уничтожению химического оружия, который начинает функционировать более чем через один год после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника, соглашение по объекту составляется не менее чем за 180 дней до начала функционирования этого объекта.

6. В случае объекта по уничтожению химического оружия, который функционирует во время вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника или который начинает функционировать не позднее чем через один год после этого, соглашение по объекту составляется не позднее чем через 210 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника, за исключением тех случаев, когда Исполнительный совет может решить, что достаточно переходных мероприятий по проверке, утверждаемых в соответствии с пунктом 51 части IV A) настоящего Приложения и включающих переходное соглашение по объекту, положения о проверке посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, а также сроки осуществления этих мероприятий.

7. В случае объекта, указанного в пункте 6, который прекратит свою деятельность не позднее чем через два года после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника, Исполнительный совет может решить, что

достаточно переходных мероприятий по проверке, утверждаемых в соответствии с пунктом 51 части IV A) настоящего Приложения и включающих переходное соглашение по объекту, положения о проверке посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, а также сроки осуществления этих мероприятий.

8. Соглашения по объекту составляются на основе образцов таких соглашений и содержат подробные положения, регулирующие проведение инспекций на каждом объекте. Типовые соглашения содержат положения, позволяющие учитывать будущие технические достижения, и рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 1) статьи VIII.

9. Технический секретариат может сохранять в каждом месте опечатанный контейнер для фотографий, планов и другой информации, к которым он может пожелать обратиться в ходе последующих инспекций.

B. ПОСТОЯННЫЕ ПРОЦЕДУРЫ

10. В тех случаях, когда это применимо, Технический секретариат имеет право на установку и использование приборов и систем непрерывного наблюдения и пломб согласно соответствующим положениям настоящей Конвенции и соглашениям по объекту между государствами-участниками и Организацией.

11. Инспектируемое государство-участник, в соответствии с согласованными процедурами, имеет право обследовать любой прибор, используемый или устанавливаемый инспекционной группой, и обеспечивать его апробирование в присутствии представителей инспектируемого государства-участника. Инспекционная группа имеет право использовать приборы, установленные инспектируемым государством-участником для собственного наблюдения за технологическим процессом уничтожения химического оружия. С этой целью инспекционная группа имеет право обследовать те приборы, которые она намерена использовать для целей проверки уничтожения химического оружия, и обеспечивать их апробирование в своем присутствии.

12. Инспектируемое государство-участник осуществляет необходимую подготовку и поддержку для установки приборов и систем непрерывного наблюдения.

13. В целях осуществления пунктов 11 и 12 Конференция рассматривает и утверждает, согласно пункту 21 1) статьи VIII, соответствующие подробные процедуры.

14. Инспектируемое государство-участник немедленно уведомляет Технический секретариат в том случае, если на объекте, на котором установлены контрольные приборы, происходит или может произойти какое-либо событие, которое может сказаться на системе наблюдения. Инспектируемое государство-участник координирует последующие действия с Техническим секретариатом, с тем чтобы восстановить функционирование системы наблюдения и, в случае необходимости, как можно скорее принять промежуточные меры.

15. В ходе каждой инспекции инспекционная группа проверяет правильность функционирования системы наблюдения и целостность установленных пломб. Кроме того, могут потребоваться посещения для обслуживания системы наблюдения в целях осуществления любого необходимого обслуживания или замены оборудования или требуемой корректировки охвата системы наблюдения.

16. Если система наблюдения свидетельствует о любом отклонении, Технический секретариат немедленно предпринимает меры, с тем чтобы установить, является ли это результатом технической неполадки или деятельности на объекте. Если после такого изучения проблема остается неразрешенной, Технический секретариат

немедленно устанавливает фактическую ситуацию, в том числе путем незамедлительного проведения в случае необходимости инспекции или посещения объекта на месте. Технический секретариат сообщает о любой такой проблеме сразу же после ее обнаружения инспектируемому государству-участнику, которое оказывает помощь в ее решении.

C. ПРЕДЫНСПЕКЦИОННАЯ ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ

17. Инспектируемое государство-участник, за исключением случаев, указанных в пункте 18, уведомляется об инспекциях не менее чем за 24 часа до планируемого прибытия инспекционной группы в пункт въезда.

18. Инспектируемое государство-участник уведомляется о первоначальных инспекциях не менее чем за 72 часа до расчетного времени прибытия инспекционной группы в пункт въезда.

ЧАСТЬ IV (A)

УНИЧТОЖЕНИЕ ХИМИЧЕСКОГО ОРУЖИЯ И ЕГО ПРОВЕРКА СОГЛАСНО СТАТЬЕ IV

A. ОБЪЯВЛЕНИЯ

Химическое оружие

1. Объявление химического оружия государством-участником согласно пункту 1 a) ii) статьи III включает следующее:

a) совокупное количество каждого объявляемого химиката;

b) точное местоположение каждого объекта по хранению химического оружия с указанием:

i) наименования;

ii) географических координат; и

iii) детальной схемы места, включая план-карту с указанием границ и местоположение внутри объекта бункеров/площадок хранения;

c) подробный инвентарный перечень по каждому объекту по хранению химического оружия с указанием:

i) химикатов, определяемых как химическое оружие в соответствии со статьей II;

ii) неснаряженных боеприпасов, подзарядов, устройств и оборудования, определяемых как химическое оружие;

iii) оборудования, специально предназначенного для использования непосредственно в связи с применением боеприпасов, подзарядов, устройств или оборудования, указанных в подпункте ii);

iv) химикатов, специально предназначенных для использования непосредственно в связи с применением боеприпасов, подзарядов, устройств или оборудования, указанных в подпункте ii).

2. К объявлению химикатов, упомянутых в пункте 1 c) i), применяется следующее:

a) химикаты объявляются в соответствии со списками, приведенными в Приложении по химикатам;

b) для химикатов, не включенных в списки, содержащиеся в Приложении по химикатам, представляется информация, требуемая для возможного отнесения химиката к соответствующему списку, включая токсичность чистого соединения. Для прекурсоров указываются токсичность и характер основного конечного продукта (продуктов) реакции;

c) химикаты идентифицируются по химическому наименованию в соответствии с действующей номенклатурой Международного союза чистой и прикладной химии (ИЮПАК), структурной формуле и регистрационному номеру по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен. Для прекурсоров указываются токсичность и характер основного конечного продукта (продуктов) реакции;

d) в случае смесей, состоящих из двух или более химикатов, идентифицируется каждый химикат и указывается процентная доля каждого химиката, причем такие смеси объявляются по категории наиболее токсичного химиката. Если компонент бинарного химического оружия состоит из смеси двух или более химикатов, то идентифицируется каждый химикат и приводится процентная доля каждого химиката;

e) бинарное химическое оружие объявляется исходя из соответствующего конечного продукта в рамках категорий химического оружия, указанных в пункте 16. Для каждого вида бинарного химического боеприпаса/устройства представляется следующая дополнительная информация:

i) химическое наименование токсичного конечного продукта;

ii) химический состав и количество каждого компонента;

iii) фактическое весовое соотношение между компонентами;

iv) какой компонент рассматривается в качестве ключевого компонента;

v) планируемое количество токсичного конечного продукта, исчисленное на стехиометрической основе, исходя из ключевого компонента при условии 100-процентного выхода. Объявленное количество (в тоннах) ключевого компонента, предназначенное для конкретного токсичного конечного продукта, рассматривается как эквивалент количества (в тоннах) этого токсичного конечного продукта, исчисляемого на стехиометрической основе при условии 100-процентного выхода;

f) для многокомпонентного химического оружия объявление аналогично объявлению, предусмотренному для бинарного химического оружия;

g) по каждому химикату объявляется форма хранения, т.е. боеприпасы, подзаряды, устройства, оборудование или емкости и другие контейнеры. По каждой форме хранения указывается следующее:

i) вид;

ii) размер или калибр;

iii) число единиц; и

iv) номинальный вес химического снаряжения на единицу;

h) по каждому химикату объявляется наличный общий вес на объекте по хранению;

i) кроме того, для химикатов, хранящихся в емкостях, объявляется чистота в процентах, если таковая известна.

3. По каждому виду неснаряженных боеприпасов, подзарядов, устройств или оборудования, указанных в пункте 1 c) ii), информация включает следующее:

a) число единиц;

b) номинальный объем снаряжения на единицу;

c) предполагаемое химическое снаряжение.

Объявления химического оружия согласно пункту 1 a) iii) статьи III

4. Объявление химического оружия согласно пункту 1 a) iii) статьи III включает всю информацию, указанную в пунктах 1-3 выше. Государство-участник, на территории которого находится химическое оружие, несет ответственность за достижение соответствующих договоренностей с другим государством, с тем чтобы обеспечить представление объявлений. Если государство-участник, на территории которого находится химическое оружие, не в состоянии выполнить своих обязательств по данному пункту, то оно указывает соответствующие причины.

Объявления прошлых передач и получений

5. Государство-участник, передавшее или получившее химическое оружие с 1 января 1946 года, объявляет эти передачи или получения согласно пункту 1 a) iv) статьи III, если переданное или полученное количество составляет более 1 тонны на химикат в год в емкостях и/или в виде боеприпасов. Такое объявление делается в соответствии с инвентарной схемой, указанной в пунктах 1 и 2. В этом объявлении также указываются страны-поставщики и страны-получатели, даты передач или получений и, как можно точнее, нынешнее местонахождение переданных предметов. Если в наличии имеется не вся предусмотренная информация о передачах или получениях химического оружия за период с 1 января 1946 года по 1 января 1970 года, государство-участник объявляет любую имеющуюся у него информацию и представляет объяснения относительно того, почему оно не может представить полное объявление.

Представление общего плана уничтожения химического оружия

6. В общем плане уничтожения химического оружия, представляемом согласно пункту 1 a) v) статьи III, дается обзор всей национальной программы государства-участника по уничтожению химического оружия и приводится информация об усилиях государства-участника по выполнению содержащихся в настоящей Конвенции требований по уничтожению. В этом плане указывается:

a) общий график уничтожения с указанием видов и примерных количеств химического оружия, планируемых для уничтожения в течение каждого ежегодного периода уничтожения по каждому существующему объекту по уничтожению химического оружия и, по возможности, по каждому планируемому объекту по уничтожению химического оружия;

b) количество существующих или планируемых объектов по уничтожению химического оружия, которые будут функционировать в период уничтожения;

c) по каждому существующему или планируемому объекту по уничтожению химического оружия:

i) наименование и местоположение; и

ii) виды и примерные количества химического оружия, а также вид (например, ОВ нервно-паралитического действия или ОВ кожно-нарывного действия) и примерное количество химического снаряжения, подлежащего уничтожению;

d) планы и программы подготовки персонала к эксплуатации объектов по уничтожению;

e) национальные стандарты в отношении безопасности и выбросов, которым должны отвечать объекты по уничтожению;

f) информация о разработке новых методов уничтожения химического оружия и об усовершенствовании существующих методов;

g) смета расходов по уничтожению химического оружия; и

h) любые проблемы, которые могли бы неблагоприятно сказаться на национальной программе уничтожения.

B. МЕРЫ ПО БЛОКИРОВАНИЮ ОБЪЕКТА ПО ХРАНЕНИЮ И ПОДГОТОВКА ОБЪЕКТА ПО ХРАНЕНИЮ

7. Не позднее чем при представлении своего объявления химического оружия государство-участник принимает такие меры, какие оно считает целесообразными, для блокирования своих объектов по хранению и предотвращает любое перемещение своего химического оружия с объектов, за исключением его вывоза для уничтожения.

8. Государство-участник обеспечивает такую конфигурацию размещения химического оружия на своих объектах по хранению, которая обеспечивает беспрепятственный доступ для целей проверки в соответствии с пунктами 37-49.

9. Пока объект по хранению остается закрытым для любого перемещения химического оружия с объекта, за исключением его вывоза для уничтожения, государство-участник может продолжать на объекте стандартную деятельность по обслуживанию, включая стандартное обслуживание химического оружия; наблюдение за безопасностью и деятельность в связи с физической защитой; а также подготовку химического оружия к уничтожению.

10. К числу мероприятий по обслуживанию химического оружия не относится следующее:

a) замена отравляющего вещества или корпусов боеприпасов;

b) изменение первоначальных характеристик боеприпасов или их частей или компонентов.

11. Все мероприятия по обслуживанию подлежат наблюдению со стороны Технического секретариата.

C. УНИЧТОЖЕНИЕ

Принципы и методы уничтожения химического оружия

12. "Уничтожение химического оружия" означает процесс по существу необратимого преобразования химикатов в состояние, непригодное для

производства химического оружия, который необратимо делает непригодными к использованию боеприпасы и другие устройства как таковые.

13. Каждое государство-участник определяет, каким способом оно будет уничтожать химическое оружие, однако для этого не могут быть использованы следующие способы: затопление в каких бы то ни было водоемах, захоронение в земле или сжигание на открытом воздухе. Оно уничтожает химическое оружие только на специально выделенных и соответствующим образом сконструированных и оснащенных объектах.

14. Каждое государство-участник обеспечивает, чтобы его объекты по уничтожению химического оружия сооружались и эксплуатировались таким образом, чтобы обеспечить уничтожение химического оружия; а также чтобы обеспечить возможность проверки процесса уничтожения в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

Порядок уничтожения

15. Порядок уничтожения химического оружия основывается на обязательствах, указанных в статье I и других статьях, включая обязательства относительно систематической проверки на месте. Он учитывает заинтересованность государств-участников в неуменьшении безопасности в период уничтожения, в укреплении доверия на начальном этапе стадии уничтожения, в постепенном накоплении опыта в ходе уничтожения химического оружия и применимости независимо от фактического состава запасов и избранных методов уничтожения химического оружия. Порядок уничтожения основывается на принципе выравнивания.

16. Для цели уничтожения химическое оружие, объявляемое каждым государством-участником, делится на три категории:

Категория 1: Химическое оружие на основе химикатов Списка 1 и его части и компоненты;

Категория 2: Химическое оружие на основе всех других химикатов и его части и компоненты;

Категория 3: Несиаряженные боеприпасы и устройства, а также оборудование, специально предназначенное для использования непосредственно в связи с применением химического оружия.

17. Государство-участник:

a) начинает уничтожение химического оружия категории 1 не позднее чем через два года после вступления для него в силу настоящей Конвенции и завершает уничтожение не позднее чем через 10 лет после вступления в силу настоящей Конвенции. Государство-участник уничтожает химическое оружие в соответствии со следующими сроками уничтожения:

i) Этап 1: не позднее чем через два года после вступления в силу настоящей Конвенции завершается апробирование его первого объекта по уничтожению. Не позднее чем через три года после вступления в силу настоящей Конвенции уничтожается не менее одного процента химического оружия категории 1;

ii) Этап 2: не позднее чем через пять лет после вступления в силу настоящей Конвенции уничтожается не менее 20 процентов химического оружия категории 1;

iii) Этап 3: не позднее чем через семь лет после вступления в силу настоящей Конвенции уничтожается не менее 45 процентов химического оружия категории 1;

iv) Этап 4: не позднее чем через десять лет после вступления в силу настоящей Конвенции уничтожается все химическое оружие категории 1;

b) начинает уничтожение химического оружия категории 2 не позднее чем через один год после вступления для него в силу настоящей Конвенции и завершает уничтожение не позднее чем через пять лет после вступления в силу настоящей Конвенции. Химическое оружие категории 2 уничтожается равными ежегодными приростающими количествами на протяжении всего периода уничтожения. Основой сравнения для такого оружия является вес химикатов в рамках категории 2; и

c) начинает уничтожение химического оружия категории 3 не позднее чем через один год после вступления для него в силу настоящей Конвенции и завершает уничтожение не позднее чем через пять лет после вступления в силу настоящей Конвенции. Химическое оружие категории 3 уничтожается равными ежегодными приростающими количествами на протяжении всего периода уничтожения. Основа сравнения для неснаряженных боеприпасов и устройств выражается номинальным объемом снаряжения ($м^3$), а для оборудования - числом единиц.

18. В отношении уничтожения бинарного химического оружия применяется следующее:

a) для целей порядка уничтожения объявленное количество (в тоннах) ключевого компонента, предназначенное для конкретного токсичного конечного продукта, рассматривается как эквивалент количества (в тоннах) этого токсичного конечного продукта, исчисляемого на стехиометрической основе исходя из 100-процентного выхода;

b) требование об уничтожении данного количества ключевого компонента влечет за собой требование об уничтожении соответствующего количества другого компонента, исчисляемого на основе фактического весового соотношения компонентов бинарного химического боеприпаса/устройства соответствующего типа;

c) если на основе фактического весового соотношения между компонентами объявляется большее, чем необходимо, количество другого компонента, то уничтожение излишка производится в течение первых двух лет после начала операций по уничтожению;

d) в конце каждого последующего года работы государство-участник может сохранять другой объявленный компонент в количестве, определяемом на основе фактического весового соотношения компонентов бинарного химического боеприпаса/устройства соответствующего типа.

19. Для многокомпонентного химического оружия порядок уничтожения аналогичен порядку уничтожения, предусмотренному для бинарного химического оружия.

Изменение промежуточных сроков уничтожения

20. Исполнительный совет рассматривает общие планы уничтожения химического оружия, представляемые согласно пункту 1 a) v) статьи III и в соответствии с пунктом 6, среди прочего, для оценки их соответствия порядку уничтожения, изложенному в пунктах 15-19. Исполнительный совет проводит консультации с любым государством-участником, план которого не соответствует такому порядку, с целью приведения этого плана в такое соответствие.

21. Если государство-участник, по не зависящим от него исключительным обстоятельствам, считает, что оно не может выйти на уровень уничтожения, предусмотренный для этапа 1, этапа 2 или этапа 3 порядка уничтожения химического оружия категории 1, то оно может предложить изменения к этим уровням. Такое предложение должно представляться не позднее чем через 120 дней после вступления в силу настоящей Конвенции, и в нем дается подробное объяснение оснований для такого предложения.

22. Каждое государство-участник принимает все необходимые меры к тому, чтобы обеспечить уничтожение химического оружия категории 1 в соответствии с предусмотренными в пункте 17 a) сроками уничтожения, измененными согласно пункту 21. Однако, если государство-участник считает, что оно будет не в состоянии обеспечить уничтожение процентной доли химического оружия категории 1, требуемой к промежуточному сроку уничтожения, оно может просить Исполнительный совет рекомендовать Конференции предоставить отсрочку в связи с его обязательством относительно соблюдения этого срока. Такая просьба должна подаваться не менее чем за 180 дней до промежуточного срока уничтожения и содержит подробное объяснение оснований для такой просьбы и планы государства-участника, с тем чтобы гарантировать, что оно будет в состоянии выполнить свое обязательство по соблюдению следующего промежуточного срока уничтожения.

23. В случае предоставления отсрочки государство-участник все же несет обязательство соблюдать совокупные требования по уничтожению, предусмотренные на следующий срок уничтожения. Отсрочки, предоставляемые согласно настоящему разделу, никоим образом не изменяют обязательство государства-участника уничтожить все химическое оружие категории 1 не позднее чем через 10 лет после вступления в силу настоящей Конвенции.

Продление срока для завершения уничтожения

24. Если государство-участник считает, что оно будет не в состоянии обеспечить уничтожение всего химического оружия категории 1 не позднее чем через 10 лет после вступления в силу настоящей Конвенции, оно может подать в Исполнительный совет просьбу о продлении срока для завершения уничтожения такого химического оружия. Такая просьба должна подаваться не позднее чем через девять лет после вступления в силу настоящей Конвенции.

25. В этой просьбе излагается следующее:

a) продолжительность предлагаемой отсрочки;

b) подробное объяснение причин для предлагаемой отсрочки; и

c) подробный план уничтожения на период предлагаемой отсрочки и на оставшуюся часть первоначального десятилетнего периода уничтожения.

26. Решение по просьбе принимается Конференцией на ее следующей сессии по рекомендации Исполнительного совета. Любая отсрочка сводится к необходимому минимуму, однако срок завершения государством-участником своего уничтожения всего химического оружия ни в коем случае не превышает 15 лет после вступления в силу настоящей Конвенции. Исполнительный совет определяет условия предоставления отсрочки, включая конкретные меры проверки, которые он считает необходимыми, а также конкретные действия, которые должны быть предприняты государством-участником для преодоления проблем, связанных с его программой уничтожения. Расходы по проверке в период отсрочки распределяются в соответствии с пунктом 16 статьи IV.

27. При предоставлении отсрочки государство-участник принимает соответствующие меры по соблюдению всех последующих сроков.

28. Государство-участник продолжает представлять подробные ежегодные планы уничтожения в соответствии с пунктом 29 и ежегодные доклады об уничтожении химического оружия категории 1 в соответствии с пунктом 36 до уничтожения всего химического оружия категории 1. Кроме того, не позднее чем к концу каждых 90 дней периода отсрочки государство-участник представляет Исполнительному совету отчет о своей деятельности по уничтожению. Исполнительный совет рассматривает прогресс в завершении уничтожения и принимает необходимые меры по документированию этого прогресса. Вся информация, касающаяся деятельности по уничтожению в период отсрочки, по соответствующей просьбе представляется Исполнительным советом государствам-участникам.

Подробные ежегодные планы уничтожения

29. Подробные ежегодные планы уничтожения представляются Техническому секретариату не менее чем за 60 дней до начала каждого ежегодного периода уничтожения согласно пункту 7 a) статьи IV, и в них указывается:

a) подлежащее уничтожению на каждом объекте по уничтожению количество каждого конкретного вида химического оружия и заключительные даты завершения уничтожения каждого конкретного вида химического оружия;

b) подробная схема места по каждому объекту по уничтожению химического оружия и любые изменения к представленным ранее схемам; и

c) подробный график деятельности по каждому объекту по уничтожению химического оружия на предстоящий год с указанием времени, требующегося на проектирование, сооружение или модификацию объекта, монтаж оборудования, проверку оборудования и подготовку операторов, на операции по уничтожению каждого конкретного вида химического оружия, а также запланированных периодов простоя.

30. Государство-участник представляет по каждому из своих объектов по уничтожению химического оружия детальную информацию об объекте с целью содействия Техническому секретариату в разработке предварительных процедур инспекции для использования на объекте.

31. Подробная информация об объекте по каждому объекту по уничтожению включает следующее:

a) наименование, адрес и местоположение;

b) подробные схемы объекта с пояснениями;

c) рабочие схемы объекта, технологические схемы и рабочие схемы трубопроводной обвязки и приборного оснащения;

d) подробные технические описания, включая рабочие схемы и спецификации приборов, по оборудованию, требующемуся для: изъятия химического снаряжения из боеприпасов, устройств и контейнеров; временного хранения эвакуированного химического снаряжения; уничтожения отравляющего вещества; и уничтожения боеприпасов, устройств и контейнеров;

e) подробные технические описания процесса уничтожения, включая скорость движения материалов, температуру и давление, а также расчетную эффективность уничтожения;

f) расчетную мощность по каждому конкретному виду химического оружия;

g) подробное описание продуктов уничтожения и метода их окончательного удаления;

h) подробное техническое описание мер по облегчению инспекций в соответствии с настоящей Конвенцией;

i) подробное описание любой временной площадки хранения на объекте по уничтожению, которая будет использоваться для доставки химического оружия непосредственно на объект по уничтожению, включая схемы места и объекта, а также информацию о складской емкости по каждому конкретному виду химического оружия, подлежащего уничтожению на объекте;

j) подробное описание действующих на объекте мер безопасности и медико-санитарных мер;

k) подробное описание жилых и рабочих помещений для инспекторов; и

l) предлагаемые меры по международной проверке.

32. Государство-участник по каждому своему объекту по уничтожению химического оружия представляет инструкции по эксплуатации предприятия, правила техники безопасности и планы медико-санитарного обслуживания, инструкции по эксплуатации лабораторий и обеспечению и контролю качества, а также полученные экологические лицензии при условии, что они не входят в состав ранее представленных материалов.

33. Государство-участник незамедлительно уведомляет Технический секретариат о любых событиях, которые могли бы сказаться на инспекционной деятельности на его объектах по уничтожению.

34. Сроки представления информации, указанной в пунктах 30-32, рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII.

35. После рассмотрения подробной информации по объекту в отношении каждого объекта по уничтожению Технический секретариат, в случае необходимости, вступает в консультации с соответствующим государством-участником, с тем чтобы конструкции его объектов по уничтожению химического оружия гарантировала уничтожение химического оружия, с тем чтобы можно было заблаговременно спланировать способы возможного применения мер проверки и обеспечить совместимость применения мер проверки с надлежащей эксплуатацией объекта и с тем чтобы эксплуатация объекта допускала соответствующую проверку.

Ежегодные доклады об уничтожении

36. Информация относительно осуществления планов уничтожения химического оружия представляется Техническому секретариату согласно пункту 7 b) статьи IV не позднее чем через 60 дней после окончания каждого ежегодного периода уничтожения, и в ней указываются фактические количества химического оружия, уничтоженного в течение предыдущего года на каждом объекте по уничтожению. В соответствующих случаях следует указывать причины, не позволившие добиться целей уничтожения.

D. ПРОВЕРКА

Проверка объявлений химического оружия посредством инспекции на месте

37. Цель проверки объявлений химического оружия заключается в том, чтобы посредством инспекции на месте подтвердить правильность соответствующих объявлений, представленных согласно статье III.

38. Инспекторы проводят такую проверку незамедлительно после представления объявления. Они, среди прочего, проверяют количество и характер химикатов, виды и количество боеприпасов, устройств и другого оборудования.

39. Для облегчения точности инвентаризации химического оружия на каждом объекте по хранению инспекторы используют соответственно согласованные пломбы, маркировку или другие процедуры инвентарного контроля.

40. В процессе инвентаризации инспекторы устанавливают такие согласованные пломбы, какие могут быть необходимы для того, чтобы четко зафиксировать факты вывоза каких-либо запасов, а также обеспечить блокирование объекта по хранению в ходе инвентаризации. После завершения инвентаризации такие пломбы снимаются, если не условлено иное.

Систематическая проверка объектов по хранению

41. Цель систематической проверки объектов по хранению заключается в том, чтобы обеспечить невозможность какого-либо необнаруженного удаления химического оружия с таких объектов.

42. Систематическая проверка начинается как можно скорее после представления объявления химического оружия и продолжается до полного удаления всего химического оружия с объекта по хранению. Она проводится, в соответствии с соглашением по объекту, в сочетании с инспекцией на месте и наблюдением при помощи приборов, устанавливаемых на месте.

43. После удаления с объекта по хранению всего химического оружия Технический секретариат подтверждает соответствующее объявление государства-участника. После такого подтверждения Технический секретариат прекращает систематическую проверку объекта по хранению и незамедлительно снимает любые контрольные приборы, установленные инспекторами.

Инспекции и посещения

44. Конкретный объект по хранению, который подлежит инспекции, выбирается Техническим секретариатом таким образом, чтобы исключить точное определение времени инспекции объекта. Основные принципы определения частоты систематических инспекций на месте разрабатываются Техническим секретариатом с учетом рекомендаций, подлежащих рассмотрению и утверждению Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII.

45. Технический секретариат уведомляет инспектируемое государство-участник о своем решении провести инспекцию или посещение объекта по хранению за 48 часов до планируемого прибытия инспекционной группы на объект для систематической инспекции или посещения. В случае проведения инспекций или посещений для урегулирования срочных проблем этот период может быть сокращен. Технический секретариат указывает цель инспекции или посещения.

46. Инспектируемое государство-участник осуществляет любую необходимую подготовку к прибытию инспекторов и обеспечивает их безотлагательную перевозку из пункта въезда на объект по хранению. В соглашении по объекту указываются административные процедуры для инспекторов.

47. Инспектируемое государство-участник предоставляет инспекционной группе, по ее прибытии на объект по хранению химического оружия с целью проведения инспекции, следующие данные об объекте:

a) количество складских зданий и площадок хранения;

b) по каждому складскому зданию и площадке хранения - вид и идентификационный номер или обозначение с указанием на схеме места; и

c) по каждому складскому зданию и площадке хранения на объекте - количество единиц каждого конкретного вида химического оружия, а в отношении контейнеров, не являющихся компонентами бинарных боеприпасов, - фактическое количество химического снаряжения в каждом контейнере.

48. При проведении инвентаризации в пределах отведенного времени инспекторы имеют право:

a) использовать любой из следующих методов инспекции:

i) инвентарная проверка всего хранящегося на объекте химического оружия;

ii) инвентарная проверка всего химического оружия, хранящегося в конкретных зданиях или на конкретных площадках на объекте, по выбору инспекторов; или

iii) инвентарная проверка всего хранящегося на объекте химического оружия одного или нескольких конкретных видов по выбору инспекторов; и

b) сверять все инвентаризуемые предметы с согласованными учетными документами.

49. Инспекторы в соответствии с соглашениями по объекту:

a) имеют беспрепятственный доступ ко всем частям объектов по хранению, включая любые находящиеся на них боеприпасы, устройства, емкости или другие контейнеры. При осуществлении своей деятельности инспекторы соблюдают правила безопасности на объекте. Предметы, подлежащие инспекции, выбираются инспекторами; и

b) имеют право в ходе первой и любой последующей инспекции каждого объекта по хранению химического оружия указывать боеприпасы, устройства и контейнеры, из которых должны отбираться пробы, и маркировать такие боеприпасы, устройства и контейнеры особой этикеткой, позволяющей обнаружить любую попытку удалить или изменить эту этикетку. Отбор проб из промаркированного предмета осуществляется на объекте по хранению химического оружия или на объекте по уничтожению химического оружия в кратчайшие практически возможные сроки согласно соответствующим программам уничтожения, и в любом случае не позднее чем до завершения операций по уничтожению.

Систематическая проверка уничтожения химического оружия

50. Цель проверки уничтожения химического оружия состоит в следующем:

a) подтвердить характер и количество запасов химического оружия, подлежащих уничтожению; и

b) подтвердить, что эти запасы уничтожены.

51. Операции по уничтожению химического оружия в течение первых 390 дней после вступления в силу настоящей Конвенции регулируются переходными мероприятиями по проверке. Такие мероприятия, включая переходное соглашение по объекту, положения о проверке посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, а также сроки осуществления этих мероприятий, согласуются между Организацией и инспектируемым государством-

участником. Эти мероприятия утверждаются Исполнительным советом не позднее чем через 60 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника с учетом рекомендаций Технического секретариата, подготовленных на основе оценки подробной информации об объекте, представляемой в соответствии с пунктом 31, а также на основе посещения объекта. Исполнительный совет на своей первой сессии определяет основные принципы для таких переходных мероприятий по проверке на основе рекомендаций, подлежащих рассмотрению и утверждению Конференцией согласно пункту 21 1) статьи VIII. Переходные мероприятия по проверке рассчитаны на осуществление, на протяжении всего переходного периода, проверки уничтожения химического оружия в соответствии с целями, изложенными в пункте 50, и на недопущение создания помех для текущих операций по уничтожению.

52. Положения пунктов 53-61 применяются к операциям по уничтожению химического оружия, которые должны начаться не раньше чем через 390 дней после вступления в силу настоящей Конвенции.

53. На основе настоящей Конвенции и подробной информации об объекте по уничтожению, а также, в зависимости от конкретного случая, исходя из опыта предыдущих инспекций Технический секретариат готовит проект плана инспекции уничтожения химического оружия на каждом объекте по уничтожению. Этот план составляется и представляется на отзыв инспектируемому государству-участнику не менее чем за 270 дней до того, как объект приступает к операциям по уничтожению согласно настоящей Конвенции. Любые разногласия между Техническим секретариатом и инспектируемым государством-участником должны урегулироваться путем консультаций. Любой нерешенный вопрос передается Исполнительному совету для принятия соответствующих мер с целью содействия полному осуществлению настоящей Конвенции.

54. Технический секретариат проводит первоначальное посещение каждого объекта по уничтожению химического оружия инспектируемого государства-участника не менее чем за 240 дней до того, как каждый объект приступает к операциям по уничтожению согласно настоящей Конвенции, с тем чтобы получить возможность ознакомиться с объектом и оценить адекватность плана инспекции.

55. В случае существующего объекта, на котором уже начаты операции по уничтожению химического оружия, от инспектируемого государства-участника не требуется проведение дегазации объекта до проведения Техническим секретариатом первоначального посещения. Продолжительность посещения не превышает пяти дней, а число посещающих не превышает 15 человек.

56. Согласованные подробные планы проверки с соответствующей рекомендацией Технического секретариата направляются на рассмотрение Исполнительного совета. Исполнительный совет рассматривает планы на предмет их одобрения в соответствии с целями проверки и обязательствами по настоящей Конвенции. Такое рассмотрение также должно подтвердить соответствие планов проверки уничтожения целям проверки, а также их эффективность и практическую осуществимость. Рассмотрение должно быть завершено не менее чем за 180 дней до начала периода уничтожения.

57. Каждый член Исполнительного совета может консультироваться с Техническим секретариатом по любым вопросам, касающимся адекватности плана проверки. Если ни у кого из членов Исполнительного совета нет возражений, то этот план приводится в действие.

58. При возникновении любых трудностей Исполнительный совет вступает в консультации с государством-участником на предмет их устранения. Если какие-либо трудности остаются непреодоленными, они передаются Конференции.

59. В подробных соглашениях по объекту для объектов по уничтожению химического оружия с учетом конкретных особенностей объекта по уничтожению и режима его эксплуатации указывается следующее:

a) подробные процедуры инспекции на месте; и

b) положения о проверке посредством непрерывного наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, и физического присутствия инспекторов.

60. Инспекторам предоставляется доступ к каждому объекту по уничтожению химического оружия не менее чем за 60 дней до начала уничтожения на объекте согласно настоящей Конвенции. Такой доступ предоставляется в целях наблюдения за установкой инспекционного оборудования, проверки этого оборудования, испытания его функционирования, а также в целях проведения окончательного инженерного изучения объекта. В случае существующего объекта, на котором уже начаты операции по уничтожению химического оружия, операции по уничтожению прекращаются на требуемый минимальный промежуток времени, не превышающий 60 дней, с целью установки и испытания инспекционного оборудования. В зависимости от результатов испытаний и изучения государство-участник и Технический секретариат могут согласовывать дополнения или изменения к подробному соглашению по объекту в отношении такого объекта.

61. Инспектируемое государство-участник письменно уведомляет руководителя инспекционной группы на объекте по уничтожению химического оружия не менее чем за четыре часа до убытия каждой партии химического оружия с объекта по хранению химического оружия на такой объект по уничтожению. В этом уведомлении указываются наименование объекта по хранению, расчетное время убытия и прибытия, конкретные виды и количества перевозимого химического оружия, факт вывоза каких-либо промаркированных предметов, а также способ транспортировки. В это уведомление может включаться уведомление о более чем одной отправке. Руководитель инспекционной группы в письменном виде незамедлительно уведомляется о любых изменениях в этой информации.

Объекты по хранению химического оружия на объектах по уничтожению химического оружия

62. Инспекторы проверяют прибытие химического оружия на объект по уничтожению и хранение этого химического оружия. Инспекторы проверяют инвентарный состав каждой партии с использованием согласованных процедур, соответствующих действующим на объекте правилам техники безопасности, до уничтожения химического оружия. Они используют соответственно согласованные пломбы, маркировку или другие процедуры инвентарного контроля для облегчения точной инвентаризации химического оружия до его уничтожения.

63. Как только химическое оружие поступает и пока оно находится на хранении на объектах по хранению химического оружия, расположенных на объектах по уничтожению химического оружия, эти объекты по хранению подлежат систематической проверке сообразно соответствующим соглашениям по объекту.

64. В конце активной фазы уничтожения инспекторы составляют инвентарный перечень химического оружия, которое было вывезено с объекта по хранению для уничтожения. Они проверяют точность инвентарного состава оставшегося химического оружия, используя процедуры инвентарного контроля, упомянутые в пункте 62.

Меры систематической проверки на месте на объектах по уничтожению химического оружия

65. Инспекторам предоставляется доступ для осуществления их деятельности на объектах по уничтожению химического оружия и на объектах по хранению

химического оружия, расположенных на таких объектах, в течение всей активной фазы уничтожения.

66. На каждом объекте по уничтожению химического оружия, с тем чтобы получить уверенность в непереиаправлении химического оружия и завершении процесса уничтожения, инспекторы имеют право путем их физического присутствия и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых иа месте, проверять:

a) приемку химического оружия на объекте;

b) временную площадку хранения химического оружия и конкретный вид и количество химического оружия, хранящегося на этой площадке;

c) конкретный вид и количество уничтожаемого химического оружия;

d) процесс уничтожения;

e) конечный продукт уничтожения;

f) деформацию металлических частей; и

g) целостность процесса уничтожения и объекта в целом.

67. Инспекторы имеют право для целей отбора проб маркировать боеприпасы, устройства или контейнеры, находящиеся на временных площадках хранения на объектах по уничтожению химического оружия.

68. В той степени, в какой это соответствует потребностям инспекции, для целей инспекции используется информация, полученная при нормальной эксплуатации объекта, с соответствующим установлением подлинности данных.

69. После завершения каждого периода уничтожения Технический секретариат подтверждает объявление государства-участника о завершении уничтожения установленного количестве химического оружия.

70. В соответствии с соглашениями по объекту инспекторы:

a) имеют беспрепятственный доступ ко всем частям объектов по уничтожению химического оружия и объектов по хранению химического оружия, расположенных на таких объектах, включая любые боеприпасы, устройства, емкости или другие находящиеся иа них контейнеры. Подлежащие инспекции предметы отбираются инспекторами в соответствии с планом проверки, согласованным с государством-участником и одобренным Исполнительным советом;

b) наблюдают за систематическим анализом проб на месте в ходе процесса уничтожения; и

c) получают при необходимости пробы, отобранные по их просьбе из любых устройств, емкостей и других контейнеров иа объекте по уничтожению или на объекте по хранению при нем.

ЧАСТЬ IV (B)

СТАРОЕ ХИМИЧЕСКОЕ ОРУЖИЕ И ОСТАВЛЕННОЕ ХИМИЧЕСКОЕ ОРУЖИЕ

A. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

1. Старое химическое оружие уничтожается, как это предусмотрено в разделе B.

2. Оставленное химическое оружие, и в том числе оружие, которое также отвечает определению, содержащемуся в пункте 5 b) статьи II, уничтожается, как это предусмотрено в разделе C.

B. РЕЖИМ ДЛЯ СТАРОГО ХИМИЧЕСКОГО ОРУЖИЯ

3. Государство-участник, имеющее на своей территории старое химическое оружие, как это определено в пункте 5 a) статьи II, не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции представляет Техническому секретариату всю имеющуюся соответствующую информацию, включая, по мере возможности, местонахождение, вид, количество и нынешнее состояние этого старого химического оружия.

В случае старого химического оружия, как это определено в пункте 5 b) статьи II, государство-участник представляет Техническому секретариату объявление согласно пункту 1 b) i) статьи III, включая, по мере возможности, информацию, указанную в пунктах 1-3 части IV A) настоящего Приложения.

4. Государство-участник, обнаруживающее старое химическое оружие после вступления для него в силу настоящей Конвенции, представляет Техническому секретариату информацию, указанную в пункте 3, не позднее чем через 180 дней после обнаружения старого химического оружия.

5. Технический секретариат проводит первоначальную инспекцию и любые последующие инспекции, какие могут оказаться необходимыми, для проверки информации, представляемой согласно пунктам 3 и 4, и, в частности, для установления соответствия химического оружия определению старого химического оружия, как это указано в пункте 5 статьи II. Основные принципы определения степени пригодности химического оружия, произведенного в период между 1925 и 1946 годами, рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII.

6. Государство-участник рассматривает старое химическое оружие, которое, как было подтверждено Техническим секретариатом, соответствует определению, содержащемуся в пункте 5 a) статьи II, в качестве токсичных отходов. Оно информирует Технический секретариат о предпринимаемых шагах по уничтожению или удалению иным образом такого старого химического оружия в качестве токсичных отходов в соответствии со своим национальным законодательством.

7. С учетом пунктов 3-5 государство-участник уничтожает старое химическое оружие, которое, как было подтверждено Техническим секретариатом, соответствует определению, содержащемуся в пункте 5 b) статьи II, в соответствии со статьей IV и частью IV A) настоящего Приложения. Однако по просьбе государства-участника Исполнительный совет может вносить изменения в положения относительно предельных сроков и порядка уничтожения этого старого химического оружия, если он установит, что это не было бы сопряжено с риском для предмета и цели настоящей Конвенции. Просьба содержит конкретные предложения в отношении изменения положений и подробное объяснение оснований для предлагаемого изменения.

C. РЕЖИМ ДЛЯ ОСТАВЛЕННОГО ХИМИЧЕСКОГО ОРУЖИЯ

8. Государство-участник, на территории которого имеется оставленное химическое оружие (именуемое далее как "территориальное государство-участник"), не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции представляет Техническому секретариату всю имеющуюся соответствующую информацию, касающуюся оставленного химического оружия. Эта информация, по мере возможности, включает местонахождение, вид, количество и нынешнее состояние оставленного химического оружия, а также сведения относительно оставления.

9. Государство-участник, обнаруживающее оставленное химическое оружие после вступления для него в силу настоящей Конвенции, не позднее чем через 180 дней после такого обнаружения представляет Техническому секретариату всю имеющуюся соответствующую информацию, касающуюся обнаруженного оставленного химического оружия. Эта информация, по мере возможности, включает местонахождение, вид, количество и нынешнее состояние оставленного химического оружия, а также сведения относительно оставления.

10. Государство-участник, оставившее химическое оружие на территории другого государства-участника (именуемое далее как "оставившее государство-участник"), не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции представляет Техническому секретариату всю имеющуюся соответствующую информацию, касающуюся оставленного химического оружия. Эта информация, по мере возможности, включает местонахождение, вид, количество, а также сведения относительно оставления и о состоянии оставленного химического оружия.

11. Технический секретариат проводит первоначальную инспекцию и любые последующие инспекции, какие могут оказаться необходимыми, для проверки всей имеющейся соответствующей информации, представленной согласно пунктам 8-10, и для определения потребности в систематической проверке в соответствии с пунктами 41-43 части IV A) настоящего Приложения. При необходимости он проверяет происхождение оставленного химического оружия и выявляет свидетельства, касающиеся оставления и позволяющие идентифицировать оставившее государство.

12. Доклад Технического секретариата представляется Исполнительному совету, территориальному государству-участнику и оставившему государству-участнику или государству-участнику, объявленному территориальным государством-участником или идентифицированному Техническим секретариатом как оставившее химическое оружие. Если одно из непосредственно заинтересованных государств-участников не удовлетворено этим докладом, оно имеет право урегулировать этот вопрос в соответствии с положениями настоящей Конвенции или передать этот вопрос Исполнительному совету с целью его безотлагательного урегулирования.

13. Согласно пункту 3 статьи I территориальное государство-участник имеет право предложить государству-участнику, установленному в качестве оставившего государства-участника согласно пунктам 8-12, вступить в консультации с целью уничтожения оставленного химического оружия в сотрудничестве с территориальным государством-участником. Оно незамедлительно информирует Технический секретариат о такой просьбе.

14. Консультации между территориальным государством-участником и оставившим государством-участником с целью разработки взаимно согласованного плана уничтожения начинаются не позднее чем через 30 дней после информирования Технического секретариата о просьбе, указанной в пункте 13. Взаимно согласованный план уничтожения представляется Техническому секретариату не позднее чем через 180 дней после информирования Технического секретариата о просьбе, указанной в пункте 13. По просьбе оставившего государства-участника и территориального государства-участника Исполнительный совет может продлить предельный срок представления взаимно согласованного плана уничтожения.

15. Для цели уничтожения оставленного химического оружия оставившее государство-участник обеспечивает все необходимые финансовые, технические, экспертные, производственные, а также иные ресурсы. Территориальное государство-участник обеспечивает соответствующее сотрудничество.

16. Если оставившее государство не может быть идентифицировано или не является государством-участником, то территориальное государство-участник в целях обеспечения уничтожения этого оставленного химического оружия может

просить Организацию и другие государства-участники предоставить помощь в уничтожении этого оставленного химического оружия.

17. С учетом пунктов 8-16 статья IV и часть IV A) настоящего Приложения также применяются к уничтожению оставленного химического оружия. В случае оставленного химического оружия, которое также соответствует определению старого химического оружия, содержащемуся в пункте 5 b) статьи II, Исполнительный совет по просьбе территориального государства-участника, самостоятельно или совместно с оставившим государством-участником, может изменить или, в исключительных случаях, приостановить применение положений об уничтожении, если он установит, что это не было бы сопряжено с риском для предмета и цели настоящей Конвенции. В случае оставленного химического оружия, которое не соответствует определению старого химического оружия, содержащемуся в пункте 5 b) статьи II, Исполнительный совет по просьбе территориального государстве-участника, самостоятельно или совместно с оставившим государством-участником, может в исключительных случаях вносить изменения в положения относительно предельных сроков и порядка уничтожения, если он установит, что это не было бы сопряжено с риском для предмета и цели настоящей Конвенции. Любая просьба, указанная в настоящем пункте, содержит конкретные предложения относительно изменения положений и подробное объяснение оснований для предлагаемого изменения.

18. Государства-участники могут заключать между собой соглашения или договоренности относительно уничтожения оставленного химического оружия. Исполнительный совет может по просьбе территориального государства-участника, самостоятельно или совместно с оставившим государством-участником, принять решение о преимущественной силе определенных положений таких соглашений или договоренностей над положениями настоящего раздела, если он установит, что такое соглашение или договоренность обеспечивает уничтожение оставленного химического оружия в соответствии с пунктом 17.

ЧАСТЬ V

УНИЧТОЖЕНИЕ ОБЪЕКТОВ ПО ПРОИЗВОДСТВУ ХИМИЧЕСКОГО ОРУЖИЯ И ЕГО ПРОВЕРКА СОГЛАСНО СТАТЬЕ V

A. ОБЪЯВЛЕНИЯ

Объявления объектов по производству химического оружия

1. В объявлении объектов по производству химического оружия, представляемом государством-участником согласно пункту 1 c) ii) статьи III, по каждому объекту приводится:

a) наименование объекта, имена владельцев и названия компаний или предприятий, эксплуатирующих объект с 1 января 1946 года;

b) точное местоположение объекта, включая адрес, местонахождение комплекса, местонахождение объекта в пределах комплекса, включая конкретный номер здания и сооружения, если таковые имеются;

c) заявление относительно того, является ли он объектом по производству химикатов, определенных в качестве химического оружия, или объектом по снаряжению химического оружия, или же и тем, и другим;

d) дата завершения строительства объекта и периоды, в течение которых были произведены любые модификации объекта, включая установку нового или

модифицированного оборудования, которые существенно изменили характеристики производственного процесса объекта;

e) информация о произведенных на объекте химикатах, определенных в качестве химического оружия; о снаряженных на объекте боеприпасах, устройствах и контейнерах; а также даты начала и прекращения такого производства или снаряжения:

i) для произведенных на объекте химикатов, определенных в качестве химического оружия, такая информация выражается в виде конкретных категорий произведенных химикатов с указанием химического наименования в соответствии с действующей номенклатурой Международного союза чистой и прикладной химии (ИЮПАК), структурной формулы и регистрационного номера по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен, и в виде количества каждого химиката, выражаемого весом химиката в тоннах;

ii) для снаряженных на объекте боеприпасов, устройств и контейнеров такая информация выражается в виде конкретной категории снаряженного химического оружия и веса химического снаряжения на единицу;

f) производственная мощность объекта по производству химического оружия:

i) для объекта, на котором производилось химическое оружие, производственная мощность выражается в виде ежегодного количественного потенциала для производства конкретного вещества исходя из фактически используемого технологического процесса или, в случае пока еще не используемых процессов, исходя из процесса, который планируется использовать на объекте;

ii) для объекта, на котором снаряжалось химическое оружие, производственная мощность выражается в виде количества химиката, которым объект может снаряжать каждый конкретный вид химического оружия в год;

g) по каждому неуничтоженному объекту по производству химического оружия - описание объекта с указанием:

i) плана места;

ii) технологической блок-схемы объекта; и

iii) инвентарного перечня зданий на объекте, а также специализированного оборудования на объекте и любых запасных частей для такого оборудования;

h) нынешнее состояние объекта с указанием:

i) даты, когда на объекте было в последний раз произведено химическое оружие;

ii) был ли объект уничтожен, включая дату и способ его уничтожения; и

iii) был ли объект использован или модифицирован до вступления в силу настоящей Конвенции для деятельности, не связанной с производством химического оружия, и если был, то представляется

информация о том, какие модификации были осуществлены, приводится дата начала такой деятельности, не связанной с химическим оружием, и характер такой деятельности с указанием, в соответствующих случаях, типа продукта;

i) характеристика мер по закрытию объекта, которые были приняты государством-участником, а также описание мер по выводу объекта из эксплуатации, которые были или будут приняты государством-участником;

j) описание стандартного режима деятельности по охране труда и обеспечению безопасности на объекте, выведенном из эксплуатации; и

k) заявление относительно того, будет ли объект переоборудован для уничтожения химического оружия, и если да, то даты такого переоборудования.

Объявления объектов по производству химического оружия согласно пункту 1 c) iii) статьи III

2. В объявлении объектов по производству химического оружия согласно пункту 1 c) iii) статьи III приводится вся информация, указанная в пункте 1 выше. Государство-участник, на территории которого находится или находился объект, несет ответственность за достижение соответствующих договоренностей с другим государством, с тем чтобы обеспечить представление объявлений. Если государство-участник, на территории которого находится или находился объект, не в состоянии выполнить это обязательство, то оно указывает соответствующие причины.

Объявления прошлых передач и получений

3. Государство-участник, передававшее или получавшее оборудование для производства химического оружия с 1 января 1946 года, объявляет эти передачи и получения согласно пункту 1 c) iv) статьи III и в соответствии с пунктом 5 ниже. В тех случаях, когда за период между 1 января 1946 года и 1 января 1970 года не имеется всей предусмотренной информации о передаче и получении такого оборудования, государство-участник объявляет любую имеющуюся у него информацию и представляет объяснение относительно того, почему оно не может представить полное объявление.

4. Оборудование для производства химического оружия, указанное в пункте 3, означает:

a) специализированное оборудование;

b) оборудование для производства оборудования, специально предназначенного для использования непосредственно в связи с применением химического оружия; и

c) оборудование, предназначенное или используемое исключительно для производства нехимических частей для химических боеприпасов.

5. В объявлении передачи и получения оборудования для производства химического оружия указывается:

a) кто получил/передал оборудование для производства химического оружия;

b) характер такого оборудования;

c) дата передачи или получения;

d) было ли уничтожено оборудование, если это известно; и

e) нынешнее местонахождение, если это известно.

Представление общих планов уничтожения

6. По каждому объекту по производству химического оружия государство-участник представляет следующую информацию:

a) планируемые сроки осуществления принимаемых мер; и

b) методы уничтожения.

7. По каждому объекту по производству химического оружия, который государство-участник намерено временно переоборудовать в объект по уничтожению химического оружия, государство-участник представляет следующую информацию:

a) планируемые сроки переоборудования в объект по уничтожению;

b) планируемые сроки использования объекта в качестве объекта по уничтожению химического оружия;

c) описание нового объекта;

d) метод уничтожения специального оборудования;

e) сроки уничтожения переоборудованного объекта после его использования для уничтожения химического оружия; и

f) метод уничтожения переоборудованного объекта.

Представление ежегодных планов уничтожения и ежегодных докладов об уничтожении

8. Государство-участник представляет ежегодный план уничтожения не менее чем за 90 дней до начала следующего года уничтожения. В ежегодном плане указывается следующее:

a) мощности, подлежащие уничтожению;

b) наименование и местоположение объектов, на которых будет осуществляться уничтожение;

c) перечень зданий и оборудования, которые будут уничтожены на каждом объекте; и

d) планируемый метод (методы) уничтожения.

9. Государство-участник представляет ежегодный доклад об уничтожении не позднее чем через 90 дней после окончания предыдущего года уничтожения. В ежегодном докладе указывается следующее:

a) уничтоженные мощности;

b) наименование и местоположение каждого объекта, на котором осуществлялось уничтожение;

c) перечень зданий и оборудования, которые были уничтожены на каждом объекте;

d) методы уничтожения.

10. В случае объекта по производству химического оружия, объявляемого согласно пункту 1 с) iii) статьи III, государство-участник, на территории которого находится или находился этот объект, несет ответственность за достижение соответствующих договоренностей, с тем чтобы обеспечить представление объявлений, указанных в пунктах 6-9 выше. Если государство-участник, на территории которого находится или находился объект, не в состоянии выполнить это обязательство, то оно указывает соответствующие причины.

B. УНИЧТОЖЕНИЕ

Общие принципы уничтожения объектов по производству химического оружия

11. Каждое государство-участник определяет методы, которые должны применяться для уничтожения объектов по производству химического оружия, в соответствии с принципами, изложенными в статье V и в настоящей части.

Принципы и методы закрытия объекта по производству химического оружия

12. Цель закрытия объекта по производству химического оружия состоит в том, чтобы вывести его из эксплуатации.

13. Согласованные меры по закрытию принимаются государством-участником с должным учетом конкретных особенностей каждого объекта. Такие меры включают, среди прочего:

a) запрещение занятия специализированных зданий и стандартных зданий объекта, кроме как для согласованных видов деятельности;

b) отключение оборудования, непосредственно связанного с производством химического оружия, включая, среди прочего, контрольно-технологическое оборудование и коммуникации;

c) вывод из эксплуатации защитных установок и оборудования, используемых исключительно для обеспечения безопасной эксплуатации объекта по производству химического оружия;

d) установку заглушек и других устройств для предотвращения добавки химикатов в любое специализированное технологическое оборудование для синтеза, выделения или очистки химикатов, определенных как химическое оружие, в любую емкость для хранения или в любой механизм для снаряжения химического оружия, либо для предотвращения извлечения из них таких химикатов, а также для предотвращения теплоснабжения, охлаждения или электро- и другого энергоснабжения такого оборудования, емкостей для хранения или механизмов; и

e) блокирование железнодорожных, автомобильных и других подъездных путей для доступа тяжелого транспорта к объекту по производству химического оружия, за исключением тех из них, которые требуются для согласованных видов деятельности.

14. Пока объект по производству химического оружия остается закрытым, государство-участник может продолжать на объекте деятельность по обеспечению безопасности и физической защиты.

Техническое обслуживание объектов по производству химического оружия до их уничтожения

15. Государство-участник может осуществлять на объектах по производству химического оружия стандартную деятельность по обслуживанию исключительно по

соображениям безопасности, включая визуальные обследования, профилактическое обслуживание и текущий ремонт.

16. Вся запланированная деятельность по обслуживанию оговаривается в общем и детальном планах уничтожения. Деятельность по обслуживанию не включает:

a) замену любого технологического оборудования;

b) изменение характеристик химико-технологического оборудования;

c) производство химикатов любого типа.

17. Вся деятельность по обслуживанию подлежит наблюдению со стороны Технического секретариата.

Принципы и методы временного переоборудования объектов по производству химического оружия в объекты по уничтожению химического оружия

18. Меры, касающиеся временного переоборудования объектов по производству химического оружия в объекты по уничтожению химического оружия, обеспечивают, чтобы режим для временно переоборудованных объектов был, по крайней мере, таким же строгим, как и режим для непереоборудованных объектов по производству химического оружия.

19. Объекты по производству химического оружия, переоборудованные в объекты по уничтожению химического оружия до вступления в силу настоящей Конвенции, объявляются по категории объектов по производству химического оружия.

Они подлежат первоначальному посещению инспекторами, которые подтверждают правильность информации относительно этих объектов. Требуется также проверка того, что переоборудование этих объектов было осуществлено таким образом, чтобы привести их в нерабочее состояние в качестве объектов по производству химического оружия, причем такая проверка осуществляется в рамках мер, предусмотренных для объектов, которые должны быть приведены в нерабочее состояние не позднее чем через 90 дней после вступления в силу настоящей Конвенции.

20. Государство-участник, которое намерено произвести переоборудование объектов по производству химического оружия, представляет Техническому секретариату, не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции или не позднее чем через 30 дней после принятия решения о временном переоборудовании, общий план переоборудования объекта, а впоследствии представляет ежегодные планы.

21. Если государство-участник испытывает необходимость переоборудовать в объект по уничтожению химического оружия еще один объект по производству химического оружия, который был закрыт после вступления для него в силу настоящей Конвенции, оно информирует об этом Технический секретариат не менее чем за 150 дней до переоборудования. Технический секретариат совместно с государством-участником удостоверяется в принятии необходимых мер к тому, чтобы после переоборудования объект был приведен в нерабочее состояние в качестве объекта по производству химического оружия.

22. Объект, переоборудованный для уничтожения химического оружия, не должен быть в большей степени пригоден для возобновления производства химического оружия, чем объект по производству химического оружия, который был закрыт и находится на обслуживании. Для возобновления его деятельности должно требоваться не меньше времени, чем в случае закрытого и находящегося на обслуживании объекта по производству химического оружия.

23. Переоборудованные объекты по производству химического оружия уничтожаются не позднее чем через 10 лет после вступления в силу настоящей Конвенции.

24. Любые меры по переоборудованию любого данного объекта по производству химического оружия увязываются с конкретным объектом и зависят от его индивидуальных особенностей.

25. Комплекс мер, осуществляемых с целью переоборудования объекта по производству химического оружия в объект по уничтожению химического оружия, является не менее широким, чем комплекс мер, предусмотренных для вывода из эксплуатации других объектов по производству химического оружия, которые подлежат осуществлению не позднее чем через 90 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника.

Принципы и методы, касающиеся уничтожения объекта по производству химического оружия

26. Государство-участник уничтожает оборудование и здания, охватываемые определением объекта по производству химического оружия, следующим образом:

a) все специализированное оборудование и стандартное оборудование подвергается физическому уничтожению;

b) все специализированные здания и стандартные здания подвергаются физическому уничтожению.

27. Государство-участник уничтожает объекты по производству неснаряженных химических боеприпасов и оборудования для применения химического оружия следующим образом:

a) объекты, используемые исключительно для производства нехимических частей для химических боеприпасов или оборудования, специально предназначенного для использования непосредственно в связи с применением химического оружия, объявляются и уничтожаются. Процесс уничтожения и его проверка осуществляются в соответствии с положениями статьи V и данной части настоящего Приложения, которые регулируют уничтожение объектов по производству химического оружия;

b) все оборудование, предназначенное или используемое исключительно для производства нехимических частей для химических боеприпасов, подвергается физическому уничтожению. Такое оборудование, которое включает специально сконструированные мульды и металлообразующие пресс-формы, может быть доставлено в специальное место для уничтожения;

c) все здания и стандартное оборудование, использовавшиеся для такой производственной деятельности, уничтожаются или переоборудуются для не запрещаемых по настоящей Конвенции целей с подтверждением, в случае необходимости, путем консультаций и инспекций, как это предусмотрено в статье IX;

d) деятельность в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, может продолжаться в ходе уничтожения или переоборудования.

Порядок уничтожения

28. В основе порядка уничтожания объектов по производству химического оружия лежат обязательства, изложенные в статье I и в других статьях настоящей Конвенции, включая обязательства, касающиеся систематической проверки на месте. Он учитывает заинтересованность государств-участников в неуменьшении безопасности в период уничтожения; укреплении доверия на начальном этапе

стадии уничтожения; постепенном накоплении опыта в ходе уничтожения объектов по производству химического оружия и применимости независимо от фактических характеристик объектов и избранных методов их уничтожения. В основе порядка уничтожения лежит принцип выравнивания.

29. Для каждого периода уничтожения государство-участник определяет, какие объекты по производству химического оружия подлежат уничтожению, и осуществляет уничтожение таким образом, чтобы к концу каждого периода уничтожения остаток составлял не более того, что указано в пунктах 30 и 31. Государству-участнику не воспрещается уничтожать свои объекты более быстрыми темпами.

30. К объектам по производству химического оружия, которые производят химикаты Списка 1, применяются следующие положения:

a) государство-участник начинает уничтожение таких объектов не позднее чем через один год после вступления для него в силу настоящей Конвенции и завершает его не позднее чем через 10 лет после вступления в силу настоящей Конвенции. Для государства, которое является участником при вступлении в силу настоящей Конвенции, этот общий период подразделяется на три отдельных периода уничтожения, а именно: 2-5 лет, 6-8 лет и 9-10 лет. Для государств, которые становятся участниками после вступления в силу настоящей Конвенции, периоды уничтожения корректируются с учетом пунктов 28 и 29;

b) в качестве фактора сопоставления для таких объектов используется производственная мощность. Она выражается в тоннах отравляющего вещества, с учетом правил, установленных для бинарного химического оружия;

c) на конец восьмого года после вступления в силу настоящей Конвенции устанавливаются соответствующие согласованные уровни производственной мощности. Производственные мощности, которые превышают соответствующий уровень, уничтожаются равными приростающими количествами в течение первых двух периодов уничтожения;

d) требование в отношении уничтожения данного объема мощностей влечет за собой требование в отношении уничтожения любого другого объекта по производству химического оружия, который осуществлял поставки для объекта Списка 1 или снаряжал боеприпасы или устройства произведенным на нем химикатом Списка 1;

e) объекты по производству химического оружия, которые были временно переоборудованы для уничтожения химического оружия, по-прежнему подпадают под обязательство об уничтожении мощностей в соответствии с положениями данного пункта.

31. Государство-участник начинает уничтожение объектов по производству химического оружия, не охваченных пунктом 30, не позднее чем через один год после вступления для него в силу настоящей Конвенции и завершает его не позднее чем через пять лет после вступления в силу настоящей Конвенции.

Подробные планы уничтожения

32. Не менее чем за 180 дней до начала уничтожения объекта по производству химического оружия государство-участник представляет Техническому секретариату подробные планы уничтожения объекта, включая предлагаемые меры проверки уничтожения, упомянутые в пункте 33 f), в отношении, среди прочего, следующего:

a) сроков присутствия инспекторов на объекте, подлежащем уничтожению; и

b) процедур проверки мер, применимых к каждому предмету в объявленном инвентарном перечне.

33. Подробные планы уничтожения каждого объекта по производству химического оружия включают:

a) детальный график процесса уничтожения;

b) план объекта;

c) технологическую блок-схему;

d) подробный инвентарный перечень оборудования, зданий и других предметов, подлежащих уничтожению;

e) меры, которые должны применяться к каждому предмету в этом инвентарном перечне;

f) предлагаемые меры проверки;

g) меры безопасности/предосторожности, которые должны соблюдаться при уничтожении объекта; и

h) рабочие и жилищно-бытовые условия, подлежащие предоставлению инспекторам.

34. Если государство-участник намерено осуществить временное переоборудование объекта по производству химического оружия в объект по уничтожению химического оружия, оно уведомляет Технический секретариат не менее чем за 150 дней до осуществления любой деятельности по переоборудованию. В уведомлении:

a) указывается наименование, адрес и местоположение объекта;

b) представляется план места с указанием всех сооружений и участков, которые будут использованы при уничтожении химического оружия, а также отмечаются все сооружения объекта по производству химического оружия, которые подлежат временному переоборудованию;

c) указываются подлежащие уничтожению виды химического оружия и вид и количество химического снаряжения;

d) указывается метод уничтожения;

e) представляется технологическая блок-схема с указанием тех элементов производственного процесса и специализированного оборудования, которые будут переоборудованы для уничтожения химического оружия;

f) в соответствующих случаях указываются пломбы и инспекционное оборудование, потенциально затрагиваемые переоборудованием; и

g) представляется график с указанием: времени, отводимого на проектирование, временное переоборудование объекта, монтаж оборудования, проверку оборудования, операции по уничтожению и закрытие.

35. В связи с уничтожением объекта, который был временно переоборудован для уничтожения химического оружия, представляется информация в соответствии с пунктами 32 и 33.

Рассмотрение подробных планов

36. На основе подробного плана уничтожения и предлагаемых мер проверки, представленных государством-участником, а также исходя из опыта предыдущих инспекций Технический секретариат готовит план проверки уничтожения объекта в тесной консультации с государством-участником. Любые разногласия между Техническим секретариатом и государством-участником относительно соответствующих мер должны урегулироваться посредством консультаций. Любые нерешенные вопросы передаются Исполнительному совету для принятия соответствующих мер в целях содействия полному осуществлению настоящей Конвенции.

37. С тем чтобы обеспечить выполнение положений статьи V и настоящей части, Исполнительный совет и государство-участник согласуют сводные планы уничтожения и проверки. Такое согласование должно быть завершено не менее чем за 60 дней до планируемого начала уничтожения.

38. Каждый член Исполнительного совета может консультироваться с Техническим секретариатом по любым вопросам, касающимся адекватности сводного плана уничтожения и проверки. При отсутствии возражений со стороны любого члена Исполнительного совета этот план приводится в действие.

39. При наличии любых трудностей Исполнительный совет вступает в консультации с государством-участником для их разрешения. Если любые трудности остаются непреодоленными, они передаются Конференции. Урегулирование любых разногласий относительно методов уничтожения не задерживает осуществление других частей плана уничтожения, которые являются приемлемыми.

40. В том случае, если не удается достичь согласия с Исполнительным советом по аспектам проверки или в случае невозможности ввести в действие одобренный план проверки, проверка уничтожения осуществляется посредством непрерывного наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, и физического присутствия инспекторов.

41. Уничтожение и проверка осуществляются в соответствии с согласованным планом. Проверка не создает ненужных помех для процесса уничтожения и осуществляется посредством присутствия инспекторов на месте для засвидетельствования уничтожения.

42. Если требуемые мероприятия по проверке или уничтожению не осуществляются в соответствии с планом, то об этом информируются все государства-участники.

C. ПРОВЕРКА

Проверка объявлений объектов по производству химического оружия посредством инспекции на месте

43. Технический секретариат проводит первоначальную инспекцию каждого объекта по производству химического оружия в период между 90 и 120 днями после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника.

44. Цели первоначальной инспекции состоит в следующем:

a) подтвердить, что производство химического оружия прекращено и что объект выведен из эксплуатации в соответствии с настоящей Конвенцией;

b) позволить Техническому секретариату ознакомиться с принятыми мерами по прекращению производства химического оружия на объекте;

c) позволить инспекторам установить временные пломбы;

d) позволить инспекторам подтвердить инвентарный перечень зданий и специализированного оборудования;

e) получить информацию, необходимую для планирования инспекционной деятельности на объекте, включая использование пломб, указывающих на несанкционированное вмешательство, и другого согласованного оборудования, которое устанавливается согласно подробному соглашению по объекту для данного объекта; и

f) провести предварительные обсуждения относительно подробного соглашения о процедурах инспекции на объекте.

45. Для облегчения точности инвентаризации объявленных предметов на каждом объекте по производству химического оружия инспекторы используют соответственно согласованные пломбы, маркировку или другие процедуры инвентарного контроля.

46. Инспекторы устанавливают такие согласованные устройства, которые могут потребоваться для обнаружения любого возобновления производства химического оружия или удаления любого объявленного предмета. Они принимают необходимые меры предосторожности, с тем чтобы не препятствовать деятельности по закрытию, осуществляемой инспектируемым государством-участником. Инспекторы могут возвращаться для обслуживания и проверки целостности таких устройств.

47. Если на основе первоначальной инспекции Генеральный директор считает, что для вывода объекта из эксплуатации в соответствии с настоящей Конвенцией необходимы дополнительные меры, то Генеральный директор, не позднее чем через 135 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника, может просить об осуществлении таких мер инспектируемым государством-участником не позднее чем через 180 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции. По своему усмотрению инспектируемое государство-участник может удовлетворить эту просьбу. Если оно не удовлетворяет просьбу, то инспектируемое государство-участник и Генеральный директор проводят консультации в целях урегулирования данного вопроса.

Систематическая проверка объектов по производству химического оружия и прекращения их деятельности

48. Цель систематической проверки объекта по производству химического оружия заключается в том, чтобы обеспечить обнаружение любого возобновления производства химического оружия или удаления объявленных предметов на данном объекте.

49. В подробном соглашении по объекту для каждого объекта по производству химического оружия указываются:

a) подробные процедуры инспекции на месте, которые могут включать:

i) визуальные осмотры;

ii) проверку и обслуживание пломб и других согласованных устройств; и

iii) отбор и анализ проб;

b) процедуры использования пломб, указывающих на несанкционированное вмешательство, и другого согласованного оборудования для предотвращения необнаруженного возобновления эксплуатации объекта с указанием:

i) типа, места и процедур установки; и

ii) мероприятий по обслуживанию таких пломб и оборудования; и

c) другие согласованные меры.

50. Пломбы или другое утвержденное оборудование, предусмотренное в подробном соглашении о мерах по проведению инспекции для данного объекта, устанавливаются не позднее чем через 240 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника. Инспекторам разрешается посещать каждый объект по производству химического оружия для установки таких пломб или оборудования.

51. В течение каждого календарного года Техническому секретариату разрешается проводить до четырех инспекций каждого объекта по производству химического оружия.

52. Генеральный директор уведомляет инспектируемое государство-участник о своем решении провести инспекцию или посещение объекта по производству химического оружия за 48 часов до планируемого прибытия инспекционной группы на объект для систематических инспекций или посещений. В случае проведения инспекций или посещений для урегулирования неотложных проблем этот период может быть сокращен. Генеральный директор указывает цель инспекции или посещения.

53. Инспекторы в соответствии с соглашениями по объекту имеют беспрепятственный доступ ко всем частям объектов по производству химического оружия. Подлежащие инспекции предметы объявленного инвентарного перечня выбираются инспекторами.

54. Основные принципы для определения частоты систематических инспекций на месте рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII. Подлежащий инспекции конкретный производственный объект выбирается Техническим секретариатом таким образом, чтобы исключить возможность точного определения времени инспекции объекта.

Проверка уничтожения объектов по производству химического оружия

55. Цель систематической проверки уничтожения объектов по производству химического оружия заключается в подтверждении того, что объект уничтожен в соответствии с обязательствами по настоящей Конвенции и что каждый предмет объявленного инвентарного перечня уничтожен в соответствии с согласованным подробным планом уничтожения.

56. По уничтожении всех предметов объявленного инвентарного перечня Технический секретариат подтверждает соответствующее объявление государства-участника. После такого подтверждения Технический секретариат прекращает систематическую проверку объекта по производству химического оружия и немедленно снимает все устройства и контрольные приборы, установленные инспекторами.

57. После этого подтверждения государство-участник делает объявление о том, что объект уничтожен.

Проверка временного переоборудования объекта по производству химического оружия в объект по уничтожению химического оружия

58. Не позднее чем через 90 дней после получения первоначального уведомления о намерении осуществить временное переоборудование производственного объекта инспекторы имеют право посетить объект для ознакомления с намечаемым временным переоборудованием и изучения возможных инспекционных мер, которые потребуются в ходе переоборудования.

59. Не позднее чем через 60 дней после такого посещения Технический секретариат и инспектируемое государство-участник заключают переходное соглашение, предусматривающее дополнительные инспекционные меры на период временного переоборудования. В переходном соглашении оговариваются инспекционные процедуры, включая использование пломб, контрольного оборудования и инспекций, которые обеспечат уверенность в том, что в процессе переоборудования не осуществляется производство химического оружия. Это соглашение остается в силе с начала деятельности по временному переоборудованию до начала функционирования объекта в качестве объекта по уничтожению химического оружия.

60. До заключения переходного соглашения инспектируемое государство-участник не осуществляет удаления или переоборудования любой части объекта, а также не снимает и не изменяет любых пломб или другого согласованного инспекционного оборудования, которое может быть установлено согласно настоящей Конвенции.

61. С началом функционирования объекта в качестве объекта по уничтожению химического оружия, он охватывается положениями части IV A) настоящего Приложения, применимыми к объектам по уничтожению химического оружия. Мероприятия на предэксплуатационный период регулируются переходным соглашением.

62. В ходе операций по уничтожению инспекторы имеют доступ ко всем частям временно переоборудованных объектов по производству химического оружия, включая те из них, которые не имеют прямого отношения к уничтожению химического оружия.

63. До начала работ на объекте по его временному переоборудованию в целях уничтожения химического оружия и после прекращения функционирования объекта в качестве объекта по уничтожению химического оружия этот объект охватывается положениями настоящей части, применимыми к объектам по производству химического оружия.

D. КОНВЕРСИЯ ОБЪЕКТОВ ПО ПРОИЗВОДСТВУ ХИМИЧЕСКОГО ОРУЖИЯ НА ЦЕЛИ, НЕ ЗАПРЕЩАЕМЫЕ ПО НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ

Процедуры подачи заявки на конверсию

64. Заявка на использование объекта по производству химического оружия в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, может подаваться в отношении любого объекта, который государство-участник уже использует в таких целях до вступления для него в силу настоящей Конвенции или который оно планирует использовать в таких целях.

65. В отношении объекта по производству химического оружия, который используется в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, во время вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника, заявка представляется Генеральному директору не позднее чем через 30 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника. В дополнение к данным, представляемым в соответствии с пунктом 1 h) iii), заявка содержит следующую информацию:

a) подробное обоснование заявки;

b) общий план конверсии объекта с указанием следующего:

i) характер деятельности, которая будет осуществляться на объекте;

ii) если планируемая деятельность связана с производством, переработкой или потреблением химикатов: наименование каждого химиката, блок-схема объекта и количества, планируемые к производству, переработке или потреблению ежегодно;

iii) какие здания или сооружения намечается использовать и какие намечаются модификации, если таковые будут иметь место;

iv) какие здания или сооружения уничтожены или намечаются к уничтожению и планы уничтожения;

v) какое оборудование будет использоваться на объекте;

vi) какое оборудование уделено и уничтожено и какое оборудование намечается удалить и уничтожить и планы его уничтожения;

vii) намечаемый график конверсии, если это применимо; и

viii) характер деятельности каждого другого объекта, функционирующего на месте; и

c) подробное объяснение, каким образом меры, изложенные в подпункте b), а также любые другие меры, намечаемые государством-участником, обеспечат недопущение наличия на объекте резервного потенциала по производству химического оружия.

66. Для объекта по производству химического оружия, который не используется в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, во время вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника, заявка представляется Генеральному директору не позднее чем через 30 дней после принятия решения о конверсии, но ни в коем случае не позднее чем через четыре года после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника. Заявка содержит следующую информацию:

a) подробное обоснование заявки, включая ее экономические потребности;

b) общий план конверсии объекта с указанием следующего:

i) характер деятельности, планируемой к осуществлению на объекте;

ii) если планируемая деятельность связана с производством, переработкой или потреблением химикатов: наименование каждого химиката, блок-схема объекта и количества, планируемые к производству, переработке или потреблению ежегодно;

iii) какие здания или сооружения намечается сохранить и какие намечаются модификации, если таковые будут иметь место;

iv) какие здания или сооружения уничтожены или намечаются к уничтожению и планы уничтожения;

v) какое оборудование намечается к использованию на объекте;

vi) какое оборудование намечается удалить и уничтожить и планы его уничтожения;

vii) намечаемый график конверсии; и

viii) характер деятельности каждого другого объекта, функционирующего на месте; и

c) подробное объяснение, каким образом меры, изложенные в подпункте b), а также любые другие меры, намечаемые государством-участником, обеспечат недопущение наличия на объекте резервного потенциала по производству химического оружия.

67. Государство-участник может предложить в своей заявке любые другие меры, которые оно считает целесообразными для укрепления доверия.

Действия до принятия решения

68. До решения Конференции государство-участник может продолжать использовать в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, объект, который используется в таких целях до вступления для него в силу настоящей Конвенции, но только в том случае, если в своей заявке государство-участник удостоверяет, что никакое специализированное оборудование и никакие специализированные здания не используются и что специализированное оборудование и специализированные здания приведены в нерабочее состояние с использованием методов, указанных в пункте 13.

69. Если объект, в связи с которым подается заявка, не используется в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, до вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника или если не производится удостоверения, требуемого в пункте 68, то государство-участник немедленно прекращает всю деятельность согласно пункту 4 статьи V. Государство-участник закрывает объект в соответствии с пунктом 13 не позднее чем через 90 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции.

Условия конверсии

70. В качестве условия конверсии объекта по производству химического оружия в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, все специализированное оборудование на объекте должно быть уничтожено и все специальные элементы зданий и сооружений, которые отличают их от зданий и сооружений, обычно используемых в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, и не связанных с химикатами Списка 1, должны быть устранены.

71. Конверсированный объект не используется:

a) для любой деятельности, связанной с производством, переработкой или потреблением химиката Списка 1 или химиката Списка 2; или

b) для производства любого высокотоксичного химиката, включая любой высокотоксичный органофосфорный химикат, или для любой иной деятельности, которая требовала бы специального оборудования для работы с высокотоксичными или высококоррозионными химикатами, если Исполнительный совет не решит, что такое производство или деятельность не будут связаны с риском для предмета или цели настоящей Конвенции, с учетом критериев токсичности, коррозионности и, в соответствующих случаях, других технических факторов, подлежащих рассмотрению и утверждению Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII.

72. Конверсия объекта по производству химического оружия завершается не позднее чем через шесть лет после вступления в силу настоящей Конвенции.

Решения Исполнительного совета и Конференции

73. Не позднее чем через 90 дней после получения заявки Генеральным директором Технический секретариат проводит первоначальную инспекцию объекта. Цель этой инспекции состоит в том, чтобы определить точность представленной в заявке информации, получить информацию о технических характеристиках намечаемого к конверсии объекта и оценить условия, на которых может быть

разрешено его использование в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции. Генеральный директор незамедлительно представляет Исполнительному совету, Конференции и всем государствам-участникам доклад, содержащий его рекомендации в отношении мер, необходимых для того, чтобы произвести конверсию объекта в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, и обеспечить уверенность в том, что конверсированный объект будет использоваться исключительно в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции.

74. Если объект использовался в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции, до вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника, и продолжает эксплуатироваться, а меры, подлежащие удостоверению согласно пункту 68, не были приняты, то Генеральный директор немедленно информирует Исполнительный совет, который может потребовать осуществления мер, какие он сочтет целесообразными, включая, среди прочего, остановку объекта и удаление специализированного оборудования и модифицирование зданий или сооружений. Исполнительный совет устанавливает срок осуществления этих мер и до их удовлетворительного осуществления приостанавливает рассмотрение заявки. По истечении этого срока объект безотлагательно подвергается инспекции, с тем чтобы установить, осуществлены ли эти меры. Если эти меры не осуществлены, то государству-участнику предписывается полностью прекратить всю деятельность на объекте.

75. Как можно скорее после получения доклада Генерального директора Конференция по рекомендации Исполнительного совета, с учетом доклада и любых мнений, высказанных государствами-участниками, решает вопрос об одобрении заявки и устанавливает условия, на которых дается такое одобрение. Если любое государство-участник возражает против одобрения заявки и соответствующих условий, то между заинтересованными государствами-участниками в течение не более 90 дней проводятся консультации с целью нахождения взаимоприемлемого решения. Решение в связи с заявкой и соответствующими условиями, а также в связи с любыми предлагаемыми к ним коррективами принимается как по вопросу существа как можно скорее после истечения периода консультаций.

76. Если заявка одобряется, то не позднее чем через 90 дней после принятия такого решения составляется соглашение по объекту. Соглашение по объекту содержит условия, на которых разрешается конверсия и использование объекта, включая меры проверки. До заключения соглашения по объекту конверсия не начинается.

Подробные планы конверсии

77. Не менее чем за 180 дней до планируемого начала конверсии объекта по производству химического оружия государство-участник представляет Техническому секретариату подробные планы конверсии объекта, включая предлагаемые меры для проверки конверсии, в отношении, среди прочего, следующего:

a) сроков присутствия инспекторов на объекте, подлежащем конверсии; и

b) процедур проверки мер, подлежащих осуществлению в отношении каждого предмета в объявленном инвентарном перечне.

78. Подробный план конверсия каждого объекта по производству химического оружия содержит:

a) подробный график процесса конверсии;

b) план объекта до и после конверсии;

c) технологическую блок-схему объекта до и, если это применимо, после конверсии;

d) подробный инвентарный перечень оборудования, зданий и сооружений и других предметов, подлежащих уничтожению, и зданий и сооружений, подлежащих модифицированию;

e) меры, подлежащие осуществлению в отношении каждого предмета в инвентарном перечне, если таковые имеют место;

f) предлагаемые меры проверки;

g) меры защиты/безопасности, подлежащие соблюдению в ходе конверсии объекта; и

h) рабочие и жилищно-бытовые условия, подлежащие предоставлению инспекторам.

Рассмотрение подробных планов

79. На основе подробного плана конверсии и предлагаемых мер проверки, представляемых государством-участником, а также исходя из опыта предыдущих инспекций Технический секретариат в тесных консультациях с государством-участником готовит план проверки конверсии объекта. Любые разногласия между Техническим секретариатом и государством-участником относительно соответствующих мер урегулируются посредством консультаций. Любые неурегулированные вопросы передаются Исполнительному совету для принятия соответствующих мер с целью облегчить полное осуществление настоящей Конвенции.

80. С тем чтобы обеспечить выполнение положений статьи V и настоящей части, сводные планы конверсии и проверки согласуются между Исполнительным советом и государством-участником. Это согласование завершается не менее чем за 60 дней до планируемого начала конверсии.

81. Каждый член Исполнительного совета может консультироваться с Техническим секретариатом по любому вопросу, касающемуся адекватности сводного плана конверсии и проверки. В отсутствие возражений со стороны любого члена Исполнительного совета план приводится в действие.

82. При возникновении любых трудностей Исполнительный совет должен вступать в консультации с государством-участником с целью их устранения. Если какие-либо трудности останутся непреодоленными, то они должны передаваться Конференции. Урегулирование любых разногласий относительно методов конверсии не должно затягивать осуществление других разделов плана конверсии, которые являются приемлемыми.

83. Если не удается достичь согласия с Исполнительным советом по аспектам проверки или если одобренный план проверки не может быть приведен в действие, проверка конверсии осуществляется посредством непрерывного наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте, и физического присутствия инспекторов.

84. Конверсия и проверка осуществляются в соответствии с согласованным планом. Проверка не создает необоснованных помех для процесса конверсии и проводится посредством присутствия инспекторов для подтверждения конверсии.

85. В течение 10 лет после того, как Генеральный директор удостоверит завершение конверсии, государство-участник в любое время предоставляет инспекторам беспрепятственный доступ на объект. Инспекторы имеют право осуществлять наблюдение всех участков, всех видов деятельности и всех предметов оборудования на объекте. Инспекторы имеют право проверять соответствие деятельности на объекте любым условиям, установленным в соответствии с настоящим разделом Исполнительным советом и Конференцией.

Инспекторы также имеют право в соответствии с положениями раздела E части II настоящего Приложения получать пробы с любого участка объекта и подвергать их анализу для проверки отсутствия химикатов Списка 1, их стабильных побочных продуктов и продуктов распада, а также химикатов Списка 2 и для проверки соответствия деятельности на объекте любым другим условиям в отношении химической деятельности, установленным в соответствии с настоящим разделом Исполнительным советом и Конференцией. Инспекторы также имеют право на регулируемый доступ в соответствии с разделом C части X настоящего Приложения к производственной зоне, в которой расположен объект. В течение 10-летнего периода государство-участник ежегодно представляет доклад о деятельности на конверсированном объекте. По завершении 10-летнего периода Исполнительный совет, с учетом рекомендаций Технического секретариата, принимает решение о характере дальнейших мер проверки.

86. Расходы по проверке конверсированного объекта распределяются в соответствии с пунктом 19 статьи V.

ЧАСТЬ VI

ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ, НЕ ЗАПРЕЩАЕМАЯ ПО НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ В СООТВЕТСТВИИ СО СТАТЬЕЙ VI

РЕЖИМ ДЛЯ ХИМИКАТОВ СПИСКА 1 И ОБЪЕКТОВ, СВЯЗАННЫХ С ТАКИМИ ХИМИКАТАМИ

A. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

1. Государство-участник не производит, не приобретает, не сохраняет и не использует химикаты Списка 1 за пределами территорий государств-участников и не передает такие химикаты за пределы своей территории, кроме как другому государству-участнику.

2. Государство-участник не производит, не приобретает, не сохраняет, не передает и не использует химикаты Списка 1, за исключением тех случаев, когда:

a) эти химикаты применяются в исследовательских, медицинских, фармацевтических или защитных целях; и

b) виды и количества химикатов строго ограничиваются такими видами и количествами, которые могут быть оправданы такими целями; и

c) совокупное количество таких химикатов, предназначенных для таких целей, в любое определенное время составляет 1 тонну или менее; и

d) совокупное количество для таких целей, полученное государством-участником в любом году путем производства, изъятия из запасов химического оружия и передачи, составляет 1 тонну или менее.

B. ПЕРЕДАЧИ

3. Государство-участник может передавать химикаты Списка 1 за пределы своей территории только другому государству-участнику и только в исследовательских, медицинских, фармацевтических или защитных целях в соответствии с пунктом 2.

4. Переданные химикаты не подлежат дальнейшей передаче третьему государству.

5. Не менее чем за 30 дней до любой передачи другому государству-участнику оба государства-участника уведомляют о такой передаче Технический секретариат.

6. Каждое государство-участник делает подробное ежегодное объявление о передачах в предыдущем году. Такое объявление представляется не позднее чем через 90 дней после окончания этого года и для каждого переданного химиката Списка 1 включает следующую информацию:

a) химическое наименование, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен;

b) количество, полученное от других государств или переданное другим государствам-участникам. По каждой передаче указываются количество, получатель и цель.

C. ПРОИЗВОДСТВО

Общие принципы производства

7. Каждое государство-участник в ходе производства в соответствии с пунктами 8-12 уделяет первостепенное внимание обеспечению безопасности людей и защите окружающей среды. Каждое государство-участник осуществляет такое производство в соответствии со своими национальными стандартами в отношении безопасности и выбросов.

Единственный маломасштабный объект

8. Каждое государство-участник, которое производит химикаты Списка 1 в исследовательских, медицинских, фармацевтических или защитных целях, осуществляет производство на единственном маломасштабном объекте, утвержденном государством-участником, за исключением того, что предусмотрено в пунктах 10, 11 и 12.

9. Производство на единственном маломасштабном объекте осуществляется в реакционных сосудах на производственных линиях, конфигурция которых не рассчитана на непрерывный режим работы. Объем такого реакционного сосуда не превышает 100 литров, а общий объем всех реакционных сосудов объемом свыше 5 литров не превышает 500 литров.

Другие объекты

10. Производство химикатов Списка 1 в совокупных количествах не более 10 кг в год может осуществляться в защитных целях на одном объекте за пределами единственного маломасштабного объекта. Этот объект утверждается государством-участником.

11. Производство химикатов Списка 1 в количествах свыше 100 г в год может осуществляться в исследовательских, медицинских или фармацевтических целях за предалами единственного маломасштабного объекта в совокупных количествах не более 10 кг в год на объект. Эти объекты утверждаются государством-участником.

12. Синтез химикатов Списка 1 в исследовательских, медицинских или фармацевтических целях, но не в защитных целях, может осуществляться в лабораториях в совокупных количествах менее 100 г в год на объект. На эти объекты не распространяется никакое обязательство в отношении объявления и проверки, как это предусмотрено в разделах D и E.

D. ОБЪЯВЛЕНИЯ

Единственный маломасштабный объект

13. Каждое государство-участник, которое планирует эксплуатировать единственный маломасштабный объект, представляет Техническому секретариату

точное местоположение и подробное техническое описание этого объекта, включая инвентарный перечень оборудования и подробные схемы. По существующим объектам это первоначальное объявление представляется не позднее чем через 30 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника. Первоначальные объявления о новых объектах представляются не менее чем за 180 дней до начала эксплуатации.

14. Каждое государство-участник представляет Техническому секретариату заблаговременное уведомление о планируемых изменениях по сравнению с первоначальным объявлением. Такое уведомление представляется не менее чем за 180 дней до того, как произойдут эти изменения.

15. Государство-участник, производящее химикаты Списка 1 на единственном маломасштабном объекте, делает подробное ежегодное объявление о деятельности объекта за предыдущий год. Объявление представляется не позднее чем через 90 дней после окончания этого года и включает:

a) идентификацию объекта;

b) по каждому произведенному, приобретенному, потребленному или хранящемуся на объекте химикату Списка 1, следующую информацию:

i) химическое наименование, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен;

ii) используемые методы и произведенное количество;

iii) название и количество прекурсоров, перечисленных в Списках 1, 2 или 3, которые используются для производства химикатов Списка 1;

iv) потребляемое на объекте количество и цель(и) потребления;

v) количество, полученное с других объектов или отгруженное на другие объекты в государстве-участнике. По каждой отгрузке должны указываться количество, получатель и цель;

vi) максимальное количество, находящееся на хранении в любое время в течение года; и

vii) количество, находящееся на хранении на конец года; и

c) информацию о любых изменениях на объекте в течение года по сравнению с представленными ранее подробными техническими описаниями объекта, включая инвентарные перечни оборудования и подробные схемы.

16. Каждое государство-участник, производящее химикаты Списка 1 на единственном маломасштабном объекте, делает подробное ежегодное объявление о планируемой деятельности и предполагаемом производстве на объекте в предстоящем году. Объявление представляется не менее чем за 90 дней до начала этого года и включает:

a) идентификацию объекта;

b) по каждому химикату Списка 1, который предположительно будет производиться, потребляться или храниться на объекте, следующую информацию:

i) химическое наименование, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен;

ii) предполагаемый объем производства и цель производства; и

c) информацию о любых предполагаемых изменениях на объекте в течение года по сравнению с представленными ранее подробными техническими описаниями объекта, включая инвентарные перечни оборудования и подробные схемы.

Другие объекты, указанные в пунктах 10 и 11

17. По каждому объекту государство-участник представляет Техническому секретариату наименование, местоположение и подробное техническое описание объекта или его соответствующей части(ей) согласно требованию Технического секретариата. Конкретно указывается объект, на котором производятся в защитных целях химикаты Списка 1. По существующим объектам это первоначальное объявление представляется не позднее чем через 30 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника. Первоначальные объявления по новым объектам представляются не менее чем за 180 дней до начала эксплуатации.

18. Каждое государство-участник представляет Техническому секретариату заблаговременное уведомление о планируемых изменениях по сравнению с первоначальным объявлением. Такое уведомление представляется не менее чем за 180 дней до того, как произойдут эти изменения.

19. Каждое государство-участник делает по каждому объекту подробное ежегодное объявление о деятельности объекта в предыдущем году. Это объявление представляется не позднее чем через 90 дней после окончания этого года и включает:

a) идентификацию объекта;

b) по каждому химикату Списка 1 следующую информацию:

i) химическое наименование, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен;

ii) произведенное количество и, в случае производства для защитных целей, используемые методы;

iii) названия и количество прекурсоров, перечисленных в Списках 1, 2 или 3, которые используются для производства химикатов Списка 1;

iv) потребляемое на объекте количество и цель потребления;

v) количество, переданное на другие объекты в пределах государства-участника. По каждой передаче должны указываться количество, получатель и цель;

vi) максимальное количество, находящееся на хранении в любое время в течение года; и

vii) количество, находящееся на хранении на конец года; и

c) информацию о любых изменениях на объекте или его соответствующих частях в течение года по сравнению с представленным ранее подробным техническим описанием объекта.

20. Каждое государство-участник делает по каждому объекту подробное ежегодное объявление о планируемой деятельности и предполагаемом производстве на объекте в предстоящем году. Объявление представляется не менее чем за 90 дней до начала этого года и включает:

a) идентификацию объекта;

b) по каждому химикату Списка 1 следующую информацию:

i) химическое наименование, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен; и

ii) предполагаемый объем производства, периоды времени, когда предполагается осуществлять производство, и цели производства; и

c) информацию о любых предполагаемых изменениях на объекте или его соответствующих частях в течение года по сравнению с представленными ранее подробными техническими описаниями объекта.

E. ПРОВЕРКА

Единственный маломасштабный объект

21. Цель деятельности по проверке на единственном маломасштабном объекте заключается в проверке того, что количества производимых химикатов Списка 1 объявляются правильно и, в частности, что их совокупное количество не превышает 1 тонны.

22. Объект подлежит систематической проверке посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте.

23. Число, интенсивность, продолжительность, сроки и режим инспекций на конкретном объекте определяются в зависимости от той опасности, какую представляют соответствующие химикаты для предмета и цели настоящей Конвенции, особенностей объекта и характера осуществляемой на нем деятельности. Соответствующие основные принципы рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII.

24. Цель первоначальной инспекции заключается в проверке представленной информации об объекте, включая проверку указанных в пункте 9 ограничений в отношении реакционных сосудов.

25. Не позднее чем через 180 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника оно, на основе типового соглашения, заключает с Организацией соглашение по объекту, охватывающее детальные процедуры инспекции для объекта.

26. Каждое государство-участник, планирующее создать единственный маломасштабный объект после вступления для него в силу настоящей Конвенции, на основе типового соглашения заключает с Организацией соглашение по объекту, охватывающее детельные процедуры инспекции для объекта, до того, как он начнет эксплуатироваться или использоваться.

27. Образец соглашений рассматривается и утверждается Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII.

Другие объекты, указанные в пунктах 10 и 11

28. Цель деятельности по проверке на любом объекте, указанном в пунктах 10 и 11, заключается в проверке того, что:

a) объект не используется для производства любого химиката Списка 1, за исключением объявленных химикатов;

b) количества химикатов Списка 1, которые производятся, перерабатываются или потребляются, объявлены правильно и соответствуют потребностям для объявленной цели; и

c) химикат Списка 1 не перенаправляется или не используется для других целей.

29. Объект подлежит систематической проверке посредством инспекции на месте и наблюдения при помощи приборов, устанавливаемых на месте.

30. Число, интенсивность, продолжительность, сроки и режим инспекций на конкретном объекте зависят от той опасности, какую представляют для предмета и цели настоящей Конвенции количества производимых химикатов, особенностей объекта и характера осуществляемой на нем деятельности. Соответствующие основные принципы рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 1) статьи VIII.

31. Не позднее чем через 180 дней после вступления в силу настоящей Конвенции для государства-участника оно, на основе типового соглашения, заключает с Организацией соглашения по объекту, охватывающие детальные процедуры инспекции для каждого объекта.

32. Каждое государство-участник, планирующее создать такой объект после вступления в силу настоящей Конвенции, заключает с Организацией соглашение по объекту до того, как объект начнет эксплуатироваться или использоваться.

ЧАСТЬ VII

ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ, НЕ ЗАПРЕЩАЕМАЯ ПО НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ В СООТВЕТСТВИИ СО СТАТЬЕЙ VI

РЕЖИМ ДЛЯ ХИМИКАТОВ СПИСКА 2 И ОБЪЕКТОВ, СВЯЗАННЫХ С ТАКИМИ ХИМИКАТАМИ

A. ОБЪЯВЛЕНИЯ

Объявления совокупных национальных данных

1. Первоначальные и ежегодные объявления, представляемые каждым государством-участником согласно пунктам 7 и 8 статьи VI, включают совокупные национальные данные о произведенных, переработанных, потребленных, импортированных и экспортированных количествах каждого химиката Списка 2 за предыдущий календарный год, а также количественные параметры импорта и экспорта по каждой соответствующей стране.

2. Каждое государство-участник представляет:

a) первоначальные объявления согласно пункту 1 не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции; и, начиная с последующего календарного года,

b) ежегодные объявления не позднее чем через 90 дней после окончания предыдущего календарного года.

Объявления производственных зон, производящих, перерабатывающих или потребляющих химикаты Списка 2

3. Первоначальные и ежегодные объявления требуются по всем производственным зонам, включающим одно или более предприятий, на которых в течение любого года

из трех предыдущих календарных лет производилось, перерабатывалось или потреблялось или предполагается произвести, переработать или потребить в следующем календарном году более:

a) 1 кг химиката, помеченного знаком "*" в части A Списка 2;

b) 100 кг любого другого химиката, включенного в часть A Списка 2; или

c) 1 тонны химиката, включенного в часть B Списка 2.

4. Каждое государство-участник представляет:

a) первоначальные объявления согласно пункту 3 не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции; и, начиная с последующего календарного года,

b) ежегодные объявления о прошлой деятельности не позднее чем через 90 дней после окончания предыдущего календарного года;

c) ежегодные объявления о предполагаемой деятельности не позднее чем за 60 дней до начала последующего календарного года. Любая такая деятельность, запланированная дополнительно после представления ежегодного объявления, объявляется не позднее чем за пять дней до начала этой деятельности.

5. Объявления согласно пункту 3, как правило, не требуются для смесей, содержащих низкую концентрацию химиката Списка 2. В соответствии с основными принципами они требуются лишь в тех случаях, когда легкость изъятия химиката Списка 2 из такой смеси и его общее весовое количество считаются представляющими собой риск для предмета и цели настоящей Конвенции. Эти основные принципы рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 1) статьи VIII.

6. Объявления производственных зон согласно пункту 3 включают:

a) наименование производственной зоны и наименование владельца, компании или предприятия, эксплуатирующего ее;

b) ее точное местоположение, включая адрес; и

c) количество предприятий в пределах производственной зоны, которые объявляются согласно части VIII настоящего Приложения.

7. Объявления производственной зоны согласно пункту 3 также включают по каждому предприятию, расположенному в пределах производственной зоны и отвечающему спецификациям, указанным в пункте 3, следующую информацию:

a) наименование предприятия и наименование владельца, компании или предприятия, эксплуатирующего его;

b) его точное местонахождение в пределах производственной зоны, включая конкретный номер здания или сооружении, если таковые имеются;

c) его основная деятельность;

d) в отношении предприятия:

i) осуществляет ли оно производство, переработку или потребление объявленного химиката(ов) Списка 2;

ii) специализируется ли оно на таких видах деятельности или является многоцелевым; и

iii) осуществляет ли оно другие виды деятельности в отношении объявленного химиката(ов) Списка 2, включая спецификацию этой другой деятельности (например, хранение); и

e) производственную мощность предприятия по каждому объявленному химикату Списка 2.

8. Объявления производственной зоны согласно пункту 3 также включают следующую информацию по каждому химикату Списка 2 сверх объявленного порога:

a) химическое наименование, обычное или торговое наименование, используемое объектом, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен;

b) в случае первоначального объявления: общий объем производства, переработки, потребления, импорта и экспорта производственной зоны за каждый год из трех предыдущих календарных лет;

c) в случае ежегодного объявления о прошлой деятельности: общий объем производства, переработки, потребления, импорта и экспорта производственной зоны за предыдущий календарный год;

d) в случае ежегодного объявления о предполагаемой деятельности: общий объем предполагаемого производства, переработки или потребления производственной зоны в последующем календарном году, включая предполагаемые периоды производства, переработки или потребления; и

e) цели, в которых осуществлялись или будут осуществляться производство, переработка или потребление химиката:

i) переработка и потребление на месте с указанием видов продукта;

ii) продажа или поставка в пределах территории государства-участника или в любое другое место под юрисдикцией или контролем государства-участника с указанием другой отрасли, торговой фирмы или иного места назначения и, по возможности, видов конечного продукта;

iii) прямой экспорт с указанием соответствующих государств; или

iv) прочие, с указанием этих иных целей.

Объявления о прошлом производстве химикатов Списка 2 для целей химического оружия

9. Каждое государство-участник не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции объявляет все производственные зоны, включающие предприятия, производившие в любое время с 1 января 1946 года химикат Списка 2 для целей химического оружия.

10. Объявления производственной зоны согласно пункту 9 включают:

a) наименование производственной зоны и наименование владельца, компании или предприятия, эксплуатирующего ее;

b) ее точное местоположение, включая адрес;

c) по каждому предприятию, расположенному в пределах производственной зоны и отвечающему спецификациям, изложенным в пункте 9, - ту же информацию, что и согласно подпунктам a)-e) пункта 7; и

d) по каждому химикату Списка 2, производимому для целей химического оружия:

i) химическое наименование, обычное или торговое наименование, используемое производственной зоной для целей производства химического оружия, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен;

ii) даты производства химиката и произведенное количество; и

iii) место, куда был доставлен химикат, и произведенный там конечный продукт, если таковой известен.

Информация, представляемая государствам-участникам

11. Перечень производственных зон, объявленных по настоящему разделу, вместе с информацией, представляемой согласно пунктам 6, 7 a), 7 c), 7 d) i), 7 d) iii), 8 a) и 10, по соответствующей просьбе препровождается Техническим секретариатом государствам-участникам.

B. ПРОВЕРКА

Общие положения

12. Проверка, предусмотренная в пункте 4 статьи VI, осуществляется посредством инспекции на месте тех объявленных производственных зон, в которых имеется одно или более предприятий, на которых было произведено, переработано или потреблено в течение любого года из трех предыдущих календарных лет или предполагается произвести, переработать или потребить в следующем календарном году более:

a) 10 кг химиката, помеченного знаком "*" в части A Списка 2;

b) 1 тонны любого другого химиката, включенного в часть A Списка 2; или

c) 10 тонн химиката, включенного в часть B Списка 2.

13. Программа и бюджет Организации, принимаемые Конференцией согласно пункту 21 a) статьи VIII, содержат отдельной рубрикой программу и бюджет проверки по настоящему разделу. При распределении ресурсов, выделяемых на проверку согласно статье VI, Технический секретариат в течение первых трех лет после вступления в силу настоящей Конвенции уделяет первоочередное внимание первоначальным инспекциям производственных зон, объявляемых согласно разделу A. Впоследствии такое распределение подвергается пересмотру на основе накопленного опыта.

14. Технический секретариат проводит первоначальные инспекции и последующие инспекции в соответствии с пунктами 15-22.

Цели инспекции

15. Общая цель инспекций заключается в проверке того, что проводимая деятельность соответствует обязательствам по настоящей Конвенции и согласуется с информацией, представляемой в объявлениях. Конкретные цели инспекций в производственных зонах, объявляемых по разделу A, включают проверку:

a) отсутствия любого химиката Списка 1, и особенно его производства, за исключением производства в соответствии с частью VI настоящего Приложения;

b) соответствия объявленным объемов производства, переработки или потребления химикатов Списка 2; и

c) неперенаправления химикатов Списка 2 на деятельность, запрещаемую по настоящей Конвенции.

Первоначальные инспекции

16. Каждая производственная зона, подлежащая инспекции согласно пункту 12, принимает первоначальную инспекцию как можно скорее, но предпочтительно не позднее чем через три года после вступления в силу настоящей Конвенции. Производственные зоны, объявляемые после этого периода, принимают первоначальную инспекцию не позднее чем через один год после первого объявления производства, переработки или потребления. Выбор производственных зон для первоначальных инспекций осуществляется Техническим секретариатом таким образом, чтобы исключить возможность установления точных сроков инспекции производственной зоны.

17. В ходе первоначальной инспекции разрабатывается проект соглашения по объекту для данной производственной зоны, если инспектируемое государство-участник и Технический секретариат не достигнут согласия относительно того, что в этом нет необходимости.

18. Что касается частоты и интенсивности последующих инспекций, то инспекторы в ходе первоначальной инспекции оценивают риск соответствующих химикатов для предмета и цели настоящей Конвенции, особенности производственной зоны и характер осуществляемой там деятельности, учитывая, среди прочего, следующие критерии:

a) токсичность списочных химикатов и производимых из них конечных продуктов, если таковые имеются;

b) количество списочных химикатов, обычно хранимых в производственной зоне;

c) количество исходных химикатов для производства списочных химикатов, обычно хранимых в производственной зоне;

d) производственную мощность предприятий Списка 2; и

e) потенциал и возможность переоборудования для начала производства, хранения и снаряжения токсичных химикатов в производственной зоне.

Инспекции

19. После приема первоначальной инспекции каждая производственная зона, подлежащая инспекции согласно пункту 12, подлежит последующим инспекциям.

20. При выборе конкретных производственных зон для инспекции и при определении частоты и интенсивности инспекций Технический секретариат должным образом учитывает риск соответствующего химиката для предмета и цели настоящей Конвенции, особенности производственной зоны и характер осуществляемой там деятельности, принимая во внимание соответствующее соглашение по объекту, а также результаты первоначальных инспекций и последующих инспекций.

21. Технический секретариат выбирает конкретную производственную зону для инспекции таким образом, чтобы исключить возможность установления точных сроков ее инспектирования.

22. Никакая производственная зона не принимает более двух инспекций в календарный год согласно положениям настоящего раздела. Однако это не ограничивает инспекции согласно статье IX.

Процедуры инспекции

23. Помимо согласованных основных принципов, других соответствующих положений настоящего Приложения и Приложения по конфиденциальности применяются пункты 24-30 ниже.

24. Не позднее чем через 90 дней после завершения первоначальной инспекции между инспектируемым государством-участником и Организацией заключается соглашение по объекту для объявленной производственной зоны, если инспектируемое государство-участник и Технический секретариат не достигнут согласия относительно того, что в этом нет необходимости. Соглашение по объекту составляется на основе типового соглашения и регулирует проведение инспекций в объявленной производственной зоне. В этом соглашении указываются частота и интенсивность инспекций, а также подробные процедуры инспекции, совместимые с пунктами 25-29.

25. Предметом инспекции является объявленное предприятие(я) Списка 2 в пределах объявленной производственной зоны. Если инспекционная группа запрашивает доступ к другим частям производственной зоны, то доступ к этим участкам предоставляется в соответствии с обязательством о даче разъяснений согласно пункту 51 части II настоящего Приложения и в соответствии с соглашением по объекту или, в отсутствие соглашения по объекту, в соответствии с правилами регулируемого доступа, изложенными в разделе С части X настоящего Приложения.

26. С тем чтобы обеспечить уверенность в отсутствии перенаправления объявленного химиката и в соответствии производства объявленным, предоставляется соответственно доступ к учетной документации.

27. Для проверки отсутствия необъявленных списочных химикатов производится отбор и анализ проб.

28. Участки, подлежащие инспекции, могут включать:

a) участки доставки или хранения исходных химикатов (реагентов);

b) участки, на которых производятся работы с реагентами до их загрузки в реакционные сосуды;

c) линии подачи сырья соответственно с участков, указанных в подпункте a) или подпункте b), в реакционные сосуды, наряду с любыми соответствующими клапанами, расходомерами и т.д.;

d) наружную часть реакционных сосудов и вспомогательное оборудование;

e) линии, ведущие от реакционных сосудов к складам долгосрочного или краткосрочного хранения или к оборудованию для дальнейшей переработки объявленных химикатов Списка 2;

f) контрольное оборудование, связанное с любым из предметов согласно подпунктам a)-e);

g) оборудование и участки для обработки отходов и стоков;

h) оборудование и участки для удаления химикатов, не соответствующих спецификации.

29. Период инспекции не превышает 96 часов; однако инспекционная группа и инспектируемое государство-участник могут договариваться о его продлениях.

Уведомление об инспекции

30. Государство-участник уведомляется Техническим секретариатом об инспекции не менее чем за 48 часов до прибытия инспекционной группы в производственную зону, подлежащую инспекции.

C. ПЕРЕДАЧИ ГОСУДАРСТВАМ, НЕ ЯВЛЯЮЩИМСЯ УЧАСТНИКАМИ НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ

31. Передача или получение химикатов Списка 2 осуществляются только между государствами-участниками. Это обязательство вступает в действие через три года после вступления Конвенции в силу.

32. В течение этого промежуточного трехлетнего периода каждое государство-участник требует от конечного потребителя удостоверение, как это указано ниже, в отношении передач химикатов Списка 2 государствам, не являющимся участниками настоящей Конвенции. В связи с такими передачами каждое государство-участник принимает необходимые меры к обеспечению того, чтобы передаваемые химикаты использовались только в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции. Среди прочего, государство-участник требует от государства-получателя удостоверение, в котором в связи с переданными химикатами указывается следующее:

a) они будут использоваться только в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции;

b) они не будут подвергаться дальнейшей передаче;

c) их виды и количество;

d) их конечное использование; и

e) наименование(я) и адрес(а) конечного потребителя(ей).

ЧАСТЬ VIII

ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ, НЕ ЗАПРЕЩАЕМАЯ ПО НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ В СООТВЕТСТВИИ СО СТАТЬЕЙ VI

РЕЖИМ ДЛЯ ХИМИКАТОВ СПИСКА 3 И ОБЪЕКТОВ, СВЯЗАННЫХ С ТАКИМИ ХИМИКАТАМИ

A. ОБЪЯВЛЕНИЯ

Объявления совокупных национальных данных

1. Первоначальные и ежегодные объявления, представляемые государством-участником согласно пунктам 7 и 8 статьи VI, включают совокупные национальные данные о произведенных, импортированных и экспортированных количествах каждого химиката Списка 3 за предыдущий календарный год, а также количественные параметры импорта и экспорта по каждой соответствующей стране.

2. Каждое государство-участник представляет:

a) первоначальные объявления согласно пункту 1 не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции; и, начиная с последующего календарного года,

b) ежегодные объявления не позднее чем через 90 дней после окончания предыдущего календарного года.

Объявления производственных зон, производящих химикаты Списка 3

3. Первоначальные и ежегодные объявления требуются по всем производственным зонам, включающим одно или более предприятий, на которых в течение предыдущего календарного года производилось или предполагается произвести в следующем календарном году более 30 тонн химиката Списка 3.

4. Каждое государство-участник представляет:

a) первоначальные объявления согласно пункту 3 не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции; и, начиная с последующего календарного года,

b) ежегодные объявления о прошлой деятельности не позднее чем через 90 дней после окончания предыдущего календарного года;

c) ежегодные объявления о предполагаемой деятельности не позднее чем за 60 дней до начала последующего календарного года. Любая такая деятельность, запланированная дополнительно после представления ежегодного объявления, объявляется не позднее чем за пять дней до начала этой деятельности.

5. Объявления согласно пункту 3, как правило, не требуются для смесей, содержащих низкую концентрацию химиката Списка 3. В соответствии с основными принципами они требуются лишь в тех случаях, когда легкость извлечения химиката Списка 3 из такой смеси и его общее весовое количество считаются представляющими собой риск для предмета и цели настоящей Конвенции. Эти основные принципы рассматриваются и утверждаются Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII.

6. Объявления производственных зон согласно пункту 3 включают:

a) наименование производственной зоны и наименование владельца, компании или предприятия, эксплуатирующего ее;

b) ее точное местоположение, включая адрес; и

c) количество предприятий в пределах производственной зоны, которые объявляются согласно части VII настоящего Приложения.

7. Объявления производственной зоны согласно пункту 3 также включают по каждому предприятию, расположенному в пределах производственной зоны и отвечающему спецификациям, указанным в пункте 3, следующую информацию:

a) наименование предприятия и наименование владельца, компании или предприятия, эксплуатирующего его;

b) его точное местонахождение в пределах производственной зоны, включая конкретный номер здания или сооружения, если таковые имеются;

c) его основная деятельность.

8. Объявления производственной зоны согласно пункту 3 также включают следующую информацию по каждому химикату Списка 3 сверх объявляемого порога:

a) химическое наименование, обычное или торговое наименование, используемое объектом, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен;

b) примерный объем производства химиката за предыдущий календарный год или, в случае объявлений о предполагаемой деятельности, предполагаемый объем производства в следующем календарном году, выражаемый в следующих диапазонах: 30-200 тонн, 200-1 000 тонн, 1 000-10 000 тонн, 10 000-100 000 тонн и свыше 100 000 тонн; и

c) цели, в которых производился или будет производиться химикат.

Объявления о прошлом производстве химикатов Списка 3 для целей химического оружия

9. Каждое государство-участник не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции объявляет все производственные зоны, включающие предприятия, производившие в любое время с 1 января 1946 года химикат Списка 3 для целей химического оружия.

10. Объявления производственной зоны согласно пункту 9 включают:

a) наименование производственной зоны и наименование владельца, компании или предприятия, эксплуатирующего ее;

b) ее точное местоположение, включая адрес;

c) по каждому предприятию, расположенному в пределах производственной зоны и отвечающему спецификациям, изложенным в пункте 9, - ту же информацию, что и согласно подпунктам a)-c) пункта 7; и

d) по каждому химикату Списка 3, производимому для целей химического оружия:

i) химическое наименование, обычное или торговое наименование, используемое производственной зоной для целей производства химического оружия, структурную формулу и регистрационный номер по "Кемикл абстрактс сервис", если таковой присвоен;

ii) даты производства химиката и произведенное количество; и

iii) место, куда был достаелен химикат, и произведенный там конечный продукт, если таковой известен.

Информация, представляемая государствам-участникам

11. Перечень производственных зон, объявленных по настоящему разделу, вместе с информацией, представляемой согласно пунктам 6, 7 a), 7 c), 8 a) и 10, по соответствующей просьбе препровождается Техническим секретариатом государствам-участникам.

B. ПРОВЕРКА

Общие положения

12. Проверка, предусмотренная в пункте 5 статьи VI, осуществляется посредством инспекций на месте тех объявленных производственных зон, в которых

было произведено в течение предыдущего календарного года или предполагается произвести в следующем календарном году в общей сложности свыше 200 тонн любого химиката Списка 3 сверх объявляемого порога в 30 тонн.

13. Программа и бюджет Организации, принимаемые Конференцией согласно пункту 21 a) статьи VIII, содержат отдельной рубрикой программу и бюджет проверки по настоящему разделу с учетом пункта 13 части VII настоящего Приложения.

14. Согласно настоящему разделу, Технический секретариат осуществляет произвольный выбор производственных зон для инспекции посредством соответствующих механизмов, таких, как использование специально разработанных компьютерных программ, на основе следующих факторов взвешивания:

a) справедливого географического распределения инспекций; и

b) имеющейся в распоряжении Технического секретариата информации об объявленных производственных зонах, касающейся соответствующего химиката, особенностей производственной зоны и характера осуществляемой там деятельности.

15. Никакая производственная зона не принимает более двух инспекций в год в соответствии с положениями настоящего раздела. Однако это не ограничивает инспекции согласно статье IX.

16. При выборе производственных зон для инспекции в соответствии с настоящим разделом Технический секретариат соблюдает следующее ограничение в отношении суммарного числа инспекций, принимаемых государством-участником в календарный год согласно настоящей части и части IX настоящего Приложения: суммарное число инспекций не превышает трех плюс 5 процентов от общего числа производственных зон, объявляемых государством-участником как по настоящей части, так и по части IX настоящего Приложения, или 20 инспекций, в зависимости от того, какая из этих двух цифр меньше.

Цели инспекции

17. В производственных зонах, объявляемых по разделу A, общая цель инспекций заключается в проверке совместимости проводимой деятельности с представляемой в объявлениях информацией. Конкретная цель инспекций заключается в проверке отсутствия любого химиката Списка 1, и особенно его производства, за исключением производства в соответствии с частью VI настоящего Приложения.

Процедуры инспекции

18. Помимо согласованных основных принципов, других соответствующих положений настоящего Приложения и Приложения по конфиденциальности применяются пункты 19-25 ниже.

19. Соглашение по объекту не заключается, если об этом не просит инспектируемое государство-участник.

20. Предметом инспекций является объявленное предприятие(я) Списка 3 в пределах объявленной производственной зоны. Если инспекционная группа в соответствии с пунктом 51 части II настоящего Приложения запрашивает доступ к другим частям производственной зоны в целях устранения неясностей, то степень такого доступа согласуется между инспекционной группой и инспектируемым государством-участником.

21. Инспекционная группа может получать доступ к учетной документации в тех случаях, когда инспекционная группа и инспектируемое государство-участник считают, что такой доступ будет способствовать достижению целей инспекции.

22. Для проверки отсутствия необъявленных списочных химикатов может производиться отбор и анализ проб на месте. Если устранить неясности не удается, то пробы могут подвергаться анализу в назначенной лаборатории за пределами объекта с согласия инспектируемого государства-участника.

23. Участки, подлежащие инспекции, могут включать:

a) участки доставки или хранения исходных химикатов (реагентов);

b) участки, на которых производятся работы с реагентами до их загрузки в реакционный сосуд;

c) линии подачи сырья соответственно с участков, указанных в подпункте a) или подпункте b), в реакционный сосуд наряду с любыми соответствующими клапанами, расходомерами и т.д.;

d) наружную часть реакционных сосудов и вспомогательное оборудование;

e) линии, ведущие от реакционных сосудов к складам долгосрочного или краткосрочного хранения или к оборудованию для дальнейшей переработки объявленных химикатов Списка 3;

f) контрольное оборудование, связанное с любым из предметов согласно подпунктам a)-e);

g) оборудование и участки для обработки отходов и стоков;

h) оборудование и участки для удаления химикатов, не соответствующих спецификации.

24. Период инспекции не превышает 24 часов; однако инспекционная группа и инспектируемое государство-участник могут договариваться о его продлениях.

Уведомление об инспекции

25. Государство-участник уведомляется Техническим секретариатом об инспекции не менее чем за 120 часов до прибытия инспекционной группы в производственную зону, подлежащую инспекции.

C. ПЕРЕДАЧИ ГОСУДАРСТВАМ, НЕ ЯВЛЯЮЩИМСЯ УЧАСТНИКАМИ НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ

26. При передаче химикатов Списка 3 государствам, не являющимся участниками настоящей Конвенции, каждое государство-участник принимает необходимые меры к обеспечению того, чтобы такие передаваемые химикаты использовались только в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции. Среди прочего, государство-участник требует от государства-получателя удостоверение, в котором в связи с передаваемыми химикатами указывается следующее:

a) они будут использоваться только в целях, не запрещаемых по настоящей Конвенции;

b) они не будут подвергаться дальнейшей передаче;

c) их виды и количества;

d) их конечное использование; и

e) наименование(я) и адрес(а) конечного потребителя(ей).

27. Через пять лет после вступления в силу настоящей Конвенции Конференция рассматривает необходимость введения иных мер в отношении передач химикатов Списка 3 государствам, не являющимся участниками настоящей Конвенции.

ЧАСТЬ IX

ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ, НЕ ЗАПРЕЩАЕМАЯ ПО НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ В СООТВЕТСТВИИ СО СТАТЬЕЙ VI

РЕЖИМ ДЛЯ ДРУГИХ ХИМИЧЕСКИХ ПРОИЗВОДСТВЕННЫХ ОБЪЕКТОВ

A. ОБЪЯВЛЕНИЯ

Перечень других химических производственных объектов

1. Первоначальное объявление, представляемое каждым государством-участником согласно пункту 7 статьи VI, включает перечень всех производственных зон, которые:

a) произвели путем синтеза в течение предыдущего календарного года более 200 тонн несписочных конкретных органических химикатов; или

b) включают одно или более предприятий, на которых в течение предыдущего календарного года было произведено путем синтеза более 30 тонн несписочного конкретного органического химиката, содержащего фосфор, серу или фтор (именуемые далее как "ФОФ-предприятия" и "ФОФ-химикат").

2. Перечень других химических производственных объектов, подлежащий представлению согласно пункту 1, не включает производственные зоны, производившие исключительно взрывчатые вещества или углеводороды.

3. Каждое государство-участник представляет свой перечень других химических производственных объектов согласно пункту 1 как часть своего первоначального объявления не позднее чем через 30 дней после вступления для него в силу настоящей Конвенции. Каждое государство-участник не позднее чем через 90 дней после начала каждого последующего календарного года ежегодно представляет информацию, необходимую для обновления перечня.

4. Перечень других химических производственных объектов, подлежащий представлению согласно пункту 1, по каждой производственной зоне включает следующую информацию:

a) наименование производственной зоны и наименование владельца, компании или предприятия, эксплуатирующего ее;

b) точное местоположение производственной зоны, включая ее адрес;

c) ее основная деятельность; и

d) примерное количество предприятий в рамках производственной зоны, производящих химикаты, указанные в пункте 1.

5. В отношении производственных зон, включенных в перечень согласно пункту 1 a), такой перечень также включает информацию о примерном совокупном объеме производства несписочных конкретных органических химикатов за предыдущий календарный год, выражаемом при помощи следующих диапазонов: до 1 000 тонн, 1 000-10 000 тонн и свыше 10 000 тонн.

6. В отношении производственных зон, включенных в перечень согласно пункту 1 b), в перечне также указывается количество ФОФ-предприятий в рамках производственной зоны и приводится информация о примерном совокупном объеме производства ФОФ-химикатов, произведенных каждым ФОФ-предприятием за предыдущий календарный год, выражаемом при помощи следующих диапазонов: до 200 тонн, 200-1 000 тонн, 1 000-10 000 тонн и свыше 10 000 тонн.

Помощь со стороны Технического секретариата

7. Если государство-участник по причинам административного характера считает необходимым обратиться за помощью в составлении своего перечня химических производственных объектов согласно пункту 1, то оно может просить Технический секретариат о предоставлении такой помощи. В этом случае вопросы относительно полноты перечня урегулируются путем консультаций между государством-участником и Техническим секретариатом.

Информация, представляемая государствам-участникам

8. Перечни других химических производственных объектов, представляемые согласно пункту 1, включая информацию, представляемую по пункту 4, по соответствующей просьбе препровождаются Техническим секретариатом государствам-участникам.

B. ПРОВЕРКА

Общие положения

9. С учетом положений раздела C проверка, предусмотренная в пункте 6 статьи VI, осуществляется посредством инспекций на месте:

a) производственных зон, включенных в перечень согласно пункту 1 a); и

b) производственных зон, включенных в перечень согласно пункту 1 b), которые включают одно или более ФОФ-предприятий, на которых в течение предыдущего календарного года было произведено более 200 тонн ФОФ-химиката.

10. Программа и бюджет Организации, принимаемые Конференцией согласно пункту 21 a) статьи VIII, содержат отдельной рубрикой программу и бюджет проверки по настоящему разделу после начала его осуществления.

11. Согласно настоящему разделу, Технический секретариат осуществляет произвольный выбор производственных зон для инспекции посредством соответствующих механизмов, таких, как использование специально разработанных компьютерных программ, на основе следующих факторов взвешивания:

a) справедливого географического распределения инспекций;

b) имеющейся в распоряжении Технического секретариата информации о включенных в перечень производственных зонах, касающейся особенностей производственной зоны и осуществляемой там деятельности; и

c) предложений государств-участников на основе, подлежащей согласованию в соответствии с пунктом 25.

12. Никакая производственная зона не принимает более двух инспекций в год в соответствии с положениями настоящего раздела. Однако это не ограничивает инспекции согласно статье IX.

13. При выборе производственных зон для инспекции в соответствии с настоящим разделом Технический секретариат соблюдает следующее ограничение в отношении

суммарного числа инспекций, принимаемых государством-участником в календарный год согласно настоящей части и части VIII настоящего Приложения: суммарное число инспекций не превышает трех плюс 5 процентов от общего числа производственных зон, объявляемых государством-участником как по настоящей части, так и по части VIII настоящего Приложения, или 20 инспекций, в зависимости от того, какая из этих двух цифр меньше.

Цели инспекции

14. В производственных зонах, включенных в перечень согласно разделу A, общая цель инспекций заключается в проверке совместимости проводимой деятельности с представляемой в объявлениях информацией. Конкретная цель инспекций заключается в проверке отсутствия любого химиката Списка 1, и особенно его производства, за исключением производства в соответствии с частью VI настоящего Приложения.

Процедуры инспекции

15. Помимо согласованных основных принципов, других соответствующих положений настоящего Приложения и Приложения по конфиденциальности, применяются пункты 16-20 ниже.

16. Соглашение по объекту не заключается, если об этом не просит инспектируемое государство-участник.

17. Предметом инспекции в производственной зоне, выбранной для инспекции, является предприятие(я), производящее химикаты, указанные в пункте 1, и в частности ФОФ-предприятия, включенные в перечень согласно пункту 1 b). Инспектируемое государство-участник имеет право регулировать доступ к этим предприятиям в соответствии с правилами регулируемого доступа, изложенными в разделе C части X настоящего Приложения. Если инспекционная группа в соответствии с пунктом 51 части II настоящего Приложения запрашивает доступ к другим частям производственной зоны в целях устранения неясностей, то степень такого доступа согласуется между инспекционной группой и инспектируемым государством-участником.

18. Инспекционная группа может получать доступ к учетной документации в тех случаях, когда инспекционная группа и инспектируемое государство-участник считают, что такой доступ будет способствовать достижению целей инспекции.

19. Для проверки отсутствия необъявленных списочных химикатов может производиться отбор и анализ проб на месте. Если устранить неясности не удается, то пробы могут подвергаться анализу в назначенной лаборатории за пределами объекта с согласия инспектируемого государства-участника.

20. Период инспекции не превышает 24 часов; однако инспекционная группа и инспектируемое государство-участник могут достигнуть согласия о его продлениях.

Уведомление об инспекции

21. Государство-участник уведомляется Техническим секретариатом об инспекции не менее чем за 120 часов до прибытия инспекционной группы в производственную зону, подлежащую инспекции.

C. ОСУЩЕСТВЛЕНИЕ И РАССМОТРЕНИЕ РАЗДЕЛА B

Осуществление

22. Осуществление раздела B начинается в начале четвертого года после вступления в силу настоящей Конвенции, если Конференция не примет иного

решения на своей очередной сессии на третьем году после вступления в силу настоящей Конвенции.

23. Генеральный директор готовит для очередной сессии Конференции на третьем году после вступления в силу настоящей Конвенции доклад, освещающий накопленный Техническим секретариатом опыт осуществления положений частей VII и VIII настоящего Приложения, а также раздела А данной части.

24. На своей очередной сессии на третьем году после вступления в силу настоящей Конвенции Конференции, на основе доклада Генерального директора, может также принять решение относительно распределения ресурсов, выделяемых на проверку, согласно разделу В, между "ФОФ-предприятиями" и другими химическими производственными объектами. В противном случае такое распределение оставляется на экспертное усмотрение Технического секретариата и включается в число факторов взвешивания, фигурирующих в пункте 11.

25. На своей очередной сессии на третьем году после вступления в силу настоящей Конвенции Конференции, по рекомендации Исполнительного совета, принимает решение относительно того, на какой основе (например, на региональной) должны представляться предложения государств-участников относительно инспекций, с тем чтобы учитываться в качестве одного из факторов взвешивания в процессе отбора, указанном в пункте 11.

Рассмотрение

26. На первой специальной сессии Конференции, созываемой согласно пункту 22 статьи VIII, производится пересмотр положений настоящей части Приложения по проверке в свете всеобъемлющего рассмотрения общего режима проверки для химической промышленности (статья VI, части VII-IX настоящего Приложения) на основе накопленного опыта. Затем Конференция дает рекомендации, с тем чтобы повысить эффективность режима проверки.

ЧАСТЬ X

ИНСПЕКЦИИ ПО ЗАПРОСУ СОГЛАСНО СТАТЬЕ IX

А. НАЗНАЧЕНИЕ И ОТБОР ИНСПЕКТОРОВ И ПОМОЩНИКОВ ИНСПЕКТОРОВ

1. Инспекции по запросу согласно статье IX проводятся только специально назначенными для этой цели инспекторами и помощниками инспекторов. С целью назначения инспекторов и помощников инспекторов для инспекций по запросу согласно статье IX Генеральный директор составляет список намечаемых инспекторов и помощников инспекторов, выбирая их из числа инспекторов и помощников инспекторов для обычной инспекционной деятельности. Такой список включает достаточно большой контингент инспекторов и помощников инспекторов, обладающих необходимой квалификацией, опытом, профессионализмом и подготовкой, с тем чтобы можно было гибко подходить к подбору инспекторов с учетом их наличия и необходимости ротации. Должное внимание уделяется также подбору инспекторов и помощников инспекторов на возможно более широкой географической основе. Назначение инспекторов и помощников инспекторов производится в соответствии с процедурами, предусмотренными в разделе А части II настоящего Приложения.

2. Генеральный директор определяет размер инспекционной группы и подбирает ее членов с учетом обстоятельств конкретного запроса. Размер инспекционной группы сводится к минимуму, необходимому для надлежащего выполнения инспекционного мандата. Членом инспекционной группы не может быть гражданин запрашивающего государства-участника или инспектируемого государства-участника.

B. ПРЕДЫНСПЕКЦИОННАЯ ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ

3. Перед подачей запроса на инспекцию в отношении инспекции по запросу государство-участник может испрашивать у Генерального директора подтверждение, что Технический секретариат в состоянии предпринять немедленные действия в связи с запросом. Если Генеральный директор не может незамедлительно дать такое подтверждение, то он делает это при самой первой возможности с учетом очередности запросов на подтверждение. Он также информирует государство-участник о том, когда может представиться возможность предпринять немедленные действия. Если Генеральный директор придет к выводу, что своевременные действия в связи с запросом уже не могут быть предприняты, то он может просить Исполнительный совет принять соответствующие меры к тому, чтобы улучшить ситуацию в будущем.

Уведомление

4. Запрос на инспекцию в отношении инспекции по запросу, представляемый Исполнительному совету и Генеральному директору, содержит, по крайней мере, следующую информацию:

a) государство-участник, подлежащее инспекции, и, если это применимо, принимающее государство;

b) используемый пункт въезда;

c) размер и тип инспектируемого места;

d) озабоченность относительно возможного несоблюдения настоящей Конвенции, включая указание соответствующих положений настоящей Конвенции, в связи с которыми возникает озабоченность, и характера и обстоятельств возможного несоблюдения, а также всю соответствующую информацию, исходя из которой возникает озабоченность; и

e) фамилию наблюдателя запрашивающего государства-участника.

Запрашивающее государство-участник может представлять любую дополнительную информацию, какую оно сочтет необходимой.

5. Генеральный директор в течение одного часа подтверждает запрашивающему государстау-участнику получение его запроса.

6. Запрашивающее государство-участник своевременно уведомляет Генерального директора о местоположении инспектируемого места, с тем чтобы Генеральный директор мог представить эту информацию инспектируемому государству-участнику не менее чем за 12 часов до планируемого прибытия инспекционной группы в пункт въезда.

7. Место инспекции указывается запрашивающим государством-участником как можно точнее посредством представления схемы места, привязанной к точке отсчета, с указанием географических координат с точностью до ближайшей секунды, если это возможно. По возможности запрашивающее государство-участник также предоставляет карту с общим указанием места инспекции и схему с как можно более точным указанием запрашиваемого периметра инспектируемого места.

8. Запрашиваемый периметр:

a) проходит на расстоянии, по крайней мере, 10 метров от внешней стороны любых зданий или других сооружений;

b) не пересекает существующих охранных зон; и

c) проходит на расстоянии, по крайней мере, 10 метров от внешней стороны любых существующих охранных зон, которые запрашивающее государство-участник намерено включить в пределы запрашиваемого периметра.

9. Если запрашиваемый периметр не соответствует характеристикам, изложенным в пункте 8, то он пересматривается инспекционной группой, с тем чтобы привести его в соответствие с этим положением.

10. Генеральный директор не менее чем за 12 часов до планируемого прибытия инспекционной группы в пункт въезда информирует Исполнительный совет о местоположении инспектируемого места, как это указано в пункте 7.

11. Одновременно с информированием Исполнительного совета в соответствии с пунктом 10 Генеральный директор препровождает запрос на инспекцию инспектируемому государству-участнику, включая местоположение инспектируемого места, как это указано в пункте 7. Это уведомление также включает информацию, указанную в пункте 32 части II настоящего Приложения.

12. По прибытии инспекционной группы в пункт въезда инспектируемое государство-участник информируется инспекционной группой о мандате на инспекцию.

Въезд на территорию инспектируемого государства-участника или принимающего государства

13. В соответствии с пунктами 13-18 статьи IX после получения запроса на инспекцию Генеральный директор как можно скорее направляет инспекционную группу. Инспекционная группа прибывает в пункт въезда, указанный в запросе, в возможно кратчайший срок в соответствии с положениями пунктов 10 и 11.

14. Если запрашиваемый периметр приемлем для инспектируемого государства-участника, то он определяется как окончательный периметр как можно скорее, но ни в коем случае не позднее чем через 24 часа после прибытия инспекционной группы в пункт въезда. Инспектируемое государство-участник доставляет инспекционную группу к окончательному периметру места инспекции. Если инспектируемое государство-участник считает это необходимым, то такая доставка может начинаться не более чем за 12 часов до истечения срока, установленного в настоящем пункте для определения окончательного периметра. Доставка в любом случае завершается не позднее чем через 36 часов после прибытия инспекционной группы в пункт въезда.

15. Ко всем объявленным объектам применяются процедуры, изложенные в пунктах a) и b). (Для целей настоящей части "объявленный объект" означает все объекты, объявляемые согласно статьям III, IV и V. Что касается статьи VI, то "объявленный объект" означает только объекты, объявляемые согласно части VI настоящего Приложения, а также объявляемые предприятия, указываемые в объявлениях согласно пунктам 7 и 10 c) части VII и пунктам 7 и 10 c) части VIII настоящего Приложения.)

a) Если запрашиваемый периметр укладывается в объявленный периметр или соответствует ему, то объявленный периметр считается окончательным периметром. Однако при наличии согласия инспектируемого государства-участника окончательный периметр может быть уменьшен, с тем чтобы привести его в соответствие с периметром, запрашиваемым запрашивающим государством-участником.

b) Инспектируемое государство-участник доставляет инспекционную группу к окончательному периметру в кратчайшие практически возможные сроки, но в

любом случае оно обеспечивает ее прибытие к периметру не позднее чем через 24 часа после прибытия инспекционной группы в пункт въезда.

Альтернативное определение окончательного периметра

16. В пункте въезда, если инспектируемое государство-участник не может принять запрашиваемый периметр, оно предлагает альтернативный периметр как можно скорее, но в любом случае не позднее чем через 24 часа после прибытия инспекционной группы в пункт въезда. В случае разногласий инспектируемое государство-участник и инспекционная группа вступают в переговоры с целью достижения согласия об окончательном периметре.

17. Альтернативный периметр должен быть установлен как можно более конкретно в соответствии с пунктом 8. Он включает весь запрашиваемый периметр и, как правило, должен быть тесно связан с последним, учитывая естественный рельеф местности и искусственные границы. Обычно он должен проходить вблизи окружающего защитного ограждения, если такое ограждение существует. Инспектируемому государству-участнику следует стремиться к установлению такой взаимосвязи между периметрами путем сочетания, по крайней мере, двух из следующих способов:

a) альтернативный периметр, который не охватывает территорию, значительно превышающую территорию запрашиваемого периметра;

b) альтернативный периметр, который находится на небольшом одинаковом удалении от запрашиваемого периметра;

c) по крайней мере, часть запрашиваемого периметра видна с территории альтернативного периметра.

18. Если альтернативный периметр приемлем для инспекционной группы, то он становится окончательным периметром, и инспекционная группа доставляется из пункта въезда к этому периметру. Если инспектируемое государство-участник считает это необходимым, то такая доставка может начинаться не более чем за 12 часов до истечения срока, установленного в пункте 16 для предложения альтернативного периметра. Доставка в любом случае завершается не позднее чем через 36 часов после прибытия инспекционной группы в пункт въезда.

19. Если окончательный периметр не согласован, то переговоры по периметру завершаются как можно скорее, но они ни в коем случае не продолжаются более 24 часов после прибытия инспекционной группы в пункт въезда. Если согласие не достигнуто, то инспектируемое государство-участник доставляет инспекционную группу к месту у альтернативного периметра. Если инспектируемое государство-участник считает это необходимым, то такая доставка может начинаться не более чем за 12 часов до истечения срока, установленного в пункте 16 для предложения альтернативного периметра. Доставка в любом случае завершается не позднее чем через 36 часов после прибытия инспекционной группы в пункт въезда.

20. По прибытии на место инспектируемое государство-участник предоставляет инспекционной группе незамедлительный доступ к альтернативному периметру, с тем чтобы облегчить проведение переговоров и достижение согласия по окончательному периметру и доступ в пределах окончательного периметра.

21. Если согласие не достигнуто в течение 72 часов после прибытия инспекционной группы на место, то альтернативный периметр устанавливается в качестве окончательного периметра.

Проверка места

22. С тем чтобы облегчить установление соответствия места инспекции, в которое доставлена инспекционная группа, месту инспекции, которое указано запрашивающим государством-участником, инспекционная группа имеет право использовать утвержденное оборудование определения местонахождения, а также имеет право на установку такого оборудования в соответствии с ее указаниями. Инспекционная группа может проверить свое местонахождение путем сверки с местными ориентирами, определенными по картам. Инспектируемое государство-участник помогает членам группы в осуществлении этой задачи.

Блокирование места, наблюдение за выездом

23. Не позднее чем через 12 часов после прибытия инспекционной группы в пункт въезда инспектируемое государство-участник приступает к сбору фактологической информации обо всей деятельности по выезду транспорта из всех пунктов выезда всех сухопутных, воздушных и водных транспортных средств из запрашиваемого периметра. Оно представляет эту информацию инспекционной группе по ее прибытии к альтернативному или окончательному периметру, в зависимости от того, что произойдет в первую очередь.

24. Эта обязанность может выполняться посредством сбора фактологической информации в виде путевых листов, фотографий, видеозаписей или данных, полученных при помощи химико-индикационного оборудования, предоставляемого инспекционной группой для наблюдения за такой деятельностью по выезду. В качестве альтернативы инспектируемое государство-участник также может в порядке выполнения такой обязанности разрешить одному или нескольким членам инспекционной группы самостоятельно вести путевые листы, производить фотосъемки, делать видеозаписи выезжающих транспортных средств или использовать химико-индикационное оборудование и осуществлять другую деятельность, которая может быть согласована между инспектируемым государством-участником и инспекционной группой.

25. По прибытии инспекционной группы к альтернативному периметру или окончательному периметру, в зависимости от того, что произойдет в первую очередь, начинается блокирование места, которое означает осуществление инспекционной группой процедур по наблюдению за выездом.

26. Такие процедуры включают: определение выездов транспорта, заполнение путевых листов, фотографирование и осуществление инспекционной группой видеозаписей выездов транспорта и выезжающих транспортных средств. Инспекционная группа имеет право посещать, в сопровождении, любую другую часть периметра для проверки отсутствия другой деятельности по выезду.

27. Дополнительные процедуры для деятельности по наблюдению за выездом, согласуемые инспекционной группой и инспектируемым государством-участником, могут включать, среди прочего, следующее:

a) использование датчиков;

b) произвольно-селективный доступ;

c) анализ проб.

28. Вся деятельность по блокированию места и наблюдению за выездом осуществляется в пределах полосы вдоль внешней стороны периметра шириной до 50 метров, измеряемой с внешней стороны.

29. Инспекционная группа имеет право на основе регулируемого доступа инспектировать транспортные средства, выезжающие с территории места. Инспектируемое государство-участник предпринимает все разумные усилия к тому, чтобы продемонстрировать инспекционной группе, что любое транспортное средство, подлежащее инспекции, к которому инспекционной группе не предоставляется полного доступа, не используется для целей, связанных с озабоченностями относительно возможного несоблюдения, указанными в запросе на инспекцию.

30. Персонал и транспортные средства, въезжающие на территорию места, а также персонал и индивидуальные пассажирские транспортные средства, выезжающие с территории места, не подлежат инспекции.

31. Применение вышеизложенных процедур может продолжаться в течение инспекции, однако оно не может необоснованно затруднять или задерживать нормальное функционирование объекта.

Предынспекционный инструктаж и план инспекции

32. Для облегчения разработки плана инспекции инспектируемое государство-участник, прежде чем предоставить доступ, осуществляет инструктаж инспекционной группы по технике безопасности и материально-техническому обеспечению.

33. Предынспекционный инструктаж проводится в соответствии с пунктом 37 части II настоящего Приложения. В ходе предынспекционного инструктажа инспектируемое государство-участник может указать инспекционной группе оборудование, документацию или участки, которые оно считает чувствительными и не имеющими отношения к цели инспекции по запросу. Кроме того, персонал, несущий ответственность за место, инструктирует группу о пространственной планировке и других соответствующих характеристиках места. Инспекционной группе предоставляется масштабная карта или схема, отражающая все сооружения и важные географические особенности места. Инспекционная группа также информируется о наличии персонала объекта и учетной документации.

34. После предынспекционного инструктажа инспекционная группа на основе имеющейся в ее распоряжении соответствующей информации готовит первоначальный план инспекции с указанием деятельности, подлежащей осуществлению инспекционной группой, включая конкретные участки места, к которым желательно получить доступ. В плане инспекции также указывается, будет ли инспекционная группа разбита на подгруппы. План инспекции предоставляется представителям инспектируемого государства-участника и места инспекции. Его реализация соответствует положениям раздела С, включая положения, касающиеся доступа и деятельности.

Деятельность по периметру

35. По прибытии инспекционной группы к окончательному или альтернативному периметру, в зависимости от того, что произойдет в первую очередь, группа имеет право незамедлительно начать деятельность по периметру в соответствии с процедурами, изложенными в настоящем разделе, и продолжать эту деятельность до завершения инспекции по запросу.

36. При проведении деятельности по периметру инспекционная группа имеет право:

a) использовать контрольные приборы в соответствии с пунктами 27-30 части II настоящего Приложения;

b) брать смывы, пробы воздуха, почвы или стоков; и

c) осуществлять любую дополнительную деятельность, которая может быть согласована между инспекционной группой и инспектируемым государством-участником.

37. Деятельность инспекционной группы по периметру может осуществляться в пределах полосы вдоль внешней стороны периметра шириной до 50 метров, измеряемой с внешней стороны периметра. При наличии согласия инспектируемого государства-участника инспекционная группа также может получить доступ к любому зданию или сооружению в пределах полосы периметра. Все средства дистанционного контроля ориентируются внутрь. Применительно к объявляемым объектам такая полоса, по усмотрению инспектируемого государства-участника, может проходить внутри, снаружи или по обе стороны объявленного периметра.

C. ПРОВЕДЕНИЕ ИНСПЕКЦИЙ

Общие правила

38. Инспектируемое государство-участник предоставляет доступ в пределах запрашиваемого периметра, а также, если они отличаются, окончательного периметра. Степень и характер доступа к конкретному месту или местам в пределах этих периметров согласуются между инспекционной группой и инспектируемым государством-участником на основе регулируемого доступа.

39. Инспектируемое государство-участник предоставляет доступ в пределах запрашиваемого периметра как можно скорее, но в любом случае не позднее чем через 108 часов после прибытия инспекционной группы в пункт въезда, с целью прояснения указанной в запросе на инспекцию озабоченности относительно возможного несоблюдения Конвенции.

40. По просьбе инспекционной группы инспектируемое государство-участник может предоставить воздушный доступ к месту инспекции.

41. При удовлетворении требования о предоставлении доступа в соответствии с положениями пункта 3B, инспектируемое государство-участник обязано допускать наибольшую степень доступа с учетом любых конституционных обязанностей, которые оно может иести в отношении прав собственности или обысков и секвестров. Инспектируемое государство-участник имеет право в рамках регулируемого доступа принимать необходимые меры для защиты национальной безопасности. Инспектируемое государство-участник не может ссылаться на положения данного пункта для сокрытия уклонения от своих обязательств не заниметься деятельностью, запрещаемой по настоящей Конвенции.

42. Если инспектируемое государство-участник предоставляет неполный доступ к местам, деятельности или информации, то оно обязано предпринимать все разумные усилия к тому, чтобы обеспечить альтернативные способы прояснения озабоченности относительно возможного несоблюдения, давшей основание для возбуждения инспекции по запросу.

43. По прибытии к окончательному периметру объектов, объявляемых согласно статьям IV, V и VI, предоставление доступа производится после предынспекционного инструктажа и обсуждения плана инспекции, которые сводятся к необходимому минимуму и в любом случае не превышают трех часов. Применительно к объектам, объявляемым согласно пункту 1 d) статьи III, проводятся переговоры и регулируемый доступ начинается не позднее чем через 12 часов после прибытия к окончательному периметру.

44. При проведении инспекции по запросу в соответствии с запросом на инспекцию инспекционная группа использует только такие методы, которые необходимы для установления достаточных, имеющих отношение к делу фактов с целью прояснения озабоченности относительно возможного несоблюдения положений

настоящей Конвенции, и воздерживается от деятельности, не имеющей к этому отношения. Она собирает и документирует такие факты, которые касаются возможного несоблюдения настоящей Конвенции инспектируемым государством-участником, но не изыскивает и не документирует информацию, которая явно не связана с этим, если ее прямо не просит об этом инспектируемое государство-участник. Любой собранный материал, который впоследствии будет сочтен не относящимся к делу, не сохраняется.

45. Инспекционная группа руководствуется принципом проведения инспекции по запросу как можно менее интрузивным образом, соответствующим цели эффективного и своевременного выполнения ее задачи. Всякий раз, когда это возможно, она начинает с наименее интрузивных процедур, какие она считает приемлемыми, и переходит к более интрузивным процедурам только в том случае, если она сочтет это необходимым.

Регулируемый доступ

46. Инспекционная группа учитывает предлагаемые изменения плана инспекции и предложения, которые могут быть внесены инспектируемым государством-участником на любом этапе инспекции, включая предынспекционный инструктаж, для обеспечения защиты чувствительного оборудования, информации или районов, не связанных с химическим оружием.

47. Инспектируемое государство-участник указывает пункты въезда/выезда на периметре, подлежащие использованию для доступа. Инспекционная группа и инспектируемое государство-участник проводит переговоры относительно следующего: степень доступа к любому конкретному месту или местам в пределах окончательного и запрашиваемого периметров, как это предусмотрено в пункте 48; конкретная инспекционная деятельность, включая отбор проб, подлежащая проведению инспекционной группой; проведение конкретной деятельности инспектируемым государством-участником; и предоставление конкретной информации инспектируемым государством-участником.

48. Согласно соответствующим положениям Приложения по конфиденциальности, инспектируемое государство-участник имеет право принимать меры для защиты чувствительных установок и предотвращения разглашения конфиденциальных сведений и данных, не имеющих отношения к химическому оружию. Такие меры могут включать, среди прочего, следующее:

a) вынос чувствительных документов из служебных помещений;

b) зачехление чувствительных дисплеев, имущества и оборудования;

c) зачехление чувствительных элементов оборудования, таких, как компьютерные или электронные системы;

d) блокирование компьютерных систем и выключение индикаторных устройств;

e) ограничение анализа проб установлением наличия или отсутствия химикатов, перечисленных в списках 1, 2 и 3, или соответствующих продуктов распада;

f) использование методов произвольно-селективного доступа, при котором инспекторам предлагается по своему усмотрению выбрать на предмет инспекции определенную процентную долю или число зданий; этот же принцип может использоваться в отношении внутренней части и содержимого чувствительных зданий;

g) предоставление в исключительных случаях доступа к определенным участкам места инспекции лишь отдельным инспекторам.

49. Инспектируемое государство-участник предпринимает все разумные усилия к тому, чтобы продемонстрировать инспекционной группе, что любые предмет, здание, сооружение, контейнер или транспортное средство, к которым инспекционная группа не имела полного доступа или которые были защищены в соответствии с пунктом 48, не используются для целей, связанных с изложенными в запросе на инспекцию озабоченностями относительно возможного несоблюдения.

50. Это может делаться, среди прочего, путем частичного снятия чехла или покрытия для защиты от воздействия атмосферных явлений, по усмотрению инспектируемого государства-участника, путем визуального осмотра внутренней части замкнутого пространства от входа в него или другими способами.

51. В случае объектов, объявляемых согласно статьям IV, V и VI, применяется следующее:

a) применительно к объектам, по которым имеются соглашения по объекту, доступ и деятельность в пределах окончательного периметра осуществляются беспрепятственно в рамках границ, определенных соглашениями;

b) применительно к объектам, по которым нет соглашений по объекту, переговоры относительно доступа и деятельности регулируются применимыми общими основными принципами в отношении инспекций, установленными по настоящей Конвенции;

c) доступ, выходящий за рамки доступа, предоставляемого в отношении инспекций согласно статьям IV, V и VI, регулируется в соответствии с процедурами, изложенными в настоящем разделе.

52. В случае объектов, объявляемых согласно пункту 1 d) статьи III, применяется следующее: если инспектируемое государство-участник, используя процедуры, изложенные в пунктах 47 и 48, не предоставляет полного доступа к участкам или сооружениям, не связанным с химическим оружием, то оно предпринимает все разумные усилия к тому, чтобы продемонстрировать инспекционной группе, что такие участки или сооружения не используются для целей, связанных с изложенными в запросе на инспекцию озабоченностями относительно возможного несоблюдения.

Наблюдатель

53. В соответствии с положениями пункта 12 статьи IX относительно участия наблюдателя в инспекции по запросу запрашивающее государство-участник связывается с Техническим секретариатом для координации прибытия наблюдателя в тот же пункт въезда, что и инспекционная группа, в пределах разумного срока прибытия инспекционной группы.

54. Наблюдатель имеет право в течение всего периода инспекции поддерживать связь с посольством запрашивающего государства-участника, находящимся в инспектируемом государстве-участнике или в принимающем государстве, или, в случае отсутствия посольства, с самим запрашивающим государством-участником. Инспектируемое государство-участник предоставляет наблюдателю средства связи.

55. Наблюдатель имеет право прибыть к альтернативному или окончательному периметру места инспекции, в зависимости от того, куда инспекционная группа прибудет в первую очередь, и получить доступ к месту инспекции, предоставляемый инспектируемым государством-участником. Наблюдатель имеет право давать инспекционной группе рекомендации, которые группа учитывает в той мере, в какой она сочтет это целесообразным. На протяжении всей инспекции инспекционная группа информирует наблюдателя о проведении инспекции и ее выводах.

56. На протяжении всего периода пребывания в стране инспектируемое государство-участник предоставляет или обеспечивает наблюдателю необходимые услуги, такие, как средства связи, устный перевод, транспорт, рабочие и жилые помещения, питание и медицинское обслуживание. Все расходы по пребыванию наблюдателя на территории инспектируемого государства-участника или принимающего государства несет запрашивающее государство-участник.

Продолжительность инспекции

57. Период инспекции не превышает 84 часов, если он не продлевается по договоренности с инспектируемым государством-участником.

D. ПОСЛЕИНСПЕКЦИОННАЯ ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ

Отъезд

58. По завершении послеинспекционных процедур на месте инспекции инспекционная группа и наблюдатель запрашивающего государства-участника незамедлительно направляются в пункт въезда, а затем покидают территорию инспектируемого государства-участника в возможно кратчайший срок.

Доклады

59. Доклад об инспекции в общем плане резюмирует деятельность, проведенную инспекционной группой, и фактологические выводы инспекционной группы, в особенности в отношении озабоченностей относительно возможного несоблюдения настоящей Конвенции, указанных в запросе на инспекцию по запросу, и ограничивается информацией, имеющей прямое отношение к настоящей Конвенции. Он также включает оценку инспекционной группой степени и характера предоставленного инспекторам доступа и содействия, а также той степени, в какой это позволило ей выполнить свой мандат. Подробная информация, касающаяся озабоченностей относительно возможного несоблюдения настоящей Конвенции, указанных в запросе на инспекцию по запросу, представляется в качестве добавления к окончательному докладу и сохраняется в Техническом секретариате с соблюдением надлежащих мер по защите чувствительной информации.

60. Не позднее чем через 72 часа после ее возвращения к своему основному месту работы инспекционная группа представляет Генеральному директору предварительный доклад об инспекции, приняв во внимание, среди прочего, пункт 17 Приложения по конфиденциальности. Генеральный директор незамедлительно препровождает предварительный доклад об инспекции запрашивающему государству-участнику, инспектируемому государству-участнику и Исполнительному совету.

61. Проект окончательного доклада представляется инспектируемому государству-участнику не позднее чем через 20 дней после завершения инспекции по запросу. Инспектируемое государство-участник имеет право выявлять любую информацию и данные, не имеющие отношения к химическому оружию, которые, в силу их конфиденциальности, не должны, по его мнению, циркулировать за рамками Технического секретариата. Технический секретариат рассматривает предложения инспектируемого государства-участника о внесении изменений в проект окончательного доклада об инспекции и по своему усмотрению всякий раз, когда это возможно, принимает их. Затем окончательный доклад не позднее чем через 30 дней после завершения инспекции по запросу представляется Генеральному директору для дальнейшего распространения и рассмотрения в соответствии с пунктами 21-25 статьи IX.

ЧАСТЬ XI

РАССЛЕДОВАНИЯ В СЛУЧАЯХ ПРЕДПОЛАГАЕМОГО ПРИМЕНЕНИЯ ХИМИЧЕСКОГО ОРУЖИЯ

A. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

1. Расследования предполагаемого применения химического оружия или предполагаемого применения химических средств борьбы с беспорядками в качестве способа ведения войны, возбуждаемые согласно статьям IX или X, осуществляются в соответствии с настоящим Приложением и подробными процедурами, которые будут установлены Генеральным директором.

2. Конкретные процедуры, необходимые в случаях предполагаемого применения химического оружия, регулируются следующими дополнительными положениями.

B. ПРЕДИНСПЕКЦИОННАЯ ДЕЯТЕЛЬНОСТЬ

Запрос на расследование

3. Запрос на расследование предполагаемого применения химического оружия, представляемый Генеральному директору, должен, по мере возможности, включать следующую информацию:

a) государство-участник, на территории которого предположительно имело место применение химического оружия;

b) пункт въезда или другие предлагаемые безопасные пути доступа;

c) местонахождение и характеристики районов, где предположительно имело место применение химического оружия;

d) время предположительного применения химического оружия;

e) типы предположительно применявшегося химического оружия;

f) масштабы предполагаемого применения;

g) характеристики возможных токсичных химикатов;

h) последствия для людей, животных и растительности;

i) запрос на конкретную помощь, если это применимо.

4. Государство-участник, ходатайствующее о расследовании, может в любое время представить любую дополнительную информацию, которую оно считает необходимой.

Уведомление

5. Генеральный директор незамедлительно подтверждает запрашивающему государству-участнику получение его запроса и информирует Исполнительный совет и все государства-участники.

6. В соответствующих случаях Генеральный директор уведомляет государство-участник, в отношении территории которого был представлен запрос на проведение расследования. Генеральный директор также уведомляет другие государства-участники, если при проведении расследования может потребоваться доступ на их территории.

Назначение инспекционной группы

7. Генеральный директор готовит список квалифицированных экспертов, специальная квалификация которых в конкретной области может потребоваться при проведении расследования предполагаемого применения химического оружия, и постоянно обновляет этот список. Этот список в письменном виде представляется каждому государству-участнику не позднее чем через 30 дней после вступления в силу настоящей Конвенции и после каждого изменения этого списка. Любой квалифицированный эксперт, включенный в этот список, считается назначенным, если не позднее чем через 30 дней после получения этого списка государство-участник письменно не заявит о своем несогласии.

8. Генеральный директор выбирает руководителя и членов инспекционной группы из числа инспекторов и помощников инспекторов, уже назначенных для проведения инспекций по запросу, с учетом обстоятельств и специфики конкретного запроса. Кроме того, члены инспекционной группы могут выбираться из списка квалифицированных экспертов, когда, по мнению Генерального директора, для надлежащего проведения конкретного расследования требуется квалификация, которой не обладают уже назначенные инспекторы.

9. При проведении инструктажа инспекционной группы Генеральный директор использует любую дополнительную информацию, представленную запрашивающим государством-участником или любыми другими источниками, для обеспечения наиболее эффективного и быстрого проведения инспекции.

Отправка инспекционной группы

10. Сразу же по получении запроса на расследование предполагаемого применения химического оружия Генеральный директор посредством контактов с соответствующими государствами-участниками запрашивает и утверждает мероприятия по безопасному приему группы.

11. Генеральный директор отправляет группу как можно скорее, принимая во внимание безопасность группы.

12. Если инспекционная группа не отправлена в течение 24 часов с момента получения запроса, Генеральный директор информирует Исполнительный совет и заинтересованные государства-участники о причинах задержки.

Инструктажи

13. Инспекционная группа имеет право на получение инструктажей со стороны представителей инспектируемого государства-участника по прибытии и в любое время в ходе инспекции.

14. До начала инспекции инспекционная группа готовит план инспекции, который должен служить, среди прочего, в качестве основы для организации материально-технического обеспечения и обеспечения техники безопасности. План инспекции обновляется по мере необходимости.

C. ПРОВЕДЕНИЕ ИНСПЕКЦИЙ

Доступ

15. Инспекционная группа имеет право доступа к любым и всем районам, которые могли быть затронуты предполагаемым применением химического оружия. Она также имеет право доступа в больницы, лагеря беженцев и другие места, которые, по ее мнению, имеют отношение к эффективному расследованию предполагаемого применения химического оружия. В отношении такого доступа инспекционная

группа консультируется с инспектируемым государством-участником.

Отбор проб

16. Инспекционная группа имеет право отбирать пробы тех видов и в таких количествах, какие она считает необходимыми. Если инспекционная группа считает это необходимым и представляет соответствующий запрос, то инспектируемое государство-участник оказывает помощь в отборе проб под наблюдением инспекторов или помощников инспекторов. Инспектируемое государство-участник также дает разрешение на отбор соответствующих контрольных проб из районов, прилегающих к месту предполагаемого применения, и из иных районов по просьбе инспекционной группы и оказывает ей в этом свое содействие.

17. К числу проб, имеющих важное значение при расследовании предполагаемого применения, относятся пробы токсичных химикатов, боеприпасов и устройств, остатков боеприпасов и устройств, экологические пробы (пробы воздуха, почвы, растительности, воды, снега и т.д.) и биомедицинские пробы, источником которых являются люди или животные (пробы крови, мочи, кала, тканей и т.д.).

18. Если отбор дубликатов проб невозможен и анализ проводится в лабораториях за пределами объекта, то любые оставшиеся пробы, по соответствующей просьбе, возвращаются инспектируемому государству-участнику после завершения анализа.

Расширение места инспекции

19. Если в ходе инспекции инспекционная группа сочтет необходимым распространить расследование на соседнее государство-участник, то Генеральный директор уведомляет это государство-участник о необходимости доступа на его территорию и запрашивает и утверждает мероприятия по безопасному приему группы.

Увеличение продолжительности инспекции

20. Если инспекционная группа считает, что безопасный доступ к конкретному району, имеющему значение для расследования, является невозможным, то запрашивающее государство-участник незамедлительно информируется об этом. При необходимости период инспекции продлевается до тех пор, пока не будет обеспечен безопасный доступ и пока инспекционная группа не завершит свою задачу.

Опросы

21. Инспекционная группа имеет право опрашивать и обследовать лиц, которые могли пострадать в результате предполагаемого применения химического оружия. Она также имеет право опрашивать очевидцев предполагаемого применения химического оружия, а также медицинский персонал и иных лиц, проводивших лечение лиц, которые могли пострадать в результате предполагаемого применения химического оружия, или вступавших в контакт с такими лицами. Инспекционная группа получает доступ к историям болезни, при наличии таковых, и получает разрешение принимать участие, в соответствующих случаях, во вскрытиях трупов лиц, которые могли пострадать в результате предполагаемого применения химического оружия.

D. ДОКЛАДЫ

Процедуры

22. Не позднее чем через 24 часа после прибытия на территорию инспектируемого государства-участника инспекционная группа направляет Генеральному директору

доклад о положении дел. Впоследствии на протяжении всего расследования она, по мере необходимости, направляет доклады о ходе работы.

23. Не позднее чем через 72 часа после ее возвращения к своему основному месту работы инспекционная группа представляет Генеральному директору предварительный доклад. Окончательный доклад представляется Генеральному директору не позднее чем через 30 дней после ее возвращения к своему основному месту работы. Генеральный директор незамедлительно препровождает предварительный и окончательный доклады Исполнительному совету и всем государотвам-участникам.

Содержание

24. В докладе о положении дел упазывается любая экстреиная необходимость в помощи и приводится любая другая соответствующая информация. В докладах о ходе работы указывается любая дальнейшая иеобходимость в помощи, которая может быть установлена в ходе расследования.

25. В окончательном докладе резюмируются фактологические выводы инспекции, особенио в отношении предполагаемого примеиения, упомянутого в запросе. Кроме того, доклад о расследовании предполагаемого применеиия включает описание процесса расследования, прослеживающее различные его этапы, с особым указанием:

a) мест и времени отбора проб и проведения анализов на месте; и

b) подтверждающих свидетельств, таких, как записи опросов, результаты медицинских обследований и иаучных анализов, а также документы, изученные инспекционной группой.

26. Если в ходе расследования инспекционная группа собирает, среди прочего, путем идеитификации любых примесей или других веществ в ходе лабораторного анализа отобранных проб, любую информацию, которая могла бы способствовать установлению источника применявшегося химического оружия, то эта информация включается в доклад.

B. ГОСУДАРСТВА, НЕ ЯВЛЯЮЩИЕСЯ УЧАСТНИКАМИ НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ

27. В случае предполагаемого применения химического оружия, к которому причастно государство, ие являющееся участником настоящей Конвенции, или которое имеет место на территории, не контролируемой государством-участником, Организация тесно сотрудничает с Генеральным секретарем Организации Объединенных Наций. По соответствующей просьбе Организация предоставляет свои ресурсы в распоряжение Генерального секретаря Организации Объединенных Наций.

ПРИЛОЖЕНИЕ ПО ЗАЩИТЕ КОНФИДЕНЦИАЛЬНОЙ ИНФОРМАЦИИ ("ПРИЛОЖЕНИЕ ПО КОНФИДЕНЦИАЛЬНОСТИ")

Содержание

		Стр.
A.	Общие принципы обращения с конфиденциальной информацией	164
B.	Набор и поведение персонала Технического секретариата	166
C.	Меры по защите чувствительных установок и предотвращению разглашения конфиденциальных данных в ходе деятельности по проверке на месте	167
D.	Процедуры в случае нарушений или предполагаемых нарушений конфиденциальности	167

A. ОБЩИЕ ПРИНЦИПЫ ОБРАЩЕНИЯ С КОНФИДЕНЦИАЛЬНОЙ ИНФОРМАЦИЕЙ

1. Обязательство защищать конфиденциальную информацию относится к проверке как гражданских, так и военных видов деятельности и объектов. Согласно общим обязательствам, изложенным в статье VIII, Организация:

a) запрашивает лишь минимальный объем сведений и данных, которые необходимы для своевременного и эффективного выполнения ее обязанностей по настоящей Конвенции;

b) принимает необходимые меры для обеспечения того, чтобы инспекторы и другие сотрудники Технического секретариата отвечали наивысшим критериям работоспособности, компетентности и добросовестности;

c) разрабатывает соглашения и правила для осуществления положений настоящей Конвенции и как можно точнее определяет информацию, к которой государство-участник предоставляет доступ Организации.

2. Генеральный директор несет первостепенную ответственность за обеспечение защиты конфиденциальной информации. Генеральный директор устанавливает строгий режим обращения с конфиденциальной информацией в Техническом секретарнате и при этом соблюдает следующие основные принципы:

a) информация считается конфиденциальной, если

i) она определена как таковая государством-участником, от которого получена и которого касается эта информация; или

ii) по мнению Генерального директора, есть разумные основания полагать, что ее несанкционированное разглашение может нанести ущерб государству-участнику, которого она касается, или механизмам осуществления настоящей Конвенции;

b) все данные и документы, получаемые Техническим секретариатом, оцениваются соответствующим подразделением Технического секретариата, с тем чтобы установить, содержат ли они конфиденциальную информацию. Данные, требуемые государствами-участниками для того, чтобы иметь уверенность в неуклонном соблюдении настоящей Конвенции другими государствами-участниками, представляются им в обычном порядке. Такие данные включают:

i) первоначальные и ежегодные доклады и объявления, представляемые государствами-участниками согласно статьям III, IV, V и VI, в соответствии с положениями, изложенными в Приложении по проверке;

ii) общие доклады о результатах и эффективности деятельности по проверке; и

iii) информацию, предоставляемую всем государствам-участникам в соответствии с положениями настоящей Конвенции;

c) никакая информация, полученная Организацией в связи с осуществлением настоящей Конвенции, не публикуется и не разглашается иным способом, за исключением следующего:

i) общая информация об осуществлении настоящей Конвенции может компилироваться и широко оглашаться в соответствии с решениями Конференции или Исполнительного совета;

ii) любая информация может быть оглашена с прямого согласия государства-участника, которого эта информация касается;

iii) информация, которая классифицируется как конфиденциальная, оглашается Организацией только на основе процедур, обеспечивающих, чтобы такое оглашение информации имело место лишь в строгом соответствии с потребностями настоящей Конвенции. Такие процедуры рассматриваются и одобряются Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII;

d) уровень чувствительности конфиденциальных данных или документов устанавливается на основе единообразно применяемых критериев, с тем чтобы обеспечить их соответствующий режим и защиту. С этой целью вводится система классификации, которая, с учетом соответствующей работы по подготовке настоящей Конвенции, предусматривает четкие критерии, обеспечивающие отнесение информации к соответствующей категории конфиденциальности и установление обоснованных сроков конфиденциальности информации. Обеспечивая необходимую гибкость с точки зрения ее применении, система классификации защищает права государств-участников, представляющих конфиденциальную информация. Система классификации рассматривается и одобряется Конференцией согласно пункту 21 i) статьи VIII;

e) конфиденциальная информация надежно хранится в помещениях Организации. Некоторые данные или документы могут также храниться в Национальном органе государства-участника. Чувствительная информация, включая, среди прочего, фотографии, планы и другие документы, необходимая только для инспекции конкретного объекта, может храниться под замком на этом объекте;

f) в максимальной мере, соответствующей эффективному осуществлению положений настоящей Конвенции о проверке, Технический секретариат обращается с информацией и хранит ее таким образом, чтобы исключить возможность непосредственной идентификации объекта, которого она касается;

g) объем конфиденциальной информации, выходящей за пределы объекта, ограничивается минимальным уровнем, необходимым для своевременного и эффективного осуществления положений настоящей Конвенции о проверке; и

h) доступ к конфиденциальной информации регулируется в соответствии с ее классификацией. Распространение конфиденциальной информации внутри Организации осуществляется строго по принципу "нужной информации".

3. Генеральный директор ежегодно представляет Конференции доклад об осуществлении режима, регулирующего обращение с конфиденциальной информацией в Техническом секретариате.

4. Каждое государство-участник обращается с информацией, которую оно получает от Организации, в соответствии с установленным для этой информации уровнем конфиденциальности. По соответствующей просьбе государство-участник представляет подробные сведения об обращении с информацией, предоставленной ему Организацией.

B. НАБОР И ПОВЕДЕНИЕ ПЕРСОНАЛА ТЕХНИЧЕСКОГО СЕКРЕТАРИАТА

5. Условия труда сотрудников должны обеспечивать соответствие доступа к конфиденциальной информации и обращения с ней процедурам, установленным Генеральным директором в соответствии с разделом A.

6. Каждый пост в Техническом секретариате регулируется официальным описанием поста, в котором указываются необходимые для этого поста рамки доступа к конфиденциальной информации, если такой доступ предусматривается.

7. Генеральный директор, инспекторы и другие сотрудники не разглашают, даже после прекращения выполнения своих функций, никаким не уполномоченным на то лицам никакую конфиденциальную информацию, ставшую им известной при исполнении своих служебных обязанностей. Они не сообщают никакому государству, организации или лицу, постороннему для Технического секретариата, никакую информацию, к которой они имеют доступ в связи с проведением ими своей деятельности в отношении любого государства-участника.

8. При выполнении своих функций инспекторы запрашивают лишь такие сведения и данные, которые необходимы для выполнения их мандата. Они никак не фиксируют случайно собранную информацию, не имеющую отношения к проверке соблюдения настоящей Конвенции.

9. Сотрудники заключают с Техническим секретариатом индивидуальные соглашения о сохранении тайны на период их службы и в течение пятилетнего срока после ее окончания.

10. Во избежание необоснованного разглашения инспекторы и сотрудники получают соответствующие наставления и напоминания о соображениях безопасности и о возможных наказаниях, которые они могут понести в случае необоснованного разглашения.

11. Не менее чем за 30 дней до предоставления сотруднику допуска к конфиденциальной информации, относящейся к деятельности на территории или в любом другом месте под юрисдикцией или контролем государства-участника, соответствующее государство-участник уведомляется о намечаемом допуске. Применительно к инспекторам то же требование распространяется на уведомление о предполагаемом назначении.

12. При оценке работы инспекторов и любых других сотрудников Технического секретариата особое внимание уделяется характеристике сотрудника с точки зрения защиты конфиденциальной информации.

C. МЕРЫ ПО ЗАЩИТЕ ЧУВСТВИТЕЛЬНЫХ УСТАНОВОК И ПРЕДОТВРАЩЕНИЮ РАЗГЛАШЕНИЯ КОНФИДЕНЦИАЛЬНЫХ ДАННЫХ В ХОДЕ ДЕЯТЕЛЬНОСТИ ПО ПРОВЕРКЕ НА МЕСТЕ

13. Государства-участники могут принимать такие меры, которые они считают необходимыми для защиты конфиденциальности, при условии соблюдения ими своих обязательств по демонстрации соблюдения согласно соответствующим статьям и Приложению по проверке. Принимая инспекцию, государство-участник может указать инспекционной группе оборудование, документацию или участки, которые оно считает чувствительными и не относящимися к цели инспекции.

14. Инспекционные группы руководствуются принципом проведения инспекций на месте как можно менее интрузивным способом, соответствующим эффективному и своевременному выполнению их задачи. Они учитывают предложения, которые могут быть представлены государством-участником, принимающим инспекцию, на любом этапе инспекции, с тем чтобы обеспечить защиту чувствительного оборудования или информации, не связанных с химическим оружием.

15. Инспекционные группы строго соблюдают положения, изложенные в соответствующих статьях и приложениях, которые регулируют проведение инспекций. Они полностью соблюдают процедуры, предназначенные для защиты чувствительных установок и для предотвращения разглашения конфиденциальных данных.

16. При разработке мероприятий и соглашений по объекту должное внимание уделяется требованию о защите конфиденциальной информации. Соглашения об инспекционных процедурах для отдельных объектов также включают конкретные и подробные меры в отношении определения тех участков объекта, к которым инспекторам предоставляется доступ, хранения конфиденциальной информации на месте, объема инспекционных работ на согласованных участках, отбора и анализа проб, доступа к учетной документации и использования приборов и оборудования для непрерывного наблюдения.

17. В докладе, составляемом после каждой инспекции, содержатся лишь факты, относящиеся к соблюдению настоящей Конвенции. Доклад используется в соответствии с установленными Организацией правилами, регулирующими обращение с конфиденциальной информацией. В случае необходимости содержащаяся в докладе информация облекается в менее чувствительную форму, прежде чем она будет передана за пределы Технического секретариата и инспектируемого государства-участника.

D. ПРОЦЕДУРЫ В СЛУЧАЕ НАРУШЕНИЙ ИЛИ ПРЕДПОЛАГАЕМЫХ НАРУШЕНИЙ КОНФИДЕНЦИАЛЬНОСТИ

18. Генеральный директор устанавливает необходимые процедуры, которые должны применяться в случае нарушений или предполагаемых нарушений конфиденциальности, с учетом рекомендаций, подлежащих рассмотрению и утверждению Конференцией согласно пункту 21 1) статьи VIII.

19. Генеральный директор осуществляет надзор за исполнением индивидуальных соглашений о сохранении тайны. Генеральный директор незамедлительно возбуждает расследование, если, по его мнению, имеется достаточно признаков нарушения обязательств по защите конфиденциальной информации. Генеральный директор также незамедлительно возбуждает расследование, если государство-участник заявляет о нарушении конфиденциальности.

20. Генеральный директор применяет соответствующие санкции и дисциплинарные меры в отношении сотрудников, нарушивших свои обязательства по защите конфиденциальной информации. В случаях серьезных нарушений Генеральный директор может отказаться от иммунитета в отношении юрисдикции.

21. Государства-участники, по мере возможности, оказывают Генеральному директору содействие и поддержку в расследовании любого нарушения или предполагаемого нарушения конфиденциальности и в принятии соответствующих мер при установлении нарушения.

22. Организация не несет ответственности за любое нарушение конфиденциальности, совершенное сотрудниками Технического секретариата.

23. В случае нарушений, затрагивающих как государство-участник, так и Организацию, этот вопрос рассматривается "Комиссией по урегулированию споров в связи с конфиденциальностью", создаваемой в качестве вспомогательного органа Конференции. Эта Комиссия назначается Конференцией. Правила, регулирующие ее состав и процедуры работы, принимаются Конференцией на ее первой сессии.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENCIÓN SOBRE LA PROHIBICIÓN DEL DESARROLLO, LA PRODUCCIÓN, EL ALMACENAMIENTO Y EL EMPLEO DE ARMAS QUÍMICAS Y SOBRE SU DESTRUCCIÓN

PREAMBULO

Los Estados Partes en la presente Convención,

Resueltos a actuar con miras a lograr auténticos progresos hacia el desarme general y completo bajo estricto y eficaz control internacional, incluidas la prohibición y la eliminación de todos los tipos de armas de destrucción en masa,

Deseosos de contribuir a la realización de los propósitos y principios de la Carta de las Naciones Unidas,

Recordando que la Asamblea General de las Naciones Unidas ha condenado en repetidas ocasiones todas las acciones contrarias a los principios y objetivos del Protocolo relativo a la prohibición del empleo en la guerra de gases asfixiantes, tóxicos o similares y de medios bacteriológicos, firmado en Ginebra el 17 de junio de 1925 (el Protocolo de Ginebra de 1925),

Reconociendo que la presente Convención reafirma los principios y objetivos del Protocolo de Ginebra de 1925 y de la Convención sobre la prohibición del desarrollo, la producción y el almacenamiento de armas bacteriológicas (biológicas) y toxínicas y sobre su destrucción, firmada en Londres, Moscú y Wáshington el 10 de abril de 1972 así como las obligaciones contraídas en virtud de esos instrumentos,

Teniendo presente el objetivo enunciado en el artículo IX de la Convención sobre la prohibición del desarrollo, la producción y el almacenamiento de armas bacteriológicas (biológicas) y toxínicas y sobre su destrucción,

Resueltos, en bien de toda la humanidad, a excluir completamente la posibilidad de que se empleen armas químicas, mediante la aplicación de las disposiciones de la presente Convención, complementando con ello las obligaciones asumidas en virtud del Protocolo de Ginebra de 1925,

Reconociendo la prohibición, incluida en los acuerdos correspondientes y principios pertinentes de derecho internacional, del empleo de herbicidas como método de guerra,

Considerando que los logros obtenidos por la química deben utilizarse exclusivamente en beneficio de la humanidad,

Deseosos de promover el libre comercio de sustancias químicas, así como la cooperación internacional y el intercambio de información científica y técnica en la esfera de las actividades químicas para fines no prohibidos por la presente Convención, con miras a acrecentar el desarrollo económico y tecnológico de todos los Estados Partes,

Convencidos de que la prohibición completa y eficaz del desarrollo, la producción, la adquisición, el almacenamiento, la retención, la transferencia y el empleo de armas químicas y la destrucción de esas armas representan un paso necesario hacia el logro de esos objetivos comunes,

Han convenido en lo siguiente:

Artículo I

Obligaciones generales

1. Cada Estado Parte en la presente Convención se compromete, cualesquiera que sean las circunstancias, a:

a) No desarrollar, producir, adquirir de otro modo, almacenar o conservar armas químicas ni a transferir esas armas a nadie, directa o indirectamente;

b) No emplear armas químicas;

c) No iniciar preparativos militares para el empleo de armas químicas;

d) No ayudar, alentar o inducir de cualquier manera a nadie a que realice cualquier actividad prohibida a los Estados Partes por la presente Convención.

2. Cada Estado Parte se compromete a destruir las armas químicas de que tenga propiedad o posesión o que se encuentren en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control, de conformidad con las disposiciones de la presente Convención.

3. Cada Estado Parte se compromete a destruir todas las armas químicas que haya abandonado en el territorio de otro Estado Parte, de conformidad con las disposiciones de la presente Convención.

4. Cada Estado Parte se compromete a destruir toda instalación de producción de armas químicas de que tenga propiedad o posesión o que se encuentre en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control, de conformidad con las disposiciones de la presente Convención.

5. Cada Estado Parte se compromete a no emplear agentes de represión de disturbios como método de guerra.

Artículo II

Definiciones y criterios

A los efectos de la presente Convención:

1. Por "armas químicas" se entiende, conjunta o separadamente:

a) Las sustancias químicas tóxicas o sus precursores, salvo cuando se destinen a fines no prohibidos por la presente Convención, siempre que los tipos y cantidades de que se trate sean compatibles con esos fines;

b) Las municiones o dispositivos destinados de modo expreso a causar la muerte o lesiones mediante las propiedades tóxicas de las sustancias especificadas en el apartado a) que libere el empleo de esas municiones o dispositivos; o

c) Cualquier equipo destinado de modo expreso a ser utilizado directamente en relación con el empleo de las municiones o dispositivos especificados en el apartado b).

2. Por "sustancia química tóxica" se entiende:

Toda sustancia química que, por su acción química sobre los procesos vitales, pueda causar la muerte, la incapacidad temporal o lesiones permanentes a seres humanos o animales. Quedan incluidas todas las sustancias químicas de esa clase, cualquiera que sea su origen o método de producción y ya sea que se produzcan en instalaciones, como municiones o de otro modo.

(A los efectos de la aplicación de la presente Convención, las sustancias químicas tóxicas respecto de las que se ha previsto la aplicación de medidas de verificación están enumeradas en Listas incluidas en el Anexo sobre sustancias químicas.)

3. Por "precursor" se entiende:

Cualquier reactivo químico que intervenga en cualquier fase de la producción por cualquier método de una sustancia química tóxica. Queda incluido cualquier componente clave de un sistema químico binario o de multicomponentes.

(A los efectos de la aplicación de la presente Convención, los precursores respecto de los que se ha previsto la aplicación de medidas de verificación están enumarados en Listas incluidas en el Anexo sobre sustancias químicas.)

4. Por "componente clave de sistemas químicos binarios o de multicomponentes" (denominado en lo sucesivo "componente clave") se entiende:

El precursor que desempeña la función más importante en la determinación de las propiedades tóxicas del producto final y que reacciona rápidamente con otras sustancias químicas en el sistema binario o de multicomponentes.

5. Por "antiguas armas químicas" se entiende:

a) Las armas químicas producidas antes de 1925; o

b) Las armas químicas producidas entre 1925 y 1946 que se han deteriorado en tal medida que no pueden ya emplearse como armas químicas.

6. Por "armas químicas abandonadas" se entiende:

Las armas químicas, incluidas las antiguas armas químicas, abandonadas por un Estado, después del 1° de enero de 1925, en el territorio de otro Estado sin el consentimiento de este último.

7. Por "agente de represión de disturbios" se entiende:

Cualquier sustancia química no enumerada en una Lista, que puede producir rápidamente en los seres humanos una irritación sensorial o efectos incapacitantes físicos que desaparecen en breve tiempo después de concluida la exposición al agente.

8. Por "instalación de producción de armas químicas" se entiende:

a) Todo equipo, así como cualquier edificio en que esté emplazado ese equipo, que haya sido diseñado, construido o utilizado en cualquier momento desde el 1° de enero de 1946:

i) Como parte de la etapa de la producción de sustancias químicas ("etapa tecnológica final") en la que las corrientes de materiales comprendan, cuando el equipo esté en funcionamiento:

1) Cualquier sustancia química enumerada en la Lista 1 del Anexo sobre sustancias químicas; o

2) Cualquier otra sustancia química que no tenga aplicaciones, en cantidad suparior a una tonelada al año, en el territorio de un Estado Parte o en cualquier otro lugar bajo su jurisdicción o control, para fines no prohibidos por la presente Convención, pero que pueda emplearse para fines de armas químicas; o

ii) Para la carga de armas químicas, incluidas, entre otras cosas, la carga de sustancias químicas enumeradas en la Lista 1 en municiones, dispositivos o contenedores de almacenamiento a granel; la carga de sustancias químicas en contenedores que formen parte de municiones y dispositivos binarios montados o en submuniciones químicas que formen parte de municiones y dispositivos unitarios montados; y la carga de los contenedores y submuniciones químicas en las municiones y dispositivos respectivos;

b) No se entiende incluida:

i) Ninguna instalación cuya capacidad de producción para la síntesis de las sustancias químicas especificadas en el inciso i) del apartado a) sea inferior a una tonelada;

ii) Ninguna instalación en la que se produzca una sustancia química especificada en el inciso i) del apartado a) como subproducto inevitable de actividades destinadas a fines no prohibidos por la presente Convención, siempre que esa sustancia química no rebase el 3% del producto total y que la instalación esté sometida a declaración e inspección con arreglo al Anexo sobre aplicación y verificación (denominado en lo sucesivo "Anexo sobre verificación"); ni

iii) La instalación única en pequeña escala destinada a la producción de sustancias químicas enumeradas en la Lista 1 para fines no prohibidos por la presente Convención a que se hace referencia en la parte VI del Anexo sobre verificación.

9. Por "fines no prohibidos por la presente Convención" se entiende:

a) Actividades industriales, agrícolas, de investigación, médicas, farmacéuticas o realizadas con otros fines pacíficos;

b) Fines de protección, es decir, los relacionados directamente con la protección contra sustancias químicas tóxicas y contra armas químicas;

c) Fines militares no relacionados con el empleo de armas químicas y que no dependen de las propiedades tóxicas de las sustancias químicas como método de guerra;

d) Mantenimiento del orden, incluida la represión interna de disturbios.

10. Por "capacidad de producción" se entiende:

El potencial cuantitativo anual de fabricación de una sustancia química concreta sobre la base del proceso tecnológico efectivamente utilizado o, en el caso de procesos que no sean todavía operacionales, que se tenga el propósito de utilizar en la instalación pertinente. Se considerará que equivale a la capacidad nominal o, si no se dispone de ésta, a la capacidad según diseño. La capacidad nominal es el producto total en las condiciones más favorables para que la instalación de producción produzca la cantidad máxima en una o más series de pruebas. La capacidad según diseño es el correspondiente producto total calculado teóricamente.

11. Por "Organización" se entiende la Organizacion para la Prohibición de las Armas Químicas establecida de conformidad con el artículo VIII de la presente Convención.

12. A los efectos del artículo VI:

a) Por "producción" de una sustancia química se entiende su formación mediante reacción química;

b) Por "elaboración" de una sustancia química se entiende un proceso físico, tal como la formulación, extracción y purificación, en el que la sustancia química no es convertida en otra;

c) Por "consumo" de una sustancia química se entiende su conversión mediante reacción química en otra sustancia.

Artículo III

Declaraciones

1. Cada Estado Parte presentará a la Organización, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, las declaraciones siguientes, en las que:

a) Con respecto a las armas químicas:

i) Declarará si tiene la propiedad o posesión de cualquier arma química o si se encuentra cualquier arma química en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control;

ii) Especificará el lugar exacto, cantidad total e inventario detallado de las armas químicas de que tenga propiedad o posesión o que se encuentren en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control, de conformidad con los párrafos 1 a 3 de la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación, salvo en lo que atañe a las armas químicas mencionadas en el inciso iii);

iii) Dará cuenta de cualquier arma química en su territorio de la que tenga propiedad y posesión otro Estado y se encuentre en cualquier lugar bajo la jurisdicción o control de otro Estado, de conformidad con el párrafo 4 de la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación;

iv) Declarará si ha transferido o recibido, directa o indirectamente, cualquier arma química desde el 1° de enero de 1946 y especificará la transferencia o recepción de esas armas, de conformidad con el párrafo 5 de la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación;

v) Facilitará su plan general para la destrucción de las armas químicas de que tenga propiedad o posesión o que se encuentren en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control, de conformidad con el párrafo 6 de la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación.

b) Con respecto a las antiguas armas químicas y a las armas químicas abandonadas:

i) Declarará si hay en su territorio antiguas armas químicas y proporcionará toda la información disponible, de conformidad con el párrafo 3 de la sección B de la parte IV del Anexo sobre verificación;

ii) Declarará si hay armas químicas abandonadas en su territorio y proporcionará toda la información disponible, de conformidad con el párrafo 8 de la sección B de la parte IV del Anexo sobre verificación;

iii) Declarará si ha abandonado armas químicas en el territorio de otros Estados y proporcionará toda la información disponible, de conformidad con el párrafo 10 de la sección B de la parte IV del Anexo sobre verificación;

c) Con respecto a las instalaciones de producción de armas químicas:

i) Declarará si tiene o ha tenido la propiedad o posesión de cualquier instalación de producción de armas químicas o si se encuentra o se ha encontrado en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control una instalación de esa índole en cualquier momento desde el 1° de enero de 1946;

ii) Especificará cualquier instalación de producción de armas químicas de que tenga o haya tenido propiedad o posesión o que se encuentre o se haya encontrado en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control en cualquier momento desde el 1° de enero de 1946, de conformidad con el párrafo 1 de la parte V del Anexo

sobre verificación, salvo en lo que atañe a las instalaciones mencionadas en el inciso iii);

iii) Dará cuenta de cualquier instalación de producción de armas químicas en su territorio de que otro Estado tenga o haya tenido propiedad y posesión y que se encuentre o se haya encontrado en cualquier lugar bajo la jurisdicción o control de otro Estado en cualquier momento desde el 1° de enero de 1946, de conformidad con el párrafo 2 de la parte V del Anexo sobre verificación;

iv) Declarará si ha transferido o recibido, directa o indirectamente, cualquier equipo para la producción de armas químicas desde el 1° de enero de 1946 y especificará la transferencia o recepción de ese equipo, de conformidad con los párrafos 3 a 5 de la parte V del Anexo sobre verificación;

v) Facilitará su plan general para la destrucción de cualquier instalación de producción de armas químicas de que tenga propiedad o posesión o que se encuentre en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control, de conformidad con el párrafo 6 de la parte V del Anexo sobre verificación;

vi) Especificará las medidas que han de adoptarse para clausurar cualquier instalación de producción de armas químicas de que tenga propiedad o posesión o que se encuentre en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control, de conformidad con el apartado i) del párrafo 1 de la parte V del Anexo sobre verificación;

vii) Facilitará su plan general para toda conversión transitoria de cualquier instalación de armas químicas de que tenga propiedad o posesión o que se encuentre en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control en una instalación de destrucción de armas químicas, de conformidad con el párrafo 7 de la parte V del Anexo sobre verificación;

d) Con respecto a las demás instalaciones: especificará el lugar exacto, naturaleza y ámbito general de actividades de cualquier instalación o establecimiento de que tenga propiedad o posesión o que se encuentre en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control y que haya sido diseñado, construido o utilizado principalmente, en cualquier momento desde el 1° de enero de 1946, para el desarrollo de armas químicas. En esa declaración se incluirán, entre otras cosas, los laboratorios y polígonos de ensayo y evaluación.

e) Con respecto a los agentes de represión de disturbios: especificará el nombre químico, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado, de cada una de las sustancias químicas que mantenga para fines de represión de disturbios. Esta declaración será actualizada 30 días después, a más tardar, de que se produzca cualquier cambio.

2. Las disposiciones del presente artículo y las disposiciones pertinentes de la parte IV del Anexo sobre verificación no se aplicarán, a discreción de un Estado Parte, a las armas químicas enterradas en su territorio antes del 1° de enero de 1977 y que permanezcan enterradas o que hayan sido vertidas al mar antes del 1° de enero de 1985.

Artículo IV

Armas químicas

1. Las disposiciones del presente artículo y los procedimientos detallados para su ejecución se aplicarán a todas y cada una de las armas químicas de que tenga propiedad o posesión un Estado Parte o que se encuentren en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control, excepto las antiguas armas químicas y las armas químicas abandonadas a las que se aplica la sección B de la parte IV del Anexo sobre verificación.

2. En el Anexo sobre verificación se enuncian procedimientos detallados para la ejeoución del presente artículo.

3. Todos los lugares en los que se almacenen o destruyan las armas químicas especificadas en el párrafo 1 serán objeto de verificación sistemática mediante inspección in situ y vigilancia con instrumentos in situ, de conformidad con la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación.

4. Cada Estado Parte, inmediatamente después de que haya presentado la declaración prevista en el apartado a) del párrafo 1 del artículo III, facilitará el acceso a las armas químicas especificadas en el párrafo 1 a los efectos de la verificación sistemática de la declaración mediante inspección in situ. A partir de ese momento, ningún Estado Parte retirará ninguna de esas armas, excepto para su transporte a una instalación de destrucción de armas químicas. Cada Estado Parte facilitará el aoceso a esas armas químicas a los efectos de una verificación sistemática in situ.

5. Cada Estado Parte facilitará el acceso a toda instalación de destrucción de armas químicas y a sus zonas de almacenamiento de que tenga propiedad o posesión o que se encuentren en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control, a los efectos de una verificación sistemática mediante inspección in situ y vigilancia con instrumento in situ.

6. Cada Estado Parte destruirá todas las armas químicas especificadas en el párrafo 1 de conformidad con el Anexo sobre verificación y ateniéndose al ritmo y secuencia de destrucción convenidos (denominados en lo sucesivo "orden de destrucción"). Esa destrucción comenzará dos años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte y terminará diez años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención. Nada impedirá que un Estado Parte destruya esas armas químicas a un ritmo más rápido.

7. Cada Estado Parte:

a) Presentará planes detallados para la destrucción de las armas químicas especificadas en el párrafo 1 60 días antes, a más tardar, del comienzo de cada período anual de destrucción, de conformidad con el párrafo 29 de la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación; los planes detallados abarcarán todas las existencias que hayan de destruirse en el siguiente período anual de destrucción;

b) Presentará anualmente declaraclones sobre la ejecución de sus planes para la destrucción de las armas químicas especificadas en el párrafo 1 60 días después, a más tardar, del final de cada período anual de destrucclón; y

c) Certificará, 30 días después, a más tardar, de la conclusión del proceso de destrucción, que se han destruido todas las armas químicas especificadas en el párrafo 1.

8. Si un Estado ratifica la presente Convención o se adhiere a ella después de transcurrido el período de diez años establecido para la destrucción en el párrafo 6. destruirá las armas químicas especificadas en el párrafo 1 lo antes posible. El Consejo Ejecutivo determinará el orden de destrucción y el procedimiento de verificación estricta para ese Estado Parte.

9. Toda arma química que descubra un Estado Parte tras la declaración inicial de las armas químicas será comunicada, desactivada y destruida de conformidad con la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación.

10. Cada Estado Parte, en sus operaciones de transporte, toma de muestras, almacenamiento y destrucción de armas químicas, asignará la más alta prioridad a garantizar la seguridad de las personas y la protección del medio ambiente. Cada Estado Parte realizará las operaciones de transporte, toma de muestras, almacenamiento y destrucción de armas químicas de conformidad con sus normas nacionales de seguridad y emisiones.

11. Todo Estado Parte en cuyo territorio haya armas químicas de que tenga propiedad o posesión otro Estado o que se encuentren en cualquier lugar bajo la jurisdicción o control de otro Estado se esforzará al máximo para que se retiren esas armas de su territorio un año después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención. Si esas armas no son retiradas en el plazo de un año, el Estado Parte podrá pedir a la Organización y a los demás Estados Partes que le presten asistencia en la destrucción de esas armas.

12. Cada Estado Parte se compromete a cooperar con los demás Estados Partes que soliciten información o asistencia de manera bilateral o por conducto de la Secretaría Técnica en relación con los métodos y tecnologías para la destrucción eficiente de las armas químicas en condiciones de seguridad.

13. Al realizar las actividades de verificación con arreglo al presente artículo y a la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación, la Organización estudiará medidas para evitar una duplicación innecesaria de los acuerdos bilaterales o multilaterales sobre la verificación del almacenamiento de armas químicas y su destrucción concertados entre los Estados Partes.

A tal efecto, el Consejo Ejecutivo decidirá que se limite la verificación a las medidas complementarias de las adoptadas en virtud de esos acuerdos bilaterales o multilaterales, si considera que:

a) Las disposiciones de esos acuerdos relativas a la verificación son compatibles con las disposiciones relativas a la verificación contenidas en el presente artículo y la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación;

b) La ejecución de tales acuerdos supone una garantía suficiente de cumplimiento de las disposiciones pertinentes de la presente Convención; y

c) Las partes en los acuerdos bilaterales o multilaterales mantienen a la Organización plenamente informada de sus actividades de verificación.

14. Si el Consejo Ejecutivo adopta una decisión con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 13, la Organización tendrá el derecho de vigilar la ejecución del acuerdo bilateral o multilateral.

15. Nada de lo dispuesto en los párrafos 13 y 14 afectará a la obligación de un Estado Parte de presentar declaraciones de conformidad con el artículo III, el presente artículo y la sección A de la parte IV del Anexo sobre verificación.

16. Cada Estado Parte sufragará los costos de la destrucción de las armas químicas que esté obligado a destruir. También sufragará los costos de la verificación del almacenamiento y la destrucción de esas armas químicas, a menos que el Consejo Ejecutivo decida otra cosa. Si el Consejo Ejecutivo decide limitar las medidas de verificación de la Organización con arreglo al párrafo 13, los costos de la verificación y vigilancia complementarias que realice la Organización serán satisfechos de conformidad con la escala de cuotas de las Naciones Unidas, según lo previsto en el párrafo 7 del artículo VIII.

17. Las disposiciones del presente artículo y las disposiciones pertinentes de la parte IV del Anexo sobre verificación no se aplicarán, a discreción de un Estado Parte, a las armas químicas enterradas en su territorio antes del 1° de enero de 1977 y que permanezcan enterradas o que hayan sido vertidas al mar antes del 1° de enero de 1985.

Artículo V

Instalaciones de producción de armas químicas

1. Las disposiciones del presente artículo y los procedimientos detallados para su ejecución se aplicarán a todas y cada una de las instalaciones de producción de armas químicas de que tenga propiedad o posesión un Estado Parte o que se encuentren en cualquier lugar bajo su jurisdicción o control.

2. En el Anexo sobre verificación se enuncian procedimientos detallados para la ejecución del presente artículo.

3. Todas las instalaciones de producción de armas químicas especificadas en el párrafo 1 serán objeto de verificación sistemática mediante inspección in situ y vigilancia con instrumentos in situ, de conformidad con la parte V del Anexo sobre verificación.

4. Cada Estado Parte cesará inmediatamente todas las actividades en las instalaciones de producción de armas químicas especificadas en el párrafo 1, excepto las actividades necesarias para la clausura.

5. Ningún Estado Parte construirá nuevas instalaciones de producción de armas químicas ni modificará ninguna de las instalaciones existentes a los fines de producción de armas químicas o para cualquier otra actividad prohibida por la presente Convención.

6. Cada Estado Parte, inmediatamente después de que haya presentado la declaración prevista en el apartado c) del párrafo 1 del artículo III, facilitará acceso a las instalaciones de producción de armas químicas especificadas en el párrafo 1 a los efectos de la verificación sistemática de la declaración mediante inspección in situ.

7. Cada Estado Parte:

a) Clausurará, 90 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, todas las instalaciones de producción de armas químicas especificadas en el párrafo 1, de conformidad con la parte V del Anexo sobre verificación, y notificará esa clausura; y

b) Facilitará acceso a las instalaciones de producción de armas químicas especificadas en el párrafo 1, después de su clausura, a los efectos de la verificación sistemática mediante inspección in situ y vigilancia con instrumentos in situ, a fin de asegurar que la instalación permanezca clausurada y sea destruida ulteriormente.

8. Cada Estado Parte destruirá todas las instalaciones de producción de armas químicas especificadas en el párrafo 1 y las instalaciones y equipo conexos de conformidad con el Anexo sobre verificación y ateniéndose al ritmo y secuencia de destrucción convenidos (denominados en lo sucesivo "orden de destrucción"). Esa destrucción comenzará un año después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte y terminará diez años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención. Nada impedirá que un Estado Parte destruya esas instalaciones a un ritmo más rápido.

9. Cada Estado Parte:

a) Presentará planes detallados para la destrucción de las instalaciones de destrucción de armas químicas especificadas en el párrafo 1 180 días antes, a más tardar, del comienzo de la destrucción de cada instalación;

b) Presentará anualmente declaraciones sobre la ejecución de sus planes para la destrucción de todas las instalaciones de producción de armas químicas especificadas en el párrafo 1 90 días después, a más tardar, del final de cada período anual de destrucción; y

c) Cartificará, 30 días después, a más tardar, de la conclusión del proceso de destrucción, que se han destruido todas las instalaciones de destrucción de armas químicas especificadas en el párrafo 1.

10. Si un Estado ratifica la presente Convención o se adhiere a ella después de transcurrido el período de diez años establecido para la destrucción en el párrafo 8, destruirá las instalaciones de producción de armas químicas especificadas en el párrafo 1 lo antes posible. El Consejo Ejecutivo determinará el orden de destrucción y el procedimiento de verificación estricta pera ese Estado Parte.

11. Cada Estado Parte, durante la destrucción de las instalaciones de producción de armas químicas, asignará la más alta prioridad a garantizar la seguridad de las personas y la protección del medio ambiente. Cada Estado Parte destruirá las instalaciones de producción de armas químicas de conformidad con sus normas nacionales de seguridad y emisiones.

12. Las instalaciones de producción de armas químicas especificadas en el párrafo 1 podrán ser reconvertidas provisionalmente para la destrucción de armas químicas de conformidad con los párrafos 18 a 25 de la parte V del Anexo sobre verificación. Esas instalaciones reconvertidas deberán ser deatruidas tan pronto como dejen de ser utilizadas para la destrucción de armas químicas y, en cualquier caso, diez años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención.

13. En casos excepcionales de imperiosa necesidad, un Estado Parte podrá pedir permiso a fin de utilizar una inatalación de producción de armas químicas especificada en el párrafo 1 para fines no prohibidos pcr la presente Convención. Previa recomendación del Consejo Ejecutivo, la Conferencia de los Estados Partes decidirá si apruebe o no la petición y establecerá las condiciones a que supedite su aprobeción, de conformidad con la secoión D de la parte V del Anexo sobre verificación.

14. La instalación de producción de armas químicas se convertirá de tal manera que la instalación convertida no pueda reconvertirse en una instalación de producción de armas químicas con mayor facilidad que cualquier otra instalación utilizada para fines industriales, agrícolas, de investigación, médicos, farmacéuticos u otros fines pacíficos en que no intervengan sustancias químicas enumeradas en la Lista 1.

15. Todas las instalaciones convertidas serán objeto de verificación sistemática mediante inspección in situ y vigilancia con instrumentos in situ, de conformidad con la sección D de la parte V del Anexo sobre verificación.

16. Al realizar las actividades de verificación con arreglo al presente artículo y la parte V del Anexo sobre verificación, la Organización estudiará medidas para evitar una duplicación innecesaria de los acuerdos bilaterales o multilaterales sobre la verificación de las instalaciones de producción de armas químicas y su destrucción concertados entre los Estados Partes.

A tal efecto, el Conaejo Ejecutivo decidirá que se limite la verificación a las medidas complementarias de las adoptadas en virtud de esos acuerdos bilaterales o multilaterales, si considera que:

a) Las disposiciones de esos acuerdos relativas a la verificación son compatibles con las disposiciones relativas a la verificación contenidas en el presente artículo y la parte V del Anexo sobre verificación;

b) La ejecución de tales acuerdos supone una garantía suficiente de cumplimiento de las disposiciones pertinentes de la presente Convención; y

c) Las partes en los acuerdos bilaterales o multilaterales mantienen a la Organización plenamente informada de sus actividades de verificación.

17. Si el Consejo Ejecutivo adopta una decisión con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 16, la Organización tendrá el derecho de vigilar la ejecución del acuerdo bilateral o multilateral.

18. Nada de lo dispuesto en los párrafos 16 y 17 afectará a la obligación de un Estado Parte de presentar declaraciones de conformidad con el artículo III, el presente artículo y la parte V del Anexo sobre verificación.

19. Cada Estado Parte sufragará los costos de la destrucción de las instalaciones de producción de las armas químicas que esté obligado a destruir. También sufragará los costos de la verificación con arreglo al presente artículo, a menos que el Consejo Ejecutivo decida otra cosa. Si el Consejo Ejecutivo decide limitar las medidas de verificación de la Organización con arreglo al párrafo 16, los costos de la verificación y vigilancia complementarias que realice la Organización serán satisfechos de conformidad con la escala de cuotas de las Naciones Unidas, según lo previsto en el párrafo 7 del artículo VIII.

Artículo VI

Actividades no prohibidas por la presente Convención

1. Cada Estado Parte tiene el derecho, con sujeción a lo dispuesto en la presente Convención, a desarrollar, producir, adquirir de otro modo, conservar, transferir y emplear sustancias químicas tóxicas y sus precursores para fines no prohibidos por la presente Convención.

2. Cada Estado Parte adoptará las medidas necesarias para garantizar que las sustancias químicas tóxicas y sus precursores solamente sean desarrollados, producidos, adquiridos de otro modo, conservados, transferidos o empleados, en su territorio o en cualquier otro lugar bajo su jurisdicción o control, para fines no prohibidos por la presente Convención. A tal efecto, y para verificar que las actividades son acordes con las obligaciones establecidas en la presente Convención, cada Estado Parte someterá a las medidas de verificación previstas en el Anexo sobre verificación las sustancias químicas tóxicas y sus precursores enumerados en las Listas 1, 2 y 3 del Anexo sobre sustancias químicas, así como las instalaciones relacionadas con esas sustancias y las demás instalaciones especificadas en el Anexo sobre verificación que se encuentren en su territorio o en cualquier otro lugar bajo su jurisdicción o control.

3. Cada Estado Parte someterá las sustancias químicas enumeradas en la Lista 1 (denominadas en lo sucesivo "sustancias químicas de la Lista 1") a las prohibiciones relativas a la producción, adquisición, conservación, transferencia y empleo que se especifican en la parte VI del Anexo sobre verificación. Someterá las sustancias químicas de la Lista 1 y las instalaciones especificadas en la parte VI del Anexo sobre verificación a verificación sistemática mediante inspección in situ y vigilancia con instrumentos in situ, de conformidad con esa parte del Anexo sobre verificación.

4. Cada Estado Parte someterá las sustancias químicas enumeradas en la Lista 2 (denominadas en lo sucesivo "sustancias químicas de la Lista 2") y las instalaciones especificadas en la parte VII del Anexo sobre verificación a vigilancia de datos y verificación in situ, de conformidad con esa parte del Anexo sobre verificación.

5. Cada Estado Parte sometará las sustancias químicas enumeradas en la Lista 3 (denominadas en lo sucesivo "sustancias químicas de la Lista 3") y las instalaciones especificadas en la parte VIII del Anexo sobre verificación a vigilancia de datos y verificación in situ, de conformidad con esa parte del Anexo sobre verificación.

6. Cada Estado Parte someterá las instalaciones especificadas en la parte IX del Anexo sobre verificación a vigilancia de datos y eventual verificación in situ, de conformidad con esa parte del Anexo sobre verificación, salvo que la Conferencia de los Estados Partes decida otra cosa con arreglo al párrafo 22 de la parte IX del Anexo sobre verificación.

7. Cada Estado Parte, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, hará una declaración inicial de los datos relativos a las sustancias químicas e instalaciones pertinentes, de conformidad con el Anexo sobre verificación.

8. Cada Estado Parte hará declaraciones anuales respecto de las sustancias químicas e instalaciones pertinentes, de conformidad con el Anexo sobre verificación.

9. A los efectos de la verificación in situ, cada Estado Parte facilitará a los inspectores el acceso a las instalaciones requerido en el Anexo sobre verificación.

10. Al realizar las actividades de verificación, la Secretaría Técnica evitará toda injerencia innecesaria en las actividades químicas del Estado Parte con fines no prohibidos por la presente Convención y, en particular, se atendrá a las disposiciones establecidas en el Anexo sobre la protección de la información confidencial (denominado en lo sucesivo "Anexo sobre confidencialidad").

11. Las disposiciones del presente artículo se aplicarán de manera que no se obstaculice el desarrollo económico o tecnológico de los Estados Partes ni la cooperación internacional en las actividades químicas con fines no prohibidos por la presente Convención, incluido el intercambio internacional de información científica y técnica y de sustancias químicas y equipo para la producción, elaboración o empleo de sustancias químicas con fines no prohibidos por la presente Convención.

Artículo VII

Medidas nacionales de aplicación

Obligaciones generales

1. Cada Estado Parte adoptará, de conformidad con sus procedimientos constitucionales, las medidas necesarias para cumplir las obligaciones contraídas en virtud de la presente Convención. En particular:

a) Prohibirá a las personas físicas y jurídicas que se encuentren en cualquier lugar de su territorio o en cualquier otro lugar bajo su jurisdicción, reconocido por el derecho internacional, que realicen cualquier actividad prohibida a un Estado Parte por la presente Convención, y promulgará también leyes penales con respecto a esas actividades;

b) No permitirá que se realice en cualquier lugar bajo su control ninguna actividad prohibida a un Estado Parte por la presente Convención; y

c) Hará extensivas las leyes penales promulgadas con arreglo al apartado a) a cualquier actividad prohibida a un Estado Parte por la presente Convención que realicen en cualquier lugar personas naturales que posean su nacionalidad de conformidad con el derecho internacional.

2. Cada Estado Parte colaborará con los demás Estados Partes y prestará la modalidad adecuada de asistencia jurídica para facilitar el cumplimiento de las obligaciones derivadas del párrafo 1.

3. Cada Estado Parte, en el cumplimiento de las obligaciones que haya contraído en virtud de la presente Convención, asignará la más alta prioridad a garantizar la seguridad de las personas y la protección del medio ambiente, y colaborará, según corresponda, con los demás Estados Partes a este respecto.

Relaciones entre los Estados Partes y la Organización

4. Con el fin de cumplir las obligaciones contraídas en virtud de la presente Convención, cada Estado Parte designará o establecerá una Autoridad Nacional, que será el centro nacional de coordinación encargado de mantener un enlace eficaz con la Organización y con los demás Estados Partes. Cada Estado Parte notificará a la Organización su Autoridad Nacional en el momento de la la entrada en vigor para él de la presente Convención.

5. Cada Estado Parte informará a la Organización de las medidas legislativas y administrativas que haya adoptado para aplicar la presente Convención.

6. Cada Estado Parte considerará confidencial y tratará de manera especial la información y datos que reciba confidencialmente de la Organización respecto de la aplicación de la presente Convención. Tratará esa información y datos en relación exclusivamente con los derechos y obligaciones derivados de la presente Convención y de conformidad con las disposiciones enunciadas en el Anexo sobre confidencialidad.

7. Cada Estado Parte se compromete a colaborar con la Organización en el ejercicio de todas sus funciones y, en particular, a prestar asistencia a la Secretaría Técnica.

Artículo VIII

La Organización

A. Disposiciones generales

1. Los Estados Partes en la presente Convención establecen por el presente artículo la Organización para la Prohibición de las Armas Químicas con el fin de lograr el objeto y propósito de la presente Convención, asegurar la aplicación de sus disposiciones, entre ellas las relativas a la verificación internacional de su cumplimiento, y proporcionar un foro para las consultas y la colaboración entre los Estados Partes.

2. Todos los Estados Partes en la presente Convención serán miembros de la Organización. Ningún Estado Parte será privado de su calidad de miembro de la Organización.

3. La Organización tendrá su Sede en La Haya, Reino de los Países Bajos.

4. Por el presente artículo quedan establecidos como órganos de la Organización: la Conferencia de los Estados Partes, el Consejo Ejecutivo y la Secretaría Técnica.

5. La Organización llevará a cabo las actividades de verificación previstas para ella en la presente Convención de la manera menos intrusiva posible que sea compatible con el oportuno y eficiente logro de sus objetivos. Solamente pedirá la información y datos que sean necesarios para el desempeño de las responsabilidades que le impone la presente Convención. Adoptará toda clase de precauciones para proteger el carácter confidencial de la información sobre actividades e instalaciones civiles y militares de que venga en conocimiento en el cumplimiento de la presente Convención y, en particular, se atendrá a las disposiciones enunciadas en el Anexo sobre confidencialidad.

6. Al realizar sus actividades de verificación, la Organización estudiará medidas para servirse de los logros de la ciencia y la tecnología.

7. Los costos de las actividades de la Organización serán sufragados por los Estados Partes conforme a la escala de cuotas de las Naciones Unidas, con los ajustes que vengan impuestos por las diferencias de composición entre las Naciones Unidas y la presente Organización, y con sujeción a las disposiciones de los artículos IV y V. Las contribuciones financieras de los Estados Partes en la Comisión Preparatoria serán debidamente deducidas de sus contribuciones al presupuesto ordinario. El presupuesto de la Organización incluirá dos capítulos distintos, relativo uno de ellos a los costos administrativos y de otra índole y el otro a los costos de verificación.

8. El miembro de la Orgsnización que esté retrasado en el pago de su contribución financiera a la Organización no tendrá voto en ésta si el importe de sus atrasos fuera igual o superior al importe de la contribución que hubiera debido satisfacer por los dos años completos anteriores. No obstante, la Conferencia de los Estados Partes podrá autorizar a ese miembro a votar si está convencida de que su falta de pago obedece a circunstancias ajenas a su control.

B. La Conferencia de los Estados Partes

Composición, procedimiento y adopción de decisiones

9. La Conferencia de los Estados Partes (denominada en lo sucesivo "la Conferencia") estará integrada por todos los miembros de la Organización. Cada miembro tendrá un representante en la Conferencia, el cual podrá hacerse acompañar de suplentes y asesores.

10. El primer período de sesiones de la Conferencia será convocado por el depositario 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención.

11. La Conferencia celebrará períodos ordinarios de sesiones anualmente, salvo que decida otra cosa.

12. La Conferencia celebrará períodos extraordinarios de sesiones:

a) Cuando así lo decida;

b) Cuando lo solicite el Consejo Ejecutivo;

c) Cuando lo solicite cualquier miembro con el apoyo de la tercera parte de los miembros; o

d) De conformidad con el párrafo 22 para examinar el funcionamiento de la presente Convención.

Salvo en el caso del apartado d), los períodos extraordinarios serán convocados 30 días después, a más tardar, de que el Director General de la Secretaría Técnica reciba la solicitud correspondiente, salvo que en la solicitud se especifique otra cosa.

13. La Conferencia podrá también reunirse a título de Conferencia de Enmienda, de conformidad con el párrafo 2 del artículo XV.

14. Los períodos de sesiones de la Conferencia se celebrarán en la Sede de la Organizaoión, salvo que la Conferencia decida otra cosa.

15. La Conferencia aprobará su propio reglamento. Al comienzo de cada período ordinario de sesiones, elegirá a su Presidente y a los demás miembros de la Mesa que aea necesario. Estos continuarán ejerciendo sus funciones hasta que se elija un nuevo Presidente y nuevos miembros de la Mesa en el siguiente período ordinario de sesiones.

16. El quórum estará constituido por la mayoría de los miembros de la Organización.

17. Cada miembro de la Organización tendrá un voto en la Conferencia.

18. La Conferencia adoptará sus decisiones sobre cuestiones de procedimiento por mayoría simple de los miembros presentes y votantes. Las decisiones sobre cuestiones de fondo deberán adoptarse, en lo posible, por consenso. Si no se llega a un consenso cuando se someta una cuestión a decisión, el Presidente aplazará toda votación por 24 horas y, durante ese período de aplazamiento, hará todo lo posible para facilitar el logro de un consenso e informará a la Conferencia al respecto antes de que concluya ese período. Si no puede llegarse a un consenso al término de 24 horas, la Conferencia adoptará la decisión por mayoría de dos tercios de los miembros presentes y votantes, salvo que se especifique otra cosa en la presente Convención. Cuando esté en discusión si la cuestión es o no de fondo, se considerará que se trata de una cuestión de fondo, salvo que la Conferencia decida otra cosa por la mayoría exigida para la adopción de decisiones sobre cuestiones de fondo.

Poderes y funciones

19. La Conferencia será el órgano principal de la Organización. Estudiará toda cuestión, materia o problema comprendido en el ámbito de la presente Convención, incluso en lo que atañe a los poderes y funciones del Consejo Ejecutivo y de la Secretaría Técnica. Podrá hacer recomendaciones y adoptar decisiones sobre cualquier cuestión, materia o problema relacionado con la presente Convención que plantee un Estado Parte o señale a su atención el Consejo Ejecutivo.

20. La Conferencia supervisará la aplicación de la presente Convención y promoverá su objeto y propósito. La Conferencia examinará el cumplimiento de la presente Convención. Supervisará también las

actividades del Consejo Ejecutivo y de la Secretaría Técnica y podrá impartir directrices, de conformidad con la presente Convención, a cualquiera de ellos en el ejercicio de sus funciones.

21. La Conferencia:

a) Examinará y aprobará en sus períodos ordinarios de sesiones el informe, programa y presupuesto de la Organización que presente el Consejo Ejecutivo y examinará también otros informes;

b) Decidirá sobre la escala de contribuciones financieras que hayan de satisfacer los Estados Partes de conformidad con el párrafo 7;

c) Elegirá a los miembros del Consejo Ejecutivo;

d) Nombrará al Director General de la Secretaría Técnica (denominado en lo sucesivo "el Director General");

e) Aprobará el reglamento del Consejo Ejecutivo presentado por éste;

f) Establecerá los órganos subsidiarios que estime necesarios para el ejercicio de sus funciones, de conformidad con la presente Convención;

g) Fomentará la colaboración internacional para fines pacíficos en la esfera de las actividades químicas;

h) Examinará los adelantos científicos y tecnológicos que puedan afectar al funcionamiento de la presente Convención y, en este contexto, encargará al Director General que establezca un Consejo Consultivo Científico que permita al Director General, en el cumplimiento de sus funciones, prestar a la Conferencia, al Consejo Ejecutivo y a los Estados Partes asesoramiento especializado en cuestiones de ciencia y tecnología relacionadas con la presente Convención. El Consejo Consultivo Científico estará integrado por expertos independientes nombrados con arreglo al mandato aprobado por la Conferencia;

i) Examinará y aprobará en su primer período de sesiones cualquier proyecto de acuerdo, disposiciones y directrices que la Comisión Preperatoria haya elaborado;

j) Establecerá en su primer período de sesiones el fondo voluntario de asistencia de conformidad con el artículo X;

k) Adoptará las medidas necesarias para garantizar el cumplimiento de la presente Convención y subsanar y remediar cualquier situación que contravenga sus disposiciones, de conformidad con el artículo XII.

22. La Conferencia, un año después, a más tardar, de transcurrido el quinto y el décimo año desde la entrada en vigor de la presente Convención y en cualquier otro momento comprendido dentro de esos plazos que decida, celebrará períodos extraordinarios de sesiones para examinar el funcionamiento de la presente Convención. En esos exámenes se tendrá en cuenta toda evolución científica y tecnológica pertinente. Posteriormente, a intervalos de cinco años, salvo que se decida otra cosa, se convocarán ulteriores períodos de sesiones de la Conferencia con el mismo objetivo.

C. El Consejo Ejecutivo

Composición, procedimiento y adopción de decisiones

23. El Consejo Ejecutivo estará integrado por 41 miembros. Cada Estado Parte tendrá el derecho, de conformidad con el principio de rotación, a formar parte del Consejo Ejecutivo. Los miembros del Consejo Ejecutivo serán elegidos por la Conferencia por un mandato de dos años. Para garantizar el eficaz funcionamiento de la presente Convención, tomando especialmente en consideración la necesidad de garantizar una distribución geográfica equitativa, la importancia de la industria química y los intereses políticos y de seguridad, la composición del Consejo Ejecutivo será la siguiente:

a) Nueve Estados Partes de Africa, que serán designados por Estados Partes situados en esa región. Como base para esa designación, queda entendido que, de esos nueve Estados Partes, tres miembros serán, en principio, los Estados Partes que cuenten con la industria química nacional más importante de la región, según venga determinado por datos comunicados y publicados internacionalmente; además, el grupo regional convendrá también en tomar en cuenta otros factores regionales al designar a esos tres miembros;

b) Nueve Estados Partes de Asia, que serán designados por Estados Partes situados en esa región. Como base para esa designación, queda entendido que, de esos nueve Estados Partes, cuatro miembros serán, en principio, los Estados Partes que cuenten con la industria química nacional más importante de la región, según venga determinado por datos comunicados y publicados internacionalmente; además, el grupo regional convendrá también en tomar en cuenta otros factores regionales al designar a esos cuatro miembros;

c) Cinco Estados Partes de Europa oriental, que serán designados por Estados Partes situados en esa región. Como base para esa designación, queda entendido que, de esos cinco Estados Partes, un miembro será, en principio, el Estado Parte que cuente con la industria química nacional más importante de la región, según venga determinado por datos comunicados y publicados internacionalmente; además, el grupo regional convendrá también en tomar en cuenta otros factores regionales al designar a este miembro;

d) Siete Estados Partes de America Latina y el Caribe, que serán designados por Estados Partes situados en esa región. Como base para esa designación, queda entendido que, de esos siete Estados Partes, tres miembros serán, en principio, los Estados Partes que cuenten con la industria química nacional más importante de la región, según venga determinado por datos comunicados y publicados internacionalmente; además, el grupo regional convendrá también en tomar en cuenta otros factores regionales al designar a esos tres miembros;

e) Diez Estados Partes de entre Europa occidental y otros Estados, que serán designados por Estados Partes situados en esa región. Como base para esa designación, queda entendido que, de esos diez Estados Partes, cinco miembros serán, en principio, los Estados Partes que cuenten con la industria química nacional más importante de la región, según venga determinado por datos comunicados y publicados internacionalmente; además, el grupo regional convendrá también en tomar en cuenta otros factores regionales al designar a esos cinco miembros;

f) Otro Estado Parte, que será deeignado consecutivamente por Estados Partes situadoa en las regiones de América Latina y el Caribe y Asia. Como base para esa deaignación, queda entendido que este Estado Parte, será, por rotación, un miembro de esas regiones.

24. Para la primera elección del Consejo Ejecutivo se elegirán 20 miembros por un mandato de un año, tomando debidamente en cuenta las proporciones numéricas indicadas en el párrafo 23.

25. Después de la plena aplicación de los artículos IV y V, la Conferencia podrá, a petición de una mayoría de los miembros del Consejo Ejecutivo, examinar la compoaición de éste teniendo en cuenta la evolución concerniente a los principios especificados en el párrafo 23 para la composición del Consejo Ejecutivo.

26. El Consejo Ejecutivo elaborará su reglamento y lo presentará a la Conferencia para su aprobación.

27. El Consejo Ejecutivo elegirá a su Presidente de entre sus miembros.

28. El Consejo Ejecutivo celebrará períodos ordinarios de sesiones. Entre esos períodos ordinarios se reunirá con la frecuencia que sea necesario para el ejercicio de sus poderes y funciones.

29. Cada miembro del Consejo Ejecutivo tendrá un voto. Salvo que se especifique otra cosa en la presente Convención, el Consejo Ejecutivo adoptará decisiones sobre cuestiones de fondo por mayoría de dos tercios de todos sus miembros. El Consejo Ejecutivo adoptará decisiones sobre cuestiones de procedimiento por mayoría simple de todos sus miembros. Cuando esté en discusión si la cuestión es o no de fondo, se considerará que se trata de una cuestión de fondo, salvo que el Consejo Ejecutivo decida otra cosa por la mayoría exigida para la adopoión de decisiones sobre cuestiones de fondo.

Poderes y funciones

30. El Consejo Ejecutivo será el órgano ejecutivo de la Organización. Será responsable ante la Conferencia. El Conaejo Ejecutivo desempeñará loa poderes y funciones que le atribuye la presente Convención, así como las funciones que le delegue la Conferencia. Cumplirá esas funciones de conformidad con las recomendaciones, decisiones y directrices de la Conferencia y asegurará su constante y adecuada aplicación.

31. El Consejo Ejecutivo promoverá la eficaz aplicación y cumplimiento de la presente Convención. Supervisará las actividades de la Secretaría Técnica, colaborará con la Autoridad Nacional de cada Estado Parte y facilitará las consultas y la colaboración entre los Estados Partes a petición de éstoa.

32. El Consejo Ejecutivo:

a) Estudiará y presentará a la Conferencia el proyecto de programa y presupuesto de la Organización;

b) Estudiará y presentará a la Conferencia el proyecto de informe de la Organización sobre la aplicación de la presente Convención, el

informe sobre la marcha de sus propias actividades y los informes especiales que considere necesario o que pueda solicitar la Conferencia;

c) Hará los arreglos necesarios para los períodos de sesiones de la Conferencia, incluida la preparación del proyecto de programa.

33. El Consejo Ejecutivo podrá pedir que se convoque un período extraordinario de sesiones de la Conferencia.

34. El Consejo Ejecutivo:

a) Concertará acuerdos o arreglos con los Estados y organizaciones internacionales en nombre de la Organización, con la previa aprobación de la Conferencia;

b) Concertará acuerdos con los Estados Partes, en nombre de la Organización, en relación con el artículo X y supervisará el fondo voluntario a que se hace referencia en ese artículo;

c) Aprobará los acuerdos o arreglos relativos a la ejecución de las actividades de verificación negociados por la Secretaría Técnica con los Estados Partes.

35. El Consejo Ejecutivo estudiará todas las cuestiones o materias comprendidas en su esfera de competencia que afecten a la presente Convención y a su aplicaoión, incluidas las preocupaciones por el cumplimiento y los casos de falta de cumplimiento y, cuando proceda, informará a los Estados Partes y señalará la cuestión o materia a la atención de la Conferencia.

36. Al examinar las dudas o preocupaciones sobre el cumplimiento y los casos de falta de cumplimiento, entre ellas el abuso de los derechos enunciados en la presente Convención, el Consejo Ejecutivo consultará a los Estados Partes interesados y, cuando proceda, pedirá al Estado Parte al que corresponda que adopte medidas para subsanar la situación en un plazo determinado. De oonsiderarlo necesario, adoptará, entre otras, una o más de las medidas siguientes:

a) Informará a todos los Estados Partes sobre la cuestión o materia;

b) Señalará la cuestión o materia a la atención de la Conferencia;

c) Formulará recomendaciones a la Conferencia respecto de las medidas para subsanar la situación y asegurar el cumplimiento.

En casos de especial gravedad y urgencia, el Consejo Ejecutivo someterá directamente la cuestión o materia, incluidas la información y conclusiones pertinentes, a la atención de la Asamblea General y el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas. Al mismo tiempo, informará sobre esa medida a todos los Estados Partes.

D. La Secretaría Técnica

37. La Secretaría Técnica prestará asistencia a la Conferencia y al Consejo Ejecutivo en el cumplimiento de sus funciones. La Secretaría Técnica realizará las medidas de verificación previstas en la presente Convención. Desempeñará las demás funciones que le confíe la presente

Convención así como las funciones que le deleguen la Conferencia y el Consejo Ejecutivo.

38. La Secretaría Técnica:

a) Preparará y presentará al Consejo Ejecutivo el proyecto de programa y presupuesto de la Organización;

b) Preparará y presentará al Consejo Ejecutivo el proyecto de informe de la Organización sobre la aplicación de la presente Convención y los demás informes que solicite la Conferencia o el Consejo Ejecutivo;

c) Prestará apoyo administrativo y técnico a la Conferencia, al Consejo Ejecutivo y a los órganos subsidiarios;

d) Remitirá a los Estados Partes y recibirá de éstos, en nombre de la Organización, comunicaciones sobre cuestiones relativas a la aplicación de la presente Convención;

e) Proporcionará asistencia y evaluación técnicas a los Estados Partes en el cumplimiento de las disposiciones de la presente Convención, incluida la evaluación de las sustancias químicas enumeradas y no enumeradas en las Listas.

39. La Secretaría Técnica:

a) Negociará con los Estados Partes acuerdos o arreglos relativos a la ejecución de actividades de verificación, previa aprobación del Consejo Ejecutivo;

b) A más tardar, 180 días después de la entrada en vigor de la presente Convenoión, coordinará el establecimiento y mantenimiento de suministros permanentes de asistencia humanitaria y de emergencia por los Estados Partes de conformidad con los apartados b) y c) del párrafo 7 del artículo X. La Secretaría Técnica podrá inspeccionar los artículos mantenidos para asegurarse de sus condiciones de utilización. Las listas de los artículos que hayan de almacenarse serán examinadas y aprobadas por la Conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21;

c) Administrará el fondo voluntario a que se hace referencia en el artículo X, compilará las declaraciones hechas por los Estados Partes y registrará, cuando se le solicite, los acuerdos bilaterales concertados entre los Estados Partes o entre un Estado Parte y la Organización a los efectos del artículo X.

40. La Secretaría Técnica informará al Consejo Ejecutivo acerca de cualquier problema que se haya suscitado con respecto al desempeño de sus funciones, incluidas las dudas, ambigüedades o incertidumbres sobre el cumplimiento de la presente Convención de que haya tenido conocimiento en la ejecución de sus actividades de verificación y que no haya podido resolver o aclarar mediante consultas con el Estado Parte interesado.

41. La Secretaría Técnica estará integrada por un Director General, quien será su jefe y más alto funcionario administrativo, inspectores y el personal científico, técnico y de otra índole que sea necesario.

42. El Cuerpo de Inspección será una dependencia de la Secretaría Técnica y actuará bajo la supervisión del Director General.

43. El Director General será nombrado por la Conferencia, previa recomendación del Consejo Ejecutivo, por un mandato de cuatro años, renovable una sola vez.

44. El Director General será responsable ante la Conferencia y el Consejo Ejecutivo del nombramiento del personal y de la organización y funcionamiento de la Secretaría Técnica. La consideración primordial que se tendrá en cuenta al nombrar al personal y determinar sus condiciones de servicio será la necesidad de asegurar el más alto grado de eficiencia, competencia e integridad. El Director General, los inspectores y los demás miembros del personal profesional y administrativo deberán ser nacionales de los Estados Partes. Se tomará debidamente en consideración la importancia de contratar al personal de manera que haya la más amplia representación geográfica posible. La contratación se regirá por el principio de mantener el personal al mínimo necesario para el adecuado desempeño de las responsabilidades de la Secretaría Técnica.

45. El Director General será responsable de la organización y funcionamiento del Consejo Consultivo Científico a que se hace referencia en el apartado h) del párrafo 21. El Director General, en consulta con los Estados Partes, nombrará a los miembros del Consejo Consultivo Científico, quienes prestarán servicio en él a título individual. Los miembros del Consejo serán nombrados sobre la base de sus conocimientos en las esferas científicas concretas que guarden relación con la aplicación de la presente Convención. El Director General podrá también, cuando proceda, en consulta con los miembros del Consejo, establecer grupos de trabajo temporales de expertos científicos para que formulen recomendaciones sobre cuestiones concretas. En relación con lo que antecede, los Estados Partes podrán presentar listas de expertos al Director General.

46. En el cumplimiento de sus deberes, el Director General, los inspectores y los demás miembros del personal no solicitarán ni recibirán instrucciones de ningún gobierno ni de ninguna otra fuente ajena a la Organización. Se abstendrán de actuar en forma alguna que sea incompatible con su condición de funcionarios internacionales responsables únicamente ante la Conferencia y el Consejo Ejecutivo.

47. Cada Estado Parte respetará el carácter exclusivamente internacional de las responsabilidades del Director General, de los inspectores y de los demás miembros del personal y no tratará de influir sobre ellos en el desempeño de esas responsabilidades.

E. Privilegios e inmunidades

48. La Organización disfrutará en el territorio de cada Estado Parte y en cualquier otro lugar bajo la jurisdicción o control de éste de la capacidad jurídica y los privilegios e inmunidades que sean necesarios para el ejercicio de sus funciones.

49. Los delegados de los Estados Partes, junto con sus suplentes y asesores, los representantes nombrados por el Consejo Ejecutivo junto con sus suplentes y asesores, el Director General y el personal de la Organización gozarán de los privilegios e inmunidades que sean necesarios para el ejercicio independiente de sus funciones en relación con la Organización.

50. La capacidad jurídica, los privilegios y las inmunidades a que se hace referencia en el presente artículo serán definidos en acuerdos concertados entre la Organización y los Estados Partes, así como en un acuerdo entre la Organización y el Estado en que se encuentre la Sede de la Organización. Esos acuerdos serán examinados y aprobados por la Conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21.

51. No obstante lo dispuesto en los párrafos 48 y 49, los privilegios e inmunidades de que gocen el Director General y el personal de la Secretaría Técnica durante la ejecución de actividades de verificación serán los que se enuncian en la sección B de la parte II del Anexo sobre verificación.

Artículo IX

Consultas, cooperación y determinación de los hechos

1. Los Estados Partes celebrarán consultas y cooperarán, directamente entre sí o por conducto de la Organización u otro procedimiento internacional adecuado, incluidos los procedimientos previstos en el marco de las Naciones Unidas y de conformidad con su Carta, sobre cualquier cuestión que se plantee en relación con el objeto o propósito de las disposiciones de la presente Convención o con la aplicación de éstas.

2. Sin porjuicio del derecho de cualquier Estado Parte a solicitar una inspección por denuncia, los Estados Partes deberían ante todo, siempre que fuera posible, esforzarse por todos los medios a su alcance por aclarar y resolver, mediante el intercambio de información y la celebración de consultas entre ellos, cualquier cuestión que pueda ocasionar dudas sobre el cumplimiento de la presente Convención o que suscite preocupación acerca de una cuestión conexa que pueda considerarse ambigua. Todo Estado Parte que reciba de otro Estado Parte una solicitud de aclaración de cualquier cuestión que el Estado Parte solicitante considere causa de tales dudas o preocupaciones proporcionará al Estado Parte solicitante, lo antes posible, pero, en cualquier caso, diez días después, a más tardar, de haber recibido la solicitud, información suficiente para disipar las dudas o preocupaciones suscitadas junto con una explicación acerca de la manera en que la información facilitada resuelve la cuestión. Ninguna disposición de la presente Convención afecta al derecho de dos o máa Estados Partes cualesquiera de organizar, por consentimiento recíproco, inspecciones o cualesquier otros procedimientos entre elloa a fin de aclarar y resolver cualquier cuestión que pueda ocasionar dudas sobre el cumplimiento o que suscite preocupaciones acerca de una cuestión conexa que pueda considerarse ambigua. Esos arreglos no afectarán a los derechos y obligaciones de cualquier Estado Parte derivados de otras disposiciones de la presente Convención.

Procedimiento para solicitar aclaraciones

3. Todo Estado Parte tendrá derecho a solicitar al Consejo Ejecutivo que le ayude a aclarar cualquier situación que pueda considerarse ambigua o que suscite preocupación por la posible falta de cumplimiento de la presente Convención por otro Estado Parte. El Consejo Ejecutivo proporcionará la información pertinente que posea respecto de esa preocupación.

4. Todo Estado Parte tendrá derecho a solicitar al Consejo Ejecutivo que obtenga aclaraciones de otro Estado Parte en relación con cualquier situación que pueda considerarse ambigua o que suscite preocupación acerca de su posible falta de cumplimiento de la presente Convención. En ese caso se aplicarán las disposiciones siguientes:

a) El Consejo Ejecutivo transmitirá la solicitud de aclaración al Estado Parte interesado, por conducto del Director General, 24 horas después, a más tardar, de haberla recibido;

b) El Estado Parte solicitado proporcionará la aclaración al Consejo Ejecutivo lo antes posible, pero, en cualquier caso, diez días después, a más tardar, de haber recibido la solicitud;

c) El Consejo Ejecutivo tomará nota de la aclaración y la transmitirá al Estado Parte solicitante 24 horas después, a más tardar, de haberla recibido;

d) Si el Estado Parte solicitante considera insuficiente la aclaración, tendrá derecho a solicitar al Consejo Ejecutivo que obtenga otra aclaración del Estado Parte solicitado;

e) A los fines de obtener las aclaraciones complementarias solicitadas en virtud del apartado d), el Consejo Ejecutivo podrá pedir al Director General que establezca un grupo de expertos de la Secretaría Técnica, o de otras fuentes, si la Secretaría Técnica carece del personal necesario, para que examine toda la información y datos disponibles acerca de la situación que suscite preocupación. El grupo de expertos presentará al Consejo Ejecutivo un informe fáctico sobre sus averiguaciones;

f) Si el Estado Parte solicitante considera que la aclaración obtenida en virtud de los apartados d) y e) no es satisfactoria, tendrá derecho a solicitar una reunión extraordinaria del Consejo Ejecutivo en la que podrán participar Estados Partes interesados que no sean miembros de éste. En esa reunión extraordinaria, el Consejo Ejecutivo examinará la cuestión y podrá recomendar las medidas que considere adecuadas para hacer frente la situación.

5. Todo Estado Parte tendrá también derecho a solicitar al Consejo Ejecutivo que aclare cualquier situación que se haya considerado ambigua o que haya suscitado preocupación acerca de la posible falta de cumplimiento de la presente Convención. El Consejo Ejecutivo responderá facilitando la asistencia adecuada.

6. El Consejo Ejecutivo informará a los Estados Partes acerca de toda solicitud de aclaración conforme a lo previsto en el presente artículo.

7. En caso de que la duda o preocupación de un Estado Parte acerca de la posible falta de cumplimiento no hubiera sido resuelta dentro de los 60 días siguientes a la presentación de la solicitud de aclaración al Consejo Ejecutivo, o si ese Estado considera que sus dudas justifican un examen urgente, tendrá derecho a solicitar, sin perjuicio de su derecho a solicitar una inspección por denunoia, una reunión extraordinaria de la Conferencia de conformidad con el apartado c) del párrafo 12 del artículo VIII. En esa reunión extraordinaria, la Conferenoia examinará la cuestión y podrá recomendar las medidas que considere adecuadas para resolver la situación.

Procedimiento para las inspecciones por denuncia

8. Todo Estado Parte tiene derecho a solicitar una inspección por denuncia in situ de cualquier instalación o emplazamiento en el territorio de cualquier otro Estado Parte o en cualquier otro lugar sometido a la jurisdicción o control de éste con el fin exclusivo de aclarar y resolver cualquier cuestión relativa a la posible falta de cumplimiento de las disposiciones de la presente Convención, y a que esa inspección sea realizada en cualquier lugar y sin demora por un grupo de inspección designado por el Director General y de conformidad con el Anexo sobre verificación.

9. Todo Estado Parte está obligado a mantener la solicitud de inspección dentro del ámbito de la presente Convención y de presentar en ella toda la información apropiada sobre la base de la cual se ha suscitado una preocupación acerca de la posible falta de cumplimiento de la presente Convención, tal como se dispone en el Anexo sobre verificación. Todo Estado Parte se abstendrá de formular solicitudes infundadas y se cuidará de evitar los abusos. La inspección por denuncia se llevará a cabo con la finalidad exclusiva de determinar los hechos relacionados con la posible falta de cumplimiento.

10. A fin de verificar el cumplimiento de las disposiciones de la presente Convención, cada Estado Parte permitirá que la Secretaría Técnica realice la inspección por denuncia in situ de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 8.

11. Tras la solicitud de una inspección por denuncia de una instalación o emplazamiento, y de conformidad con los procedimientos previstos en el Anexo sobre verificación, el Estado Parte inspeccionado tendrá:

a) El derecho y la obligación de hacer todo cuanto sea razonable para demostrar su cumplimiento de la presente Convención y, con este fin, permitir que el grupo de inspección desempeñe su mandato;

b) La obligación de permitir el acceso al polígono solicitado con la finalidad exclusiva de determinar los hechos relacionados con la preocupación acerca de la posible falta de cumplimiento; y,

c) El derecho de adoptar medidas para proteger las instalaciones sensitivas e impedir la revelación de información y datos confidenciales que no guarden relación con la presente Convención.

12. En lo que respecta a la presencia de un observador, se aplicará lo siguiente:

a) El Estado Parte solicitante podrá, con el asentimiento del Estado Parte inspeccionado, enviar un representante, el cual podrá ser nacional del Estado Parte solicitante o de un tercer Estado Parte, para que observe el desarrollo de la inspección por denuncia;

b) El Estado Parte inspeccionado permitirá el acceso del observador, de conformidad con el Anexo sobre verificación;

c) El Estado Parte inspeccionado aceptará, en principio, al observador propuesto, pero, si se niega admitirlo, se hará constar este hecho en el informe final.

13. El Estado Parte solicitante presentará la solicitud de inspección por denuncia in situ al Consejo Ejecutivo y, al mismo tiempo, al Director General para su inmediata tramitación.

14. El Director General se cerciorará inmediatamente de que la solicitud de inspección cumple los requisitos especificados en el párrafo 4 de la parte X del Anexo sobre verificación y, en caso necesario, prestará asistencia al Estado Parte solicitante para que presente la solicitud de inspección de manera adecuada. Cuando la solicitud de inspección satisfaga los requisitos, comenzarán los preparativos para la inspección por denuncia.

15. El Director General transmitirá la solicitud de inspección al Estado Parte inspeccionado 12 horas antes, por lo menos, de la llegada prevista del grupo de inspección al punto de entrada.

16. Una vez que haya recibido la solicitud de inspección, el Consejo Ejecutivo tomará conocimiento de las medidas adoptadas por el Director General al respecto y mantendrá el caso en examen durante todo el procedimiento de inspección. Sin embargo, sus deliberaciones no demorarán el procedimiento de inspección.

17. El Consejo Ejecutivo, 12 horas después, a más tardar, de haber recibido la solicitud de inspección, podrá pronunciarse, por mayoría de las tres cuartas partes de todos sus miembros, en contra de la realización de la inspección por denuncia, si considera que la solicitud de inspección es arbitraria o abusiva o rebasa claramente el ámbito de la presente Convención, según se indica en el párrafo 8. Ni el Estado Parte solicitante ni el Estado Parte inspeccionado participarán en tal decisión. Si el Consejo Ejecutivo se pronuncia en contra de la inspección por denuncia, se pondrá fin a los preparativos, no se adoptarán ulteriores medidas sobre la solicitud de inspección y se informará de la manera correspondiente a los Estados Partes interesados.

18. El Director General expedirá un mandato de inspección para la realización de la inspección por denuncia. El mandato de inspección será la solicitud de inspección a que se refieren los párrafos 8 y 9 expresada en términos operacionales y deberá ajustarse a esa solicitud.

19. La inspección por denuncia se realizará de conformidad con la parte X o, en caso de presunto empleo, de conformidad con la parte XI del Anexo sobre verificación. El grupo de inspección se guiará por el principio de realizar la inspección de la manera menos intrusiva posible, que sea compatible con el eficaz y oportuno desempeño de su misión.

20. El Estado Parte inspeccionado prestará asistencia al grupo de inspección durante toda la inspección por denuncia y facilitará su tarea. Si el Estado Parte inspeccionado propone, de conformidad con la sección C de la parte X del Anexo sobre verificación, otros arreglos para demostrar el cumplimiento de la presente Convención, que no sean el acceso pleno y completo, hará todos los esfuerzos que sean razonables, mediante consultas con el grupo de inspección, pera llegar a un acuerdo sobre las modalidades de determinación de los hechos con el fin de demostrar su cumplimiento.

21. El informe final incluirá las conclusiones de hecho, así como una evaluación por el grupo de inspección del grado y naturaleza del acceso y la cooperación brindados para la satisfactoria realización de la inspección por denuncia. El Director General transmitirá sin demora el

informe final del grupo de inspección al Estado Parte solicitante, al Estado Parte inspeccionado, al Consejo Ejecutivo y a todos los demás Estados Partes. El Director General transmitirá también sin demora al Consejo Ejecutivo las evaluaciones del Estado Parte solicitante y del Estado Parte inspeccionado, así como las opiniones de otros Estados Partes que hubieran sido transmitidas al Director General con tal fin y las facilitará seguidamente a todos los Estados Partes.

22. El Consejo Ejecutivo examinará, de conformidad con sus poderes y funciones, el informe final del grupo de inspección tan pronto como le sea presentado y se ocupará de cualquier preocupación sobre:

a) Si ha habido falta de cumplimiento;

b) Si la solicitud se ceñía al ámbito de la presente Convención; y

c) Si se ha abusado del derecho a solicitar una inspección por denuncia.

23. Si el Consejo Ejecutivo llega a la conclusión, de conformidad con sus poderes y funciones, de que se requieren ulteriores acciones con respecto al párrafo 22, adoptará las medidas correspondientes para remediar la situación y garantizar el cumplimiento de la presente Convención, incluida la formulación de recomendaciones concretas a la Conferencia. En caso de abuso, el Consejo Ejecutivo examinará si el Estado Parte solicitante debe soportar cualquiera de las consecuencias financieras de la inspección por denuncia.

24. El Estado Parte solicitante y el Estado Parte inspeccionado tendrán el derecho de participar en el procedimiento de examen. El Consejo Ejecutivo informará a ambos Estados Partes y a la Conferencia, en su siguiente período de sesiones, del resultado de ese procedimiento.

25. Si el Consejo Ejecutivo ha formulado recomendaciones concretas a la Conferencia, ésta examinará las medidas que deban adoptarse de conformidad con el artículo XII.

Artículo X

Asistencia y protección contra las armas químicas

1. A los efectos del presente artículo, se entiende por "asistencia" la coordinación y prestación a los Estados Partes de protección contra las armas químicas, incluido, entre otras cosas, lo siguiente: equipo de detección y sistemas de alarma, equipo de protección, equipo de descontaminación y descontaminantes, antídotos y tratamientos médicos y asesoramiento respecto de cualquiera de esas medidas de protección.

2. Ninguna disposición de la presente Convención podrá interpretarse de forma que menoscabe el derecho de cualquier Estado Parte a realizar investigaciones sobre los medios de protección contra las armas químicas, o a desarrollar, producir, adquirir, transferir o emplear dichos medios para fines no prohibidos por la presente Convención.

3. Todos los Estados Partes se comprometen a facilitar el intercambio más amplio posible de equipo, materiales e información

científica y tecnológica sobre los medios de protección contra las armas químicas y tendrán derecho a participar en tal intercambio.

4. A los efectos de incrementar la transparencia de los programas nacionales relacionados con fines de protección, cada Estado Parte proporcionará anualmente a la Secretaría Técnica información sobre su programa, con arreglo a los procedimientos que examine y apruebe la Conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

5. La Secretaría Técnica establecerá, 180 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención, y mantendrá a disposición de cualquier Estado Parte que lo solicite un banco de datos que contenga información libremente disponible sobre los distintos medios de protección contra las armas químicas, así como la información que puedan facilitar los Estados Partes.

La Secretaría Técnica, de acuerdo con los recursos de que disponga y previa solicitud de un Estado Parte, prestará también asesoramiento técnico y ayudará a ese Estado a determinar la manera en que pueden aplicarse sus programas para el desarrollo y la mejora de una capacidad de protección contra las armas químicas.

6. Ninguna disposición de la presente Convención podrá interpretarse de forma que menoscabe el derecho de los Estados Partes a solicitar y proporcionar asistencia en el plano bilateral y a concertar con otros Estados Partes acuerdos individuales relativos a la prestación de asistencia en casos de emergencia.

7. Todo Estado Parte se compromete a prestar asistencia por conducto de la Organización y, con tal fin, optar por una o más de las medidas siguientes:

a) Contribuir al fondo voluntario para la prestación de asistencia que ha de establecer la Conferencia en su primer período de sesiones;

b) Concertar, de ser posible 180 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, acuerdos con la Organización sobre la prestación, previa petición, de asistencia;

c) Declarar, 180 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, el tipo de asistencia que podría proporcionar en respuesta a un llamamiento de la Organización. No obstante, si un Estado Parte no puede ulteriormente proporcionar la asistencia prevista en su declaración, seguirá obligado a proporcionar asistencia de conformidad con el presente párrafo.

8. Todo Estado Parte tiene derecho a solicitar y, con sujeción a loa procedimientos establecidos en los párrafos 9, 10 y 11, recibir asistencia y protección contra el empleo o la amenaza del empleo de armas químicas, si considera que:

a) Se han empleado contra él armas químicas;

b) Se han empleado contra él agentes de represión de disturbios como método de guerra; o

c) Está amenazado por acciones o actividades de cualquier Estado prohibidas a los Estados Partes en virtud del artículo I.

9. La solicitud, corroborada con la información pertinente, será presentada al Direotor General, quien la transmitirá inmediatamente al Consejo Ejecutivo y a todos los Estados Partes. El Director General transmitirá inmediatamente la solicitud de los Estados Partes que se hayan declarado voluntarios, de conformidad con los apartados b) y c) del párrafo 7, para enviar asistencia de emergencia en caso de empleo de armas químicas o de agentes de represión de disturbios como método de guerra, o asistencia humanitaria en caso de amenaza grave de empleo de armas químicas o de amenaza grave de empleo de agentes de represión de disturbios como método de guerra, al Estado Parte interesado, 12 horas después, a más tardar, de haber recibido la solicitud. El Director General iniciará una investigación, 24 horas después, a més tardar, del reciho de la solicitud, con el fin de establecer el fundamento de ulteriores medidas. Completará la investigación dentro de un plazo de 72 horas y presentará un informe al Consejo Ejecutivo. Si se necesita un plazo adicional para completar la investigación, se presentará un informe provisional dentro del plazo indicado. El plazo adicional requerido para la investigación no excederá de 72 horas. Podrá, no obstante, ser prorrogado por períodos análogos. Los informes al término de cada plazo adicional serán presentados al Consejo Ejecutivo. La investigación establecerá, según corresponda y de conformidad con la solicitud y la información que la acompañe, los hechos pertinentes relativos a la solicitud, así como las modalidades y el alcance de la asistencia y la protección complementaria que se necesiten.

10. El Consejo Ejecutivo se reunirá 24 horas después, a más tardar, de haber recibido un informe de la investigación para examinar la situación y adoptará, dentro de las 24 horas siguientes, una decisión por mayoría simple sobre la conveniencia de impartir instrucciones a la Secretaría Técnica para que preste asistencia complementaria.
La Secretaría Técnica comunicará inmediatamente a todos los Estados Partes y a las organizaciones internacionales competentes el informe de la investigación y la decisión adoptada por el Consejo Ejecutivo. Cuando así lo decida el Consejo Ejecutivo, el Director General proporcionará asistencia inmediata. Con tal fin, podrá cooperar con el Estado Parte solicitante, con otros Estados Partes y con las organizaciones internacionales competentes. Los Estados Partes desplegarán los máximos esfuerzos posibles para proporcionar asistencia.

11. Cuando la información resultante de la investigación en curso o de otras fuentes fidedignas aporte pruebas suficientes de que el empleo de armas químicas ha causado víctimas y de que se impone la adopción de medidas inmediatas, el Director General lo notificará a todos los Estados Partes y adoptará medidas urgentes de asistencia utilizando los recursos que la Conferencia haya puesto a su disposición para tales eventualidades. El Director General mantendrá informado al Consejo Ejecutivo de las medidas que adopte con arreglo a lo dispuesto en el presente párrafo.

Artículo XI

Desarrollo económico y tecnológico

1. Las disposiciones de la presente Convención se aplicarán de manera que no se obstaculice el desarrollc económico o tecnológico de los

Estados Partes ni la cooperación internacional en la esfera de las actividades químicas para fines no prohibidos por la presente Convención, incluido el intercambio internacional de información científica y técnica y de sustancias químicas y equipo destinados a la producción, elaboración o empleo de sustancias químicas para fines no prohibidos por la presente Convención.

2. Con sujeción a las disposiciones de la presente Convención y sin perjuicio de los principios y normas aplicables de derecho internacional, cada Estado Parte:

a) Tendrá el derecho, individual o colectivamente, de realizar investigaciones con sustancias químicas y de desarrollar, producir, adquirir, conservar, transferir y utilizar esas sustancias;

b) Se comprometerá a facilitar el intercambio más completo posible de sustancias químicas, equipo e información científica y técnica en relación con el desarrollo y la aplicación de la química para fines no prohibidos por la presente Convención, y tendrá derecho a participar en tal intercambio;

c) No mantendrá con respecto a otros Estados Partes restricción alguna, incluidas las que consten en cualquier acuerdo internacional, que sea incompatible con las obligaciones contraídas en virtud de la presente Convención y que limite u obstaculice el comercio y el desarrollo y promoción de los conocimientos científicos y tecnológicos en la esfera de la química para fines industriales, agrícolas, de investigación, médicos, farmacéuticos u otros fines pacíficos;

d) No se servirá de la presente Convención como base para aplicar cualquier medida distinta de las previstas o permitidas en ella, ni se servirá de cualquier otro acuerdo internacional para perseguir una finalidad incompatible con la presente Convención;

e) Se comprometerá a examinar sus normas nacionales en la esfera del comercio de sustancias químicas para hacerlas compatibles con el objeto y propósito de la presente Convención.

Artículo XII

Medidas para remediar una situación y asegurar el cumplimiento, incluidas las sanciones

1. La Conferencia adoptará las medidas necesarias, conforme a lo previsto en los párrafos 2, 3 y 4, para asegurar el cumplimiento de la presente Convención y remediar y subsanar cualquier situación que contravenga sus disposiciones. Al examinar las medidas que podrían adoptarse en virtud del presente párrafo, la Conferencia tendrá en cuenta toda la información y las recomendaciones presentadas por el Consejo Ejecutivo sobre las cuestiones pertinentes.

2. Si un Estado Parte al que el Consejo Ejecutivo haya solicitado que adopte medidas para remediar una situación que suscite problemas con respecto al cumplimiento, no atiende la solicitud dentro del plazo especificado, la Conferencia podrá, entre otras cosas, por recomendación del Consejo Ejecutivo, restringir o dejar en suspenso los derechos y privilegios que atribuye al Estado Parte la presente Convención hasta que

adopte las medidas necesarias para cumplir las obligaciones que haya contraído por ella.

3. En los casos en que la realización de actividades prohibidas por la presente Convención, en particular por su artículo I, pudiera suponer un perjuicio grave para el objeto y propósito de ésta, la Conferencia podrá recomendar medidas colectivas a los Estados Partes de conformidad con el derecho internacional.

4. En los casos especialmente graves, la Conferencia someterá la cuestión, incluidas la información y conclusiones pertinentes, a la atención de la Asamblea General y el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas.

Artículo XIII

Relación con otros acuerdos internacionales

Nada de lo dispuesto en la presente Convención se interpretará de modo que limite o aminore las obligaciones que haya asumido cualquier Estado en virtud del Protocolo relativo a la prohibición del empleo en la guerra de gases asfixiantes, tóxicos o similares y de medios bacteriológicos, firmado en Ginebra, el 17 de junio de 1925, y de la Convención sobre la prohibición del desarrollo, la producción y el almacenamiento de armas bacteriológicas (biológicas) y toxínicas y sobre su destrucción, firmada en Londres, Moscú y Washington, el 10 de abril de 1972.

Artículo XIV

Solución de controversias

1. Las controversias que puedan suscitarse respecto de la aplicación o interpretación de la presente Convención se solucionarán de conformidad con las disposiciones partinentes de ella y las disposiciones de la Carta de las Naciones Unidas.

2. Cuando se suscite una controversia entre dos o más Estados Partes o entre uno o más Estados Partes y la Organización acerca de la interpretación o aplicación de la presente Convención, las partes interesadas se consultarán entre sí con miras a la rápida solución de la controversia por la vía de la negociación o por otro medio pacífico que elijan, incluido el recurso a los órganos competentes de la presente Convención y, por asentimiento mutuo, la remisión a la Corte Internacional de Justicia de conformidad con el Estatuto de ésta. Los Estados Partes implicados en la controversia mantendrán informado al Consejo Ejecutivo de las medidas que adopten.

3. El Consejo Ejecutivo podrá contribuir a la solución de una controversia por los medios que considere adecuados, incluidos el ofrecimiento de sus buenos oficios, el llamamiento a los Estados Partes en una controversia para que inicien el proceso de solución que elijan y la recomendación de un plazo para cualquier procedimiento convenido.

4. La Conferencia examinará las cuestiones relacionadas con las controversias que planteen los Estados Partes o que señale a su atención el Consejo Ejecutivo. La Conferencia, si lo considera necesario para las

tareas relacionadas con la solución de esas controversias, establecerá órganos o les confiará esas tareas de conformidad con el apartado f) del párrafo 21 del artículo VIII.

5. La Conferencia y el Consejo Ejecutivo están facultados separadamente, a reserva de la autorizacion de la Asamblea General de las Naciones Unidas, a solicitar de la Corte Internacional de Justicia una opinión consultiva sobre cualquier cuestión jurídica que se plantee dentro del ámbito de las actividades de la Organización. La Organización y las Naciones Unidas concertarán un acuerdo a tal efecto de conformidad con el apartado a) del párrafo 34 del artículo VIII.

6. El presente artículo se entiende sin perjuicio del artículo IX ni de las disposiciones sobre medidas para remediar una situación y asegurar el cumplimiento, incluidas las sanciones.

Artículo XV

Enmiendas

1. Cualquier Estado Parte podrá proponer enmiendas a la presente Convención. Cualquier Estado Parte podrá también proponer modificaciones de los Anexos de la presente Convención, conforme a lo previsto en el párrafo 4. Las propuestas de enmienda estarán sujetas a los procedimientos enunciados en los párrafos 2 y 3. Las propuestas de modificación, según lo especificado en el párrafo 4, estarán sujetas al procedimiento enunciado en el párrafo 5.

2. El texto de la propuesta de enmienda será presentado al Director General para su distribución a todos los Estados Partes y al Depositario. La enmienda propuesta sólo se podrá examinar en una Conferencia de Enmienda. Se convocará tal Conferencia de Enmienda si el tercio o más de los Estados Partes notifican al Director General 30 días después, a más tardar, de haber sido distribuida la propuesta que apoyan su ulterior examen. La Conferencia de Enmienda se celebrará inmediatamente después de un período ordinario de sesiones de la Conferencia, salvo que los Estados Partes solicitantes pidan que la reunión se celebre antes. En ningún caso se celebrará una Conferencia de Enmienda menos de 60 días después de haberse distribuido la enmienda propuesta.

3. Las enmiendas entrarán en vigor para todos los Estados Partes 30 días después del depósito de los instrumentos de ratificación o de aceptación por todos los Estados Partes indicados en el apartado b) del presente párrafo:

a) Cuando sean adoptadas por la Conferencia de Enmienda por voto afirmativo de la mayoría de todos los Estados Partes sin que ningún Estado Parte haya votado en contra; y

b) Cuando hayan sido ratificadas o aceptadas por todos los Estados Partes que hayan votado afirmativamente en la Conferencia de Enmienda.

4. Para garantizar la viabilidad y eficacia de la presente Convención, las disposiciones de los Anexos serán modificadas de conformidad con el párrafo 5, si las modificaciones propuestas se refieren únicamente a cuestiones de carácter administrativo o técnico. Todas las modificaciones del Anexo sobre sustancias químicas se harán de conformidad

con el párrafo 5. Las secciones A y C del Anexo sobre confidencialidad, la parte X del Anexo sobre verificación y las definiciones de la parte I del Anexo sobre verificación que se refieren exclusivamente a las inspecciones por denuncia no serán objeto de modificaciones de conformidad con el párrafo 5.

5. Las propuestas de modificación mencionadas en el párrafo 4 se harán con arreglo al procedimiento siguiente:

a) El texto de la propuesta de modificación será transmitido junto con la información necesaria al Director General. Cualquier Estado Parte y el Director General podrán aportar información adicional para la evaluación de la propuesta. El Director General comunicará sin demora cualquier propuesta e información de esa índole a todos los Estados Partes, al Consejo Ejecutivo y al Depositario;

b) El Director General, 60 días después, a más tardar, de haber recibido la propuesta, la evaluará para determinar todas sus posibles consecuencias respecto de las disposiciones de la presente Convención y de su aplicación y comunicará tal información a todos los Estados Partes y al Consejo Ejecutivo;

c) El Consejo Ejecutivo examinará la propuesta a la vista de toda la información de que disponga, incluido el hecho de si la propuesta satisface los requisitos del párrafo 4. El Consejo Ejecutivo, 90 días después, a más tardar, de haber recibido la propuesta, notificará su recomendación a todos los Estados Partes para su examen, junto con las explicaciones correspondientes. Los Estados Partes acusarán recibo de esa recomendación dentro de un plazo de diez días;

d) Si el Consejo Ejecutivo recomienda a todos los Estados Partes que se adopte la propuesta, ésta se considerará aprobada si ningún Estado Parte objeta a ella dentro de los 90 días siguientes a haber recibido la recomendación. Si el Consejo Ejecutivo recomienda que se rechace la propuesta, ésta se considerará rechazada si ningún Estado Parte objeta al rechazo dentro de los 90 días siguientes a haber recibido la recomendación;

e) Si una recomendación del Consejo Ejecutivo no recibe la aceptación exigida en virtud del apartado d), la Conferencia adoptará una decisión sobre la propuesta como cuestión de fondo en su próximo período de sesiones, incluido el hecho de si la propuesta satisface los requisitos del párrafo 4;

f) El Director General notificará a todos los Estados Partes y al Depositario cualquier decisión adoptada con arreglo al presente párrafo;

g) Las modificaciones aprobadas en virtud de este procedimiento entrarán en vigor para todos los Estados Partes 180 días después de la fecha de la notificación de su aprobación por el Director General, salvo que otra cosa recomiende el Consejo Ejecutivo o decida la Conferencia.

Artículo XVI

Duración y retirada

1. La duración de la presente Convención será ilimitada.

2. Todo Estado Parte tendrá, en el ejercicio de su soberanía nacional, el derecho a retirarse de la presente Convención si decide que acontecimientos extraordinarios relacionados con la materia objeto de ella han puesto en peligro los intereses supremos de su país. Ese Estado Parte notificará dicha retirada a todos los demás Estados Partes, al Consejo Ejecutivo, al Depositario y al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas con 90 días de antelación. El Estado Parte expondrá en la notificación los acontecimientos extraordinarios que, a su juicio, han puesto en peligro sus intereses supremos.

3. La retirada de un Estado Parte de la presente Convención no afectará en modo alguno al deber de los Estados de seguir cumpliendo las obligaciones que hayan contraído en virtud de las normas generales del derecho internacional, en particular las derivadas del Protocolo de Ginebra de 1925.

Artículo XVII

Condición jurídica de los Anexos

Los Anexos forman parte integrante de la presente Convención. Cuando se haga referencia a la presente Convención se consideran incluidos sus Anexos.

Artículo XVIII

Firma

La presente Convención estará abierta a la firma de todos los Estados hasta su entrada en vigor.

Artículo XIX

Ratificación

La presente Convención estará sujeta a ratificación por los Estados signatarios de conformidad con sus respectivos procedimientos constitucionales.

Artículo XX

Adhesión

Cualquier Estado que no firme la presente Convención antes de su entrada en vigor podrá adherirse a ella posteriormente en cualquier momento.

Artículo XXI

Entrada en vigor

1. La presente Convención entrará en vigor 180 días después de la fecha del depósito del sexagésimo quinto instrumento de ratificación, pero, en ningún caso, antes de transcurridos dos años del momento en que hubiera quedado abierta a la firma.

2. Para los Estados que depositen sus instrumentos de ratificación o adhesión con posterioridad a la entrada en vigor de la presente Convención, ésta entrará en vigor el trigésimo día siguiente a la fecha de depósito de sus instrumentos de ratificación o de adhesión.

Artículo XXII

Reservas

No podrán formularse reservas a los artículos de la presente Convención. No podrán formularse reservas a los Anexos de la presente Convención que sean incompatibles con su objeto y propósito.

Artículo XXIII

Depositario

El Secretario General de las Naciones Unidas queda designado Depositario de la presente Convención y, entre otras cosas:

a) Comunicará sin demora a todos los Estados signatarios y adherentes la fecha de cada firma, la fecha de depósito de cada instrumento de ratificación o adhesión y la fecha de entrada en vigor de la presente Convención, así como el recibo de otras notificaciones;

b) Transmitirá copias debidamente certificadas de la presente Convención a los gobiernos de todos los Estados signatarios y adherentes; y

c) Registrará la presente Convención con arreglo al Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas.

Artículo XXIV

Textos auténticos

La presente Convención, cuyos textos en árabe, chino, español, francés, inglés y ruso son igualmente auténticos, quedará depositada en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL los infrascritos, debidamente autorizados para ello, han firmado la presente Convención.

Hecho en Perú el día trece de enero de mil novecientos noventa y tres.

[*For the signatures, see p. 422 of this volume — Pour les signatures, voir p. 422 du présent volume.*]

ANEXO SOBRE SUSTANCIAS QUIMICAS

INDICE

		Página
A.	DIRECTRICES PARA LAS LISTAS DE SUSTANCIAS QUIMICAS	44
B.	LISTAS DE SUSTANCIAS QUIMICAS	45

A. DIRECTRICES PARA LAS LISTAS DE SUSTANCIAS QUIMICAS

Directrices para la Lista 1

1. Al examinar si se debe incluir en la Lista 1 una sustancia química tóxica o un precursor, se tendrán en cuenta los siguientes criterios:

a) Se ha desarrollado, producido, almacenado o empleado como arma química según la definición del artículo II;

b) Plantea de otro modo un peligro grave para el objeto y propósito de la presente Convención debido a su elevado potencial de empleo en actividades prohibidas por ella al cumplirse una o más de las condiciones siguientes:

i) Posee una estructura química estrechamente relacionada con la de otras sustancias químicas tóxicas enumeradas en la Lista 1 y tiene propiedades comparables, o cabe prever que las tenga;

ii) Posee tal toxicidad letal o incapacitante y otras propiedades que podrían permitir su empleo como arma química;

iii) Puede emplearse como precursor en la fase tecnológica final única de producción de una sustancia química tóxica enumerada en la Lista 1, con independencia de que esa fase ocurra en instalaciones, en municiones o en otra parte;

c) Tiene escasa o nula utilidad para fines no prohibidos por la presente Convención.

Directrices para la Lista 2

2. Al examinar si se debe incluir en la Lista 2 una sustancia química tóxica no enumerada en la Lista 1 o un precursor de una sustancia química de la Lista 1 o de una sustancia química de la parte A de la Lista 2, se tendrán en cuenta los siguientes criterios:

a) Plantea un peligro considerable para el objeto y propósito de la presente Convención porque posee tal toxicidad letal o inoapacitante y otras propiedades que podrían permitir su empleo como arma química;

b) Puede emplearse como precursor en una de las reacciones químicas de la fase final de formación de una sustancia química enumerada en la Lista 1 o en la parte A de la Lista 2;

c) Plantea un peligro considerable para el objeto y propósito de la presente Convención debido a su importancia en la producción de una sustancia química enumerada en la Lista 1 o en la parte A de la Lista 2;

d) No se produce en grandes cantidades comerciales para fines no prohibidos por la presente Convención.

Directrices para la Lista 3

3. Al examinar si se debe incluir en la Lista 3 una sustancia química tóxica o un precursor que no esté enumerado en otras Listas, se tendrán en cuenta los siguientes criterios:

a) Se ha producido, almacenado o empleado como arma química;

b) Plantea de otro modo un peligro para el objeto y propósito de la presente Convención porque posee tal toxicidad letal o incapacitante y otras propiedades que podrían permitir su empleo como arma química;

c) Plantea un peligro para el objeto y propósito de la presente Convención debido a su importancia en la producción de una o más sustancias químicas enumeradas en la Lista 1 o en la parte B de la Lista 2;

d) Puede producirse en grandes cantidades comerciales para fines no prohibidos por la presente Convención.

B. LISTAS DE SUSTANCIAS QUIMICAS

En las Listas siguientes se enumeran las sustancias químicas tóxicas y sus precursores. A los fines de aplicación de la presente Convención, se identifican en esas Listas las sustancias químicas respecto de las que se prevé la aplicación de medidas de verificación con arreglo a lo previsto en las disposiciones del Anexo sobre verificación. De conformidad con el apartado a) del párrafo 1 del artículo II, estas Listas no constituyen una definición de armas químicas.

(Siempre que se hace referencia a grupos de sustancias químicas dialkilatadas, seguidos de una lista de grupos alkílicos entre paréntesis, se entienden incluidas en la respectiva Lista todas las sustancias químicas posibles por todas las combinaciones posibles de los grupos alkílicos indicados entre paréntesis, en tanto no estén expresamente excluidas. Las sustancias químicas marcadas con un "*" en la parte A de la Lista 2, están sometidas a umbrales especiales para la declaración y la verificación, tal como se dispone en la parte VII del Anexo sobre verificación.)

Lista 1	No. del CAS
A. Sustancias químicas tóxicas	
1. Alkil (metil, etil, propil (normal o isopropil)) fosfonofluoridatos de O-alkilo (_C_{10}, incluido el cicloalkilo)	
ej.: Sarín: Metilfosfonofluoridato de O-isopropilo	(107-44-8)
Somán: Metilfosfonofluoridato de O-pinacolilo	(96-64-0)
2. N,N-dialkil (metil, etil, propil (normal o isopropil)) fosforamidocianidatos de O-alkilo (_C_{10}, incluido el cicloalkilo)	
ej.: Tabún: N,N-dimetilfosforamidocianidato de O-etilo	(77-81-6)
3. S-2-dialkil (metil, etil, propil (normal o isopropil)) aminoetilalkil (metil, etil, propil (normal o isopropil)) fosfonotiolatos de O-alkilo (H ó _C_{10}, incluido el cicloalkilo) y sales alkilatadas o protonadas correspondientes	
ej.: VX: S-2-diisopropilaminoetilmetilfosfonotiolato de O-etilo	(50782-69-9)

Lista 1	No. del CAS
4. Mostazas de azufre:	
Clorometilsulfuro de 2-cloroetil	(2625-76-5)
Gas mostaza: sulfuro de bis (2-cloroetilo)	(505-60-2)
Bis(2-cloroetiltio)metano	(63869-13-6)
Sesquimostaza: 1,2-bis(2-cloroetiltio)etano	(3563-36-8)
1,3-bis(2-cloroetiltio)propano normal	(63905-10-2)
1,4-bis(2-cloroetiltio)butano normal	(142868-93-7)
1,5-bis(2-cloroetiltio)pentano normal	(142868-94-8)
Bis(2-cloroetiltiometil)éter	(63918-90-1)
Mostaza O: bis(2-cloroetiltioetil)éter	(63918-89-8)
5. Lewisitas:	
Lewisita 1: 2-clorovinildicloroarsina	(541-25-3)
Lewisita 2: bis(2-clorovinil) cloroarsina	(40334-69-8)
Lewisita 3: tris(2-clorovinil) arsina	(40334-70-1)
6. Mostazas de nitrógeno:	
HN1: bis(2-cloroetil) etilamina	(538-07-8)
HN2: bis(2-cloroetil) metilamina	(51-75-2)
HN3: tris(2-cloroetil) amina	(555-77-1)
7. Saxitoxina	(35523-89-8)
8. Ricina	(9009-86-3)
B. Precursores	
9. Fosfonildifluoruros de alkilo (metilo, etilo, propilo (normal o isopropilo))	
ej.: DF: metilfosfonildifluoruro	(676-99-3)
10. 0-2-dialkil (metil, etil, propil (normal o isopropil)) aminoetilalkil (metil, etil, propil (normal o isopropil)) fosfonitos de 0-alkilo (H o C_{10}, incluido el cicloalkilo) y sales alkilatadas o protonadas correspondientes	
ej.: QL: 0-2-diisopropilaminoetilmetilfosfonito de 0-etilo	(57856-11-8)
11. Cloro Sarín: metilfosfonocloridato de 0-isopropilo	(1445-76-7)
12. Cloro Somán: metilfosfonocloridato de 0-pinacolilo	(7040-57-5)

Lista 2	No. del CAS
A. Sustancias químicas tóxicas	
1. Amitón: Fosforotiolato de 0,0-dietil S-2-(dietilamino) etil y sales alkilatadas o protonadas correspondientes	(78-53-5)

Lista 2	No. del CAS
2. PFIB: 1,1,3,3,3-pentafluoro-2-(fluorometil) de 1-propeno	(382-21-8)
3. BZ: Bencilato de 3-quinuclidinilo (*)	(6581-06-2)
B. Precursores	
4. Sustancias químicas, excepto las sustancias enumeradas en la Lista 1, que contengan un átomo de fósforo al que esté enlazado un grupo metilo, etilo o propilo (normal o isopropilo), pero no otros átomos de carbono	
ej.: dicloruro de metilfosfonilo	(676-97-1)
metilfosfonato de dimetilo	(756-79-6)
Excepoión: Fonofos: etilfosfonotiolotionato de o-etilo s-fenilo	(944-22-9)
5. Dihaluros N,N-dialkil (metil, etil, propil (normal o isopropil)) fosforamídicos	
6. N,N-dialkil (metil, etil, propil (normal o isopropil)) fosforamidatos dialkílicos (metílicos, etílicos, propílicos (propilo normal o isopropilo)	
7. Tricloruro de arsénico	(7784-34-1)
8. Acido 2,2-difenil-2-hidroxiacético	(76-93-7)
9. Quinuclidinol-3	(1619-34-7)
10. Cloruros de N,N-dialkil (metil, etil, propil (normal o isopropil)) aminoetilo-2 y sales protonadas correspondientes	
11. N,N-dialkil (metil, etil, propil (propilo normal o isopropilo)) aminoetanol-2 y sales protonadas correspondientes	
Excepciones: N,N-dimetilaminoetanol y sales protonadas correspondientes	(108-01-0)
N,N-dietilaminoetanol y sales protonadas correspcndientes	(108-37-8)
12. N,N-dialkil (metil, etil, propil (propilo normal o isopropilo)) aminoetanotiol-2 y sales protonadas correspondientes	
13. Tiodiglicol: sulfuro de bis (2-hidroxietilo)	(111-48-8)
14. Alcohol pinacolílico: 3,3-dimetilbutanol-2	(464-07-3)

Lista 3		No. del CAS
A.	Sustancias químicas tóxicas	
1.	Fosgeno: dicloruro de carbonilo	(75-44-5)
2.	Cloruro de cianógeno	(506-77-4)
3.	Cianuro de hidrógeno	(74-90-8)
4.	Cloropicrina: tricloronitrometano	(76-06-2)
B.	Precursores	
5.	Oxicloruro de fósforo	(10025-87-3)
6.	Tricloruro de fósforo	(7719-12-2)
7.	Pentacloruro de fósforo	(10026-13-8)
8.	Fosfito trimetílico	(121-45-9)
9.	Fosfito trietílico	(122-52-1)
10.	Fosfito dimetílico	(868-85-9)
11.	Fosfito dietílico	(762-04-9)
12.	Monocloruro de azufre	(10025-67-9)
13.	Dicloruro de azufre	(10545-99-0)
14.	Cloruro de tionilo	(7719-09-7)
15.	Etildietanolamina	(139-87-7)
16.	Metildietanolamina	(105-59-9)
17.	Trietanolamina	(102-71-6)

ANEXO SOBRE LA APLICACION Y LA VERIFICACION
("ANEXO SOBRE VERIFICACION")

INDICE

		Página
Parte I:	DEFINICIONES	58
Parte II:	NORMAS GENERALES DE VERIFICACION	64
	A. Nombramiento de inspectores y de ayudantes de inspección	64
	B. Privilegios e inmunidades	65
	C. Arreglos permanentes	67
	Puntos de entrada	67
	Arreglos para la utilización de aeronaves en vuelo no regular	68
	Arreglos administrativos	69
	Equipo aprobado	69
	D. Actividades previas a la inspección	70
	Notificación	70
	Entrada en el territorio del Estado Parte inspeccionado o del Estado huésped y traslado al polígono de inspección	71
	Información previa a la inspección	71
	E. Desarrollo de la inspección	71
	Normas generales	71
	Seguridad	72
	Comunicaciones	72
	Derechos del grupo de inspección y del Estado Parte inspeccionado	73
	Obtención, manipulación y análisis de muestras	74
	Prórroga de la duración de la inspección	75
	Primera información sobre la inspección	75
	F. Partida	75
	G. Informes	76
	H. Aplicación de las disposiciones generales	76
Parte III:	DISPOSICIONES GENERALES PARA LAS MEDIDAS DE VERIFICACION ADOPTADAS DE CONFORMIDAD CON LOS ARTICULOS IV Y V Y EL PARRAFO 3 DEL ARTICULO VI	77
	A. Inspecciones iniciales y acuerdos de instalación	77
	B. Arreglos permanentes	78

INDICE (continuación)

Página

C. Actividades previas a la inspección 79

Parte IV (A): DESTRUCCION DE ARMAS QUIMICAS Y SU VERIFICACION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO IV 80

A. Declaraciones 80

Armas químicas 80
Declaraciones de armas químicas de conformidad con el inciso iii) del apartado a) del párrafo 1 del artículo III 82
Declaraciones de las transferencias y las recepciones anteriores 82
Presentación de planes generales para la destrucción de las armas químicas 83

B. Medidas para asegurar y preparar la instalación de almacenamiento 84

C. Destrucción 84

Principios y métodos para la destrucción de las armas químicas 84
Orden de destrucción 85
Modificación de los plazos intermedios de destrucción 87
Prórroga del plazo para la terminación de la destrucción 88
Planes anuales detallados para la destrucción 89
Informes anuales sobre destrucción 91

D. Verificación 91

Verificación de las declaraciones de armas químicas mediante inspección in situ 91
Verificación sistemática de las instalaciones de almacenamiento 91
Inspecciones y visitas 92
Verificación aistemática de la destrucción de las armas químicas 93
Instalaciones de almacenamiento de armas químicas en las instalaciones de destrucción de armas químicas 96
Medidas de verificación sistemática in situ en instalaciones de destrucción de armas químicas 96

Parte IV (B): ANTIGUAS ARMAS QUIMICAS Y ARMAS QUIMICAS ABANDONADAS 98

A. Disposiciones generales 98

B. Régimen aplicable a las antiguas armas químicas 98

INDICE (continuación)

		Página
	C. Régimen aplicable a las armas químicas abandonadas	99
Parte V:	DESTRUCCION DE LAS INSTALACIONES DE PRODUCCION DE ARMAS QUIMICAS Y SU VERIFICACION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO V	102
	A. Declaraciones	102
	Declaraciones de las instalaciones de producción de armas químicas	102
	Declaraciones de las instalaciones de producción de armas químicas de conformidad con el inciso iii) del apartado c) del párrafo 1 del artículo III	104
	Declaraciones de las transferencias y las recepciones anteriores	104
	Presentación de planes generales para la destrucción	105
	Presentación de planes anuales para la destrucción e informes anuales sobre la destrucción	105
	B. Destrucción	106
	Principios generales para la destrucción de las instalaciones de producción de armas químicas	106
	Principios y métodos para la clausura de una instalación de producción de armas químicas	106
	Mantenimiento técnico de las instalaciones de producción de armas químicas antes de su destrucción	107
	Principios y métodos para la conversión temporal de las instalaciones de producción de armas químicas en instalaciones de destrucción de armas químicas	107
	Principios y métodos relacionados con la destrucción de una instalación de producción de armas químicas	109
	Orden de destrucción	110
	Planes detallados para la destrucción	111
	Examen de los planes detallados	112
	C. Verificación	113
	Verificación de las declaraciones de instalaciones de producción de armas químicas mediante inspección *in situ*	113
	Verificación sistemática de las instalaciones de producción de armas químicas y de la cesación de sus actividades	115

INDICE (continuación)

Página

Parte V: C. Verificación (continuación)

Verificación de la destrucción de instalaciones de producción de armas químicas 116
Verificación de la conversión temporal de una instalación de producción de armas químicas en una instalación de destrucción de armas químicas 116

D. Conversión de instalaciones de producción de armas químicas para fines no prohibidos por la presente Convención 117

Procedimiento para solicitar la conversión ... 117
Disposiciones que han de observarse en espera de una decisión 119
Condiciones para la conversión 120
Decisiones del Consejo Ejecutivo y de la Conferencia 120
Planes detallados para la conversión 121
Examen de los planes detallados 122

Parte VI: ACTIVIDADES NO PROHIBIDAS POR LA PRESENTE CONVENCION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO VI..... 125

REGIMEN APLICABLE A LAS SUSTANCIAS QUIMICAS DE LA LISTA 1 Y A LAS INSTALACIONES RELACIONADAS CON ESAS SUSTANCIAS 125

A. Disposiciones generales 125

B. Transferencias 125

C. Producción 126

Principios generales para la producción 126
Instalación única en pequeña escala 126
Otras instalaciones 126

D. Declaraciones 127

Instalación única en pequeña escala 127
Otras instalaciones mencionadas en los párrafos 10 y 11 128

E. Verificación 131

Instalación única en pequeña escala 130
Otras instalaciones mencionadas en los párrafos 10 y 11 130

INDICE (continuación)

Página

Parte VII: ACTIVIDADES NO PROHIBIDAS POR LA PRESENTE CONVENCION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO VI 133

REGIMEN APLICABLE A LAS SUSTANCIAS QUIMICAS DE LA LISTA 2 Y A LAS INSTALACIONES RELACIONADAS CON ESAS SUSTANCIAS 133

A. Declaraciones 133

Declaraciones de la totalidad de los datos nacionales 133
Declaraciones de complejos industriales que produzcan, elaboren o consuman sustancias químicas de la Lista 2 133
Declaraciones de la producción anterior de sustancias químicas de la Lista 2 para fines de armas químicas 136
Información a los Estados Partes 136

B. Verificación 137

Disposiciones generales 137
Objetivos de la inspección 137
Inspecciones iniciales 138
Inspecciones 138
Procedimiento de inspección 139
Notificación de la inspección 140

C. Transferencias a Estados no partes en la presente Convención 140

Parte VIII: ACTIVIDADES NO PROHIBIDAS POR LA PRESENTE CONVENCION DB CONFORMIDAD CON EL ARTICULO VI 142

REGIMEN APLICABLE A LAS SUSTANCIAS QUIMICAS DE LA LISTA 3 Y A LAS INSTALACIONES RELACIONADAS CON ESAS SUSTANCIAS 142

A. Declaraciones 142

Declaraciones de la totalidad de los datos nacionales..... 142
Declaraciones de complejos industriales que produzcan suatancias químicas de la Lista 3 .. 142
Declaraciones de la producción anterior de sustancias químicas de la Lista 3 para fines de armas químicas 144
Información a los Estados Partes 144

B. Verificación 144

Disposiciones generales 144
Objetivos de la inspección 145
Procedimiento de inspección 145
Notificación de la inspección 147

INDICE (continuación)

Página

C. Transferencias a Estados no partes en la presente Convención 147

Parte IX: ACTIVIDADES NO PROHIBIDAS POR LA PRESENTE CONVENCION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO VI 148

REGIMEN APLICABLE A OTRAS INSTALACIONES DE PRODUCCION DE SUSTANCIAS QUIMICAS 148

A. Declaraciones 148

Lista de otras instalaciones de producción de sustancias químicas 148
Asistencia de la Secretaría Técnica 149
Información a los Estados Partes 149

B. Verificación 149

Disposiciones generales 149
Objetivos de la inspección 150
Procedimiento de inspección 150
Notificación de la inspección 151

C. Aplicación y examen de la sección B 151

Aplicación 151
Examen 152

Parte X: INSPECCIONES POR DENUNCIA REALIZADAS DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO IX 153

A. Nombramiento y elección de inspectores y ayudantes de inspección 153

B. Actividades previas a la inspección 153

Notificación 154
Entrada en el territorio del Estado Parte inspeccionado o del Estado huésped 155
Determinación alternativa del perímetro definitivo 156
Verificación de la localización 157
Aseguramiento del polígono y vigilancia de la salida 157
Sesión de información previa a la inspección y plan de inspección 158
Actividades del perímetro 159

C. Desarrollo de las inspecciones 160

Normas generales 160
Acceso controlado 161
Observador 163
Duración de la inspección 163

INDICE (continuación)

Página

D. Actividades posteriores a la inspección 163

Partida 163
Informes 164

Parte XI: INVESTIGACIONES EN CASOS DE PRESUNTO EMPLEO DE ARMAS QUIMICAS 165

A. Disposiciones generales 165

B. Actividades previas a la inspección 165

Solicitud de una investigación 165
Notificación 166
Nombramiento del grupo de inspección 166
Envío del grupo de inspección 166
Información 167

C. Desarrollo de las inspecciones 167

Acceso 167
Toma de muestras 167
Ampliación del polígono de inspección 167
Prórroga de la duración de la inspección 168
Entrevistas 168

D. Informes 168

Procedimiento 168
Contenido 168

E. Estados no partes en la presente Convención .. 169

Parte I

DEFINICIONES

1. Por "equipo aprobado" se entiende los dispositivos e instrumentos necesarios para el cumplimiento de las obligaciones del grupo de inspección que hayan sido homologados por la Secretaría Técnica de conformidad con las normas preparadas por ella en virtud del párrafo 27 de la parte II del presente Anexo. También puede comprender los suministros administrativos o el equipo de grabación que utilice el grupo de inspección.

2. El término "edificio" mencionado en la definición de instalación de producción de armas químicas del artículo II comprende los edificios especializados y los edificios corrientes.

a) Por "edificio especializado" se entiende:

i) Todo edificio, incluidas las estructuras subterráneas, que contenga equipo especializado en una configuración de producción o de carga;

ii) Todo edificio, incluidas las estructuras subterráneas, que tenga características propias que lo distingan de los edificios utilizados normalmente para actividades de producción o carga de sustancias químicas no prohibidas por la presente Convención.

b) Por "edificio corriente" se entiende todo edificio, incluidas las estructuras subterráneas, construido con arreglo a las normas industriales aplicables a la instalaciones que no produzcan ninguna de las sustancias químicas especificadas en el inciso i) del apartado a) del párrafo 8 del artículo II, ni sustancias químicas corrosivas.

3. Por "inspección por denuncia" se entiende la inspección de cualquier instalación o polígono en el territorio de un Estado Parte o en cualquier otro lugar sometido a la jurisdicción o control de éste solicitada por otro Estado Parte de conformidad con los párrafos 8 a 25 del artículo IX.

4. Por "sustancia química orgánica definida" se entiende cualquier sustancia química perteneciente a la categoría de compuestos químicos integrada por todos los compuestos de carbono, excepto sus óxidos, sulfuros y carbonatos metálicos, identificable por su nombre químico, fórmula estructural, de conocerse, y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado.

5. El término "equipo" mencionado en la definición de instalación de producción de armas químicas del artículo II comprende el equipo especializado y el equipo corriente.

a) Por "equipo especializado" se entiende:

i) El circuito de producción principal, incluidos cualquier reactor o equipo para la síntesis, separación o purificación de productos, cualquier equipo utilizado directamente para la termotransferencia en la etapa tecnológica final, por ejemplo, en reactores o en la separación de productos, así como cualquier otro equipo que haya estado en contacto con cualquier sustancia

química especificada en el inciso i) del apartado a) del párrafo 8 del artículo II o que estaría en contacto con esa sustancia química si la instalación estuviera en servicio;

ii) Toda máquina para la carga de armas químicas;

iii) Cualquier otro equipo especialmente diseñado, construido o instalado para la explotación de la instalación en cuanto instalación de producción de armas químicas, a diferencia de una instalación construida con arreglo a las normas de la industria comercial aplicables a las instalaciones que no produzcan ninguna de las sustancias químicas especificadas en el inciso i) del apartado a) del párrafo 8 del artículo II, ni sustancias químicas corrosivas, por ejemplo: equipo fabricado con aleaciones ricas en níquel o cualquier otro material especial resistente a la corrosión; equipo especial para eliminación de residuos, tratamiento de residuos, filtrado de aire o recuperación de disolventes; recintos especiales de contención y pantallas de seguridad; equipo de laboratorio no corriente utilizado para analizar sustancias químicas tóxicas con fines de armas químicas; paneles de control de procesos especialmente diseñados; o piezas de recambio específicas para equipo especializado.

b) Por "equipo corriente" se entiende:

i) El equipo de producción que se utiliza generalmente en la industria química y que no está incluido en los tipos de equipo especializado;

ii) Otro equipo utilizado habitualmente en la industria química, tal como equipo de lucha contra incendios; equipo de vigilancia con fines de custodia y protección/seguridad; instalaciones médicas, instalaciones de laboratorio; o equipo de comunicaciones.

6. Por "instalación", en el contexto del artículo VI, se entiende cualquiera de los establecimientos industriales que se definen a continuación ("complejo industrial", "planta" y "unidad").

a) Por "complejo industrial" (factoría, explotación) se entiende la integración local de una o más plantas, con cualquier nivel administrativo intermedio, bajo un solo control operacional y con una infraestructura común, como:

i) Oficinas administrativas y de otra índole;

ii) Talleres de reparación y mantenimiento;

iii) Centro médico;

iv) Servicios públicos;

v) Laboratorio analítico central;

vi) Laboratorios de investigación y desarrollo;

vii) Zona de tratamiento central de efluentes y residuos; y

viii) Almacenes.

b) Por "planta" (instalación de producción, fábrica) se entiende una zona, estructura o edificio relativamente autónomo que comprende una o más unidades con una infraestructura auxiliar y conexa, como:

i) Una pequeña sección administrativa;

ii) Zonas de almacenamiento/manipulación de insumos y productos;

iii) Una zona de manipulación/tratamiento de efluentes/residuos;

iv) Un laboratorio de control/análisis;

v) Una sección médica de primeros auxilios/servicios médicos conexos; y

vi) Los registros vinculados al movimiento de las sustancias químicas declaradas y sus insumos o las sustancias químicas formadas con ellos al complejo, en el interior de éste y de salida de éste, según proceda.

c) Por "unidad" (unidad de producción, unidad de proceso) se entiende la combinación de los elementos de equipo, incluidos los recipientes y la disposición de éstos, necesarios para la producción, elaboración o consumo de una sustancia química.

7. Por "acuerdo de instalación" se entiende un acuerdo o arreglo entre un Estado Parte y la Organización acerca de una instalación concreta sometida a verificación in situ de conformidad con los artículos IV, V y VI.

8. Por "Estado huésped" se entiende el Estado en cuyo territorio se encuentran las instalaciones o zonas de otro Estado Parte en la presente Convención que están sujetas a inspección en virtud de ella.

9. Por "acompañamiento en el país" se entiende las personas especificadas por el Estado Parte inspeccionado y, en su caso, por el Estado huésped, que deseen acompañar y prestar asistencia al grupo de inspección durante todo el período en el país.

10. Por "período en el país" se entiende el período comprendido entre la llegada del grupo de inspección a un punto de entrada hasta su salida del Estado por un punto de entrada.

11. Por "inspección inicial" se entiende la primera inspección in situ de las instalaciones para verificar las declaraciones presentadas de conformidad con los artículos III, IV, V y VI y con el presente Anexo.

12. Por "Estado Parte inspeccionado" se entiende el Estado Parte en cuyo territorio o en cualquier otro lugar bajo su jurisdicción o control se lleva a cabo una inspección de conformidad con la presente Convención, o el Estado Parte cuya instalación o zona en el territorio de un Estado huésped sea objeto de tal inspección; no se entiende incluido, sin embargo, el Estado Parte especificado en el párrafo 21 de la parte II del presente Anexo.

13. Por "ayudante de inspección" se entiende toda persona nombrada por la Secretaría Técnica de conformidad con lo previsto en la sección A de la parte II del presente Anexo para ayudar a los inspectores en una

inspección o visita, por ejemplo, personal médico, de seguridad y administrativo e intérpretes.

14. Por "mandato de inspección" se entiende las instrucciones impartidas por el Director General al grupo de inspección para la realización de una determinada inspección.

15. Por "manual de inspección" se entiende la recopilación de procedimientos adicionales para la realización de inspecciones elaborada por la Secretaría Técnica.

16. Por "polígono de inspección" se entiende toda instalación o zona en la que se realice una inspección y que se haya definido específicamente en el correspondiente acuerdo de instalación o mandato o solicitud de inspección, con las ampliaciones que resulten del perímetro alternativo o definitivo.

17. Por "grupo de inspección" se entiende el grupo de inspectores y ayudantes de inspección asignados por el Director General para realizar una determinada inspección.

18. Por "inspector" se entiende toda persona nombrada por la Secretaría Técnica según el procedimiento establecido en la sección A de la parte II del presente Anexo para realizar una inspección o visita de conformidad con la presente Convención.

19. Por "acuerdo modelo" se entiende un documento en el que se especifiquen la forma y contenido generales de un acuerdo concertado entre un Estado Parte y la Organización con el objeto de cumplir las disposiciones relativas a la verificación enunciadas en el presente Anexo.

20. Por "observador" se entiende un representante de un Estado Parte solicitante o de un tercer Estado Parte para observar una inspección por denuncia.

21. Por "perímetro", en el caso de una inspección por denuncia, se entiende el límite externo del polígono de inspección, definido sea por coordenadas geográficas o por descripción en un mapa.

a) Por "perímetro solicitado" se entiende el perímetro del polígono de inspección especificado de conformidad con el párrafo 8 de la parte X del presente Anexo;

b) Por "perímetro alternativo" se entiende el perímetro del polígono de inspección según venga especificado, como alternativa al perímetro solicitado, por el Estado Parte inspeccionado; se ajustará a los requisitos estipulados en el párrafo 17 de la parte X del presente Anexo;

c) Por "perímetro definitivo" se entiende el perímetro definitivo del polígono de inspección convenido en negociaciones entre el grupo de inspección y el Estado Parte inspeccionado, de conformidad con los párrafos 16 a 21 de la parte X del presente Anexo;

d) Por "perímetro declarado" se entiende el límite exterior de la instalación declarada de conformidad con los artículos III, IV, V y VI.

22. Por "período de inspección" se entiende, a los efectos del artículo IX, el período de tiempo transcurrido desde la facilitación al

grupo de inspección de acceso al polígono de inspección hasta su salida de éste, excluido el tiempo dedicado a reuniones de información antes y después de las actividades de verificación.

23. Por "período de inspección" se entiende, a los efectos de los artículos IV, V y VI, el período de tiempo transcurrido desde la llegada del grupo de inspección al polígono de inspección hasta su salida de éste, excluido el tiempo dedicado a reuniones de información antes y después de las actividades de verificación.

24. Por "punto de entrada"/"punto de salida" se entiende el lugar designado para la llegada al país de los grupos de inspección con el fin de realizar inspecciones de conformidad con la presente Convención o para su salida después de terminada su misión.

25. Por "Estado Parte solicitante" se entiende el Estado Parte que ha solicitado una inspección por denuncia de conformidad con el artículo IX.

26. Por "tonelada" se entiende una tonelada métrica, es decir, 1.000 kg.

Parte II

NORMAS GENERALES DE VERIFICACION

A. Nombramiento de inspectores y de ayudantes de inspección

1. La Secretaría Técnica, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención, comunicará por escrito a todos los Estados Partes el nombre, la nacionalidad y la categoría de los inspectores y los ayudantes de inspección que se proponga nombrar, así como una descripción de sus calificaciones y su experiencia profesional.

2. Cada Estado Parte acusará inmediatamente recibo de la lista que le haya sido transmitida de los inspectores y ayudantes de inspección propuestos para nombramiento. El Estado Parte comunicará por escrito a la Secretaría Técnica su aceptación de cada inspector y ayudante de inspección 30 días después, a más tardar, del acuse de recibo de la lista. Se considerará nombrado a todo inspector y ayudante de inspección incluido en dicha lista, salvo que un Estado Parte, 30 días después, a más tardar, del acuse de recibo de la lista, declare por escrito su no aceptación. El Estado Parte podrá indicar el motivo de la objeción.

En el caso de no aceptación, el inspector o ayudante de inspección propuesto no realizará actividades de verificación ni participará en ellas en el territorio del Estado Parte que haya declarado su no aceptación ni en cualquier otro lugar bajo su jurisdicción o control. La Secretaría Técnica presentará, de ser necesario, propuestas adicionales a la lista inicial.

3. Sólo podrán realizar actividades de verificación con arreglo a la presente Convención los inspectores y ayudantes de inspección que hayan sido nombrados.

4. A reserva de lo dispuesto en el párrafo 5, un Estado Parte tendrá derecho en cualquier momento a presentar objeciones contra un inspector o ayudante de inspección que haya sido ya nombrado. Notificará por escrito a la Secretaría Técnica su objeción y podrá indicar el motivo correspondiente. Dicha objeción surtirá efecto 30 días después de ser recibida por la Secretaría Técnica. La Secretaría Técnica comunicará sin demora al Estado Parte interesado la revocación del nombramiento del inspector o del ayudante de inspección.

5. Ningún Estado Parte al que se le haya notificado una inspección tratará de excluir del grupo de inspección designado para esa inspección a ninguno de los inspectores o ayudantes de inspección indicados en la lista del grupo de inspección.

6. El número de inspectores o ayudantes de inspección nombrados para un Estado Parte y aceptados por éste deberá ser suficiente para permitir la disponibilidad y rotación de un número adecuado de inspectores y ayudantes de inspección.

7. Si el Director General considera que la no aceptación de inspectores o ayudantes de inspección propuestos dificulta el nombramiento de un número suficiente de inspectores o ayudantes de inspección u obstaculiza de cualquier otra forma el eficaz cumplimiento de las tareas de la Secretaría Técnica, remitirá la cuestión al Consejo Ejecutivo.

8. Siempre que sea necesario o que se solicite modificar las referidas listas de inspectores y ayudantes de inspección, se nombrará a los inspectores y ayudantes de inspección sustitutos de la forma establecida para la lista inicial.

9. Los miembros del grupo de inspección que realice la inspección de una instalación de un Estado Parte situada en el territorio de otro Estado Parte serán nombrados de conformidad con los procedimientos enunciados en el presente Anexo aplicables tanto al Estado Parte inspeccionado como al Estado Parte huésped.

B. Privilegios e inmunidades

10. Cada Estado Parte facilitará, 30 días después, a más tardar, del acuse de recibo de la lista de inspectores y ayudantes de inspección o de las modificaciones a dicha lista, visados para múltiples entradas/salidas y/o tránsito y los demás documentos que cada inspector o ayudante de inspección necesite para entrar y permanecer en el territorio de ese Estado Parte con el objeto de realizar actividades de inspección. Dichos documentos tendrán una validez de dos años, por lo menos, a contar de la fecha de su entrega a la Secretaría Técnica.

11. Para el eficaz ejercicio de sus funciones, se otorgará a los inspectores y ayudantes de inspección los privilegios e inmunidades establecidos en los apartados a) a i). Los privilegios e inmunidades se otorgarán a los miembros del grupo de inspección en consideración a la presente Convención y no para el provecho particular de las personas. Los privilegios e inmunidades les serán otorgados para la totalidad del período que transcurra entre la llegada al territorio del Estado Parte inspeccionado o del Estado huésped y la salida de él y, posteriormente, respecto de los actos realizados con anterioridad en el ejercicio de sus funciones oficiales.

a) Se otorgará a los miembros del grupo de inspección la inviolabilidad de que gozan los agentez diplomáticos en virtud del artículo 29 de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas de 18 de abril de 1961.

b) Se otorgará a las viviendas y locsles de oficina ocupados por el grupo que realice actividades de inspección de conformidad con la presente Convención la inviolabilidad y la protección de que gozan los locales de los agentes diplomáticos en virtud del párrafo 1 del artículo 30 de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas.

c) Los documentos y la correspondencia, incluidos los archivos, del grupo de inspección gozarán de la inviolabilidad otorgada a todos los documentos y correspondencia de los agentes diplomáticos en virtud del párrafo 2 del artículo 30 de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas. El grupo de inspección tendrá derecho a utilizar códigos para sus comunicaciones con ls Secretaría Técnica.

d) Las muestras y el equipo aprobado que lleven consigo los miembros del grupo de inspección serán inviolables, a reserva de las disposiciones contenidas en la presente Convención, y estarán exentos de todo derecho arancelario. Las muestras peligrosas se transportarán de conformidad con los reglamentos correspondientes.

e) Se otorgará a los miembros del grupo de inspección las inmunidades de que gozan los agentes diplomáticos en virtud de los párrafos 1, 2 y 3 del artículo 31 de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas.

f) Se otorgará a los miembros del grupo de inspección que realicen las actividades prescritas en virtud de la presente Convención la exención de derechos e impuestos de que gozan los agentes diplomáticos en virtud del artículo 34 de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas.

g) Se permitirá a los miembros del grupo de inspección introducir en el territorio del Estado Parte inspeccionado o del Estado Parte huésped, libres de derechos arancelarios o gravámenes semejantes, artículos de uso personal, con excepoión de aquellos artículos cuya importación o exportación esté prohibida por la ley o sujeta a cuarentena.

h) Se otorgará a los miembros del grupo de inspección las mismas facilidades en materia de moneda extranjera y cambio de que gozan los representantes de los gobiernos extranjeros en misiones oficiales temporales.

i) Los miembros del grupo de inspección no realizarán ninguna actividad profesional o comercial en beneficio propio en el territorio del Estado Parte inspeccionado o en el del Estado huésped.

12. Cuando estén en tránsito por el territorio de Estados Partes no inspeccionados, se otorgará a los miembros del grupo de inspección los privilegios e inmunidades de que gozan los agentes diplomáticos en virtud del párrafo 1 del artículo 40 de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas. Se otorgará a los documentos y la correspondencia, incluidos los archivos, las muestras y el equipo aprobado que lleven consigo, los privilegios e inmunidades enunciados en los apartados c) y d) del párrafo 11.

13. Sin perjuicio de sus privilegios e inmunidades, los miembros del grupo de inspección estarán obligados a respetar las leyes y reglamentos del Estado Parte inspeccionado o del Estado huésped y, en la medida que sea compatible con el mandato de inspección, estarán obligados a no injerirse en los asuntos internos de ese Estado. Si el Estado Parte inspeccionado o el Estado Parte huésped considera que ha habido abuso de los privilegios e inmunidades especificados en el presente Anexo, se celebrarán consultas entre dicho Estado Parte y el Director General para determinar si se ha producido un abuso y, si así se considera, impedir su repetición.

14. El Director General podrá renunciar a la inmunidad de jurisdicción de los miembros del grupo de inspección en aquellos casos en que, a su juicio, dicha inmunidad dificulte la acción de la justicia y pueda hacerlo sin perjuicio de la aplicación de las disposiciones de la presente Convención. Esa renuncia deberá siempre ser expresa.

15. Se otorgará a los observadores los mismos privilegios e inmunidades concedidos a los inspectores en virtud de la presente sección, salvo los previstos en el apartado d) del párrafo 11.

C. Arreglos permanentes

Puntos de entrada

16. Cada Estado Parte designará los puntos de entrada y facilitará la información necesaria a la Secretaría Técnica 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención. Esos puntos de entrada deberán estar situados de forma que el grupo de inspección pueda llegar a cualquier polígono de inspección desde por lo menos un punto de entrada en el plazo de 12 horas. La Secretaría Técnica comunicará a todos los Estados Partes la ubicación de los puntos de entrada.

17. Cada Estado Parte podrá cambiar los puntos de entrada, notificando dicho cambio a la Secretaría Técnica. Los cambios serán efectivos 30 días después de que la Secretaría Técnica reciba dicha notificación, al objeto de efectuar la debida notificación a todos los Estados Partes.

18. Si la Secretaría Técnica considera que los puntos de entrada son insuficientes para la realización de las inspecciones en tiempo oportuno o que los cambios de los puntos de entrada propuestos por el Estado Parte dificultarían dicha realización en tiempo oportuno, entablará consultas con el Estado Parte interesado para resolver el problema.

19. En los casos en que las instalaciones o zonas de un Estado Parte inspeccionado estén situadas en el territorio de un Estado Parte huésped o en que para el acceso desde el punto de entrada a las instalaciones o zonas sujetas a inspección sea necesario transitar por el territorio de otro Estado Parte, el Estado Parte inspeccionado ejercerá los derechos y obligaciones relacionados con tales inspecciones de conformidad con el presente Anexo. El Estado Parte huésped dará facilidades para la inspección de dichas instalaciones o zonas y brindará el apoyo necesario para el cumplimiento oportuno y eficaz de las tareas del grupo de

inspección. Los Estados Partes por cuyo territorio sea necesario transitar para inspeccionar instalaciones o zonas de un Estado Parte inspeccionado facilitarán dicho tránsito.

20. En los casos en que las instalaciones o zonas de un Estado Parte inspeccionado eatén situadaa en el territorio de un Estado no parte en la presente Convención, el Estado Parte inspeccionado adoptará todas las medidas necesarias para garantizar que las inspecciones de esas instalaciones o zonaa puedan efectuarse de conformidad con las disposiciones del presente Anexo. Todo Estado Parte que tenga una o más instalaciones o zcnas en el territorio de un Estado no parte en la presente Convención adoptará todas las medidas necesarias para asegurarse de que el Estado huésped acepte a los inspectores y ayudantes de inspección nombrados para ese Estado Parte. Si un Estado Parte inspeccionado no puede garantizar el acceso, tendrá que demostrar que adoptó todas las medidas necesarias para lograrlo.

21. En los casos en que las instalaciones o zonas que se pretenda inspeccionar estén situadas en el territorio de un Estado Parte, pero en un lugar sometido a la jurisdicción o control de un Estado no parte en la presente Convención, el Estado Parte adoptará todas las medidas necesarias que se exigirían de un Estado Parte inspeccionado y de un Estado Parte huésped para garantizar que las inspecciones de esas instalaciones o zonas se lleven a cabo de conformidad con lo dispuesto en el presente Anexo. Si el Estado Parte no puede garantizar el acceso a esas instalaciones o zonas, tendrá que demostrar que adoptó todas las medidas necesarias para lograrlo. No se aplicará el presente párrafo cuando las instalaciones o zonas que se pretenda inspaccionar sean las del Estado Parte.

Arreglos para la utilización de aeronaves en vuelo no regular

22. En el caso de inspecciones realizadas en virtud del artículo IX y de otras inspecciones en que no sea posible viajar en tiempo oportuno utilizando un transporte comercial regular, un grupo de inspección tal vez pueda tener necesidad de utilizar una aeronave propiedad de la Secretaría Técnica o fletada por éata. Cada Estado Parte, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, comunicará a la Secretaría Técnica el número de la autorización diplomática permanente para aeronaves que en vuelos no regulares transporten grupos de inspección y equipo necesario para la inspección en viaje de ida y vuelta al territorio en que esté situado el polígono de inspección. El itinerario de las aeronaves para llegar al punto de entrada designado y salir de él se ajustará a las rutas aéreas internacionalea convenidas entre los Estados Partes y la Secretaría Técnica como base para dicha autorización diplomática.

23. Cuando se utilice una aeronave en vuelo no regular, la Secretaría Técnica facilitará al Estado Parte inspeccionado, por conducto de la Autoridad Nacional, el plan de vuelo de la aeronave desde el último aeropuerto anterior a la entrada en el espacio aéreo del Estado en el que esté situado el polígono de inspección hasta el punto de entrada, seis horas antes, por lo menos, de la hora de salida prevista de ese aeropuerto. Dicho plan se presentará de conformidad con los procedimientos de la Organización de Aviación Civil Internacional aplicables a las aeronaves civiles. En los vuelos de las aeronaves propiedad de la Secretaría Técnica o fletadas por ella, la Secretaría Técnica incluirá en la sección de observaciones de cada plan de vuelo el número de la autorización

diplomática permanente y la anotación apropiada para identificar la aeronave como aeronave de inspección.

24. Tres horas antes, por lo menos, de la salida prevista del grupo de inspección del último aeropuerto anterior a la entrada en el espacio aéreo del Estado en el que vaya a realizarse la inspección, el Estado Parte inspeccionado o el Estado Parte huésped adoptará las disposiciones necesarias para la aprobación del plan de vuelo presentado de conformidad con el párrafo 23 a fin de que el grupo de inspección pueda llegar al punto de entrada a la hora prevista.

25. El Estado Parte inspeccionado proporcionará estacionamiento, protección de seguridad y los servicios de mantenimiento y el combustible que pida la Secretaría Técnica para la aeronave del grupo de inspección en el punto de entrada cuando dicha aeronave sea propiedad de la Secretaría Técnica o haya sido fletada por ella. Dicha aeronave no estará sujeta al pago de derechos de aterrizaje, impuestos de salida ni gravámenes semejantes. La Secretaría Técnica correrá con el costo de ese combustible, protección de seguridad y servicio de mantenimiento.

Arreglos administrativos

26. El Estado Parte inspeccionado proporcionará o dispondrá las facilidades neceaarias para el grupo de inspección, como medios de comunicación, servicios de interpretación en la medida requerida para la celebración de entreviatas y demás tareas, transporte, espacio de trabajo, alojamiento, comidas y atención médica. El Estado Parte inspeccionado será reembolsado por la Organización de los gastos en que haya incurrido por estos conceptos.

Equipo aprobado

27. A reserva de lo dispuesto en el párrafo 29, el Estado Parte inspeccionado no podrá oponerse a que el grupo de inspeoción lleve consigo al polígono de inspección el equipo, aprobado de conformidad con el párrafo 28, que la Seoretaría Técnica haya estimado necesario para cumplir las exigencias de la inspección. La Secretaría Técnica preparará y, según proceda, actualizará una lista de equipo aprobado, que pueda necesitarse a los fines antes descritos, así como las normas aplicables a ese equipo, que se ajustarán a lo dispuesto en el presente Anexo. Al elaborar la lista de equipo aprobado y esas normas, la Secretaría Técnica se asegurará de que se tengan plenamente en cuenta las consideraciones de seguridad necesarias para todos los tipos de instalaciones en las que de manera probable vaya a utilizarse el eguipo. La Conferencia examinará y aprobará una lista de equipo aprobado de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

28. El equipo quedará en custodia de la Secretaría Técnica y será designado, calibrado y aprobado por ésta. En la medida de lo posible, la Secretaría Técnica elegirá el equipo que esté diseñado especialmente para la clase específica de inspección requerida. El equipo designado y aprobado estará protegido específicamente contra toda alteración no autorizada.

29. El Estado Parte inspeccionado tendrá derecho, con sujeción a los plazos preecritos, a inspeccionar el equipo en presencia de miembros del grupo de inspección en el punto de entrada, esto es, a comprobar la naturaleza del equipo traído al territorio del Estado huésped o del Estado

Parte inspecoionado o retirado de dicho territorio. Al objeto de facilitar esa identificación, la Secretaría Técnica adjuntará documentos y dispesitivos para autenticar su designación y aprobación del equipo. Cuando se inspeccione el equipo, se determinará también a satisfacción del Estado Parte inspeccionado que éste corresponde a la descripción del equipo aprobado para el tipo concreto de inspección. El Estado Parte inspeccionado podrá excluir aquel equipc que no corresponda a esa deecripción o que carezca de los documentos o dispositivos de autenticación mencionados. La Conferencia examinará y aprobará procedimientos para la inspección del equipo de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

30. Si el grupo de inspección ccnsidera necesario utilizar equipo disponible in situ que no pertenezca a la Secretaría Técnica y pide al Estado Parte inspeccionado que le permita utilizar ese equipo, el Estado Parte inspeccionado atenderá dicha petición en la medida de lo posible.

D. Actividades previas a la inspección

Notificación

31. Con anterioridad a la llegada prevista del grupo de inspección al punto de entrada y ateniéndose a los plazos eventualmente establecidos, el Director General notificará al Estado Parte su propósito de realizar una inspección.

32. En las notificacicnes hechas por el Director General se incluirá la información siguiente:

a) El tipo de inspección;

b) El punto de entrada;

c) La fecha y la hora estimada de llegada al punto de entrada;

d) Los medios pera llegar al punto de entrada;

e) El polígono que se va a inspeccionar;

f) Los nombres de los inspectores y ayudantes de inspección;

g) Cuando proceda, la autorización a aeronaves para efectuar vuelos especiales.

33. El Estado Parte inspeccionado acusará recibo de la notificación hecha por la Secretaría Técnica de su propósito de realizar una inspección una hora después, a más tardar, de haberla recibido.

34. En el caso de la inspección de una instalación de un Estado Parte situada en el territorio de otro Estado Parte, ambos Estados Partes serán notificados simultáneamente de conformidad con los párrafos 31 y 32.

Entrada en el territorio del Estado Parte inspeccionado o del Estado huésped y traslado al polígono de inspección

35. El Estado Parte inspeccionado o el Estado Parte huésped que haya sido notificado de la llegada de un grupo de inspección adoptará las

medidas necesarias para la entrada inmediata de éste en el territorio y, por conducto del acompañamiento en el país o por otros medios, hará cuanto esté a su alcance para garantizar el traslado en condiciones de seguridad del grupo de inspección y de su equipo y demás material desde su punto de entrada al polígono o polígonos de inspección y a un punto de salida.

36. El Estado Parte inspeccionado o el Estado Parte huésped prestará la asistencia que sea necesaria al grupo de inspección para que éste llegue al polígono de inspección 12 horas después, a más tardar, de la llegada al punto de entrada.

Información previa a la inspección

37. A su llegada al polígono de inspección y antes del comienzo de la inspección, el grupo de inspección será informado en la instalación por representantes de ésta, con ayuda de mapas y la demás documentación que proceda, de las actividades realizadas en la instalación, las medidas de seguridad y los arreglos administrativos y logísticos necesarios para la inspección. El tiempo dedicado a esa información se limitará al mínimo necesario y, en cualquier caso, no excederá de tres horas.

E. Desarrollo de la inspección

Normas generales

38. Los miembros del grupo de inspección cumplirán sus funciones de conformidad con las disposiciones de la presente Convención, las normas establecidas por el Director General y los acuerdos de instalación concertados entre los Estados Partes y la Organización.

39. El grupo de inspección se atendrá estrictamente al mandato de inspección impartido por el Director General. Se abstendrá de toda actividad que exceda de ese mandato.

40. Las actividades del grupo de inspección estarán organizadas de manera que éste pueda cumplir oportuna y eficazmente sus funciones y que se cause el menor inconveniente posible al Estado Parte inspeccionado o al Estado huésped y la menor perturbación posible a la instalación o la zona inspeccionada. El grupo de inspección evitará toda obstaculización o demora innecesaria del funcionamiento de una instalación y no se injerirá en su seguridad. En particular, el grupo de inspección no hará funcionar ninguna instalación. Si los inspectores consideran que, para cumplir su mandato, deben realizar determinadas operaciones en una instalación, solicitarán al representante designado de la instalación inspeccionada que disponga su realización. El representante atenderá la solicitud en la medida de lo posible.

41. En el cumplimiento de sus deberes en el territorio de un Estado Parte inspeccionado o un Estado huésped, los miembros del grupo de inspección irán acompañados, si el Estado Parte inspeccionado así lo solicita, de representantes de ese Estado, sin que por ello el grupo de inspección se vea demorado u obstaculizado de otro modo en el ejercicio de sus funciones.

42. Se elaborarán procedimientos detallados para la realización de inspecciones a fin de incluirlos en el Manual de Inspección de la

Secretaría Técnica, teniendo en cuenta las directrices que ha de examinar y aprobar la Conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

Seguridad

43. En el desarrollo de sus actividades, los inspectores y ayudantes de inspección observarán los reglamentos de seguridad vigentes en el polígono de inspección, incluidos los concernientes a la protección de ambientes controlados dentro de una instalación y a la seguridad personal. La Conferencia examinará y aprobará, de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII, los procedimientos detallados apropiados para cumplir estos requisitos.

Comunicaciones

44. Los inspectores tendrán derecho durante todo el período en el país a comunicarse con la Sede de la Secretaría Técnica. A tal efecto, podrán utilizar su propio equipo aprobado, debidamente homologado, y podrán pedir al Estado Parte inspeccionado o al Estado Parte huésped que les facilite acceso a otras telecomunicaciones. El grupo de inspección tendrá derecho a utilizar su propio sistema de comunicación por radio en doble sentido entre el personal que patrulle el perímetro y los demás miembros del grupo de inspección.

Derechos del grupo de inspección y del Estado Parte inspeccionado

45. De conformidad con los pertinentes artículos y Anexos de la presente Convención, los acuerdos de instalación y los procedimientos establecidos en el Manual de Inspección, el grupo de inspección tendrá derecho de acceso sin restricciones al polígono de inspección. Los elementos que hayan de ser inspeccionados serán elegidos por los inspectores.

46. Los inspectores tendrán derecho a entrevistar a cualquier miembro del personal de la instalación en presencia de representantes del Estado Parte inspeccionado a fin de determinar los hechos pertinentes. Los inspectores únicamente solicitarán la información y datos que sean necesarios para la realización de la inspección, y el Estado Parte inspeccionado facilitará tal información cuando le sea solicitada. El Estado Parte inspeccionado tendrá derecho a objetar a las preguntas hechas al personal de la instalación si considera que no guardan relación con la inspección. Si el jefe del grupo de inspección se opone a esto y afirma que sí son pertinentes, esas preguntas serán entregadas por escrito al Estado Parte inspeccionado para que responda a ellas. El grupo de inspección podrá dejar constancia de toda negativa a autorizar entrevistas o a permitir que se responda a preguntas y de toda explicación que se dé, en la parte del informe de inspección relativa a la colaboración del Estado Parte inspeccionado.

47. Los inspectores tendrán derecho a inspeccionar los documentos y registros que consideren pertinentes para el cumplimiento de su misión.

48. Los inspectores tendrán derecho a pedir a representantes del Estado Parte inspeccionado o de la instalación inspeccionada que tomen fotografías. Se dispondrá de la capacidad de tomar fotografías de revelado instantáneo. El grupo de inspección determinará si las fotografías corresponden a las solicitadas y, en caso contrario, deberá

procederse a una nueva toma fotográfica. Tanto el grupo de inspección como el Estado Parte inspeccionado conservarán una copia de cada fotografía.

49. Los representantes del Estado Parte inspeccionado tendrán derecho a observar todas las actividades de verificación que realice el grupo de inspección.

50. El Estado Parte inspeccionado recibirá copias, a petición suya, de la información y los datos obtenidos sobre su instalación o instalaciones por la Secretaría Técnica.

51. Los inspectores tendrán derecho a solicitar aclaraciones de las ambigüedades suscitadas durante una inspección. Esas peticiones se formularán sin demora por conducto del representante del Estado Parte inspeccionado. Dicho representante facilitará al grupo de inspección, durante la inspección, las aclaraciones que sean necesarias para disipar la ambigüedad. Si no se resuelven las cuestiones relativas a un objeto o a un edificio situado en el polígono de inspección, se tomarán, previa petición, fotografías de dicho objeto o edificio para aclarar su naturaleza y función. Si no puede disiparse la ambigüedad durante la inspección, los inspectores lo notificarán inmediatamente a la Secretaría Técnica. Los inspectores incluirán en el informe de inspección toda cuestión de este tipo que no se haya resuelto, las aclaraciones pertinentes y una copia de toda fotografía tomada.

Obtención, manipulación y análisis de muestras

52. Representantes del Estado Parte inspeccionado o de la instalación inspeccionada tomarán muestras a petición del grupo de inspección en presencia de inspectores. Si así se ha convenido de antemano con los representantes del Estado Parte inspeccionado o de la instalación inspeccionada, las muestras podrán ser tomadas por el propio grupo de inspección.

53. Cuando sea posible, el análisis de las muestras se realizará *in situ*. El grupo de inspección tendrá derecho a realizar el análisis de las muestras *in situ* utilizando el equipo aprobado que haya traído consigo. A petición del grupo de inspección, el Estado Parte inspeccionado facilitará asistencia para analizar las muestras *in situ*, de conformidad con los procedimientos convenidos. En otro caso, el grupo de inspección podrá solicitar que se realice el correspondiente análisis *in situ* en presencia suya.

54. El Estado Parte inspeccionado tendrá derecho a conservar porciones de todas las muestras tomadas o a tomar duplicados de las muestras y a estar presente cuando se analicen las muestras *in situ*.

55. El grupo de inspección podrá, si lo considera necesario, transferir muestras para que sean analizadas en laboratorios externos designados por la Organización.

56. El Director General tendrá la responsabilidad principal de garantizar la seguridad, integridad y conservación de las muestras y la protección del carácter confidencial de las muestras transferidas para su análisis fuera del polígono de inspección. El Director General hará esto con sujeción a los procedimientos que ha de examinar y aprobar la Conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del

artículo VIII para su inclusión en el Manual de Inspección. El Director General de la Secretaría Técnica:

a) Establecerá un régimen estricto para la obtención, manipulación, transporte y análisis de las muestras;

b) Homologará los laboratorios designados para realizar diferentes tipos de análisis;

c) Supervisará la normalización del equipo y procedimientos en esos laboratorios designados, del equipo analítico en laboratorios móviles y de los procedimientos y vigilará el control de calidad y las normas generales en relación con la homologación de esos laboratorios, equipo móvil y procedimientos; y

d) Elegirá de entre los laboratorios designados los que hayan de realizar funciones analíticas o de otra índole en relación con investigaciones concretas.

57. Cuando el análisis haya de realizarse fuera del polígono de inspección, las muestras serán analizadas por lo menos en dos laboratorios designados. La Secretaría Técnica garantizará el expedito desarrollo del análisis. La Secretaría Técnica será responsable de las muestras y toda muestra o porción de ella no utilizada será devuelta a la Secretaría Técnica.

58. La Secretaría Técnica compilará los resultados de los análisis de las muestras efectuados en laboratorio que guarden relación con el cumplimiento de la presente Convención y los incluirá en el informe final sobre la inspección. La Secretaría Técnica incluirá en dicho informe información detallada sobre el equipo y la metodología utilizados por los laboratorios designados.

Prórroga de la duración de la inspección

59. Los períodos de inspección podrán ser prorrogados mediante acuerdo con el representante del Estado Parte inspeccionado.

Primera información sobre la inspección

60. Una vez concluida la inspección, el grupo de inspección se reunirá con representantes del Estado Parte inspeccionado y el personal responsable del polígono de inspección para examinar las conclusiones preliminares del grupo de inspección y aclarar cualquier ambigüedad. El grupo de inspección comunicará a los representantes del Estado Parte inspeccionado sus conclusiones preliminares por escrito en un formato normalizado, junto con una lista de las muestras y copias de la información escrita y datos obtenidos y demás elementos que deban retirarse del polígono de inspección. Dicho documento será firmado por el jefe del grupo de inspección. A fin de indicar que ha tomado conocimiento de su contenido, el representante del Estado Parte inspeccionado refrendará el documento. Esta reunión concluirá 24 horas después, a más tardar, del término de la inspección.

F. Partida

61. Una vez concluidos los procedimientos posteriores a la inspección, el grupo de inspección abandonará lo antes posible el territorio del Estado Parte inspeccionado o del Estado huésped.

G. Informes

62. Diez días después, a más tardar, de la inspección, los inspectores prepararán un informe fáctico final sobre las actividades que hayan realizado y sus conclusiones. Ese informe incluirá únicamente los hechos concernientes al cumplimiento de la presente Convención, conforme a lo previsto en el mandato de inspección. El informe contendrá también información sobre la manera en que el Estado Parte inspeccionado haya colaborado con el grupo de inspección. Podrán adjuntarse al informe observaciones disidentes de los inspectores. El informe tendrá carácter confidencial.

63. El informe final será presentado inmediatamente al Estado Parte inspeccionado. Se adjuntará al informe cualquier observación por escrito que el Estado Parte inspeccionado pueda formular inmediatamente acerca de las conclusiones contenidas en él. El informe final, con las observaciones adjuntas del Estado Parte inspeccionado, será presentado al Director General 30 días después, a más tardar, de la inspección.

64. Si el informe contuviera puntos dudosos o si la colaboración entre la Autoridad Nacional y los inspectores no se ajustara a las normas requeridas, el Director General se pondrá en contacto con el Estado Parte para obtener aclaraciones.

65. Si no pueden eliminarse los puntos dudosos o si la naturaleza de los hechos determinados sugiere que no se han cumplido las obligaciones contraídas en virtud de la presente Convención, el Director General lo comunicará sin demora al Consejo Ejecutivo.

H. Aplicación de las disposiciones generales

66. Las disposiciones de esta parte se aplicarán a todas las inspecciones realizadas en virtud de la presente Convención, salvo cuando difieran de las disposiciones establecidas para tipos concretos de inspecciones en las partes III a XI del presente Anexo, en cuyo caso tendrán precedencia estas últimas disposiciones.

Parte III

DISPOSICIONES GENERALES PARA LAS MEDIDAS DE VERIFICACION ADOPTADAS DE CONFORMIDAD CON LOS ARTICULOS IV Y V Y EL PARRAFO 3 DEL ARTICULO VI

A. Inspecciones iniciales y acuerdos de instalación

1. Cada instalación declarada que sea sometida a inspección *in situ* de conformidad con los artículos IV y V y con el párrafo 3 del artículo VI recibirá una inspección inicial inmediatamente después de que haya sido declarada. El objeto de esa inspección de la instalación será el de verificar la información proporcionada, obtener cualquier información

adicional que se necesite para planificar futuras actividades de verificación en la instalación, incluidas inspecciones in situ y la vigilancia continua con instrumentos in situ, y elaborar los acuerdos de instalación.

2. Los Estados Partes se asegurarán de que la Secretaría Técnica pueda llevar a cabo la verificación de las declaraciones e iniciar las medidas de verificación sistemática en todas las instalaciones dentro de los plazos establecidos una vez que la presente Convención entre en vigor para ellos.

3. Cada Estado Parte concertará un acuerdo de instalación con la Organización respecto de cada instalación declarada y sometida a inspección in situ de conformidad con los artículos IV y V y con el párrafo 3 del artículo VI.

4. Salvo en el caso de las instalaciones de destrucción de armas químicas, a las que se aplicarán los párrafos 5 a 7, los acuerdos de instalación quedarán concluidos 180 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte o de la declaración de la instalación por primera vez.

5. En el caso de una instalación de destrucción de armas químicas que inicie sus operaciones después de transcurrido más de un año de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte, el acuerdo de instalación quedará concluido 180 días antes, por lo menos, de que se ponga en funcionamiento la instalación.

6. En el caso de una instalación de destrucción de armas químicas que ya esté en funcionamiento en la fecha de entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte o que comience sus operaciones un año después, a más tardar, de esa fecha, el acuerdo de instalación quedará concluido 210 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte, salvo que el Consejo Ejecutivo decida que es suficiente la adopción de arreglos transitorios de verificación, aprobados de conformidad con el párrafo 51 de la sección A de la parte IV del presente Anexo, que incluyan un acuerdo transitorio de instalación, disposiciones para la verificación mediante inspección in situ y la vigilancia con instrumentos in situ, y un calendario para la aplicación de esos arreglos.

7. En el caso, a que se refiere el párrafo 6, de una instalación que vaya a cesar sus operaciones dos años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte, el Consejo Ejecutivo podrá decidir que es suficiente la adopción de arreglos transitorios de verificación, aprobados de conformidad con el párrafo 51 de la sección A de la parte IV del presente Anexo, que incluyan un acuerdo transitorio de instalación, disposiciones para la verificación mediante inspección in situ y la vigilancia con instrumentos in situ, y un calendario para la aplicación de esos arreglos.

8. Los acuerdos de instalación se basarán en acuerdos modelo e incluirán arreglos detallados que regirán las inspecciones en cada instalación. Los acuerdos modelo incluirán disposiciones que tengan en cuenta la evolución tecnológica futura, y serán examinados y aprobados por la Conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

9. La Secretaría Técnica podrá mantener en cada polígono un receptáculo sellado para fotografías, planos y demás información que pueda necesitar en ulteriores inspecciones.

B. Arreglos permanentes

10. Cuando proceda, la Secretaría Técnica tendrá el derecho de emplazar y utilizar instrumentos y sistemas de vigilancia continua, así como precintos, de conformidad con las disposiciones pertinentes de la presente Convención y los acuerdos de instalación concertados entre los Estados Partes y la Organización.

11. El Estado Parte inspeccionado, de conformidad con los procedimientos convenidos, tendrá el derecho de inspeccionar cualquier instrumento utilizado o emplazado por el grupo de inspección y de hacer comprobar dicho instrumento en presencia de representantes suyos. El grupo de inspección tendrá el derecho de utilizar los instrumentos emplazados por el Estado Parte inspeccionado para su propia vigilancia de los procesos tecnológicos de la destrucción de armas químicas. A tal efecto, el grupo de inspección tendrá el derecho de inspeccionar los instrumentos que se proponga utilizar para la verificación de la destrucción de armas químicas y de hacerlos comprobar en presencia suya.

12. El Estado Parte inspeccionado facilitará la preparación y el apoyo necesarios para el emplazamiento de los instrumentos y sistemas de vigilancia continua.

13. Con el fin de poner en práctica los párrafos 11 y 12, la Conferencia examinará y aprobará los apropiados procedimientos detallados de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

14. El Estado Parte inspeccionado notificará inmediatamente a la Secretaría Técnica si se ha producido o puede producirse en una instalación en la que se hayan emplazado instrumentos de vigilancia, un hecho susceptible de repercutir sobre el sistema de vigilancia. El Estado Parte inspeccionado coordinará con la Secretaría Técnica las disposiciones que se adopten ulteriormente para restablecer el funcionamiento del sistema de vigilancia y aplicar medidas provisionales tan pronto como sea posible, en caso necesario.

15. El grupo de inspección verificará durante cada inspección que el sistema de vigilancia funcione adecuadamente y que no se hayan manipulado los precintos fijados. Además, tal vez sea preciso realizar visitas de revisión del sistema de vigilancia para proceder al necesario mantenimiento o sustitución del equipo o ajustar la cobertura del sistema de vigilancia, en su caso.

16. Si el sistema de vigilancia indica cualquier anomalía, la Secretaría Técnica adoptará inmediatamente medidas para determinar si ello se debe a un funcionamiento defectuoso del equipo o a actividades realizadas en la instalación. Si, después de ese examen, el problema sigue sin resolverse, la Secretaría Técnica determinará sin demora la situación efectiva, incluso mediante una inspección in situ inmediata de la instalación o una visita a ella en caso necesario. La Secretaría Técnica comunicará inmediatamente cualquier problema de esta índole, después de que haya sido detectado, al Estado Parte inspeccionado, el cual colaborará en su solución.

C. Actividades previas a la inspección

17. Salvo en el caso previsto en el párrafo 18, el Estado Parte inspeccionado será notificado de las inspecciones con 24 horas de antelación, por lo menos, a la llegada prevista del grupo de inspección al punto de entrada.

18. El Estado Parte inspeccionado será notificado de las inspecciones iniciales con 72 horas de antelación, por lo menos, al tiempo previsto de llegada del grupo de inspección al punto de entrada.

Parte IV (A)

DESTRUCCION DE ARMAS QUIMICAS Y SU VERIFICACION
DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO IV

A. Declaraciones

Armas químicas

1. La declaración de armas químicas hecha por un Estado Parte de conformidad con el inciso ii) del apartado a) del párrafo 1 del artículo III incluirá lo siguiente:

a) La cantidad total de cada sustancia química declarada;

b) La ubicación exacta de cada instalación de almacenamiento de armas químicas, expresada mediante:

i) Nombre;

ii) Coordenadas geográficas; y

iii) Un diagrama detallado del polígono, con inclusión de un mapa del contorno y la ubicación de las casamatas/zonas de almacenamiento dentro de la instalación.

c) El inventario detallado de cada instalación de almacenamiento de armas químicas, con inclusión de:

i) Las sustancias químicas definidas como armas químicas de conformidad con el artículo II;

ii) Las municiones, submuniciones, dispositivos y equipo no cargados que se definan como armas químicas;

iii) El equipo concebido expresamente para ser utilizado de manera directa en relación con el empleo de municiones, submuniciones, dispositivos o equipo especificados en el inciso ii);

iv) Las sustancias químicas concebidas expresamente para ser utilizadas de manera directa en relación con el empleo de municiones, submuniciones, dispositivos o equipo especificados en el inciso ii).

2. Para la declaración de las sustancias químicas mencionadas en el inciso i) del apartado c) del párrafo 1 se aplicará lo siguiente:

a) Las sustancias químicas serán declaradas de conformidad con las Listas especificadas en el Anexo sobre sustancias químicas;

b) En lo que respecta a las sustancias químicas no incluidas en las Listas del Anexo sobre sustancias químicas, se proporcionará la información necesaria para la posible inclusión de la sustancia en la Lista apropiada, en particular la toxicidad del compuesto puro. En lo que respecta a los precursores, se indicará la toxicidad e identidad del o de los principales productos de reacción final;

c) Las sustancias químicas serán identificadas por su nombre químico de conformidad con la nomenclatura actual de la Unión Internacional de Química Pura y Aplicada (UIQPA), fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado. En lo que respecta a los precursores, se indicará la toxicidad e identidad del o de los principales productos de reacción final;

d) En los casos de mezclas de dos o más sustancias químicas, se identificará cada una de ellas, indicándose los porcentajes respectivos, y la mezcla se declarará con arreglo a la categoría de la sustancia química más tóxica. Si un componente de un arma química binaria está constituido por una mezcla de dos o más sustancias químicas, se identificará cada una de ellas y se indicará el porcentaje respectivo;

e) Las armas químicas binarias se declararán con arreglo al producto final pertinente dentro del marco de las categorías de armas químicas mencionadas en el párrafo 16. Se facilitará la siguiente información complementaria respecto de cada tipo de munición química binaria/dispositivo químico binario:

i) El nombre químico del producto tóxico final;

ii) La composición química y la cantidad de cada componente;

iii) La relación efectiva de peso entre los componentes;

iv) Qué componente se considera el componente clave;

v) La cantidad proyectada del producto tóxico final calculada sobre una base estequiométrica a partir del componente clave, suponiendo que el rendimiento sea del 100%. Se considerará que la cantidad declarada (en toneladas) del componente clave destinada a un producto tóxico final específico equivale a la cantidad (en toneladas) de ese producto tóxico final calculada sobre una base estequiométrica, suponiendo que el rendimiento sea del 100%;

f) En lo que respecta a las armas químicas de multicomponentes, la declaración será análoga a la prevista para las armas químicas binarias;

g) Respecto de cada sustancia química, se declarará la forma de almacenamiento, esto es, municiones, submuniciones, dispositivos, equipo o contenedores a granel y demás contenedores. Respecto de cada forma de almacenamiento, se indicará lo siguiente:

i) Tipo;

ii) Tamaño o calibre;

iii) Número de unidades; y

iv) Peso teórico de la carga química por unidad;

h) Respecto de cada sustancia química, se declarará el peso total en la instalación de almacenamiento;

i) Además, respecto de las sustancias químicas almacenadas a granel, se declarará el porcentaje de pureza, si se conoce.

3. Respecto de cada tipo de municiones, submuniciones, dispositivos o equipos no cargados a que se hace referencia en el inciso ii) del apartado c) del párrafo 1, la información incluirá:

a) El número de unidades;

b) El volumen de carga teórica por unidad;

c) La carga química proyectada.

Declaraciones de armas químicas de conformidad con el inciso iii) del apartado a) del párrafo 1 del artículo III

4. La declaración de armas químicas hecha de conformidad con el inciso iii) del apartado a) del párrafo 1 del artículo III incluirá toda la información especificada en los párrafos 1 a 3 de la presente sección. El Estado Parte en cuyo territorio se encuentren las armas químicas tendrá la responsabilidad de adoptar las medidas necesarias junto con el otro Estado para asegurar que se hagan las declaraciones. Si el Estado Parte en cuyo territorio se encuentren las armas químicas no pudiera cumplir las obligaciones que le impone el presente párrafo, deberá explicar los motivos de ello.

Declaraciones de las transferencias y las recepciones anteriores

5. El Estado Parte que haya transferido o recibido armas químicas desde el 1° de enero de 1946 declarará esas transferencias o recepciones de conformidad con el inciso iv) del apartado a) del párrafo 1 del artículo III, siempre que la cantidad transferida o recibida haya rebasado una tonelada de sustancia química al año a granel y/o en forma de munición. Esa declaración se hará con arreglo al formato de inventario especificado en los párrafos 1 y 2. En la declaración se indicarán también los países proveedores y receptores, las fechas de las transferencias o recepciones y, con la mayor exactitud posible, el lugar donde se encuentren en ese momento los elementos transferidos. Cuando no se disponga de toda la información especificada respecto de las transferencias o recepciones de armas químicas ocurridas entre el 1° de enero de 1946 y el 1° de enero de 1970, el Estado Parte declarará la información de que disponga y explicará por qué no puede presentar una declaración completa.

Presentación de planes generales para la destrucción de las armas químicas

6. En el plan general para la destrucción de las armas químicas, presentado de conformidad con el inciso v) del apartado a) del párrafo 1 del artículo III, se indicará en líneas generales la totalidad del programa nacional de destrucción de armas químicas del Estado Parte y se proporcionará información sobre los esfuerzos del Estado Parte por cumplir

las exigencias de destrucción estipuladas en la presente Convención. En el plan se especificará:

a) Un calendario general para la destrucción, en el que se detallarán los tipos y las cantidades aproximadas de armas químicas que se tiene el propósito de destruir en cada período anual en cada instalación de destrucción de armas químicas existente y, de ser posible, en cada instalación de destrucción de armas químicas proyectada;

b) El número de instalaciones de destrucción de armas químicas existentes o proyectadas que estarán en funcionamiento durante el período de destrucción;

c) Respecto de cada instalación de destrucción de armas químicas existente o proyectada:

i) Nombre y ubicación; y

ii) Los tipos y cantidades aproximadas de armas químicas y el tipo (por ejemplo, agente neurotóxico o agente vesicante) y la cantidad aproximada de carga química que ha de destruirse;

d) Los planes y programas para la formación del personal encargado del funcionamiento de las instalaciones de destrucción;

e) Las normas nacionales de seguridad y emisiones a que han de ajustarse las instalaciones de destrucción;

f) Información sobre el desarrollo de nuevos métodos para la destrucción de armas químicas y la mejora de los métodos existentes;

g) Las estimaciones de costos para la destrucción de las armas químicas; y

h) Cualquier problema que pueda influir desfavorablemente en el programa nacional de destrucción.

B. Medidas para asegurar y preparar la instalación de almacenamiento

7. Cada Estado Parte, a más tardar cuando presente su declaración de armas químicas, adoptará las medidas que estime oportunas para asegurar sus instalaciones e impedirá todo movimiento de salida de sus armas químicas de las instalaciones que no sea su retirada para fines de destrucción.

8. Cada Estado Parte se cerciorará de que sus armas químicas en sus instalaciones de almacenamiento estén dispuestas de tal modo que pueda accederse prontamente a ellas para fines de verificación de conformidad con lo dispuesto en los párrafos 37 a 49.

9. Mientras una instalación de almacenamiento permanezca clausurada para todo movimiento de salida de armas químicas de ella, salvo la retirada con fines de destrucción, el Estado Parte podrá seguir realizando en la instalación las actividades de mantenimiento normal, incluido el mantenimiento normal de las armas químicas, la vigilancia de la seguridad y actividades de seguridad física, y la preparación de las armas químicas para su destrucción.

10. Entre las actividades de mantenimiento de las armas químicas no figurarán:

a) La sustitución de agentes o de cápsulas de munición;

b) La modificación de las características iniciales de las municiones o piezas o componentes de ellas.

11. Todas las actividades de mantenimiento estarán sujetas a la vigilancia de la Secretaría Técnica.

C. Destrucción

Principios y métodos para la destrucción de las armas químicas

12. Por "destrucción de armas químicas" se entiende un proceso en virtud del cual las sustancias químicas se convierten de forma esencialmente irreversible en una materia no idónea para la producción de armas químicas y que hace que las municiones y demás dispositivos sean inutilizables en cuanto tales de modo irreversible.

13. Cada Estado Parte determinará el procedimiento que deba seguir para la destrucción de las armas químicas, con exclusión de los procedimientos siguientes: vertido en una masa de agua, enterramiento o incineración a cielo abierto. Cada Estado Parte solamente destruirá las armas químicas en instalaciones expresamente designadas y debidamente equipadas.

14. Cada Estado Parte se cerciorará de que sus instalaciones de destrucción de armas químicas estén construidas y funcionen de modo que se garantice la destrucción de las armas químicas y que el proceso de destrucción pueda ser verificado conforme a lo dispuesto en la presente Convención.

Orden de destrucción

15. El orden de destrucción de las armas químicas se basa en las obligaciones previstas en el artículo I y en los demás artículos, incluidas las obligaciones relacionadas con la verificación sistemática in situ. Dicho orden tiene en cuenta los intereses de los Estados Partes de que su seguridad no se vea menoscabada durante el período de destrucción; el fomento de la confianza en la primera parte de la fase de destrucción; la adquisición gradual de experiencia durante la destrucción de las armas químicas; y la aplicabilidad, con independencia de la composición efectiva de los arsenales y de los métodos elegidos para la destrucción de las armas químicas. El orden de destrucción se basa en el principio de la nivelación.

16. A los efectos de la destrucción, las armas químicas declaradas por cada Estado Parte se dividirán en tres categorías:

Categoría 1: Armas químicas basadas en las sustancias químicas de la Lista 1 y sus piezas y componentes;

Categoría 2: Armas químicas basadas en todas las demás sustancias químicas y sus piezas y componentes;

Categoría 3: Municiones y dispositivos no cargados y equipo concebido específicamente para su utilización directa en relación con el empleo de armas químicas.

17. Cada Estado Parte:

a) Comenzará la destrucción de las armas químicas de la categoría 1 dos años después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, y completará la destrucción diez años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención. Cada Estado Parte destruirá las armas químicas de conformidad con los siguientes plazos de destrucción:

i) Fase 1: dos años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención, se completará el ensayo de su primera instalación de destrucción. Por lo menos un 1% de las armas químicas de la categoría 1 será destruido tres años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención;

ii) Fase 2: por lo menos un 20% de las armas químicas de la categoría 1 será destruido cinco años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención;

iii) Fase 3: por lo menos un 45% de las armas químicas de la categoría 1 será destruido siete años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención;

iv) Fase 4: todas las armas químicas de la categoría 1 serán destruidas diez años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención.

b) Comenzará la destrucción de las armas químicas de la categoría 2 un año después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, y completará la destrucción cinco años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención. Las armas químicas de la categoría 2 serán destruidas en incrementos anuales iguales a lo largo del período de destrucción. El factor de comparación para esas armas será el peso de las sustancias químicas incluidas en esa categoría; y

c) Comenzará la destrucción de las armas químicas de la categoría 3 un año después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, y completará la destrucción cinco años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención. Las armas químicas de la categoría 3 se destruirán en incrementos anuales iguales a lo largo del período de destrucción. El factor de comparación para las municiones y dispositivos no cargados será expresado en volumen de carga teórica (m^3) y para el equipo en número de unidades.

18. Para la destrucción de las armas químicas binarias se aplicará lo siguiente:

a) A los efectos del orden de destrucción, se considerará que la cantidad declarada (en toneladas) del componente clave destinada a un producto final tóxico específico equivale a la cantidad (en toneladas) de ese producto final tóxico calculada sobre una base estequiométrica, suponiendo que el rendimiento sea del 100%;

b) La exigencia de destruir una cantidad determinada del componente clave implicará la exigencia de destruir una cantidad correspondiente del otro componente, calculada a partir de la relación efectiva de peso de los componentes en el tipo pertinente de munición química binaria/dispositivo químico binario;

c) Si se declara una cantidad mayor de la necesaria del otro componente, sobre la base de la relación efectiva de peso entre componentes, el exceso consiguiente se destruirá a lo largo de los dos primeros años siguientes al comienzo de las operaciones de destrucción;

d) Al final de cada año operacional siguiente, cada Estado Parte podrá conservar una cantidad del otro componente declarado determinada sobre la base de la relación efectiva de peso de los componentes en el tipo pertinente de munición química binaria/dispositivo químico binario.

19. En lo que respecta a las armas químicas de multicomponentes, el orden de destrucción será análogo al previsto para las armas químicas binarias.

Modificación de los plazos intermedios de destrucción

20. El Consejo Ejecutivo examinará los planes generales para la destrucción de armas químicas, presentados en cumplimiento del inciso v) del apartado a) del párrafo 1 del artículo III y de conformidad con el párrafo 6, entre otras cosas, para evaluar su conformidad con el orden de destrucción estipulado en los párrafos 15 a 19. El Consejo Ejecutivo celebrará consultas con cualquier Estado Parte cuyo plan no sea conforme, con el objetivo de lograr la conformidad de ese plan.

21. Si un Estado Parte, por circunstancias excepcionales ajenas a su control, considera que no puede lograr el nivel de destrucción especificado para la fase 1, la fase 2 o la fase 3 del orden de destrucción de las armas químicas de la categoría 1, podrá proponer modificaciones de esos niveles. Dicha propuesta deberá formularse 120 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención y deberá ir acompañada de una explicación detallada de sus motivos.

22. Cada Estado Parte adoptará todas las medidas necesarias para garantizar la destrucción de las armas químicas de la categoría 1 de conformidad con los plazos de destrucción estipulados en el apartado a) del párrafo 17, según hayan sido modificados con arreglo al párrafo 21. No obstante, si un Estado Parte considera que no podrá garantizar la destrucción del porcentaje de armas químicas de la categoría 1 requerido antes del final de un plazo intermedio de destrucción, podrá pedir al Consejo Ejecutivo que recomiende a la Conferencia una prórroga de su obligación de cumplir ese plazo. Dicha petición deberá formularse 180 días antes, por lo menos, del final del plazo intermedio de destrucción e irá acompañada de una explicación detallada de sus motivos y de los planes del Estado Parte para garantizar que pueda cumplir su obligación de atender el próximo plazo intermedio de destrucción.

23. Si se concede una prórroga, el Estado Parte seguirá obligado a cumplir las exigencias acumulativas de destrucción estipuladas para el próximo plazo de destrucción. Las prórrogas concedidas en virtud de la presente sección no modificarán en absoluto la coligación del Estado Parte

de destruir todas las armas químicas de la categoría 1 diez años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención.

Prórroga del plazo para la terminación de la destrucción

24. Si un Estado Parte considera que no podrá garantizar la destrucción de todas las armas químicas de la categoría 1 diez años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención, podrá presentar una petición al Consejo Ejecutivo a fin de que se le conceda una prórroga del plazo para completar la destrucción de esas armas químicas. Esa petición deberá presentarse nueve años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención.

25. En la petición se incluirá:

a) La duración de la prórroga propuesta;

b) Una explicación detallada de los motivos de la prórroga propuesta;

c) Un plan detallado para la destrucción durante la prórroga propuesta y la parte restante del período inicial de diez años previsto para la destrucción.

26. La Conferencia, en su siguiente período de sesiones, adoptará una decisión sobre la petición, previa recomendación del Consejo Ejecutivo. La duración de cualquier prórroga que se conceda será el mínimo necesario pero, en ningún caso, se prorrogará el plazo para que un Estado Parte complete su destrucción de todas las armas químicas pasados 15 años de la entrada en vigor de la presente Convención. El Consejo Ejecutivo estipulará las condiciones para la concesión de la prórroga, incluidas las medidas concretas de verificación que se estimen necesarias así como las disposiciones concretas que deba adoptar el Estado Parte para superar los problemas de su programa de destrucción. Los costos de la verificación durante el período de prórroga serán atribuidos de conformidad con el párrafo 16 del artículo IV.

27. Si se concede una prórroga, el Estado Parte adoptará medidas adecuadas para atender todos los plazos posteriores.

28. El Estado Parte continuará presentando planes anuales detallados para la destrucción de conformidad con el párrafo 29 e informes anuales sobre la destrucción de las armas químicas de la categoría 1 de conformidad con el párrafo 36, hasta que se hayan destruido todas las armas químicas de esa categoría. Además, al final de cada 90 días, a más tardar, del período de prórroga, el Estado Parte informará al Consejo Ejecutivo sobre sus actividades de destrucción. El Consejo Ejecutivo examinará los progresos realizados hacia la terminación de la destrucción y adoptará las medidas necesarias para documentar esos progresos. El Consejo Ejecutivo proporcionará a los Estados Partes, a petición de éstos, toda la información relativa a las actividades de destrucción durante el período de prórroga.

Planes anuales detallados para la destrucción

29. Los planes anuales detallados para la destrucción serán presentados a la Secretaría Técnica 60 días antes, por lo menos, del comienzo de cada período anual de destrucción, con arreglo a lo dispuesto

en el apartado a) del párrafo 7 del artículo IV, y se especificará en ellos:

a) La cantidad de cada tipo concreto de arma química que haya de destruirse en cada instalación de destrucción y las fechas en que quedará completada la destrucción de cada tipo concreto de arma química;

b) El diagrama detallado del polígono respecto de cada instalación de destrucción de armas químicas y cualquier modificación introducida en diagramas presentados anteriormente; y

c) El calendario detallado de actividades en cada instalación de destrucción de armas químicas durante el próximo año, con indicación del tiempo necesario para el diseño, construcción o modificación de la instalación, emplazamiento de equipo, comprobación de éste y formación de operadores, operaciones de destrucción para cada tipo concreto de arma química y períodos programados de inactividad.

30. Cada Estado Parte presentará información detallada sobre cada una de sus instalaciones de destrucción de armas químicas con el objeto de ayudar a la Secretaría Técnica a elaborar los procedimientos preliminares de inspección que han de aplicarse en la instalación.

31. La información detallada sobre cada una de las instalaciones de destrucción comprenderá lo siguiente:

a) El nombre, la dirección y la ubicación;

b) Gráficos detallados y explicados de la instalación;

c) Gráficos de diseño de la instalación, gráficos de procesos y gráficos de diseño de tuberías e instrumentación;

d) Descripciones técnicas detalladas, incluidos gráficos de diseño y especificaciones de instrumentos, del equipo necesario para: la extracción de la carga química de las municiones, dispositivos y contenedores; el almacenamiento temporal de la carga química extraída; la destrucción del agente químico; y la destrucción de las municiones, dispositivos y contenedores;

e) Descripciones técnicas detalladas del proceso de destrucción, comprendidos los índices de circulación de materiales, temperaturas y presiones, y la eficiencia proyectada para la destrucción;

f) La capacidad proyectada para cada uno de los tipos de armas químicas;

g) Una descripción detallada de los productos de la destrucción y del método de eliminación definitiva de éstos;

h) Una descripción técnica detallada de las medidas para facilitar las inspecciones de conformidad con la presente Convención;

i) Una descripción detallada de toda zona de almacenamiento temporal en la instalación de destrucción destinada a entregar directamente a esta última las armas químicas, con inclusión de gráficos del polígono y de la instalación y de información sobre la capacidad de

almacenamiento de cada uno de los tipos de armas químicas que se han de destruir en la instalación;

j) Una descripción detallada de las medidas de seguridad y de sanidad que se aplican en la instalación;

k) Una descripción detallada de los locales de vivienda y de trabajo reservados a los inspectores; y

l) Medidas sugeridas para la verificación internacional.

32. Cada Estado Parte presentará, respecto de cada una de sus instalaciones de destrucción de armas químicas, los manuales de operaciones de la planta, los planes de seguridad y sanidad, los manuales de operaciones de laboratorio y de control y garantía de calidad, y los permisos obtenidos en cumplimiento de exigencias ambientales, excepto el material que haya presentado anteriormente.

33. Cada Estado Parte notificará sin demora a la Secretaría Técnica todo hecho que pudiera repercutir sobre las actividades de inspección en sus instalaciones de destrucción.

34. La Conferencia examinará y aprobará, de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII, plazos para la presentación de la información especificada en los párrafos 30 a 32.

35. Tras haber examinado la información detallada sobre cada instalación de destrucción, la Secretaría Técnica, en caso necesario, celebrará consultas con el Estado Parte interesado a fin de velar por que sus instalaciones de destrucción de armas químicas estén diseñadas para garantizar la destrucción de las armas químicas, de hacer posible una planificación anticipada de la aplicación de las medidas de verificación y de asegurar que la aplicación de esas medidas sea compatible con el funcionamiento adecuado de la instalación y que el funcionamiento de ésta permita una verificación apropiada.

Informes anuales sobre destrucción

36. La información relativa a la ejecución de los planes de destrucción de las armas químicas será presentada a la Secretaría Técnica conforme a lo dispuesto en el apartado b) del párrafo 7 del artículo IV, 60 días después, a más tardar, del final de cada período anual de destrucción, con especificación de la cantidad efectiva de armas químicas destruidas durante el año anterior en cada instalación de destrucción. Deberán exponerse, cuando proceda, las razones por las que no hubiera sido posible alcanzar los objetivos de destrucción.

D. Verificación

Verificación de las declaraciones de armas químicas mediante inspección in situ

37. La verificación de las declaraciones de armas químicas tendrá por objeto confirmar mediante inspección in situ la exactitud de las declaraciones pertinentes hechas de conformidad con el artículo III.

38. Los inspectores procederán a esa verificación sin demora tras la presentación de una declaración. Verificarán, entre otras cosas, la cantidad y naturaleza de las sustancias químicas y los tipos y número de municiones, dispositivos y demás equipo.

39. Los inspectores utilizarán, según proceda, los precintos, marcas y demás procedimientos de inventario convenidos para facilitar un inventario exacto de las armas químicas en cada instalación de almacenamiento.

40. A medida que avance el inventario, los inspectores fijarán los precintos convenidos que sea necesario para indicar claramente si se retira alguna parte de los arsenales y para garantizar la inviolabilidad de la instalación de almacenamiento mientras dure el inventario. Una vez terminado el inventario se retirarán los precintos, a menos que se convenga otra cosa.

Verificación sistemática de las instalaciones de almacenamiento

41. La verificación sistemática de las instalaciones de almacenamiento tendrá por objeto garantizar que no quede sin detectar cualquier retirada de armas químicas de esas instalaciones.

42. La verificación sistemática se iniciará lo antes posible después de presentarse la declaración de armas químicas y proseguirá hasta que se hayan retirado de la instalación de almacenamiento todas las armas químicas. De conformidad con el acuerdo de instalación, esa vigilancia combinará la inspección in situ y la vigilancia con instrumentos in situ.

43. Cuando se hayan retirado todas las armas químicas de la instalación de almacenamiento, la Secretaría Técnica confirmará la correspondiente declaración del Estado Parte. Tras esa confirmación, la Secretaría Técnica dará por terminada la verificación sistemática de la instalación de almacenamiento y retirará prontamente cualquier instrumento de vigilancia emplazado por los inspectores.

Inspecciones y visitas

44. La Secretaría Técnica elegirá la instalación de almacenamiento que vaya a inspeccionar de tal modo que no pueda preverse con exactitud el momento en que se realizará la inspección. La Secretaría Técnica elaborará las directrices para determinar la frecuencia de las inspecciones sistemáticas in situ teniendo en cuenta las recomendaciones que ha de examinar y aprobar la conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

45. La Secretaria Técnica notificará al Estado Parte inspeccionado su decisión de inspeccionar o visitar la instalación de almacenamiento 48 horas antes de la llegada prevista del grupo de inspección a la instalación para la realización de visitas o inspecciones sistemáticas. Este plazo podrá acortarse en el caso de inspecciones o visitas destinadas a resolver problemas urgentes. La Secretaría Técnica especificará la finalidad de la inspección o visita.

46. El Estado Parte inspeccionado adoptará los preparativos necesarios para la llegada de los inspectores y asegurará su rápido transporte desde su punto de entrada hasta la instalación de almacenamiento. En el acuerdo de instalación se especificarán los arreglos administrativos para los inspectores.

47. El Estado Parte inspeccionado facilitará al grupo de inspección, cuando éste llegue a la instalación de almacenamiento de armas químicas para llevar a cabo la inspección, los siguientes datos acerca de la instalación:

a) El número de edificios de almacenamiento y de zonas de almacenamiento;

b) Respecto de cada edificio de almacenamiento y zona de almacenamiento, el tipo y el número de identificación o designación, que figure en el diagrama del polígono; y

c) Respecto de cada edificio de almacenamiento y zona de almacenamiento de la instalación, el número de unidades de cada tipo específico de arma química y, respecto de los contenedores que no sean parte de municiones binarias, la cantidad efectiva de carga química que haya en cada contenedor.

48. Al efectuar un inventario, dentro del tiempo disponible, los inspectores tendrán derecho:

a) A utilizar cualquiera de las técnicas de inspección siguientes:

i) Inventario de todas las armas químicas almacenadas en la instalación;

ii) Inventario de todas las armas químicas almacenadas en edificios o emplazamientos concretos de la instalación, según lo decidan los inspectores; o

iii) Inventario de todas las armas químicas de uno o más tipos específicos almacenadas en la instalación, según lo decidan los inspectores; y

b) A comprobar todos los elementos inventariados con los registros convenidos.

49. De conformidad con los acuerdos de instalación, los inspectores:

a) Tendrán libre acceso a todas las partes de las instalaciones de almacenamiento, incluido todo tipo de municiones, dispositivos, contenedores a granel y demás contenedores que en ella se encuentren. En el desempeño de sus actividades, los inspectores observarán los reglamentos de seguridad de la instalación. Los inspectores determinarán qué elementos desean inspeccionar; y

b) Tendrán derecho, durante la primera inspección de cada instalación de almacenamiento de armas químicas y durante las inspecciones posteriores, a designar las municiones, los dispositivos y los contenedores de los que deban tomarse muestras, y a fijar en esas municiones, dispositivos y contenedores una etiqueta única que pongs de manifiesto cualquier tentativa de retirada o alteración de la etiqueta. Tan pronto como sea prácticamente posible de conformidad con los correspondientes programas de destrucción y, en todo caso, antes de que concluyan las operaciones de destrucción, se tomará una muestra de uno de los elementos etiquetados en una instalación de almacenamiento de armas químicas o en una instalación de destrucción de armas químicas.

Verificación sistemática de la destrucción de las armas químicas

50. La verificación de la destrucción de las armas químicas tendrá por objeto:

a) Confirmar la naturaleza y la cantidad de los arsenales de armas químicas que deban destruirse; y

b) Confirmar que esos arsenales han sido destruidos.

51. Las operaciones de destrucción de armas químicas que se realicen durante los 390 días siguientes a la entrada en vigor de la presente Convención se regirán por arreglos transitorios de verificación. Esos arreglos, incluidos un acuerdo transitorio de instalación, disposiciones para la verificación mediante inspección in situ y la vigilancia con instrumentos in situ y el calendario para la aplicación de esos arreglos, serán convenidos entre la Organización y el Estado Parte inspeccionado. El Consejo Ejecutivo aprobará estos arreglos 60 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte, habida cuenta de las recomendaciones de la Secretaría Técnica, que se basarán en la evaluación de la información detallada sobre la instalación facilitada de conformidad con el párrafo 31 y en una visita a la instalación. El Consejo Ejecutivo establecerá, durante su primer período de sesiones, las directrices aplicables a esos arreglos transitorios de verificación sobre la base de las recomendaciones que examine y apruebe la Conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII. La finalidad de los arreglos transitorios de verificación será la de verificar, durante todo el período de transición, la destrucción de las armas químicas de conformidad con los objetivos establecidos en el párrafo 50 y evitar que se obstaculicen las operaciones de destrucción en curso.

52. Las disposiciones de los párrafos 53 a 61 se aplicarán a las operaciones de destrucción de armas químicas que deben comenzar no antes de transcurridos 390 días desde la entrada en vigor de la presente Convención.

53. Sobre la base de la presente Convención y de la información detallada acerca de las instalaciones de destrucción y, según proceda, de la experiencia de inspecciones anteriores, la Secretaría Técnica preparará un proyecto de plan para inspeccionar la destrucción de las armas químicas en cada instalación de destrucción. El plan será completado y presentado al Estado Parte inspeccionado para que éste formule sus observaciones 270 días antes, por lo menos, de que la instalación comience las operaciones de destrucción de conformidad con la presente Convención. Toda discrepancia entre la Secretaría Técnica y el Estado Parte inspeccionado se debería resolver mediante consultas. Toda cuestión que quede sin resolver será remitida al Consejo Ejecutivo a fin de que éste adopte las medidas adecuadas para facilitar la plena aplicación de la presente Convención.

54. La Secretaría Técnica realizará una visita inicial a cada instalación de destrucción de armas químicas del Estado Parte inspeccionado 240 días antes, por lo menos, de que cada instalación comience las operaciones de destrucción de conformidad con la presente Convención, a fin de poder familiarizarse con la instalación y determinar la idoneidad del plan de inspección.

55. En el caso de una instalación existente en la que ya se hayan iniciado las operaciones de destrucción de armas químicas, el Estado Parte inspeccionado no estará obligado a descontaminar la instalación antes de la visita inicial de la Secretaría Técnica. La visita no durará más de cinco días y el personal visitante no excederá de 15 personas.

56. Los planes detallados convenidos para la verificación, junto con una recomendación adecuada de la Secretaría Técnica, serán remitidos al Consejo Ejecutivo para su examen. El Consejo Ejecutivo examinará los planes con miras a aprobarlos, atendiendo a los objetivos de la verificación y a las obligaciones impuestas por la presente Convención. Dicho examen debería también confirmar que los sistemas de verificación de la destrucción corresponden a los objetivos de la verificación y son eficientes y prácticos. El examen debería quedar concluido 180 días antes, por lo menos, del comienzo del período de destrucción.

57. Cada miembro del Consejo Ejecutivo podrá consultar a la Secretaría Técnica respecto de cualquier cuestión que guarde relación con la idoneidad del plan de verificación. Si ningún miembro del Consejo Ejecutivo formula objeciones, se aplicará el plan.

58. Si se suscitan dificultades, el Consejo Ejecutivo celebrará consultas con el Estado Parte para resolverlas. Si quedan dificultades por resolver, serán sometidas a la Conferencia.

59. En los acuerdos detallados para las instalaciones de destrucción de las armas químicas se determinará, teniendo en cuenta las características específicas de cada instalación de destrucción y su modo de funcionamiento:

a) Los procedimientos detallados de la inspección in situ; y

b) Las disposiciones para la verificación mediante vigilancia continua con instrumentos in situ y la presencia física de inspectores.

60. Se permitirá el acceso de los inspectores a cada instalación de destrucción de armas químicas 60 días antes, por lo menos, del comienzo de la destrucción en la instalación, de conformidad con la presente Convención. Tal acceso tendrá por objeto la supervisión del emplazamiento del equipo de inspección, la inspección de ese equipo y su puesta a prueba, así como la realización de un examen técnico final de la instalación. En el caso de una instalación existente en la que ya hayan comenzado las operaciones de destrucción de armas químicas, se interrumpirán esas operaciones durante el período mínimo necesario, que no deberá exceder de 60 días, para el emplazamiento y ensayo del equipo de inspècción. Según sean los resultados del ensayo y el examen, el Estado Parte y la Secretaría Técnica podrán convenir en introducir adiciones o modificaciones en el acuerdo detallado sobre la instalación.

61. El Estado Parte inspeccionado hará una notificación por escrito al jefe del grupo de inspección en una instalación de destrucción de armas químicas cuatro horas antes, por lo menos, de la partida de cada envío de armas químicas desde una instalación de almacenamiento de armas químicas a esa instalación de destrucción. En la notificación se especificará el nombre de la instalación de almacenamiento, las horas estimadas de salida y llegada, los tipos específicos y las cantidades de armas químicas que vayan a transportarse, mencionando todo elemento etiquetado incluido en el

envío, y el método de transporte. La notificación podrá referirse a más de un envío. El jefe del grupo de inspección será notificado por escrito y sin demora de todo cambio que se produzca en esa información.

Instalaciones de almacenamiento de armas químicas en las instalaciones de destrucción de armas químicas

62. Los inspectores verificarán la llegada de las armas químicas a la instalación de destrucción y el almacenamiento de esas armas. Los inspectores verificarán el inventario de cada envío, utilizando los procedimientos convenidos que sean compatibles con las normas de seguridad de la instalación, antes de la destrucción de las armas químicas. Utilizarán, según proceda, los precintos, marcas y demás procedimientos de control de inventario convenidos para facilitar un inventario exacto de las armas químicas antes de la destrucción.

63. Durante todo el tiempo que las armas químicas estén almacenadas en instalaciones de almacenamiento de armas químicas situadas en instalaciones de destrucción de armas químicas, esas instalaciones de almacenamiento quedarán sujetas a verificación sistemática de conformidad con los pertinentes acuerdos de instalación.

64. Al final de una fase de destrucción activa, los inspectores harán el inventario de las armas químicas que hayan sido retiradas de la instalación de almacenamiento para ser destruidas. Verificarán la exactitud del inventario de las armas químicas restantes, aplicando los procedimientos de control de inventario indicados en el párrafo 62.

Medidas de verificación sistemática in situ en instalaciones de destrucción de armas químicas

65. Se concederá acceso a los inspectores para que realicen sus actividades en las instalaciones de destrucción de armas químicas y las instalaciones de almacenamiento de armas químicas situadas en ellas durante toda la fase activa de destrucción.

66. En cada una de las instalaciones de destrucción de armas químicas, para poder certificar que no se han desviado armas químicas y que ha concluido el proceso de destrucción, los inspectores tendrán derecho a verificar mediante su presencia física y la vigilancia con instrumentos in situ:

a) La recepción de armas químicas en la instalación;

b) La zona de almacenamiento temporal de las armas químicas y los tipos específicos y cantidad de armas químicas almacenadas en esa zona;

c) Los tipos específicos y cantidad de armas químicas que han de destruirse;

d) El proceso de destrucción;

e) El producto final de la destrucción;

f) El desmembramiento de las partes metálicas; y

g) La integridad del proceso de destrucción y de la instalación en su conjunto.

67. Los inspectores tendrán derecho a etiquetar, con el objeto de obtener muestras, las municiones, dispositivos o contenedores situados en las zonas de almacenamiento temporal de las instalaciones de destrucción de armas químicas.

68. En la medida en que satisfaga las necesidades de la inspección, la información procedente de las operaciones ordinarias de la instalación, con la correspondiente autenticación de los datos, se utilizará para los fines de la inspección.

69. Una vez concluido cada período de destrucción, la Secretaría Técnica confirmará la declaración del Estado Parte dejando constancia de que ha concluido la destrucción de la cantidad designada de armas químicas.

70. De conformidad con los acuerdos de instalación, los inspectores:

a) Tendrán libre acceso a todas las partes de las instalaciones de destrucción de armas químicas y a las instalaciones de almacenamiento de armas químicas situadas en ellas, incluido cualquier tipo de municiones, dispositivos, contenedores a granel y demás contenedores que allí se encuentren. Los inspectores determinarán qué elementos desean inspeccionar de conformidad con el plan de verificación convenido por el Estado Parte inspeccionado y aprobado por el Consejo Ejecutivo;

b) Vigilarán el análisis sistemático in situ de las muestras durante el proceso de destrucción; y

c) recibirán, en caso necesario, las muestras tomadas a petición suya de cualquier dispositivo, contenedor a granel y demás contenedores en la instalación de destrucción o la instalación de almacenamiento situada en ésta.

Parte IV (B)

ANTIGUAS ARMAS QUIMICAS Y ARMAS QUIMICAS ABANDONADAS

A. Disposiciones generales

1. Las antiguas armas químicas serán destruidas conforme a lo previsto en la sección B.

2. Las armas químicas abandonadas, incluidas las que se ajustan también a la definición del apartado b) del párrafo 5 del artículo II, serán destruidas conforme a lo previsto en la sección C.

B. Régimen aplicable a las antiguas armas químicas

3. El Estado Parte que tenga en su territorio antiguas armas químicas, según están definidas en el apartado a) del párrafo 5 del artículo II, presentará a la Secretaría Técnica, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, toda la información pertinente disponible, incluidos, en lo posible, la ubicación, tipo, cantidad y condición actual de esas antiguas armas químicas.

En el caso de las antiguas armas químicas definidas en el apartado b) del párrafo 5 del artículo II, el Estado Parte presentará a la Secretaría

Técnica una declaración con arreglo al inciso i) del apartado b) del párrafo 1 del artículo III, que incluya, en lo posible, la información especificada en los párrafos 1 a 3 de la sección A de la parte IV del presente Anexo.

4. El Estado Parte que descubra antiguas armas químicas después de la entrada en vigor para él de la presente Convención presentará a la Secretaría Técnica la información especificada en el párrafo 3 180 días después, a más tardar, del hallazgo de las antiguas armas químicas.

5. La Secretaría Técnica realizará una inspección inicial y las demás inspecciones que sea necesario para verificar la información presentada con arreglo a los párrafos 3 y 4 y, en particular, para determinar si las armas químicas se ajustan a la definición de antiguas armas químicas enunciada en el párrafo 5 del artículo II. La Conferencia examinará y aprobará, de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII, directrices para determinar en qué situación de empleo se encuentran las armas químicas producidas entre 1925 y 1946.

6. Cada Estado Parte tratará las antiguas armas químicas de las que la Secretaría Técnica haya confirmado que se ajustan a la definición del apartado a) del párrafo 5 del artículo II como residuos tóxicos. Informará a la Secretaría Técnica de las medidas adoptadas para destruir o eliminar de otro modo esas antiguas armas químicas como residuos tóxicos de conformidad con su legislación nacional.

7. Con sujeción a lo dispuesto en los párrafos 3 a 5, cada Estado Parte destruirá las antiguas armas químicas de las que la Secretaría Técnica haya confirmado que se ajustan a la definición del apartado b) del párrafo 5 del artículo II, de conformidad con el artículo IV y la sección A de la parte IV del presente Anexo. Sin embargo, a petición de un Estado Parte, el Consejo Ejecutivo podrá modificar las disposiciones relativas a los plazos y ordenar la destrucción de esas antiguas armas químicas, si llega a la conclusión de que el hacerlo no plantea un peligro para el objeto y propósito de la presente Convención. En esa petición se incluirán propuestas concretas de modificación de las disposiciones y una explicación detallada de los motivos de la modificación propuesta.

C. Régimen aplicable a las armas químicas abandonadas

8. El Estado Parte en cuyo territorio haya armas químicas abandonadas (denominado en lo sucesivo "el Estado Parte territorial") presentará a la Secretaría Técnica, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, toda la información pertinente disponible acerca de las armas químicas abandonadas. Esa información incluirá, en lo posible, la ubicación, tipo, cantidad y condición actual de las armas químicas abandonadas, así como datos sobre las circunstancias del abandono.

9. El Estado Parte que descubra armas químicas abandonadas después de la entrada en vigor para él de la presente Convención presentará a la Secretaría Técnica, 180 días después, a más tardar, del hallazgo, toda la información pertinente disponible acerca de las armas químicas abandonadas que haya descubierto. Esa información incluirá, en lo posible, la ubicación, tipo, cantidad y condición actual de las armas químicas abandonadas, así como datos sobre las circunstancias del abandono.

10. El Estado Parte que haya abandonado armas químicas en el territorio de otro Estado Parte (denominado en lo sucesivo "el Estado Parte del abandono") presentará a la Secretaría Técnica, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, toda la información pertinente disponible acerca de las armas químicas abandonadas. Esa información incluirá, en lo posible, la ubicación, tipo, cantidad y datos sobre las circunstancias del abandono y la condición de las armas químicas abandonadas.

11. La Secretaría Técnica realizará una inspección inicial y las demás inspecciones que sea necesario para verificar toda la información pertinente disponible presentada con arreglo a los párrafos 8 a 10 y decidirá si se requiere una verificación sistemática de conformidad con los párrafos 41 a 43 de la sección A de la parte IV del presente Anexo. En caso necesario, verificará el origen de las armas químicas abandonadas y documentará pruebas sobre las circunstancias del abandono y la identidad del Estado del abandono.

12. El informe de la Secretaría Técnica será presentado al Consejo Ejecutivo, al Estado Parte territorial y al Estado Parte del abandono o al Estado Parte del que el Estado Parte territorial haya declarado que ha abandonado las armas químicas o al que la Secretaría Técnica haya identificado como tal. Si uno de los Estados Partes directamente interesados no está satisfecho con el informe, tendrá el derecho de resolver la cuestión de conformidad con las disposiciones de la presente Convención o de señalar la cuestión al Consejo Ejecutivo con miras a resolverla rápidamente.

13. De conformidad con el párrafo 3 del artículo I, el Estado Parte territorial tendrá el derecho de pedir al Estado Parte del que se haya determinado que es el Estado Parte del abandono con arreglo a los párrafos 8 a 12 que celebre consultas a los efectos de destruir las armas químicas abandonadas en colaboración con el Estado Parte territorial. El Estado Parte territorial informará inmediatamente a la Secretaría Técnica de esa petición.

14. Las conaultas entre el Estado Parte territorial y el Estado Parte del abandono con el fin de establecer un plan recíprocamente convenido para la destrucción comenzarán 30 días después, a más tardar, de que la Secretaría Técnica haya sido informada de la petición a que se hace referencia en el párrafo 13. El plan recíprocamente convenido para la destrucción será remitido a la Secretaría Técnica 180 días después, a más tardar, de que ésta haya sido informada de la petición a que se hace referencia en el párrafo 13. A petición del Estado Parte del abandono y del Estado Parte territorial, el Consejo Ejecutivo podrá prorrogar el plazo para la remisión del plan recíprocamente convenido para la destrucción.

15. A los efectos de la destrucción de armas químicas abandonadas, el Estado Parte del abandono proporcionará todos los recursos financieros, técnicos, expertos, de instalación y de otra índole que sean necesarios. El Estado Parte territorial proporcionará una colaboración adecuada.

16. Si no puede identificarse al Estado del abandono o éste no es un Estado Parte, el Estado Parte territorial, a fin de garantizar la destrucción de esas armas químicas abandonadas, podrá pedir a la Organización y a los demás Estados Partes que presten asistencia en la destrucción de esas armas.

17. Con sujección a lo dispuesto en los párrafos 8 a 16, se aplicarán también a la destrucción de las armas químicas abandonadas el artículo IV y la sección A de la parte IV del presente Anexo. En el caso de las armas químicas abandonadas que se ajusten también a la definición de antiguas armas químicas del apartado b) del párrafo 5 del artículo II, el Consejo Ejecutivo, a petición del Estado Parte territorial, podrá, individualmente o junto con el Estado Parte del abandono, modificar o, en casos excepcionales, dejar en suspenso la aplicación de las disposiciones relativas a la destrucción, si llega a la conclusión de que el hacerlo no plantearía un peligro para el objeto y propósito de la presente Convención. En el caso de armas químicas abandonadas que no se ajusten a la definición de antiguas armas químicas del apartado b) del párrafo 5 del artículo II, el Consejo Ejecutivo, a petición del Estado Parte territorial, podrá, en circunstancias excepcionales, individualmente o junto con el Estado Parte del abandono, modificar las disposiciones relativas a los plazos y el orden de destrucción, si llega a la conclusión de que el hacerlo no plantearía un peligro para el objeto y propósito de la presente Convención. En cualquier petición formulada con arreglo a lo dispuesto en el presente párrafo se incluirán propuestas concretas de modificación de las disposiciones y una explicación detallada de los motivos de la modificación propuesta.

18. Los Estados Partes podrán concertar entre sí acuerdos o arreglos para la destrucción de armas químicas abandonadas. El Consejo Ejecutivo podrá, a petición del Estado Parte territorial, decidir, individualmente o junto con el Estado Parte del abandono, que determinadas disposiciones de esos acuerdos o arreglos tengan prelación sobre las disposiciones de la presente sección, si llega a la conclusión de que el acuerdo o arreglo garantiza la destrucción de las armas químicas abandonadas de conformidad con el párrafo 17.

Parte V

DESTRUCCION DE LAS INSTALACIONES DE PRODUCCION DE ARMAS QUIMICAS Y SU VERIFICACION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO V

A. Declaraciones

Declaraciones de las instalaciones de producción de armas químicas

1. La declaración de las instalaciones de producción armas químicas hecha por los Estados Partes de conformidad con el inciso ii) del apartado c) del párrafo 1 del artículo III incluirá los siguientes datos respecto de cada instalación:

a) El nombre de la instalación, los nombres de los propietarios y los nombres de las empresas o sociedades que hayan explotado la instalación desde el 1° de enero de 1946;

b) La ubicación exacta de la instalación, incluidas la dirección, la ubicación del complejo y la ubicación de la instalación dentro del complejo, con el número concreto del edificio y la estructura, de haberlo;

c) Una declaración de si se trata de una instalación para la fabricación de sustancias químicas definidas como armas químicas o si es una instalación para la carga de armas químicas, o ambas cosas;

d) La fecha en que quedó terminada la construcción de la instalación y los períodos en que se hubiera introducido cualquier modificación en ella, incluido el emplazamiento de equipo nuevo o modificado, que hubiera alterado significativamente las características de los procesos de producción de la instalación;

e) Información sobre las sustancias químicas definidas como armas químicas que se hubieran fabricado en la instalación; las municiones, dispositivos y contenedores que se hubieran cargado en ella, y las fechas del comienzo y cesación de tal fabricación o carga:

i) Respecto de las sustancias químicas definidas como armas químicas que se hubieran fabricado en la instalación, esa información se expresará en función de los tipos concretos de sustancias químicas fabricadas, con indicación del nombre químico, de conformidad con la nomenclatura actual de la Unión Internacional de Química Pura y Aplicada (UIQPA), fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado, y en función de la cantidad de cada sustancia química expresada según el peso de la sustancia en toneladas;

ii) Respecto de las municiones, dispositivos y contendores que se hubieran cargado en la instalación, esa información se expresará en función del tipo concreto de armas químicas cargadas y del peso de la carga química por unidad;

f) La capacidad de producción de la instalación de producción de armas químicas:

i) Respecto de una instalación en la que se hayan fabricado armas químicas, la capacidad de producción se expresará en función del potencial cuantitativo anual para la fabricación de una sustancia concreta sobre la base del proceso tecnológico efectivamente utilizado o, en el caso de procesos que no hubieran llegado a utilizarse, que se hubiera tenido el propósito de utilizar en la instalación;

ii) Respecto de una instalación en que se hayan cargado armas químicas, la capacidad de producción se expresará en función de la cantidad de sustancia química que la instalación pueda cargar al año en cada tipo concreto de arma química;

g) Respecto de cada instalación de producción de armas químicas que no haya sido destruida, una descripción de la instalación que incluya:

i) Un diagrama del polígono;

ii) Un diagrama del proceso de la instalación; y

iii) Un inventario de los edificos de la instalación, del equipo especializado y de las piezas de repuesto de ese equipo;

h) El estado actual de la instalación, con indicación de:

i) La fecha en que se produjeron por última vez armas químicas en la instalación;

ii) Si la instalación ha sido destruida, incluidos la fecha y el modo de su destrucción; y

iii) Si la instalación ha sido utilizada o modificada antes de la de entrada en vigor de la presente Convención para una actividad no relacionada con la producción de armas químicas y, en tal caso, información sobre las modificaciones introducidas, la fecha en que comenzaron esas actividades no relacionadas con las armas químicas y la naturaleza de las mismas, indicando, en su caso, el tipo del producto;

i) Una especificación de las medidas que haya adoptado el Estado Parte para la clausura de la instalación y una descripción de las medidas adoptadas o que va a adoptar el Estado Parte para desactivar la instalación;

j) Una descripción de la pauta normal de actividades de seguridad y protección en la instalación desactivada;

k) Una declaración sobre si la instalación se convertirá para la destrucción de armas químicas y, en tal caso, la fecha de esa conversión.

Declaraciones de las instalaciones de producción de armas químicas de conformidad con el inciso iii) del apartado c) del párrafo 1 del artículo III

2. La declaración de las instalaciones de producción de armas químicas de conformidad con el inciso iii) del apartado c) del párrafo 1 del artículo III contendrá toda la información especificada en el párrafo 1. El Estado Parte en cuyo territorio esté o haya estado ubicada la instalación tendrá la responsabilidad de adoptar las medidas neceaarias, junto con el otro Estado, para asegurar que se hagan las declaraciones. Si el Estado Parte en cuyo territorio esté o haya estado ubicada la instalación no pudiera cumplir esta obligación, deberá explicar los motivos de ello.

Declaraciones de las transferencias y las recepciones anteriores

3. El Estado Parte que haya transferido o recibido equipo para la producción de armas químicas desde el 1° de enero de 1946 declarará esas transferencias y recepciones de conformidad con el inciso iv) del apartado c) del párrafo 1 del artículo III y con el párrafo 5 de la presente sección. Cuando no se disponga de toda la información especificada para la transferencia y recepción de ese equipo durante el período comprendido entre el 1° de enero de 1946 y el 1° de enero de 1970, el Estado Parte declarará la información de que disponga y explicará por qué no puede presentar una declaración completa.

4. Por el equipo de producción de armas químicas mencionado en el párrafo 3 se entiende:

a) Equipo especializado;

b) Equipo para la producción de equipo destinado de modo específico a ser utilizado directamente en relación con el empleo de armas químicas; y

c) Equipo diseñado o utilizado exclusivamente para la producción de partes no químicas de municiones químicas.

5. En la declaración concerniente a la transferencia y recepción de equipo de producción de armas químicas se especificará:

a) Quién recibió/transfirió el equipo de producción de armas químicas;

b) La naturaleza del equipo;

c) Fecha de la transferencia o recepción;

d) Si se ha destruido el equipo, de conocerse; y

e) Situación actual, de conocerse.

Presentación de planes generales para la destrucción

6. Respecto de cada instalación de producción de armas químicas, el Estado Parte comunicará la información siguiente:

a) Calendario previsto para las medidas que han de adoptarse; y

b) Métodos de destrucción.

7. Respecto de cada instalación de producción de armas químicas que un Estado Parte se proponga convertir temporalmente en instalación de destrucción de armas químicas, el Estado Parte comunicará la información siguiente:

a) Calendario previsto para la conversión en una instalación de destrucción;

b) Calendario previsto para la utilización de la instalación como instalación de destrucción de armas químicas;

c) Descripción de la nueva instalación;

d) Método de destrucción del equipo especial;

e) Calendario para la destrucción de la instalación convertida después de que se haya utilizado para destruir las armas químicas; y

f) Método de destrucción de la instalación convertida.

Presentación de planes anuales para la destrucción e informes anuales sobre la destrucción

8. Cada Estado Parte presentará un plan anual de destrucción 90 días antes, por lo menos, del comienzo del próximo año de destrucción. En el plan anual se especificará:

a) La capacidad que ha de destruirse;

b) El nombre y la ubicación de las instalaciones donde vaya a llevarse a cabo la destrucción;

c) La lista de edificios y equipo que han de destruirse en cada instalación;

d) El o los métodos de destrucción previstos.

9. Cada Estado Parte presentará un informe anual sobre la destrucción 90 días después, a más tardar, del final del año de destrucción anterior. En el informe anual se especificará:

a) La capacidad destruida;

b) El nombre y la ubicación de las instalaciones donde se ha llevado a cabo la destrucción;

c) La lista de edificios y equipo que han sido destruidos en cada instalación;

d) El o los métodos de destrucción.

10. En el caso de una instalación de producción de armas químicas declarada de conformidad con el inciso iii) del apartado c) del párrafo 1 del artículo III, el Estado Parte en cuyo territorio esté o haya estado ubicada la instalación tendrá la responsabilidad de adoptar las medidas necesarias para asegurar que se hagan las declaraciones previstas en los párrafos 6 a 9. Si el Estado Parte en cuyo territorio esté o haya estado ubicada la instalación no pudiera cumplir esta obligación, deberá explicar los motivos de ello.

B. Destrucción

Principios generales para la destrucción de las instalaciones de producción de armas químicas

11. Cada Estado Parte decidirá los métodos que ha de aplicar para la destrucción de las instalaciones de producción de armas químicas, con arreglo a los principios enunciados en el artículo V y en la presente parte.

Principios y métodos para la clausura de una instalación de producción de armas químicas

12. La clausura de una instalación de producción de armas químicas tiene por objeto desactivar ésta.

13. Cada Estado Parte adoptará medidas convenidas para la clausura, teniendo debidamente en cuenta las características específicas de cada instalación. En particular, esas medidas comprenderán:

a) La prohibición de la ocupación de los edificios especializados y de los edificios corrientes de la instalación, excepto para actividades convenidas;

b) La desconexión del equipo directamente relacionado con la producción de armas químicas, incluidos, entre otras cosas, el equipo de control de procesos y los servicios;

c) La desactivación de las instalaciones y equipo de protección utilizados exclusivamente para la seguridad de las operaciones de la instalación de producción de armas químicas;

d) La instalación de bridas de obturación y demás dispositivos destinados a impedir la adición de sustancias químicas a cualquier equipo especializado de procesos para la síntesis, separación o purificación de sustancias químicas definidas como armas químicas, a cualquier depósito de almacenamiento o a cualquier máquina destinada a la carga de armas químicas, o la retirada correspondiente de sustancias químicas, y a impedir el suministro de calefacción, refrigeración, electricidad u otras formas de energía a ese equipo, depósitos de almacenamiento o máquinas; y

e) La interrupción de los enlaces por ferrocarril, carretera y demás vías de acceso para los transportes pesados a la instalación de producción de armas químicas, excepto los que sean necesarios para las actividades convenidas.

14. Mientras la instalación de producción de armas químicas permanezca clausurada, el Estado Parte podrá continuar desarrollando en ella actividades de seguridad y protección física.

Mantenimiento técnico de las instalaciones de producción de armas químicas antes de su destrucción

15. Cada Estado Parte podrá llevar a cabo en sus instalaciones de producción de armas químicas las actividades corrientes de mantenimiento únicamente por motivos de seguridad, incluidos la inspección visual, el mantenimiento preventivo y las reparaciones ordinarias.

16. Todas las actividades de mantenimiento previstas se especificarán en el plan general y en el plan detallado para la destrucción. Las actividades de mantenimiento no incluirán:

a) La sustitución de cualquier equipo del proceso;

b) La modificación de las características del equipo para el proceso químico;

c) La producción de ningún tipo de sustancias químicas.

17. Todas las actividades de mantenimiento estarán sujetas a la vigilancia de la Secretaría Técnica.

Principios y métodos para la conversión temporal de las instalaciones de producción de armas químicas en instalaciones de destrucción de armas químicas

18. Las medidas relacionadas con la conversión temporal de las instalaciones de producción de armas químicas en instalaciones de destrucción de armas químicas deberán garantizar que el régimen que se aplique a las instalaciones convertidas temporalmente sea, por lo menos, tan estricto como el régimen aplicable a las instalaciones de producción de armas químicas que no hayan sido convertidas.

19. Las instalaciones de producción de armas químicas convertidas en instalaciones de destrucción de armas químicas antes de la entrada en vigor de la presente Convención serán declaradas dentro de la categoría de instalaciones de producción de armas químicas.

Estarán sujetas a una visita inicial de los inspectores, los cuales confirmarán la exactitud de la información relativa a esas instalaciones.

También se exigirá la verificación de que la conversión de esas instalaciones se ha llevado a cabo de forma tal que sea imposible utilizarlas como instalaciones de producción de armas químicas; esta verificación entrará en el marco de las medidas previstas para las instalaciones que hayan de hacerse inoperables 90 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención.

20. El Estado Parte que se proponga convertir alguna instalación de producción de armas químicas presentará a la Secretaría Técnica, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención o 30 días después, a más tardar, de que se haya adoptado la decisión de la conversión temporal, un plan general de conversión de la instalación y, posteriormente, presentará planes anuales.

21. En el caso de que el Estado Parte necesitara convertir en instalación de destrucción de armas químicas otra instalación de producción de armas químicas que hubiera sido clausurada después de la entrada en vigor para él de la presente Convención, informará al respecto a la Secretaría Técnica 150 días antes, por lo menos, de la conversión. La Secretaría Técnica, junto con el Estado Parte, se asegurará de que se adopten las medidas necesarias para hacer inoperable esa instalación, tras su conversión, como instalación de producción de armas químicas.

22. La instalación convertida para la destrucción de armas químicas no tendrá más posibilidades de reanudar la producción de armas químicas que una instalación de producción de armas químicas que hubiera sido clausurada y estuviera en mantenimiento. Su reactivación no exigirá menos tiempo del requerido para una instalación de producción de armas químicas que hubiera sido clausurada y estuviera en mantenimiento.

23. Las instalaciones de producción de armas químicas convertidas serán destruidas 10 años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención.

24. Todas las medidas para la conversión de una determinada instalación de producción de armas químicas serán específicas para ella y dependerán de sus características individuales.

25. El conjunto de medidas que se apliquen a los fines de convertir una instalación de producción de armas químicas en una instalación de destrucción de armas químicas no será inferior al previsto para la inutilización de otras instalaciones de producción de armas químicas que haya de llevarse a cabo 90 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte.

Principios y métodos relacionados con la destrucción de una instalación de producción de armas químicas

26. Cada Estado Parte destruirá el equipo y los edificios comprendidos en la definición de instalación de producción de armas químicas de la manera siguiente:

a) Todo el equipo especializado y el equipo corriente serán destruidos físicamente.

b) Todos los edificios especializados y los edificios corrientes serán destruidos físicamente.

27. Cada Estado Parte destruirá las instalaciones para la producción de municiones químicas sin carga y el equipo destinado al empleo de armas químicas de la manera siguiente:

a) Las instalaciones utilizadas exclusivamente para la producción de partes no químicas de municiones químicas o equipo especialmente destinado a ser utilizado de manera directa en relación con el empleo de armas químicas serán declaradas y destruidas. El proceso de destrucción y su verificación se realizarán de conformidad con las disposiciones del artículo V y de esta parte del presente Anexo que regulan la destrucción de las instalaciones de producción de armas químicas;

b) Todo el equipo diseñado o utilizado de manera exclusiva para la producción de partes no químicas de municiones químicas será destruido físicamente. Ese equipo, que incluye moldes y troqueles conformadores de metales especialmente diseñados, podrá ser llevado a un lugar especial para su destrucción;

c) Todos los edificios y el equipo corriente utilizados para esas actividades de producción serán destruidos o convertidos para fines no prohibidos por la presente Convención, obteniéndose la confirmación necesaria mediante consultas e inspecciones, según lo previsto en el artículo IX;

d) Podrán continuar realizándose actividades para fines no prohibidos por la presente Convención mientras se desarrolla la destrucción o conversión.

Orden de destrucción

28. El orden de destrucción de las instalaciones de producción de armas químicas se basa en las obligaciones previstas en el artículo I y en los demás artículos de la presente Convención, incluidas las obligaciones relacionadas con la verificación sistemática in situ. Dicho orden tiene en cuenta los intereses de los Estados Partes de que su seguridad no se vea menoscabada durante el período de destrucción; el fomento de la confianza en la primera parte de la fase de destrucción; la adquisición gradual de experiencia durante la destrucción de las instalaciones de producción de armas químicas; y la aplicabilidad, con independencia de las características efectivas de las instalaciones de producción y de los métodos elegidos para su destrucción. El orden de destrucción se basa en el principio de la nivelación.

29. Para cada período de destrucción, cada Estado Parte determinará cuáles son las instalaciones de producción de armas químicas que han de ser destruidas y llevará a cabo la destrucción de tal manera que al final de cada período de destrucción no quede más de lo que se especifica en los párrafos 30 y 31. Nada impedirá que un Estado Parte destruya sus instalaciones a un ritmo más rápido.

30. Se aplicarán las disposiciones siguientes a las instalaciones de producción de armas químicas que produzcan sustancias químicas de la Lista 1:

a) Cada Estado Parte comenzará la destrucción de esas instalaciones un año después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención y la habrá completado diez años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención. Para un Estado que sea

Parte en el momento de la entrada en vigor de la presente Convención, este período general se dividirá en tres períodos separados de destrucción, a saber, los años segundo a quinto, los años sexto a octavo y los años noveno y décimo. Para los Estados que se hagan Partes después de la entrada en vigor de la presente Convención, se adaptarán los períodos de destrucción, teniendo en cuenta lo dispuesto en los párrafos 28 y 29;

b) Se utilizará la capacidad de producción como factor de comparación para esas instalaciones. Se expresará en toneladas de agente, teniendo en cuenta las normas dispuestas para las armas químicas binarias;

c) Al final del octavo año después de la entrada en vigor de la presente Convención, se establecerán niveles convenidos adecuados de producción. La capacidad de producción que exceda del nivel pertinente será destruida en incrementos iguales durante los dos primeros períodos de destrucción;

d) La exigencia de destruir un volumen determinado de capacidad entrañará la exigencia de destruir cualquier otra instalación de producción de armas químicas que abastezca a la instalación de producción de sustancias de la Lista 1 o que cargue en municiones o dispositivos la sustancia química de la Lista 1 producida en ella;

e) Las instalaciones de producción de armas químicas que hayan sido convertidas temporalmente para la destrucción de armas químicas seguirán sujetas a la obligación de destruir la capacidad de conformidad con las disposiciones del presente párrafo.

31. Cada Estado Parte iniciará la destrucción de las instalaciones de producción de armas químicas no incluidas en el párrafo 30 un año después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención y la completará cinco años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención.

Planes detallados para la destrucción

32. Por lo menos 180 días antes de la destrucción de una instalación de producción de armas químicas, cada Estado Parte presentará a la Secretaría Técnica los planes detallados para la destrucción, incluidas las medidas propuestas para la verificación de la destrucción a que se hace referencia en el apartado f) del párrafo 33, en relación, entre otras cosas, con:

a) El momento de la presencia de los inspectores en la instalación que haya de destruirse; y

b) Los procedimientos para la verificación de las medidas que han de aplicarse a cada elemento del inventario declarado.

33. En los planes detallados para la destrucción de cada instalación se especificará:

a) El calendario detallado del proceso de destrucción;

b) La distribución en planta de la instalación;

c) El diagrama del proceso;

d) El inventario detallado del equipo, los edificios y demás elementos que haya que destruir;

e) Las medidas que han de aplicarse a cada elemento del inventario;

f) Las medidas propuestas para la verificación;

g) Las medidas de protección/seguridad que se han de observar durante la destrucción de la instalación; y

h) Las condiciones de trabajo y de vida que se ha de proporcionar a los inspectores.

34. Si un Estado Parte se propone convertir temporalmente una instalación de producción de armas químicas en una instalación de destrucción de armas químicas, lo notificará a la Secretaría Técnica 150 días antes, por lo menos, de realizar cualquier actividad de conversión. En la notificación:

a) Se especificará el nombre, la dirección y la ubicación de la instalación;

b) Se facilitará un diagrama del polígono en el que se indiquen todas las estructuras y zonas que intervendrán en la destrucción de las armas químicas y se identificarán también todas las estructuras de la instalación de producción de armas químicas que ha de convertirse temporalmente;

c) Se especificarán los tipos de armas químicas y el tipo y cantidad de carga química que vaya a destruirse;

d) Se especificará el método de destrucción;

e) Se facilitará un diagrama del proceso, indicando qué porciones del proceso de producción y equipo especializado se convertirán para la destrucción de armas químicas;

f) Se especificarán los precintos y el equipo de inspección que puedan verse afectados por la conversión, en su caso; y

g) Se proporcionará un calendario en el que se indique el tiempo asignado al diseño, conversión temporal de la instalación, emplazamiento de equipo, comprobación de éste, operaciones de destrucción y clausura.

35. En relación con la destrucción de una instalación que se haya convertido temporalmente para la destrucción de armas químicas, se comunicará información de conformidad con los párrafos 32 y 33.

Examen de los planes detallados

36. Sobre la base del plan detallado para la destrucción y de las medidas propuestas para la verificación que presente el Estado Parte y ateniéndose a la experiencia de inspecciones anteriores, la Secretaría Técnica preparará un plan para verificar la destrucción de la instalación, en estrecha consulta con el Estado Parte. Cualquier controversia que se suscite entre la Secretaría Técnica y el Estado Parte acerca de la adopción de medidas adecuadas se resolverá mediante consultas. Toda

cuestión que quede sin resolver será remitida al Consejo Ejecutivo a fin de que éste adopte las medidas adecuadas para facilitar la plena aplicación de la presente Convención.

37. Para asegurar el cumplimiento de las disposiciones del artículo V y de la presente parte, el Consejo Ejecutivo y el Estado Parte acordarán los planes combinados para la destrucción y la verificación. Ese acuerdo deberá quedar concluido 60 días antes, por lo menos, de la iniciación prevista de la destrucción.

38. Cada miembro del Consejo Ejecutivo podrá consultar a la Secretaría Técnica respecto de cualquier cuestión relativa a la idoneidad del plan combinado de destrucción y verificación. Si ningún miembro del Consejo Ejecutivo formula objeciones, se aplicará el plan.

39. Si se suscitaran dificultades, el Consejo Ejecutivo celebrará consultas con el Estado Parte para resolverlas. Si quedaran dificultades por resolver, se remitirán a la Conferencia. No se esperará a que se resuelva cualquier controversia sobre los métodos de destrucción para aplicar las demás partes del plan de destrucción que sean aceptables.

40. Si no se llega a un acuerdo con el Consejo Ejecutivo sobre determinados aspectos de la verificación, o si no puede ponerse en práctica el plan de verificación aprobado, se procederá a la verificación de la destrucción mediante vigilancia continua con instrumentos in situ y la presencia física de inspectores.

41. La destrucción y la verificación se realizarán con arreglo al plan convenido. La verificación no deberá dificultar innecesariamente el proceso de destrucción y se realizará mediante la presencia in situ de inspectores que asistan a la destrucción.

42. Si no se adoptan conforme a lo previsto las medidas de verificación o de destrucción necesarias, se informará al respecto a todos los Estados Partes.

C. Verificación

Verificación de las declaraciones de instalaciones de producción de armas químicas mediante inspección in situ

43. La Secretaría Técnica realizará una inspección inicial de cada instalación de producción de armas químicas entre los 90 y los 120 días siguientes a la entrada en vigor de la presente Convención para cada Estado Parte.

44. La inspección inicial tendrá por objeto:

a) Confirmar que ha cesado la producción de armas químicas y que se ha desactivado la instalación, de conformidad con la presente Convención;

b) Permitir que la Secretaría Técnica se familiarice con las medidas que se hayan adoptado para cesar la producción de armas químicas en la instalación;

c) Permitir que los inspectores fijen precintos temporales;

d) Permitir que los inspectores confirmen el inventario de edificios y equipo especializado;

e) Obtener la información necesaria para la planificación de actividades de inspección en la instalación, incluida la utilización de precintos que indiquen si han sido objeto de manipulación y demás equipo convenido, que se emplazarán conforme al acuerdo detallado de instalación; y

f) Celebrar discusiones preliminares acerca de un acuerdo detallado sobre procedimientos de inspección en la instalación.

45. Los inspectores utilizarán, según proceda, los precintos, marcas o demás procedimientos de control de inventario convenidos para facilitar un inventario exacto de los elementos declarados en cada instalación de producción de armas químicas.

46. Los inspectores emplazarán los dispositivos convenidos de esa índole que sean necesarios para indicar si se reanuda de algún modo la producción de armas químicas o se retira cualquier elemento declarado. Adoptarán las precauciones necesarias para no obstaculizar las actividades de clausura del Estado Parte inspeccionado. Podrán regresar para mantener y verificar la integridad de los dispositivos.

47. Si, sobre la base de la inspección inicial, el Director General considera que se requieren ulteriores medidas para desactivar la instalación, de conformidad con la presente Convención, podrá solicitar, 135 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para un Estado Parte, que el Estado Parte inspeccionado aplique tales medidas 180 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención. El Estado Parte inspeccionado podrá atender discrecionalmente esa petición. Si no atiende la petición, el Estado Parte inspeccionado y el Director General celebrarán consultas para resolver la cuestión.

Verificación sistemática de las instalaciones de producción de armas químicas y de la cesación de sus actividades

48. La verificación sistemática de una instalación de producción de armas químicas tendrá por objeto garantizar la detección en la instalación de cualquier reanudación de la producción de armas químicas o retirada de elementos declarados.

49. En el acuerdo detallado de instalación para cada instalación de producción de armas químicas se especificará:

a) Procedimientos detallados de inspección *in situ*, que podrán incluir:

i) Exámenes visuales;

ii) Comprobación y revisión de precintos y demás dispositivos convenidos; y

iii) Obtención y análisis de muestras;

b) Procedimientos para la utilización de precintos que indiquen si han sido objeto de manipulación y demás equipo convenido que impida la reactivación no detectada de la instalación, en los que se especificará:

i) El tipo, colocación y arreglos para el emplazamiento; y

ii) El mantenimiento de esoa precintos y equipo; y

c) Otras medidas convenidas.

50. Los precintos o demás equipo convenido previstos en el acuerdo detallado sobre medidas de inspección para la instalación se emplazarán 240 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte. Se permitirá a los inspectores que visiten cada instalación de producción de armas químicas para el emplazamiento de esos precintos o equipo.

51. Durante cada año natural, se permitirá a la Secretaría Técnica que realice hasta cuatro inspecciones de cada instalación de producción de armas químicas.

52. El Director General notificará al Estado Parte inspeccionado su decisión de inspeccionar o visitar una instalación de producción de armas químicas 48 horas antes de la llegada prevista del grupo de inspección a la instalación para la realización de inspecciones o visitas sistemáticas. Este plazo podrá acortarse en el caso de inspecciones o visitas destinadas a resolver problemas urgentes. El Director General especificará la finalidad de la inspección o visita.

53. De conformidad con los acuerdos de instalación, los inspectores tendrán libre acceso a todas las partes de las instalaciones de producción de armas químicas. Los inspectores determinarán qué elementos del inventario declarado desean inspeccionar.

54. La Conferencia examinará y aprobará, de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII, las directrices para determinar la frecuencia de las inspecciones sistemáticas in situ. La Secretaría Técnica elegirá la instalación que vaya a inspeccionar de tal modo que no pueda preverse con exactitud el momento en que se realizará la inspección.

Verificación de la destrucción de instalaciones de producción de armas químicas

55. La verificación sistemática de la destrucción de las instalaciones de producción de armas químicas tendrá por objeto confirmar la destrucción de las instalaciones de conformidad con las obligaciones contraídas en virtud de la presente Convención, así como la destrucción de cada uno de los elementos del inventario declarado de conformidad con el plan detallado convenido para la destrucción.

56. Una vez destruidos todos los elementos incluidos en el inventario declarado, la Secretaría Técnica confirmará la declaración que haga el Estado Parte a tal efecto. Tras esa confirmación, la Secretaría Técnica dará por terminada la verificación sistemática de la instalación de producción de armas químicas y retirará prontamente todos los dispositivos e intrumentos de vigilancia emplazados por los inspectores.

57. Tras esa confirmación, el Estado Parte hará la declaración de que la instalación ha sido destruida.

Verificación de la conversión temporal de una instalación de producción de armas químicas en una instalación de destrucción de armas químicas

58. Noventa días después, a más tardar, de haber recibido la notificación inicial del propósito de convertir temporalmente una instalación de producción, los inspectores tendrán el derecho de visitar la instalación para familiarizarse con la conversión temporal propuesta y estudiar las posibles medidas de inspección que se necesiten durante la conversión.

59. Sesenta días después, a más tardar, de tal visita, la Secretaría Técnica y el Estado Parte inspeccionado concertarán un acuerdo de transición que incluya medidas de inspección adicionales para el período de conversión temporal. En el acuerdo de transición se especificarán procedimientos de inspección, incluida la utilización de precintos y equipo de vigilancia e inspecciones, que aporten la seguridad de que no se produzcan armas químicas durante el proceso de conversión. Dicho acuerdo permanecerá en vigor desde el comienzo de las actividades de conversión temporal hasta que la instalación comience a funcionar como instalación de destrucción de armas químicas.

60. El Estado Parte inspeccionado no retirará ni convertirá ninguna porción de la instalación, ni retirará ni modificará precinto alguno ni demás equipo de inspección convenido que haya podido emplazarse con arreglo a la presente Convención hasta la concertación del acuerdo de transición.

61. Una vez que la instalación comience a funcionar como instalación de destrucción de armas químicas, quedará sometida a las disposiciones de la sección A de la parte IV del presente Anexo aplicables a las instalaciones de destrucción de armas químicas. Los arreglos para el período anterior al comienzo de esas operaciones se regirán por el acuerdo de transición.

62. Durante las operaciones de destrucción, los inspectores tendrán acceso a todas las porciones de las instalaciones de producción de armas químicas convertidas temporalmente, incluidas las que no intervienen de manera directa en la destrucción de armas químicas.

63. Antes del comienzo de los trabajos en la instalación para convertirla temporalmente a fines de destrucción de armas químicas y después de que la instalación haya cesado de funcionar como instalación para la destrucción de armas químicas, la instalación quedará sometida a las disposiciones de la presente parte aplicables a las instalaciones de producción de armas químicas.

D. Conversión de instalaciones de producción de armas químicas para fines no prohibidos por la presente Convención

Procedimiento para solicitar la conversión

64. Podrá formularse una solicitud de utilizar una instalación de producción de armas químicas para fines no prohibidos por la presente

Convención respecto de cualquier instalación que un Estado Parte esté ya utilizando para esos fines antes de la entrada en vigor para él de la presente Convención o que se proponga utilizar para esos fines.

65. En lo que respecta a una instalación de producción de armas químicas que se esté utilizando para fines no prohibidos por la presente Convención cuando ésta entre en vigor para el Estado Parte, la solicitud será presentada al Director General 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte. En la solicitud se hará constar, además de los datos presentados de conformidad con el inciso iii) del apartado h) del párrafo 1, la información siguiente:

a) Una justificación detallada de la solicitud;

b) Un plan general de conversión de la instalación en el que se especifique:

i) La naturaleza de las actividades que han de realizarse en la instalación;

ii) Si las actividades previstas entrañan la producción, elaboración o consumo de sustancias químicas: el nombre de cada una de esas sustancias, el diagrama del proceso de la instalación y las cantidades que se prevé producir, elaborar o consumir anualmente;

iii) Qué edificios o estructuras se tiene el propósito de utilizar y cuáles son las modificaciones propuestas, en su caso;

iv) Qué edificios o estructuras han sido destruidos o se tiene el propósito de destruir y los planes para la destrucción;

v) Qué equipo ha de utilizarse en la instalación;

vi) Qué equipo ha sido retirado y destruido y qué equipo se tiene el propósito de retirar y destruir y los planes para su destrucción;

vii) El calendario propuesto para la conversión, en su caso; y

viii) La naturaleza de las actividades de cada una de las demás instalaciones que haya funcionado en el polígono; y

c) Una explicación detallada de la manera en que las medidas enunciadas en el apartado b), así como cualquier otra medida propuesta por el Estado Parte, garantizarán la prevención de una capacidad potencial de producción de armas químicas en la instalación.

66. En lo que respecta a una instalación de producción de armas químicas que no se esté utilizando para fines no prohibidos por la presente Convención cuando ésta entre en vigor para el Estado Parte, la solicitud será presentada al Director General 30 días después, a más tardar, de haberse decidido la conversión, pero, en ningún caso, más de cuatro años después de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte. En la solicitud se hará constar la información siguiente:

a) Una justificación detallada de la solicitud, incluida su necesidad económica;

b) Un plan general de conversión de la instalación en el que se especifique:

i) La naturaleza de las actividades que se tiene el propósito de realizar en la instalación;

ii) Si las actividades previstas entrañan la producción, elaboración o consumo de sustancias químicas: el nombre de cada una de esas sustancias, el diagrama del proceso de la instalación y las cantidades que se prevé producir, elaborar o consumir anualmente;

iii) Qué edificios o estructuras se tiene el propósito de conservar y cuáles aon las modificaciones propuestas, en su caso;

iv) Qué edificios o estructuras han sido destruidos o se tiene el propóaito de destruir y los planes para la destrucción;

v) Qué equipo se tiene el propósito de utilizar en la instalación;

vi) Qué equipo se tiene el propósito de retirar y destruir y los planes para su destrucción;

vii) El calendario propuesto para la conversión; y

viii) La naturalezs de las actividades de cada una de las demás instalaciones que haya funcionado en el polígono; y

c) Una explicación detallada de la manera en que las medidas enunciadas en el apartado b), así como cualquier otra medida propuesta por el Estado Parte, garantizarán la prevención de una capacidad potencial de producción de armas químicaa en la instalación.

67. El Estado Parte podrá proponer en su solicitud cualquier otra medida que estime conveniente para el fomento de la confianza.

Disposiciones que han de observarse en espera de una decisión

68. Haata tanto la Conferencia adopte una decisión, el Estado Parte podrá continuar utilizando para fines no prohibidos por la presente Convención la instalación que estuviera utilizando para esos fines antes de la entrada en vigor para él de la presente Convención, pero solamente si el Estsdo Parte certifica en su solicitud que no se está utilizando ningún equipo especializado ni edificio especializado y que se ha desactivado el equipo especializado y los edificios especializados utilizando los métodos especificados en el párrafo 13.

69. Si la instalación respecto de la cual se haya formulado la solicitud no se estuviera utilizando para fines no prohibidos por la presente Convención antes de la entrada en vigor de ésta para el Estado Parte, o si no se presenta la certificación exigida en el párrafo 68, el Estado Parte cesará inmediatamente todas las actividades con arreglo al párrafo 4 del artículo V. El Estado Parte clausurará la instalación de conformidad con el párrafo 13, 90 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención.

Condiciones para la conversión

70. Como condición de la conversión de una instalación de producción de armas químicas para fines no prohibidos por la presente Convención, deberá destruirse todo el equipo especializado en la instalación y eliminarse todas las características especiales de los edificios y estructuras que distingan a éstos de los edificios y estructuras utilizados normalmente para fines no prohibidos por la presente Convención y en los que no intervengan sustancias químicas de la Lista 1.

71. Una instalación convertida no podrá ser utilizada:

a) Para ninguna actividad que entrañe la producción, elaboración o consumo de una sustancia química de la Lista 1 o de una sustancia química de la Lista 2; ni

b) Para la producción de cualquier sustancia química altamente tóxica, incluida cualquier sustancia química organofosforada altamente tóxica, ni para cualquier otra actividad que requiera equipo especial para manipular sustancias químicas altamente tóxicas o altamente corrosivas, a menos que el Consejo Ejecutivo decida que esa producción o actividad no plantearía peligro alguno para el objeto y propósito de la presente Convención, teniendo en cuenta los criterios para la toxicidad, corrosión y, en su caso, otros factores técnicos que examine y apruebe la Conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

72. La conversión de una instalación de producción de armas químicas quedará completada seis años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención.

Decisiones del Consejo Ejecutivo y de la Conferencia

73. La Secretaría Técnica realizará una inspección inicial de la instalación 90 días después, a más tardar, de que el Director General haya recibido la solicitud. Esa inspección tendrá por objeto determinar la exactitud de la información proporcionada en la solicitud, obtener información sobre las características técnicas de la instalación que se tiene el propósito de convertir y evaluar las condiciones en que puede permitirse la utilización para fines no prohibidos por la presente Convención. El Director General presentará sin demora un informe al Consejo Ejecutivo, a la Conferencia y a todos los Estados Partes, con sus recomendaciones sobre las medidas necesarias para convertir la instalación para fines no prohibidos por la presente Convención y para aportar la seguridad de que la instalación convertida se utilizará únicamente para fines no prohibidos por la presente Convención.

74. Si la instalación se ha utilizado para fines no prohibidos por la presente Convención antes de la entrada en vigor de ésta para el Estado Parte y continúa en funcionamiento, pero no se han adoptado las medidas que deben certificarse en virtud del párrafo 68, el Director General lo comunicará inmediatamente al Consejo Ejecutivo, el cual podrá exigir la aplicación de las medidas que estime conveniente, entre ellas el cierre de la instalación y la retirada del equipo especializado, así como la modificación de edificios o estructuras. El Consejo Ejecutivo fijará el plazo para la aplicación de esas medidas y dejará en suspenso el examen de la solicitud hasta que hayan sido cumplidas de manera satisfactoria. La

instalación será inspeccionada inmediatamente después de la expiración del plazo para determinar si se han aplicado esas medidas. De lo contrario, el Estado Parte estará obligado a cesar por completo todas las operaciones de la instalación.

75. La Conferencia, después de haber recibido el informe del Director General, y teniendo en cuenta ese informe y cualquier opinión expresada por los Estados Partes, decidirá lo antes posible, previa recomendación del Consejo Ejecutivo, si se aprueba la solicitud y determinará las condiciones a que se supedite esa aprobación. Si algún Estado Parte objeta a la aprobación de la solicitud y a las condiciones conexas, los Estados Partes interesados celebrarán consultas entre sí durante un plazo de hasta 90 días para tratar de encontrar una solución mutuamente aceptable. Después de concluido el plazo de consulta se adoptará lo antes posible, como cuestión de fondo, una decisión sobre la solicitud y condiciones conexas y cualquier modificación propuesta a ellas.

76. Si se aprueba la solicitud, se completará un acuerdo de instalación 90 días después, a más tardar, de la adopción de esa decisión. En el acuerdo de instalación se estipularán las condiciones en que se permite la conversión y utilización de la instalación, incluidas las medidas de verificación. La conversión no comenzará antes de que se haya concertado el acuerdo de instalación.

Planes detallados para la conversión

77. Por lo menos 180 días antes de la fecha prevista para el comienzo de la conversión de una instalación de producción de armas químicas, el Estado Parte presentará a la Secretaría Técnica los planes detallados para la conversión de la instalación, incluidas las medidas propuestas para la verificación de la conversión en relación, entre otras cosas, con:

a) El momento de la presencia de los inspectores en la instalación que haya de convertirse; y

b) Los procedimientos para la verificación de las medidas que han de aplicarse a cada elemento del inventario declarado.

78. En los planes detallados para la conversión de cada instalación de destrucción de armas químicas se especificará:

a) El calendario detallado del proceso de conversión;

b) La distribución en planta de la instalación antes y después de la conversión;

c) El diagrama del proceso de la instalación antes y, en su caso, después de la conversión;

d) El inventario detallado del equipo, los edificios y estructuras y demás elementos que hayan de destruirse y de los edificios y estructuras que hayan de modificarse;

e) Las medidas que han de aplicarse a cada elemento del inventario, en su caso;

f) Las medidas propuestas para la verificación;

g) Las medidas de protección/seguridad que se han de observar durante la conversión de la instalación; y

h) Las condiciones de trabajo y de vida que se ha de proporcionar a los inspectores.

Examen de los planes detallados

79. Sobre la base del plan detallado para la conversión y de las medidas propuestas para la verificación que presente el Estado Parte y ateniéndose a la experiencia de inspecciones anteriores, la Secretaría Técnica preparará un plan para verificar la conversión de la instalación, en estrecha consulta con el Estado Parte. Cualquier controversia que se suscite entre la Secretaría Técnica y el Estado Parte acerca de la adopción de medidas adecuadas se resolverá mediante consultas. Toda cuestión que quede sin resolver será remitida al Consejo Ejecutivo a fin de que éste adopte las medidas adecuadas para facilitar la plena aplicación de la presente Convención.

80. Para asegurar el cumplimiento de las disposiciones del artículo V y de la presente parte, el Consejo Ejecutivo y el Estado Parte acordarán los planes combinados para la conversión y la verificación. Ese acuerdo deberá quedar concluido 60 días antes, por lo menos, de la iniciación prevista de la conversión.

81. Cada miembro del Consejo Ejecutivo podrá consultar a la Secretaría Técnica respecto de cualquier cuestión relativa a la idoneidad del plan combinado de conversión y verificación. Si ningún miembro del Consejo Ejecutivo formula objeciones, se aplicará el plan.

82. Si se suscitaran dificultades, el Consejo Ejecutivo debería celebrar consultas con el Estado Parte para resolverlas. Si quedaran dificultades por resolver, deberían remitirse a la Conferencia. No se debería esperar a que se resolviera cualquier controversia sobre los métodos de conversión para aplicar las demás partes del plan de conversión que fueran aceptables.

83. Si no se llega a un acuerdo con el Consejo Ejecutivo sobre determinados aspectos de la verificación, o si no puede ponerse en práctica el plan de verificación aprobado, se procederá a la verificación de la conversión mediante vigilancia continua con instrumentos in situ y la presencia física de inspectores.

84. La conversión y la verificación se realizarán con arreglo al plan convenido. La verificación no deberá dificultar innecesariamente el proceso de conversión y se realizará mediante la presencia de inspectores para confirmar la conversión.

85. Durante los diez años siguientes a la fecha en que el Director General certifique que se ha completado la conversión, el Estado Parte facilitará libre acceso a los inspectores a la instalación en cualquier momento. Los inspectores tendrán el derecho de observar todas las zonas, todas las actividades y todos los elementos de equipo en la instalación. Los inspectores tendrán el derecho de verificar que las actividades realizadas en la instalación son compatibles con cualesquier condiciones establecidas con arreglo a la presente sección, por el Consejo Ejecutivo y la Conferencia. Los inspectores tendrán también el derecho, de conformidad con las disposiciones de la sección E de la parte II del

presente Anexo, de recibir muestras de cualquier zona de la instalación y de analizarlas para verificar la ausencia de sustancias químicas de la Lista 1, de sus subproductos y productos de descomposición estables y de sustancias químicas de la Lista 2 y para verificar que las actividades realizadas en la instalación son compatibles con cualesquier otras condiciones sobre las actividades químicas establecidas con arreglo a la presente sección, por el Consejo Ejecutivo y la Conferencia. Los inspectores tendrán también el derecho de acceso controlado, de conformidad con la sección C de la parte X del presente Anexo, al complejo industrial en que se encuentre la instalación. Durante el período de diez años, el Estado Parte presentará informes anuales sobre las actividades realizadas en la instalación convertida. Después de concluido el período de diez años, el Consejo Ejecutivo, teniendo en cuenta las recomendaciones de la Secretaría Técnica, decidirá sobre la naturaleza de las medidas de verificación continua.

86. Los costos de la verificación de la instalación convertida se atribuirán de conformidad con el párrafo 19 del artículo V.

Parte VI

ACTIVIDADES NO PROHIBIDAS POR LA PRESENTE CONVENCION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO VI

REGIMEN APLICABLE A LAS SUSTANCIAS QUIMICAS DE LA LISTA 1 Y A LAS INSTALACIONES RELACIONADAS CON ESAS SUSTANCIAS

A. Disposiciones generales

1. Ningún Estado Parte producirá, adquirirá, conservará o empleará sustancias químicas de la Lista 1 fuera de los territorios de los Estados Partes ni transferirá esas sustancias químicas fuera de su territorio salvo a otro Estado Parte.

2. Ningún Estado Parte producirá, adquirirá, conservará, transferirá o empleará sustancias químicas de la Lista 1, salvo que:

a) Las sustancias químicas se destinen a fines de investigación, médicos, farmacéuticos o de protección;

b) Los tipos y cantidades de sustancias químicas se limiten estrictamente a los que puedan justificarse para esos fines;

c) La cantidad total de esas sustancias químicas en un momento determinado para esos fines sea igual o inferior a una tonelada; y

d) La cantidad total para esos fines adquirida por un Estado Parte en cualquier año mediante la producción, retirada de arsenales de armas químicas y transferencia sea igual o inferior a una tonelada.

B. Transferencias

3. Ningún Estado Parte podrá transferir sustancias químicas de la Lista 1 fuera de su territorio más que a otro Estado Parte y únicamente para fines de investigación, médicos, farmacéuticos o de protección de conformidad con el párrafo 2.

4. Las sustancias químicas transferidas no podrán ser transferidas de nuevo a un tercer Estado.

5. Treinta días antes, por lo menos, de cualquier transferencia a otro Estado Parte, ambos Estados Partes lo notificarán a la Secretaría Técnica.

6. Cada Estado Parte hará una declaración anual detallada sobre las transferencias efectuadas durante el año anterior. La declaración será presentada 90 días después, a más tardar, del final de ese año y se incluirá en ella, respecto de cada sustancia química de la Lista 1 que haya sido transferida, la información siguiente:

a) El nombre químico, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado;

b) La cantidad adquirida de otros Estados o transferida a otros Estadoa Partes. Respecto de cada transferencia se indicará la cantidad, el destinatario y la finalidad.

C. Producción

Principios generales para la producción

7. Cada Estado Parte, durante la producción a que se refieren los párrafos 8 a 12, atribuirá la máxima prioridad a la seguridad de la población y la protección del medio ambiente. Cada Estado Parte realizará esa producción de conformidad con sus normas nacionales sobre seguridad y emisiones.

Instalación única en pequeña escala

8. Cada Estado Parte que produzca sustancias químicas de la Lista 1 para fines de investigación, médicos, farmaceúticos o de protección realizará esa producción en una instalación única en pequeña escala aprobada por el Estado Parte, con las excepciones previstas en los párrafos 10, 11 y 12.

9. La producción en una instalación única en pequeña escala se realizará en recipientes de reacción de líneas de producción no configuradas para una operación continua. El volumen de cada recipiente de reacción no excederá de 100 litros y el volumen total de todos los recipientes de reacción cuyo volumen exceda de 5 litros no será de más de 500 litros.

Otras instalaciones

10. Podrá llevarse a cabo la producción de sustancias químicas de la Lista 1 para fines de protección en una instalación situada fuera de la instalación única en pequeña escala siempre que la cantidad total no rebase 10 kg al año. Esa instalación deberá ser aprobada por el Estado Parte.

11. Podrá llevarse a cabo la producción de sustancias químicas de la Lista 1 en cantidades superiores a 100 g al año para fines de investigación, médicos o farmacéuticos fuera de la instalación única en

pequeña escala siempre que la cantidad total no rebase 10 kg al año por instalación. Esas instalaciones deberán ser aprobadas por el Estado Parte.

12. Podrá llevarse a cabo la síntesis de sustancias químicas de la Lista 1 para fines de investigación, médicos o farmacéuticos, pero no para fines de protección, en laboratorios, siempre que la cantidad total sea inferior a 100 g al año por instalación. Esas instalaciones no estarán sujetas a ninguna de las obligaciones relacionadas con la declaración y la verificación especificadas en las secciones D y E.

D. Declaraciones

Instalación única en pequeña escala

13. Cada Estado Parte que se proponga hacer funcionar una instalación única en pequeña escala comunicará a la Secretaría Técnica su ubicación exacta y una descripción técnica detallada de la instalación, incluidos un inventario del equipo y diagramas detallados. En lo que respecta a las instalaciones existentes, esa declaración inicial se hará 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte. Las declaraciones iniciales concernientes a nuevas instalaciones se harán 180 días antes, por lo menos, del comienzo de las operaciones.

14. Cada Estado Parte notificará por adelantado a la Secretaría Técnica las modificaciones proyectadas en relación con la declaración inicial. La notificación se hará 180 días antes, por lo menos, de que vayan a introducirse las modificaciones.

15. Cada Estado Parte que produzca sustancias químicas de la Lista 1 en una instalación única en pequeña escala hará una declaración anual detallada respecto de las actividades de la instalación en el año anterior. La declaración será presentada 90 días después, a más tardar, del final de ese año y se incluirá en ella:

a) La identificación de la instalación;

b) Respecto de cada sustancia química de la Lista 1 producida, adquirida, consumida o almacenada en la instalación, la información siguiente:

i) El nombre químico, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado;

ii) Los métodos empleados y la cantidad producida;

iii) El nombre y cantidad de los precursores enumerados en las Listas 1, 2 ó 3 que se hayan utilizado para la producción de sustancias químicas de la Lista 1;

iv) La cantidad consumida en la instalación y la o las finalidades del consumo;

v) La cantidad recibida de otras instalaciones situadas en el Estado Parte o enviada a éstas. Se indicará, respecto de cada envío, la cantidad, el destinatario y la finalidad;

vi) La cantidad máxima almacenada en cualquier momento durante el año;

vii) La cantidad almacenada al final del año; y

c) Información sobre toda modificación ocurrida en la instalación durante el año en comparación con las descripciones técnicas detalladas de la instalación presentadas anteriormente, incluidos inventarios de equipo y diagramas detallados.

16. Cada Estado Parte que produzca sustancias químicas de la Lista 1 en una instalación única en pequeña escala hará una declaración anual detallada respecto de las actividades proyectadas y la producción prevista en la instalación durante el año siguiente. La declaración será presentada 90 días antes, por lo menos, del comienzo de ese año y se incluirá en ella:

a) La identificación de la instalación;

b) Respecto de cada sustancia química de la Lista 1 que se prevea producir, consumir o almacenar en la instalación, la información siguiente:

i) El nombre químico, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado;

ii) La cantidad que se prevé producir y la finalidad de la producción; y

c) Información sobre toda modificación prevista en la instalación durante el año en comparación con las descripciones técnicas detalladas de la instalación presentadas anteriormente, incluidos inventarios de equipo y diagramas detallados.

Otras instalaciones mencionsdas en los párrafos 10 y 11

17. Cada Estado Parte proporcionará a la Secretaría Técnica, respecto de cada instalación, su nombre, ubicación y una descripción técnica detallada de la instalación o de su parte o partes pertinentes, conforme a la solicitud formulada por la Secretaría Técnica. Se identificará específicamente la instalación que produzca sustancias químicas de la Lista 1 para fines de protección. En lo que respecta a las instalaciones existentes, esa declaración inicial se hará 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención para el Estado Parte. Las declaraciones iniciales concernientes a nuevas instalaciones se harán 180 días antes, por lo menos, del comienzo de las operaciones.

18. Cada Estado Parte notificará por adelantado a la Secretaría Técnica las modificaciones proyectadas en relación con la declaración inicial. La notificación se hará 180 días antes, por lo menos, de que vayan a introducirse las modificaciones.

19. Cada Estado Parte hará, respecto de cada instalación, una declaración anual detallada acerca de las actividades de la instalación en el año anterior. La declaración será presentada 90 días después, a más tardar, del final de ese año y se incluirá en ella:

a) La identificación de la instalación;

b) Respecto de cada sustancia química de la Lista 1 la información siguiente:

i) El nombre químico, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado;

ii) La cantidad producida y, en el caso de producción para fines de protección, los métodos empleados;

iii) El nombre y cantidad de los precursores enumerados en las Listas 1, 2 ó 3 que se hayan utilizado para la producción de sustancias químicas de la Lista 1;

iv) La cantidad consumida en la instalación y la finalidad del consumo;

v) La cantidad transferida a otras instalaciones dentro del Estado Parte. Se indicará, respecto de cada transferencia, la cantidad, el destinatario y la finalidad;

vi) La cantidad máxima almacenada en cualquier momento durante el año;

vii) La cantidad almacenada al final del año; y

c) información sobre toda modificación ocurrida en la instalación o en sus partes pertinentes durante el año en comparación con las descripciones técnicas detalladas de la instalación presentadas anteriormente.

20. Cada Estado Parte hará, respecto de cada instalación, una declaración anual detallada acerca de las actividades proyectadas y la producción prevista en la instalación durante el año siguiente. La declaración será presentada 90 días antes, por lo menos, del comienzo de ese año y se incluirá en ella:

a) La identificación de la instalación;

b) Respecto de cada sustancia química de la Lista 1, la información siguiente:

i) El nombre químico, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado;

ii) La cantidad que se prevé producir, los plazos en que se prevé que tenga lugar la producción y la finalidad de la producción; y

c) Información sobre toda modificación prevista en la instalación o en sus partes pertinentes durante el año en comparación con las descripciones técnicas detalladas de la instalación presentadas anteriormente.

E. Verificación

Instalación única en pequeña escala

21. Las actividades de verificación en la instalación única en pequeña escala tendrán por objeto verificar que las cantidades producidas de sustancias químicas de la Lista 1 sean declaradas adecuadamente y, en particular, que su cantidad total no rebase una tonelada.

22. La instalación será objeto de verificación sistemática mediante inspección in situ y vigilancia con instrumentos in situ.

23. El número, intensidad, duración, momento y modo de las inspecciones respecto de una determinada instalación se basarán en el peligro que para el objeto y propósito de la presente Convención planteen las sustancias químicas pertinentes, las características de la instalación y la naturaleza de las actividades que se realicen en ella. La Conferencia examinará y aprobará las directrices adecuadas de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

24. La inspección inicial tendrá por objeto verificar la información proporcionada en relación con la instalación, incluida la verificación de los límites impuestos a los recipientes de reacción en el párrafo 9.

25. Cada Estado Parte, 180 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, concertará con la Organización un acuerdo de instalación, basado en un acuerdo modelo, que comprenda procedimientos detallados para la inspección de la instalación.

26. Cada Estado Parte que se proponga establecer una instalación única en pequeña escala después de la entrada en vigor para él de la presente Convención concertará con la Organización un acuerdo de instalación, basado en un aouerdo modelo, que comprenda procedimientos detallados para la inspección de la instalación, antes de que la instalación inicie sus operaciones o sea utilizada.

27. La Conferencia examinará y aprobará un modelo para los acuerdos de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

Otras instalaciones mencionadas en los párrafos 10 y 11

28. Las actividades de verificación en cualquiera de las instalaciones mencionadas en los párrafos 10 y 11 tendrán por objeto verificar que:

a) La instalación no se utilice para producir ninguna sustancia química de la Lista 1, excepto las sustancias químicas declaradas;

b) Las cantidades producidas, elaboradas o consumidas de las sustancias químicas de la Lista 1 sean declaradas adecuadamente y correspondan a las necesidades para la finalidad declarada; y que

c) La sustancia química de la Lista 1 no sea desviada ni empleada para otros fines.

29. La instalación será objeto de verificación sistemática mediante inspección in situ y vigilancia con instrumentos in situ.

30. El número, intensidad, duración, momento y modo de las inspecciones respecto de una determinada instalación se basarán en el peligro que para el objeto y propósito de la presente Convención planteen las cantidades de sustancias químicas producidas, las características de la instalación y la naturaleza de las actividades que se realicen en ella. La Conferencia examinará y aprobará las directrices adecuadas de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

31. Cada Estado Parte, 180 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la preaente Convención concertará con la Organización acuerdos de instalación, basados en un acuerdo modelo, que comprendan procedimientos detallados para la inspección de cada una de las instalaciones.

32. Cada Estado Parte que se proponga establecer una instalación de esa índole después de la entrada en vigor de la presente Convención concertará con la Organización un acuerdo de instalación antes de que la instalación inicie sus operaciones o sea utilizada.

Parte VII

ACTIVIDADES NO PROHIBIDAS POR LA PRESENTE CONVENCION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO VI

REGIMEN APLICABLE A LAS SUSTANCIAS QUIMICAS DE LA LISTA 2 Y A LAS INSTALACIONES RELACIONADAS CON ESAS SUSTANCIAS

A. Declaraciones

Declaraciones de la totalidad de los datos nacionales

1. En las declaraciones iniciales y anuales que ha de presentar cada Estado Parte de conformidad con los párrafos 7 y 8 del artículo VI se incluirá la totalidad de los datos nacionales correspondientes al año natural anterior acerca de las cantidades de cada sustancia química de la Lista 2 producidas, elaboradas, consumidas, importadas y exportadas, así como una especificación cuantitativa de las importaciones y exportaciones respecto de cada país interesado.

2. Cada Estado Parte presentará:

a) Declaraciones iniciales con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 1 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención; y, a partir del año natural siguiente,

b) Declaraciones anuales 90 días después, a más tardar, del final del año natural anterior.

Declaraciones de complejos industriales que produzcan, elaboren o consuman sustancias químicas de la Lista 2

3. Deberán presentarse declaraciones iniciales y anuales respecto de todos los complejos industriales que comprendan una o más plantas que hayan producido, elaborado o consumido durante cualquiera de los tres años naturales anteriores o que se prevea que vayan a producir, elaborar o consumir en el año natural siguiente más de:

a) Un kilogramo de una sustancia química designada "**" en la parte A de la Lista 2;

b) 100 kilogramos de cualquier otra sustancia química enumerada en la parte A de la Lista 2; o

c) Una tonelada de una sustancia química enumerada en la parte B de la Lista 2.

4. Cada Estado Parte presentará:

a) Declaraciones iniciales con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 3 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención; y, a partir del año natural siguiente;

b) Declaraciones anuales sobre las actividades anteriores 90 días después, a más tardar, del final del año natural anterior;

c) Declaraciones anuales sobre las actividades previstas 60 días antes, a más tardar, del comienzo del año natural siguiente. Cualquier ectividad de esa índole que se haya previsto adicionalmente después de presentada la declaración anual será declarada cinco días antes, a más tardar, del comienzo de la actividad.

5. En general, nc será necesario presentar declaraciones de conformidad con el párrafo 3 respecto de las mezclas que contengan una baja concentración de una sustancia química de la Lista 2. Solamente deberán presentarse esas declaraciones, con arreglo a directrices, cuando se considere que la facilidad de recuperación de la mezcla de la sustancia química de la Lista 2 y su peso total plantean un peligro para el objeto y propósito de la presente Convención. La Conferencia examinará y aprobará esas directrices de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

6. En las declaraciones de un complejo industrial con arreglo al párrafo 3 se incluirá:

a) El nombre del complejo industrial y el del propietario, empresa o sociedad que lo explote;

b) Su ubicación exacta, incluida la dirección; y

c) El número de plantas del complejo industrial declaradas con arreglo a lo dispuesto en la parte VIII del presente Anexo.

7. En laa declaraciones de un complejo industrial con arreglo al párrafo 3 se incluirá también, respecto de cada planta situada en el complejo y que corresponda a las especificaciones enunciadas en el párrafo 3, la información siguiente:

a) El nombre de la planta y el del propietario, empresa o sociedad que la explote;

b) Su ubicación exacta en el complejo industrial, incluido el número concreto del edificio o estructura, si lo hubiere;

c) Sus actividades principales;

d) Si la planta:

i) Produce, elabora o consume la sustancia o sustancias químicas declaradas de la Lista 2;

ii) Se dedica exclusivamente a esas actividades o tiene finalidades múltiples; y

iii) Realiza otras actividades en relación con la sustancia o sustancias químicas declaradas de la Lista 2, con especificación de esas otras actividades (por ejemplo, almacenamiento); y

e) La capacidad de producción de la planta respecto de cada sustancia química declarada de la Lista 2.

8. En las declaraciones de un complejo industrial con arreglo al párrafo 3 se incluirá también la información siguiente respecto de cada sustancia química de la Lista 2 que rebasa el umbral de declaración:

a) El nombre químico, nombre común o comercial utilizado en la instalación, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado;

b) En el caso de la declaración inicial: la cantidad total producida, elaborada, consumida, importada y exportada por el complejo industrial en cada uno de los tres años naturales anteriores;

c) En el caso de la declaración anual sobre actividades anteriores: la cantidad total producida, elaborada, consumida, importada y exportada por el complejo industrial en el año natural anterior;

d) En el caso de la declaración anual sobre actividades previstas: la cantidad total que se prevé que el complejo industrial produzca, elabore o consuma durante el año natural siguiente, incluidos los períodos previstos para la producción, elaboración o consumo; y

e) Las finalidades para las que se ha producido, elaborado o consumido o se va a producir, elaborar o consumir la sustancia química:

i) elaboración y consumo in situ, con especificación de los tipos de producto;

ii) venta o transferencia en el territorio del Estado Parte o a cualquier otro lugar bajo la jurisdicción o control de éste, con especificación de si a otra industria, comerciante u otro destino, y de ser posible, de los tipos de producto final;

iii) exportación directa, con especificación de los Estados interesados; o

iv) otras finalidades, con especificación de éstas.

Declaraciones de la producción anterior de sustancias químicas de la Lista 2 para fines de armas químicas

9. Cada Estado Parte, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, declarará todos los complejos

industriales en los que haya plantas que hayan producido en cualquier momento desde el 1° de enero de 1946 una sustancia química de la Lista 2 para fines de armas químicas.

10. En las declaraciones de un complejo industrial con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 9 se incluirá:

a) El nombre del complejo industrial y el del propietario, empresa o sociedad que lo explote;

b) Su ubicación exacta, incluida la dirección;

c) Respecto de cada planta situada en el complejo industrial y que corresponda a las especificaciones enunciadas en el párrafo 9, la misma información que debe presentarse con arreglo a los apartados a) a e) del párrafo 7; y

d) Respecto de cada sustancia química de la Lista 2 producida para fines de armas químicas:

i) El nombre químico, nombre común o comercial utilizado en el complejo industrial para fines de producción de armas químicas, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado;

ii) Las fechas en que se produjo la sustancia química y la cantidad producida; y

iii) El lugar donde se entregó la sustancia química y el producto final producido en él, de saberse.

Información a los Estados Partes

11. La Secretaría Técnica transmitirá a los Estados Partes, a petición de éstos, una lista de los complejos industriales declarados con arreglo a la presente sección, junto con la información proporcionada en virtud del párrafo 6, los apartados a) y c) del párrafo 7, los incisos i) y iii) del apartado d) del párrafo 7, el apartado a) del párrafo 8 y el párrafo 10.

B. Verificación

Disposiciones generales

12. La verificación prevista en el párrafo 4 del artículo VI se llevará a cabo mediante inspección in situ en aquellos complejos industriales declarados que comprendan una o más plantas que hayan producido, elaborado o consumido durante los tres años naturales anteriores o que se prevea que van a producir, elaborar o consumir en el año natural siguiente más de:

a) Diez kilogramos de una sustancia química designada "*" en la parte A de la Lista 2;

b) Una tonelada de cualquier otra sustancia química enumerada en la parte A de la Lista 2; o

c) Diez toneladas de una sustancia química enumerada en la parte B de la Lista 2.

13. El programa y presupuesto de la Organización que ha de aprobar la Conferencia de conformidad con el apartado a) del párrafo 21 del artículo VIII incluirá, como partida separada, un programa y presupuesto para verificación con arreglo a la presente sección. En la asignación de los recursos que se faciliten para la verificación con arreglo al artículo VI, la Secretaría Técnica dará prioridad, durante los tres primeros años siguientes a la entrada en vigor de la presente Convención, a la inspección inicial de los complejos industriales declarados en virtud de la sección A. Posteriormente, esa asignación será examinada sobre la base de la experiencia adquirida.

14. La Secretaría Técnica realizará inspecciones iniciales e inspecciones posteriores de conformidad con los párrafos 15 a 22.

Objetivos de la inspección

15. El objetivo general de las inspecciones será el de verificar que las actividades realizadas sean acordes con las obligaciones impuestas por la presente Convención y correspondan a la información que ha de proporcionarse en las declaraciones. Entre los objetivos especiales de las inspecciones en los complejos industriales declarados con arreglo a la sección A figurará la verificación de:

a) La ausencia de cualquier sustancia química de la Lista 1, en particular su producción, salvo si se realiza de conformidad con la parte VI del presente Anexo;

b) La compatibilidad con las declaraciones de los niveles de producción, elaboración o consumo de sustancias químicas de la Lista 2; y

c) La no desviación de sustancias químicas de la Lista 2 para actividades prohibidas por la presente Convención.

Inspecciones iniciales

16. Cada complejo industrial que haya de ser inspeccionado de conformidad con el párrafo 12 recibirá una inspección inicial lo antes posible pero, preferiblemente, tres años después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención. Los complejos industriales declarados después de concluido ese período recibirán una inspección inicial un año después, a más tardar, de la primera vez que se haya declarado la producción, elaboración o consumo. La Secretaría Técnica elegirá los complejos industriales que vayan a ser objeto de inspección inicial de tal modo que no pueda preverse con exactitud el momento en que se realizará la inspección.

17. Durante la inspección inicial, se preparará un proyecto de acuerdo de instalación para el complejo industrial, a menos que el Estado Parte inspeccionado y la Secretaría Técnica convengan en que no es necesario.

18. En lo que respecta a la frecuencia e intensidad de las inspecciones ulteriores, los inspectores evaluarán, durante la inspección inicial, el peligro que para el objeto y propósito de la presente Convención plantean las sustancias químicas pertinentes, las

características del complejo industrial y la naturaleza de las actividades realizadas en él, teniendo en cuenta, entre otros, los siguientes criterios:

a) La toxicidad de las sustancias químicas incluidas en las Listas y de los productos finales producidos con ellas, en su caso;

b) La cantidad de las sustancias químicas incluidas en las Listas que suele almacenarse en el complejo inspeccionado;

c) La cantidad de insumos químicos para las sustancias químicas incluidas en las Listas que suele almacenarse en el complejo inspeccionado;

d) La capacidad de producción de las plantas que producen sustancias químicas de la Lista 2; y

e) La capacidad y convertibilidad para iniciar la producción, almacenamiento y carga de sustancias químicas tóxicas en el complejo inspeccionado.

Inspecciones

19. Después de haber recibido la inspección inicial, cada complejo industrial que haya de ser inspeccionado de conformidad con el párrafo 12 será objeto de ulteriores inspecciones.

20. Al elegir los complejos industriales para su inspección y decidir la frecuencia e intensidad de las inspecciones, la Secretaría Técnica tomará debidamente en consideración el peligro que para el objeto y propósito de la presente Convención planteen la sustancia química pertinente, las características del complejo industrial y la naturaleza de las actividades realizadas en él, teniendo en cuenta el respectivo acuerdo de instalación y los resultados de las inspecciones iniciales e inspecciones ulteriores.

21. La Secretaría Técnica elegirá el complejo industrial que vaya a inspeccionar de tal modo que no pueda preverse con exactitud el momento en que se realizará la inspección.

22. Ningún complejo industrial recibirá más de dos inspecciones por año natural con arreglo a lo dispuesto en la presente sección. Esto no limita, sin embargo, las inspecciones realizadas con arreglo al artículo IX.

Procedimiento de inspección

23. Además de las directrices convenidas, de las demás disposiciones pertinentes del presente Anexo y del Anexo sobre confidencialidad, se aplicarán los párrafos 24 a 30 infra.

24. El Estado Parte inspeccionado y la Organización concertarán un acuerdo de instalación respecto del complejo industrial declarado 90 días después, a más tardar, de la terminación de la inspección inicial, a menos que el Estado Parte inspeccionado y la Secretaría Técnica convengan en que no es necesario. El acuerdo de instalación se basará en un acuerdo modelo y regirá la realización de las inspecciones en el complejo industrial declarado. En el acuerdo se especificará la frecuencia e intensidad de

las inspecciones y el procedimiento detallado de inspección, que sea compatible con los párrafos 25 a 29.

25. La inspección se centrará en la planta o plantas que produzcan sustancias químicas de la Lista 2 declaradas en el complejo industrial declarado. Si el grupo de inspección solicita acceso a otras partes del complejo industrial, se concederá tal acceso de conformidad con la obligación de proporcionar aclaración con arreglo al párrafo 51 de la parte II del presente Anexo y de conformidad con el acuerdo de instalación o, a falta de éste, de conformidad con las normas de acceso controlado especificadas en la sección C de la parte X del presente Anexo.

26. Se concederá acceso a los registros, según corresponda, para dar garantías de que no se ha desviado la sustancia química declarada y de que la producción se ha ajustado a las declaraciones.

27. Se procederá a la toma de muestras y análisis para comprobar la ausencia de sustancias químicas incluidas en las Listas que no se hayan declarado.

28. Entre las zonas que han de inspeccionarse pueden figurar:

a) Las zonas donde se entregan o almacenan insumos químicos (reactivos);

b) Las zonas donde los reactivos son sometidos a procesos de manipulación antes de ser vertidos a los recipientes de reacción;

c) Las tuberías de alimentación, de haberlas, de las zonas mencionadas en el apartado a) o el apartado b) a los recipientes de reacción, junto con las correspondientes válvulas, flujómetros, etc.;

d) El aspecto exterior de los recipientes de reacción y equipo auxiliar;

e) Las tuberías que conducen de los recipientes de reacción a los depósitos de almacenamiento a largo o a corto plazo o al equipo destinado a la elaboración ulterior de las sustancias químicas declaradas de la Lista 2;

f) El equipo de control relacionado con cualquiera de los elementos indicados en los apartados a) a e);

g) El equipo y las zonas de tratamiento de residuos y efluentes;

h) El equipo y las zonas para la evacuación de las sustancias químicas que no cumplan las especificaciones.

29. El período de inspección no excederá de 96 horas; no obstante, podrán convenirse prórrogas entre el grupo de inspección y el Estado Parte inspeccionado.

Notificación de la inspección

30. La Secretaría Técnica notificará al Estado Parte la inspección 48 horas antes, por lo menos, de la llegada del grupo de inspección al complejo industrial que haya de inspeccionarse.

C. Transferencias a Estados no partes en la presente Convención

31. Las sustancias químicas de la Lista 2 sólo serán transferidas a Estados Partes o recibidas de éstos. Esta obligación surtirá efecto tres años después de la entrada en vigor de la presente Convención.

32. Durante ese período provisional de tres años, cada Estado Parte exigirá un certificado de uso final, según se especifica más adelante, para las transferencias de sustancias químicas de la Lista 2 a los Estados no partes en la presente Convención. Respecto de tales transferencias, cada Estado Parte adoptará las medidas necesarias para cerciorarse de que las sustancias químicas transferidas se destinen únicamente a fines no prohibidos por la presente Convención. En particular, el Estado Parte exigirá del Estado receptor un certificado en el que se haga constar, respecto de las sustancias químicas transferidas:

a) Que se utilizarán únicamente para fines no prohibidos por la presente Convención;

b) Que no serán transferidas de nuevo;

c) Los tipos y cantidades de esas sustancias químicas;

d) El uso o usos finales de las mismas, y

e) El nombre y la dirección del usuario o usuarios finales.

Parte VIII

ACTIVIDADES NO PROHIBIDAS POR LA PRESENTE CONVENCION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO VI

REGIMEN APLICABLE A LAS SUSTANCIAS QUIMICAS DE LA LISTA 3 Y A LAS INSTALACIONES RELACIONADAS CON ESAS SUSTANCIAS

A. Declaraciones

Declaraciones de la totalidad de los datos nacionales

1. En las declaraciones iniciales y anuales que ha de presentar cada Estado Parte de conformidad con los párrafos 7 y 8 del artículo VI se incluirá la totalidad de los datos nacionales correspondientes al año natural anterior acerca de las cantidades de cada sustancia química de la Lista 3 producidas, importadas y exportadas, así como una especificación cuantitativa de las importaciones y exportaciones respecto de cada país interesado.

2. Cada Estado Parte presentará:

a) Declaraciones iniciales con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 1 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención; y, a partir del año natural siguiente,

b) Declaraciones anuales 90 días después, a más tardar, del final del año natural anterior.

Declaraciones de complejos industriales que produzcan sustancias químicas de la Lista 3

3. Deberán presentarse declaraciones iniciales y anuales respecto de todos los complejos industriales que comprendan una o más plantas que hayan producido en el año natural anterior o que se prevea que van a producir en el año natural siguiente más de 30 toneladas de una sustancia química de la Lista 3.

4. Cada Estado Parte presentará:

a) Declaraciones iniciales con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 3, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención; y, a partir del año natural siguiente;

b) Declaraciones anuales sobre las actividades anteriores 90 días después, a más tardar, del final del año natural anterior;

c) Declaraciones anuales sobre las actividades previstas 60 días antes, a más tardar, del comienzo del año natural siguiente. Cualquier actividad de esa índole que se haya previsto adicionalmente después de presentada la notificación anual será declarada cinco días antes, a más tardar, del comienzo de la actividad.

5. En general, no será necesario presentar declaraciones de conformidad con el párrafo 3 respecto de las mezclas que contengan una baja concentración de una sustancia química de la Lista 3. Solamente deberán presentarse esas declaraciones, con arreglo a directrices, cuando se considere que la facilidad de recuperación de la mezcla de la sustancia química de la Lista 3 y su peso total plantean un peligro para el objeto y propósito de la presente Convención. La Conferencia examinará y aprobará esas directrices de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

6. En las declaraciones de un complejo industrial con arreglo al párrafo 3 se incluirá:

a) El nombre del complejo industrial y el del propietario, empresa o sociedad que lo explote;

b) Su ubicación exacta, incluida la dirección; y

c) El número de plantas del complejo industrial declaradas con arreglo a lo dispuesto en la parte VII del presente Anexo.

7. En las declaraciones de un complejo industrial con arreglo al párrafo 3 se incluirá también, respecto de cada planta situada en el complejo y que corresponda a las especificaciones enunciadas en el párrafo 3, la información siguiente:

a) El nombre de la planta y el del propietario, empresa o sociedad que la explote;

b) Su ubicación exacta en el complejo industrial, incluido el número concreto del edificio o estructura, si lo hubiere;

c) Sus actividades principales.

8. En las declaraciones de un complejo industrial con arreglo al párrafo 3 se incluirá también la información siguiente respecto de cada sustancia química de la Lista 3 que rebase el umbral de declaración:

a) El nombre químico, nombre común o comercial utilizado por la instalación, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado;

b) La cantidad aproximada de la producción de la sustancia química en el año natural anterior o, en el caso de declaraciones de las actividades previstas, la cantidad que se prevea producir en el año natural siguiente, expresada en las gamas de: 30 a 200 toneladas, 200 a 1.000 toneladas, 1.000 a 10.000 toneladas, 10.000 a 100.000 toneladas y más de 100.000 toneladas; y

c) Las finalidades para las que se ha producido o se va a producir la sustancia química.

Declaraciones de la producción anterior de sustancias químicas de la Lista 3 para fines de armas químicas

9. Cada Estado Parte, 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención, declarará todos los complejos industriales en los que haya plantas que hayan producido en cualquier momento desde el 1° de enero de 1946 una sustancia química de la Lista 3 para fines de armas químicas.

10. En las declaraciones de un complejo industrial con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 9 se incluirá:

a) El nombre del complejo industrial y el del propietario, empresa o sociedad que lo explote;

b) Su ubicación exacta, incluida la dirección;

c) Respecto de cada planta situada en el complejo industrial y que corresponda a las especificaciones enunciadas en el párrafo 9, la misma información que debe presentarse con arreglo a los apartados a) a c) del párrafo 7; y

d) Respecto de cada sustancia de la Lista 3 producida para fines de armas químicas:

i) El nombre químico, nombre común o comercial utilizado en el complejo industrial para fines de producción de armas químicas, fórmula estructural y número de registro del Chemical Abstracts Service, si lo tuviere asignado;

ii) Las fechas en que se produjo la sustancia química y la cantidad producida; y

iii) El lugar donde se entregó la sustancia química y el producto final producido en él, de saberse.

Información a los Estados Partes

11. La Secretaría Técnica transmitirá a los Estados Partes, a petición de éstos, una lista de los complejos industriales declarados con arreglo a la

presente sección, junto con la información proporcionada en virtud del párrafo 6, los apartadoa a) y c) del párrafo 7, el apartado a) del párrafo 8 y el párrafo 10.

B. Verificación

Disposiciones generales

12. La verificación prevista en el párrafo 5 del artículo VI se llevará a cabo mediante inspecciones in situ en aquellos complejos industriales declarados que hayan producido en el año natural anterior o se prevea que van a producir en el año natural siguiente un total de más de 200 toneladas de cualquier sustancia química de la Lista 3 por encima del umbral de declaración de 30 toneladas.

13. El programa y presupuesto de la Organización que ha de aprobar la Conferencia de conformidad con el apartado a) del párrafo 21 del artículo VIII incluirá, como partida separada, un programa y presupuesto para verificación con arreglo a la presente sección, teniendo en cuenta el párrafo 13 de la parte VII del presente Anexo.

14. La Secretaría Técnica elegirá de manera aleatoria, con arreglo a la presente sección, los complejos industriales que haya de inspeccionar, mediante mecanismos adecuados, como la utilización de programas informáticos especialmente concebidos, sobre la base de los siguientes factores de ponderación:

a) Una distribución geográfica equitativa de las inspecciones; y

b) La información sobre los complejos industriales de que disponga la Secretaría Técnica en relación con la sustancia química pertinente, las características del complejo industrial y la naturaleza de las actividades que se realicen en él.

15. Ningún complejo industrial recibirá más de dos inspecciones al año con arreglo a lo dispuesto en la presente sección. Esto no limita, sin embargo, las inspecciones realizadas con arreglo al artículo IX.

16. Al elegir los complejos industriales para su inspección con arreglo a la presente sección, la Secretaría Técnica acatará la limitación siguiente en cuanto al número combinado de inspecciones que ha de recibir un Estado Parte en un año natural en virtud de la presente parte y de la parte IX del presente Anexo: el número combinado de inspecciones no excederá de tres, más el 5% del número total de complejos industriales declarados por un Estado Parte con arreglo tanto a la presente parte como a la parte IX del presente Anexo, o de 20 inspecciones, si esta última cifra fuera inferior.

Objetivos de la inspección

17. En los complejos industriales declarados con arreglo a la sección A, el objetivo general de las inspecciones será el de verificar que las actividades correspondan a la información que ha de proporcionarse en las declaraciones. El objetivo especial de las inspecciones será la verificación de la ausencia de cualquier sustancia química de la Lista 1, en particular su producción, salvo si se realiza de conformidad con la parte VI del presente Anexo.

Procedimiento de inspección

18. Además de las directrices convenidas, de las demás disposiciones pertinentes del presente Anexo y del Anexo sobre confidencialidad, se aplicarán las disposiciones enunciadas en los párrafos 19 a 25.

19. No se concertará acuerdo de instalación, salvo que así lo solicite el Estado Parte inspeccionado.

20. La inspección se centrará en la planta o plantas que produzcan sustancias químicas de la Lista 3 declaradas en el complejo industrial declarado. Si el grupo de inspección solicita acceso a otras partes del complejo industrial, de conformidad con el párrafo 51 de la parte II del presente Anexo, para aclarar ambigüedades, el grado de tal acceso será convenido entre el grupo de inspección y el Estado Parte inspeccionado.

21. El grupo de inspección podrá tener acceso a los registros cuando él y el Estado Parte inspeccionado convengan en que tal acceso facilitará el logro de los objetivos de la inspección.

22. Podrá procederse a toma de muestras y análisis in situ para comprobar la ausencia de sustancias químicas incluidas en las Listas que no se hayan declarado. En el caso de que queden ambigüedades por resolver, las muestras podrán ser analizadas en un laboratorio externo designado, con sujeción al asentimiento del Estado Parte inspeccionado.

23. Entre las zonas que han de inspeccionarse pueden figurar:

a) Las zonas donde se entregan y almacenan insumos químicos (reactivos);

b) Las zonas donde los reactivos son sometidos a procesos de manipulación antes de ser vertidos a los recipientes de reacción;

c) Las tuberías de alimentación, de haberlas, de las zonas mencionadas en el apartado a) o el apartado b) a los recipientes de reacción, junto con las correspondientes válvulas, flujómetros, etc.

d) El aspecto exterior de los recipientes de reacción y equipo auxiliar;

e) Las tuberías que conducen de los recipientes de reacción a los depósitos de almacenamiento a largo o a corto plazo o al equipo destinado a la elaboración ulterior de las sustancias químicas declaradas de la Lista 3;

f) El equipo de control relacionado con cualquiera de los elementos indicados en los apartados a) a e);

g) El equipo y las zonas de tratamiento de residuos y efluentes;

h) El equipo y las zonas para la evacuación de las sustancias químicas que no cumplan las especificaciones.

24. El período de inspección no excederá de 24 horas; no obstante, podrán convenirse prórrogas entre el grupo de inspección y el Estado Parte inspeccionado.

Notificación de la inspección

25. La Secretaría Técnica notificará al Estado Parte la inspección 120 horas antes, por lo menos, de la llegada del grupo de inspección al complejo industrial que haya de inspeccionarse.

C. Transferencias a Estados no partes en la presente Convención

26. Al transferir sustancias químicas de la Lista 3 a Estados no partes en la preaente Convención, cada Estado Parte adoptará las medidas necesarias para cerciorarse de que las sustancias químicas transferidas se destinen únicamente a fines no prohibidos por la presente Convención. En particular, el Estado Parte exigirá del Estado receptor un certificado en el que se haga constar, respecto de las sustancias químicas transferidas:

a) Que se utilizarán únicamente para fines no prohibidos por la presente Convención;

b) Que no serán transferidas de nuevo;

c) Los tipos y cantidades de esas sustancias químicas;

d) El uso o usos finales de las mismas; y

e) El nombre y la dirección del usuario o usuarios finales.

27. Cinco años después de la entrada en vigor de la presente Convención, la Conferencia examinará la necesidad de establecer otras medidas respecto de las transferencias de sustancias químicas de la Lista 3 a Estados no partes en la presente Convención.

Parte IX

ACTIVIDADES NO PROHIBIDAS POR LA PRESENTE CONVENCION DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO VI

REGIMEN APLICABLE A OTRAS INSTALACIONES DE PRODUCCION DE SUSTANCIAS QUIMICAS

A. Declaraciones

Lista de otras instalaciones de producción de sustancias químicas

1. En la declaración inicisl que ha de oresentar cada Estado Parte de conformidad con el párrafo 7 del articulo VI se incluirá una lista de todos los complejos industriales que:

a) Hayan producido por síntesis en el año natural anterior más de 200 toneladas de sustancias químicas orgánicas definidas no incluidss en las Listas; o que

b) Comprendan una o más plantas que hayan producido por síntesis en el año natural anterior más de 30 toneladas de una sustancia química orgánica definida no incluida en las Listas que contenga los elementos fósforo, azufre o flúor (denominadas en lo sucesivo "plantas PSF" y "sustancia química PSF").

2. En la lista de otras instalaciones de producción de sustancias químicas que ha de presentarse de conformidad con el párrafo 1 no se incluirán los complejos industriales que hayan producido exclusivamente explosivos o hidrocarburos.

3. Cada Estado Parte presentará su lista de otras instalaciones de producción de sustancias químicas de conformidad con el párrafo 1 como parte de su declaración inicial 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor para él de la presente Convención. Cada Estado Parte proporcionará anualmente, 90 días después, a más tardar, del comienzo de cada año natural siguiente, la información necesaria para actualizar la lista.

4. En la lista de otras instalaciones de producción de sustancias químicas que ha de presentarse de conformidad con el párrafo 1 se incluirá la información siguiente respecto de cada complejo industrial:

a) El nombre del complejo industrial y el del propietario, empresa o sociedad que lo explote;

b) La ubicación exacta del complejo industrial, con su dirección;

c) Sus actividades principales; y

d) El número aproximado de plantas que producen las sustancias químicas especificadas en el párrafo 1 en el complejo industrial.

5. En lo que respecta a los complejos industriales enumerados de conformidad con el apartado a) del párrafo 1, se incluirá también en la lista información sobre la cantidad total aproximada de producción de las sustancias químicas orgánicas definidas no incluidas en las Listas en el año natural anterior, expresada en las gamas de: menos de 1.000 toneladas, de 1.000 a 10.000 toneladas y más de 10.000 toneladas.

6. En lo que respecta a los complejos industriales enumerados de conformidad con el apartado b) del párrafo 1, se especificará también en la lista el número de plantas PSF en el complejo industrial y se incluirá información sobre la cantidad total aproximada de producción de las sustancias químicas PSF producida por cada planta PSF en el año natural anterior, expresada en las gamas de: menos de 200 toneladas, de 200 a 1.000 toneladas, de 1.000 a 10.000 toneladas y más de 10.000 toneladas.

Asistencia de la Secretaría Técnica

7. Si un Estado Parte considera necesario, por motivos administrativos, pedir asistencia para compilar su lista de instalaciones de producción de sustancias químicas de conformidad con el párrafo 1, podrá solicitar a la Secretaría Técnica que le preste tal asistencia. Las cuestiones que se planteen sobre el carácter exhaustivo de la lista se resolverán mediante consultas entre el Estado Parte y la Secretaría Técnica.

Información a los Estados Partes

8. La Secretaría Técnica transmitirá a los Estados Partes, a petición de éstos, las listas de otras instalaciones de producción de sustancias químicas presentadas de conformidad con el párrafo 1, incluida la información proporcionada con arreglo al párrafo 4.

B. Verificación

Disposiciones generales

9. Con sujeción a las disposiciones de la sección C, la verificación prevista en el párrafo 6 del artículo VI se llevará a cabo mediante inspección in situ en:

a) Los complejos industriales enumerados de conformidad con el apartado a) del párrafo 1; y

b) Los complejos industriales enumerados de conformidad con el apartado b) del párrafo 1 que comprendan una o más plantas PSF que hayan producido en el año natural anterior más de 200 toneladas de una sustancia química PSF.

10. El programa y presupuesto de la Organización que ha de aprobar la Conferencia de conformidad con el apartado a) del párrafo 21 del artículo VIII incluirá, como partida separada, un programa y presupuesto para verificación con arreglo a la presente sección una vez que haya comenzado su aplicación.

11. La Secretaría Técnica elegirá de manera aleatoria, con arreglo a la presente sección, los complejos industriales que haya de inspeccionar, mediante mecanismos adecuados, como la utilización de programas informáticos especialmente concebidos, sobre la base de los siguientes factores de ponderación:

a) Una distribución geográfica equitativa de las inspecciones;

b) La información sobre los complejos industriales enumerados de que disponga la Secretaría Técnica en relación con las características del complejo industrial y las actividades realizadas en él; y

c) Propuestas formuladas por los Estados Partes sobre una base que ha de convenirse de conformidad con el párrafo 25.

12. Ningún complejo industrial recibirá más de dos inspecciones al año con arreglo a lo dispuesto en la presente sección. Esto no limita, sin embargo, las inspecciones realizadas con arreglo al artículo IX.

13. Al elegir los complejos industriales para su inspección con arreglo a la presente sección, la Secretaría Técnica acatará la limitación siguiente en cuanto al número combinado de inspecciones que ha de recibir un Estado Parte en un año natural en virtud de la presente parte y de la parte VIII del presente Anexo: el número combinado de inspecciones no excederá de tres, más el 5% del número total de complejos industriales declarados por un Estado Parte con arreglo tanto a la presente parte como a la parte VIII del presente Anexo, o de 20 inspecciones, si esta última cifra fuera inferior.

Objetivos de la inspección

14. En los complejos industriales enumerados con arreglo a la sección A, el objetivo general de las inspecciones será el de verificar que las actividades realizadas correspondan a la información que ha de proporcionarse en las declaraciones. El objetivo especial de las inspecciones será la verificación de la ausencia de cualquier sustancia

química de la Lista 1, en particular su producción, salvo si se realiza de conformidad con la parte VI del presente Anexo.

Procedimiento de inspección

15. Además de las directrices convenidas, de las demás disposiciones pertinentes del presente anexo y del Anexo sobre confidencialidad, se aplicarán las disposiciones enunciadas en los párrafos 16 a 20.

16. No se concertará acuerdo de instalación, salvo que así lo solicite el Estado Parte inspeccionado.

17. En el complejo industrial elegido para la inspección, ésta se centrará en la planta o plantas que produzcan las sustancias químicas especificadas en el párrafo 1, en particular las plantas PSF enumeradas de conformidad con el apartado b) de ese párrafo. El Estado Parte inspeccionado tendrá el derecho de controlar el acceso a esas plantas de conformidad con las normas de aoceso controlado previstas en la sección C de la parte X del presente Anexo. Si el grupo de inspección solicita acceso a otras partes del complejo industrial, de conformidad con el párrafc 51 de la parte II del presente Anexo, para aclarar ambigüedades, el grado de tal acceso será convenido entre el grupo de inspección y el Estado Parte inspeccionado.

18. El grupo de inspección podrá tener acceso a los registros cuando él y el Estado Parte inspeccionado convengan en que tal acceso facilitará el logro de los objetivos de la inspección.

19. Podrá procederse a toma de muestras y análisis in situ para comprobar la ausencia de sustancias químicas incluidas en las Listas que no se hayan declarado. En el caso de que queden ambigüedades por resolver, las muestras podrán ser analizadas en un laboratorio externo designado, con sujeción al asentimiento del Estado Parte inspeccionado.

20. El período de inspección no excederá de 24 horas; no cbstante, podrán convenirse prórrogas entre el grupo de inspección y el Estado Parte inspeccionado.

Notificación de la inspección

21. La Secretaría Técnica notificará al Estado Parte la inspección 120 horas antes, por lo menos, de la llegada del grupo de inspección al complejo industrial que haya de inspeccionarse.

C. Aplicación y examen de la sección B

Aplicación

22. La aplicación de la sección B comenzará al principio del cuarto año siguiente a la entrada en vigor de la presente Convención, a menos que la Conferencia, en su período ordinario de sesiones del tercer año siguiente a la entrada en vigor de la presente Convención, decida otra cosa.

23. El Director General preparará para el período ordinario de sesiones de la Conferencia del tercer año siguiente a la entrada en vigor de la presente Convención un informe en el que se bosqueje la experiencia

de la Secretaría Técnica en la aplicación de las disposiciones de las partes VII y VIII del presente Anexo así como de la sección A de la presente parte.

24. La Conferencia, en su período ordinario de sesiones del tercer año siguiente a la entrada en vigor de la presente Convención, podrá decidir también, sobre la base de un informe del Director General, acerca de la distribución de recursos disponibles para verificación con arreglo a la sección B entre "plantas PSF" y otras instalaciones de producción de sustancias químicas. En otro caso, será la Secretaría Técnica la que decida según sus conocimientos técnicos esa distribución, que se añadirá a los factores de ponderación indicados en el párrafo 11.

25. La Conferencia, en su tercer período ordinario de sesiones del tercer año siguiente a la entrada en vigor de la presente Convención, decidirá, previo asesoramiento del Consejo Ejecutivo, sobre qué base (por ejemplo, regional) deben presentarse las propuestas de inspección de los Estados Partes para que sean tomadas en cuenta como factor de ponderación en el proceso de selección especificado en el párrafo 11.

Examen

26. En el primer período extraordinario de sesiones de la Conferencia convocado de conformidad con el párrafo 22 del artículo VIII, se volverán a examinar las disposiciones de la presente parte del Anexo sobre verificación a la luz del examen completo del régimen general de verificación para la industria química (artículo VI y partes VII a IX del presente Anexo) sobre la base de la experiencia adquirida. La Conferencia formulará entonces recomendaciones sobre la manera de mejorar la eficacia del régimen de verificación.

Parte X

INSPECCIONES POR DENUNCIA REALIZADAS DE CONFORMIDAD CON EL ARTICULO IX

A. Nombramiento y elección de inspectores y ayudantes de inspección

1. Las inspecciones por denuncia de conformidad con el artículo IX sólo serán realizadas por inspectores y ayudantes de inspección especialmente nombrados para esa función. Con el fin de nombrar inspectores y ayudantes de inspección para la realización de inspecciones por denuncia de conformidad con el artículo IX, el Director General propondrá una lista de inspectores y ayudantes de inspección elegidos de entre los inspectores y ayudantes de inspección dedicados a actividades de inspección ordinaria. Esa lista incluirá un número suficientemente elevado de inspectores y ayudantes de inspección con las calificaciones, experiencia, capacidad y formación necesarias para poder proceder de manera flexible en la elección de los inspectores, teniendo en cuenta su disponibilidad y la necesidad de una rotación. Se prestará también la debida atención a la importancia de asegurar la más amplia representación geográfica posible en la elección de los inspectores y ayudantes de inspección. Los inspectores y ayudantes de inspección serán nombrados conforme al procedimiento previsto en la sección A de la parte II del presente Anexo.

2. El Director General determinará la composición del grupo de inspección y elegirá a sus miembros teniendo en cuenta las circunstancias de la solicitud correspondiente. El grupo de inspección estará integrado por el mínimo de personas necesario para asegurar el adecuado cumplimiento del mandato de inspección. Ningún nacional del Estado Parte solicitante ni del Estado Parte inspeccionado podrá ser miembro del grupo de inspección.

B. Actividades previas a la inspección

3. Antes de presentar la solicitud de inspección por denuncia, el Estado Parte podrá pedir al Director General que le confirme si la Secretaría Técnica está en condiciones de adoptar de inmediato medidas en relación con la solicitud. Si el Director General no puede confirmar esto inmediatamente, lo hará lo antes posible, ateniéndose al orden de presentación de las solicitudes de confirmación. Además, mantendrá informado al Estado Parte del momento en que probablemente podrían adoptarse medidas inmediatas. Si el Director General llega a la conclusión de que ya no es posible actuar oportunamente en respuesta a las solicitudes, podrá pedir al Consejo Ejecutivo que adopte las disposiciones del caso para mejorar la situación en el futuro.

Notificación

4. La solicitud de inspección por denuncia que ha de presentarse al Consejo Ejecutivo y al Director General incluirá, por lo menos, la información siguiente:

a) El Estado Parte que ha de ser inspeccionado y, en su caso, el Estado huésped;

b) El punto de entrada que ha de utilizarse;

c) Las dimensiones y tipo del polígono de inspección;

d) La preocupación por la pesible falta de cumplimiento de la presente Convención, incluida la especificación de las disposiciones pertinentes de la presente Convención respecto de las cuales se ha suscitado esa preocupación y de la naturaleza y circunetancias de la posible falta de cumplimiento, así como toda información pertinente que haya suscitado esa preocupación;

e) El nombre del observador del Estado Parte solicitante.

El Estado Parte solicitante podrá presentar la información adicional que considere necesaria.

5. El Director General acusará recibo al Estado Parte solicitante de su solicitud dentro de la hora siguiente a haberla recibido.

6. El Estado Parte solicitante notificará al Director General la ubicación del polígono de inspección con tiempo suficiente para que el Director General pueda transmitir esa información al Estado Parte inspeccionado 12 horas antes, por lo menos, de la llegada prevista del grupo de inspección al punto de entrada.

7. El polígono de inspección será designado por el Estado Parte solicitante de la manera más concreta posible, mediante un diagrama del polígono relacionado con un punto de referencia y la especificación de las coordenadas geográficas hasta el segundo más próximo, de ser posible. A poder ser, el Estado Parte solicitante facilitará también un mapa con una indicación general del polígcno de inspección y un diagrama en el que se especifique de la manera más precisa posible el perímetrc solicitado del polígono que haya de inspeccionarse.

8. El perímetro solicitado:

a) Estará trazado con una separación de 10 metros, por lo menos, de cualquier edificio u otrs estructura;

b) No atravesará las cercas de seguridad existentes; y

c) Estará trazado con una separación de 10 metros, por lo menos, de cualquier cerca de seguridad existente que el Estado Parte solicitante se proponga incluir en el perímetro solicitado.

9. Si el perímetro solicitado no corresponde a las especificaciones indicadas en el párrafo 8, será trazado de nuevo por el grupo de inspección a fin de que se ajuste a ellas.

10. El Director General informará al Consejo Ejecutivo de la ubicación del polígono de inspección conforme a lo previsto en el párrafo 7 doce horas antes, por lo menos, de la llegada prevista del grupo de inspección al punto de entrada.

11. Al mismo tiempo que informe al Consejo Ejecutivo con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 10, el Director General transmitirá la solicitud de inspección al Estado Parte inspeccionado e indicará la ubicación del polígono de inspección, conforme a lo previsto en el párrafo 7. Esa notificación incluirá también la información especificada en el párrafo 32 de la parte II del presente Anexo.

12. A su llegada al punto de entrada el grupo de inspección informará al Estado Parte inspeccionado del mandato de inspección.

Entrada en el territorio del Estado Parte inspeccionado o del Estado huésped

13. De conformidad con los párrafos 13 a 18 del artículo IX, el Director General enviará un grupo de inspección lo antes posible después de que se haya recibido una solicitud de inspección. El grupo de inspección llegará al punto de entrada especificado en la solicitud en el plazo más breve posible que sea compatible con las disposiciones de los párrafos 10 y 11.

14. Si el perímetro solicitado resulta aceptable al Estado Parte inspeccionado, será designado como perímetro definitivo lo antes posible, pero, en ningún caso, más de 24 horas después de la llegada del grupo de inspección al punto de entrada. El Estado Parte inspeccionado transportará al grupo de inspección al perímetro definitivo del polígono de inspección. Si el Estado Parte inspeccionado lo considera necesario, dicho transporte podrá comenzar hasta 12 horas antes de que expire el plazo especificado en el presente párrafo para la determinación del

perímetro definitivo. En cualquier caso, el transporte concluirá 36 horas después, a más tardar, de la llegada del grupo de inspección al punto de entrada.

15. Se aplicará a todas las instalaciones declaradas el procedimiento establecido en los apartados a) y b). (A los efectos de la presente parte, por "instalación declarada" se entiende toda instalación que haya sido deolarada con arreglo a los artículos III, IV y V. En relación con el artículo VI, por "instalación declarada" se entiende sólo las instalaciones declaradas en virtud de la parte VI del presente Anexo, así como las plantas declaradas que se hayan especificado mediante las declaraciones hechas con arreglo al párrafo 7 y el apartado c) del párrafo 10 de la parte VII y al párrafo 7 y el apartado c) del párrafo 10 de la parte VIII del presente Anexo.):

a) Si el perímetro solicitado está incluido en el perímetro declarado o coincide con éste, se considerará que el perímetro declarado es el perímetro definitivo. Ahora bien, si el Estado Parte inspeccionado conviene en ello, podrá reducirse el perímetro definitivo para que se ajuste al solicitado por el Estado Parte solicitante;

b) El Estado Parte inspeccionado transportará al grupo de inspección al perímetro definitivo tan pronto como sea posible, pero, en cualquier caso, garantizará su llegada al perímetro 24 horas después, a más tardar, de la llegada del grupo de inspección al punto de entrada.

Determinación alternativa del perímetro definitivo

16. Si, en el punto de entrada, el Estado Parte inspeccionado no puede aceptar el perímetro solicitado, propondrá un perímetro alternativo lo antes posible, pero, en cualquier caso, no más de 24 horas después, a más tardar, de la llegada del grupo de inspección al punto de entrada. Si hay diferencias de opinión, el Estado Parte inspeccionado y el grupo de inspección celebrarán negociaciones con miras a llegar a un acuerdo sobre un perímetro definitivo.

17. El perímetro alternativo debe designarse de la manera más concreta posible de conformidad con el párrafo 8. El perímetro alternativo incluirá la totalidad del perímetro solicitado y debería por regla general mantener una estrecha correspondencia con éste, teniendo en cuenta las características naturales del terreno y los límites artificiales. Debería normalmente seguir de cerca la barrera de seguridad circundante, caso de habarla. El Estado Parte inspeccionado debaría tratar de establecer tal relación entre los perímetros mediante una combinación de dos por lo menos de los medios siguientes:

a) Un perímetro alternativo que no rebase considerablemente la superficie del perímetro solicitado;

b) Un perímetro alternativo trazado a una distancia corta y uniforme del perímetro solicitado;

c) Parte, por lo menos, del perímetro solicitado debe ser visible desde el perímetro alternativo.

18. Si el perímetro alternativo resulta aceptable al grupo de inspección, pasará a ser el perímetro definitivo y el grupo de inspección

será transportado desde el punto de entrada a ese perímetro. Si el Estado Parte inspeccionado lo considera necesario, dicho transporte podrá comenzar hasta 12 horas antes de que expire el plazo especificado en el párrafo 16 para la propuesta de un perímetro alternativo. En cualquier caso, el transporte concluirá 36 horas después, a más tardar, de la llegada del grupo de inspección al punto de entrada.

19. Si no se conviene en un perímetro definitivo, se concluirán lo antes posible las negociaciones sobre el perímetro, pero, en ningún caso, continuarán esas negociaciones más de 24 horas después de la llegada del grupo de inspección al punto de entrada. Si no se llega a un acuerdo, el Estado Parte inspeccionado transportará al grupo de inspección a un punto del perímetro alternativo. Si el Estado Parte inspeccionado lo considera necesario, dicho transporte podrá oomenzar hasta 12 horas antes de que expire el plazo especificado en el párrafo 16 para la propuesta de un perímetro alternativo. En cualquier caso, el transporte concluirá 36 horas después, a más tardar, de la llegada del grupo de inspección al punto de entrada.

20. Una vez en ese punto del perímetro alternativo, el Estado Parte inspeccionado brindará al grupo de inspección pronto acceso a ese perímetro para facilitar las negociaciones y el logro de un acuerdo sobre el perímetro definitivo y el acceso al interior de éste.

21. Si no se llega a un acuerdo dentro de las 72 horas siguientes a la llegada del grupo de inspección al punto del perímetro alternativo, quedará designado ese perímetro como perímetro definitivo.

Verificación de la localización

22. El grupo de inspección, para poder cerciorarse de que el polígono de inspección al que ha sido transportado corresponde al especificado por el Estado Parte solicitante, tendrá derecho a utilizar el equipo aprobado para determinar la localización y a que se instale tal equipo con arreglo a sus instrucciones. El grupo de inspección podrá verificar su localización con relación a hitos locales identificados mediante mapas. El Estado Parte inspeccionado prestará ayuda al grupo de inspección en esa tarea.

Aseguramiento del polígono y vigilancia de la salida

23. Doce horas después, a más tardar, de la llegada del grupo de inspección al punto de entrada, el Estado Parte inspeccionado comenzará a reunir información fáctica sobre todas las salidas de vehículos terrestres, aéreos y acuáticos de todos los puntos de salida del perímetro solicitado. Facilitará esa información al grupo de inspección a su llegada al perímetro definitivo o bien al alternativo, si se hubiera llegado antes a éste.

24. Esa obligación podrá cumplirse reuniendo información fáctica en forma de libros registro de tráfico, fotografías, cintas de vídeo o datos de equipo de obtención de pruebas químicas proporcionado por el grupo de inspección para vigilar esas actividades de salida. En otro caso, el Estado Parte inspeccionado podrá también cumplir esa obligación autorizando a uno o más miembros del grupo de inspección a que, independientemente, lleven libros registro de tráfico, tomen fotografías, registren cintas de vídeo del tráfico de salida o utilicen equipo de

obtención de pruebas químicas y realicen las demás actividades que puedan convenir el Estado Parte inspeccionado y el grupo de inspección.

25. A la llegada del grupo de inspección al perímetro definitivo o bien al alternativo, si se hubiera llegado antes a éste, comenzará el aseguramiento del polígono, lo que supone la aplicación del procedimiento de vigilancia de la salida por el grupo de inspección.

26. Dicho procedimiento incluirá: la identificación de las salidas de vehículos, el mantenimiento de libros registro de tráfico, la toma de fotografías y la grabación de cintas de vídeo por el grupo de inspección de las salidas y del tráfico de salida. El grupo de inspección tendrá el derecho de acudir, acompañado, a cualquier otra parte del perímetro para comprobar que no haya otras actividades de salida.

27. Entre los procedimientos adicionales para las actividades de vigilancia de la salida convenidos por el grupo de inspección y el Estado Parte inspeccionado podrán figurar:

a) Utilización de sensores;

b) Acceso selectivo aleatorio;

c) Análisis de muestras.

28. Todas las actividades de aseguramiento del polígono y vigilancia de la salida se realizarán dentro de una banda exterior al perímetro y circundante a éste, que no rebase 50 metros de ancho.

29. El grupo de inspección tendrá derecho a inspeccionar, sobre la base del acceso controlado, el tráfico de vehículos que salgan del polígono. El Estado Parte inspeccionado hará todos los esfuerzos razonables para demostrar al grupo de inspección que cualquier vehículo sujeto a inspección al que no se conceda pleno acceso al grupo de inspección no se utiliza para fines relacionados con la preocupación sobre la posible falta de cumplimiento planteada en la solicitud de inspección.

30. El personal y los vehículos que entren en el polígono así como el personal y los vehículos personales de pasajeros que salgan de él no serán objeto de inspección.

31. Los procedimientos anteriores podrán continuar aplicándose mientras dure la inspección, sin que se obstaculice ni demore en forma innecesaria el funcionamiento normal de la instalación.

Sesión de información previa a la inspección y plan de inspección

32. Para facilitar la elaboración de un plan de inspección, el Estado Parte inspeccionado organizará una sesión de información sobre seguridad y logística al grupo de inspección con anterioridad al acceso.

33. La sesión de información previa a la inspección se desarrollará de conformidad con el párrafo 37 de la parte II del presente Anexo. Durante esa sesión, el Estado Parte inspeccionado podrá indicar al grupo de inspección el equipo, la documentación o las zonas que considere sensitivos y no relacionados con la finalidad de la inspección por denuncia. Además, personal responsable del polígono informará al grupo de

inspección sobre la distribución en planta y demás características pertinentes del polígono. Se proporcionará al grupo un mapa o esquema trazado a escala en el que figuren todas las estructuras y características geográficas significativas del polígono. El grupo de inspección será también informado sobre la disponibilidad de personal y registros de la instalación.

34. Tras la sesión de información previa a la inspección, el grupo de inspecoión preparará, sobre la base de la información disponible y apropiada, un plan inicial de inspección en el que se especifiquen las actividades que vaya a realizar el grupo, incluidas las zonas concretas del polígono a las que se desea tener acceso. En el plan de inspección se especificará también si el grupo de inspección ha de dividirse en subgrupos. El plan de inspección será facilitado a los representantes del Estado Parte inspeccionado y del polígono de inspección. La ejecución del plan se ajustará a las disposiciones de la sección C, incluidas las referentes a acceso y actividades.

Actividades del perímetro

35. El grupo de inspección, a su llegada al perímetro definitivo o bien al alternativo, si se hubiera llegado antes a éste, tendrá derecho a comenzar inmediatamente las actividades del perímetro de conformidad con el procedimiento establecido en la presente sección y a continuar esas actividades hasta la terminación de la inspección por denuncia.

36. Al realizar las actividades del perímetro, el grupo de inspección tendrá derecho a:

a) Utilizar instrumentos de vigilancia de conformidad con los párrafos 27 a 30 de la parte II del presente Anexo;

b) Tomar muestras por fricación y muestras de aire, suelo o efluentes, y

c) Realizar cualquier otra actividad que puedan convenir el grupo de inspección y el Estado Parte inspeccionado.

37. El grupo de inspección podrá realizar las actividades del perímetro dentro de una banda exterior al perímetro y circundante a éste que no rebase 50 metros de ancho. Si el Estado Parte inspeccionado accede a ello, el grupo de inspección podrá tener también acceso a cualquier edificio y estructura que se encuentre en la banda del perímetro. Toda la dirección de la vigilancia estará orientada hacia el interior. Por lo que se refiere a las instalaciones declaradas, la banda, a discreción del Estado Parte inspeccionado, podría discurrir por el interior, el exterior o ambos lados del perímetro declarado.

C. Desarrollo de las inspecciones

Normas generales

38. El Estado Parte inspeccionado proporcionará acceso al interior del perímetro solicitado, así como del perímetro definitivo, si éste fuera diferente. El alcance y naturaleza del acceso a un lugar o lugares determinados dentro de esos perímetros serán negociados entre el grupo de

inspección y el Estado Parte inspeccionado sobre la base de un acceso controlado.

39. El Estado Parte inspeccionado proporcionará acceso al interior del perímetro solicitado lo antes posible, pero, en cualquier caso, 108 horas después, a más tardar, de la llegada del grupo de inspección al punto de entrada para aclarar la preocupación por la posible falta de cumplimiento de la presente Convención planteada en la solicitud de inspección.

40. A petición del grupo de inspección, el Estado Parte inspeccionado podrá proporcionar acceso aéreo al polígono de inspección.

41. Al satisfacer la exigencia de facilitar el acceso previsto en el párrafo 38, el Estado Parte inspeccionado estará obligado a brindar el mayor grado de acceso, teniendo en cuenta cualesquier obligaciones constitucionales que pueda tener en relación con derechos de propiedad o registros e incautaciones. El Estado Parte inspeccionado tendrá derecho, con arreglo al acceso controlado, a adoptar las medidas necesarias para proteger la seguridad nacional. El Estado Parte inspeccionado no podrá invocar las disposiciones del presente párrafo para ocultar la evasión de sus obligaciones ni realizar actividades prohibidas por la presente Convención.

42. Si el Estado Parte inspeccionado no brindase pleno acceso a lugares, actividades o información, estará obligado a hacer todos los esfuerzos razonables para proporcionar otros medios de aclarar la preocupación por la posible falta de cumplimiento que haya suscitado la inspección por denuncia.

43. Tras la llegada al perímetro definitivo de las instalaciones declaradas en virtud de los artículos IV, V, y VI, se brindará acceso después de la sesión de información previa a la inspección y del debate del plan de inspección, que se limitará al mínimo necesario y que, en cualquier caso, no excederá de tres horas. Por lo que se refiere a las instalaciones declaradas en virtud del apartado d) párrafo 1 del artículo III, se celebrarán negociaciones y el acceso controlado comenzará 12 horas después, a más tardar, de la llegada al perímetro definitivo.

44. Al realizar la inspección por denuncia de conformidad con la solicitud de inspección, el grupo de inspección utilizará únicamente los métodos necesarios para aportar suficientes hechos pertinentes que aclaren la preocupación por la posible falta de cumplimiento de las disposiciones de la presente Convención y se abstendrá de toda actividad que no guarde relación con ello. Obtendrá y documentará los hechos relacionados con la posible falta de cumplimiento de la presente Convención por el Estado Parte inspeccionado, pero no tratará de obtener ni documentará informeción que no esté claramente relacionada con ello, salvo que el Estado Parte inspeccionado se lo pida de modo expreso. No se conservará ningún material obtenido del que se determine posteriormente que no es pertinente.

45. El grupo de inspección se guiará por el principio de realizar la inspección por denuncia de la manera menos intrusiva posible, que sea compatible con el eficaz y oportuno cumplimiento de su misión. Siempre que sea posible, el grupo de inspección comenzará por los procedimientos menos intrusivos que considere aceptables y solamente pasará a procedimientos más intrusivos en la medida en que lo juzgue necesario.

Acceso controlado

46. El grupo de inspección tomará en consideración las sugerencias de modificación del plan de inspección y las propuestas que formule el Estado Parte inspeccionado en cualquier fase de la inspección, incluida la sesión de información previa a la inspección, para garantizar la protección de aquel equipo, información o zonas sensitivos que no estén relacionados con las armas químicas.

47. El Estado Parte inspeccionado designará los puntos de entrada/salida del perímetro que han de utilizarse para el acceso. El grupo de inspección y el Estado Parte inspeccionado negociarán: el grado de acceso a un lugar o lugares determinados dentro de los perímetros definitivo y solicitado, conforme a lo dispuesto en el párrafo 48; las actividades concretas de inspección, incluida la toma de muestras, que haya de realizar el grupo de inspección; la realización de determinadas actividades por el Estado Parte inspeccionado; y la facilitación de determinada información por el Estado Parte inspeccionado.

48. De conformidad con las disposiciones pertinentes del Anexo sobre confidencialidad, el Estado Parte inspeccionado tendrá derecho a adoptar medidas para proteger instalaciones sensitivas e impedir la revelación de información y datos confidenciales no relacionados con las armas químicas. Entre esas medidas podrán figurar:

a) La retirada de documentos sensitivos de locales de oficina;

b) El recubrimiento de presentaciones visuales, material y equipo sensitivos;

c) El recubrimiento de partes sensitivas de equipo, tales como sistemas computadorizados o electrónicos;

d) La desconexión de sistemas computadorizados y de dispositivos indicadores de datos;

e) La limitación del análisis de muestras a la comprobación de la presencia o ausencia de sustancias químicas enumeradas en las Listas 1, 2 ó 3 o de los productos de degradación correspondientes;

f) El acceso selectivo aleatorio en virtud del cual se pide a los inspectores que elijan libremente un porcentaje o número determinado de edificios para su inspección; cabe aplicar el mismo principio al interior y contenido de edificios sensitivos;

g) La autorización excepcional de acceso a inspectores individuales solamente a determinadas partes del polígono de inspección.

49. El Estado Parte inspeccionado hará todos los esfuerzos razonables por demostrar al grupo de inspección que ningún objeto, edificio, estructura, contenedor o vehículo al que el grupo de inspección no haya tenido pleno acceso, o que haya sido protegido de conformidad con el párrafo 48, no se utiliza para fines relacionados con las preocupaciones por la posible falta de cumplimiento planteadas en la solicitud de inspección.

50. Esto puede realizarse, entre otras cosas, mediante la retirada parcial de un recubrimiento o cobertura de protección ambiental, a discreción del Estado Parte inspeccionado, mediante la inspección visual del interior de un espacio cerrado desde la entrada o por otros métodos.

51. En el caso de las instalaciones declaradas en virtud de los artículos IV, V y VI, se aplicarán las disposiciones siguientes:

a) Respecto de las instalaciones sobre las que se hayan concertado acuerdos de instalación, no habrá obstáculo alguno al acceso ni a las actividades que se realicen en el interior del perímetro definitivo, con sujeción a los límites establecidos en los acuerdos;

b) Respecto de las instalaciones sobre las que no se hayan concertado acuerdos de instalación, la negociación del acceso y actividades se regirá por las directrices generales de inspección aplicables que se establezcan en virtud de la presente Convención;

c) El acceso que vaya más allá del concedido para las inspecciones con arreglo a los artículos IV, V y VI será controlado de conformidad con los procedimientos estipulados en la presente sección.

52. En el caso de las instalaciones declaradas en virtud del apartado d) del párrafo 1 del artículo III se aplicará lo siguiente: si el Estado Parte inspeccionado, utilizando los procedimientos previstos en los párrafos 47 y 48, no ha brindado pleno acceso a zonas o estructuras no relacionadas con las armas químicas, hará todos los esfuerzos razonables por demostrar al grupo de inspección que esas zonas o estructuras no se destinan a fines relacionados con las preocupaciones por la posible falta de cumplimiento planteadas en la solicitud de inspección.

Observador

53. De conformidad con lo dispuesto en el párrafo 12 del artículo IX sobre la participación de un observador en la inspección por denuncia, el Estado Parte solicitante se mantendrá en contacto con la Secretaría Técnica para coordinar la llegada del observador al mismo punto de entrada que el grupo de inspección dentro de un plazo razonable a partir de la llegada del grupo de inspección.

54. El observador tendrá el derecho, durante todo el período de inspección, a estar en comunicación con la embajada del Estado Parte solicitante en el Estado Parte inspeccionado o en el Estado huésped o, de no haber tal embajada, con el propio Estado Parte solicitante. El Estado Parte inspeccionado proporcionará medios de comunicación al observador.

55. El observador tendrá el derecho de llegar al perímetro alternativo o definitivo del polígono de inspección, según cual sea al que el grupo de inspección llegue en primer lugar, y de acceder al polígono de inspección en la medida en que lo autorice el Estado Parte inspeccionado. El observador tendrá el derecho de formular recomendaciones al grupo de inspección, que éste tomará en cuenta en la medida que lo estime conveniente. Durante toda la inspección, el grupo de inspección mantendrá informado al observador sobre el desarrollo de la inspección y sus conclusiones.

56. Durante todo el período en el país, el Estado Parte inspeccionado proporcionará o dispondrá los servicios necesarios para el observador, tales como medios de comunicación, servicios de interpretación, transporte, espacio de trabajo, alojamiento, comidas y atención médica. Todos los gastos relacionados con la permanencia del observador en el territorio del Estado Parte inspeccionado o del Estado huésped serán sufragados por el Estado Parte solicitante.

Duración de la inspección

57. El período de inspección no excederá de 84 horas, salvo que sea prorrogado mediante acuerdo con el Estado Parte inspeccionado.

D. Actividades posteriores a la inspección

Partida

58. Una vez concluidos los procedimientos posteriores a la inspección en el pelígono de inspección, el grupo de inspección y el observador del Estado Parte solicitante se dirigirán sin demora a un punto de entrada y abandonarán el territorio del Estado Parte inspeccionado en el más breve plazo posible.

Informes

59. En el informe sobre la inspección se resumirán de manera general las actividades reslizadas por el grupo de inspección y las conclusiones de hecho a que haya llegado éste, sobre todo en lo que respecta a las preocupaciones por la posible falta de cumplimiento de la presente Convención que se hubieran indicado en la solicitud de inspección por denuncia, limitándose a la información directamente relacionada con la presente Convención. Se incluirá también una evaluación por el grupo de inspección del grado y naturaleza del acceso y cooperación facilitados a los inspectores y la medida en que esto les haya permitido cumplir el mandato de inspección. Se presentará información detallada sobre las preocupaciones por la posible falta de cumplimiento de la presente Convención que se hubieran indicado en la solicitud de inspección por denuncia, en forma de apéndice al informe final, que será conservado por la Secretaría Técnica con salvaguardias adecuadas para proteger la información sensitiva.

60. El grupo de inspección, 72 horas después, a más tardar, de su regreso a su lugar principal de trabajo, presentará al Director General un informe preliminar sobre la inspección, habiendo tenido en cuenta, entre otras cosas, el párrafo 17 del Anexo sobre confidencialidad. El Director General transmitirá sin demora el informe preliminar al Estado Parte solicitante, al Estado Parte inspeccionado y al Consejo Ejecutivo.

61. Veinte días después, a más tardar, de la terminación de la inspección por denuncia, se facilitará un proyecto de informe final al Estado Parte inspeccionado. El Estado Parte inspeccionado tendrá derecho a especificar cualquier información y datos no relacionados con las armas químicas que, a su juicio, no deban ser distribuidos fuera de la Secretaría Técnica debido a su carácter confidencial. La Secretaría Técnica estudiará las propuestas de modificación del proyecto de informe final de inspección hechss por el Estado Parte inspeccionado para

adoptarlas, discrecionalmente, siempre que sea posible. Seguidamente, el informe final será presentado al Director General 30 días después, a más tardar, de la terminación de la inspección por denuncia para su ulterior distribución y examen de conformidad con los párrafos 21 a 25 del artículo IX.

Parte XI

INVESTIGACIONES EN CASOS DE PRESUNTO EMPLEO DE ARMAS QUIMICAS

A. Disposiciones generales

1. Las investigaciones sobre el presunto empleo de armas químicas o sobre el presunto empleo de agentes de represión de disturbios como método de guerra iniciadas de conformidad con los artículos IX o X se realizarán con arreglo al presente Anexo y al procedimiento detallado que determine el Director General.

2. En las disposiciones adicionales siguientes se indican los procedimientos concretos que deben observarse en casos de presunto empleo de armas químicas.

B. Actividades previas a la inspección

Solicitud de una investigación

3. En la medida de lo posible, la solicitud que ha de presentarse al Director General para que se investigue el presunto empleo de armas químicas debe incluir la información siguiente:

a) El Estado Parte en cuyo territorio haya ocurrido el presunto empleo de armas químicas;

b) El punto de entrada u otras rutas seguras de acceso sugeridas;

c) La localización y características de las zonas en que haya ocurrido el presunto empleo de armas químicas;

d) El momento del presunto empleo de armas químicas;

e) Los tipos de armas químicas presuntamente empleadas;

f) El alcance del presunto empleo;

g) Las características de las posibles sustancias químicas tóxicas;

h) Los efectos sobre los seres humanos, la fauna y la flora;

i) Solicitud de asistencia concreta, en su caso.

4. El Estado Parte que haya solicitado la investigación podrá proporcionar en cualquier momento toda información complementaria que estime oportuna.

Notificación

5. El Director General acusará inmediatamente recibo al Estado Parte solicitante de su solicitud e informará al Consejo Ejecutivo y a todos los Estados Partes.

6. En su caso, el Director General hará una notificación al Estado Parte en cuyo territorio se haya solicitado una investigación. El Director General hará también una notificación a otros Estados Partes si se solicita el acceso a sus territorios durante la investigación.

Nombramiento del grupo de inspección

7. El Director General preparará una lista de expertos calificados cuyas especiales competencias pudieran necesitarse en una investigación sobre el presunto empleo de armas químicas y la mantendrá actualizada constantemente. Dicha lista será comunicada por escrito a cada Estado Parte 30 días después, a más tardar, de la entrada en vigor de la presente Convención y siempre que se produzca cualquier modificación en ella. Se considerará que cualquier experto calificado incluido en esa lista queda nombrado a menos que un Estado Parte declare por escrito su no aceptación 30 días después, a más tardar, de haber recibido la lista.

8. El Director General elegirá al jefe y a los miembros de un grupo de inspección de entre los inspectores y ayudantes de inspección ya nombrados para las inspecciones por denuncia, teniendo en cuenta las circunstancias y la naturaleza concreta de una determinada solicitud. Además, los miembros del grupo de inspección podrán ser elegidos de entre la lista de expertos calificados cuando, en opinión del Director General, se necesiten para la adecuada realización de una determinada investigación conocimientos técnicos de que no dispongan los inspectores ya nombrados.

9. Al informar al grupo de inspección, el Director General comunicará cualquier dato complementario que le haya facilitado el Estado solicitante o que haya obtenido de otras fuentes, a fin de garantizar que la inspección se realice de la manera más eficaz y conveniente.

Envío del grupo de inspección

10. En cuanto reciba una solicitud de investigación del presunto empleo de armas químicas, el Director General, mediante contactos con los Estados Partes pertinentes, solicitará y confirmará los arreglos para la recepción del grupo en condiciones de seguridad.

11. El Director General enviará al grupo lo antes posible, teniendo en cuenta la seguridad de éste.

12. Si el grupo de inspección no ha sido enviado dentro de las 24 horas siguientes a la recepción de la solicitud, el Director General comunicará al Consejo Ejecutivo y a los Estados Partes interesados los motivos de la demora.

Información

13. El grupo de inspección tendrá derecho a ser informado por representantes del Estado Parte inspeccionado a su llegada y en cualquier momento durante la inspección.

14. Antes del comienzo de la inspección, el grupo de inspección preparará un plan de inspección que sirva, entre otras cosas, de base para los arreglos logísticos y de seguridad. El plan de inspección será actualizado según sea necesario.

C. Desarrollo de las inspecciones

Acceso

15. El grupo de inspección tendrá el derecho de acceso a todas y cada una de las zonas que pudieran verse afectadas por el presunto empleo de armas químicas. Tendrá también el derecho de acceso a hospitales, campamentos de refugiados y demás lugares que considere oportuno para la eficaz investigación del presunto empleo de armas químicas. A fin de obtener tal acceso, el grupo de inspección celebrará consultas con el Estado Parte inspeccionado.

Toma de muestras

16. El grupo de inspección tendrá el derecho de obtener muestras de los tipos y en las cantidades que considere necesario. A petición del grupo de inspección, cuando éste lo considere necesario, el Estado Parte inspeccionado prestará asistencia en la obtención de muestras bajo la supervisión de inspectores o ayudantes de inspección. El Estado Parte inspeccionado permitirá también la obtención de muestras de control adecuadas de zonas vecinas al lugar del presunto empleo y de otras zonas que solicite el grupo de inspección, y colaborará en tal obtención.

17. Entre las muestras que revisten importancia para la investigación del presunto empleo figuran sustancias químicas tóxicas, municiones y dispositivos, restos de municiones y dispositivos, muestras ambientales (aire, suelo, flora, agua, nieve, etc.) y muestras biomédicas de origen humano o animal (sangre, orina, excrementos, tejidos, etc.).

18. Si no pueden obtenerse duplicados de muestras y el análisis se realiza en laboratorios externos, cualquier muestra restante será restituida al Estado Parte, si así lo solicita éste, tras la terminación del análisis.

Ampliación del polígono de inspección

19. Si, durante una inspección, el grupo de inspección considera necesario ampliar las investigaciones a un Estado Parte vecino, el Director General notificará a ese Estado Parte la necesidad de acceder a su territorio y solicitará y confirmará los arreglos para la recepción del grupo en condiciones de seguridad.

Prórroga de la duración de la inspección

20. Si el grupo de inspección considera que no es posible el acceso en condiciones de seguridad a una zona concreta que sea pertinente para la investigación, se informará inmediatamente de ello al Estado Parte solicitante. En caso necesario, se prorrogará el período de inspección hasta que pueda proporcionarse el acceso en condiciones de seguridad y el grupo de inspección haya concluido su misión.

Entrevistas

21. El grupo de inspección tendrá derecho a entrevistar y examinar a las personas que hayan podido resultar afectadas por el presunto empleo de armas químicas. También tendrá derecho a entrevistar a testigos oculares del presunto empleo de armas químicas y al personal médico y demás personas que hayan tratado a quienes hayan podido resultar afectados por el presunto empleo de armas químicas o que hayan tenido contacto con éstos. El grupo de inspección tendrá acceso a los historiales médicos, de disponerse de ellos, y podrá participar, en su caso, en las autopsias de las personas que hayan podido resultar afectadas por el presunto empleo de armas químicas.

D. Informes

Procedimiento

22. El grupo de inspección, 24 horas después, a más tardar, de su llegada al territorio del Estado Parte inspeccionado, remitirá un informe sobre la situación al Director General. Seguidamente, a lo largo de la investigación, remitirá los informes sobre la marcha de los trabajos que considere necesario.

23. El grupo de inspección, 72 horas después, a más tardar, de su regreso a su lugar principal de trabajo, presentará un informe preliminar al Director General. El informe final será presentado al Director General por el grupo de inspección 30 días después, a más tardar, de su regreso a su lugar principal de trabajo. El Director General transmitirá sin demora el informe preliminar y el informe final al Consejo Ejecutivo y a todos los Estados Partes.

Contenido

24. El informe sobre la situación indicará toda necesidad urgente de asistencia y cualquier otra información pertinente. Los informes sobre la marcha de los trabajos indicarán toda necesidad ulterior de asistencia que pueda determinarse en el curso de la investigación.

25. En el informe final se resumirán las conclusiones fácticas de la inspección, especialmente en lo que se refiere al presunto empleo mencionado en la solicitud. Además, en los informes de una investigación sobre el presunto empleo se incluirá una descripción del procedimiento de investigación y de sus diversas fases, con especial referencia a:

a) Los lugares y momento de la toma de muestras y los análisis *in situ*; y

b) Elementos probatorios, tales como registros de entrevistas, resultados de reconocimientos médicos y análisis científicos y los documentos examinados por el grupo de inspección.

26. Si el grupo de inspección obtiene durante su investigación, entre otras cosas mediante la identificación de cualquier impureza u otras sustancias en el análisis de laboratorio de las muestras tomadas, cualquier información que pudiera servir para identificar el origen de cualquier arma química empleada, incluirá tal información en el informe.

E. Estados no partes en la presente Convención

27. En el caso del presunto empleo de armas químicas en que haya intervenido un Estado no parte en la presente Convención o que haya ocurrido en un territorio no controlado por un Estado Parte, la Organización colaborará estrechamente con el Secretario General de las Naciones Unidas. Previa solicitud, la Organización pondrá sus recursos a disposición del Secretario General de las Naciones Unidas.

ANEXO SOBRE LA PROTECCION DE LA INFORMACION CONFIDENCIAL
("ANEXO SOBRE CONFIDENCIALIDAD")

INDICE

		Página
A.	Principios generales para la manipulación de información confidencial	171
B.	Empleo y conducta del personal de la Secretaría Técnica	173
C.	Medidas para proteger instalaciones sensitivas e impedir la revelación de datos confidenciales durante las actividades de verificación *in situ*	174
D.	Procedimiento en caso de infracciones o presuntas infracciones de la confidencialidad	175

A. Principios generales para la manipulación de información confidencial

1. La verificación de las actividades y las instalaciones tanto civiles como militares se llevará a cabo con sujeción a la obligación de proteger la información confidencial. De conformidad con las obligaciones generales enunciadas en el artículo VIII, la Organización:

a) Sólo solicitará la cantidad mínima de información y de datos que sea necesaria para el desempeño oportuno y eficiente de las responsabilidades que le incumben en virtud de la presente Convención;

b) Adoptará las medidas necesarias para cerciorarse de que los inspectores y demás miembros del personal de la Secretaría Técnica satisfacen los requisitos más elevados de eficiencia, competencia e integridad;

c) Elaborará acuerdos y normas para el cumplimiento de las disposiciones de la presente Convención y especificará con la mayor precisión posible la información que todo Estado Parte debe poner a disposición de la Organización.

2. Incumbirá al Director General la responsabilidad primordial de garantizar la protección de la información confidencial. El Director General establecerá un régimen estricto para la manipulación de información confidencial por la Secretaría Técnica y, al hacerlo, observará las directrices siguientes:

a) Se considerará que la información es confidencial:

i) Si así lo indica el Estado Parte del que se haya obtenido la información y al que se refiere ésta; o

ii) Si, a juicio del Director General, cabe razonablemente prever que su revelación no autorizada causará perjuicios al Estado Parte a que se refiere o a los mecanismos para la aplicación de la presente Convención;

b) La dependencia competente de la Secretaría Técnica evaluará todos los datos y documentos obtenidos por la Secretaría Técnica para determinar si contienen información confidencial. Se comunicarán sistemáticamente a los Estados Partes los datos que éstos soliciten para contar con la seguridad de que los demás Estados Partes siguen cumpliendo la presente Convención. Entre esos datos figurarán los siguientes:

i) Los informas y las declaraciones iniciales y anuales presentados por los Estados Partes en virtud de los artículos III, IV, V y VI, de conformidad con las disposiciones enunciadas en el Anexo sobre verificación;

ii) Los informes generales sobre los resultados y la eficacia de las actividades de verificación, y

iii) La información que se ha de comunicar a todos los Estados Partes de conformidad con las disposiciones de la presente Convención;

c) No se publicará ni se dará a conocer de otro modo ninguna información obtenida por la Organización en relación con la aplicación de la presente Convención, salvo en las condiciones siguientes:

i) La información general sobre la aplicación de la presente Convención se podrá compilar y dar a conocer públicamente de conformidad con las decisiones de la Conferencia o del Consejo Ejecutivo;

ii) Se podrá dar a conocer cualquier información con el consentimiento expreso del Estado Parte al que se refiera;

iii) La Organización no dará a conocer información clasificada como confidencial sino por medio de procedimientos que garanticen que la revelación de la información tan sólo responda estricta y exclusivamente a las necesidades de la presente Convención. La Conferencia examinará y aprobará esos procedimientos de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII;

d) Se establecerá el grado de sensitividad de los datos o documentos confidenciales conforme a criterios que se aplicarán de modo uniforme a fin de asegurar su debida manipulación y protección. Para ello, se introducirá un sistema de clasificación que, teniendo en cuenta la labor pertinente realizada en la preparación de la presente Convención, establezca criterios claros que garanticen la inclusión de la información en las categorías adecuadas de confidencialidad y la perdurabilidad justificada del carácter confidencial de la información. El sistema de clasificación será lo suficientemente flexible en su aplicación y al mismo tiempo protegerá los derechos de los Estados Partes que aporten información confidencial. La Conferencia examinará y aprobará un sistema de clasificación de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII;

e) La información confidencial será conservada en condiciones de seguridad en los locales de la Organización. La Autoridad Nacional de un Estado Parte podrá también conservar algunos datos o documentos. La información sensitiva, entre otras cosas, fotografías, planos y demás documentos que se necesiten únicamente para la inspección de una instalación determinada, se podrá mantener bajo llave en esa instalación;

f) En la mayor medida que sea compatible con la eficaz aplicación de las disposiciones de la presente Convención relativas a la verificación, la Secretaría Técnica manipulará y conservará la información en forma tal que no pueda identificarse directamente la instalación a la que corresponde;

g) La cantidad de información confidencial retirada de una instalación será la mínima necesaria para la aplicación oportuna y eficaz de las disposiciones de la presente Convención relativas a la verificación; y

h) El acceso a la información confidencial se regirá de acuerdo con su clasificación. La difusión de la información confidencial en el interior de la Organización se hará estrictamente según la necesidad de su conocimiento.

3. El Director General informará anualmente a la Conferencia sobre la aplicación por la Secretaría Técnica del régimen establecido para la manipulación de información confidencial.

4. Los Estados Partes tratarán la información que reciban de la Organización de conformidad con el grado de confidencialidad atribuido a esa información. Cuando se les solicite, los Estados Partes especificarán el uso que hayan hecho de la información que les haya facilitado la Organización.

B. Empleo y conducta del personal de la Secretaría Técnica

5. Las condiciones de empleo del personal asegurarán que el acceso a la información confidencial y la manipulación de ésta se atengan a los procedimientos establecidos por el Director General de conformidad con la sección A.

6. Cada puesto de la Secretaría Técnica llevará aparejada una descripción oficial de funciones que especifique el ámbito eventual de acceso a la información confidencial que se necesita en ese puesto.

7. El Director General, los inspectores y los demás miembros del personal no revelarán a ninguna persona no autorizada, ni siquiera tras haber cesado en sus funciones, ninguna información confidencial de que hayan tenido conocimiento en el desempeño de sus funciones oficiales. No comunicarán a ningún Estado, organización o persona ajena a la Secretaría Técnica ninguna información a la que tengan acceso en relación con sus actividades respecto de cualquier Estado Parte.

8. En el ejercicio de sus funciones, los inspectores sólo solicitarán la información y los datos que sean necesarios para el desempeño de su mandato. No llevarán ningún registro de la información recibida de forma incidental y que no guarde relación con la verificación del cumplimiento de la presente Convención.

9. Cada miembro del personal concertará con la Secretaría Técnica un acuerdo sobre el mantenimiento del secreto que abarcará su período de empleo y un período de cinco años tras haber cesado en él.

10. A fin de evitar revelaciones improcedentes, se dará a conocer y se recordará en forma adecuada a los inspectores y miembros del personal las consideraciones de seguridad y las posibles sanciones que les acarrearían esas revelaciones improcedentes.

11. Treinta días antes, por lo menos, de que se autorice a un empleado el acceso a información confidencial concerniente a actividades realizadas en el territorio de un Estado Parte o en cualquier otro lugar bajo su jurisdicción o control, se notificará al Estado Parte interesado la autorización propuesta. En el caso de los inspectores este requisito quedará satisfecho con la notificación de una propuesta de nombramiento.

12. Al evaluar la manera en que los inspectores y demás empleados de la Secretaría Técnica desempeñan sus funciones, se prestará especial atención al historial de los empleados en cuanto a la protección de la información confidencial.

C. Medidas para proteger instalaciones sensitivas e impedir la revelación de datos confidenciales durante las actividades de verificación in situ

13. Los Estados Partes podrán adoptar las medidas que consideren necesarias para proteger la confidencialidad, siempre que satisfagan sus obligaciones de demostrar el cumplimiento de conformidad con los artículos pertinentes y el Anexo sobre verificación. Cuando reciban una inspección, podrán indicar al grupo de inspectores el equipo, la documentación o las esferas que consideran sensitivos y que no guardan relación con los fines de la inspección.

14. Los grupos de inspección se guiarán por el principio de realizar las inspecciones in situ de la forma menos intrusiva posible que sea compatible con el eficaz y oportuno desempeño de su misión. Tomarán en consideración las propuestas que formule el Estado Parte que reciba la inspección en cualquier fase de ésta, para garantizar la protección del equipo o la información sensitivos que no guarden relación con las armas químicas.

15. Los grupos de inspección acatarán estrictamente las disposiciones establecidas en los pertinentes artículos y Anexos acerca de la realización de las inspecciones. Respetarán plenamente los procedimientos destinados a proteger las instalaciones sensitivas y a impedir la revelación de datos confidenciales.

16. En la elaboración de arreglos y acuerdos de instalación se prestará la debida atención a la necesidad de proteger la información confidencial. En los acuerdos sobre procedimientos de inspección respecto de instalaciones concretaa se incluirán también arreglos específicos y detallados sobre la determinación de las zonas de la instalación a las que se concede acceso a los inspectores, la conservación de información confidencial in situ, el alcance de la labor de inspección en las zonas convenidas, la toma de muestras y su análisis, el acceso a los registros y la utilización de instrumentos y equipo de viqilancia continua.

17. En el informe que se ha de preparar después de cada inspección sólo se incluirán los hechos relacionados con el cumplimiento de la presente Convención. El informe se tramitará de conformidad con las normas establecidas por la Organización para la manipulación de información confidencial. En caso necesario, la información contenida en el informe se convertirá a formas menos sensitivas antes de transmitirse fuera de la Secretaría Técnica y del Estado Parte inspeccionado.

D. Procedimiento en caso de infracciones o presuntas infracciones de la confidencialidad

18. El Director General establecerá el procedimiento necesario que se ha de seguir en el caso de infracciones o presuntas infracciones de la confidencialidad, teniendo en cuenta las recomendaciones que ha de examinar y aprobar la Conferencia de conformidad con el apartado i) del párrafo 21 del artículo VIII.

19. El Director General supervisará la aplicación de los acuerdos individualea sobre el mantenimiento del secreto. Iniciará rápidamsnte una investigación si, a su juicio, hay indicios suficientes de que se han infringido las obligaciones relativas a la protecoión de la información

confidencial. También iniciará rápidamente una investigación si un Estado Parte denuncia una infracción de la confidencialidad.

20. El Director General impondrá las medidas punitivas y disciplinarias que procedan a los miembros del personal que hayan infringido sus obligaciones de proteger la información confidencial. En los casos de infraociones graves el Director General podrá levantar la inmunidad judicial.

21. Los Estadoa Partes, en la medida de lo posible, cooperarán con el Director General y lo apoyarán en la investigación de toda infracción o presunta infrección de la confidencialidad y en la adopción de medidas adecuadas en caso de que se haya determinado la infracción.

22. La Organización no será responsable de ninguna infracción de la confidencialidad cometida por miembros de la Secretaría Técnica.

23. Los casos de infracciones que afecten tanto a un Estado Parte como a la Organización serán examinados por una "Comisión para la solución de controversias relacionadas con la confidencialidad", establecida como órgano subsidiario de la Conferencia. La Conferencia designará a esa Comisión. La reglamentación de su composición y procedimiento será aprobada por la Conferencia en su primer período de sesiones.

باسم أفغانستان :

代表阿富汗：

In the name of Afghanistan:
Au nom de l'Afghanistan :
От имени Афганистаиа:
En nombre del Afganistán:

GAILANI

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم ألبانيا :

代表阿尔巴尼亚：

In the name of Albania:
Au nom de l'Albanie :
От имеии Албании:
En nombre de Albania:

ALEKSANDER MEKSI

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم الجزائر :

代表阿尔及利亚：

In the name of Algeria:
Au nom de l'Algérie :
От имени Алжира:
En nombre de Argelia:

LAKHDAR BRAHIMI

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم اندورا :

以安道尔的名义：

In the name of Andorra:
Au nom de l'Andorre :
От нмени Андорры:
En nombre de Andorra:

باسم أنغـــولا :

代表安哥拉:

In the name of Angola:
Au nom de l'Angola :
От имени Анголы:
En nombre de Angola:

باسم أنتيغـوا وبـــربودا :

代表安提瓜和巴布达:

In the name of Antigua and Barbuda:
Au nom d'Antigua-et-Barbuda :
От имени Антигуа и Барбуды:
En nombre de Antigua y Barbuda:

باسم الأرجنتـــين :

代表阿根廷:

In the name of Argentina:
Au nom de l'Argentine :
От имени Аргентины:
En nombre de la Argentina:

GUIDO DI TELLA
[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم ارمينيا :

亚美尼亚代表:

In the name of Armenia:
Au nom de l'Arménie :
От имени Армении:
En nombre de Armenia:

ALEXANDER ARZOUMANIAN
[19 March 1993 — 19 mars 1993]

باسم استراليـــا :

代表澳大利亚:

In the name of Australia:
Au nom de l'Australie :
От имени Австралии:
En nombre de Australia:

GARETH EVANS

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم النمســا :

代表奥地利:

In the name of Austria:
Au nom de l'Autriche :
От имени Австрии:
En nombre de Austria:

ALOÏS MOCK

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم اذربيجان :

阿塞拜疆代表:

In the name of Azerbaijan:
Au nom de l'Azerbaïdjan :
От имени Азербайджана:
En nombre de Azerbaiyán:

TAFIK GASSYMA

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم البهامـــا :

代表巴哈马:

In the name of the Bahamas:
Au nom des Bahamas :
От имени Багамских островов:
En nombre de las Bahamas:

HAVCOURT L. TURNQUEST

[2 March 1994 — 2 mars 1994]

باسم البحرين :

代表巴林：

In the name of Bahrain:
Au nom de Bahreïn :
От имени Бахрейна:
En nombre de Bahrein:

MUHAMMAD ABDUL GHAFAR
[24 February 1993 — 24 février 1993]

باسم بنغلاديش:

代表孟加拉国：

In the name of Bangladesh:
Au nom du Bangladesh :
От имени Бангладеш:
En nombre de Bangladesh:

K. M. SHEHABUDDIN
[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم بربادوس:

代表巴巴多斯：

In the name of Barbados:
Au nom de la Barbade :
От имени Барбадоса:
En nombre de Barbados:

عن بيلاروس :

白俄罗斯代表：

In the name of Belarus:
Au nom du Bélarus :
От имени Беларуси:
En nombre de Belarús:

PIOTR KRAVTCHENKO
[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم بلجيكا :

代表比利时:

In the name of Belgium:
Au nom de la Belgique :
От имени Бельгии:
En nombre de Bélgica:

WILLY CLAES

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم بيليز :

代表伯利兹:

In the name of Belize:
Au nom du Belize :
От имени Белиза:
En nombre de Belice:

باسم بنين :

代表贝宁:

In the name of Benin:
Au nom du Bénin :
От имени Бенина:
En nombre de Benin:

CYRILLE SAGBO

[14 January — 14 janvier 1993]

باسم بوتان :

代表不丹:

In the name of Bhutan:
Au nom du Bhoutan :
От имени Бутана:
En nombre de Bhután:

UGYEN TSHERING

[24 April 1997 — 24 avril 1997]

باسم بوليفيا :

代表玻利维亚：

In the name of Bolivia:
Au nom de la Bolivie :
От имени Боливии:
En nombre de Bolivia:

MARIO PAZ-ZAMORA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم البوسنة والهرسك :

以波斯尼亚和黑塞哥维那的名义：

In the name of Bosnia and Herzegovina:
Au nom de la Bosnie-Herzégovine :
От имени Боснии и Герцеговины:
En nombre de Bosnia y Herzegovina:

MUHAMED SACIRBEGONIC

[16 January 1997 — 16 janvier 1997]

باسم بوتسوانا :

代表博茨瓦纳：

In the name of Botswana:
Au nom du Botswana :
От имени Ботсваны:
En nombre de Botswana:

باسم البرازيل :

代表巴西：

In the name of Brazil:
Au nom du Brésil :
От имени Бразилии:
En nombre del Brasil:

CELSO LUIZ NUNEZ AMORIM

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم بروني دار السلام :

代表文莱国：

In the name of Brunei Darussalam:
Au nom de Brunéi Darussalam :
От имени Брунея Даруссалама:
En nombre de Brunei Darussalam:

SUYOR BIN OSMAN

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم بلغاريا :

代表保加利亚：

In the name of Bulgaria:
Au nom de la Bulgarie :
От имени Болгарии:
En nombre de Bulgaria:

LUBEN BEROV

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم بوركينا فاسو :

代表布尔基纳法索：

In the name of Burkina Faso:
Au nom du Burkina Faso :
От имени Буркина Фасо:
En nombre de Burkina Faso:

FREDERIC ASSOMPTION KORSAGA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم بوروندى :

代表布隆迪：

In the name of Burundi:
Au nom du Burundi :
От имени Бурунди:
En nombre de Burundi:

LAURENT KAGIMBI

[15 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم كمبوديا :

柬埔寨代表:

In the name of Cambodia:
Au nom du Cambodge :
От имени Камбоджи:
En nombre de Camboya:

NAMHONG

[15 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم الكاميرون :

喀麦隆代表:

In the name of Cameroon:
Au nom du Cameroun :
От имени Камеруна:
En nombre del Camerún:

OYONO

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم كندا :

代表加拿大:

In the name of Canada:
Au nom du Canada :
От имени Канады:
En nombre del Canadá:

BARBARA MCDOUGALL

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم الرأس الأخضر :

代表佛得角:

In the name of Cape Verde:
Au nom du Cap-Vert :
От имени Островов Зеленого Мыса:
En nombre de Cabo Verde:

RAUL BARBOSA

[15 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم جمهورية افريقيا الوسطى :

代表中非共和国:

In the name of the Central African Republic:
Au nom de la République centrafricaine :
От имени Центральноафриканской Республики:
En nombre de la República Centroafricana:

JEAN MARIE BASSIA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم تشاد :

代表乍得:

In the name of Chad:
Au nom du Tchad :
От имени Чада:
En nombre del Chad:

AHMAT A. HAGGAR

[11 October 1994 — 11 octobre 1994]

باسم شيلي :

代表智利:

In the name of Chile:
Au nom du Chili :
От имеии Чили:
En nombre de Chile:

ENRIQUE SILVA CIMMA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم الصين :

代表中国:

In the name of China:
Au nom de la Chine :
От имеии Китая:
En nombre de China:

QIAN QICHEN

باسم كولومبيا :

代表哥伦比亚:

In the name of Colombia:
Au nom de la Colombie :
От имени Колумбии:
En nombre de Colombia:

ALVARO GOMEZ HURTADO

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم كومورو :

代表科摩罗:

In the name of the Comoros:
Au nom des Comores :
От имени Коморских островов:
En nombre de las Comoras:

SULTAN CHOUZOUR

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم الكونغو:

代表刚果:

In the name of the Congo:
Au nom du Congo :
От имени Конго:
En nombre del Congo:

N'GABOU FIRMIN

[15 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم كوستاريكا :

代表哥斯达黎加:

In the name of Costa Rica:
Au nom du Costa Rica :
От имени Коста-Рики:
En nombre de Costa Rica:

MANUEL HERNANDEZ

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم كوت د ديفوار :

科特迪瓦代表：

In the name of Côte d'Ivoire:
Au nom de la Côte d'Ivoire :
От имеии Кот д'Ивуар:
En nombre de Côte d'Ivoire:

AMARA ESSY

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم كرواتيا :

以克罗地亚的名义：

In the name of Croatia:
Au nom de la Croatie :
От имени Хорватии:
En nombre de Croacia:

ZDENKO SKRABALO

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم كوبا :

代表古巴：

In the name of Cuba:
Au nom de Cuba :
От нмени Кубы:
En nombre de Cuba:

RICARDO ALARCON DE QUESADA

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم قبرص :

代表塞浦路斯：

In the name of Cyprus:
Au nom de Chypre :
От именн Кипра:
En nombre de Chipre:

GEORGES LACOVOU

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم الجمهورية التشيكية :

捷克共和国代表:

In the name of the Czech Republic:
Au nom de la République tchèque :
От имени Чешской Республики:
En nombre de la República Checa:

JOSEF ZIELENIEC

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم جمهورية كوريا الشعبية الديمقراطية :

代表朝鲜民主主义人民共和国:

In the name of the Democratic People's Republic of Korea:
Au nom de la République populaire démocratique de Corée :
От имени Корейской Народно-Демократической Республики:
En nombre de la República Popular Democrática de Corea:

باسم الدانمرك :

代表丹麦:

In the name of Denmark:
Au nom du Danemark :
От имени Дании:
En nombre de Dinamarca:

BENNY KINNIBERG

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم جيبوتي :

代表吉布提:

In the name of Djibouti:
Au nom de Djibouti :
От имени Джибути:
En nombre de Djibouti:

ABDOU BLOCK ABDOU

[28 September 1993 — 28 septembre 1993]

باسم دومينيكا :

代表多米尼加：

In the name of Dominica:
Au nom de la Dominique :
От имени Доминики:
En nombre de Dominica:

[*Illegible — Illisible*]

[2 August 1993 — 2 août 1993]

باسم الجمهورية الدومينيكية :

代表多米尼加共和国：

In the name of the Dominican Republic:
Au nom de la République dominicaine :
От имеии Доминиканской Республики:
En nombre de la República Dominicana:

EMILIO LUDOVIGO FERNANDEZ

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم اكوادور :

代表厄瓜多尔：

In the name of Ecuador:
Au nom de l'Equateur :
От имеии Эквадора:
En nombre del Ecuador:

CARLOS GÁTINA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم مصر :

代表埃及：

In the name of Egypt:
Au nom de l'Egypte :
От имени Египта:
En nombre de Egipto:

باسم السلفـــــــادور:

代表萨尔瓦多:

In the name of El Salvador:
Au nom d'El Salvador :
От имени Сальвадора:
En nombre de El Salvador:

CARMEN MARIA GALLARDO SRA DE HERNANDEZ

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم غينيا الاستوائيـــــة:

代表赤道几内亚:

In the name of Equatorial Guinea:
Au nom de la Guinée équatoriale :
От имени Экваториальной Гвинеи:
En nombre de Guinea Ecuatorial:

PEDRO EDJANG MBA MEDJA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باســـم اريتريـــــا :

代表厄立特里亚:

In the name of Eritrea:
Au nom de l'Erythrée :
От имени Эритрен:
En nombre de Eritrea:

عن استونيا :

爱沙尼亚代表:

In the name of Estonia:
Au nom de l'Estonie :
От имени Эстонии:
En nombre de Estonia:

VILLISTE

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم اثيوبيا :

代表埃塞俄比亚:

In the name of Ethiopia:
Au nom de l'Ethiopie :
От имени Эфиопии:
En nombre de Etiopía:

ABDULMEJID HUSSEIN

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم فيجي :

代表斐济:

In the name of Fiji:
Au nom de Fidji :
От нмеии Фиджи:
En nombre de Fiji:

KALIOPATE TAVOLA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم فنلندا :

代表芬兰:

In the name of Finland:
Au nom de la Finlande :
От имени Финляндии:
En nombre de Finlandia:

PAAVO VAYRYNEN

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم فرنسا :

代表法国:

In the name of France:
Au nom de la France :
От имени Франини:
En nombre de Francia:

ROLAND DUMAS

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم غابون :

代表加蓬:

In the name of Gabon:
Au nom du Gabon :
От имени Габона:
En nombre del Gabón:

PASCALINE BONGO

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم غامبيا :

代表冈比亚:

In the name of the Gambia:
Au nom de la Gambie :
От имени Гамбии:
En nombre de Gambia:

HASSAN GIBRIL

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم جورجيا :

格鲁吉亚代表:

In the name of Georgia:
Au nom de la Géorgie :
От имени Грузии:
En nombre de Georgia:

ALEXANDRE TCHIKVARDZE

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم المانيا :

德国代表:

In the name of Germany:
Au nom de l'Allemagne :
От имени Германии:
En nombre de Alemania:

KLAUS KINKEL

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم غانا:

代表加纳:

In the name of Ghana:
Au nom du Ghana :
От имени Ганы:
En nombre de Ghana:

THERESA STUGGNER SCUTT

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم اليونان:

代表希腊:

In the name of Greece:
Au nom de la Grèce :
От имени Греции:
En nombre de Grecia:

MICHALIS PAPACONSTANTINON

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم غرينادا:

代表格林纳达:

In the name of Grenada:
Au nom de la Grenade :
От имени Гренады:
En nombre de Granada:

ROBERT MILLETTE

[9 April 1997 — 9 avril 1997]

باسم غواتيمالا:

代表危地马拉:

In the name of Guatemala:
Au nom du Guatemala :
От имени Гватемалы:
En nombre de Guatemala:

ANGELA GAROA CABERA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم غينيـــــا :

代表几内亚:

In the name of Guinea:
Au nom de la Guinée :
От имени Гвинеи:
En nombre de Guinea:

ANSANA KOUYATE

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم غينيا - بيساو :

代表几内亚比绍:

In the name of Guinea-Bissau:
Au nom de la Guinée-Bissau :
От имени Гвинеи-Бисау:
En nombre de Guinea-Bissau:

باسم غيانـــا :

代表圭亚那:

In the name of Guyana:
Au nom du Guyana :
От имени Гвианы:
En nombre de Guyana:

CLEMENT ROHEE

[6 October 1993 — 6 octobre 1993]

باسم هايـــتي :

代表海地:

In the name of Haiti:
Au nom d'Haïti :
От имени Гаити:
En nombre de Haití:

ETZER CHARLES

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم الكرسي الرسولي :

代表教廷:

In the name of the Holy See:
Au nom du Saint-Siège :
От имени Святейщего престола:
En nombre de la Santa Sede:

Monseigneur TAURAN

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم هنـــــد وراس:

代表洪都拉斯:

In the name of Honduras:
Au nom du Honduras :
От имепи Гондураса:
En nombre de Honduras:

SERGIO LAVALA LEIVA

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم هنغاريـــــا :

代表匈牙利:

In the name of Hungary:
Au nom de la Hongrie :
От имени Венгрии:
En nombre de Hungría:

BÉZA ZESZENSKY

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم ايسلنـــــدا :

代表冰岛:

In the name of Iceland:
Au nom de l'Islande :
От имени Исландии:
En nombre de Islandia:

SUEVRIZ H. GUNNLAUGSSON

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم الهنـــــد :

代表印度:

In the name of India:
Au nom de l'Inde :
От имени Индии:
En nombre de la India:

SHRI EDUARDO FALEVIO

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم اندونيســـا :

代表印度尼西亚:

In the name of Indonesia:
Au nom de l'Indonésie :
От имени Индонезии:
En nombre de Indonesia:

SVENADI D. M. BROTODIVINGVAT

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم جمهورية ايران الاسلاميـــة :

代表伊朗伊斯兰共和国:

In the name of the Islamic Republic of Iran:
Au nom de la République islamique d'Iran :
От имени Исламской Республики Ираи:
En nombre de la República Islámica del Irán:

AKBAR VELAYATI

باسم العـــراق :

代表伊拉克:

In the name of Iraq:
Au nom de l'Iraq :
От имени Ирака:
En nombre del Iraq:

باسم ايرلنـــــــدا :

代表爱尔兰:

In the name of Ireland:
Au nom de l'Irlande :
От имени Ирландии:
En nombre de Irlanda:

JOHN CAMPBELL

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم اسرائيل :

代表以色列:

In the name of Israel:
Au nom d'Israël :
От имеии Израиля:
En nombre de Israel:

SHIMON PERES

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم ايطاليـــــا :

代表意大利:

In the name of Italy:
Au nom de l'Italie :
От именн Италии:
En nombre de Italia:

EMILIO COLOMBO

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم جامايكـــــا :

代表牙买加:

In the name of Jamaica:
Au nom de la Jamaïque :
От имени Ямайки:
En nombre de Jamaica:

[*Illegible — Illisible*]

[18 April 1997 — 18 avril 1997]

باسم اليابـــــان :

代表日本:

In the name of Japan:
Au nom du Japon :
От имеии Японии:
En nombre del Japón:

MICHIO WATANABE

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم الاردن :

代表约旦:

In the name of Jordan:
Au nom de la Jordanie :
От имени Иордании:
En nombre de Jordania:

باسم كازاخستان :

哈萨克斯坦代表:

In the name of Kazakhstan:
Au nom du Kazakhstan :
От имени Казахстана:
En nombre de Kazajstán:

TOULÉOUTAÏ SOULEIMENOV

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم كينيـــــا :

代表肯尼亚:

In the name of Kenya:
Au nom du Kenya :
От имени Кении:
En nombre de Kenya:

DUNKAN KAROBIA

[15 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم كيريباتي :

代表基里巴斯:

In the name of Kiribati:
Au nom de Kiribati :
От имени Кирибати:
En nombre de Kiribati:

باسم الكويت :

代表科威特:

In the name of Kuwait:
Au nom du Koweït :
От имени Кувейта:
En nombre de Kuwait:

MOHAMMAD A. ABULLHASAN

[27 January 1993 — 27 janvier 1993]

باسم قيرغيزستان :

吉尔吉斯斯坦代表:

In the name of Kyrgyzstan:
Au nom du Kirghizistan :
От имени Кыргызстана:
En nombre de Kirguistán:

DJOUMAKADUR A. ATHBEKOV

[22 February 1993 — 22 février 1993]

باسم جمهورية لاو الديمقراطية الشعبية :

代表老挝人民民主共和国:

In the name of the Lao People's Democratic Republic:
Au nom de la République démocratique populaire lao :
От имени Лаосской Народно-Демократнческой Республики:
En nombre de la República Democrática Popular Lao:

KANIKA PHOMMACHANH

[13 May 1993 — 13 mai 1993]

من لاتفيا :

拉脱维亚代表:

In the name of Latvia:
Au nom de la Lettonie :
От имени Латвии:
En nombre de Letonia:

باسم لبنـــــــان :

代表黎巴嫩:

In the name of Lebanon:
Au nom du Liban :
От имени Ливана:
En nombre del Líbano:

باسم ليسوتـــــو :

代表莱索托:

In the name of Lesotho:
Au nom du Lesotho :
От имени Лесото:
En nombre de Lesotho:

BEN NTESO

[7 December 1994 — 7 décembre 1994]

باسم ليبيريـــــــا :

代表利比里亚:

In the name of Liberia:
Au nom du Libéria :
От имени Либерии:
En nombre de Liberia:

AARON J. GEORGE II

[5 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم الجماهيرية العربية الليبية :

代表阿拉伯利比亚民众国：

In the name of the Libyan Arab Jamahiriya:
Au nom de la Jamahiriya arabe libyenne :
От имеии Ливийской Арабской Джамахирии:
En nombre de la Jamahiriya Arabe Libia:

باسم لختنشتاين :

代表列支敦士登：

In the name of Liechtenstein:
Au nom du Liechtenstein :
От имени Лихтенштейна:
En nombre de Liechtenstein:

CLAUDIA FRITSCHE
[21 July 1993 — 21 juillet 1993]

عن ليتوانيا :

立陶宛代表：

In the name of Lithuania:
Au nom de la Lituanie :
От именн Литвы:
En nombre de Lituania:

POVILAS GYLIS
[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم لكسمبرغ :

代表卢森堡：

In the name of Luxembourg:
Au nom du Luxembourg :
От имени Люксембурга:
En nombre de Luxemburgo:

GEORGES WOHLFART
[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم مدغشقـــــــر:

代表马达加斯加:

In the name of Madagascar:
Au nom de Madagascar :
От имени Мадагаскара:
En nombre de Madagascar:

FRANÇOIS DE PAUL RABOTOSON

[15 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم مـــــــلاوى:

代表马拉维:

In the name of Malawi:
Au nom du Malawi :
От имени Малави:
En nombre de Malawi:

FRANCIS ALIPOUSE CHILIPAIKE

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم ماليزيـــــــا:

代表马来西亚:

In the name of Malaysia:
Au nom de la Malaisie :
От имени Малайзии:
En nombre de Malasia:

TOH MUDA DATO ABDULLAH FADZIL CHE WAN

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم ملديـــــف:

代表马尔代夫:

In the name of Maldives:
Au nom des Maldives :
От имени Мальдивов:
En nombre de Maldivas:

FATHULLA JAMED

[4 October 1993 — 4 octobre 1993]

باسم مالـــــي :

代表马里:

In the name of Mali:
Au nom du Mali :
От имени Мали:
En nombre de Malí:

DIOUCOUNDA TRAORR

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم مالطـــــه :

代表马耳他:

In the name of Malta:
Au nom de Malte :
От имени Мальты:
En nombre de Malta:

GUIDO DE MARCO

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

عن جزر مـارشال :

马绍尔群岛代表:

In the name of the Marshall Islands:
Au nom des Iles Marshall :
От имени Маршалловых Островов:
En nombre de las Islas Marshall:

CARL L. HEINE

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم موريتانيـــا :

代表毛里塔尼亚:

In the name of Mauritania:
Au nom de la Mauritanie :
От имени Мавритании:
En nombre de Mauritania:

MOHAMMED ABDERRAHMANE OULD MOINE

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم موريشيوس :

代表毛里求斯:

In the name of Mauritius:
Au nom de Maurice :
От имени Маврикия:
En nombre de Mauricio:

PAUL BERENGER

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم المكسيك :

代表墨西哥:

In the name of Mexico:
Au nom du Mexique :
От имени Мексики:
En nombre de México:

FERNANDO SOLANA

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

عن ولايات ميكرونيزيا الموحدة :

密克罗尼西亚联邦代表:

In the name of the Federated States of Micronesia:
Au nom des Etats fédérés de Micronésie :
От имени Федеративных Штатов Микронезии:
En nombre de los Estados Federados de Micronesia:

YOSIMO P. GEORGE

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم موناكو :

代表摩纳哥:

In the name of Monaco:
Au nom de Monaco :
От имени Монако:
En nombre de Mónaco:

JACQUES DUPONT

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم منغوليا :

代表蒙古:

In the name of Mongolia:
Au nom de la Mongolie :
От имени Монголии:
En nombre de Mongolia:

TSERENPILIIN GOMBOSUREN

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم المغرب :

代表摩洛哥:

In the name of Morocco:
Au nom du Maroc :
От имени Марокко:
En nombre de Marruecos:

ABBES FASSI FIHRI

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم موزامبيق :

代表莫桑比克:

In the name of Mozambique:
Au nom du Mozambique :
От имени Мозамбика:
En nombre de Mozambique:

باسم ميانمار :

缅甸代表:

In the name of Myanmar:
Au nom du Myanmar :
От имени Мьянмы:
En nombre de Myanmar:

WOHN GYAW

باسم ناميبيا :

代表纳米比亚：

In the name of Namibia:
Au nom de la Namibie :
От имени Намибии:
En nombre de Namibia:

TESAYA NYAMU

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم نـــاورو:

代表瑙鲁：

In the name of Nauru:
Au nom de Nauru :
От имени Науру:
En nombre de Nauru:

BERNARD DOWIYOGO

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم نيـــــال :

代表尼泊尔：

In the name of Nepal:
Au nom du Népal :
От имени Непала:
En nombre de Nepal:

JAYARAY ACHAYA

[19 January 1993 — 19 janvier 1993]

باسم هولنـــدا :

代表荷兰：

In the name of the Netherlands:
Au nom des Pays-Bas :
От имени Нидерландов:
En nombre de los Países Bajos:

PETER KOOIJMANS

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم نيوزيلندا :

代表新西兰:

In the name of New Zealand:
Au nom de la Nouvelle-Zélande :
От имени Новой Зеландии:
En nombre de Nueva Zelandia:

ONEGLAS ARTHUR MONTROSE GRAHAM

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم نيكاراغوا :

代表尼加拉瓜:

In the name of Nicaragua:
Au nom du Nicaragua :
От имени Никараруа:
En nombre de Nicaragua:

ROBERTO MAYAGA-CUTÉZ

[9 March 1993 — 9 mars 1993]

باسم النيجر :

代表尼日尔:

In the name of the Niger:
Au nom du Niger :
От имени Нигера:
En nombre del Níger:

SANDI YACOUBA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم نيجيريا :

代表尼日利亚:

In the name of Nigeria:
Au nom du Nigéria :
От имени Нигерии:
En nombre de Nigeria:

MATHEW MBU

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم النرويـــــــــج :

代表挪威:

In the name of Norway:
Au nom de la Norvège :
От имени Норвегни:
En nombre de Noruega:

JAN EGELAND

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم عمـــان :

代表阿曼:

In the name of Oman:
Au nom de l'Oman :
От имени Омана:
En nombre de Omán:

SALIM MAHOMMAD ALKHUSSAIBY

[2 February 1993 — 2 février 1993]

باسم باكستـــان :

代表巴基斯坦:

In the name of Pakistan:
Au nom du Pakistan :
От имени Пакистаиа:
En nombre del Pakistán:

MAKHDOONY MUHAMMAD SARED HASHNI

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم بنمـــــا :

代表巴拿马:

In the name of Panama:
Au nom du Panama :
От имени Панамы:
En nombre de Panamá:

CARLOS AROSEMANA A.

[16 June 1993 — 16 juin 1993]

باسم بابوا غينيا الجديدة :

代表巴布亚新几内亚:

In the name of Papua New Guinea:
Au nom de la Papouasie-Nouvelle-Guinée :
От имени Папуа-Новой Гвинеи:
En nombre de Papua Nueva Guinea:

ANDREW YAUJEB

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم باراغـــــــواى :

代表巴拉圭:

In the name of Paraguay:
Au nom du Paraguay :
От имени Парагвая:
En nombre del Paraguay:

ALEXIS FRUTOS VAESKEN

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم بـــــــرو:

代表秘鲁:

In the name of Peru:
Au nom du Pérou :
От имени Перу:
En nombre del Perú:

HUGO PALMA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم الفلبـــــــين :

代表菲律宾:

In the name of the Philippines:
Au nom des Philippines :
От имени Филиппин:
En nombre de Filipinas:

باسم بولنـــــدا :

代表波兰:

In the name of Poland:
Au nom de la Pologne :
От имени Польши:
En nombre de Polonia:

KRZYSZTOF SKUBISZEWSKI

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم البرتغـــــال :

代表葡萄牙:

In the name of Portugal:
Au nom du Portugal :
От имени Португалии:
En nombre de Portugal:

JOSÉ DURAO BARROSO

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم قطـــــر :

代表卡塔尔:

In the name of Qatar:
Au nom du Qatar :
От имени Катара:
En nombre de Qatar:

[*Illegible — Illisible*]

باسم جمهورية كوريـــــا :

代表大韩民国:

In the name of the Republic of Korea:
Au nom de la République de Corée :
От имени Корейской Республики:
En nombre de la República de Corea:

LEE SANG OCK

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم جمهورية مولدوفا :

摩尔多瓦共和国代表:

In the name of the Republic of Moldova:
Au nom de la République de Moldova :
От имени Республики Молдова:
En nombre de la República de Moldova:

باسم رومانيـــــا :

代表罗马尼亚:

In the name of Romania:
Au nom de la Roumanie :
От имени Румынии:
En nombre de Rumania:

TEODOR MELESCANU

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم الاتحاد الروسي :

俄罗斯联邦代表:

In the name of the Russian Federation:
Au nom de la Fédération de Russie :
От имени Российской Федерации:
En nombre de la Federación de Rusia:

ANDREI KOZYREV

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم رواندا :

代表卢旺达:

In the name of Rwanda:
Au nom du Rwanda :
От имени Руанды:
En nombre de Rwanda:

JEAN-DAMASCÈNE BIZIMANA

[17 May 1993 — 17 mai 1993]

باسم سانت كيتس ونيفس :

代表圣基茨和尼维斯:

In the name of Saint Kitts and Nevis:
Au nom de Saint-Kitts-et-Nevis :
От имени Сент-Китс и Невис:
En nombre de Saint Kitts y Nevis:

RAYMOND TAYLOR

[16 March 1994 — 16 mars 1994]

باسم سانت لوسيا :

代表圣卢西亚:

In the name of Saint Lucia:
Au nom de Sainte-Lucie :
От имени Сент-Люсии:
En nombre de Santa Lucía:

CHARLES A. FLEMMING

[29 March 1993 — 29 mars 1993]

باسم سانت فنسنت وجزر غرينادين :

代表圣文森特和格林纳丁斯:

In the name of Saint Vincent and the Grenadines:
Au nom de Saint-Vincent-et-Grenadines :
От имени Сент-Винсента и Гренадии:
En nombre de San Vicente y las Granadinas:

[*Illegible — Illisible*]

[20 September 1993 — 20 septembre 1993]

باسم ساموا :

代表萨摩亚:

In the name of Samoa:
Au nom du Samoa :
От имени Самоа:
En nombre de Samoa:

AFAMASAGA TOLEAFOA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم سان مارينو:
代表圣马力诺:
In the name of San Marino:
Au nom de Saint-Marin :
От имени Сан-Марино:
En nombre de San Marino:

MARIA ANTONIETTA BONELLI
[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم سان تومي وبرينسيبي :
代表圣多美和普林西比:
In the name of Sao Tome and Principe:
Au nom de Sao Tomé-et-Principe :
От имени Сан-Томе и Принсипи:
En nombre de Santo Tomé y Príncipe:

باسم المملكة العربية السعودية :
代表沙特阿拉伯:
In the name of Saudi Arabia:
Au nom de l'Arabie saoudite :
От имени Саудовской Аравии:
En nombre de Arabia Saudita:

GAAFAR M. ALLAGANY
[20 January 1993 — 20 janvier 1993]

باسم السنغال :
代表塞内加尔:
In the name of Senegal:
Au nom du Sénégal :
От имени Сенегала:
En nombre del Senegal:

SIBO KA
[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم سيشيل :

代表塞舌尔：

In the name of Seychelles:
Au nom des Seychelles :
От имени Сейшельских островов:
En nombre de Seychelles:

DANIELLE DE ST. JONNE

[15 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم سيراليون :

代表塞拉利昂：

In the name of Sierra Leone:
Au nom de la Sierra Leone :
От имени Сьерра-Леоне:
En nombre de Sierra Leona:

KAMARA

[15 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم سنغافوره :

代表新加坡：

In the name of Singapore:
Au nom de Singapour :
От имени Сингапура:
En nombre de Singapur:

ERIC TEO CHU CHEOW

[4 January 1993 — 4 janvier 1993]

باسم سلوفاكيا :

斯洛伐克代表：

In the name of Slovakia:
Au nom de la Slovaquie :
От имени Словакии:
En nombre de Eslovaquia:

MILAN KNAZKO

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم سلوفينيا :

以斯洛文尼亚的名义：

In the name of Slovenia:
Au nom de la Slovénie :
От имени Словеиии:
En nombre de Eslovenia:

DIMITRIJ RUPEL

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم جزر سليمان :

代表所罗门群岛：

In the name of Solomon Islands:
Au nom des Iles Salomon :
От имени Соломоновых Островов:
En nombre de las Islas Salomón:

باسم الصومال :

代表索马里：

In the name of Somalia:
Au nom de la Somalie :
От имени Сомали:
En nombre de Somalia:

باسم افريقيا الجنوبية :

代表南非：

In the name of South Africa:
Au nom de l'Afrique du Sud :
От именн Южиой Африки:
En nombre de Sudáfrica:

ROELOF FREDERIK BOTHA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم اسبانيـــــا :

代表西班牙:

In the name of Spain:
Au nom de l'Espagne :
От имени Испании
En nombre de España:

JAVIER SOLANA

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم سرى لانكـــا :

代表斯里兰卡:

In the name of Sri Lanka:
Au nom de Sri Lanka :
От имени Шрн Ланки:
En nombre de Sri Lanka:

S. B. HETTIARA-CHCHI

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم الســـودان :

代表苏丹:

In the name of the Sudan:
Au nom du Soudan :
От имени Судана:
En nombre del Sudán:

باسم سورينـــام:

代表苏里南:

In the name of Suriname:
Au nom du Suriname :
От имени Сурннама:
En nombre de Suriname:

NATASHA HALFHNID

[28 April 1997 — 28 avril 1997]

باسم سوازيلنـــــــد :

代表斯威士兰:

In the name of Swaziland:
Au nom du Swaziland :
От имени Свазиленда:
En nombre de Swazilandia:

TIMOTHY L. L. DLAMINI

[23 September 1993 — 23 septembre 1993]

باسم السويـــــد :

代表瑞典:

In the name of Sweden:
Au nom de la Suède :
От имени Швеции:
En nombre de Suecia:

MARGARETHA AF UGLAS

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم سويســـــرا :

代表瑞士:

In the name of Switzerland:
Au nom de la Suisse :
От имени Швейцарии:
En nombre de Suiza:

RENE FELBER

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم الجمهورية العربية السورية :

代表阿拉伯叙利亚共和国:

In the name of the Syrian Arab Republic:
Au nom de la République arabe syrienne :
От имени Сирийской Арабской Республики:
En nombre de la República Arabe Siria:

باسم طاجيكستان :

塔吉克斯坦代表:

In the name of Tajikistan:
Au nom du Tadjikistan :
От имени Таджикистана:
En nombre de Tayikistán:

RACHIDE ALINOV

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم تايلند :

代表泰国:

In the name of Thailand:
Au nom de la Thaïlande :
От имени Танланда:
En nombre de Tailandia:

THEP DEVAKULA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم جمهورية مقدونيا اليوغوسلافية السابقة :

前南斯拉夫马其顿共和国代表:

In the name of the former Yugoslav Republic of Macedonia:
Au nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine :
От имени бывшей Югославской Республики Македонии:
En nombre de la ex República Yugoslava de Macedonia:

باسم توغو:

代表多哥:

In the name of Togo:
Au nom du Togo :
От имеин Того:
En nombre del Togo:

FARUBARAETE

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم تونغـــا :

代表汤加：

In the name of Tonga:
Au nom des Tonga :
От имени Тонга:
En nombre de Tonga:

باسم ترينيداد وتوباغـــو:

代表特立尼达和多巴哥：

In the name of Trinidad and Tobago:
Au nom de la Trinité-et-Tobago :
От имени Тринидада и Тобаго:
En nombre de Trinidad y Tabago:

باسم تونـــس:

代表突尼斯：

In the name of Tunisia:
Au nom de la Tunisie :
От имени Туниса:
En nombre de Túnez:

HABIB BEN YAHIA
[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم تركيـــا :

代表土耳其：

In the name of Turkey:
Au nom de la Turquie :
От имени Турции:
En nombre de Turquía:

HIKMET CETIN
[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم تركمانستان :

土库曼斯坦代表:

In the name of Turkmenistan:
Au nom du Turkménistan :
От имени Туркменистана:
En nombre de Turkmenistán:

[*Illegible — Illisible*]

[12 October 1993 — 12 octobre 1993]

باسم توفالو:

代表图瓦卢:

In the name of Tuvalu:
Au nom de Tuvalu :
От имеии Тувалу:
En nombre de Tuvalu:

باسم أوغندا:

代表乌干达:

In the name of Uganda:
Au nom de l'Ouganda :
От имени Уганды:
En nombre de Uganda:

EMMANUEL L. SSENDANLA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

عن اوكرانيا :

乌克兰代表:

In the name of Ukraine:
Au nom de l'Ukraine :
От имени Украины:
En nombre de Ucrania:

MYKOLA MAKAREVICH

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم الامارات العربية المتحـــدة:

代表阿拉伯联合酋长国:

In the name of the United Arab Emirates:
Au nom des Emirats arabes unis :
От имени Объедииенных Арабских Эмиратов:
En nombre de los Emiratos Arabes Unidos:

[*Illegible — Illisible*]

باسم المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وايرلندا الشمالية:

代表大不列颠及北爱尔兰联合王国:

In the name of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
От имени Соедииенного Королевства Великобритании и Северной Ирладии:
En nombre del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

[*Illegible — Illisible*]

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم جمهورية تنزانيا المتحـــدة:

代表坦桑尼亚联合共和国:

In the name of the United Republic of Tanzania:
Au nom de la République-Unie de Tanzanie :
От имени Объедииенной Республики Танзания:
En nombre de la República Unida de Tanzanía:

[*Illegible — Illisible*]

[25 February 1994 — 25 février 1994]

باسم الولايات المتحدة الأمريكيـــة:

代表美利坚合众国:

In the name of the United States of America:
Au nom des Etats-Unis d'Amérique :
От имени Соединенных Штатов Америки:
En nombre de los Estados Unidos de América:

LAWRENCE EAGLEBURGER

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم أوروغواي :

代表乌拉圭:

In the name of Uruguay:
Au nom de l'Uruguay :
От имени Уругвая:
En nombre del Uruguay:

HECTOR GROSS ESPIELL

[15 January 1993 — 15 janvier 1993]

باسم اوزبكستان :

乌兹别克斯坦代表:

In the name of Uzbekistan:
Au nom de l'Ouzbékistan :
От имени Узбекистана:
En nombre de Uzbekistán:

FAHIKH TESHABAEV

[24 November 1995 — 24 novembre 1995]

باسم فانواتو :

代表瓦努阿图:

In the name of Vanuatu:
Au nom de Vanuatu :
От имени Вануату:
En nombre de Vanuatu:

باسم فنزويلا :

代表委内瑞拉:

In the name of Venezuela:
Au nom du Venezuela :
От имени Венесуэлы:
En nombre de Venezuela:

ADOLFO RAÚL TAY CHARDAT

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم فيت نام :

代表越南社会主义共和国:

In the name of Viet Nam:
Au nom du Viet Nam :
От имеии Вьетнама:
En nombre de Viet Nam:

TRINH NGOC THAI

[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم اليمن :

代表也门:

In the name of Yemen:
Au nom du Yémen :
От именн Йемена:
En nombre del Yemen:

[*Illegible — Illisible*]

[8 February 1993 — 8 février 1993]

باسم يوغوسلافيا :

代表南斯拉夫:

In the name of Yugoslavia:
Au nom de la Yougoslavie :
От имени Югославии:
En nombre de Yugoslavia:

باسم زائير:

代表扎伊尔:

In the name of Zaire:
Au nom du Zaïre :
От имени Заира:
En nombre del Zaire:

RAMAZANI BAYA

[14 January 1993 — 14 janvier 1993]

باسم زامبيا :
代表赞比亚:
In the name of Zambia:
Au nom de la Zambie :
От имени Замбии:
En nombre de Zambia:

L. A. W. MONZE
[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

باسم زمبابوي :
代表津巴布韦:
In the name of Zimbabwe:
Au nom du Zimbabwe :
От имени Зимбабве:
En nombre de Zimbabwe:

KOTSHO LLOYD
[13 January 1993 — 13 janvier 1993]

DECLARATIONS MADE UPON SIGNATURE

AUSTRIA

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

BELGIUM

[TRANSLATION — TRADUCTION]

As a member State of the European Community, Belgium will implement the provisions of this Convention, in accordance with its obligations arising from the rules of the Treaties establishing the European Communities to the extent that such rules are applicable.

DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA SIGNATURE

AUTRICHE

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

BELGIQUE

« En tant qu'Etat membre des Communautés européennes, la Belgique déclare que les dispositions de la présente Convention seront exécutées, en ce qui la concerne, selon ses obligations découlant des règles des Traités instituant les Communautés européennes dans la mesure où de telles règles sont d'application. »

CHINA

CHINE

[CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS]

一、中国一贯主张全面禁止和彻底销毁一切化学武器及其生产设施。《公约》为实现这一目标奠定了国际法律基础，因此，中国支持《公约》的宗旨、目标和原则。

二、《公约》的宗旨、目标和原则应得到严格遵守。关于质疑核查的规定不得被滥用，不得损害缔约国与化学武器无关的国家安全利益。否则，势将影响对《公约》的普遍支持。

三、在外国遗留化学武器的国家须切实履行《公约》的有关规定，承担销毁这些化学武器的义务。

四、《公约》应确实发挥促进化工领域为和平目的的贸易、科技交流与合作的作用。任何与之不符的有关出口控制应予废除。

[TRANSLATION]

1. China has consistently stood for the complete prohibition and thorough destruction of all chemical weapons and their production facilities. The Convention constitutes the legal basis for the realization of this goal. China therefore supports the object and purpose and principles of the Convention.

2. The object, purpose and principles of the Convention should be strictly abided by. The relevant provisions on challenge inspection should not be abused to the detriment of the security interests of States Parties unrelated to chemical weapons. Otherwise, the universality of the Convention is bound to be adversely affected.

3. States Parties that have abandoned chemical weapons on the territories of other States Parties should implement in earnest the relevant provisions of the Convention and undertake the obligation to destroy the abandoned chemical weapons.

4. The Convention should effectively facilitate trade, scientific and technological exchanges and cooperation in the field of chemistry for peaceful purposes. All export controls inconsistent with the Convention should be abolished.

DENMARK

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

FRANCE

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

[TRADUCTION]

1. La Chine préconise depuis toujours l'interdiction complète et la destruction totale de toutes les armes chimiques et des installations destinées à leur fabrication. La Convention a jeté les fondements juridiques internationaux pour la réalisation de cet objectif. Par conséquent, la Chine soutient les buts, objectifs et principes énoncés dans la Convention.

2. Les buts, objectifs et principes de la Convention doivent être respectés scrupuleusement. Les stipulations relatives à l'inspection par défi ne doivent pas être invoquées de façon abusive ni porter atteinte aux intérêts de sécurité nationale des pays contractants, qui n'ont pas rapport avec les armes chimiques. Autrement, l'appui général acquis à la Convention s'en trouvera compromis.

3. Les pays contractants ayant laissé des armes chimiques dans d'autres pays sont tenus d'appliquer effectivement les dispositions pertinentes de la Convention et de prendre l'engagement de détruire ces armes.

4. La Convention doit servir réellement à promouvoir le commerce, les échanges technico-scientifiques et la coopération dans le domaine de l'industrie chimique à des fins pacifiques. Il faut lever tout contrôle d'exportation incompatible avec cet objectif.

DANEMARK

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

FRANCE

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

GERMANY

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

GREECE

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

IRELAND

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

ITALY

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

LUXEMBOURG

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

NETHERLANDS

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

PORTUGAL

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

SPAIN

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

[*Same declaration*, mutatis mutandis, *as the one made by Belgium*]

ALLEMAGNE

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

GRÈCE

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

IRELANDE

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

ITALIE

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

LUXEMBOURG

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

PAYS-BAS

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

PORTUGAL

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

ESPAGNE

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

[*Même déclaration*, mutatis mutandis, *que celle faite par la Belgique*]

DECLARATIONS MADE UPON RATIFICATION

DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA RATIFICATION

BELGIUM

[*Same declaration as the one made upon signature*]

BELGIQUE

[*Même déclaration que celle faite lors de la signature*]

CHINA

CHINE

[CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS]

一、中国一贯主张全面禁止和彻底销毁化学武器。《禁止化学武器公约》为实现这一目标奠定了国际法律基础，因此中国支持《禁止化学武器公约》的宗旨、目标和原则。

二、中国呼吁拥有庞大化学武器库的国家尽早批准《禁止化学武器公约》，以利于早日实现《禁止化学武器公约》的宗旨和目标。

三、《禁止化学武器公约》的宗旨、目标和原则应当得到严格遵守。关于质疑视察的规定不得被滥用，不得损害缔约国与化学武器无关的国家安全利益。中国坚决反对任何滥用核查规定危害中国主权与安全的作法。

四、在外国遗弃化学武器的国家应当切实履行《禁止化学武器公约》的有关规定，承担销毁这些化学武器的义务，尽快彻底销毁遗弃在别国领土上的化学武器。

五、《禁止化学武器公约》应当确实发挥促进化工领域为和平目的的国际贸易、科技交流与合作的作用。《禁止化学武器公约》应当成为规范缔约国之间在化工领域进行贸易、国际合作与交流方面的有效法律依据。

[TRANSLATION]

1. China has always stood for complete prohibition and thorough destruction of chemical weapons. As the Convention has laid an international legal foundation for the realization of this goal, China supports the purposes, objectives and principles of the Convention.

2. China calls on the countries with the largest chemical weapons arsenals to ratify the Convention without delay with a view to attaining its purposes and objectives at an early date.

3. The purposes, objectives and principles of the Convention should be strictly observed. The provisions concerning challenge inspection shall not be abused and the national security interests of state parties not related to chemical weapons shall not be compromised. China is firmly opposed to any act of abusing the verification provisions which endangers its sovereignty and security.

4. Any country which has abandoned chemical weapons on the territory of another country should effectively implement the relevant Convention provisions, undertake the obligations to destroy those chemical weapons and ensure the earliest complete destruction of all the chemical weapons it has abandoned on another state's territory.

5. The Convention should play a sound role in promoting international trade, scientific and technological exchanges and cooperation for peaceful purposes in the field of chemical industry. It should become the effective legal basis for regulating trade, cooperation and exchange among the state parties in the field of chemical industry.

[TRADUCTION]

1. La Chine préconise depuis toujours l'interdiction complète et la destruction totale des armes chimiques. La Convention ayant posé les fondements juridiques internationaux pour la réalisation de cet objectif, la Chine soutient les buts, objectifs et principes énoncés dans la Convention.

2. La Chine demande aux pays dotés des plus gros arsenaux d'armes chimiques de ratifier la Convention sans délai en vue de la réalisation rapide de ses buts et objectifs.

3. Les buts, objectifs et principes de la Convention doivent être scrupuleusement respectés. Les dispositions relatives à l'inspection par défi ne doivent pas être invoquées de façon abusive et ne doivent pas porter atteinte aux intérêts de sécurité nationale des Etats parties sans rapport avec les armes chimiques. La Chine s'oppose vigoureusement à tout acte qui, par l'abus des dispositions relatives à la vérification, compromettrait sa souveraineté et sa sécurité.

4. Tout Etat qui a abandonné des armes chimiques sur le territoire d'un autre Etat devrait appliquer effectivement les dispositions pertinentes de la Convention, s'acquitter de ses obligations de détruire ses armes chimiques et veiller à ce que toutes les armes chimiques qu'il a abandonnées sur le territoire d'un autre Etat soient complètement détruites le plus tôt possible.

5. La Convention devrait jouer un rôle utile dans la promotion du commerce international, des échanges scientifiques et technologiques et de la coopération à des fins pacifiques dans le domaine de l'industrie chimique. Elle devrait devenir le fondement juridique effectif de la réglementation du commerce, de la coopération et des échanges entre les Etats parties dans le domaine de l'industrie chimique.

GERMANY

[*Same declaration as the one made upon signature*]

GREECE

[*Same declaration as the one made upon signature*]

IRELAND

[*Same declaration as the one made upon signature*]

ITALY

[*Same declaration as the one made upon signature*]

LUXEMBOURG

[*Same declaration as the one made upon signature*]

PORTUGAL

[*Same declaration as the one made upon signature*]

SPAIN

[*Same declaration as the one made upon signature*]

UNITED STATES OF AMERICA

"... [the] ratification of the Convention, with Annexes [is] subject to the condition which relates to the Annex on Implementation and Verification, that no sample collected in the United States pursuant to the Convention will be transferred for analysis to any laboratory outside the territory of the United States."

ALLEMAGNE

[*Même déclaration que celle faite lors de la signature*]

GRÈCE

[*Même déclaration que celle faite lors de la signature*]

IRELANDE

[*Même déclaration que celle faite lors de la signature*]

ITALIE

[*Même déclaration que celle faite lors de la signature*]

LUXEMBOURG

[*Même déclaration que celle faite lors de la signature*]

PORTUGAL

[*Même déclaration que celle faite lors de la signature*]

ESPAGNE

[*Même déclaration que celle faite lors de la signature*]

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... la ratification de la Convention et de ses annexes est sous condition qu'en ce qui concerne l'Annexe sur l'application de la Convention et la vérification, aucun échantillon prélevé aux Etats-Unis dans le cadre de la Convention ne soit transféré à des fins d'analyse dans un laboratoire situé hors du territoire des Etats-Unis.

RATIFICATION

Instrument deposited on:
29 April 1997
CUBA
(With effect from 29 May 1997.)
With the following declarations:

RATIFICATION

Instrument déposé le :
29 avril 1997
CUBA
(Avec effet au 29 mai 1997.)
Avec les déclarations suivantes :

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

"El Gobierno de la República de Cuba declara, de conformidad con el Artículo III, inciso iii de la Convención, que en su territorio se encuentra un enclave colonial, la Base Naval de Guantánamo, porción de territorio nacional cubano, sobre el cual, el Estado Cubano no ejerce la jurisdicción que le corresponde, debido a su ocupación ilegal por parte de los Estados Unidos de América, en virtud de un Tratado falaz y doloso.

En consecuencia, el Gobierno de la República de Cuba no asume responsabilidad alguna respecto de dicho territorio a los efectos de la Convención, pues desconoce si Estados Unidos ha instalado, posee, mantiene o tiene la intención de poseer Armas Químicas en el Territorio Cubano ilegalmente ocupado.

Asimismo, el Gobierno de la República de Cuba considera que le asiste el derecho de exigir que la entrada de cualquier grupo de inspección mandatado por la Organización para la Prohibición de las Armas Químicas, para llevar a cabo en el territorio de la Base Naval de Guantánamo funciones de verificación previstas en la Convención, se realice por un punto de entrada en territorio nacional cubano, a determinar por el Gobierno de Cuba.

El Gobierno de la República de Cuba, considera que en virtud de las disposiciones contenidas en el Artículo XI de la Convención, la aplicación unilateral por un Estado Parte de la Convención contra otro Estado Parte, de cualquier restricción que limite u obstaculice el comercio, así como el desarrollo y promoción de los conocimientos científicos y tecnológicos en la esfera de la química para fines industriales, agrícolas, de investigación, médicos, farmacéuticos u otros fines no prohibidos por la Convención, sería incompatible con el objeto y propósito de la Convención.

Designar al Ministerio de Ciencia, Tecnología y Medio Ambiente como Autoridad Nacional de la República de Cuba para la Convención Sobre la Prohibición del Desarrollo, la Producción, el Almacenamiento y el

Empleo de Armas Quimicas y Sobre su Destrucción, como organismo de la Administración Central del Estado encargado de organizar, dirigir, controlar y supervisar las actividades encaminadas a la preparación de la República de Cuba para cumplir con las obligaciones que contrae, dimanadas de su condición de Estado Parte en la antes citada Convención."

[TRANSLATION]

The Government of the Republic of Cuba declares, in conformity with article III (1) (*a*) (iii) of the Convention, that there is a colonial enclave in its territory — the Guantanamo Naval Base — a part of Cuban national territory over which the Cuban State does not exercise its rightful jurisdiction, owing to its illegal occupation by the United States of America by reason of a deceitful and fraudulent Treaty.

Consequently, for the purposes of the Convention, the Government of the Republic of Cuba does not assume any responsibility with respect to the aforesaid territory, since it does not know whether the United States has installed, possesses, maintains or intends to possess chemical weapons in the part of Cuban territory that it illegally occupies.

The Government of the Republic of Cuba also considers that it has the right to require that the entry of any inspection group mandated by the organization for the prohibition of chemical weapons, to carry out in the territory of Guantanamo Naval Base the verification activities provided for in the Convention, should be effected through a point of entry in Cuban national territory to be determined by the Cuban Government.

[TRADUCTION]

Le Gouvernement de la République de Cuba déclare, conformément à l'alinéa 1, *a*, iii de l'article III de la Convention, qu'il existe une enclave coloniale sur son territoire — la base navale de Guantánamo — portion du territoire national cubain sur laquelle l'Etat cubain ne peut exercer sa juridiction, étant donné que les Etats-Unis d'Amérique l'occupent illégalement en vertu d'un traité fallacieux et frauduleux.

En conséquence, le Gouvernement de la République de Cuba décline toute responsabilité au sujet de ce territoire en ce qui concerne l'application de la Convention, dans la mesures où il ignore si les Etats-Unis ont installé, détiennent, stockent ou ont l'intention de détenir des armes chimiques sur le territoire cubain illégalement occupé.

Par ailleurs, le Gouvernement de la République de Cuba estime avoir le droit d'exiger que toute équipe d'inspection chargée par l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques de procéder sur le périmètre de la base navale de Guantánamo aux opérations de vérification prévues par la Convention, pénètre en territoire national cubain par un point d'entrée choisi par lui.

The Government of the Republic of Cuba considers that, under the provisions of article XI of the Convention, the unilateral application by a State party to the Convention against another State party of any restriction which would restrict or impede trade and the development and promotion of scientific and technological knowledge in the field of chemistry for industrial, agricultural, research, medical, pharmaceutical or other purposes not prohibited under the Convention, would be incompatible with the object and purpose of the Convention.

The Government of the Republic of Cuba designates the Ministry of Science, Technology and Environment, in its capacity as the national authority of the Republic of Cuba for the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on Their Destruction, as the body of the central administration of the State responsible for organizing, directing, monitoring and supervising the activities aimed at preparing the Republic of Cuba to fulfil the obligations it is assuming as a State party to the aforementioned Convention.

Le Gouvernement de la République de Cuba considère qu'en vertu des dispositions énoncées à l'article XI de la Convention, l'application unilatérale, par un Etat partie à la Convention à l'encontre d'un autre Etat partie, de toute restriction qui imposerait des limites ou ferait obstacle au commerce ou au développement et à la promotion des connaissances scientifiques et techniques dans le domaine de la chimie à des fins industrielles, agricoles, de recherche, médicales, pharmaceutiques ou d'autres fins pacifiques, serait incompatible avec l'objet et les buts de la Convention.

Le Gouvernement de la République de Cuba désigne le Ministère de la science, de la technique et de l'environnement comme autorité nationale de la République de Cuba pour l'application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, qui sera l'organisme de l'administration centrale de l'Etat chargé d'organiser, de diriger, de contrôler et de superviser les activités visant à préparer la République de Cuba à honorer les engagements contractés en tant qu'Etat partie à la Convention.

TERRITORIAL APPLICATION

Notification received on:

28 April 1997

NETHERLANDS

(In respect of the Netherlands Antilles and Aruba. With effect from 29 April 1997.)

APPLICATION TERRITORIALE

Notification reçue le :

28 avril 1997

PAYS-BAS

(A l'égard des Antilles néerlandaises et Aruba. Avec effet au 29 avril 1997.)